

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 124-125

**Juillet-Août 1995**

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

- ACCORD INTER-KURDE EN IRLANDE
- APRÈS LA DÉFECTION DES DEUX GENDRES DE SADDAM HUSSEIN, L'IRAK RECONNAIT POSSÉDER DES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES
- LA GUERRE ENTRE DANS SA DOUZIÈME ANNÉE DANS UN KURDISTAN DÉVASTÉ ET VIDÉ D'UNE BONNE PARTIE DE SA POPULATION
- LA DEUXIÈME MORT DE DERSIM
- BERLIN : MORT D'UNE KURDE EN GREVE DE LA FAIM
- L'OPINION ALLEMANDE EN FAVEUR DE LA CRÉATION D'UN ÉTAT KURDE
- SYRIE : DISPARITION DE KHALED BEGDACHE
- L'ARMÉE TURQUE CONTRE LA DÉMOCRATISATION
- ANKARA : AMENDEMENT COSMÉTIQUE DE LA CONSTITUTION
- WASHINGTON : LA TURQUIE SUR LA SELLETTE DEVANT LE CONGRÈS
- UN RAPPORT DU PATRONAT TURC SUR LE PROBLÈME KURDE
- AINSI QUE...
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

---

## ACCORD INTER-KURDE EN IRLANDE

**L**ES deux groupes kurdes irakiens se sont réunis du 9 au 11 août à Drogheda (près de Dublin) sous l'égide des États-Unis pour tenter de mettre un terme au conflit intermittent qui les oppose depuis 15 mois et qui a fait plusieurs centaines de morts. A l'issue de ces trois jours de négociations le Parti démocratique du Kurdistan de M. Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de J. Talabani sont parvenus à un accord destiné à débloquer les trois principaux points qui les opposaient indique le

communiqué final publié en commun. Les deux groupes qui se partagent le Kurdistan irakien s'engagent à tenter de «rendre permanent» le cessez-le-feu, à entamer la démilitarisation d'Erbil (capitale administrative de la Région autonome kurde contrôlée par l'UPK depuis décembre 1994) et à régler leur contentieux sur les taxes douanières. Ils ont également convenu de «relâcher tous les prisonniers capturés durant les hostilités», de convoquer le Parlement dans les 48 heures suivant la démilitarisation effective d'Erbil et de restaurer la légitimité régionale.

«L'initiative va continuer. Nous envisageons d'autres rencontres très prochainement, qui conduiront, espérons-le, à un accord plus large qui pourra être mis en œuvre totalement» a déclaré pour sa part M. Robert Deutsch, chef du bureau des Affaires du Golf du Nord au Département d'État américain qui représentait son gouvernement à ces rencontres. Parrainant les négociations inter-kurdes, les États-Unis n'ont cependant pas accepté d'être les garants de l'accord conclu.

La Turquie qui était représentée à Drogheda par un observateur, Ugur Dogan, a manifesté «sa satisfaction devant la volonté déclarée des deux principales formations rivales kurdes dans

le nord de l'Irak» qu'Ankara a tendance à considérer comme son arrière-cour. Elle espère que la paix inter-kurde permettra d'assurer la sécurité de sa frontière avec le Kurdistan irakien.

L'Iran, la Syrie, l'Irak et le PKK ont critiqué avec virulence la *Pax Americana* dans le Kurdistan irakien. Une paix qui au demeurant reste précaire et fragile.

## APRÈS LA DÉFECTION DES DEUX GENDRES DE SADDAM HUSSEIN, L'IRAK RECONNAÎT POSSÉDER DES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES

**L**A défection, le 8 août, en Jordanie du général Hussein Kamel Hassan, «père» des programmes d'armement irakien et de son frère le général Saddam Kamel Hassan, officier de la garde présidentielle, est un coup dur pour la dictature irakienne. D'abord sur le plan symbolique: deux cousins, gendres et fidèles parmi les fidèles du dictateur quittent avec fracas le navire qui leur paraît en perdition en amenant dans leur fuite deux des filles de Saddam Hussein. L'ex «meilleur allié arabe» de celui-ci, le roi Hussein de Jordanie offre l'asile, à ces fugitifs et dans une allocution télévisée, captée en Irak, ne mâche pas ses mots pour critiquer le régime de Bagdad. Ensuite, et surtout, le général Hussein K. Hassan, en tant que fondateur, en 1985, de l'*Organisation de l'industrialisation militaire*, puis ministre de l'industrie, ministre de la défense et homme de confiance de Saddam Hussein connaît tous les secrets de l'armement irakien, ses sites de productions confidentiels, ses fournisseurs et ses projets en cours etc...

Pris de panique, les dirigeants irakiens ont dû préparer dans la précipitation une parade en invitant, dès dimanche 13 août, les experts de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à «se rendre d'urgence à Bagdad»

pour recueillir toutes les informations qu'ils exigent sur les programmes d'armement de l'Irak.

Dans une déclaration diffusée par l'agence officielle INA, le vice-Premier ministre, Tarek Aziz, a affirmé avec aplomb: «après la fuite de Hussein Kamel Hassan, plusieurs responsables de l'organisme de l'industrialisation militaire ont indiqué que ce traître leur avait donné l'ordre de dissimuler des informations importantes sur les programmes d'armements passés de l'Irak. Il leur a fait croire que les ordres venaient de haut, dans le but de fournir des prétextes à l'Amérique pour maintenir l'embargo» imposé à Bagdad après l'invasion du Koweït, en août 1990.

Répondant à cette invitation, des experts de l'ONU sont arrivés le 17 août dans la capitale irakienne où ils ont passé 4 jours. Entre-temps, des spécialistes des services de renseignements américains s'étaient rendus à Amman pour «debriefier» le général Hussein K. Hassan. Ce qui a sans doute incité Bagdad, qui il y a peu encore affirmait avoir tout dit à l'ONU, à fournir à la commission onusienne «une quantité considérable d'informations de valeur» selon la déclaration de Rolf Ekeus, chef de cette commission, à l'AFP, le 21 août.

Pour la première fois l'Irak admet avoir développé des programmes d'armes

bactériologiques (botulisme, anthrax et d'autres toxines mortelles) ainsi que des bombes et des têtes ballistiques capables de les lancer. M. Charles Duelfer, adjoint de M. Ekeus, décrit le programme irakien d'armes bactériologiques comme «très important, avancé et mûr» constituant un véritable danger pour la région.

Selon le rapport présenté au Conseil de sécurité de l'ONU sur la base de cette série de révélation l'Irak s'était fixé pour objectif de produire sa première bombe nucléaire en avril 1991. En décembre 1990, après la résolution du Conseil de sécurité autorisant la coalition alliée à recourir à la guerre pour chasser l'Irak du Koweït, Saddam Hussein avait déployé près de 200 bombes et têtes ballistiques chargées de germes bactériologiques puissants comme l'anthrax et le botulin. La menace réitérée de George Bush de «représailles énormes» en cas d'utilisation par l'Irak d'armes chimiques et bactériologiques l'aurait finalement dissuadé d'avoir recours à celles-ci.

Entre autres informations collectées par la Commission au cours de cette dernière «moisson fructueuse» figurerait un document de 198 pages décrivant l'évolution du projet d'armes nucléaires irakiennes dans la période de juin 1990-juin 1991.

Pour fructueuse qu'elle soit, la dernière moisson d'information sur les programmes d'armements irakiens n'épuise sans doute pas le sujet. Les experts de l'ONU que depuis plus de 4 ans jouent avec Bagdad au chat et à la souris auront besoin de temps pour exploiter cette masse de documents et essayer de reconstituer les nombreuses pièces manquantes du puzzle de l'armement irakien. Autant dire que la levée de l'embargo de l'ONU n'est pas pour demain (lire d'autres commentaires en pp. 182-194 du Bulletin).

par une augmentation dramatique de «meurtres par des auteurs non identifiés», l'année 1995 connaît une recrudescence de «disparitions»

Dans son rapport annuel publié le 5 juillet à Londres, Amnesty International affirme que le nombre de disparition a doublé en Turquie en 1995. «Au moins 55 personnes ont disparu durant leur garde-à-vue et il y a eu des centaines de meurtres politiques dans les provinces kurdes du Sud-Est, dans beaucoup de cas les victimes ont été exécutées d'une manière extra-judiciaire par les forces de sécurité» indique encore l'organisation humanitaire. Celle-ci rappelle également que «la torture des détenus politiques et de droit commun dans les commissariats de police est une routine et systématique et il y a eu au moins 29 morts sous la torture pendant la garde-à-vue». Le rapport mentionne «l'arrestation de centaines de gens suspectés de soutenir le séparatisme kurde, dont beaucoup au cours de réunions publiques et de démonstrations. Après plusieurs heures ou jours de garde-à-vue dans des commissariats comme des prisonniers de conscience plusieurs dizaines d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison».

Amnesty International accuse aussi le PKK de «la mort délibérée et arbitraire de 170 prisonniers et autres non combattants».

Dans une lettre datée du 3 août adressée au Premier ministre turc une trentaine de membres du Congrès américain expriment leurs «préoccupations graves au sujet des disparitions et de meurtres politiques non élucidés en Turquie». Rappelant qu'«au cours des 18 mois plus de 400 personnes ont disparu ou été trouvées mortes» et que «cela est arrivé spécialement dans le sud-est de la Turquie, région sous la loi martiale habitée principalement par des Kurdes», les législateurs américains demandent à Mme Çiller de «mettre un terme à ce qui d'une manière alarmante devient une pratique courante en Turquie. Les

*disparitions et les meurtres pendant la détention ne peuvent être tolérés, en particulier dans un pays se prétendant comme démocratique et qui a pris des engagements internationaux dans le domaine des droits de l'Homme».*

Les appels lancés par les 15 États de l'Union européenne en mars et en décembre 1994, les résolutions adoptées par le Parlement européen et le Conseil de l'Europe, le souhait exprimé à Ankara même par le

secrétaire d'État adjoint américain R. Oxman pour une solution politique du problème kurde restent, en cette douzième année de la guerre, ignorés par les autorités turques. De son côté, après des années de rhétorique maximaliste, le PKK se dit prêt à déposer les armes si Ankara accepte de «négocier avec des représentants kurdes», pas forcément avec le PKK lui-même une solution reconnaissant les droits des Kurdes à l'intérieur des frontières de la Turquie.

## LA DEUXIÈME MORT DE DERSIM

**L**A province de Dersim détruite, dépeuplée et rendue impropre à l'habitation en 1937-1938 sur ordre d'Atatürk avait mis plusieurs décennies à renaître de ses cendres. Son nom antique signifiant Porte Argentée avait été interdit et remplacé par celui de Tunceli (main de bronze) par l'administration turque. Reconstituée progressivement à partir des années 1950, cette province peuplée de Kurdes alévis fut, en raison de ses traditions et de son passé, un fief des mouvements de gauche et laïcs et à ce titre mal vue par les autorités.

Depuis septembre 1994, sous prétexte de déloger quelques centaines de maquisards du PKK, l'armée mobilise 40.000 soldats et plusieurs milliers de policiers et de commandos des unités spéciales. Toute la province est assiégée, les villages évacués et détruits les uns après les autres, les forêts brûlées par l'aviation et la population soumise à un strict embargo alimentaire.

Le quotidien *Milliyet* dans son édition du 26 juillet résume ainsi le témoignage

du député Kamer Genç, vice-président du Parlement turc, de retour d'une mission d'information dans cette province : «Les entrées et sorties de Tunceli sont sous un contrôle strict. Malgré cela il y a des raids, les forces de sécurité agressent la population. La population est désemparée. À Hozat (NdT. sous préfecture de Dersim) les commerces ont été mitraillés, les maisons pillées par des unités spéciales de l'armée. Mon bureau ne désemplit pas de paysans de la province venant raconter leurs malheurs. La conclusion que je tire de ces témoignages et de ce que j'ai vu à Tunceli est la suivante : au lieu de poursuivre le PKK l'armée martyrise la population civile. 90% des villages ont été évacués. Leurs habitants là où ils ont pu trouver refuge vivent dans la misère. Ceux qui sont restés sont dans une situation accablante. Dans les campagnes les moulins ne sont pas autorisés à travailler. Les zones rurales subissent des restrictions alimentaires. Chaque famille ne peut acheter qu'une quantité limitée de nourriture».

De son côté M. Akin Birdal, président de l'Association des Droits de l'Homme, rentrant également d'une

## LA GUERRE ENTRE DANS SA DOUZIÈME ANNÉE DANS UN KURDISTAN DÉVASTÉ ET VIDÉ D'UNE BONNE PARTIE DE SA POPULATION

**L**e 15 août l'insurrection lancée par le PKK dans le Kurdistan turc est entrée dans sa douzième année, ce qui n'était au départ qu'un coup de main d'un groupe de militants armés contre un poste de gendarmerie turc dans la province de Siirt est, à la suite du cycle bien connu de répression-révolte, devenu une véritable guerre en mobilisant plus de 350.000 soldats et gendarmes, 53.000 protecteurs de village» (milices paramilitaire rétribuées par l'État et environ 100.000 policiers, commandos membres d'unités spéciales et autres escadrons de la mort. Une guerre non reconnue qui selon les chiffres officiels, a coûté 12,5 milliards de dollars au budget de l'État en 1994.

La «victoire définitive» promise chaque année pour «la saison prochaine» par les chefs de l'armée reste plus illusoire que jamais. De son côté, le PKK qui dès 1992 prônait «le soulèvement général de la population y compris dans les villes et la création d'un gouvernement dans la Région libérée de Botan» a dû réviser sérieusement ses prétentions et se battre pour sa survie. Les deux camps sont dans l'impasse et une solution militaire semble de moins en moins réaliste. Seule une initiative politique majeure et surtout des hommes d'État d'envergure capables de mettre au pas le parti de la guerre pourrait permettre de sortir le pays de cette impasse, mais la classe politique turque ne semble pas posséder de tels hommes.

En attendant cette guerre absurde continue, par routine, par obstination. les bilans des pertes présentés par les belligérants diffèrent comme c'est le cas

dans des conflits similaires. Selon le président turc Demirel, en 11 ans il y a eu 20.663 morts, dont 4120 membres de forces de sécurité, 4604 civils et 11.939 rebelles kurdes. 5581 «terroristes» ont été pris, vivants et 1514 autres se sont rendus. Il y a eu 8006 blessés dans les rangs des forces turques et 5571 blessés civils. 60.000 sympathisants du PKK ont été arrêtés et pour les juger il a fallu créer trois nouvelles cours de Sûreté de l'État à Diyarbakir. Le PKK, de son côté parle de «plus de 37.000 soldats turcs et miliciens pro gouvernementaux tués» sans donner une évaluation de ses pertes.

Ces chiffres, comparés à ceux de la guerre en Irlande du Nord, qui en 25 ans a fait environ 3.000 morts, indiquent clairement qu'il s'agit bien d'une guerre. Et non pas d'une «lutte contre les groupes terroristes» comme celles qu'ont dû mener les forces de police en Espagne (ETA), en Italie (Brigades Rouges) ou en Allemagne (RAF). A eux seuls, ils ne donnent cependant qu'une image très réductrice de cette guerre dont la véritable victime a été la population civile kurde. En 11 ans de 5 à 6 millions de Kurdes ont dû quitter leur pays pour émigrer vers l'Ouest turc selon une politique de dispersion des Kurdes mise en œuvre par les autorités civiles et militaires. Plus de 3.000 villages kurdes ont été rayés de la carte, des montagnes, des forêts ont été bombardées par l'aviation, brûlées, rédues impropres à l'élevage et à l'agriculture, principales activités économiques des paysans kurdes.

La politique de la terre brûlée couplée avec l'embargo alimentaire appliqué dans plusieurs provinces kurdes ont

contraint les paysans à abandonner leurs champs et leur bétail pour aller s'entasser dans les bidonvilles de fortune. On compte actuellement plus de 3 millions de personnes déplacés au Kurdistan. Une ville comme Diyarbakir a vu sa population passer de 400.000 à plus de 1,5 millions d'habitants en moins de 3 ans.

Dans ce contexte de guerre les exécutions sommaires, les assassinats par des escadrons de la mort ou sous la torture, les disparitions sont devenues des pratiques routinières dans les provinces kurdes soumises à la loi martiale et à l'arbitraire total de l'armée et de la police. Selon un bilan établi par le quotidien turc *Milliyet* du 11 décembre 1994, en 2 ans il y a eu 3684 «meurtres politiques non élucidés». Être arrêté, jugé, condamné et emprisonné pour délit politique est désormais devenu un luxe dans le Kurdistan où la vie d'un homme est à la merci de n'importe quel soldat, gendarme, policier ou même d'un «protecteur de village»! C'est ce que dans un éditorial récent le *New York Times* qualifiait de «*Kurdish Killing Fields*».

La région kurde étant soumise au *black-out* et pratiquement interdite à la presse et aux observateurs étrangers cette guerre atroce mais sans image est quasiment ignorée des grands médias. la Croix-Rouge internationale tout comme Amnesty sont interdits de visite dans le Kurdistan. Cependant grâce à leur courage et à leur ténacité, quelques journalistes de l'opposition et des militants des droits de l'homme parviennent à collecter des témoignages et des informations et à contester la version officielle de la guerre. Ils deviennent de ce fait des cibles privilégiées de la répression et risquent d'être arrêtés et torturés, voire de «disparaître purement et simplement».

Après les années 1993 et 1994 marquées

visite dans cette province a dressé le 16 août devant la presse un tableau pathétique de la situation. Prenant à son compte le mot du maire de cette ville martyre kurde il a déclaré : «*Tunceli, c'est fini!*». La ville est abandonnée aux commandos des unités spéciales. Celles-ci après avoir perdu quatre de leurs membres lors d'une attaque du PKK contre un transmetteur de télévision, le 4 juillet, avaient d'abord défilé dans les rues de la ville en brandissant des drapeaux à trois croissants de lune du Parti d'action nationaliste (MHP), néofaciste, du Colonel Türkes et vociféré contre le gouverneur de la ville, qu'ils qualifient de «*communiste!*» et contre «*les droits de l'homme ennemis de la Patrie*». Ensuite ils s'en sont pris à l'une des principales rues de la ville brûlant et détruisant à coups de bazooka et de bulldozer toute

ses maisons, tuant et blessant un nombre indéterminé de civils. La présence de journalistes sur place avait permis de donner une certaine publicité à cette affaire.

Dépêchés sur place pour enquêter sur ces «*incidents*», le directeur général de la police turque Mehmet Agar et le «*super-préfet*» des provinces kurdes, Unal Erkan, ont inauguré un lieu de culte alévi et ordonné aux membres des unités spéciales de «*raser leurs moustaches à la mode du MHP et de ne plus exhiber les oriflammes de ce parti*». Après ces dérisoires «*mesures d'apaisement*» la population estimant la situation désespérée dans la province, se met à émigrer vers l'Ouest du pays. Près de 60 ans après sa première destruction Dersim est de nouveau en voie d'être rayée de la carte par l'armée turque.

plusieurs jours des attaques contre des intérêts turcs ont eu lieu dans plusieurs villes allemandes, faisant de l'Allemagne où vivent près de deux millions de citoyens turcs, dont environ 600.000 Kurdes, le «*deuxième front du conflit kurdo-turc*».

Selon la déclaration conjointe de la Fédération internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.) et de France Libertés qui a séjourné en Turquie du 31 juillet au 6 août pour enquêter spécifiquement sur ces grèves de la faim qui a donné le 10 août une conférence de presse à Genève, au centre de l'ONU «*ces grèves sont peut-être le jeûne de protestation le plus massif de l'histoire. Le but de ce mouvement est d'obtenir une solution pacifique du problème kurde, une amélioration des conditions dramatiques dans les prisons turques et des visites régulières des détenus par des organismes internationaux indépendants*» a notamment souligné M. Jaudel qui conduisait cette mission d'enquête.

## BERLIN : MORT D'UNE KURDE EN GREVE DE LA FAIM

**L**A grève de la faim lancée à partir du 14 juillet par environ 10.000 prisonniers politiques dans les prisons turques a suscité une série de grèves de solidarité de Kurdes dans plusieurs villes d'Europe. Dans l'ensemble celles-ci ont eu pour objectif de sensibiliser l'opinion publique au sort des prisonniers et elles se sont déroulées sans incident grave. Sauf à Berlin où le 27 juillet une femme kurde, Gülnaz Baghistani, âgée de 41 ans, mère de cinq enfants, est décédée après une semaine de grève de la faim. Le décès serait dû aux efforts conjugués du jeûne, de la forte chaleur et du stress provoqué la veille par une intervention

brutale de la police berlinoise contre environ deux cent grévistes de la faim kurde.

Cette mort a suscité une vive émotion dans les communautés kurdes d'Europe. Plus de 10.000 personnes ont participé le 1er août à Berlin aux obsèques de Mme. Baghistani tandis que dans plusieurs capitales européennes des rassemblements avaient lieu devant les représentations diplomatiques de l'Allemagne. A cette occasion les manifestants et une partie de la presse ont brocardé la politique de complaisance de Bonn envers un régime turc qui «*mène une guerre d'extermination au Kurdistan*». Pendant

Estimant avoir, par leur action massive, alerté l'opinion turque et occidentale et réalisé ainsi partiellement leurs objectifs les grévistes ont mis un terme à leur mouvement à partir du 15 août. Cependant la situation reste très tendue dans les prisons turques surpeuplées où des détenus soumis à des traitements dégradants et à des humiliations fréquentes pourraient révolter à tout moment. Un chiffre donne à lui seul une idée du caractère dramatique des conditions de détention en Turquie: depuis 1984, 424 prisonniers politiques sont morts ou portés disparus des suites de tortures dans les prisons turques, selon une étude de la Fondation turque des droits de l'Homme.

## L'OPINION ALLEMANDE EN FAVEUR DE LA CRÉATION D'UN ÉTAT KURDE

**L**ONTRAIREMENT à leur gouvernement qui semble ignorer le drame kurde en Turquie et qui maintient, malgré tout, sa politique de soutien économique et militaire à Ankara, 80% des citoyens allemands pensent que «les Kurdes sont opprimés en Turquie» et 60% d'entre eux estiment que les Kurdes devraient avoir un État kurde indépendant. C'est ce qui ressort d'un sondage d'opinion présenté le 8 juillet par Dr. Heinz Kramer du Centre d'études allemand *Stiftung für Wissenschaft und Politik* (SWP) lors d'un colloque sur les relations turco-germano-américaines organisé par *American Institute for Contemporary German Studies* de Washington.

Selon M. Kramer, cité par le *Turkish Daily News* du 10 juillet, «bien que les Kurdes soient beaucoup moins nombreux que les Turcs en Allemagne, les griefs des

*Kurdes ont reçu plus d'attention que ceux des Turcs auprès des députés allemands en raison des pressions des syndicats, des Églises et des organisations de droits de l'homme*. Ce qui, selon lui, expliquerait en grande partie la sympathie de l'opinion allemande pour le peuple kurde. Le même politologue a jugé «négligeable» l'influence de l'électorat d'origine turque sur la politique allemande car il représenterait à peine 10.000 électeurs sur plus de 2 millions de personnes originaires de la Turquie vivant en Allemagne.

Plusieurs diplomates participant à une table ronde ont relevé «*le manque d'une politique étrangère claire des États-Unis et de l'Allemagne envers la Turquie*». L'ancien ambassadeur américain à Ankara Richard Barkley a affirmé que «*les États-Unis regardaient la Turquie comme un instrument de ses politiques pour d'autres parties du monde mais non pas comme une puissance dans sa propre sphère*».

Mikhaïl Gorbatchev. Il n'en reste pas moins que Khaled Begdache aura, à sa manière, marqué l'histoire contemporaine de la Syrie.

Né à Damas en 1912 dans une famille kurde modeste, Khaled Begdache se lance très jeune dans la politique qui le contraindra à interrompre des études de Droit. En 1931, alors qu'il avait déjà pris la tête du noyau communiste syrien au sein du PC syro-libanais, il est arrêté une première fois par les autorités mandataires françaises pour activités subversives.

En 1933, il est de nouveau arrêté mais réussit à s'évader et quitte le pays pour l'URSS. La victoire du Front populaire en France en 1936 lui permet de regagner Damas et de jouer un rôle important dans la vie politique. L'année suivante, il devient secrétaire général du PC syro-libanais.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, ses positions politiques sont axées autour de «la lutte contre le fascisme», «l'appui à l'URSS», «l'indépendance nationale» et «l'amitié avec la France démocratique».

## SYRIE : DISPARITION DE KHALED BEGDACHE

**L'**UN des hommes politiques kurdes les plus éminents des soixante dernières années, Khaled Begdache, est décédé le 24 juillet à Damas à l'âge de 83 ans. Communiste orthodoxe, chef historique du PC syrien et figure de proue du communisme proche-oriental depuis plus d'un demi-siècle, Begdache incarnait avec Aziz Mohammed, chef du PC irakien, une certaine aile «internationaliste» de l'intelligentsia kurde voyant l'émancipation des Kurdes et des autres nationalités

opprimées de la région dans «*la victoire future de la Révolution socialiste*». Une vision du monde qui a exercé une forte influence sur une partie de la jeunesse et des intellectuels kurdes jusqu'au milieu des années 1980 où les massacres des Kurdes en Irak par une dictature armée et soutenue par Moscou ont fini par révéler l'opinion kurde. Le gazage des Kurdes à Halabja par l'armée irakienne, en mars 1988, a marqué la fin de toute une époque d'illusion, sonné le glas des vétérans du stalinisme proche-oriental déjà marginalisés par la perestroïka de

Après la guerre, Begdache prend une envergure internationale et fait plusieurs séjours à Moscou et en Europe occidentale. Mais l'indépendance de la Syrie, en 1943 ouvre pour lui une période difficile. En 1948, le parti est interdit et Begdache entre dans la clandestinité. Il réapparaît sur la scène politique à la faveur des coups d'État militaires qui se succèdent de 1949 à 1954. Cette année-là, il est élu député de Damas et devient ainsi le premier parlementaire communiste de Syrie.

Dès la proclamation de l'union syro-égyptienne, en février 1958, Begdache s'oppose violemment à ce qu'il considère être une «tutelle nassérienne sur la Syrie». Contraint de nouveau à



l'exil, il passe huit ans avec sa famille principalement en URSS, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie.

L'Union syro-égyptienne prend fin en 1961 mais Begdache ne pourra rentrer en Syrie qu'en 1966, année où l'aile gauche du parti Baas prend le pouvoir. Son rôle est désormais secondaire et se limite à appuyer le régime.

En 1986, le PC se scinde en deux et Begdache s'oppose farouchement à l'aile réformiste, inspirée par la *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev. Begdache a été le premier à traduire en arabe le Manifeste communiste de Karl Marx ainsi que plusieurs articles de Staline. Marié à une Kurde, Wissal Farha, actuellement députée au Parlement syrien, il était père de deux enfants.

*plus ils en prendrons. Il n'y aura pas de fin à cet engrenage. Nous ne pouvons accepter une telle chose.*

Le message signifié ainsi publiquement par l'armée à la classe politique est on ne peut plus clair. Hormis quelques journalistes courageux rappelant «la règle démocratique de la subordination de l'autorité militaire à l'autorité civile» les responsables politiques turcs se sont abstenus de commentaires. Le président Demirel a déclaré qu'il se prononcerait «après avoir consulté tout le monde y compris les militaires qui font partie de l'État». Le chef du CHP, centre-gauche, qui a fait de la levée de l'article 8 une condition pour la poursuite de la coalition avec Mme. Çiller s'est contenté d'affirmer que «la décision appartient au Parlement» tout en sachant que celui-ci n'a encore jamais osé mettre en cause les directives données par l'armée directement ou à travers le Conseil de sécurité nationale qu'elle contrôle.

## L'ARMÉE TURQUE CONTRE LA DÉMOCRATISATION

**L'**ADRESSANT, le 30 juin, à un groupe de journalistes triés sur le volet convoqués au Q.G. de l'état-major de l'armée pour un «briefing sur la lutte contre le terrorisme séparatiste», le général Ahmet Çörekçi, chef d'état-major adjoint des armées, s'est rangé publiquement aux côtés des opposants à la démocratisation du régime turc. Le numéro deux de l'armée a notamment déclaré que celle-ci était opposée à l'abolition de l'article 8 de la loi dite anti-terreur, l'instrument légal fréquemment utilisé pour condamner journalistes, écrivains et intellectuels à des peines de prison pour délit d'opinion. «Nous pensons que la levée de l'article 8 n'est pas appropriée» a affirmé le général qui ajoute aussi que «les considérations des droits de l'homme et de démocratie constituent une entrave dans la lutte contre le terrorisme». Il a évoqué également l'existence de «problèmes de coordination de nos forces et de collecte électronique de renseignements».

Interrogé sur la possibilité d'un traitement politique du «problème du Sud-Est» notamment par la reconnaissance de certains droits culturels aux citoyens d'origine kurde, le général Çörekçi s'est emporté: «Ces demandes de radio-télévisions

*et d'enseignement en langue kurde sont présentées par certains comme 'des droits démocratiques' mais il s'agit bien d'une tactique faisant parti de la guerre psychologique du PKK. Nous appelons cela la tactique du salami. Au fur et à mesure que nous découpons le salami en tranches, ils en prendrons. Plus nous coupons de tranches,*

## ANKARA :

### AMENDEMENT COSMÉTIQUE DE LA CONSTITUTION

**C**OMPTÉ-TENU des directives de l'armée d'une part et la nécessité de donner un minimum de change à l'opinion européenne afin de fournir au Parlement européen quelques raisons de justifier un vote en faveur de la ratification de l'Union douanière, la coalition gouvernementale de Mme. Çiller, après maintes péripéties, a finalement amendé, le 23 juillet, la Constitution turque dans certaines de ses dispositions essentiellement techniques.

Ce «paquet démocratique» ne donne que quelques coups de retouche à un texte d'essence antidémocratique imposé en

1982 par une junte militaire : abaissement du droit de vote à 18 ans, augmentation de 100 sièges au parlement, droit de vote pour les Turcs à l'étranger, possibilité de se syndiquer pour les fonctionnaires du secteur public sans toutefois avoir le droit à la grève et aux conventions collectives, possibilité pour les enseignants et les étudiants d'appartenir à un parti politique. Enfin, un paragraphe du préambule de la Constitution qui louait le coup d'État militaire de 1980 est supprimé mais les auteurs du putsch, impliqués dans de nombreux scandales de corruption, resteront impunis. Malgré ces changements, les militaires demeurent les véritables maîtres du pays pour ce qui

concerne les décisions de haute importance, sur les plans interne et externe, à travers le Conseil de sécurité nationale dominé majoritairement par eux. De nombreux articles et lois liberticides restent toujours en vigueur. La conception turque de la loi qualifiée de «*tyrannique et d'intolérante*» par le ministre chargé des droits de l'homme, A. Hacıoğlu (cf. p. 39 du Bulletin) reste inchangée.

Les amendements de la Constitution n'auront guère d'impact dans les provinces kurdes soumises depuis 1979 à l'état d'urgence où l'armée fait la loi à sa guise et où la guerre bat son plein. Depuis la création de la République turque en 1923, les Kurdes auront ainsi vécu pendant 49 ans sous des régimes d'exception et de loi martiale.

Pour les démocrates turcs et kurdes les amendements adoptés restent donc «cosmétiques» et relèvent d'un hâtif ravalement de façade. La Constitution des militaires n'est pas amendable. Voici à titre d'exemple, des extraits de ce qui n'a pas changé dans cette Constitution:

Le nationalisme turc d'Atatürk, qui exclut toute reconnaissance des Kurdes, de leur identité et de leur culture, est érigé en idéologie officielle de l'État tant dans le préambule que dans le texte de la Constitution. (La Turquie est le seul État européen à être encore régi par une idéologie officielle).

Préambule, paragraphe 3 : *Conformément au concept de nationalisme et aux principes et aux réformes mis en oeuvre par Atatürk, fondateur de la République turque, guide immortel et héros incomparable; (...).*

Préambule, paragraphe 7 : *Considérant qu'aucune opinion ou pensée ne peut se voir accorder protection à l'encontre des intérêts nationaux turcs, du principe*

*d'indivisibilité de l'entité turque du point de vue de l'État et du territoire, des valeurs historiques et spirituelles inhérentes au peuple turc, ni du nationalisme, des principes, des réformes et du modernisme d'Atatürk; (...)*

Article 2 : *La République de Turquie est un État de Droit démocratique (...) attaché au nationalisme d'Atatürk.*

Article 81 : *Serment d'investiture des députés. Extraits : «je jure sur l'honneur de rester attaché aux principes et réformes d'Atatürk».*

Le fait d'évoquer l'existence d'une langue kurde, qui est au turc ce que le français est à l'hongrois, est assimilé à une entreprise visant à «*susciter des distinctions de langues*» et à «*porter atteinte à l'intégrité indivisible de l'État*» par l'article 14:

*Aucun des droits et libertés fondamentaux inscrits dans la Constitution ne peut être exercé dans le but de porter atteinte à l'intégrité indivisible de l'État du point de vue de son territoire et de sa nation, de mettre en danger l'existence de l'État et de la République turcs, d'anéantir les droits et libertés fondamentaux, de faire diriger l'État par une personne ou par un groupe de personnes ou d'établir l'hégémonie d'une classe sociale sur les autres classes sociales, de susciter des distinctions de langue, de race, de religion ou de secte ou d'instaurer par une autre voie, quelle qu'elle soit, un ordre étatique fondé sur ces conceptions et idées. (...)*

L'interdiction de la langue kurde est également soulignée dans le 3e paragraphe de l'article 26:

*«Aucune langue ayant été interdite par la loi ne peut être utilisée pour exprimer et propager des pensées. Les feuilles écrites ou imprimées, les disques, les bandes sonores et visuelles et les autres instruments et équipements servant à l'expression qui*

*violent cette interdiction sont saisis en vertu d'une décision dûment rendue par le juge, ou, dans les cas où un retard serait préjudiciable, en vertu d'un ordre de l'autorité habilitée par la loi».*

Ainsi que par le 2e et le dernier paragraphes de l'article 28 :

*-Aucune langue ayant été interdite par la loi ne peut être utilisée dans les publications.*

Contrairement aux dispositions «décoratives» de la Constitution turque comme l'article 17 sur l'interdiction de la torture ou l'article 21 sur l'inviolabilité du domicile, les interdictions concernant la langue et la culture kurdes sont appliquées avec zèle et rigueur.

Il en va de même de l'interdiction de toute action politique kurde.

Selon l'article 69 «*les partis politiques ne peuvent violer les limitations énoncées à l'article 14 de la Constitution : ceux qui les transgressent sont dissous à titre définitif*». A ce jour 5 partis politiques dont le HEP et le DEP (Parti de la Démocratie) ont été dissous en application de cet article pour avoir évoqué l'existence des Kurdes et plaidé pacifiquement pour la reconnaissance de leurs droits culturels dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes.

La Constitution turque interdit donc aux Kurdes toute possibilité d'expression politique autonome et pacifique; elle les met devant le «choix» de déni de leur personnalité, la prison ou la révolte violente.

L'article 76 déclare inéligible «*les personnes condamnées à une peine d'un an ou plus de prison pour participation à des actions idéologiques ou anarchiques ou provocations ou invitations criminelles à de telles actions, même si elles ont bénéficié d'une amnistie*». Ainsi des

militants pacifistes kurdes ou turcs, condamnés à plus d'un an de prison pour délit d'opinion «séparatiste» pour un article, un livre ou un discours ne peuvent plus jamais être élus maires ou députés même après avoir purgé leurs peines ou bénéficié d'une amnistie. C'est là le procédé turc ordinaire d'élimination des élites kurdes de la vie politique du pays qui restera en vigueur.

*Last but not least*, les articles 117 et 118 de la Constitution qui codifient le rôle de l'armée sont évidemment restés inchangés, aucun député n'ayant eu le courage de proposer le moindre amendement à ce sujet:

Article 117 (3e, 4e et 5e paragraphes): *Le chef d'état-major général est le commandant des Forces armées et il assume en temps de guerre les fonctions du commandement suprême au nom du président de la République.*

*Le chef d'état-major général est nommé par le président de la République sur proposition du Conseil des ministres; ses pouvoirs et attributions sont réglementés par la loi. Le chef d'état-major général est responsable vis-à-vis du Premier ministre à raison de ces fonctions et attributions.*

*La loi réglemente l'étendue des compétences du ministère de la Défense nationale ainsi que ses relations fonctionnelles avec la Présidence de l'état-major général et les commandements des forces.*

Article 118 (paragraphes 1-4) : *«Le Conseil de sécurité nationale se compose, sous la présidence du président de la République, du Premier ministre, du chef d'état-major général, des ministres de la Défense nationale, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, des Commandants des Forces Terrestre, Navale et Aérienne et du Commandant général de la Gendarmerie.*

*Eu égard aux particularités de l'ordre du jour, les ministres ou les personnes concernés peuvent être convoqués aux réunions du Conseil en vue d'être consultés.*

*Le Conseil de Sécurité Nationale communique au Conseil des ministres son avis au sujet de l'adoption de décisions et de l'établissement de la coordination nécessaire en matière de détermination, fixation et application de la politique de sécurité nationale de l'État. Les décisions du Conseil de Sécurité Nationale relatives aux mesures qu'il estime indispensables en vue de sauvegarder l'existence et l'indépendance de l'État, l'intégrité et l'indivisibilité du territoire et la paix et la sécurité de la société sont prises en considération par le Conseil des ministres de manière prioritaire.*

*Le président de la République fixe l'ordre*

*du jour du Conseil de sécurité nationale en tenant compte des propositions du Premier ministre et du chef d'état-major Général».*

Officiellement soumis à l'autorité du Premier ministre, et non pas à celle du ministre de la défense comme dans les démocraties occidentales, le chef d'état-major général est en fait l'homme fort au pouvoir incontestable du régime turc. Le Conseil de sécurité nationale est l'autorité politique suprême du pays. Le Conseil des ministres et le Parlement, depuis 15 ans, «ont toujours pris en considération de manière prioritaire ses décisions» et les ont entérinées sans broncher et sans exception. Dans la démocratie à la turque les habits modernes des civils tenant le devant de la scène dissimulent mal les uniformes chamarrés des généraux qui contrôlent toujours l'essentiel du pouvoir politique.

## WASHINGTON :

### LA TURQUIE SUR LA SELLETTE DEVANT LE CONGRÈS

**L**E débat sur l'aide américaine à la Turquie a tourné à une véritable mise en accusation du régime turc par le Congrès américain. Le 28 juin une trentaine de représentants américains ont pris la parole. Seuls 4 ou 5 d'entre eux ont trouvé quelques mérites aux dirigeants d'Ankara, principalement pour des raisons, stratégiques. Le président du Comité des chefs d'état-major des armées, le général John Shalikashvili a dû écrire lui-même une lettre au Congrès pour rappeler l'importance de l'alliance avec la Turquie pour les intérêts de la défense américaine et

inviter leurs collègues à ne pas réduire l'aide américaine à cette alliée fidèle. Tous les autres intervenant ont dénoncé les violations massives des droits de l'homme perpétrées par Ankara contre ses 15 millions de citoyens kurdes et condamné l'occupation d'une partie du territoire chypriote par l'armée turque depuis 1974 ainsi que l'embargo turc contre l'Arménie. Au terme de ce débat passionné un amendement proposé par les représentants Porter, Wolf et Smith réduisant l'aide civile de \$46 millions à \$21 millions a été adopté par 247 voix contre 155. Cet amendement se veut «un avertissement aux dirigeants turcs» afin qu'ils changent radicalement leur

politique en matière de démocratie et de droits de l'homme.

Voici des extraits significatifs de ce débat :

**JOHN PORTER** : L'amendement Porter-Smith-Wolf est une coupe directe de \$25 millions d'aide économique de \$46 millions accordée à la Turquie dans cette loi, qui réduit cette aide à \$21 millions. Cela n'affecte pas l'aide militaire à la Turquie en quoi que ce soit et il reste dans la loi \$320 millions en prêts FMF qui ne sont pas affectés par l'amendement (...). J'ai un grand respect pour le peuple turc mais des millions de citoyens de ce pays se voient déniés par leur propre gouvernement leurs droits les plus fondamentaux. La Turquie est une amie et alliée estimée des Etats-Unis. Je propose cet amendement en aucune manière comme un acte d'hostilité envers la nation turque. Nous voulons une relation plus étroite avec la Turquie basée sur des valeurs partagées. Mais je crois que le génocide aujourd'hui en cours en Turquie contre le peuple kurde et les problèmes des droits de l'homme qui empirent et qui ne sont pas traités par la Turquie sont si sévères que la démocratie turque elle-même est minée et pourrait bien être perdue. Monsieur le Président, aucun ami véritable ne se tient à l'écart lorsque son ami abuse violemment de sa famille, et c'est ce qui est exactement en train de se passer en Turquie; notre ami est en train d'abuser violemment des membres de sa famille (...). La Turquie continue d'avoir une approche strictement militaire de la situation kurde. Le gouvernement est engagé dans un génocide contre la minorité kurde. D'environ 15.000 personnes tuées la moitié a été tuée au cours des deux dernières années. A la suite de l'évacuation forcée et de la destruction des villages, trois millions de personnes sont devenues des déplacés internes. La Fondation France-

Libertés évalue le nombre de villages kurdes évacués de force à 2500. L'ancien ministre des droits de l'homme qualifie de terrorisme d'État l'évacuation de villages dans une province. La Turquie a été largement critiquée pour son traitement de ces trois millions de réfugiés. Les forces gouvernementales continuent d'utiliser une force excessive contre les non combattants civils. Elles continuent d'utiliser de l'équipement militaire d'origine américaine dans des actions au cours desquelles les violations des droits de l'homme ont eu lieu en violation directe de la loi américaine. La police et les forces militaires turques continuent les exécutions extrajudiciaires, la détention illégale et la torture. Les autorités, à tous les niveaux à travers le pays, continuent de pratiquer la torture avec impunité. La torture est systématique, très répandue et impunie bien qu'elle soit illégale. Dans les rares cas où les plaintes de torture reçoivent une suite les condamnations sont légères. Les officiers reconnus coupables perçoivent leur salaire en prison et retrouvent leur poste à leur libération. En 1994 le nombre de morts en détention a été le plus élevé depuis 1982. De plus en plus de gens disparaissent durant leur garde-à-vue par la police. Leurs corps torturés, mutilés sont habituellement trouvés des jours, des semaines ou des mois plus tard. Au cours des 3 premiers mois de cette année, 77 personnes ont disparu alors qu'elles auraient été en garde-à-vue policière, ce qui fait plus que le bilan de toute l'année dernière.

Plus grave encore, le gouvernement continue de harasser, de détenir et de poursuivre des écrivains, des journalistes et même des parlementaires qui critiquent des politiques gouvernementales. (...). Les organisations politiques et les médias continuent de subir de l'harassement et des fermetures (...). Dans cette

situation, il me paraît incomber aux Etats-Unis d'envoyer un message au gouvernement turc que la seule politique de violence contre sa minorité kurde n'est pas acceptable; qu'il est inacceptable qu'il continue d'empêcher l'assistance américaine à l'Arménie, qu'il est inacceptable qu'il continue de torturer, de détenir, et d'exécuter sans procès ses propres citoyens, qu'il n'est pas acceptable qu'il mette en prison des gens pour avoir exprimé leurs opinions sur la politique du gouvernement. La Turquie doit être notre proche alliée, mais nous devons avoir des valeurs partagées et nous devons envoyer un message à cette amie et alliée proche que sa conduite ne satisfait tout simplement pas les normes internationales d'aucun gouvernement de la Terre.

**M. LIVINGSTON** : Notre priorité numéro un de politique étrangère devrait être d'avancer les intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis. La Turquie est clairement dans l'intérêt de sécurité nationale de notre Nation. Rien de plus rien de moins. Le général John Shalikashvili, président du Comité conjoint des chefs d'état-major a écrit cette semaine une lettre au président Callahan (de la Chambre) où il écrit notamment :

«La participation continue de la Turquie dans l'OTAN comme une alliée forte des Etats-Unis demeure vitalemment importante alors que de nouveaux arrangements de sécurité se développent en Europe. Imposer plus de restrictions à cette alliée précieuse ne fera que gêner nos tentatives d'encourager des progrès et de susciter un changement durable (...). En leur retirant notre soutien et en prenant le rôle d'adversaire, nous perdons accès aux décideurs clé. Des progrès récents combinés avec l'importance stratégique indiscutable de la Turquie devraient conduire les Etats-Unis à accroître leur

soutien à la Turquie en vue de réaliser nos objectifs et de ne pas détruire nos relations bilatérales. C'est le président du Comité conjoint des chefs d'état-major à qui est confié le maintien de la défense de notre Nation (qui écrit cela). Ses préoccupations relatives à l'importance stratégique de la Turquie devraient primer dans ce débat.

La Turquie est vitale pour un nombre de raisons critiques :

Tout d'abord, la Turquie assure la deuxième armée permanente de l'OTAN.

Elle renforce les défenses de l'Occident contre de futurs troubles si les réformateurs russes devaient échouer et le nationalisme russe agressif revenait. C'est la seule démocratie laïque avec une économie de marché qui a une population musulmane dominante. Le renforcement de cette alliée démocratique est crucial pour prévenir la propagation du terrorisme associé avec le fondamentalisme musulman et l'instabilité résultant des régimes répressifs.

La Turquie est vitale pour contenir Saddam Hussein. Sans utilisation des bases aériennes de l'OTAN en Turquie, d'où plus de 2700 missions de frappe étaient lancées contre l'Irak, nous n'aurions pas été capables de défaire l'Irak sans des pertes et des dépenses substantiellement plus élevées. L'aide de la Turquie pour la fermeture de l'oléoduc de l'Irak et pour honorer l'embargo afin de coopérer avec les États-Unis dans la tempête du Désert coûte à l'économie turque environ 20 milliards de dollars en commerce. La Turquie demeure une amie proche d'Israël et une supporter du processus de paix au Proche-Orient. La Turquie peut aider à établir un point entre les mondes musulman et occidental.

On compte parmi les voisins de la Turquie l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Russie et les Balkans. Et la stabilité dans cette partie très troublée du monde est vitale pour assurer la paix dans l'un des secteurs géographiques les plus explosifs et dangereux.

Seulement hier, ce parlement turc a approuvé une extension de 6 mois de l'Opération *Provide Comfort*, le programme international qui utilise des bases turques pour dissuader des attaques irakiennes contre les Kurdes de l'Irak du Nord.

Le rapport du département d'État sur la situation en Turquie soutient que la Turquie a commencé l'instruction sur les droits de l'homme pour l'armée, promulgué un code de conduite pour les militaires et elle examine au Parlement des propositions des droits de l'homme et de démocratie. Le Département d'État affirme ; *«Nous pouvons et devrions nous attendre à des progrès»*.

Le Département d'État a déclaré le 14 juin 1995 : *«Toute coupe dans l'assistance minerait l'initiative audacieuse mais vulnérable du Premier ministre Çiller pour améliorer la démocratie et les droits de l'homme en Turquie. Cela endommagerait l'intérêt des Kurdes et d'autres groupes importants en Turquie»*.

Comme l'a affirmé l'ancien Secrétaire d'État Alexander Haig dans un éditorial dans le *Washington Times* d'hier : *«En ce moment critique, ceux qui soutiennent des coupes dans l'assistance ou l'aide à la Turquie sont délibérément aveugles aux intérêts stratégiques des États-Unis. En l'absence d'un partenariat effectif américano-turc toute la position américaine dans le Golfe persique et le Moyen-Orient sera la plus grande perdante. Les gagnants ne seront ni les pro-occidentaux ni ceux intéressés aux droits de*

*l'homme. Il serait grand temps que nous sortions de l'amnésie stratégique»*.

**Mme PELOSI** : le représentant de la Louisiane (Mr. Livingston) a lu une lettre du général Shalikashvili qui indique quelques points sur les intérêts de notre politique étrangère en Turquie et dit que la Turquie est une alliée forte; et cela est vrai. Cependant je ne crois pas qu'aucune des raisons exprimées dans la lettre du général Shalikashvili donne à la Turquie l'autorisation de supprimer brutalement ses citoyens et à nous des raisons d'ignorer ce fait (...). La Turquie viole plusieurs accords internationaux sur les droits de l'homme qu'elle a signés tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention européenne des droits de l'homme. L'année dernière le Congrès a retenu 10% de l'aide américaine à la Turquie à cause de préoccupations de droits de l'homme. En février de cette année le Département d'État a rapporté que la situation des droits de l'homme a empiré d'une façon significative en 1994. Plus récemment, en mai 1995, le Département d'État a confirmé que des armes fournies par les États-Unis sont utilisées dans des violations des droits de l'homme par le Gouvernement turc (...). Des groupes de droits de l'homme, dont Amnesty International et Human Rights Watch, ont régulièrement identifié la Turquie comme l'un des pires violateurs des droits de l'homme dans le monde (...).

Depuis des années le Congrès entend le Département d'État affirmer que sa diplomatie silencieuse conduira au progrès des droits de l'homme en Turquie, chaque année nous lisons des lettres et écoutons des témoignages sur la manière dont la Turquie adoptera bientôt des réformes radicales qui conduiront à une large démocratie et au respect des droits de l'homme. Nous

avons encore eu droit à cette lecture cette nuit. Chaque année, tristement, nous avons été déçus alors que l'environnement des droits de l'homme continue de se détériorer en Turquie.

Le Congrès doit prendre l'initiative de faire comprendre à la Turquie qu'elle doit se conformer aux normes internationales de pratiques humanitaires et de droits de l'homme. Si la Turquie ne se conforme pas à cette exigence, je crois que c'est de devoir d'assurer que les dollars des contribuables américains ne subventionnent pas les abus du gouvernement turc contre ses propres citoyens.

**M. TORRICELLI :** Au fil des ans, nous avons à maintes occasions débattu dans cette chambre de la question de l'assistance américaine à la Turquie. Je me souviens de la plupart de ces débats et j'étais franchement opposé à la plupart d'entre eux parce que la Turquie était d'une telle importance critique pour les États-Unis pendant la guerre froide et à cause de sa position centrale dans une dangereuse région du monde (...). La guerre froide et sa fin signifie bien des choses mais pour cette Chambre et la politique étrangère de ce pays cela signifie certainement ceci; une nouvelle liberté de regarder honnêtement les amis et les adversaires sans avoir besoin de compromettre des principes nationaux importants au nom de la sécurité de la Nation. On peut en dire autant des États-Unis dans la période de post-guerre froide. Il n'y a pas de raison de faire des compromis. Nos principes les plus hauts ne peuvent être achetés simplement à cause des raisons de sécurité. Ce soir nous devons prendre une position ferme et finale sur les droits de l'homme en Turquie, parce que, en fait, il y a deux nations en Turquie. Elle a une démocratie en évolution. Elle est aussi indubitablement impliquée dans

une campagne génocidaire contre des centaines de milliers de ses propres citoyens; elle n'abuse pas seulement de certains de leurs droits, j'ai vu de mes propres yeux qu'elle rasait des villages, des immeubles jetés à terre, des milliers de personnes ayant disparu de leurs foyers (...). Un jour il sera demandé : Où étiez-vous, l'Amérique, quand les villages du peuple kurde étaient rasés et leurs habitants martyrisés? Où étiez-vous? Qu'avez-vous fait et quelle position avez-vous prise? (...). Ce soir vous pouvez répondre à ces 3 questions. Que nous sommes sûrement les amis de la Turquie, parce que dans l'amitié c'est mieux d'être honnête, de demander à la Turquie de corriger son propre comportement. Que l'amitié avec les États-Unis se mérite.

**M. HOYER :** La Turquie est une alliée importante. Je ne me fais pas d'illusions, cependant, que la Turquie se soit alliée à nous pour nos intérêts. Elle l'a fait pour ses intérêts. Elle a bénéficié de la protection de l'OTAN et de l'alliance avec les États-Unis (...) C'est, franchement, dans un monde plus compliqué que nous vivons maintenant. Quand c'était nous et eux, c'était facile de montrer du doigt les nations du Pacte de Varsovie et de dire, elles sont affreuses, qu'elles violent les droits de l'homme, qu'elles ne laissent pas les gens émigrer et nous étions tous unis sur cela parce qu'eux, c'était eux, et nous étions, nous (...) C'est plus difficile de regarder un ami dans les yeux et de dire : «*Ami, vous n'agissez pas bien, vous ne vous conformez pas aux règles de l'Acte Final d'Helsinki, à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, vous abusez de vos citoyens kurdes (...)* J'ai rencontré l'ambassadeur de Turquie un nombre incalculable de fois en privé parce que ce n'était pas mon désir d'affronter la Turquie d'une manière publique. Mais, franchement, mes collègues, je ne crois pas que le Premier ministre, Madame Çiller, est en contrôle

*des actions de l'armée turque lorsque nous voyons qu'elle crée des milliers et des milliers et des milliers de réfugiés, faisant la guerre à ses propres citoyens (...). L'Amérique joue une place très spéciale dans le monde. Nous parlons à haute voix. Parlons ce soir aussi à voix haute pour ceux qui sont faible et qui n'ont pas de voix».*

**M. SMITH :** Je crois que cela mérite d'être noté que le général Shalikashvili, qui a conduit les efforts internationaux pour aider les Kurdes après la guerre du Golfe, s'est personnellement engagé dans un dialogue sur les questions de droits de l'homme avec ses homologues turcs. Ce dialogue réaffirme le lien important entre les droits de l'homme et les intérêts de sécurité, mais soulève aussi certaines questions dans mon esprit. D'abord, la situation des droits de l'homme s'est-elle détériorée jusqu'à un point critique tel qu'elle doit être soulevée aux plus hauts niveaux militaires ? Deuxièmement, de telles discussions ont-elles contribué aux conclusions des récents rapports du Département d'État et du Département de la Défense indiquant que de l'équipement américain a été utilisé pour commettre des abus de droits? Et finalement quel rôle a l'armée turque en politique si, et je cite la lettre: «*le commandement de l'armée turque soutient les progrès des droits de l'homme et il est prêt de faire un effort concerté pour que la législation de démocratisation passe»*

Les leaders actuels de la Turquie semblent incapables de trouver une solution pacifique et politique au problème kurde. Les politiques nationalistes promues par l'action militaire sont largement soutenues parmi les médias, le public et presque tous les partis politiques turques. Cela n'est pas surprenant quand on considère que ceux qui défendent des solutions politiques, y compris la libre expression et les droits culturels pour les Kurdes, sont vus comme des

«séparatistes» et font face à d'importantes peines de prison. Se faire le champion des solutions politiques, non militaires à la crise kurde prendrait un immense acte de courage (...) L'aide à la Turquie pose des questions sérieuses. Si nous ne soulevons pas les questions des droits de l'homme, nous fermons apparemment les yeux sur la campagne militariste de la Turquie contre ses propres citoyens et la soutenons. Je voudrais rappeler à mes collègues et à nos amis en Turquie un dicton populaire turc : *«les mots entre amis sont souvent les plus amers»*. Une décision de conditionner l'aide à la

Turquie ne devrait pas être vue comme un rejet de notre amitié. Je crois qu'une plus grande démonstration de nos préoccupations concernant les conditions des droits de l'homme en détérioration est justifiée, pas seulement pour confirmer notre soutien pour les droits de l'homme et pour ceux qui soutiennent les droits de l'homme en Turquie, mais aussi pour les intérêts de la stabilité politique d'une alliée cruciale. Je crois que l'amendement Porter visant à réduire les fonds ESF de la Turquie de \$46 millions à \$ 21 millions est une démonstration appropriée de notre préoccupation.

des autorités car 75% d'entre eux ne revendiquent pas l'établissement d'un État kurde ; ils se prononcent en faveur d'une solution dans le cadre des frontières existantes: par la reconnaissance de l'identité kurde et la mise en place d'une structure politique assortie de mesures législatives. 18% des personnes interrogées trouvent que l'État, dans son approche de la question kurde, use de la force et de la répression, tandis que 10% trouvent que les méthodes terroristes de l'État sont identiques à celles du PKK.

L'enquête démontre que l'émigration forcée due à la guerre dans les régions kurdes n'a fait que radicaliser les émigrés kurdes nouvellement installés dans les trois villes de la Méditerranée car, 46,7% des personnes interrogées dans ces trois villes approuvent la politique et les méthodes actuelles du PKK. Les chercheurs chargés de l'enquête suggèrent dans leur conclusion que *«l'objectif premier (de l'État) doit être le développement de la région afin d'élever le niveau de la population dans un environnement sain mettant ainsi un terme à l'émigration. Des réformes sociales, culturelles et éducationnelles doivent être entreprises afin d'assurer à l'individu les mécanismes de contrôle traditionnel. Tous programmes et organisations politiques ne prônant pas le séparatisme doivent être tolérés et encouragés. Si ces mesures ne sont pas entreprises, l'Est sombrera dans la guerre et le sous-développement»*.

## UN RAPPORT DU PATRONAT TURC SUR LE PROBLEME KURDE

**L** E 3 août, un rapport intitulé *«Le problème du sud-est : diagnostics et observations»*, a été rendu public par l'Association des Chambres de Commerce et de Bourses de Turquie (TOBB) qui compte 700 000 membres. TOBB est une organisation patronale officielle et de tendance conservatrice dont le président, M. Yalin EREZ, est un proche du premier ministre Mme Tansu Çiller. Les résultats de ce rapport sont basés sur une enquête conduite par le professeur Dogu ERGIL auprès d'un échantillon de 1267 personnes habitant six villes dont trois situées dans les régions proprement kurdes: Batman, Mardin et Diyarbakir, et trois autres villes à forte émigration kurde, sur la Méditerranée: Mersin, Adana et Antalya.

Ce rapport, depuis sa publication alimente un intense débat public. La raison en est simple: c'est la première fois depuis la création de l'État turc qu'on demande aux Kurdes, fût-ce par

le biais d'une enquête, leur avis sur des problèmes les concernant ! 90,8% des personnes sondées se disent ethniquement kurdes et de dialecte kurmanci; 5,6% de dialecte zaza, le reste étant des Chrétiens ou des Arabes; seulement 0,007% se disent de langue maternelle turque. A la question: quelle langue est utilisée dans la vie quotidienne; 65,1% ont répondu le kurde et 15,1% le turc. Par ailleurs, 34,8% des sondés ont répondu qu'ils avaient un proche parent militant dans les rangs du PKK. Reste toutefois qu'ils ont une perception différente de celle

## AINSI QUE...

• **UN APPEL À LA PAIX DES INTELLECTUELS DE TURQUIE.** Le Comité pour paix, la fraternité et la coopération créé en 1993 par des intellectuels, d'anciens députés et ministres a, début août, lancé un nouvel Appel à la paix pour régler le

problème kurde. Ce texte en 10 points se donne pour objectif de *«sortir le pays du chaos»* et d'éviter *«le suicide social»*. Pour amorcer un processus de paix les signataires demandent un cessez-le-feu bilatéral. Ensuite un commission doit tirer les conclusions d'un vaste débat

national pour la redéfinitions de la citoyenneté, la reconnaissance des identités et des cultures du pays et les moyens de garantir leur libre expression dans le cadre d'une société multi-culturelle et d'une démocratie politique et une refonte radicale de la Constitution afin d'établir un nouveau pacte national entre les citoyens. Parmi les signataires de cet Appel figurent l'écrivain Ismail Nacar et le professeur Dogu Ergil, auteur du récent rapport du patronat turc sur la question kurde.

• **JACQUES CHIRAC SE FAIT L'AVOCAT DE LA TURQUIE.** Intervenant le 11 juillet devant le Parlement européen pour rendre compte de 6 mois de présidence française, le président français a demandé aux euro-députés de ratifier l'union douanière avec la Turquie. M. Chirac a déclaré que *«la politique européenne d'Ankara allait la main dans la main avec les efforts du Premier ministre Tansu Çiller de rendre son pays plus démocratique et d'améliorer la protection des droits de l'homme. Si nous refusons cet appel, nous courrons un double risque; renforcer les partisans du fondamentalisme en Turquie et conduire cette grande voisine, si elle est déçue par l'Europe, vers d'autres formes de coopération que nous pourrions regretter plus tard»* a ajouté le président français avant de prendre à son compte l'argument choc, mais peu sérieux et fallacieux du gouvernement turc: *«Notre message sera entendu par 60 millions de Turcs mais aussi par 240 millions de turcophones qui vivent dans la région! Évitions de faire le jeu des mouvements fondamentalistes qui essaient de persuader le peuple turc que l'Europe le rejette à cause de sa religion musulmane»*. Le chahut et le

protestations des députés de gauche et des opposants aux essais nucléaires français ont rendu l'intervention de M. Chirac inaudible.

• **LE PKK COMPTERAIT 7500 MEMBRES ET PLUS DE 50.000 SYMPATHISANTS EN ALLEMAGNE.** Selon un rapport des services de renseignements allemands cité par l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 14 août. Selon ce même rapport de l'Office de protection de la Constitution (BfV) le Parti des travailleurs du Kurdistan récolte chaque année quelque 30 millions de DM (102 millions de Francs) en Allemagne. Cet argent proviendrait de la vente de publications et des contributions — volontaire ou forcées — des Kurdes vivant en Allemagne. Outre l'Iran, l'Irak et la Syrie, le BfV soupçonne la Grèce et certains pays de la Communauté des États indépendants (C.E.I, ex-URSS) d'aider financièrement, ou du moins logistiquement le PKK qui est interdit en Allemagne et en France.

• **PRESSIONS TURQUES SUR LES MÉDIAS ÉTRANGERS.** Dans une dépêche, datée du 27 juillet d'Istanbul, l'agence Inter Presse Service rapporte que cette année plusieurs journalistes étrangers ont été harassés par les autorités turques sous le prétexte que leurs articles sur la Turquie seraient «inexactes» et «diffamatoires». L'agence parle de l'existence d'une «liste noire» de journalistes étrangers dont le permis d'accréditation ne serait pas prolongé. Empêchés de circuler et d'enquêter librement dans les provinces kurdes la plupart des journalistes étrangers en poste en Turquie se contentent de

reprendre les informations des agences et médias turcs donnant une image très partielle et déformée de la guerre du Kurdistan. Cependant çà et là, des articles critiques basés sur les témoignages des victimes de la répression et des organisations de défense de droits de l'homme ont pu paraître dans la presse internationale. Leurs auteurs, comme la journaliste américaine Aliza Marcus, ont été rappelés à l'ordre par les autorités. Certains ont, comme leurs collègue turc, choisi l'auto-censure ou la litote. D'autres ont persisté et se voient de ce fait sur une «liste noire»! Réagissant à la dépêche d'IPS, le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, M. Nurettin Nurkan, a déclaré le 2 août que *«la presse est complètement libre en Turquie»* mais que *«publier des fausses nouvelles, agir comme des instruments du terrorisme en exploitant la liberté de presse sont inacceptables»*.

• **ARRESTATION DE 242 KURDES POUR AVOIR CHANTÉ EN KURDE LE PROCUREUR DE LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT D'ANKARA LORS D'UNE AUDIENCE DU PROCÈS DE HADEP LE 6 JUILLET.** La plupart d'entre eux ont été libérés après une garde-à-vue de 22 jours, 16 d'entre eux, dont 9 femmes et l'ex-député du DEP Sirri Sakik sont restés détenus jusqu'à la comparution devant cette Cour de Sûreté le 16 août. Celle-ci a finalement décidé de les libérer. Comble d'ironie, elle a dû faire appel à un interprète parlant le kurde pour interroger 6 femmes prévenues qui ne connaissaient pas le turc! Les 16 accusés comparaitront désormais en prévenus libres dans ce procès pour séparatisme.



## EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

**KURDES: UNE TRAGÉDIE PASSÉE SOUS SILENCE.** Unpoint de vue de Kendal Nezan. (*Hommes & Libertés*, Juin-Juillet, Août 1995), p. 1-2.

**UN APPEL DU COMITÉ DES ÉCRIVAINS EN PRISON DU PEN CLUB INTERNATIONAL** pour la libération de l'éditeur Unsal Öztürk et des écrivains Esber Yagmurdereli; Haluk Gerger, Eren Keskin et de tous les autres écrivains et journalistes détenus en violation de leur droit à la liberté d'expression. Le PEN demande aussi une enquête impartiale sur la «disparition» de la journaliste Aysel Malkeç (*PEN-Centre to Centre News Letter*, Juillet 1995), p.3-5.

**TURQUIE: GUERRE DES ONDES AU KURDISTAN.** (*Lettre de Reporter sans frontières*, Juillet-Août 1995), p.6.

**LE PARLEMENT EUROPÉEN CONFIRME SON OPPOSITION À L'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE.** (*Faits & Arguments*, Juillet - Août 1995), p.7.

**L'ARMÉE TURQUE EST CONTRE LA LEVÉE DE L'ARTICLE 8.** Le général Çörekçi, chef adjoint de l'état-major des armées: «*les demandes de radios et d'éducation en kurde sont une «tactique de salami». Plus de tranches de salami vous donnez plus encore ils demanderont. Nous ne pourrions pas accepter cela.*» Demirel évite d'entrer dans le débat Çörekçi. (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> juillet 1995), p.7-8.

**L'ARMÉE TURQUE SE PRONONCE CONTRE LA DÉMOCRATISATION DU RÉGIME.** — L'Irak fournit aux Nations unies des indications sur son armement biologique. (*Le Monde*, 4 juillet 1995), p.9.

**LE COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS EN TURQUIE,** présidé

par Danielle Mitterrand, affirme que l'Union européenne doit «*plus que jamais opposer la plus grande fermeté à la Turquie qui ne tient aucun compte de ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme.*» — MME. MITTERRAND ATTAQUE ENCORE LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 4 juillet; *Turkish Daily News*, 6 juillet 1995), p.10, 17.

**QUATORZE REBELLES KURDES ET TROIS SOLDATS TURCS TUÉS DANS LE SUD EST.** — 29 rebelles kurdes et un soldat turc tués dans la province d'Hakkari. (*A.F.P.*, 4 juillet; *A.F.P.*, 5 juillet 1995), p.11, 12.

**LES FACTIONS KURDES IRAKIENNES S'ENTENDENT POUR PROLONGER LA TRÊVE.** (*Turkish Daily News*, 4 juillet 1995), p.11.

**L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE VEUT FAIRE ÉCHEC À L'AMENDEMENT PORTER.** (*Gamk*, 5 juillet 1995), p.12.

**TURQUIE : LÀ OÙ RÉFLÉCHIR EST UN CRIME.** (*Die Weltwoche*, 6 juillet 1995), p.13-15

**UNE NOUVELLE INCURSION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK,** selon le PDK. (*A.F.P.* 6 juillet 1995), p.15.

**TURQUIE: LE SENTIMENT ISLAMIQUE EST FORT MAIS GUÈRE RÉVOLUTIONNAIRE.** (*International Herald Tribune*, 6 juillet 1995), p.16.

**MALGRÉ LES ÉNÉGATIONS D'ATHÈNES ANKARA JURE DE POURSUIVRE LA CONNEXION SUPPOSÉE PKK-GRÈCE.** Ankara s'engage à traquer cette connexion et soulever cette question avec les organisations internationales et les gouvernements étrangers. (*Turkish Daily News*, 6 juillet 1995), p.17.

**AMNESTY INTERNATIONAL : LES DISPARITIONS EN TURQUIE ONT DOUBLÉ EN 1995.** (*Turkish Daily News*, 6 juillet 1995), p.17.

**L'EFFORT DE RELATIONS PUBLIQUES DE L'ARMÉE TOURNE AU VINAIGRE.** Les remarques de Çörekçi sur l'article 8 suscite une controverse. (*Turkish Probe*, 7 juillet 1995), p.18-19.

**AGENDA DES DROITS DE L'HOMME :**

- Le 30 juin, la Cour de sûreté de l'Etat rejette la demande de libération de l'écrivain kurde malade Recep Marasli poursuivi pour ses articles en vertu de la loi anti-terreur. L'écrivain, âgé de 39 ans, qui depuis 1971 ne cesse de faire de séjours fréquents en prison fait l'objet de 24 inculpations pour ses articles et discours.
- La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a condamné le 30 juin 9 membres de l'organisation hors-la-loi Dev-Sol (Gauche révolutionnaire) à des peines de prison allant de 3 à 21 ans.
- Marche de protestation, le 2 juillet à Istanbul à la mémoire du massacre de 37 écrivains, poètes et universitaires, en grande majorité alévie, brûlés vifs le 2 juillet 1993 dans un hôtel de Sivas par des islamistes. Plus de 20.000 personnes ont pris part à cette manifestation.
- La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul a engagé, le 4 juillet, des poursuites contre l'émission télévisée le «32ème jours» pour «propagande d'un groupe gauchiste hors-la-loi».
- Le sociologue Besikçi condamné à 2 années de prison de plus par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara le 5 juillet pour propagande séparatiste dans son livre «Les interdictions devenues non opératoires». (*Turkish Probe*, 7 juillet 1995), p. 20-21.

**LES CIVILS IRAKIENS FUIENT DEVANT L'ARMÉE TURQUE.** Bagdad proteste contre la violation de sa souveraineté. Washington appuie Ankara. — **LES KURDES FUIENT MALGRÉ LE DÉBUT DU RETRAIT TURC.** (*Libre Belgique*, 10 juillet; *Midi Libre*, 9 juillet 1995), p.22.

VIOLENTS COMBATS DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Neue Zürcher Zeitung*, 10 juillet 1995), p. 23.

LE PREMIER MINISTRE TURC S'ENGAGE EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATISATION. (*Le Monde*, 10 juillet 1995), p. 23.

LES TROUPES TURQUES COMMENCENT À QUITTER LE NORD DE L'IRAK. Selon une source du ministère des Affaires étrangères. «Aucun civil n'a été tué au cours de l'opération». (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1995), p.24.

LES ÉTATS UNIS SOUTIENNENT «L'EFFORT TURC LÉGITIME DE COMBATTRE LA TERREUR DU PKK». (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1995), p.24.

LES PROTESTATAIRES DU HADEP RESTENT EN GARDE-À-VUE. La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a décidé que 242 personnes détenues au moment où elles essayaient d'assister à une audience du procès de HADEP doivent rester en garde-à-vue jusqu'à ce qu'elles soient entendues par la Cour. (*Turkish Daily News*, 8 juillet 1995), p. 25.

LA COMMISSION HELSINKI AMÉRICAINE DEMANDE À LA TURQUIE DE LIBÉRER LES ACTIVISTES DÉTENUS DANS LE PROCÈS DU HADEP. (*Turkish Daily News*, 8 juillet 1995), p. 25-26.

TURQUIE: AMNESTY INTERNATIONAL A PERDU SA CRÉDIBILITÉ. En ce qui concerne les allégations de torture, cette organisation a fait dans le passé tant de déclarations exagérées ou fausses, qu'il n'est plus possible combien de ses affirmations sont vraies cette fois-ci déclare Ankara. — LE DÉBAT CONSTITUTIONNEL TOURNE AU FIASCO. (*Turkish Daily News*, 8 juillet 1995), p. 26-27.

OPÉRATION CONTRE DES BASES DU PKK. L'Irak dénonce l'intrusion turque

sur son territoire. — Depuis trois jours des combats ont lieu dans le nord de l'Irak, faisant des dizaines de victimes. (*La Marseillaise*, 8 juillet 1995), p. 28.

KURDISTAN IRAKIEN : ANKARA BOMBARDE LES VILLAGES KURDES. — L'aviation turque a bombardé vendredi ce que Ankara considère comme des bases du PKK dans le nord de l'Irak près de la frontière iranienne. (*Journal de Genève*, 8-9 juillet 1995), p. 28.

DROITS DE L'HOMME: LA TURQUIE AU BANC DES ACCUSÉS À STRASBOURG. (*A.F.P.*, 7 juillet 1995), p. 28.

LE PROJET DE DÉMOCRATISATION DE LA CONSTITUTION EST SUSPENDU EN TURQUIE. (*Le Monde*, 8 juillet 1995), p. 30.

ARRESTATION DE 250 PERSONNES VENUES ASSISTER AU PROCÈS DES DIRIGEANTS DU PARTI HADEP DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT D'ANKARA. (*Gamk*, 8-9 juillet 1995), p. 30.

LA TURQUIE EN PANNE DÉMOCRATIQUE. — Le rejet des réformes va retarder le rapprochement avec l'Europe. (*Libération*, 10 juillet 1995), p. 31.

LES ATTAQUES SE MULTIPLIENT EN IRAK CONTRE L'AUTORITÉ DE SADDAM HUSSEIN. (*A.F.P.*, 10 juillet 1995), p.32-33.

QUATRE CIVILS KURDES IRAKIENS TUÉS, SEPT BLESSÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 10 juillet 1995), p.33.

60% DES ALLEMANDS PENSENT QUE LES KURDES DEVRAIENT AVOIR LEUR ÉTAT EN TURQUIE. — 80% des Allemands pensent que les Kurdes sont opprimés en Turquie. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1995), p. 34.

L'ASSOCIATION DES DROITS DE

L'HOMME STIGMATISE LES FORCES DE SÉCURITÉ AU SUJET DES DÉTENTIONS ET DES PERSONNES DISPARUES. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1995), p. 34.

LA LIGUE ARABE CONDAMNE LA TURQUIE À PROPOS DE L'IRAK DU NORD. Le PKK ACCUSE L'UPK DE VIOLER LE CESSÉ-LE-FEU DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1995), p. 35.

ANKARA APPELLE LA COMMISSION HELSINKI DE SE CONDUIRE AVEC OBJECTIVITÉ ET RESPONSABILITÉ. Ankara tance vertement la Commission après que des membres de cette Commission ont demandé à la Turquie de libérer des activistes détenus au procès HADEP. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1995), p. 35.

TURQUIE : RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME . Les reproches de Bruxelles. — La conclusion de la Commission pèsera lourd sur la décision du Parlement de Strasbourg comprenant l'union douanière avec Ankara. (*Le Figaro*, 11 juillet 1995), p. 36.

L'IRAN ENTRE EN IRAK ET FRAPPE UN CAMP REBELLE AVEC DES ROQUETTES. (*Turkish Daily News*, 10 juillet 1995), p. 36.

YACHAR KEMAL. LE BARDE D'ANATOLIE FACE AUX JUGES TURCS. — Le grand romancier turc d'origine kurde est jugé par la Cour de sûreté de l'Etat pour avoir dénoncé la «sale guerre» menée par la Turquie contre ces citoyens kurdes. — LE PROCÈS DE L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL S'EST OUVERT À ISTANBUL. (*Libération*, 11 juillet; *Libération*; *Le Figaro*, 13 juillet 1995), p. 38-39, 44.

HACALOGLU, MINISTRE D'ÉTAT, CRITIQUE LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. Notre but est de changer les parties non démocratiques de la Constitution et de normaliser le système,

les lois et le judiciaire affirme-t-il. (*Turkish Daily News*, 11 juillet 1995), p. 39.

LA CONDAMNATION À DEUX ANS DE PRISON POUR LE PRÉSIDENT DU DDP AKSOY CONFIRMÉE PAR LA COUR DE CASSATION. — AKSOY SERA INCARCÉRÉ QUAND IL RETOURNERA AU PAYS. — La Commission européenne critique la Turquie. (*Turkish Daily News*, 11 juillet 1995), p. 40.

MISSION D'ENQUÊTE : Une délégation de trois juristes de la Commission européenne des Droits de l'Homme est actuellement à Ankara pour y recueillir des témoignages concernant deux requêtes pour violation de la Convention européenne des Droits de l'Homme. (A.F.P., 12 juillet 1995), p. 41.

CHIRAC TEND LA MAIN À ANKARA. Il pousse pour l'union douanière. (*International Herald Tribune*, 11 juillet 1995), p. 42.

LA TURQUIE SE RETIRE DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 12 juillet 1995), p. 42.

CHIRAC APPELLE À LA RATIFICATION DE L'UNION DOUANIÈRE MAIS LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN N'EST PAS SÛR qu'il y ait une majorité pour cela. — Les Kurdes irakiens continuent leurs affrontements intestins comme l'UPK voit Bagdad en proie aux troubles. (*Turkish Daily News*, 12 juillet 1995), p. 43.

EX-DÉPUTÉ KURDE, SIRRI SAKIK, À NOUVEAU ÉCROUÉ. (*Le Soir*, 13 juillet 1995), p. 44.

LIVRE : LE «GÉNOCIDE» KURDE. (*Iraq's Crime of Genocide : The Anfal Campaign against the Kurds*). (*Courrier International*, 13 juillet 1995), p. 44.

LES ETATS-UNIS S'INTÉRESSENT AU MARCHÉ TURC D'ENVIRONNEMENT. — 2472 militants du PKK «rendus

inaffectifs» en 1995 affirme le gouvernement d'état d'urgence. (*Turkish Daily News*, 13 juillet 1995), p. 45.

AGENDA DES DROIS DE L'HOMME EN TURQUIE. — MERCI PRÉSIDENT CHIRAC ! (*Turkish Probe*, 14 juillet 1995), p. 46-47.

LA TURQUIE BOUCLE SON INCURSION DANS LE NORD DE L'IRAK SANS DOMMAGE DIPLOMATIQUE MAJEUR. (*Turkish Probe*, 14 juillet 1995), p. 48-49.

LA MAFIA TURQUE AU CŒUR DE LA VIOLENCE ÉCONOMIQUE. Les «babas» profitent de l'explosion du libéralisme sauvage. (*Libération*, 14 juillet 1995), p. 50.

LE PRÉSIDENT FRANÇAIS SE FAIT L'AVOCAT D'ANKARA DEVANT LE PARLEMENT EUROPÉEN. (*Gamk*, 14 juillet 1995), p. 51.

COMBATS ENTRE L'ARMÉE IRAKIENNE ET LES FORCES DE L'OPPOSITION DANS LE NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 17 juillet 1995), p. 52.

DES ALLÉGATIONS D'INCONDUITE DE LA POLICE À TUNCELI PERSISTENT. — L'Association des droits de l'homme publie son rapport de juin. (*Turkish Daily News*, 15 juillet 1995), p. 53.

PRIS ENTRE LES REBELLES ET L'ARMÉE LES VILLAGEOIS KURDES EN TURQUIE N'ONT NULLE PART OÙ ALLER. (*International Herald Tribune*, 18 juillet 1995), p. 55-56.

YACHAR KEMAL, LE BARDE DE LA RÉVOLTE. Le grand romancier turc d'origine kurde, l'auteur de «Memed le Mince», a toujours considéré la littérature comme une arme de combat. Pour son peuple, pour la mémoire et la démocratie. Portait d'un écrivain traîné devant les tribunaux d'exception de son pays, traduit actuellement devant la Cour de sûreté de l'Etat pour «propagande séparatiste», par Daniel Rondeau. (*Le*

*Nouvel Observateur*, 20-26 juillet 1995), p. 57-61.

L'OPPOSITION IRAKIENNE EN EXIL BAT DE L'AILE. — La seule évolution possible viendra de l'intérieur. — Le congrès national irakien, qui regroupe à l'étranger les opposants à Saddam Hussein, est en pleine décomposition. Divisé, dominé par un homme très contesté, il serait financé par la CIA et l'Arabie Saoudite. (*Courrier International*, 20-26 juillet 1995), p. 62-63.

LA CENTAINE DE KURDES EN GRÈVE DE LA FAIM À LA HAYE. — Cent cinquante Kurdes en grève de la faim dans une église de Paris. (A.F.P., 20 juillet 1995), p. 64, 65.

QUINZE MORTS LORS D'ACCROCHAGES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 20 juillet 1995), p. 64.

AIDE SUÉDOISE DE 28 MILLIONS DE FRANCS POUR LA POPULATION ET LES FORCES DE L'ONU EN IRAK. (A.F.P., 21 juillet 1995), p. 65.

AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 21 juillet 1995), p. 66.

LIBÉRATION DE CINQ FRANÇAIS INTERPELLÉS À LA FRONTIÈRE TURCO-IRAKIENNE. — Cinq Français retenus prisonniers en Turquie. (A.F.P.; *La Nouvelle République du Centre Ouest*, 21 juillet 1995), p. 68.

34 REBELLES KURDES ET DEUX SOLDATS TURCS TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 24 juillet 1995), p. 69.

VIOLENTS COMBATS AU KURDISTAN IRAKIEN. (*Le Méridional*, 24 juillet 1995), p. 69.

LES DÉPUTÉS TURCS ADOPTENT DES RÉFORMES POUR PAVER LA VOIE À L'ACCORD COMMERCIAL AVEC L'UNION EUROPÉENNE. — La Turquie

amende sa Constitution mais les changements ne concernent pas les préoccupations relatives aux droits de l'homme. (*Financial Times; Turkish Daily News*, 24 juillet 1995), p. 70.

DES CHANGEMENTS CONSTITUTIONNELS LIMITÉS ADOPTÉS FINALEMENT PAR UN PARLEMENT UNIFIÉ. (*Turkish Daily News*, 24 juillet 1995), p. 71-72.

LE PARLEMENT TURC A ADOPTÉ LE PROJET DE DÉMOCRATISATION DE LA CONSTITUTION. Le vote ouvre la voie à l'accord d'union douanière entre Ankara et l'Union européenne. (*Le Monde*, 25 juillet 1995), p. 72.

L'UNION EUROPÉENNE FÉLICITE LA TURQUIE POUR SON ACTION DE REFORMES. — Ankara se rapproche de l'Europe. (*International Herald Tribune; Les Echos* 25 juillet 1995), p. 73.

KHALED BEGDACHE, LE CHEF HISTORIQUE du Parti communiste syrien a décédé à Damas à l'âge de 83 ans. Né à Damas dans une famille kurde modeste, il était une figure de proue du communisme arabe depuis plus d'un demi-siècle. (A.F.P., 25 juillet 1995), p. 74.

KURDES : OFFRE DE MÉDIATION AMÉRICAINE. — En Irak, les combats interkurdes ont fait plus de 200 morts. — Les Etats-Unis proposent leur médiation au PDK et à l'UPK. — LUTTE FRATRICIDE AU KURDISTAN IRAKIEN. — Les Etats-Unis et la Turquie disent aux Kurdes irakiens d'arrêter leur combat et de commencer des pourparlers. — LE PDK FAVORABLE À LA MÉDIATION DE WASHINGTON. (*Journal de Genève; Libération; Le Soir*, 25 juillet; *Turkish Daily News; A.F.P.*, 26 juillet 1995), p. 75-77.

LE PARLEMENT FAIT UN PETIT PAS VERS LA DÉMOCRATIE. — Réforme constitutionnelle en Turquie. — En vue d'un rapprochement avec l'Union européenne: Le Parlement «démocratise»

la Constitution turque. — Élargissement des libertés syndicales, droit pour les étudiants d'appartenir à un parti politique... Mais la Turquie ne va pas jusqu'à abolir l'existence d'arrestations arbitraires. (*Le Soir; Journal de Genève*, 26 juillet 1995), p. 79.

MORT D'UNE KURDE EN GRÈVE DE LA FAIM SUR FOND D'ATTENTATS EN ALLEMAGNE. (A.F.P., 27 juillet; *Ouest France*, 29-30 juillet 1995), p. 80, 94.

27 REBELLES KURDES ET DEUX SOLDATS TURCS TUÉS EN ANATOLIE. (A.F.P., 27 juillet 1995), p. 81.

ACTION DES MILIEUX KURDES À GENÈVE. — Une centaine de Kurdes en grève de la faim. — Ils demandent notamment l'accès du CICR aux prisons en Turquie. (*Journal de Genève*, 27 juillet 1995), p. 81.

L'ALLEMAGNE SUBIT UNE NOUVELLE SÉRIE D'ATTENTATS. (*Neue Zürcher Zeitung*, 27 juillet 1995), p. 82.

KINKEL : LES AMENDEMENTS CONSTITUTIONNELS SONT «UN PAS IMPORTANT». — Amnesty International appelle le Parlement turc à arrêter la détérioration des droits de l'homme. (*Turkish Daily News*, 27 juillet 1995), p. 83.

LE CHANGEMENT CONSTITUTIONNEL DÉCLENCHE UNE CONTROVERSE SUR LE STATUT PARLEMENTAIRE DES EX-DÉPUTÉS DU DEP. (*Turkish Daily News*, 27 juillet 1995), p. 84-85.

LIVRE : APRES LE CRIQUET DE FER (Acte Sud, 1993), *Sonne du Cor* de Salim Barakat est traduit de l'arabe par François Zabbal. (Acte Sud, 1995, 189 p., 98). (*InfoMatin*, 27 juillet 1995), p. 85.

NON ! MONSIEUR CHIRAC LA TURQUIE N'A PAS ENCORE SA PLACE DANS L'EUROPE. (Communiqué du Comité de la Défense de la Cause

Arménienne), (*Gamk*, 28 juillet 1995), p. 86.

QUATRIÈME NUIT CONSÉCUTIVE D'ATTENTATS ANTI-TURCS EN ALLEMAGNE. — LES EXTRÉMISTES KURDES LANCENT UNE VAGUE D'ATTENTATS EN ALLEMAGNE. (A.F.P., 28 juillet; *Le Monde*, 1<sup>er</sup> août 1995), p. 87, 101.

AGENDA DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Turkish Probe*, 28 juillet 1995), p. 88.

KURDES ET TURCS ONT D'ATURES PENSÉES AU SUJET DE LA NOUVELLE INITIATIVE AMÉRICAINE. (*Turkish Probe*, 28 juillet 1995), p. 89-90.

PREMIER PAS MAJEUR VERS UNE CONSTITUTION CIVILE. (*Turkish Probe*, 28 juillet 1995), p. 91-92.

ILS N'ONT PAS PEUR DE MOURIR ET ILS JEÛNENT POUR LEUR AMIE MORTE. — Entre activisme militant et pacifisme. (*Der Tagesspiegel*, 29 juillet 1995), p. 93-94.

TURQUIE : «UN TAS DE PEUR» — «Ne nous excluez pas» (*Der Spiegel*, 31 juillet 1995), p. 95-99.

LE PARLEMENT EUROPÉEN CONFIRME SON OPPOSITION À L'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE. (*Faits & Arguments*, Juillet-Août 1995), p. 99.

BATAILLE SANGLANTE. (*Der Spiegel*, 31 juillet 1995), p. 100.

MANIFESTATION DEVANT LE CONSULAT D'ALLEMAGNE À STRASBOURG. (A.F.P., 1<sup>er</sup> août 1995), p. 101.

TURQUIE : MORTELS AFFRONTEMENTS AVEC LES SÉPARATISTES KURDES. (*Libre Belgique*, 1<sup>er</sup> août 1995), p. 102.

PRÈS DE 10.000 KURDES PARTICIPENT AUX FUNÉRAILLES D'UNE GRÉVISTE DE LA FAIM. — Militants kurdes devant le consulat d'Allemagne. — OBSÈQUES DANS LE CALME D'UNE GRÉVISTE DE LA FAIM KURDE. (A.F.P., 1<sup>er</sup> août; *Dernières Nouvelles d'Alsace*; A.F.P., 2 août 1995), p. 102-104.

«HUMANISTE» SADDAM HUSSEIN VEUX AMNISTIER. (*Le Soir*, 1<sup>er</sup> août 1995), p. 104.

LES PROTECTEURS DE LA CONSTITUTION CRAIGNENT UNE ESCALADE DE LA VIOLENCE KURDE. (*Der Tagesspiegel*, 1<sup>er</sup> août 1995), p. 105-106.

CHRÉTIEN-DÉMOCRATES ET FDP DEMANDENT PLUS DE SÉVÉRITÉ ENVERS LES MILITANTS KURDES VIOLENTS. (*Die Tageszeitung*., 1<sup>er</sup> août 1995), p. 107.

JUSQU'OU UN ÉTRANGER A LE DROIT D'ÊTRE POLITIQUE. (*Die Tageszeitung*., 1<sup>er</sup> août 1995), p. 108.

«APPEL À LA PAIX» DES INTELLECTUELS POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME KURDE. (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> août 1995), p. 109-110.

CONTROVERSE SUR LE RETOUR AU PARLEMENT DES DÉPUTÉS DU DEP après l'amendement constitutionnel. (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> août 1995), p. 111.

DES KURDES EN DEUIL, DES POLICIERS AUX AGUETS. — DES KURDES MANIFESTENT PACIFIQUEMENT LEUR DEUIL À BERLIN. — Les Kurdes abusent dans leurs libertés en Allemagne. — Allemagne n'est pas la Turquie. (*Der Tagesspiegel*, 2 août 1995), p. 112-113.

«QUAND QUELQU'UN DIT QU'IL EST KURDE, IL EST KURDE». — RAREMENT IL EST JUSTE DE DIRE

«KURDE ÉGALE MILITANT» — Protestations des Kurdes: Encore cent Kurdes en grève de la faim. (*Der Tagesspiegel*, 3 août 1995), p. 114-117.

LE PKK ENVISAGE DE PRENDRE POUR CIBLE LA POLICE ALLEMANDE PENDANT LES DÉMONSTRATION. Les funérailles de la gréviste de la faim de Berlin ont eu lieu sans violence. — MANIFESTATIONS KURDE DEVANT LE CONSULAT D'ALLEMAGNE. — L'hommage des Kurdes à la militante morte en grève de la faim à Berlin. (*Turkish Daily News*; *L'Alsace*; *Le Républicain Lorrain*; *Libération*, 2 août 1995), p. 117, 119, 122.

LES ETATS-UNIS TENTENT DE RÉCONCILIER LES FRÈRES ENNEMIS KURDES IRAKIENS. Des responsables des deux factions rivales doivent se rencontrer prochainement au Portugal. (*Le Monde*, 2 août 1995), p. 119.

NOUVEL ÉLAN POUR LA VIE DÉMOCRATIQUE. (*The European*, 3-9 août 1995), p. 120.

LA TURQUIE ESPÈRE QUE LE PKK PERD DES SYMPATHISANTS. (*Basler Zeitung*, 3 août 1995), p.121.

LA TURQUIE NIE LES ALLÉGATIONS DE PRESSION SUR LES MÉDIA ÉTRANGERS. (*Turkish Daily News*, 3 août 1995), p. 121.

LA JUSTICE TURQUE POURSUIT DES MANIFESTANTS QUI AVAIENT «CRIÉ À LA KURDE» EN PUBLIC. (*Libération*, 2 août 1995), p. 122.

UN OPPOSANT PROCLAME L'ÉCLATEMENT DE L'ALLIANCE DES GROUPES ARABES ET KURDES. (A.F.P., 4 août 1995), p. 122.

LA DÉMOCRATIE TURQUE AUX CALENDES GRECQUES ? — Pendant que Tansu Çiller, le Premier ministre, tente de fournir à la Communauté européenne des gages de libéralisme,

opposants et minorités continuent de subir une répression féroce. (*Témoignage Chrétien*, 4 août 1995), p. 123-124.

TURQUIE : TUNCELI EST NOTRE BOSNIE. (*Basler Zeitung*, 4 août 1995), p. 125.

L'ALLIANCE ARABO-KURDE CONTRE SADDAM S'EFFONDRE. (*Turkish Daily News*, 5 août 1995), p. 126.

ECEVEIT ÉLÈVE LA VOIX POUR TUNCELI ET S'EN PREND AUX MEMBRES DES UNITÉS SPÉCIALES. — Le rapport de l'union des chambres de Turquie sur le Sud-Est est un premier pas. (*Turkish Daily News*, 4 août 1995), p. 126-128.

TRENTE-TROIS COMBATTANTS DU PKK TUÉS PAR LE PDK DANS LE NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 4 août 1995), p. 128.

L'UNION DES CHAMBRES PUBLIE SON RAPPORT CONTROVERSÉ. — La question de l'Est-Diagnosties et observations selon ce rapport les Kurdes s'opposent à un Etat séparé. (*Turkish Daily News*, 4 août 1995), p. 129-131.

L'ÉTAT AURAIT L'INTENTION DE LIMITER LA QUESTION KURDE À LA PROVINCE DE TUNCELI. — L'État coopérerait même avec des organisations gauchistes hors-là-loi en vue de neutraliser le PKK. (*Turkish Daily News*, 5 août 1995), p. 132.

L'ORGANISATION AMÉRICAIN HELSIKI WATCH DEMANDE À ÇILLER D'ENQUÊTER SUR LES DISPARITIONS ET MEURTRES. — La Grèce fait bon accueil au ton conciliant de Çiller mais nie tout soutien au PKK. (*Turkish Daily News*, 5 août 1995), p. 133.

TEMO ET SON TEMBÛR CHANTENT LE KURDISTAN SUR UN NOUVEAU CD. — Musicien kurde exilé en France depuis 1975, Temo a élu résidence à Estissac depuis bientôt quatre ans. Son

troisième disque solo vient de sortir avec onze chansons pour clamer l'identité d'un peuple privé de son territoire. (*Libération Champagne*, 6 août 1995), p. 134-135.

TURQUIE: UN JOURNALISTE EMPRISONNÉ. — Jakub Karademir qui servait d'interprète à un médecin de Thann, a été arrêté dans le Kurdistan par les autorités turques. .... (Dernières Nouvelles d'Alsace, 9 août 1995), p. 135.

LES KURDES DE TURQUIE RÉCLAMENT DES DROITS PLUTÔT QUE L'INDÉPENDANCE. — Un rapport propose une nouvelle approche pour ramener la paix dans le Sud-Est anatolien. (*Le Monde*, 8 août 1995), p. 137.

LE DISCOURS EUROPÉEN EN TURQUIE. — Une nouvelle génération de managers turcs construit une Turquie européenne, démocratique et touristique : une réponse au fondamentalisme religieux et à la misère. — LES KURDES ET LE PKK. — La Turquie a une image anti-démocratique à cause de sa guerre contre le PKK. (*L'Alsace*, 8 août 1995), p. 138-139.

LE DÉBAT AUTOUR DU RAPPORT DE TOBB S'ÉCHOFFE TANDIS QUE LE PREMIER MINISTRE ÇILLER NI D'ÊTRE IMPLIQUÉ. — Le leader de l'ANAP Yilmaz et le gouverneur d'état d'urgence Erkan accuse le rapport d'«être une tentative d'ouvrir les débats sur la fédération» et «la seconde langue officielle». (*Turkish Daily News*, 8 août 1995), p. 140-141.

DES KURDES IRAKIENS VONT TENIR DES POURPARLERS À DUBLIN. — Le procès de vingt cinq membres de *Yekbûn* commence devant la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir. — Selon le parquet *Yekbûn* le parti de l'unité de peuple du Kurdistan a été formé par trois organisations séparatiste hors-la-loi. (*Turkish Daily News*, 9 août 1995), p. 141.

LA FONDATION DES DROITS DE

L'HOMME À NOUVEAU EN PROCÈS. — LA FAMILLE DU JOURNALISTE KURDE SEYFETTIN TEPE (mort durant sa garde-à-vue dans les locaux de la police, demande une nouvelle autopsie. — LES DÉPUTÉS DU DEP PERDENT À NOUVEAU. Le parquet la Cour de cassation donne un avis négatif sur la requête visant à leur restituer leur mandat de députés. (*Turkish Daily News*, 9 août 1995), p. 142.

IRAN, SYRIE, TURQUIE: Par de plaie pur le PKK dans le nord de l'Irak. les trois puissances régionales réitérent leur insistance sur l'intégrité territoriale de l'Irak. L'Iran interdit une manifestation du Hezbollah devant l'ambassade Turque. (*Turkish Daily News*, 9 août 1995), p. 143.

LES UNITÉS SPÉCIALES DÉBATTUES DANS L'ÉMISSION FACE À FACE. (*Turkish Daily News*, 9 août 1995), p. 144.

ENTRETIEN DE PAIX DES KURDES IRAKIENS EN IRLANDE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 10 août 1995), p. 145.

DES MILLIERS DE DÉTENUS TOUJOURS EN GRÈVE DE LA FAIM EN TURQUIE. (A.F.P., 10 août 1995), p. 145.

DOĞU ERGİL: LE RAPPORT ÉTAIT MON DEVOIR COMME CITOYEN. — L'auteur du rapport de l'un des chambres de Turquie affirme qu'il n'a jamais vu de rapport de la CIA sur le même sujet. (*Turkish Daily News*, 10 août 1995), p. 146-148.

A BAGDAD, UNE FISURGE DANS LE CERCLE PROCHE DES COLLABORATEURS HAUT PLACÉ DE SADDAM ET DE 2 DE SES FILLES OBTIENNENT L'ASILE POLITIQUE. — Clinton fait l'éloge du «courage» du roi de Jordanie. (*International Herald Tribune*, 11 août 1995), p. 148-149.

LES DEUX GROUPES RIVAUX KURDES IRAKIENS SUR LE POINT DE SIGNER UN ACCORD À DROGHEDA (Irlande). — Accord à Drogheda après trois jours

de négociations. — LES KURDES IRAKIENS TENTENT D'APLANIR LEURS DIFFÉRENDS. — Ankara satisfait d'un accord inter-kurde sur le nord de l'Irak. — LE CÉSEZ-LE-FEU RESPECTÉ DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. (A.F.P., 11 août; *Le Monde*; A.F.P., 12 août 1995), p. 150-151, 154, 155, 156.

LES ETATS-UNIS ESPERENT UNE PROFUSION DE DONNÉES DES TRASFUGES IRAKIENS. — Les Arabes minimisent les défections irakiennes. Ne vous attendez pas à l'écroulement du régime de Saddam Hussein disent les officiels. (*International Herald Tribune*, 12-13 août 1995), p. 152-153.

DEMANDER AUX KURDES. (*The Economist*, 12 août 1995), p. 152.

ACCORD ENTRE KURDES IRAKIENS EN IRLANDE. — Le nouvel accord des Kurdes irakiens. (*Neue Zürcher Zeitung*, 12-13 août; *Neue Zürcher Zeitung*, 15 août 1995), p. 154, 163.

QUINZE REBELLES KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. — Quatorze rebelles kurdes tués en Anatolie. — Vingt cinq rebelles kurdes tués en Turquie. (A.F.P., 15 août; A.F.P.; *Var Matin*, 13 août; 15 août 1995), p. 154, 156.

DES GROUPES KURDES RIVAUX CONVIENNENT DE METTRE UN TERME À LEUR CONFLIT. (*Turkish Daily News*, 12 août 1995), p. 157.

DES MILITAIRES AMÉRICAINS ONT COMMENCÉ À PARLER AVEC LE «PÈRE» DES PROGRAMMES D'ARMEMENT IRAKIENS. Saddam Hussein a dénoncé la «trahison» de son gendre réfugié en Jordanie. (*Le Monde*, 14 août 1995), p. 158.

LE PKK RÉCOLTE 21 MILLIONS DE DOLLARS CHAQUE ANNÉE EN ALLEMAGNE, selon *Der Spiegel*. (A.F.P., 13 août 1995), p. 159.

TOUNCELI, ENCORE UNE FOIS LA CITÉ DE TROUBLE. (*Turkish Daily News*, 13 août 1995), p. 159-160.

L'IRAK VA DONNER À L'ONU DES DONNÉES SUR SES AMRES DANS UNE ATAKUE CONTRE LE TRANFUGE. — Bagdad dit que Kamel a ordonné à ses collaborateurs de retenir l'information. (*International Herald Tribune*, 14 août 1995), p. 160-161.

LE ROI DE JORDANIE VOIT UNE «NOUVELLE ÈRE» EN IRAK. HUSSIN DIT QUE TOUT CHANGEMNET SERA POUR LE MIEUX. (*International Herald Tribune*, 15 août 1995), p. 162.

LA FAMILLE DE SADDAM HUSSEIN : UN CLAN AUX COMMANDES DE L'ÉTAT. — L'Irak annonce avoir effectué des manœuvres aériennes. (*A.F.P.*, 15 août; *A.F.P.*, 15 août 1995), p. 164-165, 166.

FIN DE LA GRÈVE DE LA FAIM À LA HAYE D'UNE CENTAINE DE KURDES. (*A.F.P.*, 15 août 1995), p. 165.

LES KURDES TUENT UN OFFICIER TURC DE HAUT RANG, le Colonel Ridvan Özden, chef des forces de gendarmerie paramilitaire dans la province de Mardin. (*International Herald Tribune*, 16 août 1995), p. 165.

LE TRASFUGE A-T-IL FUI L'IRAK PAR CRAINTE ? Un jeu pour le pouvoir croissant par le fils de Saddam Uday. (*International Herald Tribune*, 16 août 1995), p. 167.

TURQUIE : L'ÉMERGENCE DU PARTI AUX TROIS LUNES. — Nationalisme : Déjà infiltrés dans l'armée, les ultranationalistes turcs frappent aux portes du pouvoir et mènent une campagne de mobilisation auprès des jeunes. (*La Croix*, 17 août 1995), p. 168.

POUR L'IRAK D'APRÈS SADDAM, DES DÉMOCRATES AYANT DU UNE LARGESSE. (*International Herald Tribune*, 17 août 1995), p. 169.

BONN SENT LE RETOUR DE BÂTON DE L'INTERDICTION DE SÉPARATISTES KURDES. Tomy Paterson analyse les problèmes de l'Allemagne avec le Parti des Travailleurs kurdes (PKK). (*The European*, 17 août 1995), p. 170-171.

COMMANDANT LOCAL DE GENDARMERIE TUÉ PAR LE PKK. (*Turkish Daily News*, 16 août 1995), p. 171.

DES TIEURS TUENT UN COLONEL DANS UEN EMBUSCADE DU PKK. (*The European*, 17 août 1995), p. 172.

KURDISTAN TURC: LA «SALE GUERRE» ENTRE DANS SA DOUZIÈME ANNÉE. — Le 15 août 1984, des Kurdes de Turquie décidaient de prendre les armes contre l'Etat central. (*Le Soir*, 17 août 1995), p. 172.

INTERDICTION D'UN JOURNAL PROKURDE EN TURQUIE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 18 août 1995), p. 173.

BONN : UN DEMANDEUR D'ASILE KURDE MEURT POUR ABSENCE DE SOINS DES AUTORITÉS. — À Brême (nord d'Allemagne) un demandeur d'asile kurde est mort par ce que l'Etat régional ne lui a pas accordé à temps, l'aide financière nécessaire à une intervention chirurgicale vitale. (*A.F.P.*, 17 août; *Le Maine Libre*, 18 août 1995), p. 174, 175.

DOUZE REBELLES KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 17 août 1995), p. 174.

LES ETATS-UNIS VOIENT DES CHANCES D'ISOLER L'IRAK. — Des émissaires voit appeler la Jordanie à rompre ses liens économiques. (*International Herald Tribune*, 18 août 1995), p. 175.

LE POUVOIR EN LETTRES DE SANG. (*Journal de Genève*, 19 août 1995), p. 176.

ÇILLER REÇOIT UNE LETTRE DURE

D'HELSINKI WATCH. (*Turkish Daily News*, 20 août 1995), p. 176.

ON NE PEUT PAS SE CONTENTER DES VAGUES PROMESSES TURQUES. — Le Parlement européen doit exiger des promesses concrètes à propos de l'union douanière. (*Svenska Dagbladet*, 20 août 1995), p. 177.

TANDIQUE SADDAM PREND UN COUP. les Kurdes s'inclinent devant *Pax Americana* (*Turkish Daily News*, 20 août 1995), p. 178-179.

4 DÉCAPTITATIONS (DE TURCS EN ARABIE SAOUDITES) OUTRAGE LES TURCS. — La demande d'épargner 20 autres condamnées est rejetée par les Saoudiens. (*International Herald Tribune*, 21 août 1995), p. 180.

TURQUIE: DES ENFANTS KURDES MANIFESTES. — Des enfants de 5 à 15 ans ont manifesté à Istanbul. Il s'agit de proches de détenus kurdes en grève de la faim dans plusieurs pressons turques. (*Ouest France*, 21 août 1995), p. 180.

L'IRAK AVERTI QU'IL COMBATTRA. Mais Bagdad nie de mouvement inhabituel de troupes. (*International Herald Tribune*, 21 août 1995), p. 181.

L'IRAK ADMET TRAVALLIER SUR DES TÊTES DE MISILE BACTÉRIOLOGIQUE. Bagdad reconnaît qu'il avait ne site secret pour la production de germes. (*International Herald Tribune*, 22 août 1995), p. 182.

L'AMBASADEUR IRAKIEN À L'ONU SOUTIENDRAIT LES TRASFUGES. (*International Herald Tribune*, 21 août 1995), p. 182.

IRAK : UNE LEVÉE MAL CONTRÔLÉE DE L'EMBARGO POURRAIT ENTRAÎNER UNE CHUTE DE COURS DU PÉTROLE. (*Le Monde*, 22 août 1995), p. 183.

L'EXÉCUTION DE TURCS EN ARABIE

SAOUDITE SCANDALISE À ANKARA.— L'exécution en Arabie saoudite de quatre Turcs accusés de trafic de drogue a créé une émotion considérable en Turquie. (*Le Monde*, 22 août 1995), p. 184.

DES MORTS NON ÉLUCIDÉS DANS LES PRISONS TURQUES. (*Dagens Nyheter*, 23 août 1995), p. 184.

LA PART DU LION. — Pour les monarchies du Golfe, Damas est devenu garant de sécurité, par Michel Jobert. (*Jeune Afrique*, 24-30 août 1995), p. 185.

DISANT SES SECRETS, L'IRAK ADMET UN PROGRAMME AVANCÉ DE GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE. — Les sales secrets de Bagdad. (*International Herald Tribune*, 23 août 1995), p. 186.

LES ETATS-UNIS NE PRENNENT PAS AU SÉRIEUX LES PLANS DE GUERRE IRAKIENS, MAIS ILS DÉPLACENT DES TROUPES VERS LE GOLFE À TITRE DISSUASIF. (*International Herald Tribune*, 23 août 1995), p. 187.

QUINZE REBELLES KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 25 août 1995), p. 187.

DÉLIT D'OPINION: 99 INTELLECTUELS TURCS PARMIS LES 1080 QUI AVAIENT DÉFIÉ LA JUSTICE TURQUE en publiant un livre rassemblant des articles dont les auteurs avaient été poursuivis, notamment pour «séparatisme», ont comparu devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. (*A.F.P.*, 24 août 1995), p. 188.

LES ETATS-UNIS ET LA GRANDE BRETAGNE DÉCLARENT VOULOIR GARDER SADDAM HORS-JEU. (*International Herald Tribune*, 24 août 1995), p. 189.

LA TÉLÉVISION IRAKIENNE DIFFUSE LA CRITIQUE (DU RÉGIME) À PARTIR DE JORDANIE. Les analystes déroutés par la décision de diffuser sans le

censurer le discours du Roi. (*International Herald Tribune*, 25 août 1995), p. 189-190.

LE TRASFUGE IRAKIEN NIE RENCONTRER DES OFFICIELS AMÉRICAINS. (*International Herald Tribune*, 25 août 1995), p. 190.

LES ARABES RÉSITENT À LA CAMPAGNE AMÉRICAINE VISANT À RENVERSER SADDAM. (*International Herald Tribune*, 26-27 août 1995), p. 191.

AGENDA DES DROITS DE L'HOMME.

• ALLÉGATION DE VIOL À LA DIRECTION DE POLICE d'Ankara. Leman Çelikaşlan, gardée-à-vue dans les locaux de la Section anti-terroriste de la Direction de la police d'Ankara affirme y avoir été violée le 21 juillet. Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme de Turquie a écrit le 16 août une lettre au Premier ministre l'informant de cette affaire grave, qui hélas n'est pas unique, il espère que Mme. Çiller qui est arrivée au pouvoir avec des promesses de démocratisation et de respect de droits de l'homme, se sentira concernée non seulement comme être humain mais aussi comme femme.

• L'INTERDICTION DE FACTO DU QUOTIDIEN PRO-KURDE YENI POLITIKA qui avait commencé sa publication en avril 1995. Les tribunaux turcs, sur l'instruction de l'armée ont procédé à une confiscation systématique de ce journal dénonçant les opérations militaires dans le Kurdistan. Sur ces 126 numéros, seuls 9 avaient pu échapper à la saisie. • SEPT ALLEMANDS ET UN SUISSE gardés-à-vue à Diyarbakir pour «soutien aux grévistes de la faim» ont été libérés le 18 août et expulsés de la région.

• LA PUBLICATION DU RAPPORT DE JUILLET DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. • LE PARQUET d'Elazig engage des poursuites contre huit policiers impliqués dans la mort sous la torture d'un étudiant, Sinan Demirbas, le 21 juillet. Gardé-à-vue pour interrogatoire sur des questions concernant son service militaire». Les policiers affirment qu'il s'est suicidé en se

cognant la tête contre les murs ! • FIN DE LA GRÈVE DE LA FAIM des prisonniers du PKK. Cette grève lancée le 14 juillet dans plusieurs prisons par, environ 10.000 prisonniers politiques, avait pour objectif de demander au gouvernement d'engager des négociations de paix et d'appliquer les conventions de Genève sur les prisonniers de guerre. (*Turkish Probe*, 25 août 1995), p. 192.

LA VOLTE-FACE TURQUE. Les autorités turques avaient longtemps misé sur un accord entre les Kurdes irakiens et Saddam Hussein pour stabiliser la situation dans le nord de l'Irak. Elles se sont finalement ralliées aux thèses de Washington. (*Libération*, 25 août 1995), p. 193

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE KURDES IRAKIENS ET KURDES TURCS DANS LE NORD DE L'IRAK. — Le PKK attaque. (*A.F.P.*, 27 août; *Libre Belgique*, 30 août 1995), p. 193, 197.

L'EFFORT D'ARMEMENT IRAKIEN DANS LES ANNÉES 1990 COMPRENAIT LA COURSE À LA FABRICATION D'UNE BOMBE NUCLÉAIRE. (*International Herald Tribune*, 28 août 1995), p. 194.

TURQUIE: LES SITES TOURISTIQUE DE NOUVEAU PRIS POUR CIBLE PAR LE TERRORISME. (*Liberté de l'Est*, 29 août 1995), p. 195.

ULM: DEUX AFRICAIS MEURENT DANS UN INCENDIE ANTI-TURC. — Une maison habitée par des Kurdes détruite par un incendie criminel. — Le PKK dément toute implication dans les récentes attaques anti-turcs en Allemagne. (*Le Républicain Lorrain; A.F.P.*, 30 août 1995), p. 196, 197.

LES KURDES IRAKIENS NE VEULENT PAS DE PARTENAIRE de pouvoir comme le PKK pousse son offensive pour se réinstaller. (*Turkish Daily News*, 30 août 1995), p. 198-199.



LE PKK MONTRE SA VÉRITABLE FORCE. (*Turkish Daily News*, 30 août 1995), p. 199.

UN JOURNALISTE MORT EN GARDE-À-VUE. (*Turkish Daily News*, 31 août 1995), p. 199.

L'IRAK: L'HEURE DE VÉRITÉ POUR LE DICTATEUR. (*La Vie*, 31 août 1995), p. 200.

DÉBATS VIOLANTS SUR LA QUESTION KURDE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 31 août 1995), p. 201-202.

GARE À L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 31 août 1995), p. 202.

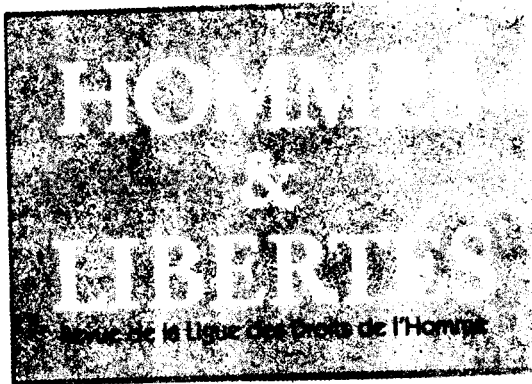
LE PKK FORME UNE NOUVELLE UNION DANS LE NORD DE L'IRAK. — A la suite de l'union de ces supporters, le PKK a lancé des attaques contre son rival

de l'Irak du Nord le PDK. — ETATS-UNIS: LES PKK N'A NULLE PART DE RÔLE CONSTRUCTIF À JOUER. — (*Turkish Daily News*, 31 août 1995), p. 203.

L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME DEMANDE AU PARLEMENT DE «DONNER UNE CHANCE À LA PAIX». (*Turkish Daily News*, 31 août 1995), p. 203.

# Revue de Presse





HOMMES ET LIBERTÉS N°84 - JUIN / JUILLET / AOÛT 95

## LES KURDES : UNE TRAGÉDIE PASSÉE SOUS SILENCE

Au moment où l'opinion publique, saturée d'images d'atrocités, de massacres et de déportations de Bosnie, de Tchétchénie ou du génocide du Rwanda, semble être envahie par un terrible sentiment d'impuissance, peut-on, doit-on encore parler des Kurdes ? A quoi bon énumérer les derniers développements du calvaire imposé à ce peuple de 25 millions à 30 millions d'âmes par des régimes - iranien, turc, irakien et syrien - parmi les plus cruels de la planète ? Que pouvons-nous changer à ce destin tragique, vécu en silence, sans images ni témoins médiatiques, alors même que sous nos yeux, en Bosnie, en plein cœur de l'Europe, malgré toutes les images des médias et l'intense émotion populaire, la communauté dite internationale, ou les quatre ou cinq Etats qui y font la loi, se montrent incapables d'arrêter l'horreur ? Ces questions, que de nombreux citoyens se posent, que les militants et notamment ceux de la Ligue des droits de l'homme doivent aussi se poser régulièrement en ces temps d'incertitude et de crise morale, sont on ne peut plus légitimes et pertinentes. C'est pourquoi nous y revenons sans cesse dans *Hommes et Libertés*. Il n'en reste pas moins que le silence est le meilleur allié des bourreaux, que parler avec ténacité d'un problème est une manière de dire qu'il reste posé et qu'il attend une solution même si l'élaboration de celle-ci nécessite parfois des décennies d'efforts et des drames humains sans nombre avant de s'imposer aux esprits des belligérants, comme en Afrique du Sud ou en Palestine.

Puis, au-delà de l'intérêt intellectuel ou de tout souci humanitaire, s'informer du sort des autres permet d'avoir un regard plus critique sur sa propre société, des institutions, des médias et ses gouvernements car les oppresseurs d'ailleurs sont souvent les clients ou les amis de nos marchands de canons.

Le cas kurde en fournit une bonne illustration. Sait-on par exemple que,

à l'heure actuelle, l'une des guerres les plus dévastatrices se déroule dans le Kurdistan turc ? En onze ans, plus de 6 millions de Kurdes (plus que la totalité des populations réfugiées générées par les guerres dans l'ex-Yougoslavie) ont été chassés de leurs terres ancestrales. Trois millions d'entre eux constituent encore une population déplacée vivant dans des bidonvilles dans des conditions de grande précarité. L'aviation turque, selon le témoignage de l'écrivain Yachar Kema<sup>1</sup>, a bombardé et brûlé une dizaine de millions d'hectares de forêts kurdes. Selon les statistiques officielles turques en 1993, l'armée turque avait évacué huit cent soixante-quatorze villages kurdes. La liste nominative de ces villages a été publiée dans la presse<sup>2</sup> par une dizaine d'associations françaises. La Turquie n'a pas pu en contester la véracité. En l'absence de réactions de ses partenaires occidentaux, elle a persisté dans sa croisade anti-kurde. Fin 1994, on comptait deux mille six cent soixante-quatre villages et six bourgades kurdes détruits<sup>3</sup>. Début août, le bilan était de trois mille cinq cents villages détruits. Saddam Hussein avait, en quinze ans, détruit quatre mille cinq cents villages kurdes irakiens. La Turquie "démocratique", membre de l'OTAN, du Conseil de l'Europe et associée à l'Union douanière, talonne en deux ans et demi le record du dictateur irakien. Ses escadrons de la mort et ses tortionnaires ont assassiné, en deux ans, trois mille huit cent quarante civils kurdes - avocats, syndicalistes, médecins, enseignants non-violents, coupables de revendiquer leur identité et de dénoncer la guerre<sup>4</sup>. Elle enferme dans ses geôles environ douze mille prisonniers politiques, dont six députés démocratiquement élus, des écrivains, des avocats.

Près de dix mille d'entre eux ont entamé le 22 juillet une grève de la faim pour dénoncer les conditions barbares de leur détention, demander la fin de la guerre et un règlement pacifique du problème kurde. Dans sa guerre du Kurdistan, l'armée turque utilise principalement des armes américaines et allemandes. La France, hier premier fournisseur d'armes occidentales de la dictature irakienne, déploie un

zèle particulier pour faire une percée en Turquie. Elle a signé un contrat de vente de vingt hélicoptères à la gendarmerie turque.

Après les Kurdes irakiens, les villageois kurdes de Turquie auront ainsi l'avantage d'être bombardés et massacrés par des hélicoptères de la patrie des droits de l'homme !

Très émue par l'accueil cordial que lui a réservé le président Chirac, poussant les égards jusqu'à lui baiser la main devant les caméras, le chef du gouvernement, Mme Ciller, a promis d'acheter une vingtaine d'autres hélicoptères à Paris et de favoriser les entreprises françaises (dont Bouygues pour le tunnel sous le Bosphore) sur le marché turc ; chacun de ces points a été l'objet d'une prise de position de la LDH.

Les pays occidentaux justifient ces ventes d'armes par le souci d'aider leur allié turc à défendre son intégrité territoriale contre "les séparatistes kurdes". Cela sonne apparemment juste.

Le hic, c'est que les Kurdes en Turquie, toutes tendances confondues, ne demandent pas la modification des frontières mais la reconnaissance de leur langue, de leur culture, de leur identité dans le cadre de la démocratie. Quoi de plus légitime et raisonnable pour une population de plus de 15 millions d'individus ? Et comme les lois turques ne laissent aux Kurdes aucun espace d'expression politique et culturelle, après tant de décennies de patience et de combats pacifiques, une bonne partie de la jeunesse a basculé dans la révolte et la violence ; l'extrémisme des

dirigeants nationalistes turcs alimente celui du PKK. Pourtant, même celui-ci depuis plus de deux ans ne cesse d'appeler à un règlement pacifique et se dit prêt à déposer les armes dans le cadre d'une solution négociée. Mais le gouvernement turc nie l'existence même d'un problème kurde !

Les gouvernements occidentaux, qui dénoncent les exactions et les meurtres commis par le PKK, seraient plus convaincants s'ils critiquaient en même temps le terrorisme d'Etat pratiqué à une si vaste échelle par les autorités turques.

Les médias français, qui sont restés muets sur la tragédie kurde irakienne au temps où le régime de Bagdad était un client chouchouté des industries de l'Hexagone, brillent également par leur silence sur le sort des Kurdes en Turquie. Et Greenpeace ? Et la SPA ? Le sort des millions de Kurdes, de leurs villages et de leurs forêts détruits, de leur bétail abattu et le désastre écologique qui pourrait en résulter importent-ils moins à nos belles et généreuses âmes que le sauvetage de quelques baleines ?

Si le sort terrible des Kurdes de Turquie reste si largement ignoré, que dire de celui des 8 millions de Kurdes iraniens subissant depuis 1979 un apartheid politique et culturel, doublé d'une répression féroce, dans la république des ayatollahs ?

Quant aux Kurdes irakiens, victimes d'un double embargo, celui des Nations unies contre l'Irak renforcé par celui de Bagdad contre les régions kurdes, ils ont sombré dans la misère. Leur administration et

Parlement démocratiquement élus n'ont été reconnus par aucun des Etats occidentaux qui cependant subventionnent et financent nombre de régimes dictatoriaux du tiers-monde. Appelé à administrer un territoire dévasté cinq fois plus grand que le Liban, peuplé de 4 millions d'habitants, le gouvernement régional kurde, faute d'un minimum de moyens matériels refusés par ces pays mêmes promettant un budget annuel de quatre-vingt millions de dollars à l'autorité autonome palestinienne chargée d'administrer une population de huit cent mille habitants, n'a pu imposer son pouvoir aux milices des partis qui risquent à leur tour de s'entre-déchirer dans les luttes du pouvoir. Seule note d'espoir dans ce sombre tableau du monde kurde : une vitalité et une foi à toute épreuve dans l'avenir. A force de lutter et d'espérer, les Kurdes finiront peut-être par convaincre leurs voisins turcs, arabes et persans de leur bon droit et trouveront avec eux un modus vivendi. Et les démocraties occidentales seront peut-être un jour conséquentes avec leurs valeurs et leurs principes proclamés.

**Kendal Nezan,**  
**président de l'Institut kurde**  
**de Paris**

1 / *Der Spiegel* du 9 janvier 1991.

2 / *Le Monde* du 8 juin et *le Herald Tribune* du 9 juin 1994.

3 / *Le quotidien turc Milliyet* du 25 juillet 1995.

4 / *Le quotidien turc Milliyet* du 11 décembre 1994.

HOMMES ET LIBERTÉS N°84 - JUIN / JUILLET / AOÛT 95

# CENTRE to CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN

July 1995

## Chair's Letter

Centre to Centre this issue focuses on Turkey (see pull-out section) not to commemorate any one event where writers were abused, but to focus on a promise that many want kept, but none seem able to achieve.

Unfortunately in Turkey one could pick almost any month of the year and find a date to commemorate the mistreatment of writers: the fiery deaths of 37 writers in Sivas in July, 1993; the detention of 100 journalists from Ozgur Gundem in December 1993; the simultaneous bombing of three Ozgur Ulke offices in December 1994; the killing of Ferhat Tepe in August 1993; the charging and sentencing or detention of hundreds of writers in Turkey - Yasar Kemal has been charged; Professor Fikret Baskaya was released in June after serving 15 months in prison; Doctor Haluk Gerger is still serving a sentence and publisher Aysenur Zarakolu has been sentenced to several prison terms.

Not all the violence against writers in Turkey falls at the government's door. However, all the detentions, the closures of newspapers, the torture in prisons are piled on that doorstep. The Turkish government is not unaware of its poor reputation among writers and intellectuals who value freedom of expression. There are those in government,

including the Prime Minister, who have assured human rights organizations like PEN that the government is trying to reform the onerous Anti-Terror Law, in particular Article 8, under which these writers are prosecuted for their writing on Kurdish politics and culture.

Prime Minister Tansu Ciller assured an audience this spring at Bilkent University that she intended to move forward reforms that include a phase out of the State of Emergency in the Southeastern provinces, to amend the Anti-Terror Law to "remove anomalies which unduly restrict certain forms of expression" and to offer an amnesty to many writers.

But shortly after that speech, the Turkish Army invaded northern Iraq in pursuit of PKK guerrillas. When many protested worldwide, the Turkish government assured those concerned that after the guerrillas were routed, Turkey would attend to the promised reforms.

The invasion is now over; the Turkish Army has returned to Turkey. But the reforms are still awaited. In May, Esber Yagmurdereli, a blind writer, had his sentence ratified and faces 20 months in prison for "disseminating separatist propaganda".

Joanne Leedom-Ackerman



## Esber Yagmurdereli, (Turkey)

Lawyer and writer Esber Yagmurdereli was sentenced to 20 months in prison on 23 July 1994 for a speech about the Kurdish situation which he made at a human rights meeting in Istanbul on 8 September 1991, just weeks after his release from 13 years in prison. The 20-month sentence was quashed in early 1995, but this decision was overturned in May 1995. The following is an extract from one of Yagmurdereli's plays, "Crossing Boundaries" which deals with the experiences of a political prisoner.

*"The moment lost all sense of time and the door opened  
You were leaving...the anguish would lift from your heart...  
Your unconquered eyes would be mine from now on...  
You went and waking to your absence was to be condemned to a harsh fate  
And I felt the damnation again when I heard my forehead crack against these silent walls...  
Suddenly I was without a country like so many Palestinians  
I even forgot my language; I forgot I was a scream in the river of your voice  
(Didn't we force these walls to memorise our voices  
Didn't we breastfeed these rotten cells our best folk songs?)  
We set alight wet stones as we rested our backs against them...  
I kept biting my lips, but never forgot the memory...  
And as the moon fell into the night, I saw your smile in its eternal beauty  
The rainbow shone on your forehead and its greeting was a declaration...  
then that moment lost all sense of time and the door opened  
The silenced suddenly arose and spirits soared like rain-birds."*

## ACTION FILE: Unsal Ozturk, Turkey

Unsal Ozturk already has a combined prison sentence of over 13 years in prison for his work as owner of the Yurt Publishing House. His first sentence of six months in prison and a fine dates from 20 January 1994 when he was convicted of 'disseminating separatist propaganda' under the Anti-Terror Law in connection with his publication of the book "Nation that Discovered Itself, the Kurds" which was written by the jailed sociologist Ismail Besikli. Ozturk has been sentenced to prison terms in connection with the publication of at least 19 of Besikli's books which mostly deal with the Kurdish situation. Besikli has been sentenced already to over 60 years in prison and still has many cases to be settled. One of Ozturk's sentences is for the book "12 September Fascism and the PKK Resistance" which was written by Abdullah Ocalan, the leader of the PKK, the Kurdish armed resistance.

In Turkey, much of the opposition press and particularly the pro-Kurdish press has been banned or is subject to constant confiscations and intimidation so there is little space for open debate on the Kurdish

question. The main pro-Kurdish newspaper "Ozgur Ulke" was forced to close in early 1995 after a court order against it and after several of its journalists had been murdered.

At least five and a half years of Ozturk's sentences have been ratified by the Supreme Court. Most of the prison sentences also carry fines. For each fine that Ozturk does not pay, he will be forced to serve an extra three years in prison. The majority of the sentences are for "disseminating separatist propaganda", a term which can embrace even the use of the word 'Kurdistan' in a book or article.

Unsal Ozturk was arrested on 22 November 1994 and sent to Ankara Closed Prison following the ratification of his two-year sentence for Ocalan's book. While he is there, his prison sentence is likely to mount.

**Appeals for the release of Unsal Ozturk should be sent to Prime Minister Tansu Ciller, Babakanlik, 06573 Ankara, Turkey. Fax: +90 312 417 6470**

# Campaign of lies

## Extracts from an article by Yasar Kemal

Yasar Kemal, former President of Turkish PEN and Turkey's leading writer, is facing charges of 'disseminating separatism' for the article "Campaign of Lies" which was published in "Der Spiegel". If convicted, he could face a prison sentence. The first hearing of the trial was in May 1995 and the next hearing will be on 12 July 1995.

Perhaps for the first time in history a century has a name before it has even begun: the 21st century will be known as the century of human rights. In our century, no real progress has been made in this area. Worse still, on the threshold of the 21st century, there are many signs that we have ceased to move forward and are going back on progress already made.

From the day of its inauguration, 29 October 1923, up to the present day, the Turkish Republic has been developing into a system of unbearable constraints and cruelty. It has tried to hide this from the eyes of humanity with oriental duplicity and disingenuousness. The Turkish Republic has imposed such tyranny on the Anatolian population that their desire for a return to Ottoman autocracy has increased a thousand fold...

While the Turkish people, paralysed by decades of oppression, acquiesced, resistance stirred within the Kurdish people, albeit in a hesitant, cautious form. It was, after all, the Kurdish people who were being oppressed most brutally under this rule of force. They were suffering hunger, were crushed by poverty and were subjected to ethnic massacres. Their language had been legally banned, their identity as Kurds had been denied, instead they were officially known as "Mountain Turks", and every 10 to 15 years they were driven to all four corners of Anatolia.

With the increasing resistance of the Kurds, which eventually developed into armed struggle, the machinery of oppression showed its true, terrifying face. First of all, an unbelievable propaganda campaign was launched to deceive the Turkish population. Without misleading the Turks, the resistance of the Kurds could not be broken.

A campaign of lies began. Headlines in well-chosen, emotional language claimed that the Kurds wanted to divide the nation and create an independent Kurdish state. Then cruel attacks by Kurds and the funerals of fallen Turkish soldiers were represented with such overblown emotion that one would have thought that every Turk would go out and kill the first Kurd he could find.

Fortunately, Kurds and Turks had known each other so well for centuries that all efforts of the State to whip up bloody feuds between the two peoples failed.

Every second word spouted by President Demirel and other members of the government was, "We will allow no-one to take even a stone, even a handful of soil from our country". But who was demanding a stone? And who wanted a handful of soil? As far as I know, there were only very few Kurds in Turkey who wanted to have an independent state. And did they not have a right to demand this? In accordance with all human rights declarations, every people has the right to determine its own fate.

Now Turkey is the scene of the vilest war imaginable. Even the best writers cannot express what is going on ...

Our Prime Minister Tansu Ciller cried out in Parliament, "We will find a solution for this problem!" Even the Germans' hair did not stand on end, although they knew best the deeper meaning of these words.

Now the real war began ...

What a miracle that our press reported these happy events. Holding the flag in one hand and the Koran in the other, the leader of our government emphatically denied that our State's armed forces had set any villages or forests alight. And the helicopters? They had been brought in from Armenia and Afghanistan by the PKK. And they were the ones who were setting the towns and villages aflame...

According to press reports, 12 million hectares of forest have been burned down in Turkey in the last 10 years, 10 million hectares of which in East Anatolia alone...

Now the war is again being waged with all-out force. It is taking place not only between the guerrillas and the army, village guards and special units. The government has also forced hundreds of thousands to flee. These people drift, half dying of hunger and misery, and have no roof or tent over their heads. Ankara has caused an exodus and, in so doing, has declared war against the

unarmed Kurdish people...

This terrible war should not be allowed to continue. Turkey is economically at an end; the population is getting poorer. In 1994 alone, 12 billion German marks was spent on the war in East Anatolia... Domestic and foreign debts grow and grow. If this war continues, Turkey will suffer the biggest catastrophe of its history.

Every war, whether it be in Rwanda, Bosnia or Afghanistan, wears down humanity. It degenerates with every minute, becomes more inhumane with every battle, every massacre and every famine.

When the Turkish Republic was established, it should have given the Kurds the basic rights which it afforded the Turkish people.

On the threshold of the 21st century, no people and no ethnic group should be denied human rights. No country, not even Turkey, has the power to do this. After all, it was the power of the people which chased the Americans out of Vietnam and the Russians out of Afghanistan and brought about the miracle of South Africa.

The Turkish Republic should not go into the 21st century with the curse of this war still hanging over its head. The conscience of humanity will help the peoples of Turkey to end this inhumane war. In particular, the peoples of those countries which sell weapons to the Turkish State must contribute to this process. However, we in Turkey should always be aware that the road to true democracy must lie in a peaceful solution to the Kurdish question.

That the leadership has tried to kill the language and culture of the Kurds is a crime against humanity, even if this pressure has recently been relaxed. In the 21st century, the crimes against humanity will one by one be brought into the light of day and judged. The proceedings will not follow the usual course since the honour of a country and its humanitarian record will be on trial.

*Now Turkey is the scene of  
the vilest war imaginable.*

*Even the best writers  
cannot express what is  
going on ...*

# Turkey

## freedom of expression under siege

Turkey has one of the worst records for imprisoning writers in the world. Over 100 writers and journalists are currently detained, say Turkish human rights activists. Many of these prisoners say they have been tortured. Others have been killed or disappeared. Many more are awaiting imprisonment after sentencing. Most of these writers have been sentenced under the notorious Article 8 of the Anti-Terror Law.

The law was instituted in 1991 after the scrapping of other legislation used to imprison writers who discussed the Kurdish situation. Many of those detained at that time had cumulative sentences of hundreds of years in prison. Today writers such as Ismail Besikci have cumulative sentences. Besikci's sentences total over 65 years, and several cases are still outstanding against him. It is highly likely that he will have additional sentences for non-payment of the heavy fines that accompany prison terms.

The government has frequently said that it will amend the Anti-Terror Law and, in particular, Article 8 which makes 'dissemination of separatist propaganda' a crime worthy of a prison sentence.

Other laws have also been used to imprison writers, such as laws preventing insult of Atatürk, insult of the courts, the State and the security forces. In Yasar Kemal's case, and those of other writers, laws against propagating racism have been used for statements maintaining that the Kurds are oppressed by the Turks. A trial against Kemal, Turkey's most well-known living writer and a former President of Turkish PEN, was begun in May for an article he wrote which appeared in 'Der Spiegel' (see translation overleaf). Kemal's case has caused embarrassment to the Turkish government. The trial was postponed until July so that Kemal can give the judge the Turkish original to see if meaning suffered in translation.

The following three cases, all of them linked to the pro-Kurdish newspaper "Ozgur Gundem", are also illustrative of Turkey's crackdown on writers and their right to freedom of expression, as enshrined in Article 10 of the European Convention on Human Rights to which Turkey is a party. The newspaper's journalists were targeted, and the paper was forced to close down:

**Dr Haluk Gerger**, a former Secretary General of the Turkish United Nations Association and a freelance journalist on United Nations, international and nuclear weapons issues, was imprisoned on 27 June 1994. He will serve 15 months of a twenty-month sentence for 'separatist propaganda' for a message of solidarity he sent to a meeting in Ankara in May 1993 commemorating three political prisoners who were killed.

Gerger, a regular columnist for "Ozgur Gundem", has four other cases against him for work he did on the magazine. Writing from prison to the magazine "Index on Censorship" in 1994, Gerger explained: "We would not close our eyes to this unfolding human drama. We refused to let our souls fall victim to the torment of the Kurds by our silence. We refused to share the guilt. We were determined to unearth whatever humanity was left in the brutal world we lived in."

**Eren Keskin**, a lawyer and human rights activist, was imprisoned in June 1995 for her article "The world is in debt to the Kurdish people" which was published in "Ozgur Gundem" in June 1993. She was sentenced to two years in prison for the article. She also has a six-month sentence for her book "International Kurdish Conference" after her acquittal on this charge was overturned. Keskin has also been the victim of violence. In October 1994 she was shot at in Diyarbakir when she went to investigate reports of unrest in Diyarbakir prison. In February 1995, there was an attempt to abduct her.

**Aysel Malkaç** was 22 years old and had only been working for "Ozgur Gundem" for three months when she 'disappeared' after leaving the newspaper's Istanbul office on 7 August 1993. Although there are unconfirmed reports that she was sighted in a prison cell, she has not been heard from since. When her newspaper was raided in December 1994, a policeman was reportedly heard to shout 'we killed Aysel and we are going to kill you.'



Ismail Besikci (left) has sentences of over 65 years in prison for his writing.



Yasar Kemal is currently on trial for disseminating separatism for an article on the Kurds.

**Appeals for a full and impartial investigation into the 'disappearance' of Aysel Malkaç and for the release of Dr Haluk Gerger, Eren Keskin and all other writers and journalists held in violation of their right to freedom of expression should be sent to:**  
**Prime Minister Tansu Ciller, Basbakanlik, 06573 Ankara, Turkey**  
**fax : + 90 312 417 0476**

# Turquie : guerre des ondes au Kurdistan

La Lettre de Reporters sans frontières - juillet-août 1995

Via leur émetteur satellite à Londres, les Kurdes parlent aux Kurdes. Depuis le 15 mai, *Med-TV* survole en toute légalité les censeurs en treillis des provinces kurdes de Turquie, reconvertis en chasseurs d'antennes paraboliques.

"Des informations en kurde, des débats en kurde, je n'y crois toujours pas". Ali Gence, petit marchand de textile à Istanbul, ne s'en est pas remis : il capte, moyennant l'acquisition d'une antenne parabolique d'environ 250\$ U.S (1.250 FF), la première chaîne de télé qui parle sa langue maternelle ! Depuis le 15 mai, entre 18h et 21h (heure française), le satellite Eutelsat arrose l'Europe entière avec les images de l'émetteur londonien de *Med-TV*. Pour baptiser leur bébé à l'ère du satellite, les Kurdes ont choisi de saluer leurs ancêtres les Mèdes.

"Ce n'est pas une télé kurde, mais la télé de Ciller", ironise Cem Boyner, le chef du Mouvement de la nouvelle démocratie (YDH), pour qui l'intransigeance du chef du gouvernement a condamné la télé kurde à l'exil. Réputé pour ses exhortations en faveur des droits des Kurdes, Cem Boyner considère *Med-TV* comme une "nécessité élémentaire". Tansu Ciller, qui avait promis à son entrée en fonction de reconnaître les droits culturels des Kurdes, y compris une télévision en kurde, ne le voit plus de cet oeil. L'abrogation, le 8 juillet

1994, de l'art 133 de la Constitution, qui conférait "le monopole à l'Etat sur toute émission radio-TV", n'a pas permis aux Kurdes de diffuser dans leur langue des émissions considérées comme des "atteintes à l'intégrité de l'Etat".

Dans les provinces kurdes de Turquie, l'arrivée de *Med-TV* sur les ondes a fait exploser le marché des antennes paraboliques. Mais sur les balcons, les grandes oreilles blanches rendent nerveux leurs propriétaires. Elles offrent des cibles de choix aux militaires, en guerre depuis 1984 contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). "Ici, constate un commerçant de Diyarbakir, la "capitale" du Kurdistan turc, nous ne prenons pas de gros risques. Mais dans les villages, l'armée repère facilement ceux qui regardent le canal satellite. Et dans leur esprit, posséder une antenne signifie avoir un lien avec le PKK". Selon Ahmet Arkaya, porte parole de *Med-TV* à Bruxelles, les forces de sécurité en ont déjà détruit des dizaines dans les provinces de Batman et Diyarbakir. Privant du même coup les téléspectateurs kurdes de l'accès aux chaînes étrangères.

Ankara, pour qui *Med-TV* rime avec *PKK-TV*, a demandé au Royaume-Uni et à la Commission indépendante de télévision (ITC, l'autorité anglaise qui contrôle l'audio-visuel) d'enquêter sur la chaîne kurde. ITC a répondu

diplomatiquement qu'elle sera contrôlée comme les autres, et que "pour le moment, elle n'a enfreint aucun des termes de sa licence de diffusion". La loi britannique impose "l'impartialité" aux télévisions, et interdit aux partis politiques d'en être propriétaires. A Londres, Haluk Sayan nie tout lien avec le PKK. Pour le directeur de *Med-TV*, "c'est un cadeau au peuple kurde. Un divertissement au milieu des persécutions". Il affirme que les quelque 16 millions de francs investis proviennent de la diaspora d'affaires kurde.

*Med-TV*, d'après les officiels turcs, viole les conventions européennes sur la télévision et les droits de l'homme (sic), en attisant la haine raciale et en menaçant l'intégrité territoriale du pays. "La Turquie, déclare un homme d'affaires d'Istanbul, forme une telle mosaïque de nationalités que si chacune se met à parler sa propre langue, ce sera une catastrophe." Interrogé, le Conseil supérieur de l'audio-visuel (CSA) envisage pour sa part d'observer de plus près les télé turcophones captées en France. La chaîne publique *TRT-INT*, qui a fait montre d'un patriotisme enflammé pour appeler la communauté turque à soutenir financièrement l'offensive au Kurdistan irakien, risque fort d'être montrée du doigt. L'agence allemande de défense des droits de l'homme MFM, spécialisée dans les

médias, l'a attaquée en justice le 30 mai, pour "complicité de génocide" et "incitation à la haine raciale".

*Med-TV* ? Pour la regarder, le CSA devra recruter, en plus d'un turcophone - certains programmes étant en turc -, un kurdophone comprenant le kurmandji, dialecte le plus utilisé, ainsi que le zaza et le sorani. La bonne méthode serait de se brancher, à 18h10, sur "Bonjour professeur", le cours de kurde pour enfants. Mais l'émission la plus regardée sur *Med-TV*, entre dessins animés, films, documentaires sur l'histoire des Kurdes et débats politiques, c'est le journal. Un bol d'air pour des téléspectateurs qui se reconnaissent peu dans les journaux des chaînes turcophones. Chaque soir, un journal de 20 minutes est présenté, pour trois quarts en kurde. Les sources ? Une quinzaine de journalistes partout en Europe, des liens privilégiés avec le quotidien kurde *Yeni Politika*, et des images fournies par *Reuter* et l'agence kurde *Kurd-A*. La grille des programmes reste à définir. Mais Hyrullah Oscan, commerçant à Diyarbakir, ne s'en plaint pas : "je m'attendais à une télé d'amateurs, dit-il. J'ai été surpris de la qualité de leurs programmes".

Nadire Mater  
et Franck Petit



L'Humanité - 10 juillet 1995

*Droits de l'homme***La Turquie au banc des accusés à Strasbourg**

**L**ES accusations de violations des droits de l'homme par la Turquie s'accumulent à Strasbourg devant la Commission européenne des droits de l'homme alors que le Parlement européen continue à réclamer la démocratisation du régime d'Ankara. Ce que les militaires viennent de refuser.

Assassinats par des escadrons de la mort, civils tués et villages détruits au Kurdistan de Turquie, partis politiques interdits, députés emprisonnés, tortures et disparitions... la liste des requêtes présentées à Strasbourg a de quoi faire frémir.

En relation pour la plupart avec le conflit kurde, 66 requêtes invoquant la Convention européenne des droits de l'homme ont

d'ores et déjà été déclarées « recevables » par la Commission, ouvrant ainsi la voie pour leur examen par la Cour européenne des droits de l'homme. Les arrêts sans appel de cette juridiction supranationale ont avant tout une valeur symbolique pour les Etats qui y sont condamnés.

Plus d'un millier de dossiers attendent encore d'être traités par les trois juristes de la Commission qui se consacrent aux affaires concernant la Turquie. Outre leur nombre, les dossiers turcs représentent une importante charge de travail car ils nécessitent souvent d'enquêter sur des faits farouchement contestés par les autorités. Des membres de la Commission se sont rendus à deux reprises en

Turquie pour enquêter sur des destructions de villages. Des agents secrets et les activités de « groupes antiguérilla » sont mis en cause dans les assassinats d'un journaliste, d'un médecin et d'un avocat responsable d'une association de défense des droits de l'homme. Six dossiers d'assassinats lors d'opérations policières ou militaires, un cas de décès en garde à vue et neuf dossiers de tortures pratiquées par les forces de l'ordre ont également obtenu le feu vert de la Commission.

Une douzaine de requêtes concernent des destructions, des morts de civils et des enlèvements dans des villages du Kurdistan où les combats font rage entre l'armée et les séparatistes kurdes.

Des requêtes contre la dissolution de trois partis politiques, dont l'un représentant essentiellement les populations kurdes, vont être transmises à la Cour européenne des droits de l'homme.

La Commission a déclaré recevable la requête de six députés d'origine kurde dont l'emprisonnement est au cœur du contentieux entre le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et Ankara. En effet, le Parlement européen exige leur libération pour donner son accord à l'union douanière avec la Turquie, tandis que l'Assemblée du Conseil de l'Europe menace de suspendre la Turquie.

**Military: We're against lifting of**

**Gen. Çörekçi: Demands for broadcasts and education in Kurdish are a 'salami tactic.' The more salami slices you give the more they will want**

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Turkish Armed Forces is against the lifting of the articles which regard the expression of certain views as a terrorist offense, Vice Chief of Staff Gen. Ahmet Çörekçi disclosed. "The lifting of Article 8 (of the Anti-Terrorism Law which deals with freedom of expression) is not appropriate," the general told a group of select journalists who were invited to the General Command headquarters for a briefing on the fight against separatist terrorism.

During the briefing Çörekçi told journalists that because of a series of security operations the PKK (the outlawed Kurdistan Workers' Party) terrorist activi-

ties had been checked and the upward trend had been cut.

Çörekçi said the military incursion into northern Iraq against the PKK bases was planned in December 1994 and according to initial estimates, it was to last 45 days and military losses were expected to be about a hundred.

He said all the goals were achieved during the incursion and denied the Turkish forces had been pulled out of northern Iraq under Western pressure.

He said five alternate plans had been put before the government which picked one and this was applied in northern Iraq.

The general said the PKK had set up tents in the Umraniye and Mako districts of Iran and had received some support from the Iranians. "We have determined there are around 270 to 350 terrorists based in these areas, and we estimated these people could launch attacks against us in the Yüksekova in Hakkari and Başkale near Van. But according to the orders of the political administration, it was impossible to launch an operation inside Iranian territory to engage in the rules of hot pursuit. As a matter of fact, the Iranians also realized the PKK could

**Article 8**

*Turkish Daily News*

SATURDAY, JULY 1, 1995

cause problems for them and we agreed to take joint measures against the separatists."

Answering a question, the general said the use of a regular army in the fight against terrorists was not appropriate but added that when the military was called into this fight the police and the paramilitary forces did not have the capability to cope with the menace. Çörekçi said, "Today the police and the paramilitary forces have the capability to take on the terrorists and we are only giving them support with our jet fighters and heavy arms."

Çörekçi said democratic conditions and human rights considerations prevent an effective struggle against terrorism which would yield results in a short period of time and added, "We also have problems in the coordination of our forces and on electronic intelligence gathering."

He said certain demands for Kurdish language broadcasts and education were being presented as "democratic rights" but added this was a part of a psychological tactic by the PKK. "We call this the salami tactic. As we cut the salami into slices they will take it from us. The more slices we cut the more they will take. There will be no end to the give and take. We cannot accept such a thing."

Asked by Hürriyet's Emin Çölaşan if Turkey has the capability of assassinating PKK leader Abdullah Öcalan in Lebanon's Bekaa Valley Gen. Çörekçi said: "This subject does not interest the Armed Forces. We would per-

form no mission outside the duties given to us. As a man in the street, I too would like to see such a thing. But this issue is outside our area of interest." The military official said the Provide Comfort force which is deployed to protect Kurds against Saddam Hussein's forces does not interfere against Turkey in the fight against the PKK in northern Iraq nor does it help Turkey.

Asked about reports that the PKK militants are returning to areas in northern Iraq vacated by the Turkish incursion force, the general said this is true. "They will fill the places where you vacate. However, we have taken measures to raid them and disperse them. We enter northern Iraq and perform the necessary intervention."

Asked to comment on the military's reaction if Article 8 of the Anti-Terrorism Law on freedom of expression is changed, Gen. Çörekçi said: "We are at the disposal of the political authority in Turkey. As the Armed Forces of this country, we want Turkey to be on a par with all other Western civilized countries."

However, a change in Article 8 will affect our struggle against terrorism. We would prefer to see Article 8 untouched. However, if the political authority decides to scrap or change Article 8 and the Parliament accepts this, then that is something else. We feel it is not appropriate for Article 8 to be changed."

## Turkish Daily News

SUNDAY, JULY 2, 1995



President Süleyman Demirel

# Demirel avoids Çörekçi debate

By Semih D. İdiz  
Turkish Daily News

BUCHAREST- President Süleyman Demirel on Saturday tried to avoid getting entangled in the public debate on remarks by Vice Chief of Staff General Ahmet Çörekçi in which he expressed his opposition to the abolishing of the controversial Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

But Demirel, answering questions for reporters before leaving Bucharest, where he arrived Friday to attend a meeting of heads of state and governments of the Black Sea Economic Cooperation organization countries, said that Parliament was the final place where political will is expressed. He said if Parliament decided to abolish Article 8 this would come to him for ratification.

"I will look at it and consult everyone concerned. Among those concerned are also soldiers. You must not just see soldiers as people who only have guns in their hands. They are part of the state as well. But in the end I will make up my own mind. It will be my decision," Demirel said.

Demirel added however that parliament could override the President even if he refused to ratify the abolishing of article 8.

Remarks made by General Çörekçi to the effect that he did not think the abolishing of Article 8 would be appropriate were presented in banner headlines by leading Turkish newspapers on Saturday with the suggestion that he was interfering in the democratic process.

Article 8 is criticised by many people at home and abroad for clamping down on the freedom of expression and for being the instrument for sending intellectuals, academics, artists and journalists to jail for speaking up for Kurdish rights. The armed forces has been waging an eleven year battle against separatist terrorism by

the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in Southeastern Anatolia.

Referring to this fact Demirel said 7,400 security force members and ordinary citizens had died over these eleven years in this war.

"This is a bleeding wound. We must steer away from things that fall contrary to the fight against terrorism and retain things that have a positive effect on this fight," Demirel said evasively when asked his own views on abolishing Article 8. Asked his views about General Çörekçi's remarks, especially in view of the fact that they were uttered at the same time as the ongoing debate in parliament on Article 8, Demirel said "he was not going to go into what anybody said on this topic or that."

"The parliament is the final place where political will is expressed. Turkey is a country of rules. If Parliament abolishes Article 8 in spite of General Çörekçi's remarks, then this article will have been abolished. In other words it is up to parliament if Article 8 is abolished or not. If it is abolished then it is abolished, if it is not it is not," Demirel said. Asked about other remarks by general Çörekçi suggesting that human rights was hampering the fight against the PKK Demirel said "too much should not be read into this."

"He is not saying that the army is trampling on human rights. He is saying it has problems precisely because it is not trampling on human rights," Demirel said trying to speak up for General Çörekçi.

## L'armée turque se prononce contre la démocratisation du régime

ISTANBUL

de notre correspondante

La prise de position de l'armée turque, qui s'est rangée publiquement au côté des opposants à la démocratisation promise à ses alliés européens par le premier ministre, Tansu Ciller, a déclenché une vive polémique en Turquie. Les messages politiques des militaires ont, en effet, fréquemment été, dans ce pays, le signe précurseur d'une ingérence directe de l'armée dans les affaires de l'Etat. Au cours d'un rare « briefing », vendredi 30 juin, le numéro deux de l'état-major, le général Cörekçi, s'est notamment déclaré opposé à la levée de l'article 8, l'instrument légal le plus fréquemment utilisé pour limiter la liberté d'expression. « Nous pensons que la levée de l'article 8 n'est pas appropriée », a-t-il déclaré, en expliquant que les considérations humanitaires constituent un frein à la lutte des forces armées contre les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le responsable militaire a ajouté que l'état-major s'opposait à tout compromis sur les revendications culturelles de la minorité kurde. « C'est la tactique du salami, a-t-il expliqué, plus vous coupez de tranches, plus ils en prennent. »

« La règle, c'est la démocratie et les droits de l'homme. La règle, c'est une autorité militaire sujette à l'autorité civile », a rétorqué l'éditorialiste Hasan Cemal. Certains commentateurs ont souligné que l'atmosphère détendue de la conférence de presse contrastait avec les sévères avertissements ayant précédé les coups d'Etat passés ; d'autant que le général avait précisé que l'armée s'inclinerait devant l'intérêt national et la décision du Parlement.

La réaction la plus vive a été celle de Cem Boyner, le dirigeant du Mouvement pour la nouvelle démocratie (YDH), qui a déclaré que, si son parti avait été au pouvoir, le général aurait été immédiatement mis à la retraite. Plus modéré, le dirigeant du CHP, le parti social-démocrate, qui a fait de la levée de l'article 8 une condition pour la poursuite de la coalition avec M<sup>me</sup> Ciller, a déclaré que « la décision appartient au Parlement ». La prise de position des militaires ne va pas faciliter la tâche de l'Assemblée nationale, qui doit prochainement entamer l'examen d'une deuxième série d'amendements visant à modifier la Constitution introduite par les militaires après le coup d'Etat de 1980. L'adoption de ces amende-

ments est un processus particulièrement laborieux, puisque les parlementaires doivent se prononcer à deux reprises et que 300 voix, soit les deux tiers de l'Assemblée, sont nécessaires pour l'adoption immédiate des réformes, 270 votes ou plus ouvrant la voie à un référendum populaire.

Le premier scrutin, secret, au cours duquel sept seulement des vingt-quatre propositions soumises ont passé le cap des 270 voix, a révélé les profondes dissensions au sein de l'Assemblée. Quelle serait la réaction du premier ministre en cas de rejet ? Apparemment convaincue de la nécessité de ces changements, non seulement pour satisfaire les partenaires occidentaux de la Turquie mais aussi pour sa propre popularité, M<sup>me</sup> Ciller pourrait demander à la population de trancher par référendum, voire organiser des élections anticipées. Le résultat final permettra de mesurer l'influence des militaires. Il est intéressant de noter qu'un des rares amendements qui ait obtenu plus de 270 voix au premier tour demandait l'abolition d'un passage du préambule de la Constitution louant le coup d'Etat militaire.

Nicole Pope

## L'Irak fournit aux Nations unies des indications sur son armement biologique

LE RESPONSABLE des Nations unies pour le désarmement de l'Irak, Rolf Ekeus, a affirmé, dimanche 2 juillet, que le gouvernement irakien lui avait communiqué des informations sur son programme d'armes biologiques. « Nous avons eu des entretiens positifs et constructifs sur les armes bactériologiques. L'Irak a fourni de nouvelles informations que nous allons soumettre au Conseil de sécurité avec notre rapport », a indiqué M. Ekeus à son arrivée à Manama (Bahreïn), en provenance de Bagdad, après une visite de trois jours en Irak.

M. Ekeus, qui préside la Commission chargée par le Conseil de sécurité de l'ONU de

contrôler l'élimination des armes de destruction massive de l'Irak, a rencontré le vice-premier ministre, Tarek Aziz, et le nouveau ministre du pétrole, le général Amer Mohamad Rachid, ancien directeur de l'organisme supervisant l'industrie militaire, qui continue, selon M. Ekeus, d'être l'interlocuteur des Nations unies pour le désarmement de l'Irak.

Les informations obtenues par la Commission concernent notamment dix-sept tonnes de produits, dont les Irakiens avaient jusqu'à présent refusé de préciser la localisation et qui pourraient être utilisées pour la fabrication d'armes biologiques. Selon M. Ekeus, ces informations

sont essentielles pour qu'il puisse certifier devant le Conseil de sécurité que l'Irak a abandonné tout programme de fabrication d'armes de destruction massive. Lors de la dernière mission des experts de l'ONU, à la fin du mois de mai, M. Ekeus avait indiqué que faute d'un décompte crédible des activités irakiennes dans le domaine des armes bactériologiques, les conditions d'une levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad ne seraient pas remplies. Le Conseil de sécurité doit réexaminer à la mi-juillet, comme il le fait tous les soixante jours, le régime des sanctions contre l'Irak. - (AFP, Reuter.)

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP -

FRS0637 4 PI 0377 FRA /AFP-DO99

Turquie-droitsHomme

Le Comité pour la libération des députés d'origine kurde demande "la plus grande fermeté" face à la Turquie

PARIS, 4 juil (AFP) - Le Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie, présidé par Danielle Mitterrand, affirme que l'Union européenne doit "plus que jamais opposer la plus grande fermeté à la Turquie qui ne tient aucun compte de ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme, tout en frappant avec insistance à la porte de l'UE".

Dans un communiqué, le Comité international souligne que "l'Etat turc vient d'opposer une fin de non recevoir" à la demande de deux avocats du barreau de Paris à être reçus par les autorités politiques judiciaires turques afin de "régler à l'amiable", avant le 14 juillet, le problème des six parlementaires d'origine kurde à de lourdes peines d'emprisonnement.

Ces parlementaires sont accusés de soutenir l'activité des extrémistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du kurdistan-illégal). Les deux avocats du barreau parisien sont Mes Christian Charriere-Bournazel et Daniel Jacoby, président de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme).

L'initiative des deux avocats avait été prise "à la suite de la décision prise le 25 mai 1995 par la Commission européenne des droits de l'Homme, déclarant recevable les recours présentés par un collectif d'avocats européens" contre la condamnation en décembre 1994 des six députés par la Cour de sûreté de l'Etat turc, rappelle le communiqué.

La création du Comité international, présidé par Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, avait été annoncé l'hiver dernier à Paris.

Les autorités turques font notamment valoir que "le dossier" des députés se trouve actuellement devant la Cour de cassation turque, et ne dépend pas des autorités politiques.

Fin juin, le Premier ministre Alain Juppé avait demandé à son homologue turque, Mme Tansu Ciller, des "mesures de grâce" pour ces députés.

La ratification de l'accord d'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie est suspendue à des progrès attendus en matière de démocratisation et de respect des droits de l'Homme, notamment vis-à-vis de la minorité kurde.

hm/tes

AFP /JO0245/041831

JUL 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP -

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0445 4 I 0222 TUR /AFP-CN32

Turquie-Kurdes

Quatorze rebelles kurdes et trois soldats turcs tués dans le sud-est

ANKARA, 4 juil (AFP) - Quatorze rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et trois soldats turcs ont été tués lors d'opérations militaires dans le sud-est anatolien, a-t-on annoncé mardi de source officielle.

Ces opérations se sont déroulées dans les régions de Hakkari (à la frontière avec l'Irak et l'Iran), Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde) et Mardin (à la frontière avec la Syrie), indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir. Celle-ci est chargée depuis juillet 1987 de la coordination de la lutte contre le PKK qui mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

Quatre "terroristes" (rebelles du PKK selon la terminologie officielle) se sont rendus aux forces de l'ordre turques en vue de bénéficier de la loi sur les repentis, selon le document.

Le gouvernement turc a récemment lancé une campagne visant à encourager les rebelles du PKK à se rendre à la justice pour bénéficier de cette loi. Celle-ci, qui vient à échéance vendredi, promet une réduction de peine ou même une amnistie.

Près de 1.500 maquisards du PKK ont déposé les armes depuis l'entrée en vigueur de cette loi, selon des chiffres officiels rendus publics fin juin.

CE/hc/mnv/cc

AFP /JO0245/041630

JUL 95

*Turkish Daily News*

TUESDAY, JULY 4, 1995

## Iraqi Kurdish factions agree to extend truce

Agence France Press

TEHRAN- The two main Kurdish factions in northern Iraq agreed Monday to extend a three-month ceasefire at indirect talks in the Iranian capital, the official Islamic republic news agency IRNA reported.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and its main rival the Kurdistan Democratic Party (KDP) agreed to an "Iranian offer" to extend a truce for another month, it said quoting officials from both sides.

The current ceasefire was agreed on April 7, extended in June and had been due to expire on July 15.

The talks between the PUK and the KDP on their year-old conflict in northern Iraq took place at the week-

end with Iranian mediation, IRNA said.

Fwad Maasum, a member of the PUK politburo, stressed the "need to compromise."

"Our indirect negotiations were very positive and have achieved much progress so far," Maasum told IRNA.

"The existing ceasefire between the two sides is necessary for continuation of the talks."

Maasum said his group sought "a definitive solution to the tribal conflict" in the Kurdish-controlled region. IRNA said Iran would continue its efforts to restore peace in northern Iraq.

The conflict erupted in May 1994 over power-sharing and the control of

tax revenues in northern Iraq and has left 2,200 dead, according to Kurdish sources.

A KDP official, Sami Abdulrahman, told IRNA the talks were "useful" and praised Tehran for its mediation.

But he said PUK forces had to evacuate the main town of Arbil, the seat of the unrecognized Kurdish parliament, as a "necessary" step toward peace.

"If the PUK leaves the region, the parliament would convene again and a government would assume control of the situation," he said.

The Kurds have controlled northern Iraq in defiance of Baghdad since the aftermath of the 1991 Gulf War.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0486 4 I 0248 TUR /AFP-IS13

Turquie-Kurdes

29 rebelles kurdes et un soldat turc tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 5 juil (AFP) - Vingt-neuf rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un soldat turc ont été tués lors d'opérations de l'armée turque dans le sud-est anatolien, a-t-on annoncé mercredi de source officielle.

Ces opérations se sont déroulées dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Iran, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir. Celle-ci est chargée depuis juillet 1987 de la coordination de la lutte contre le PKK.

Le document, cité par l'agence turque Anatolie, ajoute que cinq membres des forces de l'ordre turque ont été blessés et que 15 roquettes, 13 mines et 56 grenades ainsi que des munitions ont été saisies lors de ces opérations.

Le PKK mène depuis août 1984 une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat indépendant kurde dans le sud-est anatolien à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Cette région à majorité kurde est appelée par le PKK le "Kurdistan du Nord", le nord de l'Irak étant, selon le PKK, le "Kurdistan du Sud".

Cette rébellion et les opérations de l'armée turque ont fait en onze ans 19.560 morts --188 officiers, 187 sous-officiers, 2.510 soldats turcs, 724 protecteurs de villages (miliciens pro-gouvernementaux armés par l'Etat), 4.727 civils et 11.008 "terroristes" (rebelles du PKK d'après la terminologie officielle)--, selon les chiffres officiels de fin juin.

CE/hc/pa/sp

AFP /JO0245/051628

JUL 95

**gamk**

QUOTIDIEN ARMENIEN

MERCREDI, 5 JUILLET 1995

## L'administration américaine veut faire échec à l'amendement Porter

Comme prévu, le président américain Bill Clinton, a marqué sa désapprobation après l'adoption jeudi dernier, par la Chambre des Représentants du Congrès américain, d'un amendement réduisant de 25 millions de dollars l'aide économique américaine à la Turquie en raison du blocus qu'elle impose à l'Arménie des vio-

lations des droits de l'homme et de la répression contre les Kurdes. L'Administration, qui s'était opposée au "Humanitarian Corridor Act", a dénoncé avec la même virulence l'amendement proposé par le représentant démocrate John Porter, coupable à ses yeux de nuire aux relations d'amitié entre Ankara et Washington et a fait part de sa détermination à prendre les mesures qui s'imposent pour en contourner les effets et rétablir le volume normal d'aides à la Turquie. "L'amendement Porter est l'objet d'une vive opposition de l'administration Clinton" a déclaré le porte-parole du Département d'Etat Nicholas Burnes, ajoutant "nous allons collaborer étroitement avec la Congrès, de façon ouverte et constructive au cours des deux pro-

chains mois, comme nous l'avons fait à la fin de la dernière année fiscale, pour tenter de rétablir certaines des coupes qui ont été opérées dans le programme d'aide, notamment à la Turquie». L'administration, depuis la Maison Blanche jusqu'au Département d'Etat en passant par le Pentagone, n'a jamais caché son opposition à un texte qui porte atteinte aux relations avec le partenaire et allié turc en réduisant de 50% le volume de l'aide économique américaine. Un autre amendement, voté le même jour par la Chambre des Représentants, concernant le maintien des restrictions à l'aide à l'Azerbaïdjan, est passé en revanche plus inaperçu à la Maison Blanche, qui n'a fait aucun commentaire sur le sujet.



Eine Welt, die sich nicht entscheiden kann, ob sie zum Okzident oder zum Orient gehört: Türkinnen bei einer Wahlkundgebung

DIE WELTWOCHEN  
Nummer 27/6. Juli 1995

# Wo Denken ein Verbrechen ist

Die EU zeigt viel Geduld mit der Türkei – zu viel?

VON BIRGIT CERHA

**T**ürkische Kommentatoren zeigen sich zuversichtlich. Fast vier Monate nach Unterzeichnung der Zollunion mit der Europäischen Union (EU) und kaum drei Monate bevor das Europäische Parlament dieses Abkommen ratifizieren soll, verstärken sich die Anzeichen, dass Europa seine Position gegenüber dem Lande Atatürks mildert. Am Bosphorus und in Regierungskreisen Ankaras ist man fest davon überzeugt, dass die Europäer die Türkei, diese strategisch so wichtige Brücke zwischen Okzident und Orient, zwischen christlicher und islamischer Welt, diesen rasant anwachsenden Markt von derzeit mehr als 50 Millionen Menschen, der zudem auch noch die Tore nach Zentralasien öffnet, viel dringender benötigen als die Türken Europa. «Deshalb zeigten europäische Politiker jüngst auch grösseres Verständnis gegenüber den politischen Entwicklungen in unserem Land», schreibt der Kolumnist Sami Kohen im Massenblatt «Milliyet». Und Kohen meint

damit die sich mehrenden Hinweise darauf, dass europäische Institutionen die von ihnen gestellten Bedingungen für den Anschluss der Türkei an Europa aufweichen.

So hatte etwa die Parlamentarische Versammlung des Europarates im April Ankara die Suspendierung der Mitgliedschaft angedroht, wenn es nicht bis Ende Juni alle seine Truppen aus dem Nordirak zurückzöge, nicht demokratische Reformen einleite und Schritte zur politischen Lösung des Kurdenproblems unternähme. Nun will man den Türken noch bis September Zeit geben, damit sie ihren Demokratisierungsprozess vorantreiben können. Zugleich sprach das Ministerratkomitee in Strassburg «seine Zufriedenheit über die Tatsache» aus, «dass die türkischen Truppen ihren Rückzug aus dem irakischen Territorium abgeschlossen haben». Demonstrativ verschloss das Gremium damit die Augen vor der Tatsache, dass nach informierten Kreisen in Ankara immer noch rund 5000 türkische Soldaten der am 20. März im Kampf gegen die kurdischen Guerillas der PKK in den Nachbarstaat eingedrungenen türkischen Armee im Nordirak stehen.

Auch Vertreter des Europäischen Parlaments zeigen gegenüber den repressiven Auswüchsen türkischer Politik wachsende Geduld. So ermahnen zwar führende europäische Politiker Ankara, acht wegen ihrer Ansichten und angeblichen Verbindungen zur PKK zu bis zu 15 Jahren Gefängnis verurteilte Abgeordnete der unterdessen verbotenen prokurdischen Demokratie-Partei (DEP) freizulassen. Doch alle Anzeichen sprechen dafür, dass man dieses Verlangen nicht mehr zur Bedingung für die Ratifizierung der Zollunion machen will. Und drei führende Abgeordnete des Europäischen Parlaments gaben im Juni bei einem Besuch der Türkei zu verstehen, dass sich das Gremium mit klaren Signalen der türkischen Bereitschaft zur Demokratisierung begnügen könnte.

## Klätliches Schauspiel

Während die Türken auf bürokratischer und ökonomischer Ebene alles daransetzen, um den für die Zollunion nötigen Anpassungsprozess bis Ende dieses Jahres zu vollenden, liefert das Land Atatürks auf der

politischen Bühne ein höchst klägliches Schauspiel. Es illustriert in erschreckender Deutlichkeit eine tiefe Krise des gesamten politischen Systems. Seit Monaten beteuert Ministerpräsidentin Tansu Ciller bei jedem Besuch Europas oder der USA, gegenüber jedem wichtigen Besucher aus dem Westen, sie werde das Land endlich mit mehr demokratischen Freiheiten und weniger Unterdrückung beglücken.

Nach langen Verzögerungen diskutiert das Parlament nun endlich den ersten Versuch ziviler Politiker, die zu Beginn der achtziger Jahre von den damals herrschenden Militärs erarbeitete Verfassung zu reformieren. Experten wie der Politologe Türker Alkan vertreten jedoch die Ansicht, dass das gesamte Grundgesetz vollständig verändert werden müsste, um es von all den undemokratischen Elementen zu säubern, die ihm einst die Militärs gegeben hatten. «So steht etwa der Generalstabschef in der politischen Hierarchie direkt unter dem Premierminister, noch über dem Verteidigungsminister. Dies lässt sich mit einem demokratischen System nicht vereinbaren», betont Alkan. Und der Professor lenkt besonderes Augenmerk auf jenen Artikel der Verfassung, nach dem keine der von den Offizieren einst erlassenen Entscheidungen und Gesetze in einem Verfassungs- und Verwaltungsgerichtshof angefochten werden können.

Das parlamentarische Verfassungskomitee hatte nach langen Mühen ein Paket zur Reform von mehr als 20 Verfassungsartikeln erarbeitet. So sollten unter anderem künftig Gewerkschafter, Universitätsprofessoren und Studenten nicht mehr aus der Politik ausgeschlossen bleiben. 1,3 Millionen öffentlich Bedienstete sollten das Streikrecht erhalten. Aus der Präambel sollte jener Passus gestrichen werden, der den Militärputsch von 1980 würdigt. Doch an dem in der Verfassung verankerten Prinzip des «Gedankenverbrechens» wollen auch die Reformer nicht rütteln. «Gedanken oder Ansichten, die den nationalen Interessen der Türkei widersprechen, soll kein Schutz gewährt werden.» Dieser Abschnitt der Präambel steht auch jetzt gar

nicht zur Diskussion.

In der ersten Phase der parlamentarischen Diskussionen erlitt Ciller einen schweren Rückschlag. Die Abgeordneten akzeptierten nur sieben Änderungsvorschläge und lehnten fünfzehn ab. Selbst die sieben erhielten nicht die 300 Stimmen, die nötig sind, um ein Referendum zu vermeiden, dessen Ausgang höchst ungewiss wäre. Die Diskussion über die Reformen bringt die tiefen Spaltungen in der türkischen Gesellschaft – vor allem zwischen Islamisten und den sich zunehmend bedrängt fühlenden Laizisten – verschärft ans Licht. Unterstützt von ultranationalistischen Kräften, will die islamische Refah-Partei die Reformen blockieren, weil sie nicht die Aufhebung des Artikels 24 vorsehen, der die Religion aus dem politischen Leben verbannt.

Bei den Debatten haben aber kleinliche Machtinteressen längst eine sachbezogene Diskussion über die Zukunft des politischen Systems der Türkei und ihren Platz in Europa abgewürgt. So unterstützt die grösste Oppositionspartei, die konservative ANAP, aus ideologischen Gründen zwar die Verfassungsreform, und es war auch die ANAP gewesen, die einst in Regierungsverantwortung die grössere Annäherung an Europa eingeleitet hatte. Doch nun droht Parteichef Mesut Yılmaz Ciller die Unterstützung des Reformpaketes zu versagen, nur weil er seiner verhassten Rivalin nicht zu einem politischen Erfolg verhelfen will, weil er unter allen Umständen und um jeden Preis ihren Sturz betreiben will. Ebenso agieren auch zahlreiche Abgeordnete aus Cillers eigener Partei des rechten Weges (DYP). Die Schlamm-schlachten im Parlament zeigen beschämend, auf welch niedriges Niveau die türkische Politik abgesackt ist. In höchst peinlicher Weise illustrierte dies kürzlich Cillers Staatsminister Ayaz Gokdemir, als er drei zu Besuch weilende Europa-Parlamentarierinnen als «Huren» beschimpfte, weil sie sich für die Freilassung der verurteilten DEP-Abgeordneten eingesetzt hatten. Ciller konnte den Minister zwar zu einer halbherzigen – Entschuldigung zwingen, doch um ihn aus der Regierung zu entfernen und die Europäer in einem äusserst kri-

tischen Moment zu beschwichtigen, reicht ihre Macht nicht. Sie braucht gerade Gokdemir und seine Gesinnungsgenossen des rechten Flügels dringend, um ihr Reformpaket im Parlament durchzubringen. Zugleich mischt sich nun verstärkt selbst Staatspräsident Demirel in die kleinkarierten Machtkonflikte ein, während die Zukunft des politischen Systems der Türkei auf dem Spiel steht. Ebenfalls besessen von dem Gedanken, seine einstige Favoritin zu Fall zu bringen, weil sie seine Bestrebungen nach Ausweitung der Macht des Präsidenten blockiert, stellte sich Demirel offen hinter Gokdemir und nahm ihn gar in prominenter Position mit auf eine Reise nach Kasachstan. Seit Monaten versucht der tief frustrierte 71jährige Veteran der türkischen Politik, den rechten Flügel der DYP auf seine Seite zu ziehen, um damit seine Macht als Präsident zu stärken und Ciller allmählich zu Fall zu bringen. Dabei wendet sich Demirel ebenso gegen demokratische Reformen wie gegen die Europäer: «Wenn der Westen die Türkei nicht versteht, dann wird sich die Türkei vom Westen loslösen.» Ähnlich kleinliche Machtinteressen und persönliche Rivalitäten hatten in den siebziger Jahren – unter Demirel als Regierungschef – das politische Leben gelähmt und schliesslich ins totale Chaos geführt.

Während die grossen Parteien zunehmend auseinanderbrechen, macht sich unter den aufgeklärten Intellektuellen eine tiefe Frustration breit. «Die schwere politische Krise ist eine langfristige Folge der Militärdiktatur der frühen achtziger Jahre», analysiert ein europäischer Diplomat. «Die Militärs hatten damals die Elite des Landes aus der Politik verbannt und damit das Niveau des politischen Lebens dramatisch gesenkt.» So fehlt es auch weitgehend an der für eine tiefgreifende Demokratisierung nötigen Geisteshaltung. Alle grossen Parteien sind sich heute in der Frage der Meinungsfreiheit oder der Rechte, die sie den Kurden im Lande verweigern, einig. «In dieser Hinsicht sind sie alle undemokratisch», klagt die Soziologin Nülüfer Göle. «Es fehlt in diesem Lande», meint Göle alarmiert, «eine liberale politische Ideologie.»

Interview mit Akin Birdal, Präsident der Türkischen Menschenrechts-Vereinigung

## «Frau Ciller will die Europäer täuschen»

**Weltwoche:** Welche Bedeutung geben Sie den gegenwärtigen Bemühungen der Regierung Ciller, die Verfassung zu liberalisieren?

**Akin Birdal:** Der gesamte Demokratisierungsprozess ist ein Trick. Die geplanten Reformen werden kein einziges der Probleme unserer Gesellschaft lösen. Die Verfassung müsste total verändert werden. Die Türkei muss die Rechte und Freiheiten achten, wie es die auch von ihr unterzeichneten internationalen Dokumente vorschreiben.

**Weltwoche:** Aber könnte das gegenwärtig vom Parlament diskutierte Reformpaket nicht den ersten Schritt zu einer umfassenden Demokratisierung bedeuten?

**Birdal:** Die vorgesehenen Veränderungen sehen so vergleichsweise triviale Fragen wie die Senkung des Wahlalters vor oder die Erhöhung der Abgeordnetenzahlen. Das sind keine zentralen Aspekte der Demokratie. Es ist völlig wirkungslos, das Wahlalter zu senken, wenn man nicht gleichzeitig eine Atmosphäre schafft, die eine offene politische Diskussion ermöglicht. Die Reformen schliessen kein einziges der 152 Gesetze und keinen der 700 Artikel ein, die die Meinungs- und Pressefreiheit behindern. Auf der Basis von Artikel



acht des Anti-Terror-Gesetzes wurden bisher 6500 Menschen wegen ihrer Ansichten vor Gericht gestellt und 2500 verurteilt. Doch selbst wenn das Parlament diesen Artikel aufhobe (wozu sich ohnedies keine Mehrheit finden dürfte), besäße der Staat immer noch ausreichende legalistische Möglichkeiten, Menschen wegen ihrer Meinung zu bestrafen.

**Weltwoche:** Doch Frau Ciller verspricht seit Monaten nachdrücklich, für grössere Achtung der Menschenrechte zu sorgen.

**Birdal:** Die Regierungschefin vertritt keine klare Linie. Und sie versucht die Europäer zu täuschen. So erklärt sie wiederholt, dass die Kurden in der Türkei nicht verfolgt würden. Und sie verweist darauf, dass gegenwärtig im Parlament in Ankara 150 Abgeordnete kurdischer Herkunft sässen. Doch dies reflektiert nicht die Realität. Denn diese Politiker konnten ihre Position nur dadurch erreichen, dass sie zuerst ihre Identität verleugneten und sich dann den Wahlen stellten. Jene, die aufgrund ihrer kurdischen Identität ins Parlament einziehen wollten, wurden ausgestossen und verhaftet.

**Weltwoche:** Welche Auswirkungen zeigt der Druck, den die Europäer seit der Unterzeichnung der Zollunion am 6. März ausüben, damit die Türkei die Menschenrechte mehr achtet?

**Birdal:** Die Situation, die Repression hat sich seither nur noch verschlimmert. Allein in den vergangenen zwei Monaten wurden 20 Personen in Polizeigewahrsam zu Tode

gequält oder durch «aussergerichtliche Exekutionen» ermordet. Die Zahl der willkürlichen Verhaftungen nimmt stetig zu. Mehr als 160 Menschen (etwa 50 mehr als zu Jahresbeginn) sitzen gegenwärtig wegen ihrer politischen Ansichten im Gefängnis. Die Regierungskoalition trat vor dreieinhalb Jahren mit dem Versprechen an, für grössere Achtung der Menschenrechte und für demokratische Reformen zu sorgen. Seither wurden 303 Gesetze erlassen, doch nur drei enthalten Bestimmungen, die das Land zu mehr Demokratie führen könnten.

**Weltwoche:** Wie werten Sie die Haltung Europas zur Achtung der Menschenrechte und zur Demokratisierung?

**Birdal:** Europa sollte die Zollunion erst dann ratifizieren, wenn die Demokratisierung vollzogen ist. Zu glauben, dass die Europäer die Türkei enger an sich binden und damit effektiveren Druck in Fragen der Menschenrechte ausüben könnten, ist völlig falsch. Die Türkei ist seit langem Mitglied des Europarats und anderer europäischer Institutionen, und nichts hat sich auf diesem Sektor deshalb verbessert. Wenn Europa die Türkei in einer vollen Zollunion als engen Bündnispartner akzeptiert, ohne dass Ankara einschneidende demokratische Veränderungen vollzogen hat, dann unterstützt es damit gravierende Menschenrechtsverletzungen.

**Weltwoche:** Was müsste die Türkei tun, damit Europa die Zollunion ratifizieren

kann?

**Birdal:** Wir verlangen als erste Bedingungen die Freilassung aller Gewissensgefangenen; Abschaffung aller Gesetze, die die Meinungsfreiheit einschränken; Freilassung der inhaftierten kurdischen Abgeordneten; Ende der (auch physischen) Attacken gegen Menschenrechtsaktivisten; Aufhebung der Pressezensur. Mittelfristig fordern wir ein Ende der Folter, der Zerstörung kurdischer Dörfer; die Rückkehr der Vertriebenen und Kompensationszahlungen. Langfristig bestehen wir auf der Aufhebung des Ausnahmezustandes in den kurdischen Provinzen; der Errichtung demokratischer Institutionen; der Auflösung der «Spezialeinheiten» und des Systems der «Dorfschützer» (mit denen der Staat die Kurden bekämpft). In der Verfassung muss die kurdische Identität anerkannt und garantiert werden. Der Krieg im Südosten muss aufhören, und beide Seiten müssen sich an einen Waffenstillstand halten. Sodann sollten die Kurden die Möglichkeit erhalten, ihre Repräsentanten für Verhandlungen mit der Regierung frei zu wählen.

**Weltwoche:** Fühlen Sie sich bei Ihrem Kampf gegen die Unterdrückung allmählich von Europa im Stich gelassen?

**Birdal:** Ja. Nur jene, die den Menschenrechten grössere Bedeutung als wirtschaftlichen und militärischen Interessen einräumen, können uns beweisen, dass sie wirklich an diese Werte glauben.

A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

## Turquie-Irak-Kurdes

Nouvelle incursion turque dans le nord de l'Irak, selon le PDK

NICOSIE, 6 juil (AFP) - Une des deux principales formations kurdes qui contrôlent le Kurdistan d'Irak a annoncé jeudi que l'armée turque avait lancé une nouvelle incursion dans cette région et appelé Ankara à retirer ses troupes.

Dans un communiqué reçu à Nicosie, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) affirme que les troupes turques ont bombardé sept villages, faisant trois blessés parmi les civils, alors que deux autres ont été enlevés par les soldats.

Selon le communiqué, environ deux brigades, appuyées par des avions, des hélicoptères, de l'artillerie et des troupes héliportées ont franchi mercredi la frontière irako-turque et se sont avancées de 15 km en territoire irakien dans le district de Merga Sour, dans le secteur central de la frontière irako-turque.

"L'opération semble être dirigée contre une prétendue présence du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste kurde turc) dans la région mais vise en fait une zone habitée par des Kurdes irakiens", affirme le communiqué.

L'armée turque avait mené du 20 mars au 2 mai une vaste opération dans le nord de l'Irak contre le PKK, en rébellion armée contre le gouvernement turc depuis 1984.

(Interrogés d'Ankara, le ministère des Affaires étrangères et l'état-major de l'armée turcs ont affirmé ne pas être au courant de cette opération.)

at/jhd/sp

# Turkey: Islamic Feeling Is Strong but Hardly Revolutionary

**I**STANBUL — Cevdet the construction worker is what Longfellow would have called a sinewy man — wiry and strong, like the village smithy of the poem, only short, and olive in complexion. Friendly and approachable, I found him crouched in an alley where he and his friends had taken refuge from the hot sun. They are the vaunted Islamic fundamentalists of Turkey who would, they said, make their secular state an Islamic republic — if only they could. But even Cevdet doesn't think they can.

"They have no chance of succeeding," Cevdet said of the Welfare Party, which is the name by which Islamic fundamentalism passes here. In the most re-

cent municipal elections, the party captured the city halls of both Ankara and Istanbul, setting off alarm bells not only in this country but throughout Europe and in the U.S. State Department. Once again, the Muslim hordes were threatening Europe.

But the horde in this particular alley is oddly laconic. To a man — and there are probably a dozen men in this alley — they have voted for the Welfare Party. But none of them seems particularly zealous or militant and they all say they abhor intimidation. They would prefer their countrymen to live by the principles of Islam, but they would not compel anyone to

do so — a vow offered by everyone I talked to.

Following World War I and the creation of the modern Turkish state, Mustafa Kemal seized his country by the throat and flung it into the 20th century. He banished the fez and the veil. He emancipated women, replaced Arabic script with the Latin alphabet and commanded the use of Western-style surnames. He himself dropped the Arabic name Mustafa and got himself declared Ataturk — Father of the Turks. But his boldest move was to make Turkey a secular republic, which it has remained.

For how much longer, though,

is not exactly clear. With one exception, everyone I have talked to both here and in the capital, Ankara, agrees with Cevdet the construction worker: Turkey is not going to become an Islamic republic. The one skeptic was a Western diplomat who found in his travels a widespread and growing respect for the Welfare Party. Where it is in power it seems to perform well. Even an adviser to the prime minister conceded that. The new Islamic mayors were doing a good job, court- ing the poor in ways other political parties have not.

For the West the stakes here are enormous and the threat of Turkey going the way of Iran has given the country an importance it has not had since the Cold War ended. Turkey seems to border everything: Iran, Iraq, Syria, Russia, Georgia and the "stans" of Central Asia, some of which are ethnically Turkish and all of which are financially busted.

Should Turkey become an Islamic republic, no Iranian containment policy could succeed — nor, probably, one directed at Iraq. Turkey would leave NATO, in a sense fleeing Europe for the Middle East. Undoubtedly, it would join the anti-Israeli bloc of Islamic nations. What it would do

in Bosnia, and to the sleep of the Greeks, is not hard to guess.

Seeing Istanbul or Ankara, it is hard to believe that Turkey could ever become another Iran. Not far from where Cevdet lives, I attended a chamber music concert, in a Byzantine church, part of the city's arts fair. The New York Philharmonic was on the way out of town, Wynton Marsalis on the way in. The trading room of the new stock market building lacks nothing except Michael Douglas mouthing off about greed, and the government's privatization program is going swimmingly, thank you, with bargains still available. But what was Iran like under the shah and before its Islamic revolution? Did it, too, appear as up-to-date as Kansas City? It is hard to know what is happening under the surface of any society. Most of the people I have spoken with here say the Welfare Party was the recipient of a protest vote against the mainstream parties in the recent elections and does not represent wholesale dissatisfaction with a secular state.

Cevdet says he essentially agrees, although he will do what he can to change matters. "I can vote," he says. And that can be more than enough.

*Washington Post Writers Group.*

## Turkish Daily News

• THURSDAY, JULY 6, 1995

### ■ Mrs. Mitterrand still attacks Turkey

Danielle Mitterrand, wife of the former French president, urged the European Union to adopt a harsher stance towards Turkey. "Madame" — as she is ironically called by the Turkish media — said in a statement that Ankara had failed to fulfill its promises to improve human rights. The former first lady now chairs the Democracy Committee which lobbies for the release of jailed Kurdish deputies, Anatolia news agency reported.

## Despite Athens denial, Ankara vows to pursue alleged PKK-Greek link

**Pursuit: Ankara pledges to pursue the link and raise issue with international organizations and foreign governments**

*Turkish Daily News*

ANKARA- As Athens rejected Prime Minister Tansu Çiller's remarks that Athens had backed the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), Ankara declared that it would pursue the matter and raise it with various international organizations and governments.

"The backing of terrorism by a NATO country is a serious matter. Turkey will continue to pursue it," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel said on Wednesday's weekly conference. Akbel said that Turkey

had raised the issue of "Greek support to the outlawed terrorist organization" with various "interested international institutions and governments," but he refrained from naming them.

A file, which contained photographs, documents and information on Greek support to the PKK, had been submitted he said. Greece, for its part, also maintained that they would raise the "threat" contained in Prime Minister Tansu Çiller's remarks on Tuesday to foreign governments.

Çiller "unfortunately reiterated ... Turkish threats and repeated yet again well-known, unfounded and defamatory allegations against Greece," a statement by Greek government spokesman Evangelos Venizelos said on Tuesday.

"Turkey must learn that this strategy of ...exporting its domestic problems ... constitutes a flagrant violation of international law and further alienates Europe and the West in general," Venizelos added.

"The Greek stance is known and will be reiterated to all the international organizations, especially the UN and the European Union and to all foreign governments," Venizelos continued. Çiller told the parliamentary group of her True Path Party on Tuesday: "Documentary evidence exists which proves Greece assists the PKK." Her remarks followed publication of photographs of Greek deputies shaking the hand of PKK chief Abdullah Öcalan in the Turkish newspaper Milliyet on Monday. Greek Ambassador to Ankara, Dimitrios Nezeritis, told daily Milliyet that Turkey had not submitted any concrete evidence to Greece on the alleged Greek-PKK link.

He said that some of the PKK terrorists claimed to have Greek passports but he had not been shown these.

THURSDAY, JULY 6, 1995

*Turkish Daily News*

## AI: Disappearances in Turkey doubled in 1995

*Turkish Daily News*

ANKARA- Amnesty International, a London-based human rights group, said in its annual report that the number of "disappearances" doubled in Turkey in 1995.

"At least 55 people disappeared in security force custody and there were hundreds of political killings in the mainly Kurdish southeastern provinces, many in circumstances that suggested the victims had been extrajudicially executed by the security forces," the report

said. The report said that in Turkey, hundreds of people suspected of supporting Kurdish separatism were arrested, many of them at public meetings and demonstrations, and were held for hours or days in police custody as prisoners of conscience. Dozens were sentenced to prison terms, it said.

"Torture of political and criminal detainees in police stations were routine and systematic, and there were at least 29

reported deaths in custody as a result of torture," it said. The report also noted that the Turkish government had banned an Amnesty International researcher from entering the country.

The report mentioned the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), saying it was responsible for over 170 deliberate and arbitrary killings of prisoners and other non-combatants.



## Military's PR Effort Turns Sour

### Çörekçi's Remarks on Article 8 Causes Controversy

İlnur Çevik

**W**hat was to be a public relations exercise and an opportunity for the Armed Forces to open new channels of dialogue with the leading newspapers in Turkey turned sour when Vice Chief of Staff General Ahmet Çörekçi disclosed that the military did not feel it was "appropriate" to lift Article 8 in the

Anti-Terrorism Law, which makes expression of certain views a terrorist crime, and a controversy was created which some observers said was a "storm in a teacup."

Çörekçi's remarks came during a question-and-answer session at a briefing for the newspaper representatives where the general and his military experts gave detailed information about the assessments of the Armed Forces regarding internal and external threats to Turkey.

Asked to comment on the military's reaction if Article 8 is changed, Gen. Çörekçi said: "We are at the disposal of the political authority in Turkey. As the Armed Forces of this country, we want Turkey to be on a par with all other Western civilized countries. However, a change in Article 8 will affect our struggle against terrorism. We would prefer to see Article 8 untouched. However, if the political authority decides to scrap or change Article 8 and the Parliament accepts this, then that is something else. We feel it is not appropriate for Article 8 to be changed."

The next day the Turkish newspapers ran banner headlines declaring "military bomb shell" and claiming the Armed Forces had served notice that it would oppose lifting of Article 8. Opinion was divided on contents of Çörekçi's remarks and whether he had the right to utter them.

Both the Chief of the General Staff General İsmail Hakkı Karadayı, Çörekçi's immediate superior officer, and Çörekçi himself later said the press had blown the whole issue out of proportion, exaggerating remarks that were an earnest response to a question.

The press also tried to draw President Süleyman Demirel into the controversy but failed. When asked in Romania, where he was attending a summit of Black Sea leaders, to comment on the opposition of the military to abolishing Article 8, Demirel, who had not read the full text of Çörekçi's remarks, was extremely cautious.

Demirel, answering questions for reporters before leaving Bucharest, said that Parliament is the final place where political will is expressed.

He said if Parliament decided to abolish Article 8 the decision would come to him for ratification.

"I will look at it and consult everyone concerned. Among those concerned are soldiers. You must not just see soldiers as people who only have guns in

their hands. They are part of the state as well. But in the end I will make up my own mind. It will be my decision," Demirel said.

Demirel added, however, that Parliament could override the president even if he refused to ratify the abolishing of Article 8.

Article 8 is considered to place a curb on the freedom of expression, preventing as it does any expression of Kurdish rights on the grounds that this is "abetting separatist terrorism."

The armed forces has been waging an 11-year battle against separatist terrorism by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in Southeastern Anatolia.

Referring to this fact, Demirel said 7,400 security force members and ordinary citizens had died over these 11 years in this war.

"This is a bleeding wound. We must steer away from things that fall contrary to the fight against terrorism and retain things that have a positive effect on this fight," Demirel said. However, some press commentators did not share Demirel's views. The fact that Çörekçi should even go public in such a way was taken up by many columnists and commentators as an attempt by the military to interfere in the democratic process. Some commentators and newspapers also hit out hard against the politicians. They said while the military has made its views clear it is sad that the politicians who should be pushing for democratic reforms are also stalling. They pointed out that there is a sizable opposition to the lifting of Article 8 among the political parties.

Opinion among politicians regarding Çörekçi's remarks was in general more favorable.

The position of the senior coalition partner True Path Party (DYP) has generally been supportive of General Çörekçi, although some qualifying remarks were made by party officials that perhaps he should not have made these remarks at such a time. Talking to the press, DYP Deputy Chairman Halil Dağlı, for example, when asked about this whole question spoke up for Çörekçi.

Indicating that there was nothing amiss in Çörekçi's remarks, Dağlı said that when new legislation is prepared it is natural for all those concerned to be consulted.

He suggested in this way that seeing as it is the Armed Forces that is involved in the main in the fight against terrorism it is natural for remarks such as Çörekçi's to be made. "It is wrong to make the Armed Forces a party to such a debate. No one has the right to detract from the Armed Forces," Dağlı said, appearing to criticize the way the press has handled the whole issue.

Unequivocal support for General Çörekçi also came from the main opposition Motherland Party

(ANAP). Speaking for ANAP, Istanbul Deputy Imren Aykut was quoted in the press as saying that the party is against the abolishing of Article 8, thus defending Çörekçi's position.

One party in particular, the pro-Islamic Welfare Party, was not only forthcoming with support for Çörekçi's remarks but also for his right to make them. Asked by reporters about this, RP Secretary General Oguzhan Asilturk said there was absolutely no reason why soldiers should not express their opinions.

Even the leader of the Democratic Left Party (DSP), Bulent Ecevit, appeared to justify Çörekçi when asked about the whole affair.

"The Turkish Armed Forces generals prefer not to talk about political matters, especially matters that also concern foreign policy, unless, that is, they feel they have no choice," Ecevit said.

"If they are speaking up, then it means that there is a very serious situation at hand," he added.

There were however, also those politicians who strongly opposed Çörekçi's remarks and the fact that he should have uttered them at all. But they were in a minority.

Adnan Keskin, the secretary general of the junior coalition partner, the Republican Peoples Party (CHP), used some strong words when asked about the Çörekçi affair and said on Saturday that no one had the right to consider themselves above Parliament.

"The Parliament is the legal platform where laws are made in pluralist and participatory regimes," Keskin said.

The sharpest criticism of Gen. Çörekçi came from an unexpected quarter, New Democracy Movement (YDH) leader and textile magnate Cem Boyner.

"The fish starts to smell from the head," Boyner said starting off with a clear reference to President Suleyman Demirel. "If the president says he will consult the military then the military will also exceed its rights," he added.

Boyner characterized Çörekçi's qualifying his remarks to the effect that Parliament would be the final decision-maker on Article 8 as a "takkiye worse than that of the (Pro-Islamic) Welfare Party's."

In Islam "Takkiye" is a resort to hiding real intentions in terms of promoting and practicing one's religion because prevailing circumstances do not allow these to be done openly. In other words it is a kind of smoke screen which misleads people outside to thinking that something else is going on whereas the secret aim is to work for the supremacy of Islam, even by roundabout methods if necessary.

"The Chief of the General Staff has to issue a statement saying that Gen. Çörekçi's remarks do not represent the views of the Armed Forces," Boyner said.

"If, on the other hand, they do represent their views, then this means that we will have no hope left on the future of the Armed Forces. Even more than this, it will mean that we will not have any hope left for the future of our children," he added. "I would like to repeat once again that the Army is

## Lucky escape for Çörekçi

While the press caused a storm over Çörekçi's remarks on Article 8 they sidestepped at least two other potentially explosive issues where the military leader told the press he felt human rights was stalling the military's efforts to obtain quick results against separatist Kurdish terrorists of the PKK. He also opposed "rights" for ethnic Kurds saying this is the salami tactic used by the PKK where "the more you give the more they will ask."

Çörekçi told the press that democratic conditions and human rights considerations prevent an effective struggle against terrorism which would yield results in a short period of time. In Bucharest, while talking to journalists, President Süleyman Demirel was asked to comment on Çörekçi's remarks suggesting that human rights was hampering the fight against the PKK. Demirel said, "too much should not be read into this." "He is not saying that the army is trampling on human rights. He is saying it has problems precisely because it is not trampling on human rights," Demirel said trying to speak up for Çörekçi.

Gen. Çörekçi also said certain demands for Kurdish-language broadcasts and education were being presented as "democratic rights" but added this was a part of a psychological tactic by the PKK. "We call this the salami tactic. As we cut the salami into slices they will take it from us. The more slices we cut the more they will take. There will be no end to the give and take. We cannot accept such a thing."

subject to the authority of the legislature and the executive" power, Boyner said.

What Boyner did not realize, however, was that Çörekçi had gone to pains throughout his press briefing to explain to the journalists that the military takes its orders from the civilian authority and in most cases it performs an advising role. Several times Çörekçi had to sidestep political questions after the briefing saying, "the political authority orders us to do something and we do it."

He also said that on matters involving the military the Armed Forces would present to the civilian authority a series of alternatives and the government would then pick one course of action.

Military sources said Çörekçi's remarks were the views of the Armed Forces and were not simply spontaneous remarks. Thus the military's attempt to "open up" to the press received a blow and ended in a controversy. The Turkish Probe learned that Çörekçi was extremely unhappy and told his associates that he would never again participate in such a press briefing. This could be true because Çörekçi is expected to become the new Air Force commander soon and thus will move out of the General Staff Headquarters and will not have to attend similar functions in the future. ■

## Human Rights Diary

### Court Rejects Appeal by Recep Maraşlı:

On Thursday a Turkish court turned down an appeal for the release of ailing Kurdish writer Recep Marasli, who is facing charges under a tough Anti-Terrorism law. On trial for an article analysing the separatist Kurdish rebel movement in southeast Turkey, was ordered back to jail under the last of a series of detention orders dating back to July 1994. He has been in and out of prison since the 1970s. Lawyers for Marasli, who is facing 24 other charges for articles or speeches, said the judge appeared to be swayed against the defendant by the other cases against him.

Marasli, whom Amnesty International declared a prisoner of conscience in the 1980s, suffers from brain and nervous disorders because of his imprisonment and his supporters say he cannot get treatment in the Istanbul jail where he is held. "His state of health is serious enough to make it impossible for him to be kept in jail much longer," said a group of leading Turkish writers in a statement. The 39-year-old defendant, who in the 1970s helped found the first publishing house to deal seriously with Kurdish history, appeared in the courtroom looking wan. His supporters say the decision to keep him jailed was political, as writers charged under Article 8 of the Anti-Terrorism law, like Marasli, are rarely detained during trial. Article 8 is mainly used against people who write about contemporary Kurdish history, speak out in favour of Kurdish nationalism or criticise the military's battle against rebels from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). (*Reuters, June 30*)

**Nine Dev-Sol Members Sentenced :** Nine members of the outlawed Dev-Sol (Revolutionary Left) have been sentenced to prison terms ranging from three to 21 years by Ankara State Security Court (DGM) after being found guilty of being members of an outlawed organization and attacking police stations and bank branches in Ankara, the Anatolia news agency reported on Friday. After the trial, the Dev-Sol members shouted slogans in support of the outlawed organization and against the court. Relatives protested against the decision in front of the courthouse, and one of them was taken into custody, Anatolia reported. (*Turkish Daily News, June 1*)

**IHD Members Visit Keskin in Prison:** Members of the Human Rights Association's (IHD) Istanbul branch visited in prison Eren Keskin, the lawyer and former secretary of IHD's Istanbul branch, who is serving two years and five months after his conviction for an article published in the daily *Özgür Gündem*, now banned, the Anatolia news agency reported on Friday. Twenty members of the branch arrived in Istanbul's Bayrampaşa prison to visit Keskin. They tried to hold a press conference in front of the prison and there was some discussion with security forces. The visit went ahead later, the agency reported. (*Turkish Daily News, July 1*)

**Protests Staged on the Second Anniversary of Sivas Massacre:** To protest against the killing of 37 writers, poets, academics in Sivas two years ago, thousands of people, the majority Alawite Muslims, staged a protest march through the Kadikoy district of Istanbul on Sunday. Wearing red headbands which symbolize membership of the Alawi religious sect, carrying huge placards and chanting leftist slogans, the some 20,000 protesters were left alone by the police who were out in force and there were few incidents. Similar protests took place all over Turkey as a reaction against the deaths of the 37 people in a fire started by a mob of religious fundamentalists on July, 2, 1993. (*Turkish Daily News, July 3*)

**Visitors to the Graves of Hasan Ocak and Ridvan Karakoc Taken Into Custody:** A group of people who visited the graves of Hasan Ocak and Ridvan Karakoç, two men who first disappeared and were later found strangled, were taken into custody, a press statement said on Monday. The statement, read out by Asiye Bas, speaker of the Democratic Struggle Platform, said that of 42 people taken into custody, 39 were later released. Bas said that the group had visited Ocak's and Karakoc's graves on Saturday and after visiting they had taken a bus from the graveyard to burn candles at Özgürlük Meydani in Istanbul's Bakırköy district. But, he claimed, the police blocked the road, forced them to get off the bus and attacked them. She added that they will file a complaint against the police officers concerned in the incident. (*Turkish Daily News, July 4*)

**Three Detained on Charges Related to Feud :**

Cengiz Yıldız, Muzaffer Yıldız and Bakan Yıldız, suspected of being responsible for four killings connected with a blood feud in Ardahan, have been taken into police custody, the Anatolia news agency reported on Tuesday. Security officials said that the three had originally blamed militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) for the deaths but had later confessed their guilt, the agency reported.

*(Turkish Daily News, July 5)*

**DGM Begins Investigation Into '32nd Day':** The Istanbul State Security Court (DGM) has begun an investigation into Show TV's "32nd Day" news program presented by Mehmet Ali Birand, on charges of spreading propaganda of an outlawed leftist group, the Anatolia news agency reported on Tuesday.

*(Turkish Daily News, July 5)*

**Nine People Taken Into Custody While Hanging Sivas Banners** A total of nine people were taken into custody by Istanbul police while they were trying to hang banners to protest the deaths by fire of 37 people in Sivas two years ago, the Anatolia news agency reported on Tuesday. Five people were seized after a meeting on Sunday in Istanbul's Kadıköy district to protest the Sivas events. Four people were taken into custody in Istanbul's Eminönü district and a person was taken into custody in Istanbul's Maltepe district while they, too, were trying to hang banners to protest the Sivas events. Security officials said that protestors were chanting leftist slogans, carried huge pictures of the Sivas victims and that some Alawite Turks were claiming that government authorities were responsible for the massacre as well as several other attacks.

*(Turkish Daily News, July 5)*

**AI: Disappearances in Turkey Doubled in 1995:** Amnesty International, the London-based human rights group, said in its annual report that the number of "disappearances" doubled in Turkey in 1995. "At least 55 people disappeared in security force custody and there were hundreds of political killings in the mainly Kurdish southeastern provinces, many in circumstances that suggested the victims had been extrajudicially executed by the security forces," the report said. The report said that in Turkey, hundreds of people suspected of supporting Kurdish separatism were arrested, many of them at public meetings and demonstrations, and were held for hours or days in police custody as prisoners of conscience. Dozens were sentenced to prison terms, it said. "Torture of political and criminal detainees in police stations were routine and systematic, and there were at least 29 reported deaths in custody as a result of torture," it said. The report also noted that the Turkish government had banned an Amnesty International researcher from entering the country. The report mentioned the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), saying it was responsible for over 170 deliberate and arbitrary killings of prisoners and other non-combatants.

*(Turkish Daily News, July 6)*

**Beşikçi Sentenced to Two More Years:** Ankara State Security Court (DGM) sentenced sociologist and writer İsmail Beşikçi to two years imprisonment after his conviction on charges of promoting separatism in his book "İşlevsizleşen Yasaklar-Non-functioning Bans." Beşikçi, who was tried under Article 8 of the Anti-Terrorism law, was also fined TL 550 million. Beşikçi is already serving a prison sentence for his opinions expressed in other books and articles. He is expected to be in prison for at least 36 years.

*(Cumhuriyet, July 6.)*

■ Irak

Libre Belgique

10 juillet 1995

# Les civils irakiens fuient devant l'armée turque

**Bagdad proteste contre la violation de sa souveraineté. Washington appuie Ankara**

Près de 3000 civils kurdes irakiens ont fui samedi l'offensive turque dans le nord de l'Irak, bien que la Turquie ait annoncé avoir amorcé le retrait des unités engagées depuis mercredi dernier contre les bases arrières de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'Ankara combat depuis 11 ans.

L'armée turque indique avoir tué 104 Kurdes irakiens, dont 14 lors d'un affrontement samedi du côté turc de la frontière. Les pertes turques s'élèveraient à six morts.

Du côté des indépendantistes kurdes, on affirme que les troupes turques ont perdu « des centaines » d'hommes, tués ou blessés lors d'affrontements autour de Cukurca, sur la frontière entre l'Irak et la Turquie.

## DIX-HUIT VILLAGES

« Ils ne veulent pas attendre que la prochaine bombe leur tombe sur la tête », a expliqué à l'agence Reuter Safin Dizayee, représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, d'Irak) évoquant la fuite de quelque 3000 civils irakiens. Il a précisé que ces gens, habitant dix-huit villages des secteurs de Mezouri et de Mirgah Sour, une zone contrôlée par le clan du dirigeant du PDK Massoud Barzani, près de la frontière turque, étaient partis vers le sud et l'ouest.

La Turquie a envoyé mercredi 3000 hommes appuyés par l'aviation dans le nord de l'Irak pour une offensive d'envergure contre les bases arrières des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui sont accueillis dans le nord de l'Irak, passé depuis 1991 aux mains des Kurdes irakiens, à la faveur de l'offensive internationale menée à la fin de la guerre du Golfe pour empêcher Saddam

Hussein de bombarder ses propres populations kurdes.

## APPUI AMÉRICAIN

Les États-Unis, principaux intervenants de l'opération internationale de protection des Kurdes d'Irak, ont apporté un soutien total à Ankara.

Le porte-parole du Département d'État Nicholas Burns a estimé que la Turquie devait faire face à une agression venue d'un État voisin et se trouvait en situation de légitime défense contre le PKK, « organisation terroriste cruelle et meurtrière qui menace la sécurité en Turquie ». L'opération devrait être achevée d'ici quelques jours, a-t-il ajouté, citant ses interlocuteurs turcs.

La précédente opération anti-kurde dans le nord de l'Irak avait réuni 35.000

hommes pendant six semaines et avait provoqué la colère de plusieurs pays européens. Mais les Kurdes avaient rapidement repris le terrain perdu.

Selon eux, la nouvelle offensive d'Ankara vise une base du PKK à Haftanin, déjà la cible de nombreuses reprises des troupes turques.

Ankara dit avoir décidé cette opération à la suite de deux embuscades du PKK qui ont récemment coûté la vie à des soldats turcs près de la frontière.

Bagdad a pour sa part exigé vendredi le retrait des troupes turques, dénonçant une « violation flagrante de la souveraineté irakienne ».

De son côté le président turc, Suleyman Demirel, a mis en garde la Grèce contre « toute provocation » envers la Turquie, dans une interview publiée par « Hurriyet ». (Avec AFP et Reuter)

Midi Libre - 9 juillet 1995

## IRAK

### Les Kurdes fuient malgré le début du retrait turc

■ Près de 3 000 civils Kurdes irakiens ont fui hier l'offensive turque dans le nord de l'Irak, bien que la Turquie ait annoncé avoir amorcé le retrait des unités engagées depuis trois jours contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Ils ne veulent pas attendre que la prochaine bombe tombe sur leur tête », a dit Safin Dizayee, représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Il a précisé que les civils, habitants de 18 villages des secteurs de Mezouri et de Mirgah Sour, une zone contrôlée par le clan du dirigeant du PDK Massoud Barzani, près de la frontière turque, étaient partis vers le sud et l'ouest. La Turquie a envoyé mercredi 3 000 hommes, appuyés par l'aviation, dans le nord de l'Irak pour une offensive d'envergure contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).



## Heftige Gefechte im Nordirak

### Fortgang der türkischen Operation

**Nikosia, 9. Juli. (ap)** Die türkische Armee ist am Wochenende weiter militärisch gegen die Kämpfer der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) vorgegangen. Bei Gefechten im Nordirak und in Südostanatolien kamen laut türkischen Angaben 27 PKK-Guerilleros und 6 Soldaten ums Leben. Der türkische Brigadegeneral Osman Pamukoglu berichtete am Sonntag von Gefechten an vier Orten im Nordirak; dabei seien die türkischen Truppen bis zu 40 Kilometer weit auf irakisches Territorium vorgedrungen. Ein Sprecher der irakischen Kurden hatte noch am Samstag erklärt, es gebe Anzeichen für ein Abebben der türkischen Militäration.

Laut Pamukoglu, der eine Kommandoeinheit in der türkischen Grenzstadt Hakkari kommandiert, konzentrierten sich die Kämpfe auf die Regionen Bashyan, Shiwi, Berjala und Mesikaryaderi im Nordirak. Der General fügte hinzu, der türkische Feldzug erstreckte sich auf eine 70 Kilometer breite Zone parallel zur türkisch-irakischen Grenze. Das türkische Militär hatte am Freitag angekündigt, die rund 3000 Soldaten, die am Mittwoch die Grenze zum Irak überschritten hätten, würden sich allmählich in kleinen Einheiten zurückziehen, sobald sie ihren Auftrag erfüllt hätten. Dieser lautet auf Zerstörung von PKK-Schlupfwinkeln.

Seit Beginn der zweiten Operation gegen die PKK im Nordirak binnen weniger Monate wurden nach türkischen Angaben 110 Kurden und 15 Soldaten getötet. Kurdenvertreter werfen Ankara vor, 3000 irakische Kurden vertrieben zu haben. Das türkische Militär bestreitet, gegen Zivilisten vorgegangen zu sein. Bereits im Frühjahr war die türkische Armee in den Nordirak vorgedrungen und hatte dort eine sechswöchige Offensive gegen die PKK geführt.

### Innerkurdische Kämpfe

In der nordirakischen Uno-Schutzzone für die kurdische Bevölkerung lieferten sich erstmals seit langem auch wieder rivalisierende irakische Kurdengruppen heftige Gefechte. In einer Erklärung der Demokratischen Partei Kurdistans (DPK) hiess es, die Patriotische Union Kurdistans (PUK) habe am Sonntag mit 2000 Kämpfern und schweren Waffen DPK-Stellungen nahe der Ortschaft Shaklawa angegriffen.

## Le Monde - 10 juillet 1995

# Le premier ministre turc s'engage en faveur de la démocratisation

### ISTANBUL

de notre correspondante

Déterminée, malgré les nouveaux obstacles qui sont apparus sur la voie de la démocratisation – et de l'union douanière avec l'Europe –, Mme Tansu Ciller a réaffirmé, vendredi 7 juillet, devant son groupe parlementaire, sa conviction que la population turque est prête au changement. « Personne ne peut faire obstacle aux aspirations de notre nation. Ceux qui n'évoluent pas avec les développements historiques sont condamnés. » Contrainte, jeudi, de suspendre le vote au Parlement sur les amendements constitutionnels, ceux qui doivent démocratiser le régime, le premier ministre a sévèrement critiqué son principal rival, Mesut Yilmaz, dirigeant du Parti de la mère patrie (ANAP), qu'elle accuse d'être responsable de l'échec du programme de libéralisation politique.

Les amendements se sont embourbés dans des rivalités politiques alors même que les dirigeants des principaux partis s'accordent sur la nécessité de modifier la Constitution introduite par les militaires en 1982. Mais la responsabilité du fiasco parlementaire est partagée par tous les partis. Le nombre des votes négatifs prouve qu'il existe également au sein du parti du premier ministre, le DYP, un noyau d'irréductibles conservateurs. Vendredi, Mme Ciller a signalé son intention d'essayer, une fois de plus, d'arriver à un compromis, suggérant notamment de lever le secret du vote à l'Assemblée pour révéler au grand jour les machinations politiques des opposants à la modernisation.

### COUP DE POKER

Les choix qui s'offrent au premier ministre sont de plus en plus limités. Osera-t-elle jouer son va-tout en demandant des élections législatives anticipées ? Les rumeurs se font pressantes, mais une telle décision représenterait un véritable coup de poker pour Mme Ciller, qui jouerait probablement sa carrière politique. La débutante au parler hésitant qu'elle était à son arrivée au pouvoir, il y a deux ans, s'est transformée en une politicienne expérimentée capable de mobiliser l'électorat.

Etant parvenue, dans une certaine mesure, à discréditer son principal rival, l'ANAP, Mme Ciller, qui se pose en championne de la démocratisation et de l'ouverture vers l'Europe, s'est également attaquée, avec un certain succès, au dirigeant du Parti de la prospérité (RP, islamiste), qui s'est trouvé forcé de recourir à un argument de choc contre l'union douanière : un avertissement aux mâles turcs que l'intégration avec l'Europe introduirait l'homosexualité et le mariage entre hommes en Turquie...

Le redressement économique – fragile, affirment les analystes, puisque les problèmes fondamentaux n'ont pas été réglés – contribue à une situation qui pourrait favoriser le premier ministre dans le cadre d'une campagne électorale-référendum sur le thème de l'Europe et du renforcement de la société civile. Lors de son discours, elle a rappelé qu'elle n'avait pas oublié ses engagements : « Que personne ne doute que la Turquie deviendra une société civile plus libérale, alors que nous approchons le XXI<sup>e</sup> siècle, une société qui accorde plus de respect à l'individu, pleinement intégrée au reste du monde moderne. »

La question reste ouverte : pourra-t-elle les tenir ?

Nicole Pope

■ **L'armée turque a continué**, vendredi 7 juillet, l'offensive lancée le 5 juillet, au nord de l'Irak, contre des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui, selon le ministère des affaires étrangères, s'apprétaient à attaquer la Turquie. Ankara a répété que, si cela était nécessaire, la Turquie continuerait à franchir la frontière à la poursuite des combattants du PKK, tant que la sécurité au nord de l'Irak ne serait pas assurée avec efficacité par les Kurdes irakiens. Selon un porte-parole des forces armées, certaines unités, ayant terminé leur tâche, ont commencé à se retirer. Mais l'opération, soutenue par l'armée de l'air, se poursuit, malgré les protestations indignées des Kurdes irakiens. Les Etats-Unis ont approuvé l'opération. – (Corresp.)

# Turkish troops start to leave north Iraq

**Foreign Ministry source: 'No civilian has been killed during the operation'**

*Reuters*

ANKARA- Turkey said it killed 90 separatist Kurds in a three-day military drive into northern Iraq and its troops has now started to withdraw.

"Small units that have completed their mission in the cross-border operation have gradually begun to return," Turkish state television quoted military authorities as saying. Turkish troops, backed by air power, pushed into northern Iraq on Wednesday in a renewed assault on outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) separatists.

A military statement said the operation involved fewer than 3,000 troops operating within a restricted area. It said 90 separatists were killed and five Turkish soldiers died. Turkey, which gave assurances that civilian lives would be protected, denied claims by Iraqi Kurds that three civilians had been injured and villages were caught up in the military push.

"According to information reaching us, no civilian has been killed in the region during the operation," a Foreign Ministry source told the semi-official Anatolian news agency. Local residents said Turkish planes flew fresh sorties on Friday morning while ground forces fanned out through valleys toward the remote region where Iran, Turkey and Iraq meet. Iraqi Kurdish sources said the main objective of the drive appeared to be a PKK camp at Haftanin, a persistent target of past Turkish raids.

But they said the steep mountainous terrain and the extensive mining of the approaches had largely kept the Turkish force at bay. "The place is crawling with PKK," said one Western diplomat, just back from a fact-finding tour of the region. "I reckon they (the Turks) have a real problem in northern Iraq." The military operation was apparently sparked by the ambush killings of Turkish troops in two separate PKK attacks along the border. The incursion into northern Iraq in March caused unexpected and strong Western reaction, and several European countries, led by Germany — a main arms supplier to Turkey — imposed or threatened sanctions.

*Turkish Daily News*

SUNDAY, JULY 9, 1995

## US backs 'legitimate Turkish effort to combat PKK terror'

**Support: State Dept. says there is nothing wrong with Turkey using American weapons**

By Ugur Akinci / *Turkish Daily News*

WASHINGTON- The U.S. State Department, in consistency with similar remarks pronounced after the Turkish incursion into northern Iraq back in March, again stated its full support for the latest cross-border Turkish operation against the separatist PKK.

"A country under the United Nations charter has the right, in principle, to use force to protect itself from attacks from a neighboring unable to prevent the use of its territory for such attack," State Department spokesman Nicholas Burns said. "That is certainly the case with northern Iraq."

Since the Iraqi government does not prevent the PKK from launching

attacks against Turkey from Iraq, "it has been up to Turkey to protect itself from them," Burns said. "So we fully support all legitimate Turkish efforts to combat the PKK." Answering a question concerning the status of the U.S.-made weapons and if they could be used by Turkey against the PKK, Burns said there was no problem in that regard.

"The use of U.S.-supplied weapons by allies for legitimate self-defense is acceptable under United States law, and we would characterize this situation as legitimate self-defense under the U.N. charter."

Burns said the Turkish force involved "roughly 1,000 to 2,000 troops, supported by air and artillery units, which have penetrated as much as six kilometers into northern Iraq.

"The casualties" are reported by the Turkish government, are roughly 90 PKK guerrillas killed ... "The Turkish government has further stated that the troops are now leaving northern Iraq and that the operation should be finished in a few days." Replying to another question on whether an Iraqi attack on Turkish troops (would) trigger response by NATO, Burns said: "I think it's unlikely."

## HADEP protestors to remain in custody

**Locked up:** Ankara State Security Court has ruled that the 242 people detained when they tried to attend the hearing of the HADEP case must remain in custody until their statements are taken.

*Turkish Daily News*

ANKARA- The 242 people who were taken into custody on July 6, during the trial of the officials of the People's Democratic Party (HADEP), are still being detained in the Ankara Police General Directorate.

They include Yavuz Önen, the chairman of the Turkish Human Rights Association and ex-deputy Sirri Sakık. Statements were taken from 50 of the detainees but they were later returned to police headquarters.

It has been reported that the 242 spectators will remain in custody, under the orders of DGM Chief Prosecutor Nusret Demiral, until statements have been taken from all of them. This process is expected to be completed by Monday.

Hüsnü Öndül, general secretary of the Humans Rights Association, was also taken into custody at the same time as the others but was later released on the instructions of the Justice Ministry.

Commenting on the detentions, which were ordered verbally by Demiral, Murat Bozlak, HADEP chairman said, "Nusret Demiral, his orders and his applications ARE the law in Turkey." Bozlak added that the incident in the DGM is a very clear example of arbitrary procedures being applied.

The people being held in the police gymnasium include women and children as well as Enver Karaduman, Serap Mutlu, Aynur Gürbüz, HADEP members and Nazmi Gür, the deputy general secretary of the Human Rights Association.

*Turkish Daily News*

SATURDAY, JULY 8, 1995

## US Helsinki Commission asks Turkey to free activists detained at HADEP trial

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The US Helsinki Commission Thursday released a press statement protesting the arrest of 240 activists during the trial of People's Democracy Party (HADEP) leaders. Former member of the Turkish Parliament Sirri Sakık and Human Rights Foundation President Yavuz Önen were among those arrested by the State Security Court on orders of the Chief Prosecutor Nusret Demiral, reportedly for disorderly conduct at the courtroom. The

HADEP leaders are facing charges of separatism.

The commission chairman, Rep. Christopher Smith (R) of New Jersey, said, "The arrests and detention of 240 activists clearly demonstrates that Turkey's leaders continue to prefer repression as the primary means for dealing with dissent.

It is incomprehensible how such leaders can insist that theirs is a democratic country when people who protest government actions are simply hauled off to

prison. As long as Turkish officials pursue such repressive policies, Turkey is more likely to take a place alongside Burma, North Korea, China and Nigeria, than among countries of the European Union."

The commission chairman called upon "Turkey's judicial organs to immediately set free those arrested" and he also urged the Turkish leaders "to abandon policies which subvert democracy and contradict Turkey's stated international commitments."

If the crimes that are stated in the first paragraphs of this article are committed via media outlets mentioned in the Press Law's Article 3, including newspapers, and other written publication and television and radio broadcasts, the owners of the media outlets concerned are liable to pay fines equal to 90 percent of their

circulation cost. If the media outlets were issued for less than one month, the average circulation cost of the previous month is taken into consideration. If it is a new printed work, the highest circulation cost of the previous month is taken into consideration.

Apart from the owners of the publications,

the responsible editors are liable to imprisonment ranging from six months to two years and fines up to 45 percent of the circulation cost.

However, in any case the amount of the fine to be paid by those who violate this law can not be less than TL 100 million.

# Turkey: AI has long lost its credibility

**Answer:** As far as claims of torture are concerned, this organization has made so many exaggerated and false claims in the past, that it is no longer possible to understand how many of its claims are true this time, says Ankara.

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey, angered by a severe human rights report from Amnesty International, retorted by saying that the London-based group had lost its credibility long ago.

"As far as claims of torture are concerned, this organization has made so many exaggerated and false claims in the past that it is no longer possible to understand how many of its claims are true this time," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel said in response to a question on the report.

The three-page report on Turkey said that the torture of political and criminal detainees in police stations was routine and systematic and that there were at least 29 reported deaths in custody as a result of torture. The report quoted Abdullah Salman, a thirteen-year-old boy wrongly accused of theft as saying that he had been blindfolded, beaten, choked and given electric shocks while being interrogated at Şişli Police headquarters in Istanbul. Bruising on his shoulders, arms and neck were confirmed by a medical report.

The report said that Garip Ölmez of the village of Yoğurtçayez in the Ahlat district of Bitlis province was arrested in April and interrogated at Bitlis Gendarmerie Headquarters.

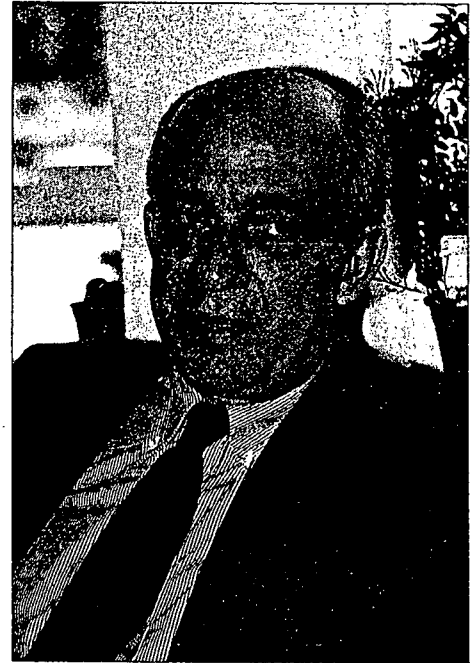
Ten days later the Ölmez family were asked to collect his body from the mortuary of Bitlis State Hospital, the report said. His ankles bore marks of binding and the feet had apparently been burned with melted plastic. The family submitted a petition of complaint to the Ahlat Prosecutors's office but it was rejected, the report said.

"The claims of torture and violation of human rights take into account a few examples and pretend that these take place all over the country," Akbel said in a written reply.

Akbel also challenged the Amnesty International claims of "disappearances" saying it should be known, before verifying the claims, whether the people named were part of the outlawed Kurdistan Workers' Party based in neighboring countries and/or whether they had sought shelter in Western European states. The report listed Mehmet Gürkan, the head of the village of Akçayurt in Diyarbakır, and Kenan Bilgin among "disappearances." It also cited Necati Aydın and Mehmet Ay, as well as Muhsin Melek, the founder of Şanlıurfa branch of HADEP (Halkın Demokrasi Partisi) as "disappeared."

"It is the PKK which carries out the unsolved murders and the security forces are fighting to have them solved," Akbel said. Akbel denied the claims in the report that several villages in Şırnak had been bombed, reportedly by jet aircraft because the locals had refused to join the village guard.

"The number of people who want to join the village guards is so high that only some of them can be given that job. It is not possible to give a gun to a PKK supporter, or to any one who does not want to do so, and force them to fight," Akbel said. Another point to which Turkey objected was the Amnesty International report's terminology of "terrorism", "guerilla", "militant", "political prisoner" and "prisoner of conscience." Akbel also retorted to the report's claim that an Amnesty International researcher was not allowed to



**Akbel:** The claims of torture and violation of human rights take into account a few examples and pretend that these take place all over the country

Turkey on the grounds that he had links with the PKK, although the Amnesty denied this.

"It is known that the AI representative, who attended the Organization on Security and Cooperation in Europe Budapest meeting, acknowledged that Amnesty had ties with the terrorist organization. Their denial in the report has little meaning," Akbel said.

He also accused the human rights group of understating the number of people killed by the PKK, although the government of Turkey provided them with real numbers.

"It is clear that this organization is losing its credibility day by day in the view of all serious human rights forums," Akbel said, adding that AI's attitude harmed human rights.

# Constitutional debate turns into fiasco

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The parliamentary debate on the constitutional amendment package which began in mid-June has turned into a complete fiasco with the suspension of voting on the package and the parties blaming each other for the failure.

While the ruling coalition partners True Path Party (DYP) and the Republican People's Party (CHP) blame the main opposition Motherland Party (ANAP) for the stalemate, ANAP officials said the hypocritical attitude of Prime Minister Tansu Çiller is to blame.

Parliament's failure to pass the package has renewed the debate over holding early general elections, with Bülent Ecevit, chairman of the Democratic Left Party (DSP), calling for the holding early elections.

Ecevit, speaking at the parliamentary general assembly on Friday, urged his colleagues to continue seeking ways to ensure reconciliation on the constitutional amendment package. "If it is understood that reaching an agreement is not possible within the next few days, Parliament should be dissolved and an early general election should be called," Ecevit said.

Ecevit held the three major parliamentary parties, DYP, CHP and ANAP, responsible for the failure. He noted that ANAP and the DYP housed people who had the same views of the pro-Islamic Welfare Party (RP), which opposed the entire package. He stressed that if it was not for such deputies, RP would not be able to obstruct the proposed amendments.

Hikmet Çetin, deputy prime minister and leader of the junior coalition partner CHP, said at a press conference in Parliament that the current Parliament did not fully represent the national will and that was the reason for the package's failure. Çetin said that as a result he and his colleagues were unable to meet the people's expectations. In reply to a question about Ecevit's call for early elections, Çetin said, "If the constitutional amendments fail to pass, election is a tool of democracy. I cannot say whether we have reached a point which necessitates an early election or not. However, the fact that the constitutional amendments have not passed has created a parliamentary crisis. We have to seek ways to surmount this."

Criticizing ANAP's stance in regard to the constitutional debate, Çetin said that ANAP's conduct proved that it defended the current Constitution, which was prepared following the Sept. 12, 1980, military takeover.

Çetin said he and his colleagues were facing a conservative alliance in Parliament. He criticized the deputies for not being loyal to the signatures they put on the constitutional amendment package. He stressed that the proposed amendments were not only important for the Turkish people but also for clearing the way for Turkey's entrance into the customs union with the European Union.

"There exists an alliance in Parliament which knowingly or unknowingly obstructs this process from taking place," Çetin added.

Turhan Tayan, deputy chairman of the DYP parliamentary group, for his part said his party would present a motion to Parliament to amend the part of constitutional Article 175 which

requires secret voting for proposed changes in the Constitution. If DYP's motion is passed in Parliament, open voting will be held for proposed amendments.

Eyüp Aşık, deputy chairman of the ANAP parliamentary group, said that the ruling coalition parties did not have the right to blame his party for the failure in the constitutional debate pointing to coalition deputies who had apparently voted against the rejected measures.

Aşık said that although the DYP and the CHP had a total of 247 seats in Parliament, the number of the "yes" votes in the rejected articles were 225.

Aşık claimed that Çiller told ANAP leader Yılmaz, "Let's prepare a motion about civil servants' union rights in line with the CHP's demand, then we can reject it in the secret voting," Tayan however rejected Aşık's such allegation.

Before the voting was suspended, deputies on Thursday had rejected an article calling for full union rights for civil servants.

RP leader Necmettin Erbakan, who spoke in a press conference at his party headquarters, said that the ruling parties had been defeated by withdrawing the constitutional amendment package. Erbakan stressed his demand that Article 24, which says that the economic, social and the political order of the state cannot be based on religious tenets, be amended. He argued that the core of that article was anti-religion hostility and anti-Islam hostility.

ANAP leader Mesut Yılmaz agreed that leaving Article 24 outside of the package was an unfortunate occasion. He added that the parties could have reconciled regarding changing that article.

Speaking at the ANAP's parliamentary group meeting, Yılmaz said he understood some of the ANAP's deputies opposition against the package due to the fact that when ANAP was in power in 1991, the then DYP leader Süleyman Demirel had not given support to his party during its efforts to amend the Constitution at that time.

Yılmaz, referring to Aşık's claims, said it was not possible for his party to reconcile a prime minister who explained how she could cheat her partner.

The ANAP leader said that his party could continue the debates over the package if early general elections were held along with the referendum required for a vote of less than 300 votes. Yılmaz added that he and his colleagues would start playing hardball in the political arena.

## Article 8 in the law

Verbal or written propaganda, including meetings, marches and protests, that threaten the indivisible unity of the country are banned whatever these actions' form, aim and intention are. Those who violate this ban are liable to imprisonment from two to five years and fines ranging from TL 50 million to TL 100 million.

SATURDAY, JULY 8, 1995

Turkish Daily News

**MOYEN-ORIENT** *Opération contre des bases du PKK***L'Irak dénonce l'intrusion turque sur son territoire***Depuis trois jours des combats ont lieu dans le nord de l'Irak, faisant des dizaines de victimes.*

L'offensive turque contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'est poursuivie vendredi. Des forces d'infanterie turques, secondées par l'aviation et des hélicoptères, ont opéré une poussée dans le nord de l'Irak vendredi, tentant pour le troisième jour consécutif de débusquer des montagnes les rebelles du PKK.

Des représentants des forces de sécurité ont annoncé que 76 membres du PKK avaient été tués, ainsi que cinq membres des forces de l'ordre. Les chiffres n'ont pu être confirmés de source indépendante. Selon des habitants, les forces turques sont entrées en Irak à partir de deux importants postes-frontières et convergent vers la zone où jouxtent les frontières iranienne, turque et irakienne.

De source kurde irakienne, on signalait des affrontements près de villages au nord de la ville de Rawanduz. A l'état-major général de l'armée turque à Ankara, on ne faisait aucune déclaration sur les derniers combats en cours vendredi.

Cette nouvelle incursion a fait «un grand nombre de morts parmi les civils irakiens et causé des dégâts énormes aux propriétés de nos concitoyens kurdes irakiens», a affirmé de son côté un porte-parole du Ministère irakien des affaires étrangères.

Bagdad a dénoncé l'incursion des troupes turques et exigé leur retrait immédiat. Bagdad «considère qu'il s'agit d'une violation flagrante de la souveraineté de l'Irak, des principes du droit international et des dispositions de la Charte de l'ONU. Un porte-parole du Ministère des affaires étrangères à Bagdad a déclaré que cette invasion était en outre une «atteinte aux relations de bon voisinage entre les deux pays».

Ankara avait annoncé jeudi que ses forces armées avaient lancé la veille «une opération d'ampleur limitée» dans le nord de l'Irak pour en déloger des militants armés du PKK qui commençaient à s'y réinstaller. Les dirigeants turcs comptent mettre en place une coopération avec le Parti démocratique du

Kurdistan (PDK), un groupe rebelle irakien, pour assurer la sécurité à la frontière.

**Reconnaissance d'un échec**

«Je pense que (l'offensive de l'armée turque) est une reconnaissance de l'échec des opérations du printemps», a analysé un diplomate occidental. Cette opération, qui a soulevé les critiques des alliés occidentaux d'Ankara, et notamment de Washington, a vraisemblablement été décidée à la suite d'embuscades récentes du PKK qui ont coûté la vie à des soldats turcs près de la frontière.

Du 20 mars au 2 mai, la Turquie avait déjà mené une opération militaire dans le nord de l'Irak. Quelque 35 000 hommes, appuyés par l'aviation et des blindés, avaient été envoyés contre le PKK qui utilisait cette région comme base arrière pour ses attaques en territoire turc. Cette opération avait fait 555 morts parmi les membres du PKK et 61 dans les rangs de l'armée turque, selon un bilan officiel. Elle avait valu à Ankara de nombreuses critiques à l'étranger. (Agences)

Journal de Genève- 8-9 juillet 1995

**KURDISTAN IRAKIEN****Ankara bombarde les villages kurdes***L'aviation turque a bombardé vendredi ce que Ankara considère comme des bases du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le nord de l'Irak près de la frontière iranienne*

SELON des habitants, des forces d'infanterie turque sont entrées en Irak à partir de deux importants poste-frontières, situés à Cukurac et plus à l'ouest à Uludere et convergent vers la zone où se jouxtent les frontières iranienne, turque et irakienne.

De source kurde irakienne, on signalait des affrontements près des villages de Shirwan Mazin et de Mirgah Sur, au nord de la ville de Rawanduz. L'objectif des Turcs semble être le

camp du de Haftanin, qui avait déjà été visé lors de précédents raids de l'armée turque.

Un porte-parole de l'état-major turc a affirmé que 57 militants kurdes avaient été tués dans l'opération, la plus importante lancée de l'autre côté de la frontière depuis l'offensive de l'armée turque en mars, qui selon Ankara a infligé de lourdes pertes aux bases irakiennes du PKK.

Côté turc, les pertes seraient de cinq soldats, a rap-

porté l'agence turque Anatolie. Le PKK a déclaré, dans un communiqué publié en Europe, que six soldats turcs avaient été tués, sans donner le bilan dans les rangs kurdes.

Ankara n'a toujours pas livré d'informations concernant l'importance du contingent déployé. L'offensive de mars dernier avait mobilisé 35.000 hommes durant six semaines.

Washington a réagi à cette nouvelle agression de manière bien timorée puis-

que un porte-parole du Département de la Défense a simplement demandé à Ankara de veiller à la sécurité des civils. "Nous demandons instamment à la Turquie de faire le maximum d'efforts pour protéger les vies et les biens des civils innocents. Nous soulignons la nécessité de limiter l'envoie et la durée de l'opération et de préserver les droits de l'homme", a-t-il déclaré.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0156 3 GI 0508 EXT /AFP-BL49

Europe-Turquie-droits prév

Droits de l'Homme: la Turquie au banc des accusés à Strasbourg  
par Denis ROUSSEAU

STRASBOURG, 7 juil (AFP) - Les accusations de violations des droits de l'Homme par la Turquie s'accumulent à Strasbourg devant la Commission européenne des Droits de l'Homme alors que les institutions européennes ont engagé un bras de fer avec les autorités d'Ankara sommées de respecter les Droits de l'Homme et de démocratiser leurs institutions.

Assassinats par des escadrons de la mort, civils tués et villages détruits, partis politiques interdits, députés emprisonnés, tortures et disparitions... la liste des requêtes présentées à Strasbourg a de quoi faire frémir.

En relation pour la plupart avec le conflit kurde, 66 requêtes invoquant la Convention européenne des Droits de l'Homme ont d'ores et déjà été déclarées "recevables" par la Commission, ouvrant ainsi la voie pour leur examen par la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Les arrêts sans appel de cette juridiction supranationale ont une importante charge symbolique pour les Etats qu'ils mettent au pilori. En outre, les juges de Strasbourg peuvent condamner les gouvernements à verser des dommages et intérêts aux victimes ou à leurs familles.

Plus d'un millier de dossiers attendent encore d'être traités par les trois juristes de la Commission qui se consacrent aux affaires concernant la Turquie. Pour faire face à cette avalanche, la Commission prévoit d'embaucher un ou deux juristes supplémentaires.

Outre leur nombre, les dossiers turcs représentent une importante charge de travail car ils nécessitent souvent d'enquêter sur des faits farouchement contestés par les autorités. Des membres de la Commission se sont déjà rendus à deux reprises en Turquie pour enquêter sur des destructions de villages.

Des agents secrets et les activités de "groupes anti-guérilla" sont mis en cause dans les assassinats d'un journaliste, d'un médecin et d'un avocat responsable d'une association de défense des Droits de l'Homme.

Six dossiers d'assassinats lors d'opérations policières ou militaires, un cas de décès en garde à vue et neuf dossiers de tortures pratiquées par les forces de l'ordre ont également obtenu le feu vert de la Commission.

Une douzaine de requêtes concernent des destructions, des morts de civils et des enlèvements dans des villages du Kurdistan où les combats font rage entre l'armée et les séparatistes kurdes.

Des requêtes contre la dissolution de trois partis politiques, dont un pro-kurde, vont être transmises à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

La Commission a déclaré recevable la requête de six députés d'origine kurde dont le sort est au coeur du contentieux que nourrissent le Conseil de l'Europe et l'Union européenne avec Ankara. En effet, le Parlement européen exige leur libération pour donner son accord à l'union douanière avec la Turquie, tandis que l'Assemblée du Conseil de l'Europe menace de suspendre la Turquie.

dro/sh/el/bgh

AFP /JO0245/081121

JUL 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

LE MONDE - 8 JUILLET 1995

## Le projet de démocratisation de la Constitution est suspendu en Turquie

LE PREMIER MINISTRE turc, Tansu Ciller a été contrainte, jeudi 6 juillet, de renoncer provisoirement à démocratiser la Constitution, faute d'avoir pu réunir à l'Assemblée nationale une majorité suffisante autour d'une réforme qu'attendaient avec impatience les démocrates turcs et les pays occidentaux. Du fait de cette décision, le Parlement turc, qui à cette date est normalement en vacances et avait prolongé sa session pour voter cette réforme, pourrait se mettre en congé jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

Le projet de Mme Ciller prévoyait l'amendement d'une vingtaine d'articles de la Constitution et de son préambule, promulgués en 1982 sous le régime militaire issu du coup d'Etat de 1980. Il s'agissait de la première révision émanant d'un gouvernement civil. Les amendements visaient notamment l'extension du droit syndical aux fonctionnaires, le droit pour les syndicats et associations de mener des activités politiques et l'abaissement de l'âge du droit de vote et

d'éligibilité. Cette réforme était débattue depuis près de trois ans. Son report est un revers pour Mme Ciller et son gouvernement de coalition droite-gauche. Le projet se heurtait, depuis le début des discussions à l'Assemblée nationale, à des difficultés dues à l'opposition des conservateurs et des islamistes.

### PRÉALABLES

Le premier ministre a accusé son rival de droite, Mesut Yilmaz, chef du Parti de la mère patrie (ANAP), principal parti d'opposition, d'avoir « fait capoter » une réforme qu'il avait pourtant co-parrainée à l'Assemblée avec les deux formations de la coalition, le Parti de la juste voie (DYP, droite) de Mme Ciller, et le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate). La démocratisation de la Constitution, un meilleur respect de la liberté d'expression et la libération de députés kurdes emprisonnés sont posés comme préalables par le Parlement européen à toute ratification de l'accord d'union douanière entre la Turquie

et l'Union européenne. Le Parlement de Strasbourg doit en principe examiner cet accord à l'automne.

Les forces armées turques ont par ailleurs lancé, mercredi, « une opération d'ampleur limitée » dans le nord de l'Irak, pour en déloger des militants armés du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste). Cette offensive aurait fait 57 morts parmi les rebelles, selon des sources militaires turques. Du 20 mars au 2 mai dernier, la Turquie avait déjà menée une vaste opération militaire dans cette région, avec 35 000 hommes appuyés par l'aviation et les blindés. Baptisée « Opération Acier », l'action des militaires turcs avait fait 555 morts parmi les militants du PKK, et 61 dans les rangs de l'armée turque, selon un bilan officiel, et provoqué les critiques des pays occidentaux. A la fin de l'offensive, le premier ministre turc avait averti que l'armée pourrait pénétrer à nouveau en territoire irakien pour pourchasser les maquisards s'ils tentaient de s'y réinstaller. - (AFP, Reuter.)

GAMK

SAMEDI-DIMANCHE, 8-9 JUILLET 1995

### Communiqué de presse

Arrestation de 250 personnes venues assister au procès des dirigeants du parti HADEP devant la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara

Le 6 juillet plusieurs centaines de personnes venues assister au procès de quatre dirigeants du Parti Populaire de la Démocratie (HADEP) devant la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara ont d'abord été interdites d'accès à la salle d'audience. Puis, sur ordre du procureur général de cette Cour, M. Nusrot Demiral, la police a arrêté environ 250 personnes qu'elle a placées en garde à vue dans les locaux de la Section anti-terroriste de la Sûreté d'Ankara.

Parmi les personnes placées en garde à vue figurent le député kurde Sirri Sakik, le président de la Fédération des Droits de l'Homme, Yavuz Önen, l'un des principaux avocats de la défense, Me Hüsnü Öndül ainsi que la plupart des dirigeants nationaux et régionaux du HADEP.

Cette Cour de Sûreté de l'État qui avait, le 8 décembre dernier, condamné à de lourdes peines de prison 8 députés kurdes, poursuit désormais à huis clos le procès des quatre dirigeants du HADEP, dont ses deux vice-présidents Sahabettin Özaslaner et Hikmet Fidan.

Au cours des derniers mois 13 dirigeants de ce parti d'opposition légal ont été assassinés par des escadrons de la mort de la police turque.

Comité International pour la Libération des Députés Kurdes  
Emprisonnés en Turquie

Paris, le 6 juillet 1995



Libération- 10 juillet 1995

# La Turquie en panne démocratique

## Le rejet des réformes va retarder le rapprochement avec l'Europe.

Le processus de démocratisation des institutions turques exigé par les Européens pour donner l'ultime feu vert au traité d'union douanière associant la Turquie aux Quinze est bloqué. Le Premier ministre, Tansu Ciller, a dû finalement «geler», la semaine dernière, ses projets de réforme de la Constitution héritée du coup d'Etat militaire de septembre 1980 face à une massive opposition conservatrice renforcée par nombre de parlementaires de son propre parti, le DYP (Parti de la juste voie, droite).

Un échec cuisant même si la première femme Premier ministre de l'histoire turque rappelait vendredi dernier devant son groupe parlementaire sa volonté de continuer dans la voie de la démocratisation: «Ceux qui n'évoluent pas avec les développements historiques sont condamnés.» Tansu Ciller et Hikmet Cetin, vice-Premier ministre et leader du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate) – l'autre parti de la coalition gouvernementale – s'étaient mis d'accord sur le paquet des réformes indispensables à même de rassurer les gouvernements européens sur la bonne volonté démocratique des autorités d'Ankara.

Ces amendements prévoyaient l'abolition d'une vingtaine d'articles afin d'étendre les droits syndicaux et de permettre aux



Opération antikurde en mars. L'armée a beaucoup contribué au gel des réformes.

organisations syndicales comme aux associations de faire de la politique. Au cours de ces quinze jours de débats à l'Assemblée il n'a pas été possible d'obtenir la majorité requise des deux tiers.

L'Anap (le Parti de la mère patrie, droite libérale), la principale force de l'opposition, au début favorable au paquet de réformes, a rapidement changé son fusil d'épaule pour ne pas laisser au Premier ministre le bénéfice politique de l'opération. Les islamistes du Refah, quant à eux, n'acceptaient de soutenir le projet qu'en échange d'un amendement supprimant l'interdiction de créer des partis sur une base religieuse.

«Le Parlement et le gouvernement n'ont toujours

pas compris l'importance vitale du processus de démocratisation et de ses retombées sur les relations turco-européennes», estimait Mehmet Ali Birand, chroniqueur du quotidien populaire *Sabah* (populaire, 700.000 exemplaires). Un véritable compte à rebours est en effet engagé qui joue son destin ces prochains mois.

Le traité d'union douanière avec les Quinze signé le 6 mars dernier était un premier pas vers une pleine intégration européenne revendiquée au nom de l'histoire et d'institutions laïques et démocratiques quoiqu'imparfaites.

A l'automne prochain les députés européens doivent impérativement donner leur accord pour la ratification du traité. Celui-ci

est loin d'être acquis. Les atteintes aux droits de l'homme et l'absence de solution politique à la question kurde (un cinquième de la population, disposant de tous les droits des autres citoyens turcs sauf celui de se revendiquer collectivement comme Kurdes) cristallisent une opposition croissante des députés de Strasbourg. C'est ce message que répètent les nombreuses délégations européennes de passage à Ankara face à des autorités turques qui font la sourde oreille et dissimulent de moins en moins leur irritation. L'armée n'a pas hésité à intervenir directement dans le débat avec une mise en garde, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, du chef d'état-major adjoint Ahmet Corekci, s'op-

posant à la levée de l'article 8 de la «loi antiterroriste» sanctionnant les délits d'opinion au nom de la lutte contre les rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène la guerre depuis dix ans contre Ankara). Quelque 39 écrivains et journalistes, accusés de «propagande séparatiste», sont actuellement jugés par la Cour de sûreté de l'Etat. Ahmet Altan, chroniqueur du quotidien *Yeni Yüzyil* (libéral, 50.000 exemplaires), pose ouvertement la question: «L'armée veut-elle vraiment de l'union douanière?»

Comme nombre d'intellectuels il souligne que le processus de démocratisation semble être bloqué non seulement par l'armée ou les députés conservateurs et islamistes, mais aussi «par une grande partie du corps de l'Etat craignant que la démocratisation n'aille à l'encontre de leurs propres intérêts».

Tansu Ciller tentera-t-elle de faire sauter ce verrou avec un appel direct aux électeurs? On évoque la possibilité d'un référendum sur la Constitution à la rentrée ou celle d'élections anticipées à l'automne. Dans un cas comme dans l'autre, le pari paraît très hasardeux pour un Premier ministre assez impopulaire et toujours plus contesté dans son propre parti ●

MARC SEMO  
et MUSA AKDEMIR à  
Istanbul

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

FRS0589 3 I 0608 CHY /AFP-LW62

Irak-politique prév

Les attaques se multiplient en Irak contre l'autorité de Saddam Hussein

NICOSIE, 10 juil (AFP) - L'assassinat lundi d'opposants iraniens à Bagdad vient s'ajouter à de nombreux actes de défi au président Saddam Hussein depuis mai, parmi lesquels une révolte tribale et une mutinerie réprimées dans le sang, ainsi que des incursions turques dans le nord de l'Irak.

L'assassinat en plein jour dans une rue de Bagdad de trois membres de l'organisation d'opposition iranienne des Moudjahidine du peuple est le deuxième attentat du genre depuis le 17 mai, lorsque deux dirigeantes de la branche armée de cette organisation avaient été tuées.

Ces attentats ont été exécutés dans une capitale de quelque 4 millions d'habitants quadrillée étroitement par la Garde républicaine spéciale dirigée par le fils cadet de Saddam Hussein, Qousay.

L'affaiblissement des Moudjahidine, basés depuis 1986 en Irak, ne manquerait pas d'entamer davantage le crédit de Bagdad, les opposants iraniens s'étant mobilisés derrière Saddam Hussein à chaque fois qu'il s'est trouvé confronté à des troubles internes, notamment lors des soulèvements chiite et kurde de 1991.

Des voyageurs venant d'Irak affirment que la dernière intervention des Moudjahidine au côté des forces irakiennes remonte à l'écrasement à la mi-mai d'une révolte tribale dans le gouvernorat d'Anbar, dans l'ouest de l'Irak, une région pourtant traditionnellement loyale au pouvoir en place.

Des diplomates à Amman n'ont pas écarté le fait qu'il y ait un lien entre les attentats contre les opposants iraniens et les tentatives visant à déstabiliser le régime irakien.

Les Moudjahidine ont affirmé que l'assassinat de leurs trois militants à Bagdad constituait la 34ème "opération terroriste" perpétrée contre eux depuis 1993 en Irak.

Dimanche, le camp des Moudjahidine à Achraf, à 50 kilomètres de la frontière iranienne et à une centaine de kilomètres au nord-est de Bagdad, a été attaqué à la roquette.

#### Opération militaire turque dans le nord

L'agence officielle iranienne IRNA a démenti les accusations des Moudjahidine impliquant des Gardiens de la révolution infiltrés en Irak dans ce bombardement et estime qu'il est le fait d'"opposants irakiens".

L'autorité de M. Saddam Hussein paraît de surcroît doublement bafouée dans le nord du pays puisque, d'une part, cette région est contrôlée depuis 1991 par les formations d'opposition kurdes irakiennes et, d'autre part, Ankara y intervient librement pour pourchasser la guérilla des Kurdes séparatistes de Turquie.

Faisant peu de cas des protestations véhémentes de Bagdad, la Turquie mène depuis mercredi dernier une incursion dans le nord de l'Irak contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), presque dans la foulée d'une importante opération militaire contre ce parti menée du 20 mars au 2 mai.

Face aux nombreux défis, le régime irakien, de l'avis d'un diplomate sur place, semble surtout se confiner dans un certain attentisme et nourrir l'espoir d'une levée des sanctions internationales qui lui sont imposées

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

depuis l'invasion du Koweït, en août 1990.

Selon ce diplomate, cette levée permettra au moins au pays "de ressouder une armée mal payée et sous-équipée, de soulager une population mal nourrie, et de refaire entendre sa voix dans le concert des nations".

Saddam Hussein devra cependant encore user de patience. Le Conseil de sécurité de l'ONU estime en effet que Bagdad ne s'est toujours pas conformé aux résolutions prévoyant l'élimination de son potentiel militaire non-conventionnel et s'apprête à reconduire mardi les sanctions.

mch/jeb/Kar/el  
AFP /JO0245/101730 JUL 95

FRS0470 4 I 0307 CHY /AFP-LB92

Turquie-Kurdes-Irak

Quatre civils kurdes irakiens tués, sept blessés par l'armée turque

NICOSIE, 10 juil (AFP) - Les troupes turques ont tué quatre civils kurdes irakiens et blessé sept autres depuis le début de leur incursion mercredi dans le nord de l'Irak, ont affirmé lundi des responsables kurdes contactés par téléphone depuis Nicosie.

Les soldats turcs ont "lancé des raids aériens sur sept villages, tuant quatre civils, en blessant sept et détruisant un grand nombre d'habitations", a affirmé à l'AFP M. Bruska Shaways, membre dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PKK de Massoud Barzani).

Selon lui, l'incursion turque a été menée sans que les Kurdes irakiens, qui contrôlent le nord de l'Irak, en soient informés au préalable.

"Six mille soldats turcs ont franchi la frontière à pied, dans un secteur éloigné, à l'est de Zakho, auquel il est impossible d'arriver en voiture, et n'ont pas utilisé le poste-frontière d'Ibrahim Khalil près de Zakho", a-t-il précisé. Selon Ankara, 3.000 soldats sont impliqués dans l'opération.

La Turquie a démenti que son opération, qui vise à pourchasser les séparatistes kurdes turcs, ait fait des victimes dans les rangs de la population kurde irakienne ou poussé à l'exode des centaines de civils, comme l'a affirmé le PKK.

A Ankara, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a annoncé lundi que les troupes turques étaient "sur la route du retour".

Selon les chiffres donnés par Ankara, le bilan de l'opération s'élève depuis mercredi à 136 tués dans les rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes turcs) et une vingtaine de morts dans les rangs de l'armée turque.

L'incursion turque est la deuxième depuis la vaste opération lancée de mars à mai contre le PKK par les troupes d'Ankara dans le nord de l'Irak.

ta-jkb/at/bm  
AFP /JO0245/101548 JUL 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

# 60 percent of Germans said to want Kurdish state in Turkey

**Opinion poll: 80 percent thinks Kurds in Turkey are oppressed**

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Recent public opinion polls conducted in Germany show that 60 percent of Germans believe that there should be an independent Kurdish state in Turkey, according to Dr. Heinz Kramer of the German think-tank Stiftung für Wissenschaft und Politik (SWP).

In a presentation on Turkish-German relations at the American Institute for Contemporary German Studies, Dr. Kramer said that the same surveys also showed that 60 percent of the Germans consider Kurds in Turkey an oppressed minority.

During the lively debate on Turkish-U.S.-German relations between panelists and guests including Prof. Sabri Sayari of the Institute of Turkish Studies at Georgetown University,

Prof. Soli Ozel of John Hopkins University, former U.S. Amb. to Turkey Richard Barkley and former Amb. Nelson Ledsky of the National Democratic Institute, the speakers emphasized the lack of a clear U.S. and German foreign policy toward Turkey. Amb. Barkley, who served three years as the U.S. envoy to Ankara, said, "the U.S. looks at Turkey as an instrument in policies in other parts of the world but not as a power in her own sphere."

Dr. Kramer explained that, although Kurds in Germany were far fewer in number than Turks, because of the pressure placed on German legislators by trade unions, church groups and human rights organizations, Kurdish grievances received more exposure than Turkish complaints. Kramer said Germans saw Turks living in Germany as "Muslims" and that the two communities lived lives quite separate from each other.

He said the Turks in Germany would not be given any right to vote in the foreseeable future unless they agreed to drop their Turkish citizenship completely. Another participant put the total number of Turks who can vote in German elections around 10,000, despite the fact that there are 2 million Turks in Germany.

Amb. Ledsky sounded more optimistic on the future of Turks in Germany and said Turkish-Germany relations soured long before the Turkish-PKK fight in Turkey spilled over into Germany. Relations had also suffered when Hans-Dietrich Genscher was German foreign minister and Turgut Özal was president, Ledsky said.

But Turks are becoming Germans rapidly through such things as intermarriage and Turks will be assimilated in the long run, Ledsky said.

*Turkish Daily News*

MONDAY, JULY 10, 1995

## Human Rights Association blasts security forces over detentions and missing persons

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Ankara-based Human Rights Association said that a march by the families of people who went missing after being detained by the police was stopped on Sunday by police barricades set up in Polath near Ankara.

The group had set out from Izmir to travel to Ankara and demonstrate for members of their families who are missing.

Another group which set out from Istanbul on Saturday was also

stopped, this time outside Izmit, with certain of its members being detained, the Human Rights Association said.

Those detained were released later after being held for nearly four hours, it added.

In a separate statement on Saturday, the Human Rights Association said that 250 people placed under detention earlier in the week during a State Security Court trial of administrators of the pro-Kurdish People's Democracy Party

(HADEP) had still not been released.

It said the detention period for these people, who include older individuals and children, had been extended until July 20 and that one of the executives of the Human Rights Association, Osman Arkan, was among those being held.

The Human Rights Association called for the immediate release of Osman Arkan and the other people, who, it argued, had been detained arbitrarily.

# Arab League condemns Turkey over north Iraq

**Pointing fingers: KDP accuses rival PUK of violating cease-fire in northern Iraq**

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Arab League condemned the latest Turkish operation against Kurdish separatists in northern Iraq as a "clear violation of Arab national sovereignty," Agence France Presse reported on Sunday.

A League communique said the Turkish army offensive, launched on Wednesday, "defied the letter and principle of international law" and called on Turkey to immediately withdraw its troops. The League urged Turkey to "deal with the tension on the borders through cooperation and dialogue and with a good-neighbor policy."

An Iraqi Shiite Muslim opposition group has also condemned Turkey's latest military drive against Kurdish rebels in northern Iraq, the Reuters news agency said on Sunday. The Islamic Action Organization (IAO), led by Ayatullah Taqi Mudarresi, urged Turkey to withdraw completely from Iraqi territory.

"While condemning this flagrant interference, we demand Turkey to withdraw immediately and stop practicing this game... aimed at shaking the security and stability and tightening the grip on our Kurdish people," Ja'far Mohammed representative of IAO in Damascus said in a statement.

He said Turkish planes attacked "civilian areas causing big damage...and forcing farmers to flee their homes."

Mohammed urged the international community to "pressure Turkey to adhere to international conventions and respect the Iraqi sovereignty over land and people."

In a related development, the Anatolia news agency said on Sunday that the Office of the Chief of the General Staff had organized trip to the region for foreign journalists in connection with its latest operation into northern Iraq. The journalists were taken by plane from Ankara to Van and shuttled from there by Sikorsky helicopters to Cukurca where they were given a briefing on how the PKK regrouped along the border in northern Iraq after Turkey's six-week incursion into the area in March.

In the briefing Brigadier General Osman Pamukoğlu explained that clashes had taken place with the PKK in 25 places over the past four days.

He said that the current operation covered an area 70 kilometers wide and 40 kilometers deep, and that 15 Turkish soldiers had died and at least 110 PKK militants had been killed.

General Pamukoğlu said that operations were still going on in the Basyan, Sivi, Bercala and Mezicayir regions despite the difficult terrain and heat of 37-40 degrees centigrade.

## KDP accuses PUK of cease-fire violation

Meanwhile the Kurdistan Democratic Party (KDP) accused its main rival in northern Iraq, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), of violating an agreed cease-fire on Sunday and embarking "on a three-pronged offensive" east of Shaglaw town. "The attacking force deployed over 200 men and heavy weapons and was commanded by senior PUK leaders. The attack aimed at gaining more ground to strengthen their negotiating position," said a written statement from the KDP, faxed from London to the Turkish Daily News.

"The PUK has unfortunately shown once again their unreliability in honoring their pledges and commitments to local, regional and international mediators to observe the cease-fire work for peace by deeds and not words."

One of Turkey's greatest complaints as far as northern Iraq is concerned is what officials in Ankara call the "authority vacuum" in the region.

These officials indicate that the bitter rivalries and infighting between the Kurds of northern Iraq is one of the biggest reasons for this authority vacuum, which the PKK is using to great advantage in order to settle in the region and strike at Turkey.

*Turkish Daily News*

MONDAY, JULY 10, 1995

## Ankara urges Helsinki Commission to behave objectively & responsibly

**Repudiation: Ankara's tongue-lashing of commission comes after member asks Turkey to free activists detained at HADEP trial**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey, angered by the urging of the U.S. Congress' Helsinki Commission to free 242 people detained for protesting during a trial, urged the commission to be "objective and responsible" in the claims it makes about Turkey.

"The Helsinki commission would rather judge before learning of the facts of the case," a statement from the Turkish Embassy in Washington said. "The people who had been detained were obstructing the legal process."

The Turkish statement came after Christopher Smith, the co-chairman of the commission, accused the Turkish leaders of "using repression" during the trial of People's Democracy Party (HADEP) last week.

Two hundred forty-two people were detained for protesting after they were refused entrance to a State Security Court (DGM) courtroom where executives of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) were on trial facing charges of separatism.

"The arrests and detention of the activists clearly demonstrates that Turkey's leaders continue to prefer repression as the primary means for dealing with dissent.

It is incomprehensible how such leaders can insist that theirs is a democratic country when people who protest government actions are simply hauled off to prison.

As long as Turkish officials pursue such repressive policies, Turkey is more likely to take a place alongside Burma, North Korea, China and Nigeria, than among countries of the European Union," Smith said. "The comparison of Turkey with undemocratic states is not acceptable. The commission should adopt an objective and responsible stance," the Turkish embassy statement responded.

Le Figaro - 11 juillet 1995

## Rapport sur les droits de l'homme

# Turquie : les reproches de Bruxelles

*La conclusion de la Commission pèsera lourd sur la décision du Parlement de Strasbourg concernant l'union douanière avec Ankara.*

Les troupes turques en opération contre les rebelles kurdes du PKK depuis mercredi dans le nord de l'Irak sont « sur la route du retour », a affirmé hier le ministre turc des Affaires étrangères. « L'essentiel de l'opération a été mené à bien », a déclaré le porte-parole du ministère, Omer Akbel. L'opération a été menée « pour l'autodéfense de la Turquie contre des terroristes », a ajouté le porte-parole. Selon l'agence Anadolu, 26 rebelles kurdes et quatre soldats turcs ont été tués lors de combats dans le nord de l'Irak. Le bilan de l'opération s'élève à 136 tués dans les rangs du PKK et d'une vingtaine dans les rangs de l'armée. (AFP.)

BRUXELLES :  
Pierre BOCEV

La Commission européenne est arrivée à une conclusion claire : « La situation actuelle en Turquie en ce qui concerne l'État de droit et le respect des droits de l'homme n'est pas satisfaisante. »

Dans un rapport demandé par le Parlement européen, l'exécutif bruxellois souhaite néanmoins faire preuve de modération et estime que, « malgré les imperfections (...), les institutions sont essentiellement démocratiques, laïques et pluralistes ».

L'enjeu est de taille : l'Assemblée strasbourgeoise doit se prononcer en automne sur la ratification d'une union douanière entre l'Europe des Quinze et la Turquie, un texte qui a été conclu en mars après trois décennies d'hésitations et de blocages de la part de la Grèce.

Les députés du Parlement européen ont fait dépendre leur approbation d'une amélioration de la situation en matière de droits de l'homme, et le texte de la Commission n'est guère de nature à dissiper leurs réticences.

L'accord douanier, estiment la plupart des Quinze, aurait pour effet d'ancrer davantage la Turquie dans la famille des démocraties occidentales, alors qu'en cas d'isolement durable elle court le risque de succom-

ber au fondamentalisme islamique.

Le gouvernement de Tansu Ciller s'est bien engagé dans un processus de démocratisation de la Constitution héritée du régime militaire, mais il vient d'essuyer un fâcheux revers : la semaine dernière, le Parlement d'Ankara a repoussé un amendement clef qui aurait autorisé

les fonctionnaires à se syndiquer et leur aurait donné le droit de grève.

Devant cette offensive des forces conservatrices, le gouvernement a battu en retraite et suspendu *sine die* ses projets de révision de la Loi fondamentale. Une reprise de ce programme est au mieux prévue en septembre, de quoi rendre caduc tout espoir de peser sur les débats au Parlement européen.

Les droits de l'homme, estime la Commission, sont violés en Turquie par « le manque de respect de l'individu (allégations de mauvais traitements, cas non résolus de disparition, exécutions illégales et expulsions de villageois dans le sud-est anatolien) et par des déficiences graves des libertés civiles (restriction du droit d'expression, limite du droit d'association et de participation à la vie politique) ».

P. B.

## Turkish Daily News

MONDAY, JULY 10, 1995

# Report: Iran enters Iraq and hits rebel camp with rockets

Agence France Presse

BAGHDAD- Iranian troops rocketed Sunday the country's main armed opposition group at a base inside Iraq after slipping across the border, but caused no casualties, the People's Mujahedeen group said.

Revolutionary Guards hit Ashraf Camp with five 107 mm Katyusha rockets after staging the pre-dawn attack seven kilometers (four miles) from the camp, the Mujahedeen said in a statement.

Other rockets landed outside the camp, which is east of Baghdad and about 50 kilometers (30 miles) west of the border. The People's Mujahedeen National Liberation Army took control of the site where the attack was staged about 45 minutes later and seized rocket launchers, the group said in a statement. Access to the area had been mined.

Mujahedeen leader Massoud Rajavi told UN Secretary General Boutros-Boutros Ghali in a letter that the attack "was the 34th military or terrorist attack staged by the Iranian regime against the Mujahedeen in Iraq since the start of 1993." The last Iranian attack against Ashraf camp was staged on Oct. 19, 1994.

On May 17 the Mujahedeen accused Iran of ordering a machine-gun attack that killed two of its women leaders. The group, based in Iraq since 1986, created the National Liberation Army in January 1987, which has between 10,000 to 15,000 fighters. They mounted large-scale operations in Iran in 1988.

## Ciller über längere türkische Präsenz im Irak

### Gemischte Bilanz der neuen Intervention gegen die PKK

Die türkische Ministerpräsidentin Ciller hat erklärt, die türkischen Truppen würden so lange im Nordirak bleiben, bis dies eine ruhige und sichere Gegend geworden sei. Die USA haben diese Haltung Ankaras bisher nicht akzeptiert. Die Wiederholung der türkischen Interventionen beweist aber, dass sich mit einzelnen Durchkämpfungsoperationen gegen eine Guerillaorganisation wie die PKK keine bleibende Wirkung erzielen lässt.

vk. Limassol, 10. Juli

Die türkische Ministerpräsidentin Ciller hat am Sonntag anlässlich eines Besuchs in Taschkent erklärt, die türkischen Truppen würden so lange im Nordirak bleiben, bis dies eine ruhige und sichere Gegend geworden sei. Am letzten Mittwoch waren nach Darstellung irakischer Kurden rund 3000 Mann türkischer Bodentruppen auf zwei Achsen von den Grenzbasen Uludere und Cukurca auf nordirakisches Territorium vorgestossen. Ihre Aktion gegen türkische PKK-Kämpfer in der Gegend von Kani Masi, nördlich von Amadia, und Mirga Sur, nordwestlich von Rawanduz, wurde am Freitag unter anderem von Fliegerangriffen auf einen Stützpunkt in der Nähe der iranischen Grenze unterstützt. Am Samstag erklärte ein Militärsprecher in Ankara, bisher seien neunzig PKK-Leute getötet worden, fünf türkische Soldaten seien ums Leben gekommen. Einzelne Einheiten hätten bereits den Rückzug aus dem Nachbarland angetreten.

#### Neue Fluchtbewegung

Die letzte türkische Invasion mit 35 000 Mann geht auf Mitte März zurück, wobei nach damaligen Angaben Ankaras das Problem gelöst wurde. Frau Ciller rechtfertigte nun die neue Invasion mit «zahlreichen terroristischen Aktivitäten» in der Gegend, welche die Regierung in Bagdad nicht unter Kontrolle bringen könne. Der irakische Aussenminister nannte den Einmarsch eine klare Verletzung der Souveränität und forderte den sofortigen Abzug der Türken. Er sagte, die Türken wollten auf diese Art am Boden den Druck durch den alliierten Luftschirm über dem Nordirak erhöhen.

Ein Sprecher der Barzani-Faktion der irakischen Kurden sagte, die türkische Operation habe eine Fluchtbewegung von rund 2500 irakischen Zivilpersonen aus 18 Dörfern ausgelöst; er verlangte Hilfe und Unterkunft für die Opfer in der Gegend von Diyana und Sardaweh. Er erklärte, die türkischen Soldaten gingen gegen eine Gegend vor, welche jüngst mit internationaler Hilfe wieder mit irakischen Kurden besiedelt worden sei. Er wies auch darauf hin, dass die türkischen Expeditionskorps durch das gebirgige und schwierige Terrain stark in ihrem Vorstoss behindert würden.

Die Wiederholung der türkischen Interventionen beweist, dass sich mit einzelnen Durchkämpfungsoperationen gegen eine Guerillaorganisation wie die PKK, welche sich nicht der Übermacht zum Kampf stellt, sondern ausweicht,

keine bleibende Wirkung erzielen lässt. Die letzten Andeutungen Frau Cillers suggerieren erneut den Plan einer dauernden türkischen Sicherheitszone mit festen Truppen- und Beobachtungsstützpunkten im Nordirak. Bisher hat Amerika das nicht akzeptiert. Auch im März erzwang Washington einen Abzug; diesmal wiederholte ein Pentagon-Sprecher die Erklärung, wenn die türkische Aktion auch legitimen Verteidigungsbedürfnissen gehorche, so müsse sie doch zeitlich und räumlich beschränkt bleiben. Die Zivilbevölkerung sei zu schonen.

#### Iranische Abrechnung in Bagdad

Am Montag morgen sind nach Darstellung der iranischen Exilgruppe Volksmujahedin drei ihrer Mitglieder in Bagdad erschossen worden. Von den vier Angreifern seien zwei verhaftet worden; einer sei Iraner und habe auf Anweisung aus Teheran gehandelt. Schon im Mai waren in Bagdad zwei Frauen aus der Führung der Volksmujahedin erschossen worden. Am Sonntag beschossen Unbekannte mit Raketenwerfern den Stützpunkt Ashraf der Volksmujahedin nordöstlich von Bagdad. Die Exilgruppe beschuldigte jedesmal Agenten des iranischen Regimes. Das Teheraner Aussenministerium hingegen schob die Verantwortung einer Splittergruppe namens Islamische Volksmujahedin im Irak unter der Führung des Schiiten Abdelaziz Hakim zu. Die irakische Regierung zitierte am Montag zum Protest gegen den Übergriff den iranischen Geschäftsträger ins Aussenministerium.

#### Kritik der EU

##### an der Menschenrechtslage in der Türkei

Brüssel, 10. Juli. (Reuter) Die Europäische Kommission hat die Menschenrechtslage in der Türkei kritisiert. In einem am Montag veröffentlichten Bericht für das Europäische Parlament wird vor allem auf aussergesetzliche Hinrichtungen, ungeklärte Entführungsfälle und Vertreibungen sowie «schwerwiegende Mängel bei den Bürgerrechten» hingewiesen. Das Europäische Parlament soll im Herbst die von der EU mit der Türkei vereinbarte Zollunion ratifizieren. Der Bericht hebt auch die eingeleitete und nun blockierte Verfassungsreform als besonders wichtig hervor. Die Führung der Türkei wisse, dass diese Reform als Test für ihre Bereitschaft gewertet werde, die Demokratie zu stärken. Bis zum Herbst werde der Bericht noch mindestens einmal aktualisiert werden.



**YASAR KEMAL.** Le grand romancier turc d'origine kurde est jugé demain par la Cour de sûreté de l'Etat pour avoir dénoncé la «sale guerre» menée par la Turquie contre ses citoyens kurdes.

# Le barde d'Anatolie face aux juges turcs



JACQUES SASSIER, NRE

## Yasar Kemal en 5 dates

**1<sup>er</sup> janvier 1926.** Selon les actes officiels, naissance à Hemite, en Cilicie. Mais Yasar Kemal estime être né en 1923.

**1943.** Arrêté et tabassé par la police pour «menées subversives».

**1950.** Début dans le journalisme.

**1955.** *Memed le mince* best-seller en Turquie, et en France (Gallimard).

**24 janvier 1995.** Première audience devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul.

par **MARC SÉMO**

**E**trangement, Notre-Dame de Paris a toujours fasciné ce descendant d'antiques seigneurs kurdes, de fameux bandits et de poètes errants. «*Comme le mont Ararat, elle est simplement là, comme éternelle dans sa puissance. C'est la plus belle statue qui soit.*» Mystique sans Dieu nourri du désespoir infini des peuples du plateau anatolien, le romancier turc ne manque jamais, lors de ses séjours parisiens, de venir

contempler la cathédrale. «*Si je n'avais pas honte, j'y brûlerais des cierges, non pas pour Jésus mais pour les prières.*» Les années ont alourdi son pas. Mais il se tient toujours droit, immense et chaleureux. Célébré comme le plus important auteur turc vivant avec 26 romans traduits en une trentaine de langues – français, anglais mais aussi chinois et macédonien –, Yasar Kemal aime la capitale française comme il aime Stendhal, qu'il lit et relit sans cesse. Il



se retrouve dans la révolte de Julien Sorel, comme dans la quête de Don Quichotte, depuis que, jeune campagne autodidacte, il découvrait la grande littérature européenne en même temps que l'engagement. A l'instar de son héros le plus connu *Memed le mince*, qui défie le pouvoir des *aga* (les seigneurs).

La tentation de vivre à Paris l'a parfois effleuré. «*Si j'étais raisonnable, c'est probablement ce que je ferais.*» Il n'en a pas moins décidé de rester à Istanbul et d'affronter les juges de la Cour de sûreté de l'Etat. Inculpé de «propagande séparatiste» au titre de l'article 8 de la loi antiterrorisme, il risque plusieurs années de prison pour un article publié en janvier dernier dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* et pour un livre signé collectivement avec une trentaine d'intellectuels. Il y dénonçait la «sale guerre» menée depuis dix ans dans le sud-est anatolien par les forces de l'ordre contre les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) pour exiger la reconnaissance culturelle et politique du fait kurde à l'intérieur de la Turquie.

Sa notoriété internationale protège Yasar Kemal en partie. Mais des centaines de militants de la cause kurde, de membres d'associations des droits de l'homme, de journalistes, ont déjà été assassinés, sans que jamais les auteurs de ces meurtres couverts par les autorités n'aient été identifiés. «*Je suis un trouillard et je déteste les héros, mais comme beaucoup d'hommes, je ne peux m'empêcher de courir au devant de ma peur.*», assure-t-il, avec un sourire las. Comme tous les intellectuels turcs engagés, Yasar Kemal a déjà eu souvent affaire à la justice. Une vingtaine de fois au moins. C'est devant un tribunal que, d'ailleurs, eut lieu la première lecture publique de la première de ses nou-

velles, *Bebek* (le nouveau-né). «*Le juge lisait très bien et me confia après l'audience qu'il avait beaucoup aimé l'histoire.*», raconte avec un sourire Yasar Kemal, arrêté pour la première fois à 17 ans, parce que suspect de sympathies communistes. «*Tous nos poèmes, toutes nos épopées et nos chansons témoignent d'une oppression séculaire.*», assure l'écrivain, qui, aujourd'hui comme alors, clame son amour de la liberté et de la mosaïque des cultures et des peuples du plateau anatolien. Turcs et Kurdes.

«*Enfant, je vivais avec une part de moi baignant dans le sang et l'autre dans l'envoûtement des rêves.*», racontait Yasar Kemal, dans un livre d'entretiens (1). Son père est assassiné quand il avait quatre ans par son frère adoptif. Il est né dans un petit village de Cilicie, au pied des monts du Taurus, peuplé de nomades turkmènes sédentarisés de force quelques années plus tôt par les autorités ottomanes, malgré une révolte désespérée. Sa famille, elle, était kurde et venait du lac de Van, à l'extrême est de l'Anatolie, fuyant, en 1915, l'avancée des troupes du tsar. «*Nous étions les seuls Kurdes du village. A la maison, nous parlions naturellement le kurde et, en dehors, tout aussi naturellement le turc. Je baignais dans les épopées kurdes que chantaient chez nous les bardes de passage et dans les épopées turques que j'écoutais avec les autres villageois.*» Nourri des deux cultures, il a toutefois écrit tout son œuvre en turc. «*Je ne pense pas en kurde; même si c'est ma langue maternelle j'y suis comme illettré. On ne peut pas écrire dans une langue dans laquelle on ne pense pas.*» Ce turc moderne, sans mémoire, purgé de ses nombreux mots persans ou arabes par la république de Mustafa Kemal, il a tenté de le réinventer, le fécondant avec le parler populaire. «*Mon turc,*

*tout le monde le comprend. Mais il ne s'agit pas d'une simple transposition de la langue orale. Ce serait impossible et illisible, car chez les conteurs la gestuelle compte autant que les mots.*»

Jeune journaliste pour le respectable quotidien de gauche *Cumhuriyet* (la République), il parcourt en tout sens, dans les années 50, une Turquie toujours agraire, aux montagnes encore peuplées d'aigles et de loups, mais basculant vers l'ère industrielle. «*J'étais le témoin d'une tragédie et notamment de la destruction des forêts par le feu.*», raconte le romancier, devenu dès lors écologiste forcené. Il habite face à la mer, cette mer qui est en train de mourir, étouffée par la mégalopole d'Istanbul et ses 12 millions d'habitants. Devant sa maison, en lointaine périphérie de la ville, les quelque trois cents arbres qu'il planta en arrivant, il y a trente ans, sont devenus une petite forêt. «*Je pense et j'écris en marchant. Je ne peux pas faire autrement, c'est une habitude que j'ai prise dans ma jeunesse, quand je gagnais ma vie en surveillant les canaux d'irrigation des rizières.*» Il y prépare une trilogie qui raconte une petite île peuplée tout à la fois de Turcs et de Grecs, dont l'histoire bascule, en 1923, avec le départ de tous les Grecs, dans le cadre des accords sur les échanges de populations entre Athènes et Ankara. D'autres habitants arrivent de toute la Turquie pour repeupler ce désert. «*Des gens rapaces, des seigneurs de la guerre, des êtres en ruine.*» Yasar Kemal veut faire «un roman total sur les Balkans et leurs tragédies: l'arrachement, les déplacements forcés de populations, la destruction de la nature.» Le premier tome est achevé. Avec un titre éloquent *Regarde donc l'Euphrate charrier le sang...* ●

(1) Entretiens avec Alain Bosquet, Gallimard.

TUESDAY, JULY 11, 1995

Turkish Daily News

## Hacaloğlu criticizes human rights in Turkey

**Hacaloğlu:** 'Our aim is to change the undemocratic parts of the Constitution and normalize the system, the laws, and the judiciary.'

Turkish Daily News

ANKARA- "Turkey's intolerant and tyrannical understanding of law must be changed," said Algan Hacaloğlu, state minister for human rights, adding that, "Our aim is to change the undemocratic parts of the Constitution and normalize the system, the laws, and the judiciary."

Hacaloğlu spoke while visiting the Union of the Chambers of Engineers and Architects on Monday (UCEA).

"Turkey must become a technology-producing society or it will never develop its democracy. Even today, human rights are not treated very sensitively at all. The right of access to science is blocked by the Higher Education Board, the right of information by the Anti-Terrorism Law and that of institutionalization by the 1982 Constitution.

But we must continue our struggle to change the Constitution," he said. If Turkey could make such changes, the people could easily carry it into the "information society", which is what the European Union is, Hacaloğlu continued.

UCEA Chairman Yavuz Önen agreed that the lack of democracy in Turkey would lead to grave problems in the international arena. "Nowadays countries are governed by civil social organizations. Turkey still has not been able to apply this. While civilian organizations and political parties lose their influence over the country's democratization process, the heads of an army of police numbering at least 170,000 have the power to come forward and express their opinions on Turkey's democratization. They threaten civil authorities. This is a grave danger. Of course, everyone, including the police and the military, has the right to express his opinions, but only if everyone really can. If the military oppresses the civil sector and implements Article 8 but only lets those with uniforms speak out, it forms the biggest threat for Turkey," Önen said.



## Two-year prison sentence for DDP Chairman Aksoy upheld

Aksoy will be detained when he re-enters the country

By Sinan Yılmaz

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Ankara State Security Court (DGM) decision to imprison İbrahim Aksoy, the Chairman of the Democracy and Change Party (DDP), was upheld by the Court of Appeal on Monday.

Aksoy was tried on charges of violating Article 8 of the Anti-Terrorism Law with a speech he made when he was the general secretary of the People's Labor Party (HEP).

A warrant to detain Aksoy, who is currently out of the country, was issued by the Court.

He made the speech in question during the HEP Konya organization's Congress. The decision to detain him was reportedly justified by arguing that Aksoy had threatened the indivisible unity of the country by his speech.

Aksoy's attorneys indicated that their demand to extend the time for defending the case was rejected by the Appeal Court.

Aksoy will be detained when he re-enters the country.

A former Social Democratic People's Party (SHP) deputy, Aksoy left the SHP along with the other Kurdish-origin deputies.

He later took part in founding the HEP and became the general secretary of the party. After that, Aksoy became one of the founding members of the DDP.

There are around 40 court cases pending against Aksoy, mostly stemming from his articles in the daily "Azadi," which is written in a mixture of Kurdish and Turkish.

The total prison sentence sought in connection with the cases ranges from 80 to 200 years.

## European Commission criticizes Turkey

*Agence France Presse*

BRUSSELS- Turkey has an unsatisfactory human rights record, but the country's institutions are essentially democratic, the European Commission said in a report released Monday.

In a report to the European Parliament dated July 5, the commission said the government of Prime Minister Tansu Çiller "has shown that it is determined to remedy the situation.

Reforms are being instituted and are destined to substantially improve the functioning of democracy."

A commission spokesman said the report does not take into account the latest developments in Turkey.

Last week, Çiller was forced to table her plan to lift the country's controversial anti-terrorist law which limits freedom of expression, due to opposition in parliament.

According to the just-released report, Turkey's human rights violations involve a lack of respect for the individual, including unresolved disappearances, illegal executions and expulsions of villagers.

Also mentioned were "serious" breaches of civil liberties, "concerning calls for separatism, limits on rights of association, and participation in political life."

The report said the government's main problems were the anti-democratic articles of the constitution inherited from the military regime; insufficient control over the actions of the armed forces, police and government officials; legal restrictions on union activities and non-governmental organizations; and the "terrorism" of the ruling party and "the reaction towards it."

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0556 4 I 0292 EXT /AFP-BA28

Europe-Turquie-droits

Mission d'enquête à Ankara de la Commission européenne des Droits de l'Homme

STRASBOURG, 12 juil (AFP) - Une délégation de trois juristes de la Commission européenne des Droits de l'Homme est actuellement à Ankara pour y recueillir des témoignages concernant deux requêtes pour violation de la Convention européenne des Droits de l'Homme, a-t-on appris mercredi auprès du Conseil de l'Europe.

Les trois juristes norvégien, irlandais et britannique de Strasbourg sont arrivés lundi à Ankara et vont enquêter jusqu'à vendredi sur des plaintes portant sur la destruction d'un village kurde et l'expulsion de sa population, ainsi que sur des accusations d'enlèvement et de mauvais traitements par les forces de sécurité.

Il s'agit de la troisième mission de la Commission européenne des Droits de l'Homme destinée à enquêter en Turquie sur des allégations de violations des Droits de l'Homme dans le cadre du conflit entre l'armée turque et les séparatistes kurdes.

Jusqu'ici l'envoi de délégations sur place était une procédure exceptionnelle mais cette pratique est appelée à se généraliser en raison de la multiplication de plaintes émanant de citoyens turcs dans le cadre du conflit kurde, estime-t-on à la Commission. En effet, les requêtes portent sur des faits farouchement niés par les autorités turques et nécessitent une "instruction".

Soixante-six requêtes, pour la plupart alléguant des violations des Droits de l'Homme dans le cadre du conflit kurde ont d'ores et déjà été déclarées "recevables" par la Commission, ouvrant la voie à leur prochain examen par la Cour européenne des Droits de l'Homme. Un millier d'autres requêtes sont en attente devant la Commission européenne des Droits de l'Homme.

dro/sh/mfo

AFP /J00245/121624

JUL 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

# Chirac Holds Out A Hand to Ankara

## He Pushes for Customs Union

Compiled by Our Staff From Dispatches

STRASBOURG — President Jacques Chirac of France appealed to the European Parliament on Tuesday to ratify a customs union between Turkey and the European Union, saying Ankara might otherwise turn its back on the West.

Reporting to the Strasbourg-based assembly on France's recently ended six-month EU presidency, Mr. Chirac said, "We must not discourage Turkey's aspiration to be associated with Europe."

Mr. Chirac said Ankara's European policy went hand-in-hand with efforts by Prime Minister Tansu Ciller to make her country more democratic and to improve the protection of human rights.

"If we reject this appeal," he said, "we run a double risk: reinforcing the supporters of fundamentalism in Turkey, and driving this big neighbor, if it is disappointed by Europe, toward other forms of cooperation which we may later regret."

Parliament is due to vote later this year on the customs pact, signed on March 6. But the Parliament's president, Klaus Haensch, said later that with things as they stood he did not see the assembly mustering the necessary majority to let the deal go ahead.

He added that once the assembly had received the necessary documentation it would take about four months to prepare for the vital vote on ratification.

"Then we ratify or we do not ratify," he said. "I do not see how we will arrive at a majority as things are at the moment but by then maybe things will be different."

Leftist groups have threatened to block ratification in protest against Ankara's human-rights record and recent incursions into Iraq to fight Kurdish separatist guerrillas.

The conservative French leader said it was in Europe's interest to give greater support and understanding to a Turkish government, which, he said, "wants to progress toward our values."

"Our message will be heard by 60 million Turks but also by 240 million Turkish-speakers who live in the region," Mr. Chirac said.

"Let's avoid playing into the hands of the fundamentalist movements, who are trying to persuade the Turkish people that Europe rejects them because of their Muslim religion."

His speech was heckled by anti-nuclear protesters but also apparently by Greek members of the Parliament when he raised the issue of Turkey.

Mr. Chirac also reaffirmed his commitment to European economic and monetary union.

On European union, Mr. Chirac said he believes "the process is irreversible."

"Considering the instability in the money markets, we need a common currency, whatever the constraints imposed upon us," he said.

Mr. Chirac said he opposed creating free trade areas between the European Union and other countries or regions, such as North America.

First, he said, one has to make sure the World Trade Organization, the new body that oversees international trade, works satisfactorily.

"It's absurd to launch new trade zones with the United States or others," Mr. Chirac said. "We must first see that the WTO works well."

He emphasized that France had worked to enlarge the union, recalling that 11 would-be members from East and Central Europe had joined the heads of states of the 15 member countries at the Cannes summit meeting.

In his speech to Parliament, Mr. Chirac said, "France favors a large Europe that brings together our continent at last, as wished by General de Gaulle."

He said he wanted to reinforce the power of the European Council as well as make Europe more democratic alongside the European Parliament by bolstering the roles of the national parliaments.

The European Commission is responsible for drafting legislation, which must be approved by the council of ministers of the 15 member states. The European Parliament acts as an advisory body with the power of veto on some matters.

Mr. Chirac also said France wanted the Schengen agreement abolishing some interior frontiers in the Union to be applied completely in a few months' time.

France has suspended its application of the agreement because of concern that lax controls at the EU's external frontiers were allowing illegal immigrants to enter.

At the end of June, France extended for six months its controls on people arriving from the other countries that have signed the agreement: Germany, Belgium, the Netherlands, Luxembourg, Spain and Portugal. (Reuters, Bloomberg, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

WEDNESDAY, JULY 12, 1995

## Turkey Pulls Out Of Iraq

The Associated Press

ANKARA — Turkey pulled its troops out of northern Iraq on Tuesday a week after sending 3,000 soldiers in a renewed attack against Kurdish rebels, the Foreign Ministry announced.

"The raid-type operation came to an end after achieving its goal," the statement said.

About 3,000 Turkish troops, backed by planes and helicopters, began on July 5 to strike at Kurdish rebel bases, suspected as launching points for attacks into Turkey. Some 650 rebels were believed to be based in the area.

But fresh battles were reported earlier Tuesday in which 21 guerrillas and seven soldiers were reported killed.

The government put the rebel death toll at 167 at the end of the operation; military losses were put at 26.

The operation was car-

ried out just south of the border from the Turkish town of Cukurca.

The reports indicated that the rebels challenged the Turkish Army rather than flee more deeply inside northern Iraq.

Earlier this spring, a similar, but longer Turkish incursion reportedly left 58 soldiers dead.

In the latest offensive, fighting went on as far as 40 kilometers (24 miles) inside northern Iraq in an area where the borders of Turkey, Iran and Iraq converge.

The operation, along a 70-kilometer-long area parallel to the border, involved the section of northern Iraq controlled by Iraqi Kurds, who want independence from Baghdad.

Turkey blamed the Iraqi Kurdish authorities for not maintaining border security against the infiltration of Turkish Kurdish rebels.

But the Kurdistan Democratic Party, or KDP, an Iraqi Kurdish opposition group, said in a statement on Tuesday that Iraqi Kurds took measures to prevent infiltration, but the border security could only be "fully maintained" with Turkey's support.

# Chirac appeals for ratification of customs union

**Doubts: Euro-Parliament President is not sure of majority**

*Compiled by the TDN Staff From Wire Dispatches*

ANKARA- Despite disappointment in Western circles regarding the halt in Turkish constitutional amendments, French President Jacques Chirac appealed to the European Parliament on Tuesday to ratify a customs union between Turkey and the European Union.

But parliament President Klaus Haensch later told reporters that with things as they stood he did not see the assembly mustering the necessary majority to let the deal go ahead.

Reporting to the Strasbourg-based assembly on France's recently ended six-month EU presidency, he said: "We must not discourage Turkey's aspirations to be associated with Europe." Chirac said Ankara's European policy went hand-in-hand with efforts by Prime Minister Tansu Çiller to make her country more democratic and improve the protection of human rights. "If we reject this appeal, we run a double risk: reinforcing the supporters of fundamentalism in Turkey, and driving this big neighbor, if it is disappointed by Europe, towards other forms of cooperation which we may later regret."

Chirac was quoted by wire services as expressing

concern that Ankara might otherwise turn away from the West.

The European Parliament is due to vote later this year on the customs pact, signed on March 6. However, the European commission is expected to go over a checklist of technical harmonization steps before this.

Left-wing groups have threatened to block its adoption in protest over Ankara's human rights record and recent incursions into Iraq to fight outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) bases there.

The conservative French leader said it was in

Europe's interest to give greater support and understanding to a Turkish government which he said "wants to progress towards our values". "Our message will be heard by 60 million Turks but also by 240 million Turkish-speakers who live in the region," Chirac said.

"Let's avoid playing into the hands of the fundamentalist movements, who are trying to persuade the Turkish people that Europe rejects them because of their Muslim religion." His speech was heckled by anti-nuclear protesters but also reportedly by Greek members of the European Parliament when he raised the issue of Turkey.

Turkish Daily News

WEDNESDAY, JULY 12, 1995

## Iraqi Kurds continue infighting as PUK sees Baghdad in trouble

*Turkish Daily News*

ANKARA/WASHINGTON- The two main Iraqi Kurdish parties have resumed a bloody power struggle in their western-protected enclave and at least five civilians have been killed and 15 injured over the past two days, Kurdish officials said Tuesday.

The warring rivals, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani, blame each other for the renewed fighting after a months-long lull during which the sides failed to reach a peaceful settlement. The fighting, which broke out last year, has reportedly cost several thousand lives.

In Washington, the PUK office accused the KDP of violating the truce and attacking PUK forces "along a wide front." A press statement said KDP forces, supported by heavily artillery "have been attacking PUK-held positions in the areas of Balisan, Zina-Tir over the past two days. KDP forces in the Halabja area also attacked PUK positions at Gamesh Tepe early Sunday morning. The fighting continues while much of the KDP offensive has been repulsed."

An informed Pentagon source told TDN that KDP forces comprised about 2,000 men and the fighting was continuing north of Erbil.

In Ankara, a KDP source said Barzani's peshmerga forces beat back a PUK drive to encircle Shaqlawa, a strategic town near Salahuddin, a chief KDP stronghold about 20 kilometers from the main

Kurdish city of Erbil.

Last December, the KDP forces captured Shaqlawa, the seat of Talabani's political headquarters.

The PUK responded by capturing Erbil.

Since then the mediation efforts launched individually or jointly by Iraqi opposition groups, Turkey, Iran and the United States have failed over KDP's insistence for the PUK's unconditional withdrawal from Erbil, which houses the now-dormant Kurdish parliament and the regional government. PUK, in return, wants the KDP to end its monopoly on the control of the tax revenues from the diesel traffic between Iraq and Turkey, which the West permits not to deprive the Iraqi Kurds of their chief source of livelihood.

Ankara has been trying unsuccessfully to mediate in the Kurdish conflict. It blames the civil war, adding to Baghdad's curtailed authority in the north, as a chief cause for the "authority vacuum" in northern Iraq allowing Turkey's separatist Kurdistan Workers Party (PKK) to get entrenched there.

Turkey, which is wrapping up a current incursion into northern Iraq against the PKK rebels after a far more massive earlier push in May, has been in contact with the Iraqi Kurdish groups for a security accord that would keep the PKK separatists away from the border. But the distrust of Talabani's PUK and the KDP's insistence on the resettlement of 350 Kurdish villages on the border destroyed earlier by Saddam Hussein's forces have caused the negotiations to drag out for months, bringing reminders from the KDP that any further delay would bury any chances of success.

PUK's Washington representative Barham Salah told TDN: "We are reaching an end-game in Iraq. The Saddam Hussein regime is in serious trouble." Salah also implied that unless the KDP had obtained Turkey's blessing they would not have initiated such an attack on the PUK.

Libération- 13 juillet 1995

## Le procès de l'écrivain Yasar Kemal s'est ouvert à Istanbul

Dans une salle d'audience bondée de journalistes turcs et de diplomates, le romancier Yasar Kemal a comparu hier devant les juges de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. «*Tôt ou tard je serai acquitté*», a déclaré le célèbre auteur de *Memed le mince*, accusé de «*propagande séparatiste*» au titre de l'article 8 de la loi antiterroriste.

Lui-même d'origine kurde, Yasar Kemal avait publié en janvier dernier dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* un article où il critiquait l'aveuglement des autorités dans le problème kurde et leur politique de répression systématique au nom de la lutte contre les rebelles turcs kurdes indépendantistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan qui mène depuis dix ans la guérilla).

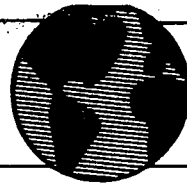
Le procureur a notamment reproché au romancier de parler dans ce texte de «*guérilleros du PKK*» et non pas de «*terroristes sépara-*

*tistes*» comme le veut la terminologie officielle. Les juges ont par ailleurs refusé la demande des avocats de saisir le Conseil constitutionnel sur la validité de cet article 8 contraire à la Convention européenne des droits de l'homme signée par Ankara. La prochaine audience a été fixée au 27 septembre.

Au même moment, une délégation de trois juristes de la Commission européenne des droits de l'homme arrivaient à Ankara pour enquêter sur des plaintes portant sur la destruction d'un village kurde et l'expulsion de sa population, ainsi que sur des accusations d'enlèvement et de mauvais traitements par les forces de sécurité. Quelque 66 requêtes, pour la plupart alléguant des violations des droits de l'homme dans le cadre du conflit kurde ont d'ores et déjà été déclarées «*recevables*» par la Commission.

MUSA AKDEMIR  
(Istanbul)

Le Figaro - 13 juillet 1995

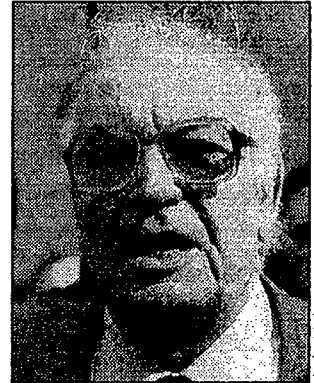


Le monde  
en bref

TURQUIE

## Procès de l'écrivain Yachar Kemal (suite)

□ Yachar Kemal (photo AP), 72 ans, le plus célèbre romancier de Turquie, a comparu à nouveau hier devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul à la suite d'un article publié par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Kemal, qui y accusait Ankara «*d'opprimer les Kurdes de Turquie*», a été inculpé le 24 janvier de «*propagande séparatiste*» en application de l'article 8 de la «*loi antiterroriste*». En raison des objections de l'armée et de l'opposition de députés conservateurs, au sein même de son propre parti, le premier ministre Tansu Ciller n'a pu amender l'article 8. Le Parlement européen réclame cette réforme. Le procès de Yachar Kemal a été reporté au 27 septembre.



TURQUIE

## Ex-député kurde à nouveau écroué

Un ancien député d'origine kurde, Sirri Sakik, a été écroué mercredi par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara après une semaine de détention pour avoir troublé l'ordre public. M. Sakik avait été arrêté la semaine dernière avec 241 autres personnes lors d'une manifestation à la sortie du procès de quatre dirigeants du Parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (Hadep). M. Sakik était en liberté provisoire depuis le 8 décembre, où il avait été condamné à trois ans et demi de prison pour «*avoir prêté assistance à une bande armée*» (le PKK) en compagnie de sept autres députés kurdes qui attendent en prison une décision en appel sur leurs condamnations variant de sept ans et demi à 15 ans de prison. (AFP.)

Courrier International 13 juillet 1995

LIVRE

## Le "génocide" kurde

L'offensive militaire menée par Saddam Hussein contre les Kurdes d'Irak à l'issue de la guerre du Golfe aurait fait de 50 000 à 100 000 morts parmi les civils, pour la plupart des femmes et des enfants. Deux mille bourgades et villages ont été rasés. Un groupe d'enquêteurs de Human Rights Watch, après avoir consulté 18 tonnes d'archives irakiennes officielles récupérées par les Occidentaux et interrogé 350 survivants, conclut que le terme de «*génocide*» est utilisable dans ce cas.

*Iraq's Crime of Genocide: The Anfal Campaign Against the Kurds* (Le crime irakien de génocide : la campagne "Anfal" contre les Kurdes), Yale University Press, 1995.

# US focuses on Turkish environmental market

**Contractor:** Turkish-American Artemel International will develop projects to submit to the EPA for funding approval

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The United States Trade and Development Agency (TDA) has decided to focus on the emerging environmental market in Turkey.

The TDA, in cooperation with the World Bank, U.S. Commerce Department and the U.S. Environmental Protection Agency (EPA), is sponsoring a "Definitional Mission" to identify opportunities for U.S. exports of environmental technology, equipment and services to Turkey. Artemel International, a Turkish-American consulting firm and a member of the American-Turkish Council (ATC), has been chosen as a contractor for the project.

Artemel International, which in the past worked on the World Bank's Mass Housing Fund project for Turkey, will try to come up with a set of projects that should be given priority, that are technically and financially feasible. The market study will look at opportunities in Turkey in air pollution equipment, water and waste-water systems, resource recovery, hazardous and solid-waste management, analytical and consulting services, instrumentation for monitoring and pollution avoidance technologies.

Turkish Environment Minister Rıza Akçalı and his undersecretary, Murat Bursa, will visit Washington soon for this

project. They will attend an ATC luncheon on July 19 at the American-Turkish Center.

Engin Artemel, president of Artemel International as well as the chairman of the board of advisors of Virginia Commerce Bank, told the TDN that he will be visiting Turkey next week to discuss what environmental technologies and services the U.S. can provide to Turkish municipalities.

"We will travel to Ankara, Antalya, Istanbul, Izmir, Bursa, Izmit, Adana and have meetings — especially with the water and sewage system agency officials," he said. "We will prepare a market report to be submitted to EPA."

Treasury Undersecretary Ayfer Yılmaz, Cüneyt Ser, Necati Özfırat and Bahattin Gülgör of the State Planning Organization, Jim Wilson from the U.S. Embassy's commercial consulate and Ibrahim Surer of the State Waterworks Agency (DSI) are some of the officials Artemel said he will be contacting in Ankara.

The TDN learned that the EPA will evaluate the report within the context of its TIES (Technologies for International Environmental Solutions) program. Its only when the projects are approved by TIES that Turkey will become eligible for project grants and loans through the Export-Import Bank and the World Bank.

THURSDAY, JULY 13, 1995

## 2,472 PKK militants 'rendered ineffective' in 1995, says emergency rule governor

*Turkish Daily News*

ANKARA- Ünal Erkan, governor of the emergency rule region, said on Tuesday that 2,472 Kurdish separatists had been "rendered ineffective" (killed, captured or surrendered) in the first six months of 1995, the Anatolia news agency reported.

Erkan said during a press conference in Diyarbakır that military operations are continuing against militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), but that terrorist attacks in the region had decreased from a year ago.

He said that in the first six months of 1994, there had been 1,553 terrorist

attacks in the region, but in the first six months of 1995, there were 824 terrorist attacks.

Erkan said a total of 129 people had been killed by PKK militants in the first six months of 1995, and 321 soldiers had died in action.

The governor also reported that 2,130 PKK militants of the 2,472 were killed within the emergency rule region. Erkan continued that since 1984, 311,229 people had migrated away from the emergency rule region.

Erkan added that the PKK was being weakened by factionalism and that it would soon be defeated.

Turkish Daily News

## Human Rights Diary

**Turkey to extend amnesty for Kurd rebels:** Turkey is expected to extend for two months an amnesty law for repentant Kurdish rebels fighting a separatist insurgency in the southeast of the country, security officials said on Saturday. The law, which expired on Friday, July 7, allows Kurdistan Workers' Party (PKK) members who have not taken part in acts of violence to avoid prosecution if they surrender. Guerrillas who have carried out attacks get a lighter sentence if they give themselves up. The Anatolia news agency quoted Prime Minister Tansu Çiller's office on Friday as saying a bill outlining an extension of the amnesty had been sent to the cabinet. (*Reuters, July, 8*)

**US Helsinki Commission asks Turkey to free activists detained at HADEP trial :** The United States Helsinki Commission Thursday released a press statement protesting the arrest of about 240 activists during the trial of People's Democracy Party (HADEP) leaders. Former member of the Turkish Parliament Sirri Sakik and Human Rights Foundation President Yavuz Önen were among those arrested by the State Security Court on orders of the Chief Prosecutor Nusret Demiral, reportedly for disorderly conduct in the courtroom. The HADEP leaders are facing charges of separatism. (*Turkish Daily News, July, 8*)

**HADEP protestors to remain in custody:** The 242 people who were taken into custody on July 6, during the trial of the officials of the People's Democratic Party (HADEP), are still being detained in the Ankara Police General Directorate. They include Yavuz Önen, the chairman of the Turkish Human Rights Association and ex-deputy Sirri Sakik. Statements were taken from 50 of the detainees but they were later returned to police headquarters. It has been reported that the 242 spectators will remain in custody, under the orders of DGM Chief Prosecutor Nusret Demiral, until statements have been taken from all of them. This process is expected to be completed by Monday. (*Turkish Daily News, July, 10*)

**Human Rights Association blasts security forces over detentions:** The Ankara-based Human Rights Association said that a march by the families of people who went missing after being detained by the police was stopped on Sunday by police barricades set up in Polatlı near Ankara. The group had set out from Izmir to travel to Ankara and demonstrate for members of their families who are missing. Another group which set out from Istanbul on Saturday was also stopped, this time outside Izmit, with certain of its members being detained, the Human Rights Association said. Those detained were released later after being held for nearly four hours, it added. In a separate statement on Saturday, the Human Rights Association said that about 250 people placed under detention earlier in the week during a State Security Court trial of administrators of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) had still not been released. It said the detention period for these people, who include older individuals and children, had been extended until July 20 and that one of the executives of the Human Rights Association, Osman Arıkan, was among those being held. The Association called for the immediate release of the people, who, it argued, had been detained arbitrarily. (*Turkish Daily News, July, 10*)

**EU report decries human rights in Turkey:** The European Commission has criticised the human rights situation in Turkey as unsatisfactory in a report to parliamentarians made public on Monday. The report detailed two main areas of infringements of human rights by Ankara which would stand as an obstacle to closer relations between Turkey and the European Union. One, it said, was a general "lack of respect for the individual, such as illegal executions, unsolved cases of disappearance, and the expulsion of villagers in the southeast." The second area of concern was what the report called "serious shortcomings in civil liberties" such as a restriction on the rights of expression, particularly in connection with calls for separatism and participation in political life. The report was prepared for members of the European Parliament, which must endorse a landmark customs deal with Turkey later this year, before Turkish Prime Minister Tansu Çiller froze debate on a series of constitutional changes. (*Reuters, Turkish Daily News, July, 11*)

**Two-year prison sentence for DDP Chairman Aksoy upheld:** The Ankara State Security Court (DGM) decision to imprison Ibrahim Aksoy, the Chairman of the Democracy and Change Party (DDP), was upheld by the Court of Appeal on Monday. Aksoy was tried on charges of violating Article 8 of the Anti-Terrorism Law with a speech he made when he was the general secretary of the People's Labor Party (HEP). A warrant to detain Aksoy, who is currently out of the country, was issued by the court. He made the speech in question during the HEP Konya organization's congress. The decision to detain him was reportedly justified by arguing that Aksoy had threatened the indivisible unity of the country by his speech. (*Turkish Daily News, July, 11*)



Turkish Probe July 14, 1995

5

## Thank You, President Chirac!

**T**urkey, worried that Prime Minister Tansu Çiller's suspension of the constitutional amendment package will cast a shadow over ties with Europe, reacted gratefully to French President Jacques Chirac's appeal to the European Parliament to ratify the customs union. "We are happy with the statements of President Chirac," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan said at a press conference a day after the French president's remarks. Papers on Tuesday morning oozed with praise of Chirac. "Merci, Monsieur!" daily *Hürriyet* said in a banner headline, while *Milliyet* lauded the French president with a "Bravo!" Chirac, reporting to the Strasbourg-based European Parliament on France's recently ended European Union presidency, said Turkey's aspirations to be associated with Europe should not be disappointed.

"If we reject this appeal, we run a double risk: reinforcing the supporters of fundamentalism in Turkey, and driving this big neighbor, if it is disappointed by Europe, towards other forms of cooperation which we may later regret."

"Our message will be heard by 60 million Turks but also by 240 million Turkish-speakers who live in the region," Chirac said.

"Let's avoid playing into the hands of the fundamentalist movements, who are trying to persuade the Turkish people that Europe rejects them because of their Moslem religion." A word of support also came from Spanish Foreign Minister Javier Solana, whose country has taken over the presidency. "Turkey is an irreplaceable Mediterranean partner of the European Union," Solana said.

But Parliament President Klaus Haensch later told reporters that with things as they stood he did not see the assembly mustering the necessary majority to let the customs union deal go ahead.

"I do not see how we will arrive at a majority as things are at the moment, but, by then, [European Parliament's ratification vote, expected in December] maybe things will be different," he said.

Ankara's pure delight over the old and the new

presidency remarks, however, did not extend to an interim report prepared by the Commission, the European Union's executive body. "The report appears evenhanded, and gives the impression of refraining from criticizing Turkey overtly and exaggeratedly," Nurkan said in the press conference.

However, he compared the report unfavorably to one that was recently prepared by the U.S. State Department.

"The Commission report does not fully show that the human rights abuses in Turkey are caused by the terrorism of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK)," Nurkan said. "In this regard, the U.S. administration's report dated June 1, 1995, reflects the facts more accurately."

He said that the report neglected the existence of an emergency rule region in Turkey and that under "state of emergency" rules, a country is entitled to deviate from some human rights standards. "It should be remembered that none of the European Union countries are confronted with terrorism comparable to PKK terrorism," he added.

Nurkan said that the main misconception in the report was the underlined belief that a political solution could



President Chirac, who recently met PM Tansu Çiller, pleased Turks by appealing to the European Parliament for ratification of a Turco-EU customs deal.

be found to terrorism.

"The authors of the report seem to think that a terrorist group which has killed ... innocent civilians ... would give up terrorism if some rights were given to them," Nurkan said. "This is accepting that rational reasons could be found in killing innocent civilians and that human rights could be improved through terrorism."

Ankara's views were conveyed to Serge Abou, head of the European Commission's unit responsible for Turkey, Cyprus and Malta, who was visiting Ankara. Abou, however, eased Ankara's resentment by publicly declaring that he was now seeing progress by Turkey in terms of technical harmonization, and that he has become convinced that, from a technical point of view, the customs union would work. "I am happy that Turkey showed the sceptics that it would accept and carry out what was expected," Abou said in a press conference. ■

## Turkey Wraps Up North Iraq Incursion Without Major Diplomatic Damage

Raşit Gürdilek

**A**ngered by renewed assaults on border posts by its Kurdish rebels, Turkey delivered another swift and strong blow to the Kurdistan Workers' Party (PKK) separatists entrenched in northern Iraq with a week-long cross-border operation officially declared ended on Tuesday July 11.

Backed by F-16 jets and Cobra helicopters, about 3,000 troops taking part in "Operation Dragon" lunged across the border on July 5 at rebel hideouts in a 70-kilometer-wide and 40-kilometer-deep area south of Cukurca, a Turkish border town close to the point where the borders of Turkey, Iraq and Iran meet.

Turkish officials said the main targets were separatist concentrations at Merga Sur and Kariyaderi near Barzan, the home village of Massoud Barzani, a top Iraqi Kurdish leader. In operations conducted inside Iraq and just north of the border around Çukurca, the troops killed a total of 167 separatists, suffering 21 dead themselves, the officials said. But a more important result appeared to be Ankara's displayed resolve to pursue the rebels outside its soil whenever necessary no matter how strong the repercussions may be.

The reaction was unprecedentedly strong last time when on March 20 Turkey sent 35,000 troops into Iraq to hunt for the PKK separatists for six weeks, killing 555 of them.

Refusing to be calmed by the United States, the European Union countries, headed by Germany, condemned the incursion, threatening to exclude Turkey from the European customs union and imposing arms embargoes. This earned a retort from Prime Minister

Tansu Çiller to Germany, the most vocal of the critics of the March 20 incursion, that it should keep its weapons if it was going to attach conditions to the use of those supplied to Turkey as defense aid.

The Western reaction, this time, was comparatively mute. This was helped in part by Ankara's notifying Germany about the reasons for the cross-border operation and its limited scope. While this silenced European powers, the United States, as before, conceded the legitimacy of Ankara's motives in launching the assault.

In contrast, the response of Baghdad and the Iraqi Kurds was strong. The Iraqi Foreign Ministry condemned the incursion as another "flagrant violation of Iraq's sovereignty" and demanded the immediate withdrawal of the Turkish troops. With Baghdad's encouragement, the Arab League also censured the operation.

The Iraqi Kurds, chiefly the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani in nominal control of the border area, responded angrily. In a strongly-worded statement issued by the party's offices in Europe and the United States, the KDP condemned Turkey's move, saying that the KDP was not consulted or given prior warning. The KDP also charged that at least 2,500 civilians were forced to flee from 18 villages bombarded by the Turks, a claim Ankara hotly denied.

Turkish military officials responded to the charges by saying that troops kept well clear of the civilian settlements and the planes had orders not to get closer than two kilometers from the villages.

But talking to foreign journalists



taken on a guided tour of the operations area, Brig. Gen. Osman Pamukoğlu, the commander of the incursion forces, indirectly conceded some unintentional collateral damage to civilian settlements, admitting that shells or bombs often caused brush fires.

But the general vowed that the troops will come back to northern Iraq, "25 times if need be" to hunt the PKK terrorists, echoing Çiller's earlier militancy against the Western criticism of the massive March 20 push.

Despite its strong verbal reaction at the outset of the July 5 incursion, the KDP did not press on with its campaign, because it had other and more urgent business to attend to.

After months of relative quiet and a cease-fire extended several times, the KDP and its chief rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani, crossed swords once again and the bloody civil war which has reportedly claimed several thousand lives since May of last year resumed in earnest.

The warring sides accused each other of breaking the truce. Although the fighting erupted across the Kurds'

Western-protected enclave, the severest clashes occurred around Erbil, a major Kurdish city and seat of the Kurds' now-crippled self government. PUK forces drove the KDP out of Erbil and occupied the city last year after the KDP captured Shaqlawa, the PUK's strategically-located stronghold near the city. Determined to take back Erbil, the KDP moved forces from the northern provinces to surround the city.

Since then, Erbil has been the main stumbling block in the numerous mediation efforts launched by a variety of parties — including Turkey, which sees the Iraqi Kurdish strife and the resultant movement of KDP forces to the south as a major cause, beside Baghdad's curtailed authority, of the PKK entrenchment in the area.

Various attempts to bring the sides together to negotiate a settlement have failed because of the KDP insistence on the unconditional withdrawal of the PUK forces from the city.

The PUK, meanwhile, wants a general agreement first before pulling back its forces from Erbil and demands that the KDP share the tax revenues from the diesel traffic between Iraq and Turkey passing through the provinces under its control.

The KDP's monopoly of the revenues after the collapse of the two parties' government partnership has left the PUK virtually bankrupt, unable to pay the civil servants and farmers in the provinces under its control.

While less intense than some past battles, the skirmishes seem to have made the sides nervous. The PUK viewed the outbreak of the clashes as indicating an imminent push by the KDP to wrest Erbil back.

A PUK statement released on July 9 charged that after "weeks of mobilization" the KDP forces had attacked in the areas of Balisan and Zinatir as well as in the Halabja area near the Iranian border.

The KDP, meanwhile, looked suspicious of a PUK strategy to score some further military gains to

force the KDP to negotiate. An apparent PUK drive to outflank the KDP positions around Shaqlawa alarmed Barzani's commanders.

Equally disturbing for the KDP appeared to be the reports that the PUK forces in the attack were led personally by Jabbar Farman, one of Talabani's top commanders and a hero of earlier battles against the armoured columns of Saddam Hussein. The drive from the Safeen mountain and Harir toward the rear of the strategic town was reportedly seen as serious enough to compel Barzani to move his headquarters from Salahuddin, a mountain resort about 10 kilometers from Shaqlawa, to Spilk, a safe distance away.

The PUK, meanwhile, denied any failed offensive to recapture Shaqlawa. A PUK source said the advance had been in the context of preparations to block a KDP thrust against Erbil, held by peshmergas led by Khosrat Rasul, another top military aide of Talabani and the former head of the defunct coalition government which had been ruling the Kurdish area.

A KDP source, while denying any immediate ambition to conquer Erbil, made it clear that the party had no intention of extending the truce — expiring on July 15 — indefinitely. "A state of no war - no peace is not a solution to the conflict.

A state of war is certainly no solution," the KDP source said, indicating his side's preference for the PUK to withdraw peacefully from Erbil, but without further delay.

But the PUK did not appear ready to be intimidated and clashes spread Wednesday to the outlying settlements of Erbil.

The outbreak of clashes, incidentally, followed a visit to the area by Robert Deutsch, a senior State Department official on a fact-finding visit, during which he reportedly counselled the sides to bury their differences and pursue peace.

Ankara, meanwhile, has cooled its own efforts to get the warring sides to settle their conflict and join its efforts to make the border secure against PKK infiltrations.

Despite a series of talks between Turkish Foreign Ministry officials and the Iraqi Kurdish parties, the basics of a projected security arrangement — under which Iraqi Kurds, armed and supplied by Turkey, would police the border — could not be hammered out.

KDP insistence on the rebuilding and resettlement of some 350 villages close to the Turkish border destroyed by Iraqi forces in the past, has dampened Turkey's enthusiasm since Ankara fears crowded border villages would hamper future cross-border operations and possible civilian casualties would embarrass the country internationally.

While reportedly voicing appreciation for the Iraqi Kurds' own efforts to keep the PKK at bay with their own meagre means, Turkish officials carefully avoid any commitment to the accord the Kurds have been seeking.

While not closing the door to further talks, Foreign Ministry officials say there are no immediate plans to send a delegation to northern Iraq, although more than two months have passed since the latest round. ■

# La mafia turque au cœur de la violence économique

Les «babas» profitent de l'explosion du libéralisme sauvage.

Istanbul, correspondance

Les tueurs à gages de la mafia turque ne chôment pas. Au moins sept hommes d'affaires importants ont été leur cible depuis huit mois, qu'ils aient été blessés en guise d'avertissement ou «liquidés». Ils ont subi le même sort que vingt et un petits entrepreneurs ou commerçants d'Istanbul tués ces derniers mois. Du jamais vu, d'autant que parmi les victimes de ces règlements de comptes figurent de très grands noms de l'économie nationale, tels Engin Civan, président de la grande banque publique Emlakbank, agressé le 19 octobre 1994; Bekir Kutmangil, ex-PDG d'un gros groupe de presse et de charbonnage, ou Emin Cankurtaran, concessionnaire d'Adidas en Turquie, abattu le 29 mai. Ugur Cakici, assassinée le 19 janvier, était, elle, une femme d'affaires et, surtout, l'épouse d'un *baba* (littéralement «père», c'est-à-dire «parrain») de la mafia dite «idéaliste» (extrême droite fascisante) et la fille d'un autre boss. Les

quelques tueurs arrêtés gardent le silence et la police turque s'est jusqu'ici montrée incapable d'identifier les commanditaires des meurtres.

**La mafia turque est de mieux en mieux installée au cœur du pouvoir, entre «business» et classe politique, qui demeure, selon la formule consacrée, «les deux moitiés d'une même pomme».** «C'est une conséquence naturelle du néolibéralisme sauvage en vigueur en Turquie depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. Jusque-là discrète, sinon marginale, la mafia s'est mise au diapason d'une violence économique et politique généralisée», souligne Halil Nebiler, journaliste, auteur d'un livre intitulé *L'Economie politique de la mafia*, dans lequel il analyse les raisons de ces assassinats en examinant les relations des victimes avec le monde politique.

L'inflation galopante et les lenteurs du système judiciaire n'ont fait ces dernières années qu'accélérer la montée en puissance de la mafia.

«L'argent liquide devient très précieux quand l'inflation dépasse les 100% par an. Si les dettes ne sont pas payées au moment prévu, certains prêteurs n'hésitent plus à se servir de la mafia pour les encaissements, d'autant que les enjeux portent parfois sur des millions de dollars américains», déclare le Pr Osman Altug, soulignant l'importance croissante dans l'économie nationale de l'«argent sale» provenant des trafics contrôlés par la mafia. «Dans cet univers parallèle, elle représente tout à la fois le plaignant, le juge et l'officier d'exécution.» Mais, aujourd'hui, même les détenteurs de créances tout à fait légales recourent aux services de tueurs pour

## Une répartition géopolitique

La mafia turque est née pendant les années 60, vivant de la contrebande de devises et de marchandises étrangères, dans un pays soumis à une économie dirigiste. Elle a prospéré après la libéralisation économique en 1980, avec des spécialisations bien définies (trafics d'or, de devises, de voitures, drogue, racket, etc.). Elle se divise sur une base régionalo-ethnique et politique: d'un côté les clans sous la tutelle d'Alattin Cakici, fasciste déclaré, beau-fils d'un des plus grands parrains, Dündar Kiliç; de l'autre, Inci Baba, jadis parrain des parrains, tué en 1994

l'encaissement de sommes de 50 ou 60 millions de livres turques (à peine 6.250 F et 7.500 F). «Le blocage de la justice turque est tel qu'il n'y a souvent pas d'autre solution», souligne Halil Nebiler. Au point que certains parrains en fuite à l'étranger sont devenus de troubles héros de la presse populaire et des télévisions commerciales, participant à l'occasion par téléphone à des débats, voire aux journaux d'information.

Les clans mafieux se divisent par activités et origines ethnico-régionales. Au sein de la mafia turque opèrent le clan «des chèques», des trafics de devises et de l'or; celui de l'immobilier et des voitures volées; celui de «l'encaissement de dettes». On y retrouve nombre d'anciens militants d'extrême droite des Loups gris. De leur côté, les clans de la mafia kurde ont la haute main sur le trafic des stupéfiants. Pour l'heure, les autorités turques persistent à minimiser le

## ENQUÊTE

problème, en particulier les liens entre criminalité organisée et monde politique.

«Nous verrons s'il s'agit d'un cas de vengeance personnelle ou un règlement de comptes. Et il faut voir si les partis politiques y sont réellement impliqués», affirmait ainsi le Premier ministre Tansu Ciller juste après la mort de Kutmangil, le roi du charbon, qui désirait s'entretenir avec elle le jour de son assassinat.

**C'est oublier les accusations émises** devant la justice par un *baba*, Dündar Kiliç, à l'encontre de l'épouse de l'ex-président de la République. Selon le parrain, Semra Ozal aurait sollicité ses services pour le règlement d'une dette de 5 millions de dollars américains. Et il est avéré que son défunt mari n'hésitait pas, alors qu'il était Premier ministre puis chef de l'Etat, à participer aux mariages ou aux funérailles de notables en odeur de mafia, voire à ceux de parrains. Tansu Ciller, elle, continue d'entretenir de très bonnes relations avec l'extrême droite et le parti MHP du colonel

Türkes, qui fut le chef des Loups gris. «Cela explique pourquoi le pouvoir a préféré jusqu'ici fermer les yeux», estime Halil Nebiler. Si le préfet général de la police, Mehmet Agar, se contente d'affirmer qu'une «poignée d'hommes armés ne peut rien faire contre le puissant Etat turc», les députés préparent un projet de loi prévoyant que les crimes de mafia seront de la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux d'exception, créés pour combattre le «terrorisme politique». Halil Nebiler reste néanmoins sceptique: «Ce n'est pas avec les seules lois qu'on peut combattre la mafia. Il faut lutter contre le système économico-politique qui engendre le monstre.»

MUSA AKDEMİR

# Le Président français se fait l'avocat d'Ankara devant le Parlement européen

**L**es huées et les quolibets des parlementaires européens protestant contre la reprise par la France de ses essais nucléaires, n'ont pas désarçonné Jacques Chirac qui présentait mardi à Strasbourg le bilan de six mois de présidence française à l'Union européenne; c'est avec la même virulence qu'à Cannes qu'il a enfourché, imperturbable, le cheval de bataille de l'intégration turque à l'Europe, en rappelant le rôle de la France dans la signature de l'union douanière entre les Quinze et Ankara. Au sommet européen de Cannes le mois dernier, il avait déjà appelé le successeur espagnol d'ailleurs plutôt bon public, à assumer cet héritage français légué par Alain Juppé, à l'époque où il était ministre des Affaires étrangères du gouvernement Balladur. A Strasbourg, la tâche était plus ardue puisqu'il s'agissait de convaincre un Parlement européen dont les bancs de gauche nourrissent déjà certaines réserves à l'égard du nouveau président français, de ratifier en octobre cet accord d'union douanière. Si le chahut antinucléaire a couvert la voix de M.Chirac, les députés européens n'auront de toute manière pas besoin des arguments français, bien peu originaux d'ailleurs, pour prendre leur décision; le chef de l'État a rappelé la nécessité de ne pas pousser la Turquie dans les bras des fondamentalistes turcs qui chercheraient à persuader le peuple turc que l'Europe le rejette en raison de son appartenance à l'Islam. *"Notre message sera entendu par les 60 millions de Turcs, mais aussi par les 240 millions de turcophones de la région"* a continué Jacques Chirac, en appelant *«l'Europe à montrer plus de compréhension à l'égard du gouvernement turc qui*

*souhaite progresser vers nos valeurs"*.

Un argument bien mal venu alors que Mme Ciller vient de mettre une nouvelle fois un frein au processus des réformes en vue d'une démocratisation de la Constitution, sous la pression des



militaires toujours plus puissants à la faveur de la guerre contre les rebelles kurdes; l'ouverture cette semaine du procès contre l'écrivain turc mondialement célèbre Yachar Kemal, qui risque une peine d'emprisonnement pour séparatisme après la publication d'un article sur la situation des droits de l'homme en Turquie dans le journal allemand *"Der Spiegel"* ne constitue pas non plus un témoignage vibrant de l'appétit de démocratie du gouvernement de Mme Ciller. C'est sur les faits et non sur les bonnes intentions de la Turquie, jamais suivies d'actes, que le Parlement européen devra décider, comme le soulignait son président Klaus Haensch, rappelant qu'en l'état actuel des choses, une majorité en faveur de l'union douanière aura bien du mal à se dessiner à Strasbourg.

VENDREDI, 14 JUILLET 1995

QUOTIDIEN ARMENIEN

**gank**



SATURDAY, JULY 15, 1995

Turkish Daily News

## Allegations persist of police misconduct in Tunceli

*Turkish Daily News*

ANKARA- The tension which began with the killing of four officials of a special police team by the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in early July in Tunceli still persists.

Siman Yerlikaya, Tunceli deputy from the junior coalition partner Republican People's Party (CHP), continues his allegations that the policemen assigned to the special team mistreat the people there.

Speaking on a private TV channel, Yerlikaya alleged that a driver had been killed, that many houses had been destroyed, and that many people had been badly beaten.

Mehmet Açar, security director

general denied the truth of the allegations and insisted that his office would launch an investigation if any of his colleagues were involved in any such actions.

The core of the controversy regarding the special team constitutes the allegation that the members of this team carry the emblem of the Nationalist Movement Party (MHP). The claims made against the special police team continue.

Attacks against civilians reportedly started after the funeral of the four policemen when it is alleged that members of the team accused the governor of being communist and chanted slogans. Yerlikaya's allegations have received support from

Veli Yeşil, the chairman of the DYP provincial organization in Tunceli, who confirmed Yerlikaya's claims concerning the special team.

A total of 35 policemen assigned to the special team have reportedly been removed from active duty and investigations against them set in motion. Claims that members of the special team were carrying MHP emblems appeared in various papers and magazines.

Şevket Kazan, the parliamentary group deputy chairman of the pro-Islamic Welfare Party (RP), has also claimed that the policemen who escorted him and his colleagues during a visit to the region were carrying MHP flags and emblems.

## Turkish Human Rights Association publishes its June rights report

**Violations: Öndül claims human rights violations continually increasing**

*Turkish Daily News*

ANKARA- The June report of the Turkish Human Rights Association (IHD) containing alleged human rights violations in the country was published on Tuesday.

The report claims that nine people were killed and 21 were wounded as a result of

attacks carried out by unidentified perpetrators.

It says that 24 individuals were killed and 34 were wounded in attacks against civilians. It further claims that 1,648 people have been taken into custody and that 16 villages and 20 hamlets have been evacuated.

Hüsnü Öndül, the secretary-general of the IHD, stated that human rights violations were continually on the increase. He further declared that unless there was

respect for human rights and democracy, it was not difficult to predict that the figures provided in the report would rise still more.

The figures concerning human rights violations for the month of June, collected by the IHD from newspaper reports, human rights activists and other sources were listed as follows: Taken into custody: 1,648; press workers taken into custody: 44; arrests: 310; actions against civilians: 24 dead and 34 wounded; unsolved

attacks: 9 dead and 21 wounded; missing in custody: 25; killed in clashes: 505; death under torture, execution without trial and in custody: 10; tortured: 17; burned and evacuated villages and hamlets: 16 villages and 20 hamlets; labor-related violations: 600 layoffs; total of sentences and fines: 14 years and 9 months prison terms and a fine of TL 1.6 billion; seized publications: 17; bombings: 7; trade unions, associations and publications closed: 17; raided: 18; prisoners of conscience: 165.

# El Kurdistán estará más cerca

■ Exposición sobre este pueblo en el Planetario de Iruñea. ■ Una muestra Integral como complemento a la información. ■ Continúa la destrucción sistemática. ■

La muestra «Kurdistán, el país prohibido» llega a Iruñea después de recorrer diversas ciudades del Estado. El objetivo de esta exposición es dar a conocer a los navarros las señas de identidad de un pueblo en constante lucha por no desaparecer como tal.

César EKISOAIN

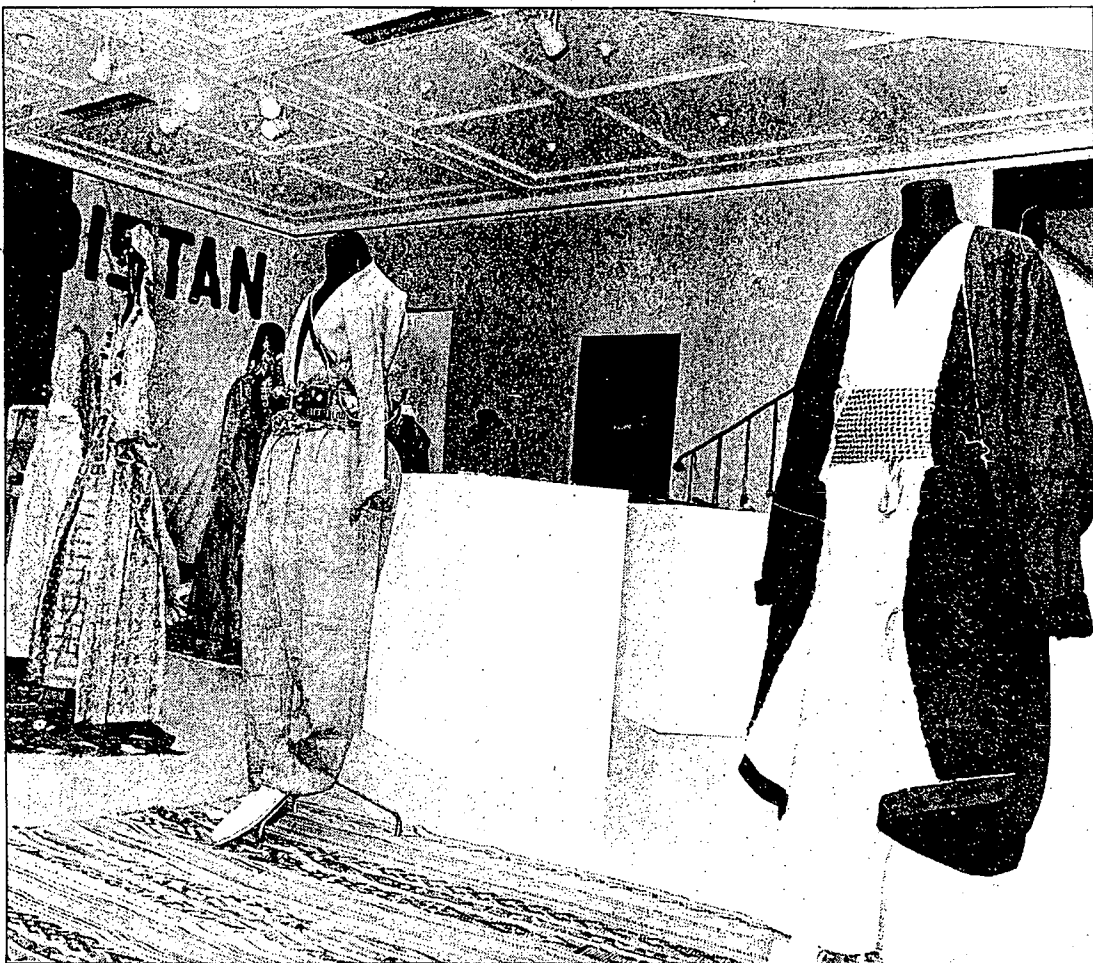
Organizado por Sodepaz (Solidaridad para el Desarrollo y la Paz) e IPES (Instituto de Promoción y Estudios Sociales), hoy se inaugura en el Planetario de Iruñea la exposición «Kurdistán, el País prohibido». Esta muestra, que permanecerá abierta, con el horario de visitas habitual, hasta el próximo 12 de febrero, trata de acercar la realidad del pueblo kurdo mediante mapas, fotografías, videos, vestidos y artesanía traídos desde el Kurdistán.

El objetivo de esta exposición en palabras de la representante de Sodepaz, Teresa Arostegi, es que «a través de todos los aspectos y facetas, acercar la realidad del pueblo kurdo a la sociedad navarra, como un acto de solidaridad y de fraternidad».

La muestra está dividida en tres partes. Una primera parte planteada de forma introductoria, compuesta por mapas y esquemas; la segunda, con objetos etnográficos; y la tercera, un montaje audiovisual con diapositivas y videos. Todo esto estará intercalado de objetos como prendas de vestir, alfombras y pañuelos.

## Origen

El origen de esta exposición, que ya ha recorrido ciudades como Lizarra, Barcelona, Bilbo,



La exposición cuenta con objetos de la vida diaria del pueblo Kurdo.

Joxe LACALLE

Badalona o Madrid, está en el viaje que realizó el periodista Manuel Martorell en compañía de un grupo de profesionales de la información al Kurdistán. En palabras de éste, «nos sorprendió las características visuales del pueblo kurdo y mediante objetos que nos regalaban o que comprábamos pudimos montar una primera muestra para la semana cultural del barrio de Donibane». A partir de aquí, mediante la colaboración de la asociación «Amistad con el pueblo Kurdo» se han podido conseguir los primeros pasos prácticos de cooperación con el pueblo kurdo me-

dante becas para estudiantes y la promesa por parte del rectorado de la Universidad de Barcelona de realizar el primer programa de cooperación con universidades kurdas.

## Destrucción

Para Manuel Martorell, la exposición tiene el objetivo de «poner en manos de los navarros las señas de identidad del pueblo Kurdo, ya que pasó por nuestros ojos fugazmente cuando la Guerra del Golfo y la aniquilación sistemática a que fue sometido por parte de Sadam Hussein». «Se trata -afirmó- de un

complemento a la información que recibimos por parte de los medios de comunicación.

La muestra se completa con una charla sobre la situación actual del Kurdistán el día 9 de febrero, jueves, a las 7:30 de la tarde en la Escuela de Idiomas, con la participación de Rahim Kaderi, representante del Partido Democrático del Kurdistán de Irán (PDKI), Hussein Abbas, del Frente Nacional de Liberación del Kurdistán (ERNK), Baker Fatah, de Unión Patriótica del Kurdistán (UPK Irak) y el periodista Manuel Martorell.



*Choosing Survival / Caught Between Rebels and Army*

## *Kurd Villagers in Turkey Have No Place to Turn*

By Celestine Bohlen  
*New York Times Service*

**D**IYARBAKIR, Turkey — When Turkish soldiers came to his village last year, they gave Mehmet, a 15-year-old Kurd, and his neighbors a choice: join the Turkish government in defending the village against Kurdish separatists, or leave.

It was really no choice at all. A few men had earlier agreed to become "village guards," armed and paid by the government. But they suffered reprisals from the Kurdish Workers Party, a Marxist group whose 11-year-old insurgency in this barren southeastern region has put Turkey's democratic credentials to the test.

And so, like thousands of other Kurdish families caught in the vicious, drawn-out war, Mehmet's family and their neighbors packed up and left.

They took what they could with them, leaving the rest to be burned by the army, according to reports that reached the villagers as they made their way on their own to a slum on the edge of this regional capital, without any help from the government that had come to save them.

As the death toll climbs toward 18,000, the war against the separatists has expanded beyond Turkey's borders. Twice this year, Turkish troops have crossed into Iraq to chase Kurdish rebels and destroy bases.

This fall, the government's harsh response will in effect go on trial, as the European Parliament examines Turkey's human rights record before voting in October on ratification of a customs union that has been long sought by Ankara.

The war is putting enormous pressure on Turkey's idea of itself as a stable, unified, secular country, able to withstand the winds of nationalism, Islamic fundamentalism and intolerance that blow around it.

For some Turks, demands for greater cultural and political autonomy for the Kurds, who represent one-fifth of a population of almost 60 million, amount to a threat to the foundations of the Turkish state. Others criticize how the state is facing that threat.

Much of southeastern Turkey — including 10 provinces and 5.5 million people, of whom 2.5 million are Kurds — is still a war zone. Official statistics say 978 villages and 1,676 hamlets have been emptied during the government's drive to make the region safe from terrorism; government officials say 310,000 people have been moved.

Human rights groups say the number of people forced out of their homes is much greater, perhaps in the millions. But this is a murky war, in which the two sides dispute not only facts but terminology as well.

The government calls it a war against terrorists, while its critics say the security forces have waged war against the Kurdish population.

Kurds talk about being evacuated from the villages, while officials say they left voluntarily, seeking security in larger town and cities.

**A**fter a particularly violent year in which security forces claim to have killed 4,000 rebels, Turkish officials here say the Kurdish Workers Party — or PKK as it is known by its initials in Kurdish — is in retreat.

They point to a drop in the number of incidents, particularly in large towns and cities. In 1994, 3,179 incidents were reported: ambushes, raids, explosions of mines planted on country roads, shoot-outs. The number for the first five months of this year was 459.

But the government's military successes have come at enormous cost, mainly to Turkey's image at home and abroad.

Human rights groups report an increase in the number of unsolved killings, disappearances of people under detention and confessions made under torture.

An estimated 150 people are now in Turkish jails, charged under Article 8 of a 1991 terrorism law for "damaging the integrity of the Republic of Turkey." In some cases they did no more than express sympathy for Kurds caught in the war.

**C**riticism of Turkey's human rights record, principally from Europe, seems to have stiffened the resolve of hard-liners in Ankara. After meeting stony resistance even within her own party, Prime Minister Tansu Ciller recently had to withdraw a "democratization" package from Parliament that would have abolished Article 8.

Turkish security forces, including the army and the police, say they have killed 10,000 rebels in the last decade. They say the rebels have killed about 5,000 civilians and 3,000 members of the security forces.

Human rights groups here in Diyarbakir dispute those figures and any assertion that the government can win the war in the southeast.

"The state wants to crush the entire Kurdish population, and they are not strong enough," said Abdullah Cager, a lawyer who spent four months in prison this year for publicizing human rights abuses in the region. "The people who are carrying out the struggle are the population: it is a struggle of the population itself."

Given the ban on any expression of sympathy for the Kurdish cause, it is difficult to gauge the level of support for the PKK.

Many critics of the government say it has driven Kurds into the party's camp by banning less-militant alternatives, by repressing any airing of the Kurdish issue and by only recently focusing on this region's desperate economic situation.

"It is a mistaken policy," said a 26-year-old Kurdish refugee living outside Diyarbakir who would not give his name. "If it had been the right way, the state could have eliminated the terrorist threat a long time ago."

Unal Erkan, the governor of the region, said political concessions, including greater freedom of expression, could not be granted until the rebel threat had been eliminated. That, he said, has begun to happen.

"We already brought peace to the city, towns and big villages," he said. "That doesn't mean there will be no more terror, but they have lost their influence."

"Four years ago, after 4 P.M. in Diyarbakir, no one could go out in the streets at night. It was unimaginable to go to coffeehouses. There were no cultural activities, and the shops were obliged by the terrorists to close once a week."

**R**esidents of Diyarbakir and large towns agree that the situation is less tense than it was several years ago. In some outlying regions, the government has begun to approve applications from villagers seeking permission to return to harvest their crops or, in a few cases, to move back to their deserted villages.

"When I arrived two years ago, of 80 villages in this area there were only 10 where I could go safely, and then only with heavy security," said Cemal Husnu Kansiz, the state prefect in Cinar, a district in Diyarbakir Province. "Today there are only 10 villages that are under PKK control."

In the village of Bospinar, which has about 80 houses and 400 people, village leaders met three times with Mr. Kansiz and local security officials before deciding to join the government's side in late 1993. Now, 16 men in the village act as guards, which means they receive a monthly salary of \$150, a uniform and guns.

"We decided to cooperate because we un-

derstood the pressure from the PKK would become worse if we stayed idle," said Nizamettin Celik, a farmer who wears the camouflage of a village guard.

Villagers said that Kurdish guerrillas, several of them recruits from nearby villages, had started to come to Bospinar in 1991, emerging from caves in the nearby hills to collect food and money. In one year, the villagers said, they paid the rebels 400 million Turkish lire, or \$10,000.

"They told us to get the money any way we could," Mr. Celik said.

But the guerrillas also talked to the villagers about the struggle for an independent Kurdistan, where Kurds would be free to express themselves and to study in their own language.

"They said the Turkish state would go away, and that we would be treated better," Mr. Celik said.

But he said the village decided it had had enough when a farmer was killed for refusing to cooperate with the rebels.

Mr. Kansiz, the state prefect, said the villagers here are forced to make decisions based less on politics than on survival.

"The terrorists' punishment for betrayal is very simple: they kill, while the state puts people into jail for two years," he said. "You have to understand the difference to understand the people here."



Villagers who now live in a slum section of Diyarbakir, Turkey, working in a cottonfield on the outskirts of town.

Iran Unutmaz/The New York Times

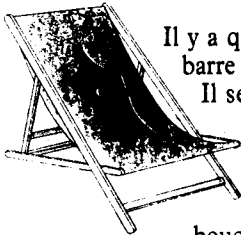


NOTRE SÉRIE LITTÉRAIRE DE L'ÉTÉ

# YACHAR KEMAL, LE BARDE DE LA RÉVOLTE

PAR DANIEL RONDEAU

*Le grand romancier turc d'origine kurde, l'auteur de « Mèmed le Mince », a toujours considéré la littérature comme une arme de combat. Pour son peuple, pour la mémoire et la démocratie. Portrait d'un écrivain traîné devant les tribunaux d'exception de son pays, traduit actuellement devant la Cour de Sûreté de l'Etat pour « propagande séparatiste »*



Il y a quelques mois, un homme s'avance à la barre de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara. Il se tient droit comme un chêne. Un panache de cheveux blancs flotte sur son visage creusé de rides. Son œil gauche lance des éclairs. Le droit disparaît derrière un verre fumé. Il se sert de sa bouche, que l'on devine capable d'ironie et de gourmandise, comme d'une arme. « Je n'accepte que les tribunaux du peuple, dit-il, du peuple et de la nation. Mais certainement pas les tribunaux d'exception. » L'un des juges l'interroge : « Vous vous prenez pour Zola ? » L'inculpé est un hercule que n'impressionne pas l'uniforme de la justice. Il gronde en haussant les épaules : « Certainement pas. Zola était du XIX<sup>e</sup>, et moi je défends la liberté dans mon siècle. »

Yachar Kemal, l'auteur de « Mèmed le Mince », était inculpé de « propagande séparatiste » et risquait plusieurs mois de prison pour un article sur la question kurde publié dans « Der Spiegel », où il avait dénoncé « soixante-dix années de répression et d'oppression gouvernementales contre le peuple turc et le peuple kurde ». « La République turque, ajoutait Kemal, est devenue un système insupportable, autoritaire et cruel. » Kemal avait 3 ans quand il fut éborgné par son oncle dépeçant un bélier pour la fête du sacrifice. Il est borgne. Il avait 4 ans quand son père fut poignardé en plein cœur alors qu'il priait à la mosquée. Il est orphelin et pleure toute la nuit en répétant : « Mon cœur brûle. » Le lendemain matin, il est bégue. Mais cette enfance est un royaume. Kemal est né dans un village de Cilicie niché sur le flanc de roches bleues, creusées de nécropoles, entre les monts Taurus et la Méditerranée. Son village, qui compte une soixantaine de foyers, regroupe les descendants des Turkmènes nomades venus de l'Asie centrale, de Mongolie et de la Transoxiane, et qui venaient camper l'hiver sur les plateaux d'Anatolie avant d'être sédentarisés par le fer ottoman. Mais la famille de Kemal, kurdophone, est une exception dans ce village. Kemal (qui s'appelle en fait Kemal Sadik Gökçeli) descend d'une tribu kurde de grand lignage à la généalogie complexe et au passé chatoyant comme un chintz fleuri, riche en errances, en révoltes, en chefs de guerre, en hors-la-loi

et en bandits d'honneur. Imaginez un peu le décor de cette âme enfantine. Son cœur est un théâtre où l'on rejoue des tragédies murmurées de père en fils depuis la nuit du temps. Le ciel a les couleurs de la steppe turkmène. On pique-nique sur des kilims au milieu de prairies fleuries, le vent qui balaie la surface de la terre depuis la lointaine Mongolie apporte des bruits de chevauchées et de fusillades. Des tribus poursuivent leur vie aux confins du Caucase, de la Perse et de l'Anatolie. Le temps et l'espace sont abolis.

L'un des oncles de Yachar est abattu par les gendarmes. La dépouille d'un autre, tué au combat lui aussi, est pendue aux branches d'un arbre à la porte d'une prison. C'est ainsi : des hommes tuent et meurent avec gloire, et d'autres s'emparent de leurs faits et méfaits pour tisser une légende qu'ils chanteront de maison en maison. L'un de ces troubadours frappe à la porte de la mère de Yachar. On l'accueille. Il chante toute la nuit l'épopée d'un héros et ne s'arrête que pour tirer du saz qu'il porte en bandoulière de plaintives mélodies. L'enfant l'écoute jusqu'à l'aurore et boit sur ses lèvres la poésie d'une poussière de rêves. Présence d'Homère. Dans ces poèmes chantés, les dieux ont des passions humaines et les hommes des statures divines, pour reprendre une expression de Giono dans sa deuxième préface à « l'Iliade », et Kemal sait que l'on peut retrouver encore aujourd'hui quelques traces du cycle homérique dans les épopées kurdes. Impossible aussi de ne pas penser à Malraux, qui avait entendu, après Barrès, l'appel de l'Orient et écrivait dans « la Reine de Saba », se souvenant d'un conteur du marché d'Ispahan : « Un monde de rêves passionnés dont la cendre devient poésie comme celle des dieux devient mythologie : la chevalerie, les Mille et Une Nuits... »

Un jour l'enfant continue l'épopée, sans bégayer, quand le barde s'interrompt. Il a volé sur sa bouche usée le secret des mots. C'est son tour de chanter. Et il chante. Les enfants l'écoutent, puis les femmes, puis les hommes et les vieillards. Un cercle se forme toujours là où il paraît. On se bouscule et l'on dit : « Voici Kemal le barde. » D'autres rhapsodes, attirés par le bruit de sa renommée, lui rendent visite. Un jour c'est Ali l'Aveugle, un autre jour c'est Ramhi le Grand. L'enfant barde rivalise avec



eux. Il entre dans leurs joutes et chante jusqu'au matin. Le premier lui crie son admiration. Le second lui offre son saz et l'invite à le suivre. Mais Kemal sait déjà qu'il veut inventer son propre chemin. Il vient d'avoir 8 ans. Il a décidé de fréquenter l'école, d'apprendre à lire et à écrire. La rencontre avec l'écriture est un choc. « *Jamais, écrira-t-il à Alain Bosquet, je n'avais senti un tel état d'envoûtement poétique.* » Une autre histoire commence. Kemal n'oubliera plus les textes de ses chansons.

C'est un enfant terrible, un meneur de bande qui vole des melons et des pastèques comme saint Augustin volait des poires, toujours prêt à rameuter ses compagnons d'âge pour des jeux d'aventure, et qui s'enfuit parfois sans prévenir personne. « *Le monde de mon enfance était d'une indescriptible richesse. Tout être de la nature, toute couleur, toute senteur me rendaient fou de joie, comme en extase. Je chantais à tue-tête. Le village m'appelait déjà*

*"Kemal le Fou".* » Kemal parle aux abeilles, aux guêpes perlées, aux fourmis, aux poulains, aux perdrix, aux faucons et aux éperviers. Il sait se glisser sans bruit dans les huttes de roseaux qui l'abritent pour une nuit et retrouver son chemin dans les barbes noires du blé. Mais à l'école son énergie se tourne entièrement vers l'étude. La tension qui s'est emparée de lui quand il découvrit l'alphabet ne l'abandonne jamais. C'est elle qui le pousse vers le collège. Il travaille le soir dans une usine d'égrenage de coton et lit son premier roman « le Petit Chose » d'Alphonse Daudet parce que l'un des petits-fils de l'auteur, Charles Daudet, avait créé une fabrique de coton en Cilicie et que c'était un ami de son grand-père. Et puis dans la foulée de ce « Petit Chose » en exil, il découvre un conte lyrique oriental, « Kerem et Asli ». « *C'était, me dit-il, un conte moyenâgeux enrichi de chants traditionnels, où le héros devient amoureux d'une image. A ce conte*

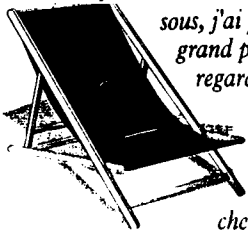
était associée l'idée d'un tac'nu. On pensait que ceux qui le lisaient allaient tomber de façon irrémédiable dans la folie de l'amour. Mais je l'ai lu et je ne suis pas devenu fou. Et j'ai même vu un conteur le lire et un chef de tribu l'écouter en pleurant, jusqu'au moment où il a sorti son pistolet et dit au rhapsode : « Tu vas me changer la fin de ce truc et vite fait, autrement je te brûle la cervelle ! » C'est à cette époque-là qu'il découvre la Méditerranée, cet au-delà toujours imaginé comme un autre monde, une réserve infinie d'où venaient chaque printemps les oiseaux et les papillons. « J'avais 17 ans et j'étais brassier dans un champ de coton. Quand j'ai eu trois

sous, j'ai pris le train et je suis allé jusqu'à Mersin, le grand port de la Cilicie. Je suis resté une journée à regarder la mer. Depuis je connais la mer aussi bien que la terre. Pendant plus de vingt-cinq ans, je me suis lié avec des pêcheurs. J'ai besoin de cette connaissance pour écrire. Pour mon dernier livre, j'ai même cherché et retrouvé au bord de la mer Noire un vieil homme qui pêchait encore l'espadon au harpon. Maintenant je suis un homme de montagne, de plaine et de mer. » Mais le grand événement de son adolescence reste la lecture de « Don Quichotte ». Cervantès lui apporte la révélation d'un secret qu'il portait en lui. Ecrire, il faut écrire. Un ami lui en offre trois exemplaires. « Mais pourquoi trois ? », lui demande Kemal. « Pour que tu en aies jusqu'à la fin de tes jours », lui répond son ami. Kemal se prépare à publier son premier poème, sa première nouvelle, son premier roman. « A cette époque-là, en même temps

que je collectais les récits et légendes des monts Taurus, je lisais tout ce qui me tombait sous la main : Homère, les classiques grecs, Nazim Hikmet, que j'admirais profondément, « le Manteau » de Gogol, qui reste pour moi l'un des modèles de la littérature contemporaine, « la Dame aux camélias », dont j'admirais la technique, Balzac, Tolstoï, Dostoïevski, et c'est aussi l'époque où je m'éprends de Stendhal. J'ai commencé à le lire à 19 ans et je le lis toujours. Longtemps je n'ai jamais commencé un roman sans lire quelques pages de « la Chartreuse de Parme » ou du « Rouge et le Noir ». » A 17 ans, Kemal est arrêté pour propagande communiste et tabassé, sans même savoir ce qu'est le communisme, mais il fréquente des cercles socialistes, il s'insurge contre le mal et l'injustice et cela suffit. Le voilà lui aussi, ce socialiste qui déteste Staline parce qu'on lui a dit qu'il avait fait assassiner Gorki, dans le camp des hors-la-loi que les gendarmes surveillent et pourchassent dans la plaine de Cukurova. Arrêté, relâché, mais souvent persécuté, il se lie avec des dirigeants ouvriers, émigrés en Allemagne et convertis au spartakisme au moment où le fascisme s'étale sur l'Europe. Kemal et ses compagnons vivent alors à l'écoute des convulsions du monde et s'interrogent sur leur avenir en prenant connaissance des premières actions d'envergure de la Résistance française, se préparant à organiser eux aussi des maquis en Anatolie. Mais la Turquie, souvent tentée de rejoindre les puissances de l'Axe, reste dans une neutralité ambiguë.

Sous le ciel de cuivre du Taurus, Kemal exerce mille petits métiers. Faut-il partir pour Istanbul gagner sa vie comme employé du gaz, le voici contrôleur dans une compagnie française qui relève les compteurs. Quelques mois plus tard, il est de retour chez lui comme inspecteur des eaux pour une compagnie d'irrigation. Il plante sa tente au sommet d'une colline. C'est là

qu'il écrit quand il ne travaille pas. Il a installé sa machine à écrire dans une auge à chevaux. Assis dans son fauteuil en dur d'écrivain public, il ne refuse jamais aux paysans qui lui demandent de rédiger leurs lettres privées ou administratives ou encore de mettre leur vie en poèmes. Mais en même temps il continue son œuvre de folkloriste et collecte des textes de tradition orale. Récits chantés, poèmes, virelangues, contes. Sa tête bouillonne. « Il n'est pas exagéré, écrit Kemal à Alain Bosquet, de dire que tout ce temps-là je n'eus de préoccupation que pour le conte, la poésie, le roman. Même mon engagement politique était lié à cette passion de la littérature. Saisir le monde... » Il travaille avec ardeur à l'élaboration d'une nouvelle, « le Nouveau-né ». Neuf fois sur le métier remet son ouvrage. Puis commence la première version de « Méméd le Mince ». De quoi parle ce premier roman ? D'hommes voués à des terres médiocres où poussent des chardons avec des fleurs à cinq pétales comme des étoiles, entourées d'aiguilles à la pointe acérée, d'un agha (chef de village) despotique et cruel, d'un enfant qui dit non et refuse de vivre la tête courbée, de bandits en fez rouge, de batailles dans une montagne embaumée d'odeurs de pin, de thym et de menthe, des tentes rouges et vertes des chasseurs de gazelles, de révoltés et de vaincus, dans la plaine de Cukurova où Kemal enracinera toute son œuvre. « Je suis né dans la plaine de Cilicie, qu'on appelait autrefois Cukurova, qui est grande comme la mer, et je suis fier de ma terre que mentionnaient déjà les récits sur la guerre de Troie. N'oubliez pas que les Ciliciens sont venus au secours de Troie avec leurs chevaux, et que sous la domination assyrienne nous payions



Devant le détroit du Bosphore



Au café avec ses amis pêcheurs



En taxi à Istanbul



DEVANT L'ÉGLISE  
SAINTE-SOPHIE.  
« JE N'ACCEPTÉ  
QUE LES TRIBUNAUX  
DU PEUPLE,  
MAIS CERTAINEMENT  
PAS LES TRIBUNAUX  
D'EXCEPTION. »

chaque année un tribut de 360 chevaux de race. La Cukurova a toujours été si présente à mon esprit que, quand je lisais dans un livre le récit d'une bataille livrée en plaine, Waterloo ou Borodino, je ne pouvais pas m'empêcher de situer cette bataille dans la plaine de Cukurova. J'ai inventé ma Cukurova, une sorte de plaine imaginaire qui m'intéresse finalement un peu plus que la Cukurova réelle. C'est d'ailleurs pour cela que je suis certain que le roman, dont on annonce régulièrement la mort, ne va pas mourir. Le roman parle à tout le monde, c'est un art où le lecteur recrée immédiatement tout ce qu'il lit, contrairement au cinéma ou à la peinture. » Après un séjour en prison, après un roman « perdu » par la police, après quelques terribles séances de torture, après la mort d'un ami poète, il revient vers les sept collines d'Istanbul et entre au journal « Cumhuriyet », fraternellement accueilli par un directeur qui en même temps qu'un métier lui donne un nom de plume et de guerre : Yachar Kemal. Mais pour ses amis il devient Kemal le Bandit. « Mèmed le Mince » est publié, et Kemal épouse Thilda Serero, fille de l'ancien médecin personnel d'Abdülhamid (le Sultan rouge, destitué en 1909), qui sait qu'elle va partager la vie d'un paria. Mais « Mèmed » est traduit dans le monde entier. Le succès aide Kemal à survivre, malgré la répression. Il voyage, porte des costumes anglais. Le cinéma s'intéresse à lui. La Turquie reste une prison pour ceux qui aspirent à l'air vif de la liberté. Les années 50 amènent au pouvoir un parti démocrate sans que rien ne change. La Turquie passe du parti unique au multipartisme, l'oppression continue de peser. Puis les coups d'Etat succèdent aux coups d'Etat. Kemal se rapproche du Parti ouvrier, dissous en 1971, devient l'un de ses dirigeants et passe de nouveau un mois au fond d'une geôle « Il n'y a pas chez moi, dit Kemal, un paysan qui un jour ou l'autre n'ait été battu par la police. La censure et la répression n'ont cessé de frapper les intellectuels. La Turquie n'arrive pas à accéder à la démocratie réelle. Notre pays reste pénalisé par le dogmatisme religieux. Il a fallu attendre 1726 pour qu'un prisonnier hongrois converti à l'islam crée la première imprimerie en caractères ottomans. Nous payons encore ces deux siècles de retard. »

Son art s'affermir, et tant pis si la presse turque pendant des années ne prononce pas son nom.

Kemal avait appris très vite l'art du récit capable de couper le souffle du lecteur, mais il s'organise maintenant pour durer, sa langue de chasseur de mots s'enrichit sans cesse. Son nom s'inscrit sur la liste des hommes à abattre, mais quelques princes de ce monde daignent s'intéresser à lui. Jack Lang fait découvrir ses livres à Mitterrand. Le président français n'aime ni la révolte ni les révoltés. Mais on connaît sa curiosité des hommes, de tous les hommes, et il ne néglige jamais d'ajouter un nouveau personnage au roman de sa vie. Il est fasciné par le destin épique de Kemal et en fait son ami. Le Turc, quand il passe par Paris, est invité pour des 5 à 7 à l'Elysée, avec son ami le sociologue Altan Gökalp. Et Mitterrand, en visite officielle en Turquie, sème la panique parmi les officiels à l'aéroport en demandant : « Où est Yachar, je ne le vois pas, c'est pour lui que je suis venu. »

Mais voici pourtant Kemal le Kurde, qui a pris fait et cause pour la Bosnie et écrit dans « Oslobodenje », le quotidien de Sarajevo, de nouveau menacé. « La question kurde a toujours été au centre de mes réflexions. Quand j'étais au Parti ouvrier, je n'ai jamais considéré la question kurde comme marginale. Aujourd'hui, en 1995, la tragédie continue. Les militaires ont brûlé 2 000 villages, bombardé 4 départements, 5 ou 6 sous-préfectures, exilé 3 millions de paysans, ils ont tué et massacré des enfants. Des Panzer vendus par

## KEMAL DANS LE TEXTE

Toute l'œuvre de Yachar Kemal est publiée chez Gallimard, et la plupart de ses romans sont disponibles dans la collection Folio.

« **Au-delà de la montagne** », tome I : « le Pilier » ; tome II : « Terre de fer, ciel de cuivre » ; tome III : « l'Herbe qui ne meurt pas »  
 « **Mèmed le Mince** »  
 « **Mèmed le Faucon** »  
 « **La Légende des mille taureaux** »  
 « **Les Seigneurs de l'Aktchasaz** », tome I : « Meurtre au marché des forgerons » ; tome II : « Tourterelle, ma tourterelle »  
 « **Salman le Solitaire** »  
 « **Et la mer se fâcha** »  
 « **Le Retour de Mèmed le Mince** »

Gallimard a également publié « **Entretiens avec Alain Bosquet** », né d'un dialogue de plusieurs années entre Kemal et Bosquet. Lire également « **Têtes rouges et bouches noires** », Altan Gökalp, Société d'Ethnographie.

*l'Allemagne écrasent les civils, et l'Occident ferme les yeux. La guerre a déjà fait près de 16 000 morts. Les droits des Kurdes sont violés en permanence. Les parents n'ont pas le droit de donner des noms kurdes à leurs nouveau-nés et les Kurdes sont chassés des bâtiments publics et des salles de tribunal. La Turquie devient le Rwanda. Les paysans se réfugient dans les villes. Istanbul est maintenant encerclé par 3, 4 ou 5 millions de Kurdes. Depuis soixante-dix ans, la répression n'a pas cessé, alors que Mustafa Kemal, qui venait de Salonique, fenêtre des Ottomans sur le monde occidental, pensait sérieusement à donner l'autonomie aux Kurdes. Aujourd'hui encore, ceux qui parlent la voix de la raison risquent la prison, la torture et la mort. S'il n'y avait rien qu'une ombre de démocratie dans ce pays, on donnerait aux Kurdes les droits minimaux concernant leur identité, cette ombre nous suffirait et l'affaire serait réglée car dans les villages, dans le peuple, il n'y a jamais eu auparavant de distinction entre Kurdes et Turcs. » L'article de Kemal (qui écrit et pense en turc) dans « Der Spiegel » lui valut une inculpation et des menaces. La businesswoman au pouvoir, Mme Ciller, qui avait commencé par déclarer que Kemal n'était qu'« un va-nu-pieds écrivant des livres immondes », s'est finalement crue obligée de dire qu'il était pourtant son « écrivain préféré », et le président Süleyman Demirel a déclaré que Kemal était « un auteur très célèbre, [leur] écrivain favori, qui a fait de belles choses en utilisant la langue turque, mais qui vient d'une famille kurde ».*

**D**ans sa maison proche de la mer et de l'aéroport d'Istanbul, Kemal écrit au crayon de mine son prochain roman, l'histoire d'une île. Il sourit : « Gide disait que les romanciers écrivent leurs meilleurs livres vers la fin de leur vie. » Le premier tome de cette nouvelle trilogie, « Regarde donc l'Euphrate charrier le sang », est déjà achevé. L'intelligence du romancier ne découpe pas le temps avec des ciseaux. « C'est vrai, dit Kemal, le temps, ce n'est pas le soleil qui se lève et le soleil qui se couche, c'est le roman qui crée son propre temps. » Et l'Histoire est toujours allongée aux pieds du romancier. Quand il a besoin d'elle, il se penche et

« S'IL N'Y AVAIT QU'UNE ONCE DE DÉMOCRATIE EN TURQUIE, ON DONNERAIT AUX KURDES LES DROITS MINIMAUX CONCERNANT LEUR IDENTITÉ. »

caresse sa tête magnifique de déesse. Elle se relève et tout un passé surgit. La première image représente des stèles sur le bord des chemins de Cilicie. Elles sont ornées d'inscriptions hittites et racontent à un enfant barde une histoire riche et ancienne. Puis apparaît le profil d'Alexandre le Macédonien, prince de Pella, élève d'Aristote, qui rattache ce promontoire de l'Orient à la Grèce. Mais le film s'accélère et l'on voit déjà les Ottomans reprendre le flambeau de Byzance. Tiens, un sultan ! C'est un jeune homme au nez mince et à la moustache tombante, portant turban et kaftan brodé. Il écrit à son ami François I<sup>er</sup> : « *Moi qui suis le Sultan des Sultans, le Souverain des Souverains, le Distributeur des Couronnes aux Monarques du Globe, l'ombre de Dieu sur la Terre...* » Mais voici un officier qui enlève son fez et brandit une casquette et un patronyme. C'est Mustafa Kemal dit Atatürk. Comme le temps passe vite ! Nous sommes déjà en 1923, et cet homme qui s'enfuit en bateau sur la mer de Marmara est le dernier sultan. Dans quelques jours il sera à Londres. Atatürk sort de sa boîte, il fonde la République, modernise et laïcise le pays et dévoile à ses concitoyens les richesses d'une Histoire qu'ils ne voyaient plus. Le romancier, pétri des légendes du passé, vit en permanence dans ce grand tournoiement d'icônes, et c'est pourquoi il est si sourcilieux sur le chapitre du présent. « *Depuis la mort d'Atatürk, nous avons subi la dictature pendant environ soixante-dix ans, dit-il. Mais nous avons survécu grâce à une accumulation de savoir et de culture. Notre pays aime la France parce que c'est le pays des droits de l'homme. Au moment des fêtes du Bicentenaire, plusieurs journaux ont publié la "Déclaration universelle des droits de l'homme".* » Il n'est pas étrange que ces propos valent au romancier un grand nombre d'ennemis et d'ennuis. Le pouvoir lui reproche sa liberté, une certaine gauche kémaliste lui en veut de critiquer l'Etat, et les nationalistes de critiquer la Nation. C'est ainsi que Kemal est devenu la bête noire de la presse national-populaire, en Turquie et en Allemagne, qui ne se prive pas de dénoncer cet homme trop libre et appelle ses lecteurs à creuser un fossé autour de sa maison pour y brûler ses livres.

Depuis plusieurs années, le vieux rêve califal et le messianisme d'une cité parfaite, parfaitement imaginaire, où chacun serait soumis à la loi musulmane, ont ressuscité sur toutes les rives de la Méditerranée les démons de l'islam. A Alger comme au Caire, des hommes fanatiques et incultes, souvent ignorants de leur propre religion, aiguisent les poignards du Djihad. La Turquie n'est pas épargnée. Depuis 1994, des militants du Parti de la Prospérité (Refah, islamique) sont à la tête d'une quinzaine de grandes villes, dont Istanbul et Ankara. « *Le retour des islamistes ne date pas d'aujourd'hui. Les autorités dans les années 50 ont fermé les Instituts paysans et renvoyé beaucoup de gens à l'ignorance. Puis elles ont réintroduit l'arabe dans l'appel à la prière. Maintenant les fondamentalistes essaient de casser le système éducatif*

*en créant des écoles d'imams et de prêcheurs. Ce regain islamiste a été soutenu par les Américains et les Saoudiens. Mais je pense que jamais la Turquie ne deviendra une République islamiste, d'une part parce que le travail de Mustafa Kemal a été profond, et d'autre part parce que nous avons la chance d'avoir une très importante communauté musulmane alevi, d'origine chiite, dont les confréries sont longtemps restées secrètes, jusqu'aux années 60, et qui représente près de 25% de la population. Ils croient en une Trinité composée de Dieu, Mahomet et Ali, et célèbrent annuellement, hommes et femmes réunis, avec du vin ou du raki, un rituel de communion : le Djem. Les alevi sont des gens très religieux, héritiers des manichéens, qui chantent des cantiques proches des cantiques zoroastriens, mais ils ont accepté les principes kémalistes d'égalité des sexes et de séparation des pouvoirs, et ce sont des ennemis farouches de l'obscurantisme fondamentaliste. [...] Je crois que nous pouvons compter sur eux. Ils rejettent toute idée de religion d'Etat. Il nous reste à gagner la démocratie sur les autres fronts, et la démocratie doit être notre seul passeport pour l'Europe. »*

Le crépuscule apaise le bruit du monde, Kemal ouvre « l'Iliade » et y lit la phrase suivante : « *De toutes les créatures c'est l'homme qui souffre le plus ; il est la seule créature à avoir conscience de la mort inéluctable.* » Il écrit à son ami français : « *Comment parvenons-nous à souffrir ce monde avec l'idée de l'inéluctable ?... Les mythes, les épopées ne sont-ils pas des cris de joie ? Sans cette magie, pensez-vous que le genre humain aurait été capable de supporter, avec toute sa conscience, les douleurs et les chagrins qu'il affronte ?* » (« Entretiens avec Alain Bosquet »). Ces questions le renvoient à son orgueil de romancier. Une force étrange sourd en lui. La vieille force des guerriers et des rhapsodes. Il pense qu'il pourra lui aussi, encore une fois, jeter un grand cri de joie à la face des Seigneurs de la Mort, et il reprend sa tapisserie. Un mot à l'endroit, un mot à l'envers, des mots qui ne sont ni d'aujourd'hui ni d'ailleurs mais de toujours, des mots nés sur des lèvres hittites il y a trois mille ans, des mots échappés des tombeaux de l'Asie, venus par la plaine mésopotamienne et les roseaux de l'Euphrate, des mots de la Bible, du Coran ou d'Homère, des mots déposés par le vent dans l'oreille musicienne de cavaliers kirghiz, des mots qui n'existent pas encore et qui rentreront un jour dans son « glossaire du vocabulaire de Yachar Kemal ». Et il regarde non sans fierté ses lecteurs s'abriter sous le grand manteau de ses romans et oublier qu'ils viennent des ténèbres et qu'ils y retourneront.

DANIEL RONDEAU

COURRIER  
INTERNATIONAL  
20-26 juillet 1995

**IRAK** Le Congrès national irakien, qui regroupe à l'étranger les opposants à Saddam Hussein, est en pleine décomposition. Divisé, dominé par un homme très contesté, il serait financé par la CIA et l'Arabie Saoudite.

# L'opposition irakienne en exil bat de l'aile

*La seule évolution possible viendra de l'intérieur*

Karen Dabrowska  
THE GUARDIAN - LONDRES

**L**e Congrès national irakien (CNI), principale organisation regroupant les partis opposés à Saddam Hussein, est en passe de se désintégrer. Sept des dix-neuf partis qui le composaient s'en sont retirés ou ont suspendu leur affiliation, selon un communiqué datant de septembre 1995. Les deux principaux partis kurdes, qui forment l'épine dorsale de l'organisation, sont engagés dans une lutte pour le pouvoir, laquelle a déjà fait 3 000 morts au nord de l'Irak depuis qu'ont débuté les combats fratricides, l'été dernier.

Le chef du conseil exécutif du CNI, Ahmed Chalabi, s'est montré discret depuis le début du mois de juin, date de son arrivée à Londres, où il devait tenir des réunions avec les membres du Conseil. Les demandes d'interviews ont été accueillies par des faux-fuyants et, à la question concernant la liste des membres du CNI, son bureau de presse a répondu "Une telle liste n'existe pas. En outre, comme des réunions ont actuellement lieu, dont nous espérons qu'elles résoudreont certains des problèmes d'affiliations, il est peut-être prématuré d'en dresser une."

*A la tête du groupe, une personnalité controversée : Ahmed Chalabi, banquier et homme d'affaires*

Le dernier parti à avoir suspendu son affiliation est Al Wifaq (Parti de l'entente nationale). Il a annoncé son retrait du conseil exécutif et de tous ses organismes après avoir vainement demandé, fin mai, à la direction du Congrès national la convocation d'une assemblée générale extraordinaire afin de débattre des dysfonctionnements de l'organisation. Al Wifaq compte dans ses rangs beaucoup d'anciens membres du parti Baas au pouvoir. Des Arabes, des Kurdes, des Turkmènes, des musulmans et des chrétiens en font partie. Ce parti a de bons contacts avec des responsables politiques et des officiers en Irak, et nombre de ses membres ont autrefois occupé des postes au gouvernement et dans l'armée.

La plupart des membres du CNI, y compris ceux qui s'en sont retirés ou ceux qui ont suspendu leur affiliation, restent fidèles aux principes de l'organisation : préserver l'unité de l'opposition, renverser le régime en place, instaurer le multipartisme en Irak, faire triompher le respect des droits des minorités, mettre fin à la répression et aux violations des droits de l'homme. Mais bon nombre d'entre eux observent avec consternation que le Congrès est devenu le "parti d'Ahmed Chalabi".

Lorsque le CNI a été créé, en juin 1992 - lors d'une conférence à Vienne réunissant tout un éventail de partis d'opposition, allant des Kurdes aux extrémistes appelant à une révolution islamique -, il se composait d'une assemblée nationale élue de 87 membres. En octobre 1992, à Salahuddin (nord de



Chamboule-Saddam. 3 balles : 20 millions de dollars. Dessin de Barnett paru dans l'Indianapolis News - ÉTATS-UNIS.



l'Irak), celle-ci devait être élargie à 234 membres. C'était la première réunion de l'opposition à se tenir sur le territoire irakien depuis que Saddam Hussein et son parti Baas avaient pris le pouvoir, en 1968 [homme fort du régime, Saddam Hussein ne deviendra officiellement président qu'en 1979].

L'assemblée nationale élargie avait élu une présidence collégiale de trois membres, composée de Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ; de Sayed Mohammed Bahr al-Ouloum, dignitaire religieux de Nadjaf [ville sainte du chiïsme, en Irak] exilé par le président Saddam Hussein, et du général Hassan al-Nakib, ancien chef d'état-major en second de l'armée irakienne. L'assemblée nationale avait également élu un conseil exécutif de 26 membres chargé d'assurer la gestion au jour le jour. A la tête de ce groupe dirigeant, une personnalité controversée : Ahmed Chalabi, cinquante et un ans, banquier et homme d'affaires. En 1977, celui-ci avait fondé à Amman la Petra Bank, établissement qu'il dirigea jusqu'à sa fermeture, à la fin des années 80. Peu après, un tribunal militaire jordanien le condamnait par contumace à vingt-deux ans de prison pour fraude, détournement de fonds et vol - accusations qu'il rejette et dit être entachées d'arrière-pensées politiques.

Lorsque le CNI fit sa première apparition à Londres, il semblait être en plein essor. Le 30 mars 1993, son conseil présidentiel était reçu par John Major et s'entretenait avec Douglas Hurd, alors ministre des Affaires étrangères britannique. Un mois plus tard, il rencontrait le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, et le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher. En Arabie Saoudite, il rencontrait le roi Fahd. Des délégations du CNI étaient reçues au Vatican et en Espagne par de hauts fonctionnaires et des personnalités politiques. Lorsque deux ambassadeurs irakiens passèrent à l'opposition, en août 1993, le CNI organisa dans un hôtel londonien une conférence de presse retentissante. En octobre 1994, il annonça la mobilisation de la garde républicaine [unité d'élite du régime] près de la frontière koweïtienne, ce qui déclencha une alerte militaire occidentale.

Mais en dépit de l'image publique

soignée du CNI, le mécontentement ne cessait de croître dans ses rangs, avec la montée en puissance de M. Chalabi. Ses admirateurs faisaient valoir qu'il était la seule personnalité en vue que l'opposition ait pu produire. Mais, alors que la constitution du CNI prévoit une session annuelle de l'assemblée générale, celle-ci ne s'est réunie qu'une seule fois depuis la conférence de Vienne - à Salahuddin, en octobre 1992. L'an dernier, une sorte de gouvernement fantôme s'est constitué avec l'"accord des cinq", dont ses détracteurs affirment qu'il a dirigé le CNI sans consulter les membres de l'assemblée générale. Ce groupe se compose du Dr Ahmed Chalabi, du général Hassan al-Nakib, de Jelial Talabani - chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) -, de son rival Massoud Barzani, du PDK, et d'un représentant du Conseil suprême de la révolution islamique, parti d'opposition chiite irakien établi à Téhéran.

*Toutes les décisions  
organisationnelles  
et financières  
sont prises sans  
en informer  
la direction collégiale*

Même dans ce cercle de proches, M. Chalabi cacherait soigneusement son jeu - comme lorsqu'il a décidé au mois de mars dernier d'obtenir des forces de l'UPK qu'elles attaquent l'armée irakienne près d'Arbil [nord de l'Irak]. Selon Abdul Hussein Chabane, qui a démissionné en juillet 1993 de son poste de secrétaire général du comité exécutif du CNI, Massoud Barzani et le général Al Nakib n'auraient jamais été informés de cette décision. C'est du moins ce qu'ils affirment. "Je dirais que le CNI a été un one-man show. Toutes les décisions organisationnelles et financières ont été prises sans que la direction collégiale n'en ait eu connaissance", affirme M. Hussein Chabane. Latif Rachid, vice-président du comité exécutif, soutient, lui, que personne au CNI ne cherche à empêcher la tenue d'une assemblée générale. Un autre membre du Conseil souligne que

des préparatifs sont en cours pour une telle réunion, qui devra se tenir "le plus tôt possible et qui devrait permettre notamment de réélire le conseil exécutif".

Aux dires de M. Hussein Chabane, le CNI serait aujourd'hui constitué de deux structures distinctes : une "vitrine", composée de personnalités influentes (Kurdes,

*La dernière balle  
qui tuera le CNI sera  
tirée par l'un des  
partis kurdes, ou par  
les deux ensemble*

Arabes, musulmans, nationalistes, ainsi que d'autres), et une organisation secrète, dirigée par Ahmed Chalabi. Selon lui, il y aurait un décalage entre le programme déclaré du Congrès et ses véritables objectifs. "J'étais secrétaire général, mais je ne connaissais pas les origines des fonds, commente-t-il. Un seul homme les connaissait." Outre ces accusations concernant sa structure antidémocratique, le CNI a été montré du doigt pour avoir accepté, dit-on, des fonds de la CIA ainsi que de l'Arabie Saoudite. L'un des membres du comité exécutif a démenti l'existence d'un tel financement, révélé dans deux articles du *New York Times* : "Le CNI ne reçoit pas de fonds des Etats-Unis. Ces articles ont pour seul but d'affaiblir notre organisation", a-t-il affirmé.

Selon M. Hussein Chabane, l'ensemble de l'opposition irakienne est aujourd'hui en crise. Il estime que l'échec du CNI s'explique par son isolement et son incapacité à s'assurer un soutien massif de la population. "Sa dépendance à l'égard de forces extérieures l'a conduit à sa perte. La dernière balle qui tuera le CNI sera tirée par l'un des partis kurdes, ou par les deux ensemble." Le Congrès national irakien peut sans doute encore contribuer à maintenir la question irakienne à l'ordre du jour international, mais dans les milieux de l'opposition, à Londres, on s'accorde de plus en plus à reconnaître que toute évolution du régime irakien ne pourra venir que de l'intérieur du pays lui-même. ●

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0628 4 I 0274 SUE /AFP-XD14

PaysBas-Kurdes

Une centaine de Kurdes en grève de la faim à La Haye

LA HAYE, 20 juil (AFP) - Une centaine de Kurdes ont entamé jeudi une grève de la faim à La Haye pour apporter leur soutien aux 10.000 Kurdes emprisonnés en Turquie qui mènent une action identique depuis le 14 juillet.

Les activistes kurdes, hommes et femmes, ont installé une tente au bord de l'étang qui longe le Binnenhof, siège du Parlement et du gouvernement à La Haye, avec l'accord de la police locale, a indiqué celle-ci. On ignore jusqu'à quand ils comptent y rester.

Selon le Centre d'information kurde aux Pays-Bas, l'action vise à protester contre les "tortures et les actes de cruauté dont sont victimes les Kurdes".

"La guerre que mène la Turquie a pour objectif de rayer le peuple kurde de l'histoire de l'humanité", affirme le Centre, qui exige qu'Ankara cesse immédiatement les hostilités.

Des grèves de la faim comme celle organisée à La Haye ont été lancées jeudi ailleurs en Europe, notamment à Athènes, Stockholm, Berlin et Francfort.

(A Berlin et à Francfort, des "centaines" de Kurdes de Turquie se sont mis en grève de la faim pour dénoncer cette répression, a affirmé Felemez Basboga, député du parlement kurde en exil.)

(De même, à Stockholm en Suède, ils étaient une cinquantaine de ressortissants kurdes à avoir entamé une grève de la faim.)

Le parlement kurde en exil, qui a appelé au mouvement, a été inauguré le 12 avril à La Haye. Composé de 65 élus, ce parlement sans siège fixe est censé représenter les Kurdes de la diaspora et se veut un premier pas vers un Congrès national du Kurdistan, selon ses promoteurs.

LB/mb/lb

AFP /JO0245/201743

JUL 95

FRS0503 4 I 0176 TUR /AFP-WJ55

Turquie-Kurdes

Quinze morts lors d'accrochages dans le sud-est anatolien

ANKARA, 20 juil (AFP) - Dix miliciens kurdes pro-gouvernementaux et cinq rebelles kurdes ont été tués lors d'accrochages dans le sud-est anatolien, a rapporté jeudi l'agence Anatolie, citant des sources officielles.

Un groupe de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a attaqué dans la nuit de mercredi à jeudi des positions des gardiens de village (miliciens kurdes pro-gouvernementaux) à Uzundere (sud-est, province de Hakkari), en tuant 10 et en blessant 6 autres, selon l'agence qui cite la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est).

Cinq rebelles du PKK ont par ailleurs été tués lors d'opérations de l'armée turque dans les régions de Karliova (sud-est, province de Bingol) et à Bitlis.

Par ailleurs, 15 membres présumés de l'organisation clandestine islamiste kurde, le "Hizbullah", ont été arrêtés dans un village près de Diyarbakir, en possession d'un fusil automatique et de grenades, selon l'agence.

KG/AD/lb

AFP /JO0245/201616

JUL 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0752 4 GI 0200 FRA /AFP-GI34

France-Turquie-Kurdes

Cent cinquante Kurdes en grève de la faim dans une église de Paris

PARIS, 21 juil (AFP) - Cent cinquante kurdes faisaient vendredi une grève de la faim dans une église du 2ème arrondissement de Paris, en signe de solidarité avec leurs compatriotes détenus en Turquie, a-t-on appris de source policière et kurde à Paris.

"Cent cinquante Kurdes se trouvent à l'intérieur de l'église St Eustache, et une cinquantaine à l'extérieur", précise la source policière. Des forces de l'ordre dépêchées sur les lieux tentent de négocier avec ces militants pour les amener à quitter l'église, et à s'installer ailleurs, précise-t-on.

Selon le Centre d'information du Kurdistan à Paris, "la grève des militants kurdes a pour objectif de se solidariser avec les quelque 10.000 prisonniers kurdes en Turquie".

Des centaines d'activistes kurdes ont entamé depuis jeudi une action commune de solidarité dans plusieurs villes d'Europe (La Haye, Stockholm, Berlin, Francfort, Athènes), pour apporter leur soutien aux Kurdes emprisonnés en Turquie" qui mènent une grève de la faim depuis le 14 juillet.

Ce mouvement répond à un appel du parlement kurde, fondé en avril à La Haye.

hm /bw

AFP /JO0245/211946

JUL 95

FRS0176 4 I 0221 SUE /AFP-CP30

Suède-Irak-ONU

Aide suédoise de 28 millions de francs pour la population et les forces de l'ONU en Irak

STOCKHOLM, 21 juil (AFP) - La Suède a décidé d'accorder une enveloppe de 30 millions de couronnes (21 millions de francs) pour l'aide à la population irakienne et de 10 millions (7 millions de francs) pour les gardes de l'ONU protégeant les Kurdes dans le nord de l'Irak, a-t-on appris vendredi de source officielle.

Les 30 millions de couronnes seront destinés aux programmes humanitaires menés par différentes agences des Nations unies dans ce pays frappé par un embargo international à la suite de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein en août 1990, a-t-on précisé au ministère de la Coopération.

Sur cette somme, le gouvernement social-démocrate a décidé d'allouer 15 millions de couronnes (11 millions de francs) pour l'aide alimentaire, dans le cadre d'une action du Programme alimentaire mondial (PAM), et le reste pour la purification de l'eau et les besoins sanitaires, par le canal du Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF).

Dix millions seront par ailleurs attribués aux troupes de l'ONU pour la protection des populations kurdes vivant dans le nord de l'Irak. Cette force est stationnée sur place depuis la répression d'une rébellion kurde contre Bagdad au printemps 1991.

ajb/jmc

AFP /JO0245/211050

JUL 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

## Human Rights Diary

**IHD is nine, going on ten:** The Human Rights Association (IHD) celebrated its tenth year with a press conference at the IHD headquarters in Sıraselviler yesterday. IHD was founded by 98 writers, scientists, lawyers, physicians, engineers, architects, journalists and relatives of political prisoners on July 17, 1986 to fight for human rights regardless of religion, language, race, sex, border and nationality. The organization has over 151,000 members in 58 branch offices throughout the country. (*Turkish Daily News, July, 18*)

**One Turkish policeman dead, one wounded in attack:** Members of a leftist urban guerrilla group shot dead a Turkish policeman and wounded another in an armed attack on a police car in Istanbul, the Anatolian news agency said on Monday. The Revolutionary People's Liberation Front (DHKP) took responsibility for Sunday's attack in a message sent to some news organizations, Anatolia said. In early June DHKP militants murdered a policeman guarding the Istanbul headquarters of Prime Minister Tansu Çiller's ruling party. (*Turkish Daily News, July, 18*)

**Human rights in Turkey need restoration, says Hacaloğlu :** Human Rights Minister Algan Hacaloğlu visited TUM-BEL-SEN (Union of Municipal Workers) President Vijdan Baykara to discuss the ministry's human rights educational project. The decade 1995-2005 has been designated by UNESCO "The Human Rights Decade." Hacaloğlu argued that at a time when human rights are being violated, Turkey must restore them to strengthen democracy. (*Turkish Daily News, July, 18*)

**Human Rights Association releases June report:** The June report of the Human Rights Association (IHD) containing alleged human rights violations was released on Tuesday. The report claims that nine persons have been killed and 21 others wounded as a result of attacks carried out by unidentified perpetrators. It alleges that 24 individuals have been killed and 34 injured during the attacks against civilians. It further claims that 1,648 people have been taken into custody and that 16 villages and 20 hamlets have been evacuated. Hüsnü Öndül, secretary general of the IHD, claimed that human rights violations increased every day. Öndül further claimed that unless respect exists for human rights and democracy, it was not difficult to predict that the figures provided in the report would rise. (*Turkish Daily News, July, 19*)

**European Court of Human Rights hears Turkish police abuse case:** The case of a Turkish auxiliary nurse who was maltreated in police custody was on Monday brought before the European Court of Human Rights by the European Commission, a court statement said. Yüksel Yağız was placed in police custody in December 1989 after a baby disappeared from a maternity ward where she worked, and questioned for a day and a half by internal intelligence. Tests by three doctors showed marks on the soles of her feet, confirming allegations of maltreatment during her custody, they said. Three policemen brought before the Izmir criminal court were discharged as the identity of the culprits could not be determined, a decision confirmed by an appeal court. The auxiliary nurse then submitted a request to the European Commission, invoking Article 3 of the European Convention on Human Rights which states that no-one can be submitted to torture or punishments or degrading treatment. Meanwhile, an investigation by the Turkish police led to the arrest of the baby's kidnappers. The European Court of Human Rights will now examine the conclusions of the European Commission and Turkish government, before delivering a verdict within 10 to 15 months. (*Turkish Daily News, July, 19*)

**Murtaza Demir in court:** On Tuesday Ankara State Security Court started questioning Murtaza Demir, chairman of the Pir Sultan Abdal Cultural Association, about a speech he made on the occasion of the second anniversary of the Sivas riots, the Anatolia news agency reported. The court was acting on a complaint made by Muhsin Yazıcıoğlu, chairman of the Grand Unity Party (BBP) and three party deputies. They accuse Demir of "provoking enmity and contempt between classes, ethnic and religious groups, sects and regions." (*Turkish Daily News, July, 19*)

**Allegations persist of police misconduct in Tunceli:** The tension which began with the killing of four members of a special police team by militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in early July in Tunceli still persists. Sinan Yerlikaya, Tunceli deputy from the junior coalition partner Republican People's Party (CHP), continues his allegations that the policemen assigned to the special team mistreat the people there. (*Turkish Daily News, July, 19*)

**Special forces accused of murder:** Three members of the special forces serving in eastern Turkey have been accused of killing a local resident, Mustafa Dölek, in the village of Pazarcık in Kahramanmaraş on June 24. The accusation has been made by the dead man's wife Sultan Dölek who said that her husband had died instantly after being shot in the chest by the three special forces members. Official reports say that Dölek died after losing a lot of blood from a leg injury. (*Yeni Yüzyıl, July 20*)

## Neuer Aderlass unter irakischen Kurden

### Ein Abgesandter Saddam Husseins im Norden

In den letzten zwei Wochen haben schwere Kämpfe zwischen den zwei grossen Kurdenparteien im Nordirak Hunderte von Todesopfern gefordert. Das Geschehen dreht sich um die von den Talabanis besetzte «Hauptstadt» Erbil sowie die Orte Shaklawa und Rawanduz. Eine iranische Regierungsdelegation vermochte den Waffenstillstand nicht mehr zu verlängern. Ein Emissär des irakischen Präsidenten traf sich mit beiden Kurdenführern.

vk. Limassol, 21. Juli

In den letzten Tagen haben Vertreter der beiden grossen Kurdenparteien im Nordirak eingestanden, dass sie in den vergangenen zwei Wochen in ihrer Gegend die härtesten Kämpfe seit dem Aufstand nach dem Kuwait-Krieg gefochten hätten. Ein Sprecher von Barzanis Demokratischer Partei Kurdistans (KDP) schätzte die Todesopfer allein auf seiten der Gegner, Talabanis Patriotischer Union Kurdistans (PUK), auf über 300. Nach einer Erklärung der PUK haben KDP-Kämpfer am 17. Juli einen Grossangriff auf den Ort Rawanduz lanciert, wobei sie zivile Siedlungsgebiete mit Artillerie und Katjuscha-Raketen bombardiert hätten; dabei seien über 20 Personen umgekommen und Dutzende von Häusern zerstört worden. Nach dreissigstündigen Kämpfen habe die PUK die Angreifer abgeschlagen und ins Gebirge verfolgt.

#### Ringens um Shaklawa

Ein Sprecher der KDP hingegen erklärte, seine Leute hätten lediglich drei Stellungen der PUK in dem Rawanduz dominierenden Hügelzug überannt und das Dorf Kalulakan am Eingang des Fleckens eingenommen. Das sei die Vergeltung für Vorstösse der PUK auf der Achse Shaklawa-Hiram von letzter Woche gewesen. Ein Sprecher des amerikanischen Staatsdepartements erklärte, das Kampfgeschehen unter Kurden habe insbesondere in der Nähe der Stadt Erbil zugenommen. Vor einigen Tagen hatte die PUK die Leute Barzanis angeklagt, sie versuchten Erbil zu erobern und arbeiteten dabei sogar mit Artillerie-Einheiten des Regimes Saddam Hussein zusammen. Eine weitere Kraft in der Region, die Islamische Bewegung, welche den Grenzübergang nach Iran bei Halabjah hält, ist nach Darstellung der PUK bisher neutral geblieben.

Hintergrund dieser Kämpfe zwischen Kurden, welche im Sommer letzten Jahres und zur Jahreswende schon zweimal blutig aufgeflammt waren, ist ein Ringens zwischen den beiden Grossparteien

um Geldmittel, Ressourcen und Machtpositionen im Nordirak. Eine Teilung der Macht nach Massgabe der Wahlergebnisse von 1992 ist klar gescheitert. Bei der letzten Kampfrunde hatte die PUK überraschend die kurdische Kapitale Erbil eingenommen, was Barzani als unerträgliche Einbusse und als Einbruch in sein Interessengebiet nicht hinnehmen wollte. Dann stieg jedoch der Druck äusserer Mächte, der Türkei und Amerikas und insbesondere Irans, welche ein Ende des Blutvergiessens forderten. Seither zitierten die Iraner dreimal Delegationen Barzanis und Talabanis nach Teheran, wo sie murrend einer Verlängerung der Waffenruhe zustimmen mussten. Am letzten Dienstag musste jedoch eine iranische Delegation unverrichteter Dinge aus dem Nordirak abreisen.

#### Bagdad nicht vergessen

Die jüngsten Kämpfe spielen sich alle auf den Strassenachsen von Erbil über Shaklawa und Rawanduz nach der Türkei und nach Iran ab. Das verrät wohl das beidseitige Bestreben, den Aussenhandel und die strategischen Zugänge in den Griff zu bekommen. Das amerikanische Staatsdepartement warnt davor, dass dieses Ringens die alliierte Schutzaktion für die Kurden ernstlich in Gefahr bringe. Diese Woche ist auch ein Sonderemissär des irakischen Präsidenten, der ehemalige kurdische Minister Makram Talabani, im Norden mit den beiden Kurdenführern zusammengetroffen. Über den Inhalt der Gespräche verlautete nichts, doch brachten Beobachter sie mit einer Anspielung Saddams auf eine neue Amnestie für Dissidenten zusammen. Die KDP und die PUK versicherten nur, diese Treffen bedeuteten nicht eine Wiederaufnahme der Verhandlungen mit Bagdad an dem Punkt, wo sie im Oktober 1991 abgebrochen worden waren. Doch liegt darin ein klarer Hinweis, dass die weitere Zukunft der irakischen Kurden kaum in einer Unabhängigkeit oder einem immer wieder verlängerten Provisorium liegen kann, sondern wohl auf eine Verständigung mit Bagdad gebaut sein muss.

FRS0456 3 I 0190 TUR /AFP-EO90

France-Turquie

Libération de cinq Français interpellés à la frontière turco-irakienne

ANKARA, 21 juil (AFP) - Les cinq Français interpellés lundi par la police à la frontière turco-irakienne alors qu'ils voulaient se rendre en territoire kurde irakien, ont été libérés vendredi et ont quitté la Turquie à destination de France, a-t-on appris de bonne source à Ankara.

Membres d'une "Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak", les français (Martine Mouhedine, sa fille de huit ans Eva, France Deprez, ainsi que Jean et Annie Ladan) ont été acheminés, par la police, du poste-frontalier de Habur à Diyarbakir (Anatolie, sud-est), a-t-on précisé de même source.

Les cinq personnes ont ensuite pris l'avion assurant la liaison Diyarbakir-Ankara avant de prendre un autre appareil de Turkish Airlines à destination de Paris, selon cette source.

Elles souhaitaient apporter des livres, médicaments et du matériel agricole au Kurdistan irakien. Le président de l'association Serge Mouhedine avait traversé seul la frontière la veille, avait auparavant indiqué à l'AFP à Saint-Lo une responsable de l'association.

YM/ev/mfo

AFP /JO0245/211602

JUL 95

La Nouvelle  
République  
du  
Centre  
Ouest

21 juillet 1995

KURDISTAN**Cinq Français retenus  
prisonniers en Turquie**

L'Association d'aide aux agriculteurs de Kurdistan d'Irak installée dans le département de la Manche vient de lancer un appel à l'aide, que ce soit auprès des autorités politiques françaises, ou auprès de l'ambassade de France en Turquie. En effet, il semble que plusieurs Français faisant partie d'un convoi humanitaire soient retenus prisonniers par les forces de police turques.

Tout a débuté dimanche dernier avec le départ d'un groupe de six personnes, Jean et Annie Ladan, de Plouhinec (Finistère), France Desprez, Serge et Martine Mouhedine et leur petite fille Eva âgée de 8 ans, de Hambye (Manche). Il semble que les choses se soient compliquées au moment de passer la frontière entre la Turquie et l'Irak. En effet, cette association intervient pour aider des Kurdes d'Irak en leur apportant des médicaments, mais aussi des graines et du matériel agricole. Si le président de l'association, Serge Mouhedine, d'origine belge, n'a pas été inquiété car il semble qu'il ait passé la fron-

tière séparément, par contre, tous les autres membres du groupe ont été arrêtés par les Turcs. Depuis lundi dernier, les quatre adultes et l'enfant sont prisonniers des forces de police turques qui les auraient transférés dans la ville de Diyarbakir, l'agglomération la plus importante et la plus proche de la frontière.

On se souvient que c'est dans cette zone que l'armée turque est intervenue il y a plusieurs mois, en territoire irakien, pour pourchasser les autonomistes kurdes. Cette chasse ne s'est pas faite sans « bavures » sur la population locale.

Est-ce le fait de venir en aide à ces populations kurdes qui est sanctionné par la retenue des cinq français ? Est-ce le fait de transporter des médicaments et des livres en kurde ? Le fait est là. Il y a, aujourd'hui, cinq français détenus en Turquie et les autorités diplomatiques françaises sont en contact pour trouver une solution à cette affaire.

Ivan ROULLET.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0389 4 I 0200 TUR /AFP-RX48

Turquie-Kurdes

34 rebelles kurdes et deux soldats turcs tués dans le sud-est anatolien

ISTANBUL, 24 juil (AFP) - Trente-quatre rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et deux soldats turcs ont été tués depuis dimanche soir, au cours d'accrochages dans le sud-est anatolien, a rapporté lundi l'agence Anatolie citant des sources officielles.

24 rebelles ont été tués dans les régions de Hakantepe et Taslitepe à Cukurca (sud-est, province de Hakkari), frontalières entre la Turquie et l'Irak, selon la même source qui cite un communiqué de la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir.

Dix autres rebelles ont été tués par ailleurs dans les régions de Bingol, de Sirnak et de Tunceli, indique le communiqué. Deux soldats turcs ont été tués lors de combats.

Douze villageois, dont 6 femmes et un enfant, ont d'autre part été tués, et 13 autres blessés dans la nuit de dimanche à lundi lors d'une attaque des rebelles kurdes contre le hameau de Atabinen dans la région de Gurginar (sud-est).

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, a fait environ 20.000 morts, civils, militaires et rebelles.

kg/eg/mfo

AFP /JO0245/241548

JUL 95

Journal de Genève - 24 juillet 1995

## TURQUIE

### Réformes constitutionnelles adoptées

Le Parlement turc a adopté dans la nuit de samedi à dimanche la proposition de démocratisation de la Constitution. Cet assouplissement était attendu depuis longtemps par les démocrates et les pays occidentaux. Le texte actuellement en vigueur avait été hérité du dernier régime militaire. La proposition adoptée vise notamment à étendre le droit syndical aux fonctionnaires, permettre aux syndicats et aux associations de faire de la politique, abaisser de 21 à 18 l'âge du droit de vote. Le Parlement européen souhaite également un meilleur respect de la liberté d'expression et la libération de députés kurdes emprisonnés avant toute ratification de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne. (Agences)

Le Méridional - 24 juillet 1995

### Violents combats au Kurdistan

De violents combats ont à nouveau éclaté entre factions rivales kurdes dans le nord de l'Irak, et la ville de Rawandouz a été presque entièrement détruite, a affirmé à Damas l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Le porte-parole de l'UPK à Damas, Salah Barouari, a déclaré que les combats avaient repris entre sa formation et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) dans la nuit de samedi à dimanche dans la région de Wadi Khankah, proche de la ville de Rawandouz, dans le gouvernorat d'Erbil.

Cette région du nord de l'Irak échappe au contrôle de Bagdad depuis le soulèvement kurde à la suite de la guerre du Golfe (1991).

# Turkish MPs pass reforms to pave way for EU trade deal

By John Barham in Ankara

Turkey's MPs yesterday voted through a long-delayed package of constitutional reforms which the government hopes will overcome resistance in the European Parliament to ratifying a landmark Turkey-European Union trade agreement later this year.

Approval of the constitutional amendments is an important political victory for Mrs Tansu Çiller, the prime minister, who is pinning her chances of re-election on a successful conclusion of a customs union agreement with the EU.

Although few of the amendments make significant alterations to the authoritarian constitution, written by Turkey's military rulers in the early 1980s, they are intended to convince the European parliament that the government is extending democracy, freedom of expression and minority rights.

The European parliament is expected to vote on ratifying the customs union agreement this autumn. If approved, the agreement, which will cut tariffs and liberalise the movement of goods

between Turkey and the EU, will come into force on January 1 next year.

The reform package was approved after weeks of often bitter political confrontation. The amendments lower the voting age to 18 from 21 and allow trade unions and associations to participate in politics. Collective bargaining will be allowed for civil servants, but they will still not be allowed to strike.

MPs will be free to change parties and their number will be raised from 450 to 550. A passage in the constitution justifying the 1980 military coup will be removed. However, MPs did not eliminate a clause barring court cases against the military regime.

Approval of the reform package seemed almost impossible until last weekend, when intense lobbying and arm-twisting yielded results for the government.

MPs from the main conservative opposition Motherland party refused to support the reforms, fearing this would strengthen Mrs Çiller. General elections must be held by November next

year and Mrs Çiller's conservative True Path party (DYP) is expected to present itself as the party which led to Turkey into Europe.

Both the EU and the government see customs union as a way of binding Turkey more closely to the west at a time of growing Islamic militancy. Refah, an Islamist party, is now one of Turkey's most popular parties. Many Turks also believe customs union will help repair Turkey's inflation-battered economy and bring prosperity.

However, the government also faced strong resistance from hardliners in its own ranks who believe democratisation will undermine the struggle against the guerrilla insurgency of the Kurdistan Workers party.

These hardliners, with explicit support from the armed forces, say they will refuse to amend Turkey's strict anti-terrorism laws in which dissent is often equated with terrorism.

As a result, 166 writers, journalists, human rights campaigner and politicians are now in jail. Mr Yaşar Kemal, Turkey's greatest living writer, is currently on trial for "separatism". Although Turkey will campaign aggressively for ratification, it remains to be seen whether an increasingly assertive European parliament will be convinced the reform package is evidence of genuine democratisation.

★ FINANCIAL TIMES MONDAY JULY 24 1995

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 24, 1995

## Turkey Amends Its Constitution

### But Changes Don't Address Concerns Over Human Rights

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — The Turkish Parliament voted Sunday to amend the Constitution, rewriting part of the document's introduction but avoiding drastic changes.

Diplomatic analysts said the amendments would hardly please Western countries that want Turkey to improve its human rights record and lift legal restrictions on freedom of thought before a customs union agreement with the European Union can be completed.

European governments have also urged Turkey to take steps to end torture and to recognize Kurdish political rights.

Conservative deputies in Prime Minister Tansu Çiller's

center-right True Path Party and the main opposition Motherland Party barred many of the proposed changes.

Parliament plans to tackle one of the primary laws limiting freedom of expression — article 8 of the anti-terror law — when sessions resume after the summer recess, the government press office said in a statement.

Despite Mrs. Çiller's promise to relax laws that limit freedom of expression, there appears to be no agreement on removing article 8, used mainly against people who argue for broader political rights for Kurds.

Scores of writers and others are in jail for publishing books about modern Kurdish history, criticizing alleged human rights

abuses in the mainly Kurdish southeast or expressing Kurdish nationalist sentiments.

Hard-liners in the Parliament reject changing article 8, arguing it would only encourage the 11-year Kurdish guerrilla war.

The amendments lowered the voting age to 18 from 20 and allowed associations and unions to get involved in political activity.

A paragraph praising the 1980 military takeover was removed from the constitution, the number of parliamentary seats was raised to 550 from 450, and lawmakers will be able to switch parties.

(AP, Reuters)



# Trimmed constitutional changes finally clear unified Parliament

Turkish Daily News

MONDAY, JULY 24, 1995

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Parliament approved on Sunday the first ever package of amendments to the 1980 military-era Constitution, including the trimming of some articles concerning union rights and prosecution of the then military administrators.

The constitutional debates which have been going on since mid-June ended with the casting of 360 "yes" votes in the early hours of Sunday. Since the votes in favor exceed 300 a referendum is not mandatory. If the president does not call for a referendum or sends the package back to Parliament for reconsideration, the amendments will become effective after they are published in the Official Gazette.

Only 32 votes were cast against during the vote on the entire package. Despite the requirement of a secret vote, the leaders and the deputies of the ruling coalition partners, the True Path Party (DYP) and the Republican People's Party (CHP) and the main opposition Motherland Party (ANAP) cast their votes openly. While the deputies of the other parliamentary opposition parties, the Nationalist Movement Party (MHP) and the Democratic Left Party (DSP) backed the package, the deputies of the pro-Islamic Welfare Party (RP) opposed the package. Thus the RP deputies abstained from the final vote and maintained their persistent stance that they would not support the package unless article 24 of the Constitution, which bans establishment of the state order on religious tenets, was removed.

Following the adoption of the new amendments with 360 "yes" votes, Deputy Parliament Speaker Mustafa Kalemli, who presided over the plenary session said, "This result has provided the best answer to the severe and baseless accusations levelled against Parliament."

Deputies gave a long standing ovation when the result was announced.

The second round of debates on the amendment package resumed last week after being suspended in mid-July when an article concern-



Prime Minister Tansu Çiller says Turkey is now more democratic and participatory

ing full union rights for civil servants was rejected. Other delays were caused by the call for an open vote on the amendment package.

Intense interparty consultations led to last week's resumption of the debates.

Prime Minister Tansu Çiller, commenting on the result at her parliamentary group meeting on Sunday morning, said, "The constitutional amendment package has produced one winner and one loser. The winner is our nation and the loser is the RP." Çiller said that it was the first time for nearly a century that such a large scale constitutional amendment had been carried out by civilians. "There is a more democratic and more participatory Turkey today," Çiller said.

The prime minister added that both the government and opposition parties should be recognized for their contributions to the passage of amendment package.

After the completion of the debates, the parliamentary groups of ANAP and CHP also held emergency sessions. Hikmet Çetin, chairman of the junior coalition partner CHP said, "I know it has not happened the way we wanted but we should be satisfied what we have achieved."

When the articles calling for full union rights for civil servants were rejected, the CHP first threatened that it would withdraw its support from the package but later decided to continue with the debates. Çetin complained about the existence of an

## WHAT THE PARLIAMENT CHANGED

- The part of the preamble of the Constitution which praises the Sept. 12, 1980 military takeover has been removed
- Trade unions and associations may now be politically active
- Civil servants will now be able to form trade unions
- Voting age lowered from 20 to 18
- The age requirement to be a political party member reduced from 21 to 18
- The number of parliamentary seats raised from 450 to 550
- The beginning of the new legislative year is now October

## WHAT THE PARLIAMENT REJECTED

- The proposed elimination of the clause barring people from claiming that laws and decrees passed during the Sept. 12, 1980 military era are unconstitutional
- The proposal to reduce the minimum age of Parliamentary deputies from 30 to 25
- The proposal to allow deputies to take trade unions posts
- The proposal to remove the ban on strikes and lock-outs with political intentions

alliance in Parliament which opposed the articles concerning civil servants' union rights.

ANAP leader Mesut Yılmaz said it was his party which played a key role in the passage of the package. Yılmaz said, "If it had not been for ANAP's contribution, this result would not have come about."

Implying Çiller, Yılmaz continued, "If some people attempt to use these changes for their own political interest, this long period which we have experienced will prevent them from getting more credit from public opinion."

Arguing that Çiller would claim credit for the success of the of the constitutional package many ANAP deputies at first voted against the

amendments but after the rejection of secret voting on the package the ANAP deputies began casting "yes" votes to the proposed amendments.

DSP Chairman Bülent Ecevit said that the constitutional amendment process resulted in the victory of secularism. Ecevit said that the RP was defeated in this process.

Speaking at a press conference in Parliament, Ecevit said that the RP had always wanted the provisions guaranteeing secularism and freedom of belief to be removed from the Constitution but had been defeated in their aim.

Ecevit said the amendments regarding democratization and social rights were not entirely satisfactory.

Meanwhile, the CHP and the DSP deputies blame the DYP and ANAP deputies for the rejection of the articles concerning union rights.

**The new amendments which were passed after a difficult parliamentary process are as follows:**

■ The part of the preamble of the Constitution which praises the Sept. 12, 1980 military takeover was removed;

■ The ban preventing associations from political activity was removed. Also, a court order will be required for the closure of associations. In cases of closure by competent offices for reasons such as national security, it will be necessary to obtain a court order within 24 hours;

■ Civil servants will have the right to establish trade unions; they will not have the right to strike but will be able to conclude collective bargaining agreements;

■ The constitutional provision which bars trade unions from engaging in politics has been deleted;

■ The voting age was lowered from 20 to 18. Parliament agreed to pass a special law granting citizens abroad the right to vote. Also detainees and inmates will have the right to vote under the supervision of judges;

■ The age limit for admission to a political party was reduced from 21 to 18. The prohibition against political parties organizing abroad and founding their respective youth and women branches was eliminated. Also Parliament agreed to pass a law allowing university lecturers to assume posts at political parties central offices and permitting university students to become members of political parties;

■ The number of parliamentary seats was raised from 450 to 550. Parliament's commencement of the new legislative year was shifted from September to October;

■ The condition requiring an absolute majority to accept the resignation of a deputy was removed. The relevant provision of the Constitution was worded to read: "This (resignation of the deputy) will be decided upon by the parliamentary general assembly."

Also the provision which causes a deputy to lose his membership if he resigns from his party to join another was removed.

Furthermore, a deputy whose party is ordered dissolved by the Constitutional Court will be able to maintain his parliamentary membership provided that he has not caused the banning of his party by his statements or activities. In other words, only the deputies who were responsible for the closure of their parties

will lose their seats in Parliament;

■ A deputy whose legislative immunity is lifted or who has lost his membership by plenary session can apply to the Constitutional Court within seven days. If the court will make a final ruling in regard to his appeal within 15 days the decision of Parliament will not take effect;

■ It will be possible to hold local elections at the same time as general or by-elections in the event that only one year is left between them;

■ The ban against professional public organizations becoming involved in politics was removed;

■ During the hearing of cases regarding the dissolution of a political party, the Constitutional Court will be required to hear the testimony of the chairman of that party;

■ The ban against cooperatives engaging in politics was removed.

The amendments rejected by Parliament are as follows:

■ The proposed elimination of the clause barring people from claiming that laws and decrees passed during the Sept. 12, 1980 military era are unconstitutional.

This proposal also called for elimination of the clause barring prosecution of the administrators of that era on charges of corruption, bribery, theft, smuggling and other such ordinary crimes;

■ The proposed easing formalities regarding formation of trade unions. It also called for closure of trade unions with court order;

■ The proposed reduction of the age requirement for membership in Parliament from 30 to 25;

■ The proposed removal of the ban on strikes and lock-outs with political intentions;

■ The proposed removal of the ban obstructing deputies from assuming posts at trade unions, association, foundation and professional public organizations.

LE MONDE / MARDI 25 JUILLET 1995

# Le Parlement turc a adopté le projet de démocratisation de la Constitution

## Le vote ouvre la voie à l'accord d'union douanière entre Ankara et l'Union européenne

Le vote des députés turcs sur la réforme constitutionnelle était attendu depuis longtemps par les Européens. Il intervient avant la ratification

de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'UE, qui doit être examiné par le Parlement de Strasbourg à l'automne. Les débats au sein

du Parlement turc avaient commencé le 14 juin, et avaient dû être suspendus début juillet, faute de majorité suffisante.

### ISTANBUL

de notre correspondante

A l'issue d'une session marathon, qui s'est terminée aux petites heures du dimanche 23 juillet, l'Assemblée nationale turque a finalement approuvé quinze amendements à la Constitution introduite en 1982 sous l'égide des militaires. Il aura fallu de longues semaines de tergiversations et de querelles politiques, puis la suspension du débat, pour que les principaux partis mettent enfin de côté leurs rivalités pour faire un pas - timide mais néanmoins crucial - vers un régime plus démocratique.

Les amendements ont été adoptés par 360 des 392 députés présents. Lorsque l'Assemblée s'était prononcée, vendredi, contre le vote à main levée - seule solution pour sortir de l'impasse -, le découragement était visible sur le visage du premier ministre, Tansu Ciller, et du vice-premier ministre, Hikmet Cetim, qui lui avait alors suggéré de suspendre à nouveau la procédure. M<sup>me</sup> Ciller, déterminée à obtenir l'adoption de ces réformes, décida, au contraire, d'essayer une dernière fois d'avoir

l'appui des principaux partis. Ces réformes constitutionnelles ne répondent pas à toutes les attentes du Parlement européen de Strasbourg, qui exige des projets concrets vers la démocratisation avant de donner son accord à l'entrée en vigueur du traité d'union douanière signé en mars entre la Turquie et l'Europe. Mais cette révision ouvre la voie à une plus grande participation de la société civile à la vie politique et pourrait influencer les prochaines élections législatives à l'automne 1996. Le nombre des parlementaires est passé de 450 à 550, le droit de vote a été abaissé à dix-huit ans, et les Turcs résidant à l'étranger pourront participer au scrutin. Les restrictions sur les liens entre syndicats et partis, ainsi que sur la participation des enseignants aux partis politiques ont été levées. En revanche, les fonctionnaires n'ont pas obtenu les droits syndicaux.

Pour modeste qu'il paraît, face aux longues listes de violation de la liberté d'expression et des droits de l'homme, ce succès représente un pas dans la bonne direction et un tournant pour la Turquie, si l'on

tient compte des obstacles considérables qui ont surgi au cours des dernières semaines. Les amendements ont en effet été adoptés en dépit de l'opposition des islamistes du Parti de la prospérité (RP), ce qui a fait dire à Bülent Ecevit, dirigeant du Parti démocratique de gauche (DSP) - dont le rôle modérateur aux dernières heures du débat a contribué au maintien du consensus fragile entre les partis -, que le passage des amendements était « une victoire pour la laïcité ». Le RP était, jusqu'à présent, parvenu à rallier à sa cause de nombreux conservateurs, membres d'autres partis, bloquant ainsi le passage du paquet de réformes.

### COOPÉRATION

Pour la première fois dans une histoire souvent dominée par le pouvoir militaire la Constitution turque a été modifiée à l'initiative des civils. Les parlementaires ont approuvé la levée du paragraphe louant l'intervention militaire de 1980 dans le préambule de la Constitution. Ils ont, en revanche, rejeté un article qui aurait permis la poursuite judiciaire pour cor-

ruption des responsables du coup d'Etat.

Ce succès, qui n'est pas seulement celui de M<sup>me</sup> Ciller, mais doit être attribué à une coopération fructueuse entre les principales formations politiques, ranime l'espoir qu'une atmosphère plus conciliante au Parlement permettra la poursuite du processus de démocratisation. Le gouvernement entend s'attaquer, dès la rentrée, à la suppression de l'article 8 de la loi antiterroriste, fréquemment utilisé pour emprisonner des intellectuels ou écrivains en raison de leurs opinions. En attendant ce débat qui promet d'être animé en raison de l'opposition farouche de nombreux conservateurs, les députés turcs auront droit à leurs vacances parlementaires, prolongées, puisque, dans le cadre des réformes qui devront être soumises à l'approbation du président Suleyman Demirel, les membres de l'Assemblée ont décidé que l'année parlementaire débiterait désormais le 1<sup>er</sup> octobre au lieu du 1<sup>er</sup> septembre.

Nicole Pope

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 25, 1995

# EU Lauds Turkey for Move on Reforms

Reuters

BRUSSELS — The European Commission on Monday welcomed the Turkish Parliament's approval of constitutional reforms, saying it boded well for the creation of a customs union with the European Union next year.

But a diplomat in Ankara said Turkey might still need to improve its human rights record for the agreement to be sealed.

"The constitutional reforms are an important step but the European Parliament might want a gesture on human rights," a diplomat from an EU country said. An EU spokesman in Brussels said: "The Commission congratulates the Turkish Parliament on its adoption of a package of constitutional reforms that aim to improve respect for human rights in Turkey."

He added that the European Commission, although it had not received full details of the reforms, was increasingly optimistic about the final ratification of the proposed customs union, due to come into force on Jan. 1.

The amendments, which were approved Sunday, will expand political participation and lift some restrictions on unions. They are part of a democratization program that Prime Minister Tansu Ciller unveiled more than a year ago.

The government has said it will attempt to drop or change, Article 8 of its antiterrorism law, a main obstacle to freedom of expression, when Parliament returns from summer recess in October.

"Article 8 is what the Eu-

ropean Parliament is really interested in," the diplomat said.

The wide-ranging article forbids advocating separatism. Scores of people are serving jail terms under it for written works or speeches about Turkey's Kurdish problem.

Prime Minister Ciller's attempts to revise or do away with Article 8 have been criticized by the military and rightist legislators who say it must stay in force while Kurdish rebels fighting a separatist campaign in southeastern Turkey are still active.

The customs union, which will give Turkey full access to the lucrative EU markets, was approved by the Union's ministers in March, but ran into objections from the European Parliament.

Les Echos  
25 juillet 1995

## Ankara se rapproche de l'Europe

**O**n est loin du compte mais personne ne peut nier que, en modifiant dans le sens d'une plus grande démocratisation 17 articles de leur Constitution, les parlementaires turcs aient fait faire un pas à leur pays en direction de l'Europe. Ces modifications, en retrait par rapport au projet de Tansu Ciller portant sur 23 articles, étaient la condition sine qua non à l'examen de passage devant le Parlement de Strasbourg de l'accord d'Union douanière conclu entre les Quinze et Ankara le 6 mars. Rien ne dit que la Turquie, qui négocie depuis trente ans avec Bruxelles, passera facilement l'obstacle. En effet, la Constitution révisée crée de nouveaux espaces de liberté politique sans améliorer radicalement la situation des droits de l'homme, particulièrement en ce qui concerne le sort des députés kurdes emprisonnés et le traitement du problème kurde. Reste que ces progrès, qui devraient s'étendre bientôt à la liberté d'expression, ne sont pas négligeables si l'on tient compte du fait que le Premier mi-

nistre n'a cessé de batailler depuis le 14 juin pour imposer ses idées. Tansu Ciller a même failli y renoncer par deux fois tant les difficultés étaient grandes de trouver un consensus parlementaire. De tout cela, les députés européens devront se souvenir au moment de ratifier l'accord. « L'Europe ne doit pas ménager son soutien et sa compréhension à un gouvernement qui souhaite progresser vers nos valeurs », déclarait Jacques Chirac lors du houleux débat au Parlement de Strasbourg le 11 juillet. Depuis ce plaidoyer fervent, Ankara ne trouve que des mérites à la politique française, même à propos de la reprise des essais nucléaires, considérée comme une affaire intérieure. En attendant, le gouvernement turc - sincère ou opportuniste - sait faire preuve d'esprit européen plus que certains membres de l'Union à propos du drame bosniaque ou lorsqu'il s'agit de s'équiper en matériels de défense européens - même si, inéluctablement, se pose la question de leur destination.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0056 4 I 0451 SYR /AFP-UX08

Syrie-décès

Khaled Begdache, chef historique du PC syrien, une figure du communisme arabe

DAMAS, 25 juil (AFP) - Le chef historique du Parti communiste syrien Khaled Begdache, décédé lundi soir à Damas à l'âge de 83 ans, était une figure de proue du communisme arabe depuis plus d'un demi-siècle.

Fidèle à l'orthodoxie communiste, il continuait à diriger jusqu'à sa mort une des deux ailes du parti issues d'une scission en 1986.

D'origine kurde, il était né à Damas en 1912 dans une famille modeste. Très jeune, il se lance dans la politique qui le contraindra à interrompre des études de droit.

En 1931, alors qu'il avait déjà pris la tête du noyau communiste syrien au sein du PC syro-libanais, il est arrêté une première fois par les autorités mandataires françaises pour activités subversives.

En 1933, il est de nouveau arrêté mais réussit à s'évader et quitte le pays pour l'URSS. La victoire du Front populaire en France en 1936 lui permet de regagner Damas et de jouer un rôle important dans la vie politique.

L'année suivante, il devient secrétaire général du PC syro-libanais.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, ses positions politiques sont axées autour de "la lutte contre le fascisme", "l'appui à l'URSS", "l'indépendance nationale" et "l'amitié avec la France démocratique".

Après la guerre, Begdache prend une envergure internationale et fait plusieurs séjours à Moscou et en Europe occidentale. Mais l'indépendance de la Syrie, en 1943 ouvre pour lui une période difficile.

En 1948, le parti est interdit et Begdache entre dans la clandestinité. Il réapparaît sur la scène politique à la faveur des coups d'Etat militaires qui se succèdent de 1949 à 1954. Cette année-là, il est élu député de Damas et devient ainsi le premier parlementaire communiste de Syrie.

Dès la proclamation de l'union syro-égyptienne, en février 1958, Begdache s'oppose violemment à ce qu'il considère être une "tutelle nassérienne sur la Syrie". Contraint de nouveau à l'exil, il passe huit ans avec sa famille principalement en URSS, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie.

L'Union syro-égyptienne prend fin en 1961 mais Begdache ne pourra rentrer en Syrie qu'en 1966, année où l'aile gauche du parti Baas prend le pouvoir. Son rôle est désormais secondaire et se limite à appuyer le régime.

En 1986, le PC se scinde en deux et Begdache s'oppose farouchement à l'aile réformiste, inspirée par la Perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev.

Begdache a été le premier à traduire en arabe le Manifeste communiste de Karl Marx ainsi que plusieurs articles de Staline. Marié à une Kurde, Wissal Farha, actuellement député au parlement syrien, il était père de deux enfants.

elf/szb tp

AFP /J00245/250439

JUL 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

Journal de Genève - 25 juillet 1995

## TURQUIE

### Kurdes: offre de médiation américaine

L'Union patriotique du Kurdistan a déclaré lundi que les Etats-Unis avaient offert leur médiation entre factions kurdes rivales qui s'affrontent depuis des mois dans le nord de l'Irak. Plus de 200 personnes ont été tuées et 500 blessées depuis la reprise le 9 juillet des combats entre l'UPK de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani dans le nord de l'Irak, a indiqué un responsable de l'ONU. D'autre part, 51 personnes, dont au moins sept civils, ont été tuées lors d'affrontements entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes au sud-est de la Turquie, ont déclaré des responsables de la sécurité lundi. Actuellement, un millier de Kurdes font la grève de la faim dans plusieurs villes européennes. Ils entendent ainsi dénoncer la répression exercée contre le peuple kurde en Turquie. Le mouvement a été lancé la semaine dernière. A Genève, 120 Kurdes se sont joints à cette protestation. (Agences)

Libération - 25 juillet 1995

## En Irak, les combats interkurdes ont fait plus de 200 morts

Plus de 200 personnes ont été tuées et 500 blessées depuis la reprise, le 9 juillet, de violents combats entre factions kurdes rivales dans le nord de l'Irak. Ce bilan fourni hier par un responsable de l'ONU concerne «les seuls combats autour d'Erbil», la principale ville du Kurdistan irakien. Plus de cent combattants ont ainsi été tués dans une attaque menée par l'UPK de Jalal Talabani pour tenter de prendre le contrôle de Salaheddine, quartier général de la formation rivale, le PDK de Massoud Barzani. Les combats entre ces organisations qui s'affrontent depuis mai 1994 et contrôlent le Kurdistan irakien, ont repris en dépit de l'annonce le 3 juillet à Téhéran

d'une prolongation d'un mois du cessez-le-feu. Alors qu'un responsable de l'opposition chiite irakienne, l'ayatollah Taqi Modarresi, a demandé à la Syrie d'intervenir pour arrêter le conflit, l'UPK annonçait hier que Washington a pris une initiative pour restaurer la paix en appelant les leaders de l'UPK et du PDK à une réunion fin juillet avec les autorités américaines. Selon le communiqué de l'UPK, qui déclare accepter d'arrêter les hostilités immédiatement si le PDK approuve un cessez-le-feu, les Etats-Unis souligneraient dans une lettre qu'une négociation avec le régime de Bagdad n'est pas dans les intérêts des Kurdes d'Irak. (AFP)

Le Soir - 25 juillet 1995

Les Etats-Unis proposent leur médiation au PDK et à l'UPK

## Lutte fratricide au Kurdistan irakien

Le Kurdistan irakien continue d'être le théâtre d'affrontements sanglants entre factions kurdes rivales. Depuis le 9 juillet, les combats auraient fait plus de 200 morts et 500 blessés autour d'Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, d'après un responsable de l'ONU. Plus de cent combattants ont été tués dans une attaque menée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) pour tenter de reprendre le contrôle de Salaheddine, quartier général de la formation rivale, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a indiqué la même source. La médiation de l'Iran avait pourtant permis l'annonce le 3 juillet d'une prolongation d'un mois du cessez-le-feu, mais celui-ci n'a jamais été respecté par les deux formations.

C'est au tour des Etats-Unis de tenter maintenant de restaurer la paix dans cette région qui échappe au contrôle de Bagdad depuis le soulèvement kurde qui a suivi la guerre du Golfe. M. Talabani, leader de l'UPK, a en effet reçu une lettre de Robert Deutch, directeur des Affaires du Golfe du nord du département d'Etat, proposant une réunion fin juillet entre factions rivales. Pour Washington, cette rencontre est considérée comme le début d'un processus de négociation qui devrait s'achever par un accord final. Les Etats-Unis souhaitent s'engager activement dans la recherche d'une solution globale des différends, incluant la démilitarisation d'Erbil et le règlement des questions autour de la collecte

et de la redistribution des revenus gouvernementaux dans la région. L'UPK a d'ores et déjà accepté l'invitation.

M. Deutch a également appelé les leaders des deux factions à mettre fin à leurs opérations militaires l'une contre l'autre, ce que l'UPK accepte de faire immédiatement si le PDK accepte le cessez-le-feu.

### LE PKK FRAPPE EN TURQUIE

Washington veut manifestement éviter tout regain d'influence irakienne dans la région. La lettre de Robert Deutch souligne qu'une négociation avec le régime de Bagdad n'est pas dans les intérêts des Kurdes d'Irak. *Aucun arrangement positif ne*

*pourrait émerger de ces négociations, affirme M. Deutch.*

Cet espoir de négociation entre factions kurdes irakiennes ne distrait pas le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), de sa lutte contre le pouvoir turc. Les rebelles armés kurdes ont fait irruption dans un village de l'est du pays, près de Van, tuant douze personnes, dont six femmes et un enfant, et blessant treize autres.

En rébellion armée contre Ankara depuis 1984, le PKK prend régulièrement pour cible des villages qui, dit-il, refusent de l'aider ou «collaborent» avec l'Etat turc. D'autre part, des accrochages entre l'armée et les rebelles ont fait 34 morts du côté du PKK et deux soldats turcs ont été tués. (AFP.)

## US, Turkey tell Iraqi Kurds to stop their fight and start talking

*Turkish Daily News*

ANKARA- Worried by the escalating internal strife of the Iraqi Kurds, the United States and Turkey made separate calls to the warring sides to stop their fight and negotiate, Kurdish and Turkish officials said.

But the continuing fighting and mutual distrust between Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) may leave little room for the success of the initiatives.

Washington's call was made by Robert Deutsch, Director of the U.S. State Department's Office of Northern Gulf Affairs, who toured the Western-protected Kurdish enclave in northern Iraq early this month.

Deutsch sent a letter to Talabani, urging a meeting between him, Barzani and senior U.S. officials to reach a final settlement, the PUK's Ankara office announced in a press release. The letter proposed an earlier meeting in Europe in the last week of July between the high-level aides of the two leaders to prepare for the proposed summit.

The Turkish Foreign Ministry said it called on the two parties last week to resolve their differences peacefully. The Foreign Ministry spokesman told journalists that, "Turkey would also welcome all initiatives directed at stopping the clashes between the two sides provided such initiatives respecting Iraq's territorial integrity."

In his letter dated July 20, Deutsch reportedly stressed that, "Without the restoration of peace, mutual confidence and a regional authority, the population will suffer, there will be a continuous exodus and the regional powers will pursue their interests to your detriment."

PUK leadership accepted the proposals for the meeting of high-level officials "in the chosen European venue", to be followed by the gathering of Talabani and Barzani with the U.S. officials. The statement further noted PUK's readiness to stop the fighting provided the other side does the same, and repeated the party's request for an equitable share from the customs revenues.

The KDP has not yet responded officially to the letter, although during

Deutsch's visit to northern Iraq it was the party which proposed exploratory talks between the Political Bureau officials of the two parties, for which the U.S. diplomat suggested Lisbon.

But since then, intense fighting, said to have caused hundreds of casualties from both sides, looks to have made a meeting of the sides in the coming days an unlikely prospect according to independent Kurdish sources.

Kurdish sources said the clashes which flared up in recent weeks continued on Sunday near Erbil, the seat of the Kurdish regional government. The PUK grabbed Erbil last year and the KDP, which subsequently massed troops around the main Kurdish city, wants the PUK to pull out before signing a peace settlement.

Beside the series of battles a few kilometers out of Erbil, the PUK-held Rawanduz, in the northeast of the Kurdish enclave, has also seen heavy fighting. PUK sources said although the city was heavily attacked and subjected to severe artillery bombardment, the KDP attack had been beaten back last Thursday. The PUK is also demands that the sharing of the revenues from the lucrative diesel trade between Iraq and Turkey and the booming traffic in cigarettes and luxury goods passing through the Habur customs point on the Turkish border must be a main component of a peace settlement.

PUK sources say the daily revenue going to the coffers of the KDP which controls the areas adjoining Turkey is between \$250,000-300,000, whereas the PUK revenues from meager trade with Iran is about one-fifth of that sum. As a result, PUK is unable to pay the civil servants in its area and buy food to ease the deprivation of the population in cities, aggravated by the exodus from the Iraqi-held Kurdish cities.

The PUK is also complaining of the KDP blockage of the passage of people from PUK areas, saying one person coming to Turkey has to criss-cross between KDP officials in different towns and pay up to \$400 in fees and duties, "including the price of a Kalashnikov for the KDP peshmergas."

WEDNESDAY, JULY 26, 1995

*Turkish Daily News*

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0801 4 I 0340 CHY /AFP-IB70

Irak-Kurdes-USA

Conflit inter-kurde: le PDK favorable à la médiation de Washington

NICOSIE, 26 juil (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) a annoncé mercredi à son tour avoir accepté l'initiative américaine visant à mettre un terme au conflit sanglant qui l'oppose à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) dans le nord de l'Irak.

Le PDK a transmis à Washington "sa réponse formelle contenant une acceptation de l'initiative du département d'Etat", a déclaré un porte-parole du parti dans un communiqué parvenu à l'AFP à Nicosie.

La formation de M. Barzani "a favorablement accueilli le nouveau rôle d'engagement actif des Etats-Unis à résoudre le conflit interne entre le PDK et l'UPK", a ajouté le porte-parole.

Il a précisé qu'une "délégation de haut rang" de responsables du parti "se tient prête à se rendre en Europe pour rencontrer des officiels américains et de l'UPK et entamer des négociations directes" pour élaborer "un plan de paix global".

Le porte-parole a affirmé que les miliciens du PDK s'abstiendront de "toute action militaire offensive sauf en cas d'auto-défense".

L'UPK avait fait état lundi de l'initiative américaine, en indiquant avoir reçu le 20 juillet une lettre en ce sens du directeur des Affaires du Golfe du nord au Département d'Etat Robert Deutch, qui appelle notamment les chefs des deux partis à une réunion fin juillet avec les autorités américaines.

L'UPK a indiqué avoir accepté cette initiative et annoncé que M. Talabani pourrait pendre part à la réunion. Le parti a également déclaré accepter d'arrêter les hostilités immédiatement si le PDK approuvait le cessez-le-feu.

Un conflit endémique ayant fait plus de 2.000 morts oppose depuis quatorze mois les deux formations pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe depuis mars 1991 à l'autorité de Bagdad. Les affrontements, qui ont récemment repris, ont fait plus de 200 tués et 500 blessés depuis le 9 juillet, selon des sources de l'ONU dans cette région.

elf/szb/mfo

AFP /JO0245/261913

JUL 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Le parlement fait un petit pas vers la démocratie

## Réforme constitutionnelle en Turquie

Le Premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tansu Çiller, a le sourire. Au terme d'une session marathon, le parlement a enfin adopté, dimanche, une série de 17 amendements constitutionnels destinés à arrimer un peu plus le pays à la démocratie.

Dans les grandes lignes, cette réforme apportée à une constitution héritée des auteurs du coup d'État militaire de 1980 accroît d'abord le nombre de députés de 450 à 550 et élargit le corps électoral en abaissant l'âge légal du vote de 21 à 18 ans et en donnant le droit de vote aux citoyens turcs résidant à l'étranger. Elle permet également une plus large participation des Turcs à la vie politique, en autorisant les syndicats à nouer des liens avec les partis et à s'impliquer dans des activités politiques, en libéralisant les règles sur la formation des partis et l'adhésion individuelle à ces partis.

La réforme donne également des garanties démocratiques à certaines catégories de personnes. Ainsi, une partie des fonctionnaires aura désormais le droit de former des syndicats et de conclure des conventions collectives. Les députés dont le parti serait dissous par la Cour constitutionnelle ne perdraient plus leur siège au parlement.

Quelle est la portée réelle de ces amendements, votés à une large majorité (360 voix sur les 392 députés présents) mais après de multiples tentatives qui commençaient à désespérer le Premier ministre? Ils traduisent d'abord une certaine sagesse de la classe politique — et notamment du Parti démocratique de gauche (DSP), dont le rôle modérateur a été remarqué — qui s'est unie pour passer outre l'opposition des islamistes du Refah et aboutir à ce que, pour la première fois, des civils modifient la Constitution dans un sens démocratique.

Mais il faut aussi juger cette réforme par rapport à ce qui avait été initialement proposé. Et remarquer notamment que le Parlement n'a pas accordé de droits syndicaux à tous les fonctionnaires et a refusé d'enlever au gouvernement son pouvoir

de mettre fin aux grèves. Il a aussi rejeté un article qui aurait empêché toute personne condamnée pour fraude fiscale d'obtenir un siège de député.

Ensuite, et surtout, le parlement a terminé sa session sans passer «le» test démocratique que représente l'abrogation de l'article 8 de la loi antiterroriste. En Turquie, cet article a pratiquement tout permis ces dernières années, jusqu'à l'emprisonnement d'intellectuels qui mettaient simplement l'accent sur la nécessité de trouver une solution au problème kurde.

M<sup>me</sup> Çiller a promis que cette loi serait soumise à révision après les vacances parlementaires — autrement dit en octobre, puisque les amendements votés dimanche ont aussi déplacé la rentrée parlementaire du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> octobre. Mais de nombreux observateurs, y compris en Turquie, font valoir que beaucoup de politiciens conservateurs sont op-

posés à toute modification de la loi. Surtout, l'armée, qui détient le véritable pouvoir en Turquie, a clairement fait savoir qu'elle n'en voulait pas.

En conséquence, si les États-Unis se sont immédiatement réjouis de la réforme constitutionnelle, le Parlement européen, qui doit ratifier à l'automne l'accord d'union douanière de la Turquie avec l'Union européenne, pourrait bien quant à lui ne pas se montrer totalement convaincu. Des responsables des deux principaux groupes au Parlement européen, les socialistes et le PPE, ont déjà réagi en accueillant chaleureusement la réforme intervenue dimanche mais en soulignant que de vrais changements sont nécessaires, comme la fin de la torture, des exécutions extra-judiciaires et des procès politiques, à l'image de celui qui a envoyé six députés kurdes en prison en décembre.

AGNÈS GORISSEN

## PKK : grève de la faim

Dans ce qu'on appelle pudiquement la «question kurde» en Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan PKK, mouvement armé d'inspiration maoïste — n'a, par ses méthodes, rien à envier à la répression d'Ankara. Pourtant, la grève de la faim entamée le 14 juillet par 10.000 membres du PKK emprisonnés dans les geôles turques «sonne juste». Parce que leurs revendications sont raisonnables.

Ce que veulent ces grévistes de la faim? Le dialogue pour trouver une solution politique à la question kurde; l'arrêt des opérations militaires très dures — d'extermination, disent-ils — menées au Kurdistan, avec des massacres de civils, des disparitions en garde à vue, des exécutions sommaires, de la torture dans les prisons et des destructions de villages; l'application de la Convention de Genève dans cette guerre; l'envoi par les Nations unies et la Croix-Rouge de délégations au Kurdis-

tan afin d'observer sur place la situation de la guerre et de constater la situation dans les prisons.

On les suit nettement moins lorsque, se considérant comme prisonniers politiques, ils réclament le statut de prisonniers de guerre — certains sont purement et simplement des terroristes.

L'action de ces grévistes de la faim a en tout cas fait tache d'huile et, désormais, des Kurdes jeûnent dans plusieurs pays européens, en soutien avec leurs compatriotes incarcérés en Turquie. Selon le bureau bruxellois de solidarité avec ces détenus, bureau proche du PKK, ils sont 300 à Paris, 150 à La Haye, 100 à Stockholm, 300 à Francfort, 200 à Berlin, 70 à Londres, 69 à Rochester, 50 à Athènes, 80 à Genève et 70 à Moscou. On compte en outre 12 grévistes de la faim à Washington.

A. Gn



Journal de Genève - 26 juillet 1995

**TURQUIE** *En vue d'un rapprochement avec l'Union européenne*

# Le Parlement «démocratise» la Constitution turque

*Elargissement des libertés syndicales, droit pour les étudiants d'appartenir à un parti politique... Mais la Turquie ne va pas jusqu'à abolir l'existence d'arrestations arbitraires.*

**L**e Parlement turc vient d'amender la Constitution dictatoriale du pays dans un sens plus démocratique. Un pas timide qui a tout de même été salué par l'Administration américaine et par l'Union européenne qui s'est déclarée optimiste quant au processus de rapprochement avec ce pays.

Le 6 mars dernier, qu'Ankara signait un accord d'union douanière avec l'Europe. Mais en échange, elle doit peu à peu adapter ses règles démocratiques. Si le pouvoir civil turc le souhaite, les autorités militaires qui dirigent réellement le pays le refusent. L'offensive de printemps contre les Kurdes turcs réfugiés dans le nord de l'Irak a bien montré les limites du pouvoir civil. Mais le Premier ministre Mme Tansu Ciller et ses conseillers tiennent absolument à ce rapprochement avec l'Europe, notamment pour sauver une économie nationale en pleine surchauffe.

## Solution intermédiaire

Le débat a donc commencé au Parlement le 14 juin dernier. Les sociaux démocrates membres de la coalition gouvernementale se faisaient forts de faire adopter ces amendements, alors que certains milieux conservateurs proches de l'armée et les islamistes ne les souhaitaient pas. Quant aux islamistes du Parti de la prospérité, ils souhaitaient amender la Constitution non dans un sens démocratique mais surtout antilaïc. Enfin, début juillet, le chef d'état-major adjoint annonçait que l'armée turque était opposée au processus de démocratisation.

Tirillée entre les désirs de l'Europe et les pressions de l'armée, Tansu Ciller a su trouver une solution intermédiaire. Ainsi, les amendements démocratiques ne touchent pas au pouvoir de l'armée. Le fameux article 8 sur la loi antiterroriste, qui permet l'arrestation arbitraire de journalistes et d'écrivains, n'est pas supprimé. La reconnaissance des droits culturels de la minorité kurde n'a même pas été évoquée.



**Le Premier ministre Tansu Ciller: toujours à l'ombre des militaires.**

En revanche, la majorité des députés a adopté plusieurs projets: abaissement du droit de vote à 18 ans, augmentation de 100 sièges au Parlement, droit de vote pour les Turcs de l'étranger, amélioration des libertés syndicales et possibilité pour les enseignants et les étudiants d'appartenir à un parti politique. Enfin, le préambule de la Constitution qui louait le coup d'Etat militaire de 1980 est aboli.

Pour modestes qu'ils paraissent, ces amendements ont pourtant une haute valeur symbolique. En effet, c'est la première fois dans l'histoire de la Turquie

contemporaine que les civils imposent leurs vues en matière constitutionnelle.

Cette révision ouvre aussi la voie à une plus grande participation de la société civile à la vie politique à un an des prochaines élections législatives. Mais pour séduire le Parlement européen qui doit entériner l'accord d'union douanière, le Gouvernement turc devrait, dès la rentrée, accélérer le processus de démocratisation et abolir l'article 8 qui exaspère les parlementaires européens.

**Christophe Chiclet**

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP -

FRS0540 4 I 0460 RFA /AFP-NN07

Allemagne-Kurdes lead

Mort d'une Kurde en grève de la faim sur fond d'attentats en Allemagne

BERLIN, 27 juil (AFP) - Une femme kurde est morte jeudi à Berlin après une semaine de grève de la faim, alors que la police tentait d'enrayer une vague d'attentats qu'elle attribue au PKK et qui a frappé les intérêts turcs en Allemagne pour la troisième nuit consécutive.

Jeudi après-midi, les organisteurs d'un mouvement de protestation contre la politique d'Ankara à l'égard de la minorité kurde ont annoncé qu'une femme kurde de 41 ans, mère de cinq enfants, venait de mourir d'une crise cardiaque après une semaine de grève de la faim et que six autres grévistes de la faim se trouvaient dans le coma.

Selon la même source, le décès pourrait avoir été causé par les effets conjugués du jeûne, de la forte chaleur de ces derniers jours et du stress provoqué par une intervention policière mercredi.

Mercredi, les quelque 200 grévistes de la faim qui se tenaient sur une place de Berlin avaient été dispersés par la police et s'étaient réfugiés dans un centre culturel kurde, encerclé par la police jeudi.

Par ailleurs, selon la police, plusieurs manifestants kurdes et plusieurs membres des forces de l'ordre ont été blessés jeudi après-midi à Francfort (ouest) au cours d'une manifestation menée par des sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - interdit en Allemagne).

Quelques heures plus tôt, la police avait interpellé cinq suspects, parmi lesquels des sympathisants présumés du PKK, après une troisième nuit consécutive d'attentats à l'engin incendiaire, perpétrés contre des intérêts turcs un peu partout dans le pays.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, une dizaine d'attentats avaient été dénombrés, faisant deux blessés et touchant un magasin d'alimentation près de Fribourg (sud-ouest), deux restaurants et un centre culturel à Hambourg (nord), les locaux d'une association près d'Aix-la-Chapelle (ouest) et quatre agences de voyages turques dans d'autres villes. Les deux nuits précédentes, les attentats avaient essentiellement été commis au Bade-Wurtemberg, la région de Stuttgart.

Ces attentats, attribués aux PKK mais non revendiqués jusqu'à présent, surviennent alors qu'un juge britannique s'est prononcé mercredi "en faveur de l'extradition" de Grande-Bretagne vers l'Allemagne du représentant du PKK en Europe Kani Yilmaz, Faysal Dunlayici de son vrai nom. Interpellé à Londres par la police britannique le 26 octobre 1994, il est poursuivi par la justice allemande pour appartenance à une "organisation terroriste".

Depuis 1993, les violences et les manifestations kurdes refont régulièrement surface en Allemagne, où vivent près de 1,8 million de citoyens turcs dont environ 450.000 Kurdes.

jd-cpb/tes

AFP /J00245/271724

JUL 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP -

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0386 4 I 0196 TUR /AFP-MM30

Turquie-Kurdes

27 rebelles kurdes et deux soldats turcs tués en Anatolie

ANKARA, 27 juil (AFP) - Vingt-sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et deux soldats turcs ont été tués lors d'opérations de l'armée turque dans l'est et le sud-est anatoliens, a-t-on annoncé jeudi source officielle.

Ces opérations se sont déroulées dans les provinces de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Iran, de Tunceli (est), de Mus (est) et de Mardin, à la frontière avec la Syrie, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir.

Le document de cette super-préfecture, chargée depuis juillet 1987 de la coordination de la lutte contre le PKK, ne précise pas quand ont eu lieu ces opérations.

Le texte, cité par l'agence turque Anatolie, ajoute que quatre autres membres des forces de l'ordre turques ont été blessés.

Le PKK, en rébellion armée depuis 1984 contre Ankara, vise à créer un Etat indépendant kurde dans le sud-est anatolien à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait en onze ans près de 20.000 morts, selon les chiffres officiels.

CE/eg/mfo

AFP /J00245/271503

JUL 95

SOLIDARITE Action des milieux kurdes à Genève

## Une centaine de Kurdes en grève de la faim

*Ils demandent notamment l'accès du CICR aux prisons en Turquie.*

Une centaine de Kurdes venus de toute la Suisse sont en grève de la faim à Genève depuis le 20 juillet en solidarité avec les prisonniers kurdes dans les prisons turques. Leur représentant a demandé hier l'application des Conventions de Genève ainsi que l'accès du CICR et de l'ONU au Kurdistan.

Des grèves de la faim illimitées des détenus kurdes ont commencé le 14 juillet dans les prisons turques. En solidarité, des militants kurdes ont suivi le mouvement à Londres, Paris, Berlin, La Haye, Athènes, Moscou, Stockholm, Francfort, Berlin et Genève.

Le Bureau de solidarité kurde avec les prisonniers en grève de la faim a adressé une lettre ouverte à l'ONU et aux organisations internationales. Cette lettre demande leur intervention pour protéger le peuple kurde de l'intervention militaire turque.

Les Kurdes lancent un appel au dialogue pour une solution politique. Ils demandent l'application des Conven-

tions de Genève dans la guerre menée au Kurdistan, l'arrêt des massacres de civils, des exécutions sommaires, de la torture dans les prisons et des destructions de villages.

Ils souhaitent que le statut de prisonniers de guerre soit reconnu à tous les prisonniers politiques et demandent l'envoi par l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de délégations au Kurdistan «afin d'observer sur place l'évolution de la guerre et constater la situation dans les prisons». Jusqu'à présent, la Turquie a toujours refusé l'accès du CICR aux prisonniers kurdes.

La grève de la faim est illimitée. Les militants kurdes sont réunis dans une église catholique du quartier du Lignon et boivent seulement du thé sucré. Selon un de leurs représentants, un détenu kurde est mort, lundi, dans la prison de Yozgat, en Turquie, des suites de la grève de la faim. Le Gouvernement turc a refusé toute discussion sur les revendications des grévistes. (ATS)

## Deutschland im Banne neuer Anschlagsserien

### Weitere antitürkische Attentate in Baden-Württemberg

Die Kette der Brandanschläge auf türkische Einrichtungen im deutschen Südwesten reisst nicht ab. Allein in einer einzigen Nacht wurden in Baden-Württemberg sieben solcher Attentate gezählt. Die Polizei vermutet die Urheber unter Angehörigen der linksextremistischen kurdischen Arbeiterpartei PKK. Durch die Anschlagserie ist die Frage der Zweckmässigkeit des PKK-Verbots in Deutschland erneut in die Diskussion geraten.

Ko. Bonn, 26. Juli

Eine Serie von Brandanschlägen auf überwiegend türkische Einrichtungen beunruhigt zurzeit Polizei und Öffentlichkeit in der Bundesrepublik. Acht Brandanschläge, darunter einer auf ein deutsches Reisebüro, wurden, wie berichtet, allein in der Nacht von Montag auf Dienstag im Bundesland Baden-Württemberg registriert. Diese Attentate in Überlingen, Singen, Friedrichshafen, Freiburg, Tübingen, Nürtingen und Brackenheim verursachten laut Polizeiangaben Sachschäden von bis zu 80 000 Mark. In der darauffolgenden Nacht waren ein Zeitungsvertrieb in Stuttgart, ein Gemüseladen in Ludwigsburg und ein Gebetshaus in Schramberg bei Rottweil von der Attentatswelle betroffen. Auch hierbei entstanden Schäden in der Grössenordnung von 120 000 Mark. Personen wurden nicht verletzt. In Berlin beendete die Polizei am Mittwoch eine kurdische Mahnwache vor der Gedächtniskirche. In Bremen waren demonstrierende Kurden in das norddeutsche Studio des Fernsehsenders RTL eingedrungen. Bei der Besetzung der Redaktionsräume eines Anzeigenblattes in Hannover forderten 150 Kurden wie auch in Bremen die Veröffentlichung einer Resolution im privaten Fernsehen.

#### Die PKK im Verdacht

Die ersten Festnahmen in Baden-Württemberg weisen laut Polizei auf die Mitwirkung der linksextremistischen kurdischen Arbeiterpartei PKK hin. Als Motive für die Anschlagserie werden von Sicherheitsexperten die Änderung der türkischen Verfassung ohne Anerkennung der kurdischen Autonomieansprüche und die eventuelle Auslieferung des Repräsentanten der PKK in Europa, Kani Yilmaz, von Grossbritannien an Deutschland genannt. Yilmaz war im vergangenen Oktober bei der Einreise nach England festgenommen worden. Die Verfassungsschutzämter schliessen aber auch Aktivitäten der türkischen Kommunistischen Partei nicht aus.

Innenminister Kanther wandte sich in dieser Situation an die grosse Mehrheit der friedlich in Deutschland lebenden Kurden und forderte sie auf, ihren extremistischen Landsleuten die Unterstützung zu verweigern. Kanther sah in den Anschlägen zugleich einen Beweis für die Bedeutung des Verbots der PKK und ihrer Nebenorganisationen, das er im November 1993 erlassen hatte. Es müsse von den Bundesländern nur konsequent vollzogen werden. Der Präsident des Verfassungsschutzes in Niedersachsen, Ralf-Peter Minier, meldete sich mit der gegenteiligen Ansicht zu Wort. Das Verbot der nach seiner Auffassung gefährlichsten aller ausländischen extremistischen

Organisationen auf deutschem Boden habe nichts gebracht. Die Polizei hinke den Aktionen der PKK hinterher. Die verbotene Partei sei jetzt konspirativ tätig und weitgehend in den Untergrund abgetaucht. Das aber mache das Eindringen für Polizei und Verfassungsschutz so schwer.

#### Divergenzen um geeignete Massnahmen

Das Verbot hat in der Bonner Lesart die Tätigkeit der PKK in Deutschland nachhaltig erschwert und sie der Strafverfolgung nach dem Vereinsgesetz unterworfen. Allerdings musste auch das Bundesinnenministerium in seinem jährlichen Verfassungsschutzbericht zugeben, dass die Anhänger unverändert massive Gewalttätigkeiten begingen. Immer wieder ignorierten sie Versammlungsverbote und leisteten gewaltsam Widerstand gegen polizeiliche Massnahmen zur Durchsetzung des Verbots, ja die Konfrontation mit der Polizei werde dabei nachgerade gesucht, so etwa beim kurdischen Neujahrsfest Newroz jeweils im März oder im November vergangenen Jahres zum Jahrestag des PKK-Verbots. 1994 mussten beim Newroz-Fest mehr als 600 Störer vorübergehend festgenommen werden.

Rund 500 000 Kurden leben laut amtlicher Statistik in Deutschland, die meisten von ihnen mit türkischem Pass. Sie und ihre Familien kamen in den sechziger und siebziger Jahren als Gastarbeiter nach Deutschland. Aus ihrer Mitte, weiss der niedersächsische Verfassungsschutz-Präsident zu berichten, werden regelmässig Freiwillige für den bewaffneten Kampf in Kurdistan rekrutiert. Minier sprach von Liegenschaften in Niedersachsen, in denen junge Kurden eine vormilitärische Ausbildung für ihren Einsatz in der Osttürkei erhielten.

#### Mafiaähnliche Methoden

Nur 40 000 der rund 500 000 Kurden in Deutschland gelten als Sympathisanten der PKK. Wie weit sie sich freiwillig zur PKK bekennen, ist nur schwer auszumachen. Die PKK erpresst viele ihrer Landsleute, vor allem Geschäftsleute, zu Spenden und Schutzgeldzahlungen. Wer sich weigert, muss um sein Leben fürchten. Querverbindungen zu Kurden aus Iran, dem Irak, Syrien, oder Libanon bestehen offensichtlich nicht. Kurden aus diesen Staaten entstammen der akademischen Oberschicht und sind als Ärzte oder Ingenieure in Deutschland tätig, die Kurden aus der Türkei hingegen überwiegend als ungelernete Arbeitskräfte.

Donnerstag, 27. Juli 1995 · Nr. 172

Neue Zürcher Zeitung

*Turkish Daily News* THURSDAY, JULY 27, 1995

## Kinkel: constitutional amendments 'an important step'

*Agence France Presse*

BONN- Foreign Minister Klaus Kinkel said Wednesday that Turkey's amendments to its constitution fulfilled a precondition for closer relations with Europe.

In a statement issued in Bonn, he said the amendments voted Sunday by the Turkish parliament were "an important step for the strengthening of democracy in Turkey" and "an important precondition for further rap-

prochement with Europe." The German minister noted that by concluding a customs union agreement with Turkey the European Union had for its part "underlined its readiness for closer cooperation".

"The approved constitutional reform is an important step toward strengthening the democratic system, the effective functioning of state institutions and the free rights of individuals," Kinkel said.

"It also opens the way for further democratization and liberalization as desired within Turkey itself," he added.

Germany is an important political partner for Turkey. Relations between the two governments are close, but have come under frequent strain due to reported human rights violations in Turkey.

Some 1.8 million Turks reside in Germany.

## Amnesty International urges the Turkish Parliament to halt deterioration of human rights

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Turkish government should act now to stop the deterioration in human rights, Amnesty International said in a press release on Wednesday.

On July 23, the Turkish Parliament enacted a number of reforms to the Turkish Constitution. Not one of the 12 much-publicized changes was related to human rights. "We are disappointed that the government's recent constitutional changes do not address Turkey's fundamental human rights problems, despite strong promises to tackle its disastrous record," the organization said.

Amnesty pointed out that while numbers of prisoners of conscience, deaths in custody as a result of torture, and 'disappearances' are on the increase, the Turkish Parliament is congratulating itself on such reforms as reducing the voting age and changing the parliamentary calendar.

Amnesty International has for years campaigned for three basic legislative changes which would help to bring Turkey in line with international standards and provide safeguards

against most serious violations.

"The Turkish Parliament should make three simple changes to the penal code which could help to protect Turkish citizens from torture, 'disappearance' and imprisonment for expressing non-violent opinions," Amnesty International stated. It proposes that the government should:

- Abolish or reform articles of the penal code under which prisoners of conscience are held.
- Extend to all detainees the right of access to lawyer and family.
- Shorten the maximum term of police custody.

Currently, said Amnesty, scores of people are imprisoned or threatened with imprisonment for up to five years for expressing non-violent opinions under Article 8 of the Anti-Terrorism Law, which outlaws any statement deemed as damaging to the unitary Turkish state.

The former mayor of Diyarbakır, Mehdi Zana, is currently serving more than 12 years in sentences under Article 8 for various statements, including a speech he made to the human rights subcommittee of the

European Parliament.

Such prosecutions, according to Amnesty, are violations of Article 10 of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, to which Turkey is a party.

Amnesty alleges that in 1994 there were at least 29 deaths in custody as a result of torture, and two deaths in custody in suspicious circumstances. Sinan Demirbaş died at Elazığ Police Headquarters on July 21 after 13 days incommunicado interrogation for suspected draft evasion. His father reported seeing cigarette burns on his son's arms. Police claim that Sinan Demirbaş died as a result of beating his head against his cell walls and falling down the stairs at the hospital he was taken to four days before his death.

Amnesty International believes this death could have been prevented by giving access to legal counsel and bringing detainees promptly before a judge, as required by Article 5 of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

THURSDAY, JULY 27, 1995

*Turkish Daily News*

## Constitutional change triggers controversy over parliamentary status of former DEP MPs

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

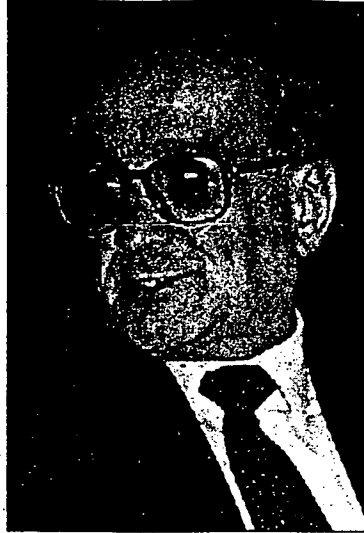
ANKARA- The status of the former deputies of the now-defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP) has appeared on the agenda following the amendment of constitutional Article 84 regarding the closure of political parties.

Under the new change in the Constitution, a deputy whose party is ordered dissolved by the Constitutional Court will be able to maintain his parliamentary membership provided that he himself has not caused the closure of his party by his statements or activities.

The controversy about whether the parliamentary status of the former DEP deputies whose memberships were revoked by the Constitutional Court will be reinstated or not has begun. At present there is no common opinion among the jurists on this issue. Some jurists defend the idea that the provisions are retroactive, while others object to such an argument. Still others argue that the situation is peculiar to Turkey so it is difficult to express an opinion.

If the constitutional amendments are made retroactive, reinstatement of the parliamentary status of former DEP deputies may come on the agenda.

According to the diplomatic sources, under such a situation, Turkey will win a significant diplomatic victory against the outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) and thus the establishment of the Kurdish "parliament-in-exile", founded by the PKK, will be in vain. At present, however, no indication has yet appeared about the reinstatement of the DEP deputies' status. Remzi Kartal, Zübeyr Aydar, Mahmut Kılınc, Nizamettin Toguç and Ali Yiğit worked during the establishment of this parliament. If their parliamentary membership is reinstated, they will be forced to make a choice between returning to Turkey or staying in this parliament.



Constitutional Law Professor Mümtaz Soysal says a provisional article in the Constitution would be necessary to make the amendments retroactive.

Before the amendment to the 1982 Constitution, when a party was closed by order of the Constitutional Court, the assignments of the executives and deputies of that party were voided and they were banned from politics for a period of 10 years. This had happened during the closure of the People's Labor Party (HEP) and the DEP. The parliamentary status of Fehmi Işıklar, the chairman of HEP when the lawsuit for its closure was filed, was lost. Similarly, 13 DEP deputies lost their parliamentary status on the order of the Constitutional Court. The lawsuit to close DEP was filed because of two speeches delivered by the then-chairman Yaşar Kaya and a "peace call" made by the central executive board of the party. With the Constitutional Court's closure decision, the parliamentary memberships of Remzi Kartal, Hatip Dicle, Naif Güneş, Zübeyr Aydar, Mahmut Kılınc, Ali Yiğit, Nizamettin Toguç, Selim Sadak, Leyla Zana, Ahmet Türk, Orhan Doğan, Sırrı Sakık

and Sedat Yurtaş were lost. None of the deputies were party administrators at the time and the case did not cite any speeches they delivered.

Hasip Kaplan, one of the attorneys of the former DEP deputies, had applied to the Constitutional Court and the Office of the Parliament Speaker with the argument that in some cases laws which favor certain people — in this case the former DEP deputies — could be made retroactive.

Murat Bozlak, chairman of the People's Democracy Party (HADEP) which was founded in place of DEP, made a similar statement, arguing that it had become a constitutional requirement to reinstate the parliamentary status of the former DEP deputies. Bozlak urged the Constitutional Court to reconsider its earlier ruling and overrule it. He said that the changes which occurred later were retroactive because they were in favor of the deputies.

Feridun Yazar, also one of the DEP attorneys, said the issue of being retroactive was out of the question for constitutional changes, however, he noted that if there were a special provision which read that it would be applicable, then it would be possible to apply them retroactively.

Yazar continued that subsequent changes in criminal laws are applied retroactively if they will be in favor of the concerned individuals. He noted that the Constitution contained the offices or persons who were entitled to file a case at the Constitutional Court claiming that any such application which would made by Yazar and his DEP colleagues would be rejected without even being processed.

Yazar, however, said that when their applications were rejected by the Constitutional Court, that would provide important support for the cases they had opened at the European Human Rights Commission, because, he said, that when their applications in Turkey were rejected it eased their chance of winning cases in Europe.

InfoMatin - 27 juillet 1995

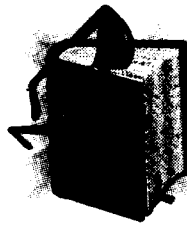
Kemal Dağ, constitutional law professor, who was one of the members of the Constitutional Committee of the Consultative Assembly which prepared the 1982 Constitution, said that the new amendments should be examined thoroughly before he made any comment on the issue. Dağ also said that if there were a special provision which read that the new changes would be applicable, then the amendment could be made retroactive.

Constitutional Law Professor Mümtaz Soysal, also a deputy from the Republican People's Party (CHP), said that the inclusion of a provisional article in the Constitution was necessary in order to make the new changes retroactive.

Soysal said, however, if the loss of parliamentary membership is viewed as a kind of punishment, by analogy with the criminal code, constitutional changes could be made retroactive. He noted that DEP members would apply to the Office of the Parliament Speaker which would in turn take the issue to the Constitutional Court to obtain a review in that respect.

Coskuñ Kurca, True Path Party (DYP) Deputy from Istanbul who is also the spokesman of the Parliamentary Constitutional Committee, said that the constitutional amendments could not be retroactive.

Vehbi Dinçerler, main opposition Motherland Party (ANAP) Ankara deputy and also a member of the Parliamentary Constitutional Committee, said that only the judiciary and the Constitutional Court were competent to interpret the laws. Ekrem Ceyhun, DYP Balıkesir Deputy and a member of the Parliamentary Constitutional Committee, said that if the constitutional changes were to be retroactive, then he and his colleagues would have taken many things back.



## Sonne du cor

de Salim Barakat

**N**é en 1951, Salim Barakat a passé son enfance dans une de ces lointaines provinces syriennes écrasées de soleil et de pierrailles, aux frontières de la Turquie et de l'Irak, là où des fragments de son peuple, les Kurdes, s'étaient établis sous la surveillance de la police militaire. Après avoir décrit ses premières années dans *Criquet de fer* (Actes Sud, 1993), il raconte ici son adolescence : celle de jeunes hommes désœuvrés et gais, animés d'une haine dirigée contre eux-mêmes, « parce que, dit-il, nous étions nés de pères aux fronts bas à force de coups de massue assenés par les gouvernements successifs ». Cette violence masque pourtant une joie plus pure de se satisfaire

de peu. Et de quoi se satisfont de jeunes adolescents quand débute « la ronde de velours des bourgeons de leurs veines », sinon de la conquête des femmes ? Sous la plume de Salim Barakat, cette éternelle cour devient drôle et merveilleuse, parce que l'auteur prend de légitimes libertés avec la réalité : toute chose s'auréole alors de mystère et de magie et les paysans élémentaires d'une bourgade accoudee au désert deviennent eux-mêmes des êtres de mythologie : l'imam, dont « la piété dépassa celle d'un monarque dévot, quand la mosquée fut dotée d'un haut-parleur fixé à un mât pompeusement baptisé minaret ; Sivi, la gardienne des registres imaginaires ; le soufi, déchiffreur des registres du monde, mais les femmes surtout, gardiennes de troupeaux et de leur vertu, ou prostituées enthousiastes aux corps exubérants : c'est pour elles que les adolescents commettent des gestes qui ont valeur d'exploit. C'est à elles qu'ils lancent des jurons où ils éprouvent leur virilité naissante. C'est grâce à elles enfin qu'ils peuvent dire à ce Nord désolé : « Nous t'avons accordé, malgré nous, de tirer orgueil de nous. »

**Renaud Ego**  
Traduit de l'arabe par François Zabbal, *Actes Sud*, 189 p., 98 F.

## COMMUNIQUÉ

# NON ! MONSIEUR CHIRAC LA TURQUIE N'A PAS ENCORE SA PLACE DANS L'EUROPE

Le Comité de Défense de la Cause Arménienne exprime sa vive préoccupation face à la pression exercée par la France pour la ratification de l'Accord d'Union Douanière avec la Turquie par le Parlement européen.

Cette attitude est en contradiction avec le vote du parlement européen du 18 juin 1987 qui subordonnait, notamment, l'admission de la Turquie dans l'Europe à la reconnaissance du génocide arménien et au respect du droit international et des droits de l'homme.

Lorsque Bernard Lewis, historien américain, défend, dans les colonnes du journal "Le Monde", l'idée que le génocide arménien est une version arménienne de l'histoire, il rejoint par de tels propos les propagandistes zélés turcs et se fait le porte-parole des thèses négationnistes et révisionnistes des gouvernements successifs de la Turquie depuis 1915.

Lorsque la Turquie s'obstine à nier le génocide à l'encontre des Arméniens, occupe une partie de la République de Chypre, opprime les Kurdes en Turquie, non, la Turquie n'a pas encore sa place dans l'Europe.

Lorsque Mme Zarakolu, éditrice turque, est jugée et condamnée pour avoir publié les traductions des livres de MM. Yves Ternon, historien français, et Vahagn Dadrian, historien américain, relatifs au génocide des Arméniens, les droits de l'homme en Turquie n'en finissent pas d'être bafoués.

Ne pas condamner cette réalité de la Turquie ne rend pas service aux démocrates de ce pays qui ne perçoivent pas le soutien, dont ils auraient tant besoin, de l'Europe et de la France en particulier.

Que le gouvernement turc et son Premier ministre, Mme Ciller, tiennent le discours "Europe ou intégrisme islamique", est un langage inquiétant et dangereux pour tous les voisins de la Turquie et pour ses citoyens, s'il n'est pas accompagné d'une véritable politique de démocratisation et un respect total des droits de l'homme.

Quant à l'Europe, sa crédibilité passe par le respect de ses engagements, en particulier, ceux de sa résolution du 18 juin 1987.

Durant la campagne électorale, le candidat Jacques Chirac, en réponse aux questions du CDCA, semblait avaliser la thèse turque sur les événements de 1915. La communauté arménienne de France en a été profondément choquée.

Le 16 juillet 1995, dans son discours prononcé lors des cérémonies commémoratives de la grande rafle du Vel d'Hiv, en juillet 1942, le Président de la République reconnaissait la pleine responsabilité de l'État français dans les crimes de Vichy. De ce point de vue, la communauté arménienne ne peut que se féliciter du vibrant appel lancé par Jacques Chirac en faveur des valeurs humanistes, de liberté, de justice, de tolérance, et à l'esprit de vigilance face aux thèses révisionnistes.

Cependant, la communauté arménienne de France a ressenti comme une offense le fait que le même Président Chirac n'ait pas adopté une attitude d'exigence analogue à l'égard de la Turquie pour le génocide des Arméniens.

Comité de Défense de la Cause Arménienne

Paris, le 26 juillet 1995



A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0151 4 I 0358 RFA /AFP-QU10

Allemagne-violence

Quatrième nuit consécutive d'attentats anti-turcs

BONN, 28 juil (AFP) - Des attentats anti-turcs ont été perpétrés pour la quatrième nuit consécutive à travers l'Allemagne, provoquant des dégâts matériels, a-t-on appris vendredi matin de sources policières.

Les cibles des incendiaires ont été une association sportive de Brême (nord), une agence de voyage de Giessen (centre), ainsi qu'un café et un débit de boissons de Hanovre (nord). A Oldenburg (nord), deux engins incendiaires ont été jetés contre la mosquée d'une association islamique.

La police a interpellé dans la nuit de jeudi à vendredi quatre suspects kurdes à Francfort (ouest) où de nombreuses vitrines et des vitres de cabines téléphoniques du centre ville ont été brisées lors de heurts entre les forces de l'ordre et une vingtaine de militants kurdes. Au total, 238 personnes ont été interpellées lors de ces échauffourées qui ont débuté jeudi à la mi-journée.

L'engin incendiaire lancé contre une association sportive de Brême, installée dans un immeuble d'habitation de quatre étages, s'est éteint de lui-même avant l'intervention des pompiers.

A Giessen, des inconnus ont brisé la vitre d'une agence de voyage à coups de hache avant de jeter un engin incendiaire à l'intérieur. Le feu, découvert par un automobiliste qui a alerté les pompiers, a été rapidement maîtrisé.

Dans les attentats de Oldenburg et de Hanovre, les cocktails Molotov se sont éteints d'eux-mêmes ou ne se sont pas enflammés.

Cette nouvelle série d'attentats survient après trois nuits d'incendies criminels similaires généralement attribués, par la police allemande, à des activistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), interdit en Allemagne où il est considéré comme une organisation terroriste.

Une femme kurde de 41 ans, mère de cinq enfants, est décédée jeudi à Berlin d'une crise cardiaque après une grève de la faim menée pendant une semaine pour protester contre la politique d'Ankara à l'égard de la minorité kurde. Selon les organisateurs du mouvement, six autres grévistes de la faim se trouvaient jeudi dans le coma.

ha/jmc

AFP /JO0245/281009

JUL 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

## Human Rights Diary

### A new tactic from PKK; massive protests:

Around 10,000 PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) militants serving terms at various Turkish prisons started a hunger strike on July 14 following the call made recently on German television by their leader Abdullah Öcalan for talks with the Turkish government. Prisoners' families and some Kurds now living outside Turkey have joined the hunger strike. On Aug. 15, an important date in the PKK calendar, the hunger strike will reportedly become "indefinite." Members of the Revolutionary People's Party (DHP) currently serving jail sentences said that they would also be joining the strike. Kurds living abroad and joining the protest include residents of London, Paris, Moscow, Geneva, Stockholm, Frankfurt and Athens. Many members of PKK branch organizations are reported to be among the hunger strikers. (*Turkish Daily News, July 22*)

**Return to Village' project:** Alagan Hacaloğlu, the state minister responsible for human rights, said that an emergency aid program will be applied in 22 provinces in the East and Southeast, and more economic support will be given to the region. Hacaloğlu said that the "Return to Village" project will be applied if security allows. The project has been approved by Prime Minister Tansu Çiller, Deputy Prime Minister Hikmet Çetin and other ministers. Hacaloğlu added that they are waiting for the approval of the governors and administrators in the region. Hacaloğlu also said that the program will be sent to Interior Minister Nahit Menteşe and Emergency Rule Region Governor Ünal Erkan. Hacaloğlu said that people who want to return to their homes in the Southeast should apply to the governor of the emergency rule region. (*Turkish Daily News, July 22*)

**Kurdish group goes on hunger strike:** A Kurdish association said on Sunday it started a five-day hunger strike to protest against the refusal by security officials to allow 10 of its members to enter the Kurdish city of Tunceli in eastern Turkey. The Tunceli Cultural and Solidarity Association in Istanbul sent 10 people to Tunceli last week to investigate alleged human rights abuses against civilians by soldiers fighting Kurdish guerrillas. But security officials at the city limits refused to allow the group in, saying there was fighting in the area, the association's chairman Selman Yeşilgöz told Reuters. Since security forces stepped up operations in Tunceli province last year, human rights groups say dozens of Kurdish villages have been forcibly evacuated and often burned by soldiers trying to deny food and shelter to militants from the Kurdistan Workers' Party (PKK) food and shelter. Security officials often deny journalists — and sometimes even Turkish politicians — access to villages in the mainly Kurdish East and Southeast. (*Reuters, July 23*)

**'Kurdish Problem' comes to Paris:** Sixty Kurds went on hunger strike in Paris Sunday to support Kurds imprisoned by Turkish authorities, Agence France Presse reported. The Kurds, who handed letters to the United Nations and other international organizations, are holding their protest in the Bois de Vincennes, a park on the outskirts of the French capital, where 20 militants set up tents Saturday. Overnight Friday 200 Kurds also occupied a church in central Paris to protest the treatment of Kurdish separatists in Turkey, Agence France Presse reported. (*Turkish Daily News, July 25*)

**Amnesty International urges Turkish Parliament to halt deterioration in human rights:** The Turkish government should act now to stop the deterioration in human rights, Amnesty International said in a press release on Wednesday. On July 23, the Turkish Parliament enacted a number of reforms to the Turkish Constitution. Not one of the 12 much-publicized changes was related to human rights. "We are disappointed that the government's recent constitutional changes do not address Turkey's fundamental human rights problems, despite strong promises to tackle its disastrous record," the organization said. Amnesty pointed out that while numbers of prisoners of conscience, deaths in custody as a result of torture, and 'disappearances' are on the increase, the Turkish Parliament is congratulating itself on such reforms as reducing the voting age and changing the parliamentary calendar. (*Turkish Daily News, July 27*).

**Human Rights Association on Bosnia: Dear Boutros-Ghali ...** The Turkish Human Rights Association (HRA) wrote a second letter to U.N. General-Secretary Boutros Boutros-Ghali reminding him of the ideals the United Nations is supposed to represent and calling on him to take definite action against the Serbs' chauvinist attacks. In its first letter, the association had expressed its concern over the situation in Bosnia and its expectations from the United Nations. "However," the second letter read, "the Serbs have only increased their attacks as a result of the failure of the U.N. to take any definite decisions at the recent London Conference. Even the meaningless peace force has been attacked. All the principles laid down by the Geneva Law on War are being violated in full view of the frightened silence of the world." (*Turkish Daily News, July 27*)

Turkish Probe July 28, 1995

11

## Kurds, Turks have Other Thoughts About New US Initiative

Raşit Gürdilek

**O**thers are taking an initiative to defuse the Kurdish civil war in northern Iraq. Uncharacteristically, Ankara does not seem to mind.

Following a familiarization trip to the Western-protected Kurdish enclave in Iraq, Robert Deutsch, the director of the office for Northern Gulf Affairs at the U.S. State Department sent a letter to the chiefs of the warring Iraqi Kurdish parties, asking them to stop their fight and come together to settle their differences at a meeting moderated by senior U.S. officials.

Turkey, not naming an official of its own to the American's mission as it did last time when David Litt, Deutsch's predecessor, made a similar trip early this year, issued a formula call to the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to resolve their dispute. But the two promoters did not drop their guard completely against each other lest the success of one's initiative harm the interests of the other.

In the letter he sent to the PUK leader Jalal Talabani and KDP's chief Massoud Barzani, the U.S. official warned that if they continue fighting, the "regional powers will pursue their interests to your detriment."

For its part, the Turkish Foreign Ministry said it also had messaged the Kurdish leaders to negotiate, and said it was supporting similar initiatives from others "provided they do not aim to harm Iraq's territorial unity."

Ankara has been encouraging the sides to negotiate with Baghdad for a political settlement that would restore Iraq's authority in the north, at least nominally, pacify the region "to the detriment of" the Turkish Kurdish rebels entrenched there.

But regarding the negotiations with Baghdad, Deutsch's letter left no doubt that it was too early for Washington to consider allowing Baghdad to break from its isolation.

"We also do not see that your interests are served by negotiating with the present regime in Baghdad. Given Saddam Hussein's record, we doubt any positive arrangements could emerge from such discussions," the State Department official stressed in the message, parts of which was made public by PUK in a press release on Monday.

"Because of our common interests, the United States is willing to engage actively in seeking a comprehensive solution to the disputes, including demilitarization of Erbil —under PUK's occupation — settlement of questions surrounding the collection and distribution of governmental revenues in the region, and the basis for political cooperation and exercise of authority." In his letter, the U.S. official reportedly urged a "meeting with senior U.S. officials and Talabani and Barzani in the hope of

finding a comprehensive solution and an overall agreement." He invited the political bureau representatives of the PUK and KDP to a meeting "in the last week of July" as a first step for the negotiations process, — in Lisbon as he is said to have suggested verbally during his trip to northern Iraq— which he hoped would eventually bring the two leaders together in a future meeting in the presence of senior U.S. officials. The letter also called for an immediate cease fire to spare the lives of civilians in the areas controlled by the rival parties. As expected, Jalal Talabani, whose PUK is dried of resources to pay for its army of peshmewergas and look after the population in the cities it controls, enthusiastically reached for the proposal.

The PUK statement said the U.S. peace initiative was accepted and "appreciated." The PUK delegation would be sent on the designated date to the "chosen European venue" and that Talabani was ready to meet with Barzani in the presence of senior American officials as Deutsch had proposed, the statement said.

The flared up fighting between the rival sides which claimed hundreds of lives in recent weeks did not appear to be a suitable backdrop for negotiations, but after some initial hesitation, the KDP also nodded its assent.

After the issue was debated at length at the KDP's political bureau, the party leadership decided to send a delegation to the suggested preparatory meeting with PUK officials and the decision had been communicated to the U.S. officials, a KDP statement said.

Like the PUK, KDP also undertook to refrain from military activities but "reserved the right" to defend itself if attacked.

Happily for all concerned, no fight has been reported for the past two days.

Sources from the two parties said the date and venue of the meeting had not been finalized yet, but did not rule out the possibility of a delay of few days. The officials of the two parties would likely confront each other, however, at Lisbon, as suggested by Deutsch.

The success for the first stage of the U.S. initiative followed an overture from Baghdad which sent a pro-government Kurd to the north to probe the chances for a conciliation. Mukarram Talabani, a former government minister reputed with close ties to Saddam Hussein, met last week with PUK leader Jalal Talabani, reportedly discussing former autonomy schemes "that excluded Kirkuk."

PUK sources said the envoy was told of the party's standing position that Kurds were not averse to a normalization with Baghdad, but this could only be done with a "democratic Iraq, respecting the human right and abiding by the U.N. resolutions," —



PUK leader Jalal Talabani

which practically rule out an early rapprochement. As for Turkey, its sidelining did not look much of a problem, with the Foreign Ministry busy with its own mini-package for a security arrangement, after the Kurdish terms, requiring Ankara to support with cash a peshmerga force of 20,000 to help police the border and allow the rebuilding and resettlement of 350 Kurdish villages on the border were found "unrealistic." The Foreign Ministry is reportedly preparing to respond to Kurdish terms after stalling for months. Sources close to the negotiations said Ankara has taken particular care not to commit itself to the rebuilding of the villages, saying it was a long term project involving considerable burden for Turkey despite the Kurdish assurances to the contrary. But the main reason looked to be the antipathy to settlements which, they, fear might be infiltrated by the PKK separatists.

KDP, holding the border area, has proven its resolve to do its best to keep the PKK returning to the border and its ability to repulse the armed reconnaissance by the rebels seeking to get entrenched in Iraqi Kurdish villages. In the latest of the KDP successes, a peshmerga camp set up near a village 12 kilometers northeast of Zakhō and about five kilometers from the border, fought back a PKK force on Tuesday night.

But having evacuated over 2,600 villages and hamlets on the Turkish side of the border in recent years in the course of the fight with the separatist rebels, Turkey did not look ready for a policy reversal on the other side.

As for the weapons assistance, Turkish officials, vehemently denying any supply of heavy arms to the KDP, did not look very enthusiastic for the provision of smaller ones. The main anxiety in this respect appears to be the likelihood that the



KDP's chief Massoud Barzani

weapons to be provided would be used by the Iraqi Kurds against each other instead of the PKK. Hence, Turkey's offer will likely be confined to be the provision of assistance for the repair and construction of the roads in the area and the supply of humanitarian assistance.

For at present, Ankara looks satisfied with its ability to strike across the border, in scales differing in line with the strength of the detected or pursued rebel force inside Iraq. "For routine operations, troops go in on their own initiative whenever there is a need. When we detect a major force, or preparations on the other side, we send in a big force like we did twice over the past months, and we have told our allies that we'll do it anytime when the situation calls for it," said a source.

Although the West and Iraq reacted to the latest incursions, particularly the massive March 20 push launched with 35,000 troops, Turkey feels it can silence the Western objections because of a Western air force protecting the Iraqi Kurds, flying out from a base in Turkey.

Turkey's present nonchalance looks also stemming from its changing perceptions about the West's motives. Once allergic to any measure of self rule for the Iraqi Kurds, fearing that it would eventually lead to a Western-propped independent Kurdish state, Ankara is now backing the Kurdish autonomy and is surprisingly does not have tantrums when the word federation is mentioned.

The confidence is due to the assurances from the United States and Western European allies that they would never support an "independent" Kurdish state — which will be at the mercy of Iran, Iraq, Syria and Turkey economically, politically and militarily — and thus risk permanent damage to the ties with key powers in the region. ■

## First Major Step Towards a Civil Constitution

Sirma Evcan

July 23, 1995 became a significant date for Turkish society. The Constitution framed by a consultative assembly and finalized by the military rule in 1982 was changed to open the door towards a fuller democracy. Although parliamentarians failed to lift certain constitutional provisions which will continue to carry the essence of the military mind, the amendments they succeeded in making to 14 articles plus the preamble were very much welcomed by the public.

The significance of the day is expected to be better understood, not only when Turkey becomes a member of the customs union with the European Union (EU) and benefits from this trade deal in the long run, but more so when different sections of the society start utilizing the recognized right of participation in politics. It is believed that this participation will complete the yet unfinished task.

Contrary to expectations, Parliament passed the amendments with an overwhelming majority — 360 deputies voted in favor against 32 negative votes — thus evading a referendum mandate. Such a high number of positive votes was also assessed as an indication of Turkey's devotion to secularism. Islamists in Parliament — who wanted to block the changes unless an amendment was also made in the constitutional provision safeguarding the country's secular order — were defeated. Thus the result was an important indication of Turkey's will for democracy and determination to protect the secular state as well as its pro-West (used in the sense of modern and democratic) stance.

Businessmen were elated by the outcome in Parliament. They praised parties and parliamentarians for their success. Many defined the result as a democratic victory since the changes meant that the EU Parliament cannot easily reject Turkey's customs union. With the customs union, expected to be ratified before the end of this year, a free market economy will also be guaranteed for the business circles in Turkey.

President Süleyman Demirel approved the amendment package soon after it cleared the Turkish Grand National Assembly and said that as "an individual who has fought for democracy" for many years, he was happy to see this result.

As for Çiller, she readily transferred her success to the nation. "Victory belongs to the nation and defeat to the Welfare Party," she said. Her coalition partner, Hikmet Çetin, the leader of the Republican People's Party (CHP), wasn't exactly satisfied since articles limiting labor rights weren't changed as foreseen by his party. "But we have to be satisfied with what we have at hand which is a success," he said, adding his party's contribution to this success shouldn't be underestimated at all. Leading opposition Motherland Party (ANAP) Chairman Mesut

Yılmaz was also content with the result. Stating ANAP had been the key party in realization of the amendments (to secure the two-thirds majority needed for automatic acceptance of constitutional amendments, ANAP's 97 seats were crucial to the coalition which had 248 seats), Yılmaz said the result was just what ANAP had predicted. He had said that 16 articles — and not all of the 21 included in the package — would pass. "These amendments have great significance and the future generations will better understand this."

Two other opposition parties, Bülent Ecevit's Democratic Left Party (DSP) and the Nationalist Movement Party (MHP) of Alparslan Türkeş, were also supportive of the amendments. And Ecevit was another leader who was truly pleased with the result. "This is a victory for secularism," he said after underlining the fact that the amendments weren't exactly fulfilling. Disbanded pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies would have supported the amendments if they had been represented in Parliament and the yes votes would have been even higher then.

Welfare Party leader Necmettin Erbakan's appeal to Demirel for rejection of the amendment package was in vain. The Welfare had to accept defeat while both Çiller and Yılmaz, as Turkey's center right leaders, increased their anti-Welfare campaign seeing that public opinion was pressing for more democracy. In this way both managed to reduce the effectiveness of the hard-liners in their parties who were acting with the RP against the amendments.

Prime Minister Çiller did not forget to thank the media for its support of the amendments. And indeed the large circulating newspapers and the television channels became more effective in pushing the MPs to make the amendments than the party leaders themselves. Columnists and commentators were so harsh to the conservatives that they were even openly labelled as being "cave man" or having "spider brains."

The democratized articles of the 1982 Constitution won't change the situation in the country overnight but they will certainly open the door to further changes. To convince Europe that Turkey is serious about ending human rights violations by lifting restrictions on freedom of expression, taking steps to end torture and recognizing Kurdish cultural and political rights, Çiller will have to do something about lifting Article 8 of the Anti-Terrorism Law. A significant number of writers and intellectuals are still in jail for their publications criticizing alleged human rights abuses in the country. She may, however, see that the constitutional amendments would be sufficient and welcomed by the Westerners who actually said, "Any reform would be welcomed." Çiller, however, already has given

the signal that she will continue with the democratization steps and press for freedom of expression. A solution isn't so easy when the subject of freeing jailed Kurdish origin ex-DEP deputies is concerned. The democratization steps taken with the recent constitutional changes may, however, in the long run solve such problems too.

For the time being the leaders' cries of victory and hailing the parliamentary success and the president's statement praising the regime remain empty expressions. Changes in the laws related to the amendments and the practice of these rights will eventually improve conditions for larger sections of the society spread all over the country.

The biggest hope for this is the younger generations who will now have a say in party and country affairs. Reducing the voting age to 18 from 21 is

reportedly gaining the country 3 million more younger voters. When changes in the political parties and election laws are also made to comply with the amended articles of the Constitution, political parties will be able to open their youth and women's branches again (parties were banned from having such branches during the period of military rule). Reopening of these branches and party recruitment of 18-year-olds will be a major force in politics.

In addition, universities, associations and trade unions will also participate in active politics which means another important section of the country can do more than just complain and criticize. Although union leaders feel the amendments are far from bringing union rights to Western standards, their active involvement in politics can improve labor conditions too in the long run. ■

**The new amendments which were passed after a difficult parliamentary process are as follows:**

■ The part of the preamble of the Constitution which praises the Sept. 12, 1980 military takeover was removed;

■ The ban preventing associations from political activity was removed. Also, a court order will be required for the closure of associations. In cases of closure by competent offices for reasons such as national security, it will be necessary to obtain a court order within 24 hours;

■ Civil servants will have the right to establish trade unions; they will not have the right to strike but will be able to conclude collective bargaining agreements;

■ The constitutional provision which bars trade unions from engaging in politics has been deleted;

■ The voting age was lowered from 20 to 18. Parliament agreed to pass a special law granting citizens abroad the right to vote. Also detainees and inmates will have the right to vote under the supervision of judges;

■ The age limit for admission to a political party was reduced from 21 to 18. The prohibition against political parties organizing abroad and founding their respective youth and women's branches was eliminated. Also Parliament agreed to pass a law allowing university lecturers to assume posts at political parties central offices and permitting university students to become members of political parties;

■ The number of parliamentary seats was raised from 450 to 550. Parliament's commencement of the new legislative year was shifted from September to October;

■ The condition requiring an absolute majority to accept the resignation of a deputy was removed. The relevant provision of the Constitution was worded to read: "This (resignation of the deputy) will be decided upon by the parliamentary general assembly."

Also the provision which causes a deputy to lose his membership if he resigns from his party to join another was removed. Furthermore, a deputy whose party is ordered dissolved by the

Constitutional Court will be able to maintain his parliamentary membership provided that he has not caused the banning of his party by his statements or activities. In other words, only the deputies who were responsible for the closure of their parties will lose their seats in Parliament;

■ A deputy whose legislative immunity is lifted or who has lost his membership by plenary session can apply to the Constitutional Court within seven days. If the court will make a final ruling in regard to his appeal within 15 days the decision of Parliament will not take effect;

■ It will be possible to hold local elections at the same time as general or by-elections in the event that only one year is left between them;

■ The ban against professional public organizations becoming involved in politics was removed;

■ During the hearing of cases regarding the dissolution of a political party, the Constitutional Court will be required to hear the testimony of the chairman of that party;

■ The ban against cooperatives engaging in politics was removed.

**The amendments rejected by Parliament are as follows:**

■ The proposed elimination of the clause barring people from claiming that laws and decrees passed during the Sept. 12, 1980 military era are unconstitutional.

This proposal also called for elimination of the clause barring prosecution of the administrators of that era on charges of corruption, bribery, theft, smuggling and other such ordinary crimes;

■ The proposed easing of formalities regarding formation of trade unions. It also called for closure of trade unions with court order;

■ The proposed reduction of the age requirement for membership in Parliament from 30 to 25;

■ The proposed removal of the ban on strikes and lock-outs with political intentions;

■ The proposed removal of the ban obstructing deputies from assuming posts at trade unions, association, foundation and professional public organizations.

# Sie haben keine Angst vor dem Sterben und hungern für ihre tote Freundin

Einen Tag nach dem Tod von Gülnaz Baghistani in Kreuzberg wollen mehr als hundert Kurden den Hungerstreik unbefristet fortsetzen

Der Tagesspiegel - 29 Juli 1995



AUFREGUNG UND TRAUER nach dem Tod der Kurdin am Tor des Kulturzentrums. Foto: Heinrich

VON CHRISTOPH STOLLOWSKY

**BERLIN.** Sorgfältig haben sie das Lager, auf dem Gülnaz Baghistani gestorben ist, mit einem Tuch abgedeckt. Es hat die Farben der kurdischen Fahne - rot, gelb und grün. Und jede Falte ist glattgestrichen, als wollten die hungernden Frauen im Raum ihrer „Schwester“, wie sie Gülnaz nennen, einen letzten Liebesdienst erweisen. Neben den Matratzen steht ein großes, farbiges Bild der Toten. Schmales Gesicht, tiefliegende Augen. „Schid Namirin“ hat jemand in Kurdisch darüber geschrieben: „Märtyrer sind unsterblich“.

Trauer im Kurdischen Kulturzentrum „Navca-Kurd“ an der Zossener Straße 41 in Kreuzberg. Hier, im zweiten Stock des größten Berliner Kurden-Treffpunktes, ist die 41jährige Gülnaz Baghistani aus Osnabrück, Mutter von fünf Kindern, am Donnerstag nach einem Schwächeanfall gestorben. Vermutlich setzte ihr Herz aus. Gerichtsmediziner stellten „einen natürlichen Tod“ fest, auf eine Obduktion wurde verzichtet.

Schon seit acht Tagen hatte sie zuvor nichts mehr gegessen, um gemeinsam mit rund 200 Hungerstreikenden aus Berlin und anderen Städten für „ein schnelles, friedliches Ende des Mordens in Kurdistan“ und die Unabhängigkeit ihres Volkes zu demonstrieren. Nun hat ihr Tod ein Fanal gesetzt. Noch nie surrten so viele TV-Kameras im „Navca Kurd“, drängelten so viele Reporter durch die Flure des Kreuzberger Gründerzeit-Hauses wie am Morgen danach.

Schlangestehen im „Informations-Büro“. Presse aus ganz Deutschland bestürmt Kur-

den-Sprecher Onhan Ozcan. Kaum 16 Stunden nach dem tragischen Geschehen liegen schon Postkarten mit dem Bild der Toten auf seinem Tisch. Zahllose Porträts, schnell kopiert und zu Stickern verarbeitet, haben sich die Kurden im Haus an ihre Kleider geheftet. Streng kontrollieren einige am Gittertor zur „Zossener“, nur Presse- und Landsleute werden hereingelassen. Im großen Hinterhof dröhnt aus zwei Boxen heimatliche Folklore. Hunderte sitzen hier, Frauen und Männer, weiß verhüllt, zeitunglesend. Sie wollen Beistand leisten, gehen immer wieder zur zweiten Etage hinauf, wo die Hungerstreikenden auf Matratzen kauern.

Hitze, die Luft drückt. Schweiß perlt über Gesichter. „Der 9. Tag“ steht auf der Wand - und es sollen noch viele Tage hinzukommen. Hier verhallt der jüngste Aufruf der Berliner Ausländerbeauftragten Barbara John, die Aktion solle wegen der „belastenden Witterung“ und möglicher weiterer Opfer doch abgebrochen werden. Sechs Menschen wären schon im Krankenhaus, doch auch sie sind zurückgekehrt und machen weiter. Wie lange? „Das ist unwichtig“, sagt Gulbahar F. aus Steglitz. „Unsere Freundin ist tot, wir hungern für sie“. Streng setzt die 50jährige Frau ihre Worte, ihre Hand verkrampft sich zur Faust. „Hätten wir Angst vorm Sterben, wären wir nicht hier“.

Gulbahar F. verweigert seit neun Tagen gemeinsam mit ihren 15- und 20jährigen Töchtern jede Nahrungsaufnahme. Nur aus den Wasserflaschen, die überall herumstehen, trinken sie mit kleinen Schlucken. Ihre Gesichter sind müde, ihr Halt sind der Haß auf „die Mörder in der türkischen Regie-

rung" sowie die Hoffnung. „Vielleicht“, sagt eine alte Frau, deren Enkel die meisten anderen im Raum sein könnten, „vielleicht helfen wir ja unseren Brüder und Schwestern in Kurdistan ein wenig“.

Diese Lösung in der Heimat soll „friedlich“, soll „politisch“ sein. An der Waid im Hinterhof hängt zwar die Flagge der hierzulande verbotenen kurdischen Befreiungsarmee PKK, und Jugendliche tragen Kettchen mit deren Symbol am Hals, ansonsten aber ist die Partei heute im „Navka-Kurd“ eher tabu. Die Streikenden verstehen sich als „nationale Befreier“, doch nichts als Schweigen erhält zur Antwort, wer sie nach einer möglichen PKK-Mitgliedschaft fragt. Und dann kommen sie wieder auf den Tod von Gülnaz Baghistani zu sprechen. Den habe die Polizei zu verantworten. Wäre der ursprünglich Ort des Hungerstreiks am Breitscheidplatz nicht geräumt worden, so hätte die Kurdin nicht durch die brütende Sonne nach Kreuzberg laufen müssen und wäre noch am Leben, meinen sie.

Die Polizei aber konterte gestern erneut, man habe „die beste ärztliche Versorgung“ angeboten. „Doch sie wurde nicht angenommen“. Die Strategie der Uniformierten lautet nach der bitteren Erfahrung in der West-City: „Zurückhalten und nochmal zurückhalten“. Jede Eskalation soll vermieden werden.

Dies hat den Polizisten auch die Berliner Ausländerbeauftragte angeraten, und es klappt seit Donnerstag selbst an der Zossen-er Straße, dem Zentrum des kurdischen Lebens in Berlin, wo die Kebab-Buden so häufig sind wie in Prenzlauer Berg Buletten-Verkäufer. Die geänderte Taktik hat möglicherweise auch mit jüngsten Erkenntnissen des Verfassungsschutzes zu tun. Denn bundesweit registrieren die Staatsschützer „eine zunehmende Mitgliedschaft der PKK“, obwohl sie bereits im November 1993 verboten wurde. Dies aber hat sie offenbar populärer und aggressiver denn je gemacht: Anlaß für die Behörden, über ein Zurückschalten auf eine weichere Gangart nachzudenken, wie aus Polizeikreisen verlautet. In Kreuzberg scheint dies nach dem Tod der Kurdin ein Anliegen von beiden Seiten zu sein. Denn auch die Kurden versprechen im Hinblick auf den Trauermarsch am Dienstag vom Halleschen Tor zum Breitscheidplatz: „Wir werden friedlich sein“. Gülnaz Baghistanis Schicksal verpflichtete dazu.

## Zwischen Militanz und Friedfertigkeit

### Die schwierige Situation der Berliner Kurden

**BERLIN** (cs). Berlin wird häufig als die „größte türkische Stadt im Ausland“ bezeichnet. Rund 140 000 türkische Staatsangehörige leben hier, knapp 40 000 sind Kurden. Sie sind gut organisiert: es gibt die Kurdische Gemeinde, die sich „für ein friedliches Zusammenleben Deutscher und Ausländer in Berlin“ einsetzt; einen kurdischen Elternverein sowie verschiedene Kulturzentren und Sozialbüros – beispielsweise das „Hinbun“ in der Spandauer

Neustadt, wo mehrere tausend Kurden leben. Seit den PKK-Anschlägen in Deutschland und dem bundesweiten Verbot der Partei sind auch die Berliner Kurden in eine schwierige Situation und einen heftigen Zwiespalt geraten: Zum einen fühlen sie sich pauschal als „militant“ verunglimpft, andererseits suchen aber zumindest PKK-Anhänger immer wieder die Konfrontation mit der Polizei, indem sie bei Umzügen demonstrativ Fähnchen ihrer Partei hochhalten, wohl wissend, daß die Beamten eingreifen müssen. Die meisten Berliner Kurden setzen sich für eine friedliche Lösung in ihrer Heimat ein und versuchen ihr Bild in der Öffentlichkeit zu korrigieren. Ein beliebter Anlaß ist das kurdische „Newroz“ (Neujahrs-)Fest, das oft gemeinsam mit Deutschen gefeiert wird.

*Ouest France - 29-30 juillet 1995*

### Mort d'une Kurde gréviste de la faim à Berlin

Une Kurde de 41 ans, mère de cinq enfants, est morte d'une crise cardiaque lors d'une grève de la faim à Berlin. Elle menait cette action depuis une semaine en solidarité avec les Kurdes emprisonnés en Turquie. Ce drame survient alors que, pour la quatrième nuit consécutive, des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Allemagne, s'en sont pris à des intérêts turcs outre-Rhin, allumant des incendies dans plusieurs villes et affrontant les forces de l'ordre à Francfort (ouest).



*Une mère kurde, gréviste de la faim à Berlin. Elle proteste contre les traitements subis par les Kurdes dans les prisons turques.*



Flüchtlinge

# „Ein Bündel Angst“

SPIEGEL-Redakteurin Annette Ramelsberger über eine Kurdenfamilie im Kirchenasyl



Flüchtlingsfamilie Simsek, Pfarrer Brummer: Briefe voller Schmähungen

Neben dem Kruzifix, hinter dem Betschemel und den Kerzen, hängt im Wohnzimmer des Steppacher Pfarrers Peter Brummer, 38, ein Bild, auf dem ein kleiner Junge dem katholischen Geistlichen jeden Tag Mut macht: „Du fragst mich, was soll ich tun? Und ich sage: Lebe wild und gefährlich.“

Draußen im Garten tolt ein anderer kleiner Junge herum, spritzt mit dem Gartenschlauch in die Blumentröge und quietscht, wenn er dabei naß wird. Ein Mädchen schüttet sich voller Inbrunst Sand auf den weißen Kragen des Matrosenkleidchens. Ihre Mutter kommt scheu lächelnd aus der Pfarrküche mit drei Tellern voll Zucchiniemüse.

Wild und gefährlich sieht das Treiben im Garten des Pfarrers nicht aus. Doch um die vermeintliche Idylle ist ein zähes Ringen entbrannt zwischen der Staatsmacht und einem Kreis von Bürgern, die Menschlichkeit für wichtiger halten als Verordnungen.

Brummer und seine Pfarrei bei Augsburg gewähren der kurdischen Familie Simsek seit drei Monaten Kirchenasyl.

Es ist eine Familie, für die Amnesty International zum erstenmal in der Geschichte der Bundesrepublik eine „urgent action“ startete, eine eilige Protestaktion – sonst letztes Mittel der Menschenrechtsorganisation, um diktatori-

## Zuflucht in Kirchen

wird gegenwärtig 70 Flüchtlingen und Asylbewerbern im ganzen Bundesgebiet gewährt. Die Pfarreien müssen für Unterkunft und Essen sorgen und stets eine Hausdurchsuchung fürchten. Denn die Kirche ist kein rechtsfreier Raum, das Asyl wird vom Staat nicht anerkannt und ist auch innerhalb der Pfarrgemeinden oft umstritten. Dennoch gehen Polizei und Justiz bisher nicht gegen diesen formal rechtswidrigen Zustand vor. Viele Pfarrer und Gläubige sehen deshalb in ihren Kirchen die letzte Rettung für Flüchtlinge, die nach dem neuen Asylgesetz abgeschoben werden, obwohl ihnen

sche Regime von Folter oder Hinrichtungen abzuhalten. Diesmal wollte sie den Freistaat an der Abschiebung der Familie in die Türkei hindern.

Mutter Sahize Simsek, 20, lebt mit ihren Kindern Bilal, 4, und Leyla, 3, in Brummers Gästezimmer. Vater Fariz Simsek, 29, ist aus Angst vor Abschiebung vor drei Monaten untergetaucht – nach ihm fahndet die Polizei, sein Asylbegehren wurde vom Verwaltungsgericht Ansbach vor vier Monaten endgültig abgelehnt. 150 Bürger aus Steppach und Umgebung schieben in Wechselschichten nun Tag und Nacht Wache für den Schutz von Frau und Kindern.

Den haben die drei dringend nötig: Vor anderthalb Wochen, am 20. Juli, zog um 8 Uhr morgens plötzlich Polizei vor der Kirche auf, zehn Beamte in Uniform, weitere in Zivil, umstellten das benachbarte Pfarrhaus, die Familie fürchtete das Schlimmste.

in der Heimat Repressalien drohen. Der wachsende Druck der Kirchen bringt vor allem die christlichen Parteien in Schwierigkeiten. Die Gemeinden sollten, so schlug der bayerische Innenminister Günther Beckstein (CSU) als Kompromiß vor, jedes Jahr einige tausend Ausländer vor der Abschiebung bewahren dürfen, wenn sie dafür alle Kosten übernehmen. Bisher findet Becksteins Idee kaum Gegenliebe – vor allem, weil er gerade den umstrittensten Fall, die kurdische Flüchtlingsfamilie Simsek in Augsburg, davon ausschließen will. Vergangene Woche unterschrieben 225 Pfarrereinen und Geistliche aus Bayern eine Solidaritätserklärung für sie.

Die Kunde drang bis in den bayerischen Landtag. Wenn Polizisten gegen Geistliche, Frauen und Kinder vorgehen, wird selbst christsozialen Abgeordneten unwohl. Innenminister Günther Beckstein mußte erklären, der Einsatz sei nur eine vorbeugende Fahndungsmaßnahme, falls Fariz Simsek auftauchen sollte – wenig wahrscheinlich, daß der Flüchtling in einen Polizei-Kordon gelaufen wäre. Erst Stunden später brach die Polizei die Aktion ab. Da saß Sahize Simsek noch immer zitternd in der Pfarrküche.

Sie sei „ein Mädchen von 20 Jahren, das keine Zukunft mehr hat“, erbot sich Ursula Däubler, 31, eine der Unterstützerinnen von Steppach. Während sie mit der Kurdin Teller und Tassen spült, haben die beiden Frauen nur ein Thema: Angst. Angst wegen der Vergangenheit, Angst vor der Zukunft, Angst um Sahizes Mann.

Nur ganz selten meldet er sich aus seinem Versteck, Erleichterung bringen die Anrufe kaum: „Sehr schwer, immer Probleme“, sagt Sahize, und ihre Augen blicken müde.

Sie ist inzwischen von 55 auf 40 Kilogramm abgemagert, ihr Sohn Bilal ist schwer verstört und aggressiv. Nachts hört Pfarrer Brummer, wie die Kinder aus Angstträumen hochschrecken, wie die Mutter sich schlaflos im Bett umherwälzt. Wenn die junge Frau danach gefragt wird, wie sie sich ihre Zukunft wünscht, blickt sie verständnislos in die Runde. „Was soll ich sagen?“ Sie seufzt leise: „Ganz normal leben, mit meiner Familie.“

Neben Sahize Simsek sitzt die Rentnerin Elisabeth Mair, 63. Sie tätschelt der Kurdin zärtlich den Arm. „Mein kleines Mädchen“, tröstet sie, „keine Angst, wir halten das hier noch lange durch.“

Die frühere Religionslehrerin schaukelt die kleine Leyla auf den Knien, als wäre es ihre eigene Enkelin. „Das kann man doch nicht machen, die Kinder hier so einzusperrn“, empört sie sich. Sobald die Flüchtlinge das Grundstück der Pfarrei verlassen, müssen sie damit rechnen, festgenommen und abgeschoben zu werden: „Ich kann sie noch nicht mal mit zum Schwimmen nehmen.“

Für Sahize hat Rentnerin Mair zwei Gläser Sauerkirschen mitgebracht und einen ganzen Beutel Wolle, den sie für die Mutter geschenkt bekam.

Der Aufmarsch der Polizei hat die Bürger von Steppach noch enger um die

Flüchtlingsfamilie geschart. „Christentum heißt, sich einmengen, wenn Menschen in Gefahr sind“, sagt der Pfarrer. Auch Elisabeth Mair will sich dem staatlichen Druck nicht beugen. „Ich habe mein Leben lang gedacht, ich bin staats-treu, halte mich an die Gesetze und mache alles richtig“, sagt die resolute Dame. Doch seit sie die Geschichte der Fa-

### „Lest die bösen Briefe einfach nicht mehr“

milie Simsek kennt, ist sie überzeugt, daß der Staat hier einen Fehler macht. „Und den soll er“, fordert sie, „einfach korrigieren.“

Als Sahize Simsek 15 Jahre alt war, floh sie mit ihrem Mann vor dem Krieg zwischen Militär und Rebellen aus Kurdistan nach Istanbul. Kurz vor der Geburt des ersten Kindes nahmen Polizisten Fariz Simsek fest, weil er Kassetten



CSU-Stadträtin Hottelot: „Genau in die Augen geschaut“

mit kurdischer Musik dabei hatte – dafür saß er 18 Tage lang in Polizeihaft.

Folterer hätten ihn an seinen Füßen aufgehängt, sagt er, und ihn mit eiskaltem Wasser übergossen. Dann hätten sie Zigaretten auf seinem Kopf und den Händen ausgedrückt und ihm ein Stuhlbein in den After gerammt. Noch am Tag der Verhaftung durchsuchte die Polizei die Wohnung der Familie in Istanbul, schlug die hochschwangere Frau zusammen. Einige Wochen später tauchte ihr Ehemann wieder auf – so verstört und geschunden, daß Sahize ihn kaum wiedererkannte.

Die Ärztin Waltraud Wirtgen von „Refugio“, einem Münchner Zentrum für Folteropfer, beobachtete bei Fariz

Simsek „panikartige Angstanfälle und Herzattacken“. An seinen Schilderungen hegt sie keinen Zweifel: „Bei dem Bericht über die Folter wird Herr Simsek sehr blaß, schwitzt, bekommt weite Pupillen und eine psychomotorische Unruhe“, die er aber zu unterdrücken versuche. „Ein Bündel Angst“ sei der Mann, sagt Wirtgen, das Ehepaar Simsek sei bei einer Abschiebung selbstmordgefährdet.

Das bayerische Innenministerium versucht, die Furcht der Simseks mit originellen Vorschlägen zu dämpfen: Man könne ihnen doch ein Funktelefon mit in die Türkei geben, wurde dem Pfarrer Brummer im Ministerium erklärt. Dann könnten sie bei Gefahr in Bayern anrufen. Außerdem habe die türkische Regierung garantiert, daß ihnen nichts passiere.

„Für einen Menschen, der schon einmal gefoltert wurde“, so Ärztin Wirtgen, „sind solche Erklärungen absurd.“

Das rührt die bayerische Regierung nicht: Zweimal schon wurde Simsek ins Flugzeug gesetzt, einmal konnte ihn sein Anwalt retten, ein andermal stoppte in letzter Minute der Anruf des zuständigen Richters beim Bundesverfassungsgericht die Abschiebung. Die Richter lehnten die Zulassung der Klage jedoch kurz darauf aus formalen Gründen ab.

Bayern will an Simsek ein Exempel statuieren, denn für Innenminister Beckstein ist der Mann ein Straftäter: Simsek sei an den Kurden-Krawallen von Augsburg beteiligt gewesen, bei denen im Sommer 1994 Tausende die Autobahn besetzt hatten, der Flüchtling habe die Leute aufgewiegelt.

Dessen Anwalt Michael Sack interpretiert die Vorgänge hingegen völlig anders: Simsek habe einen Ast

in ein Feuer geworfen, um das Kurden tanzten. Danach habe er beruhigend auf die Menge eingeredet. Auf der Autobahn selbst sei er nie gewesen.

Auf jeden Fall ist er nicht das, was der Uno-Flüchtlingskommissar als Straftäter definiert, der abgeschoben werden kann: Dafür müßte Simsek wegen eines „Verbrechens oder besonders schweren Vergehens rechtskräftig verurteilt“ sein. Doch das ist der Kurde bis heute nicht.

CSU-Mann Beckstein, so Pfarrer Brummer, ignoriere einfach, was Folter für einen Menschen bedeute. „Die Politiker waschen sich ihre Hände in Unschuld wie Pontius Pilatus“, rügt der Geistliche, Sohn eines CSU-Kreisrates, Enkel eines CSU-Bürgermeisters. Die

Stappacher Bürger bekommen für ihr Kirchenasyl auch Schmähungen zu hören – sogar aus dem eigenen Sprengel. Da wird den Frauen vom Pfarrbüro in Anrufen mit Vergewaltigung gedroht, dem Pfarrer sogar mit Mord. Da kommen Briefe an, in denen anonyme Choleriker mit Rechtschreibschwäche pöbeln: „Sie Arschloch, für mich sind sie kein Pfarrer, sondern ein Asiland. Sie gehören so viele Tage geschlagen, wie sie dem Verbrecher und seiner dreckigen Frau bei uns in Deutschland und in unserer Kirche Unterkunft gelassen haben.“

An diesem Abend treffen sich die Helfer im Pfarrsaal der Kirche, singen, beten, sprechen sich Mut zu. „Lest die bösen Briefe einfach nicht mehr“, rät Brummer ihnen und erzählt von der Nonne, die ihm in der Klosterbäckerei zwei Brote für die Simsek-Kinder geschenkt habe. Schon in der Tür, habe sie den Pfarrer noch mal zurückgerufen. „Da, nehmen S' für die Sahize auch noch eins mit.“

Eine Rollstuhlfahrerin, über 90 Jahre alt, habe ihm 20 Mark für die Familie in die Hand gedrückt, berichtet Brummer, und der Tankwart in der Nähe schicke jeden Kunden fort, der über die Simseks herziehe. Nach der Polizeiaktion kam der Brief eines Arztes, der an Beckstein geschrieben hatte: „Ich schäme mich, diese Partei gewählt zu haben.“ Ein anderer erklärte nach 40 Jahren Zugehörigkeit seinen Austritt aus der CSU.

Endlich, sagt eine der Frauen im Kreis, sei für sie ihr Glauben „handgreiflich“ geworden: Elfi Hottel ist CSU-Stadträtin in der Gemeinde Neusäß und vor ein paar Wochen mit dem Bundesverdienstkreuz für ihr politisches und soziales Engagement ausgezeichnet worden.

Jetzt wollte sie sich der Ehrung noch einmal würdig erweisen: Im Landtag hat sie so lange auf den Innenminister gewartet, bis der seiner Parteifreundin nicht mehr ausweichen konnte. „Ich habe mir von Beckstein versichern lassen, daß er nichts gegen die Familie Simsek unternimmt – und ich habe ihm“, sagt sie, „dabei ganz genau in die Augen geschaut.“ Das war an jenem Tag, als die Polizei die Kirche in Steppach umstellte.

Drinne saßen die Helfer vor dem Radio, um jede neue Entwicklung zu verfolgen. Spitzenmeldung der Nachrichten an diesem 20. Juli war der Appell von Verfassungsgerichtspräsidentin Jutta Limbach zum Jahrestag des Hitler-Attentats. Die Demokratie lebe von kritischen Bürgern, die für die Menschenrechte einträten, hörten die Christen von Steppach Deutschlands höchste Richterin sagen. Pfarrer Brummer: „Wir dachten wirklich, die redet von uns.“ □

Türkei

## „Grenzt uns nicht aus!“

Ministerpräsidentin Tansu Çiller über ihre Demokratie-Bemühungen



Regierungschefin Çiller, Militärs: „Die Streitkräfte bekennen sich zur Demokratie“

**SPiegel:** Das Europäische Parlament hat den Beitritt der Türkei zur Zollunion von wesentlichen Schritten Ankaras in Richtung Demokratie und Menschenrechte abhängig gemacht. Glauben Sie, daß die jetzt verabschiedeten Verfassungsänderungen den Ansprüchen der Europäischen Union genügen?

**Çiller:** Die Erwartungen und Bedürfnisse des türkischen Volkes sind für uns wichtiger als alles andere. Ich weiß

nicht, ob unsere Reformbemühungen in der Türkei die Europäische Union zufriedenstellen. Bei der Zollunion handelt es sich um eine vertragliche Verpflichtung, die sich aus den in den sechziger Jahren zwischen der Türkei und der Europäischen Gemeinschaft unterzeichneten Abkommen ergibt. Wenn jetzt mit der Zollunion überhaupt nicht zusammenhängende Angelegenheiten als Vorbedingungen gestellt werden, ist das keine gesunde Einstellung.

**SPiegel:** Etliche Europa-Parlamentarier wie der Fraktionsvorsitzende der Liberalen, Gijs de Vries, kritisieren die Verfassungsänderungen als „nicht ausreichend“ und machen eine Aufnahme in die Zollunion von weiteren Reformen abhängig. Sind Sie dazu bereit?

**Çiller:** Diese Diskussion finde ich falsch. Seit über einem Jahrhundert haben in der Türkei zum erstenmal Zivilisten eine Verfassungsänderung vollzogen und damit einen Prozeß der demokratischen Reformen eingeleitet. Zudem haben wir gerade einen weiteren sehr bedeutenden Schritt in dieser Angelegenheit unternommen: Der vom Parlament verabschiedete Fünfjahresplan sieht vor, eini-

### Tansu Çiller

erregte 1993 Aufsehen, als sie die Nachfolge des zum Staatspräsidenten aufgerückten Regierungschefs Söleyman Demirel antrat. Die in Amerika ausgebildete Professorin für Wirtschaftswissenschaften und erfolgreiche Geschäftsfrau versucht die Menschenrechte und die Demokratie zu stärken – und gerät in Konflikt mit Militärs, die im Kurden-Konflikt auf Gewalt setzen. Çiller, 49, sucht jetzt verstärkt die Annäherung an Europa.

AUSLAND



Çiller-Herausforderer Erbakan: „Ausbeutung religiöser Gefühle“

ge Befugnisse der Zentralregierung auf kommunale Verwaltungen zu übertragen. Dies ist eine sehr wichtige Entwicklung auf dem Weg, die Verwaltungen zu stärken und eine breitere Basis an der demokratischen Praxis teilhaben zu lassen. Wir werden die Reformen konsequent fortsetzen.

**SPIEGEL:** Nicht nur Euro-Parlamentarier beklagen die halbherzigen Verfassungsänderungen. Die liberale Istanbul Tageszeitung *Cumhuriyet* kritisiert, daß etwa Angehörige der Streitkräfte weiterhin nicht für Rechtsbrüche belangt werden, die sie während der Militärdiktatur begangen haben.

**Çiller:** Die Phase des Militärregimes hat die Türkei hinter sich gelassen. Wir wollen uns auf die Zukunft orientieren, statt mit der Vergangenheit abzurechnen.

**SPIEGEL:** Selbst Ihr Koalitionspartner, die Republikanische Volkspartei (CHP), ist mit dem Umfang der Reformen unzufrieden. Die Änderungen, klagte der CHP-Vorsitzende und stellvertretende Ministerpräsident Hikmet Çetin, entsprechen nicht den Vorstellungen seiner sozialdemokratischen Partei.

**Çiller:** Es ist nur natürlich, daß jede politische Partei unterschiedliche Erwartungen hat. Es ist aber auch unumgänglich, daß die Verfassungsänderung, die eine Zweidrittelmehrheit des Parlaments erfordert, das Ergebnis eines demokratischen Konsensus sein muß. Immerhin haben wir schließlich einen gemeinsamen Nenner gefunden.

**SPIEGEL:** Im Rahmen Ihres Reformpaketes wollten Sie ursprünglich auch den umstrittenen Artikel 8 des Anti-Terror-Gesetzes streichen, der schon freie Meinungsäußerungen wie die Forderung nach mehr Autonomie für Kurden unter schwere Strafe stellt. Warum haben Sie

vor den Falken in der eigenen Partei zurückgesteckt?

**Çiller:** Der Artikel 8 steht ganz oben auf meiner Prioritätenliste. Das Parlament wird sich nach den Sommerferien damit befassen, und auch in dieser Angelegenheit werde ich versuchen, einen Konsens zu erreichen.

**SPIEGEL:** Erst vor wenigen Wochen hat der stellvertretende Stabschef Ahmet Çörekçi klargestellt, daß die Militärs keine Aufhebung dieses Artikels zulassen werden.

**Çiller:** So hat der General das nicht gesagt. Für die Aufhebung des Artikels 8 ist allein das Parlament verantwortlich. Und mein Ziel ist, der Meinungsfreiheit in der Türkei zu ihrer zeitgemäßen Bedeutung zu verhelfen.

**SPIEGEL:** Neben Bekenntnissen zur Demokratie und Meinungsfreiheit erwartet

das Europa-Parlament von Ihrer Regierung ein entschiedenes Vorgehen gegen Folterungen, über die Menschenrechtsorganisationen immer wieder berichten. Wie wollen Sie Menschenrechte in Ihrem Land künftig besser durchsetzen?

**Çiller:** Im Bereich der Menschenrechte haben wir einige Defizite – aber andere Länder haben die auch. Um die Wichtigkeit der Menschenrechte zu betonen, haben wir ein Ministerium für Menschenrechtsfragen eingerichtet, und dieses Thema gehört jetzt auch als Lehrfach zu unserem Schulwesen. Und bitte: Auch wenn es die Vorwürfe der Folter seit langem gibt, so ist es doch auch eine Tatsache, daß diese Vorwürfe zu einem erheblichen Teil auf mangelhaften und falschen Informationen basieren, die zu Diffamierungskampagnen gegen uns benutzt werden.

**SPIEGEL:** Alle guten Absichten Ihrerseits einmal unterstellt – Sie scheitern doch letztlich an der Engstirnigkeit der Sicherheitsdienste und Militärs, den heimlichen Regenten des Landes.

**Çiller:** Sie können doch nicht bestreiten, daß die Türkei demokratisch-parlamentarisch regiert wird. Die türkischen Streitkräfte bekennen sich zur demokratischen Regierung und unterliegen meiner politischen Autorität.

**SPIEGEL:** Die Militärs haben während der vergangenen Jahre auf eine gewaltsame Lösung des Kurdenproblems gesetzt – und das Land in einen folgenschweren Konflikt gestürzt. Haben Sie die Hoffnung, bis zu Neuwahlen, die spätestens im Herbst 1996 stattfinden werden, die Kurden zu befrieden?

**Çiller:** Meine Aufgabe ist es, unser Volk vor der terroristischen Bedrohung zu schützen, und gegen Terror gibt es auf der ganzen Welt nur ein Mittel: die Bekämpfung durch Sicherheitskräfte – selbstverständlich unter Achtung der



Türkische Fundamentalisten: Zulauf in den Elendsvierteln der Großstädte

rechtsstaatlichen Prinzipien. Außerdem will ich die wirtschaftliche und soziale Entwicklung der Region vorantreiben.

**SPIEGEL:** Und das soll reichen?

**Çiller:** Je schneller wir den Terror besiegen, desto eher kommt der Aufschwung.

**SPIEGEL:** Zur größten Gefahr für Ihre Regierung sind, neben dem Kurdenproblem, die Islamisten von der Wohlfahrtspartei geworden. In Umfragen liegt die Partei von Necmettin Erbakan mit einem Viertel aller Stimmen weit vor Ihrer Partei des Rechten Weges. Wie wollen Sie mit dieser Herausforderung fertig werden?

**Çiller:** Das türkische Volk ist besonnen. Es bekennt sich zum laizistisch-demokratischen Regime. Ich glaube, daß die Stärke der Wohlfahrtspartei hochgespielt wird. Ihr Stimmenanteil bei den letzten Kommunalwahlen sollte nicht als Maßstab für allgemeine Wahlen angelegt

werden. Meine Partei wird nach den Wahlen im Jahr 1996 alleine an die Macht kommen.

**SPIEGEL:** Die Wohlfahrtspartei, die, wie viele fürchten, aus der laizistischen Türkei mit ihren 60 Millionen Moslems einen Gottesstaat machen will, ist auf stramm antieuropäischem Kurs und sammelt damit kräftig Stimmen – nicht nur in den immer größer werdenden Elendsvierteln Ankaras und Istanbul.

**Çiller:** Die Integration der Türkei in den Westen wird die Werte der modernen Zivilisation und deren Entwicklung unumkehrbar machen. Europa darf uns aber nicht ausgrenzen, sonst besteht die Gefahr, daß Ideologien, die auf der Ausbeutung der religiösen Gefühle des türkischen Volkes beruhen, an Boden gewinnen. Die Beeinträchtigung oder Nicht-Realisierung der Zollunion würde den Zielen der religiös-fundamentalistischen Strömungen dienen. Das sollten die Euro-Parlamentarier bedenken.

**SPIEGEL:** Die Islamisten werfen Ihrer Regierung Versagen in der Bosnien-Politik vor und fordern ein Eingreifen auf seiten der moslemischen Brüder. Müssen wir demnächst auf dem Balkan mit einer Art Islamischen Eingreiftruppe unter Führung der Türkei rechnen?

**Çiller:** Das ist kein Religionskrieg. In Bosnien werden alle vom Westen seit Jahrhunderten vertretenen Werte und die Prinzipien des internationalen Rechts mit Füßen getreten. Und die internationale Staatengemeinschaft sieht diesem Geschehen tatenlos zu und provoziert damit in der islamischen Welt Fragen und Kritik. Es ist falsch, in Bosnien einen Konflikt zwischen Christen und Moslems zu sehen beziehungsweise das Problem in einen solchen Konflikt zu verwandeln. Noch ist es für eine Intervention auf internationaler Ebene nicht zu spät. Die Türkei ist bereit, jegliche ihr zugewiesene Verantwortung zu übernehmen. □

## Le Parlement européen confirme son opposition à l'Union douanière avec la Turquie



**Le gouvernement turc doit reconnaître les droits du peuple kurde.**

Les membres européens de la commission parlementaire mixte Union européenne-Turquie se sont réunis le 30 mai à Bruxelles pour prendre connaissance des informations fournies par le commissaire Van den Broek sur les derniers développements politiques en Turquie, d'un compte-rendu de la visite des présidentes des groupes socialiste, Verts et Radical en Turquie, ainsi que d'un rapport d'un membre du Conseil de l'Europe sur les problèmes turcs. Le commissaire européen envisage de réanimer le protocole financier UE/Turquie, qui est bloqué depuis 1981, mais il a informé les parlementaires que la Commission ne proposera pas au Parlement européen d'approuver l'accord d'Union douanière, si la Turquie ne respecte pas, ses engagements en matière de droits de l'homme.

De leur côté, les ministres des affaires étrangères des Quinze ont adopté le 12

juin les textes relatifs à l'instauration de l'Union douanière avec la Turquie dont la décision politique avait été prise le 6 mars. Ces textes devraient être prochainement soumis au Parlement européen pour « avis conforme ».

A l'initiative du groupe confédéral GUE/NGL et avec le soutien du groupe socialiste et des Verts, le Parlement européen a adopté, à l'issue de ses débats sur la préparation du Conseil européen de Cannes, un amendement par 225 voix contre 162 qui « renouvelle son opposition à l'Union douanière avec la Turquie tant que des députés kurdes seront emprisonnés et que les droits du peuple kurde ne seront pas reconnus ». Le gouvernement turc a vivement réagi à l'adoption de cet amendement : « Il n'est pas utile d'établir un lien entre l'affaire des députés kurdes et l'Union douanière (...). La justice est indépendante en Turquie et ni le gouvernement, ni le parlement ne peuvent avoir une influence sur elle ».

faits & arguments  
sur l'union européenne

N° 33 JUILLET-AOÛT 1995

## DEUTSCHLAND

Extremisten

# Blutige Schlachten

Die Krawalle in der vergangenen Woche zeigen: Das Verbot der PKK hat die kurdischen Extremisten in Deutschland noch gestärkt.

**A**ls Tote erst wurde Gülnaz Baghistan ihren Landsleuten besonders nützlich: Die Mutter von fünf Kindern war aus Osnabrück nach Berlin gereist, um zusammen mit etwa 200 anderen Kurden auf dem Breitscheidplatz in Hungerstreik zu treten. Damit wollte sie gegen die Unterdrückung ihres Volkes in der Türkei protestieren.

Am Mittwoch vergangener Woche marschierten die Demonstranten nach Zusammenstößen mit der Polizei bei brütender Hitze ins Kurdische Kulturzentrum nach Kreuzberg. Der Marsch war zuviel für Baghistan, 41. Am Ziel angekommen, fiel sie, geschwächt vom Hunger, ins Koma und starb wenig später.

Nun haben die militanten Kurden in der Bundesrepublik eine neue Märtyrerin im Kampf um ein unabhängiges Kurdistan. Landsleute bahrten Baghistan Ende vergangener Woche im Kulturzentrum auf, schmückten sie mit Blumen und weigerten sich, die Tote von einem



Polizei-Einsatz bei Kurden-Demonstration\* „Aggressive Grundstimmung“



Hungerstreik-Opfer Baghistan  
„Wir nehmen weitere Tote in Kauf“

Gerichtsmediziner untersuchen zu lassen.

An der Bahre schworen kurdische Exil-Politiker Unerbittlichkeit: „Wir machen weiter, nehmen weitere Tote und Verletzte in Kauf.“

Mit dem Tod von Baghistan, blutigen Straßenschlachten in Berlin und Frankfurt sowie Dutzenden von Brandanschlägen auf türkische Einrichtungen im Bundesgebiet eskalierte der Protest in der vergangenen Woche, vermutlich organisiert von der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistan (PKK).

Wie schon im Frühjahr des vergangenen Jahres, als militante Kurden in Deutschland mit Straßenblockaden, Anschlägen und Selbstverbrennungen demonstrierten, hatten die Behörden auch diesmal immerhin vage Hinweise auf geplante Gewalttaten.

Schuld an dem Ausbruch, klagen Verfassungsschützer, habe auch die Bundesregierung. Sicherheitsexperten hatten vor einem Verbot der PKK gewarnt. Innenminister Manfred Kanther (CDU) boxte es jedoch Ende 1993 durch, unter anderem auf Druck der Türkei.

Schon zuvor war es Ermittlern schwergefallen, die abgeschottete, von engen Stammesverbindungen getragene Struktur der PKK zu durchdringen. Inzwischen ist die Organisation nach Erkenntnissen des nordrhein-westfälischen Verfassungsschutzes „so tief in die Illegalität abgetaucht, daß es kaum noch gelingt, Quellen zu plazieren“.

\* Am Donnerstag vergangener Woche in Frankfurt am Main.

Zudem habe, so ein internes Verfassungsschutz-Papier, das Verbot nicht nur die „aggressive Grundstimmung von PKK-Anhängern gegenüber dem deutschen Staat“ verschärft, sondern der Partei auch weiteren Zulauf verschafft.

Die Behörde schätzt, daß die zum Teil rüden Spendeneintreiber der PKK 1994 allein in Deutschland rund 30 Millionen Mark zusammengebracht haben.

Unter den Augen des Verfassungsschutzes wurden sogar Nachfolge-Organisationen für die ebenfalls verbotenen Untergliederungen der PKK gegründet. Die neuen Gruppen arbeiten inzwischen in den Räumen ihrer Vorgänger.

Während die Partei sich im Untergrund ausbreite, so der Verfassungsschutz, arbeiteten die Kader konspirativer als je zuvor. So bekämen die Attentäter ihre Aufträge meist nur noch wenige Stunden vor den Anschlägen.

Zu der jüngsten Serie von Attacken gab es bislang keine Bekennerschreiben – für die Ermittler ein Indiz, daß die PKK vor allem ihren Anhängern die „Handlungsfähigkeit und Schlagkraft als Organisation“ demonstrieren wolle.

Die ebenfalls verbotene Nationale Befreiungsfront Kurdistan (ERNK), die sich als politischer Arm der PKK versteht, wies dagegen die Verantwortung für die Anschläge in der Bundesrepublik zurück. Cevdet Amed, ERNK-Funktionär mit Büro in Brüssel, behauptet, die Angriffe auf türkische Geschäfte würden zumeist von jugendlichen Kurden verübt, die von der PKK nicht zu kontrollieren seien.

Die Strategie – Terror gegen Türken in Deutschland und Hungerstreiks – dient jedoch vermutlich auch dem Versuch, die Auslieferung des Europachefs der PKK, Faysal Dunlayici (Deckname: Kani Yilmaz), an die Bundesrepublik zu verhindern: der Extremist wurde im letzten Jahr als unerwünschte Person in London festgenommen.

Als ein britisches Gericht am Dienstag vergangener Woche die Auslieferung erlaubte, besetzten Hunderte von Kurden die Londoner City.

Dunlayici, 45, gilt als enger Vertrauter des PKK-Chefs Abdullah Öcalan. Die Bundesanwaltschaft will ihn als „Rädelsführer einer terroristischen Vereinigung“ vor Gericht stellen. Der Mitgründer der PKK habe unter anderem einen Brandanschlag angeordnet, bei dem ein Türke ums Leben kam.

Das Verbot seiner Partei hatte Dunlayici wenig beeindruckt: „Wir haben seit Kanthers Verbotsverfügung“, sagte er kürzlich in London, „die Zahl unserer Mitglieder in Deutschland verdoppeln können.“ □

Le Monde — 1<sup>er</sup> août 1995

# Les extrémistes kurdes lancent une vague d'attentats en Allemagne

BONN

de notre correspondant

Les attentats antiturcs se multiplient en Allemagne. Plus de dix incendies criminels ont été provoqués ces derniers jours dans plusieurs villes du pays, visant des agences de voyage, des boutiques ou des cafés tenus par des Turcs. Ces attentats nocturnes, qui n'ont provoqué que des dégâts matériels, sont portés au compte d'extrémistes proches du PKK (Parti des travailleurs kurdes), interdit depuis l'automne 1993 par les autorités de Bonn.

Ce regain de violences terroristes intervient parallèlement à une série de manifestations contre le régime turc. A Berlin, au milieu de la semaine dernière, une femme kurde a trouvé la mort, alors qu'elle effectuait une grève de la faim pour protester contre le sort de son peuple en Turquie. A Francfort, plusieurs manifestations ont été dispersées violemment par la police au cours des derniers jours. Dimanche 30 juillet, tous les véhicules ont été contrôlés aux accès de la ville, et 83 interpellations prononcées.

Un des objectifs de ce regain d'activités

kurdes pourrait être d'empêcher l'extradition de Faysal Dunlayici, leader européen du PKK, actuellement emprisonné en Grande-Bretagne, et qui doit bientôt comparaître devant la justice allemande pour « activités terroristes ». Mais en prenant une nouvelle fois l'Allemagne comme théâtre d'opérations contre la Turquie, les extrémistes kurdes entendent surtout forcer le gouvernement de Bonn à aborder la question kurde dans ses relations avec Ankara.

## L'INTERDICTION DU PKK INEFFICACE

Il s'agit, au fond, de bloquer tout rapprochement de la Turquie avec l'Union européenne via l'Allemagne. Dans l'immédiat, la communauté turque en Allemagne (2 millions de personnes) vit dans un climat d'insécurité croissante. De leur côté, les autorités d'Ankara devraient utiliser ces attentats, comme dans le passé, comme une justification supplémentaire de leur répression de la rébellion kurde dans les régions du sud-est de l'Anatolie. En Allemagne, ce climat de violence devrait entraîner une application plus

stricte des reconduites à la frontière d'opposants kurdes, qui bénéficiaient jusqu'à une date récente, dans plusieurs Länder gouvernés par le parti social-démocrate, d'un « gel » des expulsions vers la Turquie en raison de la répression pratiquée par les autorités d'Ankara.

Ces événements prouvent que l'interdiction du PKK par les autorités de Bonn, en novembre 1993, n'a pas été d'une grande efficacité. Les extrémistes kurdes continuent d'utiliser l'Allemagne comme une arrière-base privilégiée. De multiples organisations travaillent dans la clandestinité, et recrutent de manière croissante parmi les jeunes au sein de la communauté kurde d'Allemagne (450 000 personnes au total). D'après les services de renseignement allemands, qui ont de plus en plus de mal à percer les structures de la mouvance, ils y auraient récolté 30 millions de marks (près de 100 millions de francs) en 1994, grâce à des méthodes classiques de racket.

Lucas Delattre

A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

FRS0602 4 GI 0218 FRA /AFP-OL53

France-Allemagne-Kurdes

Kurdes: manifestation devant le consulat d'Allemagne à Strasbourg

STRASBOURG, 1er août (AFP) - Une centaine de Kurdes se sont rassemblés mardi en fin d'après-midi devant le consulat d'Allemagne à Strasbourg, en hommage à une mère de famille kurde, décédée le 27 juillet en Allemagne lors d'un mouvement de grève de la faim contre la politique d'Ankara à l'égard de la minorité kurde, a constaté l'AFP.

Aucun incident n'a été relevé. Les manifestants, qui se réclamaient du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), ont scandé des slogans hostiles au régime d'Ankara ainsi qu'à l'Allemagne, qualifiée d'Etat "assassin".

Deux doigts levés en guise de "V" de la victoire, les manifestants, dont de nombreux enfants et mères de famille, ont observé une minute de silence, à la mémoire de Guelnaz Baghistani, mère de cinq filles, décédée à l'âge de 41 ans à Berlin lors d'un mouvement de grève de la faim entamé le 20 juillet dans les grandes villes européennes. Une gerbe a ensuite été déposée au pied de l'immeuble abritant le consulat d'Allemagne.

Mardi matin, quelque 10.000 personnes s'étaient massées en un cortège funèbre dans les rues de Berlin derrière le cercueil de Guelnaz Baghistani, porté par un corbillard recouvert du drapeau du Kurdistan.

ft/tj/jl

AFP /JO0245/011828

AOU 95

## ■ Turquie

Mortels affrontements  
avec les séparatistes

**S**eize personnes, dont quatre civils, ont été tuées au cours d'affrontements entre les séparatistes kurdes et les forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie. Onze militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont morts ces dernières 24 heures dans les provinces d'Hakkari, Bitlis, Bingol et Tunceli. Deux enfants ont été tués lors de l'attaque dimanche soir d'un village par les séparatistes kurdes à Hakkari, près de la

frontière avec l'Irak, ajoute un communiqué des services du gouverneur chargés de l'état d'urgence.

Ces informations n'ont pu être confirmées de source indépendante.

Deux autres civils ont été tués dans l'explosion d'une mine sous un minibus près de la ville de Tunceli, où un soldat a trouvé la mort au cours d'une escarmouche avec les séparatistes.

(D'après Reuter)

■ ALLEMAGNE. Klaus Kinkel menace. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a appelé la police à faire cesser la vague d'attentats attribués aux activistes kurdes et a brandi la menace d'expulsions. M. Kinkel a souligné que « la police, les services de protection de la Constitution (NdlR: les renseignements généraux) et la Justice doivent agir ». Pour la septième nuit consécutive, lundi matin, des inconnus ont lancé des engins incendiaires contre des agences de voyages à Brême et à Bochum. M. Kinkel affirme que ces attentats devront être empêchés par tous les moyens d'un Etat de droit. (AFP)

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0373 4 I 0355 CRO /AFP-NB50

Allemagne-Kurdes

Près de 10.000 Kurdes participent aux funérailles d'une gréviste de la faim

BERLIN, 1er août (AFP) - Quelque 10.000 Kurdes ont formé mardi matin un cortège funèbre à travers Berlin derrière le corps d'une mère de cinq enfants, décédée lors d'un mouvement de grève de la faim contre la politique d'Ankara à l'égard de la minorité kurde, a-t-on appris de source policière.

Le cercueil de Guelnaz Baghistani, 41 ans, décédée jeudi à Berlin, a été placé en tête du cortège sur un corbillard recouvert du drapeau du Kurdistan. Elle doit être inhumée mercredi à Osnabrueck (nord). Aucun incident notable n'avait été relevé en milieu de journée. La police a toutefois saisi une trentaine de battes de base-ball avant le départ des manifestants.

A l'arrivée du cortège dans l'après-midi devant l'Eglise du souvenir, les organisateurs comptaient réunir 20.000 manifestants.

Plusieurs des 200 Kurdes qui poursuivent depuis douze jours le mouvement de grève de la faim à Berlin et des milliers de Kurdes venus de l'ouest de l'Allemagne ont pris part à la manifestation.

La police qui redoute des incidents a déployé près de 3.000 policiers sur le parcours, dont un millier venus en renforts des Etats fédérés voisins. Les forces de l'ordre ont été disposées à l'écart et ne sont pas intervenues lorsque des manifestants ont arboré des drapeaux aux couleurs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), interdit en Allemagne où il est considéré comme une organisation terroriste.

Des banderoles qualifiaient aussi le ministre allemand de l'Intérieur Manfred Kanther de "meurtrier" et des slogans accusant la Turquie d'être un Etat terroriste et à la gloire du PKK ont été scandés.

Le PKK est soupçonné par les autorités allemandes d'être à l'origine des dizaines d'incendies criminels qui visent des intérêts turcs en Allemagne chaque nuit depuis un peu plus d'une semaine.

Ces dernières années, de nombreuses manifestations de Kurdes ont dégénéré donnant lieu à des affrontements très violents avec les forces de l'ordre. plusieurs manifestant s'étaient immolés par le feu.

ha/plt/mf

AFP /JO0245/011521

AOU 95



Les Dernières Nouvelles d'Alsace - 2 août 1995

# Militants kurdes devant le consulat d'Allemagne



Hommage à Gulnaz Bagistani, décédée à Berlin lors d'une grève de la faim.

(Photo DNA)

● ● ● Une centaine de militants kurdes se sont rassemblés, hier, devant le consulat d'Allemagne à Strasbourg, à la suite du décès d'une gréviste de la faim en Allemagne.

En rouge, jaune et vert, les couleurs du Kurdistan, une banderole accuse: «C'est l'Etat allemand qui est l'assassin de Gulnaz Bagistani». Hier, une centaine de membres de la communauté kurde de Strasbourg se sont rassemblés devant le consulat d'Allemagne, rue des Francs-Bourgeois, pour protester contre le décès de celle qu'ils considèrent désormais comme une martyre.

Gulnaz Bagistani, 41 ans, mère de cinq enfants, est morte jeudi 27 juillet à Berlin, après une semaine de grève de la faim. Elle serait décédée, selon les manifestants kurdes, suite aux effets conjugués du jeûne, de la chaleur et du stress provoqué par une intervention policière. A Strasbourg, les manifestants arboraient le portrait de leur martyre en sa mémoire.

## Une minute de silence

Ce rassemblement organisé par le Front de libération du Kurdistan (ERNK), la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a débuté vers 16 heures place Kléber. A 17 heures, les manifestants ont rejoint le consulat d'Allemagne. Après avoir scandé des slogans hostiles à l'Allemagne et à la Turquie, ils ont respecté une minute de silence, puis déposé une gerbe dans le hall du consulat.

Les manifestants ont exigé, outre la fin des opérations militaires turques au Kurdistan, la libération de Kani Yilmaz, de son vrai nom, Faysal Dun-

layici, le représentant du PKK en Europe qui est détenu au Royaume-Uni. L'Allemagne demande son extradition et veut le juger pour son appartenance à «une organisation terroriste».

Depuis la mi-juillet, la communauté kurde se mobilise dans de nombreux pays occidentaux. A Paris, Francfort, Berlin, Londres, Moscou, Washington, des Kurdes protestent en menant des grèves de la faim. En Allemagne, où le PKK est interdit, des incendies criminels contre des intérêts turcs se sont multipliés depuis une dizaine de jours.

**Michel Gairaud**

Le Soir - 1<sup>er</sup> août 1995

## « Humaniste », Saddam Hussein veut amnistier

Saddam Hussein semble s'être lancé dans une vaste entreprise de séduction. Bagdad a en effet annoncé une amnistie pour tous les Irakiens condamnés pour des raisons politiques. Cette mesure, adoptée par le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance de décision en Irak, prévoit la libération des prisonniers condamnés pour des crimes politiques. Le CCR a également décidé l'arrêt des poursuites contre les *fugitifs* qui se trouvent à l'intérieur ou hors du pays. Les premiers ont un délai d'un mois pour se déclarer aux autorités, les seconds ont

deux mois pour regagner le pays, selon un décret du Conseil. Le texte du décret prévoit encore la restitution des biens réquisitionnés aux personnes bénéficiant de l'amnistie.

Néanmoins, les personnes condamnées également pour d'autres délits et celles qui ont été *convaincues d'espionnage, de meurtre prémédité, d'abus de biens sociaux et de crimes d'honneur* sont exclues de l'amnistie.

Le décret souligne que cette décision du CCR est dictée par les *considérations humanistes et nationales exprimées par le président irakien Saddam Hussein* dans un récent discours.

L'opposition irakienne s'est montrée sceptique quant à l'amnistie, reprochant à Saddam Hussein de ne pas avoir tenu parole dans le passé. *Ce qu'il*

*annonce n'a pas de valeur, il a déjà annoncé une dizaine d'amnisties*, a affirmé Qassem Ghali, un opposant vivant en exil à Londres. *Tous ceux qui ont cru à ses promesses ont fini par le regretter.*

M. Ghali a affirmé que le président irakien avait dépêché depuis 1991 des envoyés pour convaincre les opposants en exil de rentrer. *Deux opposants exilés en Algérie, Khalil Jazaeri et Khaled al-salam, l'ont cru, ils sont rentrés en 1992, à la suite d'un accord officiel signé par l'ambassadeur irakien à Alger*, a-t-il expliqué. *Le premier a été emprisonné et exécuté aussitôt arrivé à Bagdad et le deuxième a réussi à fuir vers la région du nord, sous contrôle de l'opposition kurde*, a-t-il affirmé, ajoutant: *cet exemple est un parmi des dizaines.* (D'après AFP.)

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0458 4 I 0244 RFA /AFP-TV60

Allemagne-Kurdes

Obsèques dans le calme d'une gréviste de la faim kurde

OSNABRUECK (Allemagne), 2 août (AFP) - Quelques 500 personnes ont assisté dans le calme mercredi à Osnabrueck aux obsèques d'une Kurde de 41 ans, décédée lors d'un mouvement de grève de la faim mené contre la politique d'Ankara à l'égard de la minorité kurde.

Guelnaz Baghistani, une mère de cinq enfants, a été inhumée dans le cimetière de cette ville du nord de l'Allemagne où elle résidait, au lendemain d'une marche pacifique qui avait réuni environ 10.000 personnes dans les rues de Berlin derrière son cercueil.

"La martyre est immortelle", ont scandé de nombreux Kurdes dans le cortège funèbre de Osnabrueck, qualifiant aussi de "terroriste" le ministre allemand de l'Intérieur Manfred Kanther.

Plusieurs jeunes Kurdes ont brûlé un drapeau turc sans que la police n'intervienne et quelques slogans en faveur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), interdit en Allemagne, ont été entendus. Des banderoles appelaient également les autorités à lever l'interdiction du PKK, considéré par le gouvernement allemand comme une organisation terroriste.

Depuis 13 jours, quelques 200 Kurdes poursuivent à Berlin la grève de la faim qui a coûté la vie jeudi à Guelnaz Baghistani. L'Allemagne a aussi été le théâtre ces dix derniers jours de plusieurs dizaines d'incendies criminels visant des intérêts turcs perpétrés nuit après nuit à travers tout le pays.

ha/ca/mfo

AFP /JO0245/021703

AOU 95

# Verfassungsschutz befürchtet Eskalation kurdischer Gewalt

Zu Demonstration in Berlin 20 000 Teilnehmer erwartet  
Kanther und Kinkel fordern härteres Vorgehen

FRANKFURT (MAIN) (AP). Nach einer Woche nächtlichen Terrors gegen türkische Einrichtungen befürchten die Behörden eine weitere Eskalation der Gewalt. Der niedersächsische Verfassungsschutz warnte am Montag vor kurdischen Anschlägen auch auf die deutsche Polizei und vor einem möglichen Schußwaffengebrauch. In Berlin werden an diesem Dienstag zu einem Trauermarsch für eine am Donnerstag infolge eines Hungerstreiks verstorbene Kurdin Zehntausende von Teilnehmern erwartet.

Innenminister Kanther forderte eine rasche Abschiebung der Gewalttäter, Außenminister Kinkel ein härteres Vorgehen gegen die Urheber der Anschläge. Beide vermieden es aber, die verbotene Kurdische Arbeiterpartei PKK als Urheber der jüngsten Brandanschläge zu verdächtigen. Rolf Harnisch, Sprecher der Bundesanwaltschaft in Karlsruhe, sagte, es gebe keine Hinweise auf eine Steuerung der jüngsten Anschläge. Der türkische Botschafter Volkan Vural erneuerte die Forderung nach mehr Sicherheit für seine Landsleute in Deutschland und verdrängte die PKK als Urheber der nächtlichen Brandanschläge, von denen die jüngsten beiden in der Nacht zum Montag in Bochum und Bremen geringen Sachschaden anrichteten.

Statt eines Abflauens der Brandanschläge erwartet der niedersächsische Verfassungsschutz eine Ausweitung der Gewalt und fürchtet, daß sich Kurden-Anschläge bald auch gegen deutsche Einrichtungen und die Polizei richten könnten. Man habe Informationen aus PKK-Kreisen, daß auch Schußwaffen eingesetzt werden sollen, sagte Behördensprecher Rüdiger Hesse. Diese Hinweise seien nach den gewaltsamen Zusam-

menstößen zwischen Kurden und der Polizei am Donnerstag in Frankfurt am Main aufgetaucht. Die Berliner Tageszeitung „BZ“ berichtete derweil, auch in Berlin würden Anschläge auf deutsche Polizisten befürchtet. Die Kurden, die dort aus Protest gegen die Politik der türkischen Regierung einen Hungerstreik organisieren und an diesem Dienstag einen Trauermarsch für eine verstorbene Gefährtin abhalten wollen, versicherten aber, die Demonstration werde friedlich bleiben. Sie distanzieren sich auch von den Anschlägen auf türkische Einrichtungen, nicht aber von der PKK.

Der massive Einsatz der Frankfurter Polizei am Sonntag, mit dem eine verbotene Kurden-Kundgebung und weitere Ausschreitungen verhindert werden sollten, zog unterdessen scharfe Kritik der Bundesarbeitsgemeinschaft „Immigrantinnen und Flüchtlinge“ von Bündnis 90/Die Grünen auf sich. Diese bezeichnete die Abriegelung der Innenstadt und die Ingewahrsamnahme von 173 Menschen als diskriminierend und kontraproduktiv.



MIT EINEM TRAUERMARSCH wollen heute Kurden aus ganz Deutschland in Berlin an ihre im Hungerstreik verstorbene Landsmännin erinnern – im Bild vorn ihr Ehemann. Foto: Xpress

# Union und FDP wollen härteres Durchgreifen gegen kurdische Gewalttäter

Kanther: Das Ausländerrecht anwenden / Kinkel: Ungesetzliches Handeln verhindern

Sto. BONN, 31. Juli. Nach den terroristischen Anschlägen der vergangenen Tage gegen türkische Einrichtungen haben Politiker von CDU/CSU und FDP ein härteres Durchgreifen gegen die vermutlich kurdischen Täter gefordert. Präsidiumsmitglieder der CDU, der rheinland-pfälzische Oppositionsführer Gerster und der innenpolitische Sprecher der Union im Bundestag, Marschewski, forderten ebenso wie Bundesaußenminister Kinkel (FDP), gewalttätige Kurden konsequent abzuschicken, wenn sie mit kriminellen Aktionen ihr Gastrecht mißbrauchten. Die CDU-Innenpolitikerin Steinbach forderte, daß bereits der Mißbrauch des Demonstrationsrechtes ein sofortiger Abschiebegrund sein müsse.

Bundesinnenminister Kanther (CDU) kritisierte die Verweigerung SPD-geführter Bundesländer bei der Abschiebung kurdischer Gewalttäter abermals als „unbegründet“. Er forderte die Länder auf, das Ausländerrecht „strikt anzuwenden“, und sagte, „eine zögerliche oder verweigernde Haltung in Fragen der Abschiebung kurdischer Gewalttäter kann eine Sogwirkung entfalten“. Kanther erinnerte daran, daß die türkische Regierung Zusicherung für ein rechtsstaatliches Verfahren bei der Abschiebung von türkischen Staatsangehörigen gegeben habe, die sich an Straftaten im Zusammenhang mit der verbotenen kurdischen Organisation PKK und anderen Terrororganisationen in Deutschland beteiligt haben.

Außenminister Kinkel äußerte die Befürchtung, daß nach den „unerträglichen“ nächtlichen Übergriffen „langsam nach drinnen und draußen der Eindruck entsteht, als seien wir nicht in der Lage, solch ungesetzliches Handeln zu verhindern“. Das dürfe nicht sein, deshalb seien Polizei, Verfassungsschutz und Justiz gefordert. Kinkel nannte es selbstverständlich, daß gegen alle, die ihre politischen Ziele ohne Rücksicht auf Leid, Leben und Eigentum anderer verfolgten, „in aller Schärfe mit den Mitteln des Rechtsstaates vorgegangen wird, auch durch Abschiebung“. Der Außenminister fügte hinzu: „Es kann doch nicht richtig sein, kriminellen Fanatikern Schutz vor Verfolgung in deren eigenem Lande bei uns zu gewähren, mit dem Ergebnis, daß sie in ihrem Gastland kriminelle Energien entfalten.“ Der liberale Rechtsstaat, in dem sich auch hier lebende Ausländer sicher fühlen sollten, müsse sich deshalb „gläubwürdig wehrhaft“ erweisen, sagte der FDP-Politiker. Gerster forderte im Saarländischen Rundfunk, daß an dem-

jenigen, der in Deutschland brennt und damit Gefahr für Leib und Leben von anderen Menschen bedeutet, „ein Exempel statuiert wird“ und er abgeschoben wird. Die PKK führe einen „Stellvertreterkrieg“ in Deutschland. An die türkische Regierung appellierte er, den Kurden eine gewisse Selbstbestimmung zuzugestehen.

Der Vorsitzende der Gewerkschaft der Polizei, Lutz, bezeichnete unterdessen das Verbot der PKK als problematisch. Die polizeilichen Ermittlungen der Polizei im Untergrund seien dadurch erheblich schwieriger geworden. Ein umfassender Schutz türkischer Einrichtungen sei nicht zu leisten.

Der innenpolitische Sprecher der CSU-Landesgruppe im Bundestag, Zeitmann, warf den kurdischen Extremisten „gezielten Mißbrauch unserer Rechtsordnung“ vor. Zeitmann sagte, Deutschland sei inzwischen außerhalb der Türkei der wichtigste Stützpunkt der PKK. Nach dem Verbot der Organisation sei neben der Strafverfolgung und der konsequenten Abschiebung von Straftätern eine „intensive Beobachtung der PKK-Szene unverzichtbar“. Hier komme den Verfassungsschutzbehörden des Bundes und der Länder eine „Schlüsselrolle“ zu.

Die Frankfurter Bundestagsabgeordnete Steinbach, welche die CDU im Innenausschuß des Bundestages vertritt, sagte auch im Blick auf die Ausschreitungen am Wochenende in Frankfurt, es sei den Bürgern „nicht mehr zu vermitteln, daß riesige und teure Polizeiaufgebote notwendig sind, um illegale Protestaktionen der Kurden zu verhindern“. Solange die PKK-Aktivisten in Deutschland nicht ernsthafte Sanktionen zu befürchten hätten, würden sie ihren Krieg gegen den türkischen Staat auch weiterhin auf deutschen Boden „und unter Gefährdung der hier lebenden Menschen“ führen. Um „diesen eklatanten Mißbrauch des Gastrechtes in Deutschland“ zu beenden, forderte Frau Steinbach eine Änderung der Gesetze, damit „jegliche Aktivitäten für die verbotene PKK einschließlich des Mißbrauchs des Demonstrationsrechtes ein sofortiger Abschiebegrund sind“.

Auf mögliche Sanktionen, die den kurdischen Gewalttätern in der Türkei drohen könnten, dürfe dabei keine Rücksicht genommen werden. „Wer brutale Gewalt anwendet und keinerlei Rücksicht auf das Gastgeberland nimmt, hat die Folgen in aller Härte zu tragen und sein Asylrecht

verwirkt.“ Wenn notwendig, müsse dazu auch abermals das Grundgesetz geändert werden, fügte die CDU-Politikerin hinzu.

Der innenpolitische Sprecher der Unionsfraktion, Marschewski (CDU), sprach sich ebenfalls dafür aus, mit „aller Härte des Gesetzes“ gegen die Gewalttäter vorzugehen. Er sagte, dabei könne das Einschleusen von V-Leuten genauso helfen wie die Möglichkeit, Verdächtige abzuhehren und türkische Einrichtungen besser zu bewachen.

Unterdessen sagte der Sprecher der Bundesanwaltschaft am Montag in Karlsruhe, abgesehen von der „Gleichzeitigkeit der Taten“ gebe es bisher keine konkreten Hinweise auf eine zentrale Steuerung der Anschläge. Auch der Sprecher des Bundeskriminalamtes wies darauf hin, über die Verwicklung der PKK in die jüngsten Anschläge werde bisher spekuliert. Die Ermittlungen lägen in der Hand der Landeskriminalämter oder der örtlichen Polizeien. Erst wenn es dort tatsächliche Hinweise auf die PKK gebe, werde diese an das Bundeskriminalamt weitergegeben, die im Auftrag der Bundesanwaltschaft die Ermittlungen durchführt.

## Neuer Grenzübergang zwischen der Türkei und Georgien eröffnet

ron. ANKARA, 31. Juli. Die Staatspräsidenten der Türkei und Georgiens, Demirel und Schewardnadse, haben einen zweiten Grenzübergang zwischen beiden Ländern eröffnet. Der Übergang Turkgozu-Akhiska wird die zentralasiatischen Republiken mit der Türkei über das Nachbarland Georgien verbinden und damit die Transportwege um 300 Kilometer verkürzen. Bisher lief der Güterverkehr aus den zentralasiatischen Republiken vornehmlich über Iran. In der Eröffnungsrede äußerte der türkische Staatspräsident Demirel sich erfreut darüber, daß die Grenze zwischen den beiden Nationen, die siebzehn Jahre lang geschlossen war, nun geöffnet werde. Schewardnadse sagte, jetzt würden nicht nur die Türkei und Georgien miteinander verbunden sein, sondern auch der Kaukasus, Iran, Rußland, die zentralasiatischen Staaten und die Länder Europas.

Dienstag, 1. August 1995 ■ die tageszeitung

## ■ Polizeiaktionen zur Verhinderung kurdischer Demos

**Wie politisch darf ein Ausländer sein?**

„Ausländer sollen sich anständig benehmen, sie sind schließlich Gäste in unserem Haus.“ Das politische Bild, das dieser Satz enthält, ist gleich doppelt falsch. Denn nicht nur ist die Bundesrepublik kein abschließbarer Wohnraum, die hier lebenden Ausländer sind auch nicht zum vorübergehenden Besuch da. Zum größten Teil werden sie bleiben.

Solange unsere lieben Ausländer sich darauf beschränken, artig, in Toppflicht und unter Übernahme der für sie bereitgestellten politischen Rhetorik den Weg der Integration zu beschreiten, ist die deutsche Welt in Ordnung. Aber wehe, wenn der Ton anmaßend und die Tonlage schrill wird. Wenn Wut und Verzweiflung das angelegene, submissive Rollenverhalten außer Kurs setzen. Dann reißt das dünne Gewebe multikultureller Nettigkeit.

Jetzt, angesichts terroristischer Angriffe auf türkische Einrichtungen in der Bundesrepublik, zeigt die Staatsgewalt bei uns die entsetzte Miene des gütigen Herbergsvaters, dem das Mobiliar zerdeppert wurde. Teure Bundesregierende, seid ihr kraft eurer Politik gegenüber der Türkei nicht die Hauptimporteure bewaffneter kurdischer Aktionen, habt ihr dem Transfer des Bürgerkrieges nicht selbst den Weg bereitet, nachdem euer Kriegsgerät bei der Bekämpfung der „kurdischen Separatisten“ die absehbare Wirkung gezeigt hat? Jetzt aber, nach den Attentaten, heißt es: draufschlagen gegen „die Kurden“. Jetzt gilt es, wie in Frankfurt, generelle Demonstrationsverbote auszusprechen, Massenkontrollen durchzuführen, ein Sammelager für die Festgenommenen einzurichten. Ein wirklich glänzender Einfall, um Abertausende kurdischer Menschen in Deutschland, die ihr Land lieben, aber bislang auf die PKK ganz gut verzichten konnten, in die Hände der Stalino-Nationalisten zu treiben.

Auch wenn die Vorbeugungsaktionen von Frankfurt sich auf *allgemeine* polizeirechtliche Ermächtigungen stützen – Tatsache ist, daß die politische Betätigung von Ausländern bei uns kraft Gesetzes eingeschränkt, in einer Reihe von Fällen sogar generell verboten ist. Noch immer behält das Grundgesetz das Demonstrations- und Vereinigungsrecht „allen Deutschen“ vor. Zwar gibt das Versammlungsgesetz „jedermann“ das Recht, Demos und Meetings zu veran-

stalten. Aber das Ausländergesetz schränkt dieses Recht auf eine Art und Weise ein, die mit den Menschenrechten, speziell mit dem auf freie Entfaltung der Persönlichkeit und dem auf Meinungsfreiheit, nicht zu vereinbaren ist. Oder enthält der Paragraph 37 des Ausländergesetzes etwa nicht die Generalklausel von den „erheblichen Interessen der Bundesrepublik“, denen die politische Aktion der Ausländer nicht zuwiderlaufen dürfe? „Politische Betätigung“ von Ausländern ist eben nicht selbstverständliche Alltagspraxis, sie unterliegt der argwöhnischen Reglementierung, vor allem wenn sie nicht wohltemperiert daherkommt, wenn sie sich untersteht, die Hand zu beißen, die sich ihr huldvoll entgegenstreckt.

Auf der Demonstrations- und Meinungsfreiheit der Kurden in Deutschland zu bestehen und gleichzeitig die schwächliche Reaktion zu brandmarken, die die Attentate gegen türkische Einrichtungen in der deutschen Öffentlichkeit ausgelöst haben, widerspricht sich überhaupt nicht. Nachdem die deutsche Regierung bereits de facto zur Bürgerkriegspartei geworden ist, ihre Erklärungen und Aktionen daher allesamt das Kainsmal tragen, wäre es die Aufgabe der deutschen „Bürgergesellschaft“, sich in den türkisch-kurdischen Antagonismus einzumischen, so gering auch die Erfolgsaussichten jedes Vermittlungsversuchs sein mögen. Dabei gilt es, die demokratischen Rechte der Kurden ebenso zu verteidigen wie die Rechte der Türken auf Leben und Eigentum.

Es geht darum, den Restbestand der in vier Jahrzehnten in der Fremde, auf deutschem Boden, entstandenen türkisch-kurdischen Gemeinsamkeit am Leben zu erhalten, zu aktivieren: das gemeinsam von Kurden und Türken veranstaltete Konzert; das Fußballmatch, wo Spieler beider Nationen unverdrossen in der gleichen Mannschaft kicken; die öffentliche, politische Diskussion, die beides thematisiert – den Terror der türkischen Armee gegen die kurdische Bevölkerung und den Terror der PKK. Kurden wie Türken haben Anspruch darauf, von uns gehört zu werden. Sie haben Anspruch auf unsere – informierte – Parteinahme. Das setzt allerdings voraus, won es am meisten fehlt: Achtung und Anerkennung.

Christian Semler

Dienstag, 1. August 1995 ■ die tageszeitung

# Kurden trauern, Polizisten lauern

■ Demonstration für im Hungerstreik Verstorbene /  
Verfassungsschutz: Will PKK bald Waffen einsetzen?

**Berlin/Hannover (taz)** – Zwischen Hysterie und Deeskalation pendelte gestern in Berlin die Stimmung vor dem Trauermarsch für die beim Hungerstreik gestorbene Kurdin Gülnaz Baghîstani. Für die bislang größte Kurden-Demonstration der Hauptstadt rechnen die Veranstalter heute mit bis zu 40.000 TeilnehmerInnen.

Die Ausländerbeauftragte des Berliner Senats, Barbara John (CDU), die in den letzten Tagen zwischen den Hungerstreikenden und der Polizei vermittelte, sprach von der Bereitschaft beider Seiten, sich „zurückzuhalten“. Man versuche, eine „Berliner Linie zu schaffen“. Dazu zähle sie die Bereitschaft aller Beteiligten, sich „nicht leichtfertig auf Provokationen einzulassen“. Angeheizt wurde die Situation durch Darstellungen im Boulevardblatt *B.Z.* Dies zitierte einen Sprecher des Innensenats, daß „nach Erkenntnissen des Bundeskriminalamts kurdische Präzisionschützen bei der Demonstration gezielt auf Beamte schießen wollen“. Ein Sprecher des Berliner Hungerstreikkomitees widersprach der Darstellung: „Wir wollen, daß der Trauermarsch einen friedlichen Verlauf nimmt.“ Allerdings rechne er „mit einem brutalen Eingreifen der Polizei“.

Wie die Beamten bei dem Marsch auf Symbole der verbotenen kurdischen Arbeiterpartei PKK reagieren werden, war bis zum Abend unklar. Die Ausländerbeauftragte John erklärte, auf dem Trauermarsch werde mit Sicherheit auch „eine entsprechende Symbolik eine Rolle spielen“. Darüber werde sich „niemand aufregen, das weiß auch die Polizei“.

Unterdessen warnte der Sprecher des niedersächsischen Landesamtes für Ver-

fassungsschutz, Rüdiger Hesse, gestern vor Anschlägen der PKK auf Einrichtungen der Polizei. In PKK-Kreisen werde intensiv darüber diskutiert, ob man gegen deutsche Polizisten auch Schußwaffen einsetzen solle, sagte der Geheimdienstsprecher. Die anderen Verfassungsschutzämter und die Polizei hat der niedersächsische Geheimdienst bereits zum Wochenende vor einer Eskalation der Auseinandersetzungen mit der PKK gewarnt.

Die Anschlagserie auf türkische Einrichtungen werde vermutlich fortgesetzt, meinte Hesse. Auch in der Nacht zum Montag kam es in Bochum und Bremen zu Brandanschlägen gegen türkische Reisebüros. Ursprünglich, so Hesse, habe die PKK nur bis Ende Juli Anschläge geplant. Nach dem Tod der hungerstreikenden Kurdin und der Auflösung der PKK-Mahnwache in Frankfurt habe die Organisation diese Planung jedoch geändert. Über den Einsatz von Schußwaffen sei innerhalb der PKK bereits in der Vergangenheit diskutiert worden. Unter dem Eindruck der jüngsten Ereignisse werde die Diskussion intensiv wiederaufgenommen. Konkret gehe es darum, zur Schußwaffe zuzugreifen, falls die Polizei Aktionen oder Demonstrationen auflöse.

Bundesinnenminister Manfred Kanther forderte gestern eine rasche Abschiebung ausländischer Gewalttäter. Mit Blick auf die jüngsten Anschläge verlangte er von den Bundesländern, das Ausländerrecht strikt anzuwenden. „Eine zögerliche oder verweigernde Haltung“ könne „eine Sogwirkung entfalten.“

Severin Weiland/Jürgen Voges

# Intellectuals 'Call for Peace' to solve the Kurdish problem

**Spokesman: 'If we can manage to create harmony and full agreement among ourselves, those for whom we voted and whom we elected to represent and work for our interests will have to act in parallel to our actions.'**

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Kurdish intellectuals will soon launch a drive for a dialogue on the Kurdish issue in Turkey, according to Ismail Nacar, spokesman for the Committee of Peace, Brotherhood and Cooperation, established in 1993 and consisting of former deputies, ministers and intellectuals. Nacar told the TDN that the committee will release a manifesto he called an "agreement bulletin", to be explained at a press conference by spokesman and writer Nacar and later to be opened for signatures, that makes inquiries about the problems Turkey is currently facing.

It suggests a three-month cease-fire in order to solve the problem through negotiations rather than through military means.

"The policies, which fail to comprehend the century we live in and which are insufficient to meet the needs of society, have caused a systematic chaos," argues the statement, which claims that Turkey is faced with a kind of social suicide. "The reflection of this chaos in daily life is seen in economic crises, unemployment, injustice, inequality, immorality, radicalism, strict rule and control."

It also argues that a new Constitution must be established as soon as possible and a general amnesty ratified, which will create the most important outcome: "social agreement."

The manifesto, prepared with the support and aid of Pr. Doğu Ergil, who has been researching solutions to the Kurdish problem for the Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges (TOBB), consists of 10 articles and will be opened for signatures of intellectuals. Afterward the members of the committee will seek support for their call in various provinces where they will organize public meetings.

"We have been continuing our efforts to bring peace to this country for two years," spokesman Nacar told the TDN last week. "At this point, we wanted to unify our nation around this bulletin. If we can manage to create harmony and full agreement among ourselves, those for whom we voted and whom we elected to represent and work for our interests will have to act in parallel to our actions."

The following is the full text of the "Peace Call" which will be published under the introduction, "To



Ismail Nacar: "We have been continuing our efforts to bring peace to this country for two years."

our beloved country:"

1) The armed struggle, which has brought those who are right and those who are wrong into a situation in which both are intermixed and unidentifiable, which has fed primitive feelings like malice and hatred in the society, must be brought to an end. In order to achieve this, a call should be made to leave arms aside and, for a proper time period, like three months, ways for a peaceful solution should be sought.

2) Those who are ruling our country share the common view that they are the only authorities having decision-making power about Kurdish-related issues. For this reason, they take initiatives and actions on the issues that interest east Anatolia and Kurdish citizens entirely by themselves. The evacuation of villages and unintentionally forced exiles are examples of such actions.

Those who represent the people in the East and Southeast must be included when deciding about these regions. The ways to establish and to engage the mechanisms of representation and decision-making must be determined by a multipurpose commission.

3) The political violence in the country must be considered a consequence of the existing decayed system, rather than a security problem only. For this reason, the "problematic structure (of the country)", which is seen as the only reason for the violence, should be investigated totally and it should be restructured according to scientific measures. With this as a goal, we call everyone who will provide or has already provided ideas, proposals or projects to keep peace forever, to perform their duties of sharing these with us for the sake of the nation. All the

TUESDAY, AUGUST 1, 1995

*Turkish Daily News*

sides must solve the problems by logical, contemporary, humane and reasonable ways, rather than rough and vulgar ways involving armament.

4) The political violence which has smeared our country with blood and which has given us all despair, cannot be seen as a simple problem of internal peace after being on the agenda for so many years and which then extended its scope abroad. This type of opposition is called "social unrest" in the political dictionaries. This social unrest is solved by following these steps: First, the comprehension of the reason for the unrest; second, the sides agreeing upon the solutions; and third, application of the solutions upon which the sides agreed. In the meantime, the state is the observer and the referee. If not, it should be. If the state takes a side in social disagreements, then it enters and lowers itself into the field of struggle which results in eliminating all the institutions and authorities that protect justice and law.

In this case, sections of the society may be damaged so much that it may be impossible to repair them. That the state not take a side and remain a referee in social disagreements is of vital importance for both the sides that are in disagreement and for the stabilization of society. For this reason, we call upon the state to be a referee rather than a participant.

5) The struggle against political activists should not involve impoverishing and bombing the country, or arranging individuals so that they fight against each other. Patriotism which does not think of the citizens and individuals is a mechanical and lacking love, because the nation creates the country. If the love for nation is only a political understanding which is missing the love for the country, it is no more than the feeling of property.

The nation is the instinctive and political unification of groups with cultural and historical differences. It is the product of will rather than obligation. For this reason, trying to solve social disagreements with an ethnically-based "nationalism" definition, is like walking towards a fire with gasoline in your hands. The solution rests in a pluralistic understanding sitting on top of a multi-cultural base. The name of such an understanding is "political democracy". The only place in which differing groups containing different beliefs, ethnic backgrounds and cultures will feel equal and secure under the law is in democracies.

6) Our official and political identity can be explained by the state to which we belong. This is essential and unique for all of us. At the same time, we may possess different identities in social and cultural areas. Perhaps we are born into this area without the right to choose. Normal relations, which can be achieved by accepting these differences which appear from natural, historical, social and cultural sources, can also be extinguished by state suspicion about these differences and by state attempts to politicize them.

With normal relations, social and cultural groups will not need to fight in order to secure their status and differences. Social and political areas and tensions will be normalized. Another advantage of normalization is that, it will also conclude the battle between social, cultural and religious groups who strive to save their private lives from political pressure from a state which wants to be everywhere, do everything and decide all issues.

7) The state is the manifestation of national sovereignty. All groups belonging to the nation must be owners of the state. For this reason, the nation must be owned by all the groups who created it. The nation does not belong those who say, "We are the only nation." So, sovereignty must bring feelings like pride, honesty, freedom and welfare for those people who created the nation. None of the groups should feel themselves left out of the profits of sovereignty due to particular characteristics. Thus, the most important document of social agreement, the Constitution, should be rewritten.

The new Constitution must be rewritten by groups who are the members of that nation. This national agreement document must show the principles and conditions of living in harmony together. If the Constitution is prepared by only some groups of society, this will cause tension and tranquility will never be established. A Constitution written by a new constituent assembly based on different cultures and pluralist models is of vital importance.

8) Society should repair its damages and heal its wounds. An amnesty decree for political criminals should be ratified by the Parliament only once. Thus, violence will be set aside with approval of the criminals whom the amnesty freed. Thus nobody will have the chance to terrorize as a pretext.

At the end of these improvements, if someone still strives to create terrorism, he or she will justly be called "guilty" in by the public conscience. Peace and justice will have support when violence ends. If this opportunity is missed, hopes will be lost.

9) Policies about Kurds which concern their living areas, administration and laws should be normalized. Emergency-rule is a kind of administration which applies the laws unjustly. It turns differences into injustices. Emergency-rule causes enormous corruption and injustice and it obscures the law, justice, the feeling of mercy and everything which is normal. It's very hard to build a political union on negative feelings. Policies must be enacted which allow people to live together in an organized way. Today's policies focus only on today, rather than the days that follow.

10) This agreement bulletin is not an epilogue. It can be improved under logical and social necessities. But before that, we should decide about how and where we agree upon articles. Therefore, without making any religious, ideological and ethnic labels, we call on everyone who believes in the unity and amity of our nation to unite around the agreement bulletin.



*Turkish Daily News*

TUESDAY, AUGUST 1, 1995

## Controversy over DEP deputies' return to Parliament after constitutional amendment

By Emel Aktuğ

*Turkish Daily News*

ANKARA- The amendment of the constitutional Article 84 has raised the issue of whether the former deputies of the now-defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP) will return to Parliament or not.

Hasip Kaplan, one of the attorneys of the former DEP deputies, who presented a petition to President Suleyman Demirel, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, Prime Minister Tansu Çiller, and Constitutional Court Chairman Yekta Güngör Özden said, "The parliamentary status of 13 deputies who were DEP members at the time when the Constitutional Court ordered the closure of their party lost their parliamentary membership in accordance with the then existing version of Article 84. "However the newly amended Article 84 covers the offenses committed by party chairmen. For this reason, the status of the former DEP deputies who are presently in prison should be assessed in accordance with the new situation."

Under the new change in the Constitution, a deputy or a party chairman whose party is ordered dissolved by the Constitutional Court will be able to maintain his parliamentary membership provided that he himself has not caused the closure of his party by his statements or activities. In the face of this situation, the comments made by Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk and other parliamentarians with a legal background contradict one another.

Cindoruk, who practised law for long years, acted as defense attorney in many cases including the Yassıada trials where the administrators of the government which was in power before the 1960 coup were tried.

Cindoruk said if a temporary article was included in the Constitution during the process of changing Article 84, it would be possible for the jailed DEP deputies to return to Parliament.

"The members of the junior coalition partner Republican People's Party (CHP) considered putting such a temporary article in the Constitution but they failed to put their proposal into effect.

"The constitutions which were in force before

1982 granted Parliament the right of interpretation but the current Constitution does not contain such a right.

Therefore it is only the Constitutional Court which can make an interpretation in this respect. The DEP attorney applied to me but, as I said, I do not have such a right."

Professor Mümtaz Soysal, constitutional law professor and also CHP deputy from Ankara, said that the amendment of Article 84 has left the status of the former DEP deputies open to interpretation. Soysal said if a temporary article were included to make this change retroactive, it would be easier for them (DEP deputies) to return to Parliament. Soysal said that, by analogy with the criminal code, constitutional changes could be made retroactive. "If this is done then they can return to Parliament, like Mahmut Alınak, while the cases against them continue," Soysal added.

Former Parliament Speaker Yıldırım Akbulut, who also has a legal background, said that the former DEP deputies could return to Parliament if they had not led to the closure of their party with their statements or actions.

Fehmi Işıklar, former deputy and deputy chairman of CHP said under the amended version of Article 84, it should be possible for former DEP deputies to return to Parliament. Işıklar said Turkey should assess this opportunity very well. He noted that the return of the DEP deputies was also essential for Turkey because if Parliament loses another deputy this will require by-elections to be called within three months.

At present, the former DEP deputies who are in prison are: Hatip Dicle, Selim Sadak, Leyla Zana, Ahmet Türk and Orhan Doğan.

Sırrı Sakık and Sedat Yurttaş were set free because the term they served in prison were counted for their punishment. However Sırrı Sakık was later arrested again.

Those who fled abroad are Nizamettin Togoç, Remzi Kartal, Zübeyr Aydar, Naif Güneş, Ali Yiğit and Mahmut Kılıç.

# Kurden trauern friedlich in Berlin

10 000 bei Demonstration zu Ehren der toten Gülnaz Baghistani

DER TAGESSPIEGEL

MITTWOCH, 2. AUGUST 1995

Polizei duldet PKK-Symbole / Europaweite Aktionen

**BERLIN (dpa/Tsp).** Mit einem friedlichen Trauermarsch haben am Dienstag rund 10 000 Kurden in Berlin gegen die Verfolgung ihrer Landsleute in der Türkei protestiert. Anlaß war der Tod der 41jährigen Kurdin Gülnaz Baghistani, die vergangenen Donnerstag infolge eines Hungerstreiks von Kurden in Berlin vermutlich an Herzversagen gestorben war. Wegen befürchteter Ausschreitungen begleitete die Polizei den Zug mit 3000 Beamten.

An der Spitze des Trauerzuges vom Bezirk Kreuzberg in die Berliner City fuhr ein Wagen mit dem Sarg der Kurdin. Am Breitscheidplatz wurde der Sarg für die Abschlußkundgebung aufgebahrt. Hinter dem

Leichenwagen folgten Familienangehörige, die ein Bild der von den Kurden als Märtyrerin gefeierten Toten zeigten. Sie kam aus Osnabrück, wo sie an diesem Mittwoch beige-  
setzt werden soll.

Die aus 40 deutschen Städten mit 65 Bussen angereisten Teilnehmer zeigten während des Marsches zahlreiche Fahnen der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK). Sprechchöre skandierten immer wieder: „Ich bin PKK – Ich bin PKK.“

Nach dem Trauerzug wurden nach Angaben der Polizei vom Abend elf Personen festgenommen. Sie hätten zum Teil verbotene Fahnen der PKK gezeigt und wurden von der Polizei nach der Abschlußkundgebung gefaßt, sagte Schutzpolizeichef Gernot Piestert. Piestert sagte weiter, er habe als Leiter des Einsatzes in einer Güterabwägung beschlos-

sen, nicht gegen das Zeigen der PKK-Fahnen während der Demonstration einzuschreiten, weil dies zu schwereren Straftaten aus der Menge geführt hätte.

Hintergrund der Kurdenproteste seit Mitte Juli in verschiedenen deutschen Städten ist ein Hungerstreik von angeblich 10 000 in türkischen Gefängnissen sitzenden Kurden. Auf einem Flugblatt wandten sich die Demonstranten gegen die deutsche Unterstützung der Türkei und gegen die Lieferung deutscher Waffen an den NATO-Partner. Der Hungerstreik von zunächst 200 Berliner Kurden hatte am 20. Juli an der Gedächtniskirche begonnen. Zuletzt beteiligten sich nach Angaben eines Sprechers noch etwa 100 Kurden an dem Fasten.

Auch in den europäischen Metropolen Genf, Brüssel, Straßburg und Athen haben



OHNE ZWISCHENFÄLLE verlief am Dienstag in Berlin ein Trauermarsch von 10 000 Kurden aus allen Teilen Deutschlands für ihre in der vergangenen Woche infolge eines Hungerstreiks verstorbene Landsfrau.

Foto: Xpress

am Dienstag Hunderte Kurden aus Solidarität mit ihren inhaftierten Landsleuten in der Türkei und in Deutschland demonstrieren. In Brüssel versammelten sich etwa hundert Kurden und Sympathisanten vor der deutschen Botschaft zu einem friedlichen Protest. Auf mitgeführten Transparenten wurde der Bundesrepublik unter anderem vorgeworfen, nicht angemessen auf „den Völkermord an den Kurden“ zu reagieren. In Athen demonstrieren ebenfalls rund hundert Kurden vor der deutschen Botschaft gegen Fälle von Inhaftierung ihrer Landsleute in Deutschland.

Die Sicherheitsbehörden des Bundes halten unterdessen die Warnung des niedersächsischen Verfassungsschutzes vor Scharfschützen der PKK für überzogen. Das geht aus einem internen Schreiben des Bundeskriminalamtes in Wiesbaden an die Länderbehörden hervor. Das BKA zitiert darin eine Stellungnahme des Bundesamtes für Verfassungsschutz in Köln, das die Warnung der niedersächsischen Kollegen vor Schußwaffenanschlägen auf Polizeibeamte durch Aktivisten der militanten kurdischen Arbeiterpartei anzweifelt. Der niedersächsische Verfassungsschutz blieb bei seiner Bewertung, räumte aber am Dienstag ein, konkrete Hinweise auf solche Pläne gebe es nicht.

## „Kurden nutzen Freiheiten in Deutschland aus“

Türkischer Botschafter fordert Abschiebung von Gewalttätern

**BONN** (an). Der neue türkische Botschafter in Bonn, Volkan Vural, hat die Bundesregierung aufgefordert, türkische Gewalttäter umgehend in die Türkei abzuschieben. In einem Gespräch mit dem Tagesspiegel betonte Vural, daß dies „der einzige Weg“ sei, wie die Bundesrepublik mit den zunehmenden Auseinandersetzungen unter Türken fertig werden könne. Entgegen den von Menschenrechtsorganisationen erhobenen Zweifeln sei die Sicherheit abgeschobener Kurden in der Türkei garantiert. Die Kurden in der Bundesrepublik „nutzen die hier herrschenden Freiheiten aus“, kritisierte Vural. Es sei allerdings legitim, türkische Innenpolitik in der Bundesrepublik auf demokratische Weise zu debattieren. Vural wehrte sich gegen das seiner Ansicht nach von deutschen Politikern und Journalisten verbreitete „Klischee“, daß Türken und Kurden in der Türkei gegeneinander kämpfen. Ein Referendum unter Kurden, um herauszufinden, was sie eigentlich konkret vom Staat fordern, lehnte Vural allerdings strikt ab. Um eine Radikalisierung der in der Bundesrepublik lebenden Türken zu verhindern, forderte der enge Vertraute von Ministerpräsidentin Tansu Ciller die bessere Integration der hier lebenden Türken. Das kommunale Wahlrecht sollte auch Türken zugestanden werden.

## PKK-Mitglied angeklagt

**KARLSRUHE** (AFP). Gegen einen mutmaßlichen führenden Funktionär der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) hat Generalbundesanwalt Kay Nehm Anklage beim Oberlandesgericht Stuttgart erhoben. Dem im Dezember festgenommenen Mann werde Mitgliedschaft in einer terroristischen Vereinigung vorgeworfen, teilte die Bundesanwaltschaft in Karlsruhe am Dienstag mit. Der 24jährige soll für Mordanschläge auf „Parteiabweichter“ und „Verräter“ verantwortlich sein.

## Deutschland ist nicht die Türkei

VON CHRISTOPH V. MARSCHALL

**M**anchen reicht es langsam: Nacht für Nacht brennen türkische Geschäfte oder Wohnhäuser in der Bundesrepublik, als Täter werden PKK-Anhänger verdächtigt; Woche für Woche demonstrieren Kurden für die Unabhängigkeit ihrer Heimat, dabei werden deutsche Polizisten angegriffen und wird offen für eine verbotene Terrororganisation geworben. Viele Bürger fragen: Müssen wir uns einen Stellvertreterkrieg gefallen lassen?

Andere argumentieren völlig entgegengesetzt. Die Bundesrepublik sei selbst schuld, habe den Konflikt importiert. Durch Waffenlieferungen an den NATO-Partner unterstütze sie den Krieg, den Ankara gegen seine kurdischen Bürger führt. Sie toleriere die Folter, wenn sie Kurden in manche Gebiete der Türkei abschiebe. Und da die PKK die einzige Organisation sei, die sich nachdrücklich für ein unabhängiges Kurdistan einsetze, wäre es naiv zu erwarten, daß Kurden in Deutschland sich von ihr distanzieren.

Die verständliche Furcht vor einer Eskalation der Gewalt bei der gestrigen Kurdendemonstration in Berlin hat die Frage zugespitzt: Wo endet das Recht von Ausländern auf politische Betätigung in der Bundesrepublik? Die Diskussion krankt daran, daß zu vieles in einen Topf geworfen wird. Zwar gehört die Versammlungsfreiheit – anders als die Meinungsfreiheit – nicht zu den Grund-, sondern zu den Bürgerrechten, ist also theoretisch deutschen Bürgern vorbehalten. In der Praxis aber können Kurden und ihre Sympathisanten genauso für

die Freiheit von Kurdistan oder gegen die Folter in türkischen Gefängnissen demonstrieren wie Deutsche für ein Tempolimit oder gegen Autobahnbau – solange sie dies friedlich tun. Die Anschläge auf türkische Einrichtungen und das Demonstrationsrecht sind zweierlei. Die Gewalttäter sind bislang unbekannt. Wenn Kurden der Brandstiftung, der Körperverletzung von Polizisten oder der Autobahnblockade überführt würden, müßte man sie dafür bestrafen. Aber selbst einige hundert oder auch tausend kurdische Kriminelle wären kein Argument, Zehntausenden Friedfertigen das Demonstrationsrecht zu verweigern.

Umgekehrt gilt freilich: wer bei Kundgebungen gezielt die Gesetze bricht, verwirkt das Recht auf Demonstration. Im übrigen wird das Eintreten für die kurdische Sache nicht erst dann glaubhaft, wenn die PKK im Spiel ist – ganz im Gegenteil: die Berufung auf diese terroristische Vereinigung und auf ihre Politik der Gewalt verringert das kurdische Ansehen in der Öffentlichkeit. Niemand verlangt von Kurden, sich öffentlich gegen sie auszusprechen. Aber von ihnen ist zu erwarten, daß sie sich nicht demonstrativ mit einer in Deutschland verbotenen Terrororganisation solidarisieren. Ihr politisches Monopol verdankt sie einer brutalen Einschüchterungs- und Erpressungspolitik gegen die eigenen Landsleute. Wer für die kurdische Sache, aber gegen die PKK auftritt, muß um sein Leben fürchten.

Früher hatte das Volk ohne Staat einen Sympathiebonus, der Ruf der Türkei litt dagegen schwer unter der Repressionspolitik. Nun müssen die Kurden aufpassen, daß sie sich die Sympathien nicht verscherzen. Das Kurdenproblem läßt sich ohnehin nicht in Deutschland lösen. Autonomie für Kurdistan kann man nicht gegen deutsche Polizisten erkämpfen. Deshalb bringt es auch keinen politischen Vorteil, den Konflikt hierher zu verlagern. Werbung für die kurdische Sache ist dagegen das friedliche Zusammenleben Zehntausender Kurden und Türken in Berlin, der Aufruf des kurdischen Kulturvereins zur Gewaltlosigkeit – und die gestrige Demonstration. Veranstalter und Polizei bemühten sich gemeinsam, Gewalt zu verhindern. Ob dieses Berliner Modell wohl Schule macht?

# „Wenn jemand sagt, er sei Kurde, ist

Der türkische Botschafter Volkan Vural fordert eine schnellere Integration der Türken zum

**TAGESSPIEGEL:** Am Dienstag haben in Berlin und anderen Orten über 10 000 Kurden für mehr Rechte in der Türkei demonstriert. Was empfinden Sie dabei?

**VURAL:** Ich lehne es ab, daß türkische Angelegenheiten in Deutschland ausgetragen werden; sie können in demokratischer Weise hier debattiert werden. Aber dazu ist keine Gewalt notwendig. Dies sind politisch motivierte Aktionen und sie sind künstlich.

**TAGESSPIEGEL:** Was ist an der Demonstration künstlich?

**VURAL:** Die Türkei ist ein demokratisches Land, in dem die Menschen ihre Meinung sagen können, jede Meinung. Es gibt ein Parlament und dort kann alles diskutiert werden. Wenn stattdessen Gewalt angewendet wird, ist das inakzeptabel.

**TAGESSPIEGEL:** Hungerstreik und Demonstrationen sind völlig legale Möglichkeiten der Meinungsäußerung.

**VURAL:** Die Kurden nutzen die in Deutschland herrschenden Freiheiten aus.

**TAGESSPIEGEL:** Die Kurdenaktivitäten haben sich in den letzten Wochen merklich verstärkt. Wieso gerade jetzt?

**VURAL:** Dafür gibt es drei Gründe: Einmal hat die PKK starke Rückschläge erlitten und an Boden verloren. Dann haben die türkischen Verfassungsänderungen, die von den meisten Europäern als ein Schritt in die richtige Richtung begrüßt wurden, das Image der Türkei verbessert. Dieses positive Image soll zerstört werden. Und drittens ist es der PKK nicht gelungen, eine politische Bewegung in Europa zu schaffen. Daher wollen sie durch Gewalt beweisen, daß sie existieren.

**TAGESSPIEGEL:** Die Zehntausende von Demonstranten sind ja wohl eher friedliche Mitbürger.

**VURAL:** Ja, das ist etwas anders.

**TAGESSPIEGEL:** Das Kurdenproblem muß politisch in der Türkei, nicht in Deutschland gelöst werden. Wie soll die Bundesrepublik mit einem politischen Pro-

blem, an dessen Lösung sie nur indirekt beteiligt sein kann, umgehen?

**VURAL:** Die Bundesregierung sollte niemandem, der deutsche Gesetze verletzt und Molotowcocktails wirft, erlauben, in diesem Land zu bleiben. Konsequente Abschiebung würde eine abschreckende Wirkung haben.

**TAGESSPIEGEL:** Nun ist aber die Unversehrtheit von Kurden, die in die Türkei zurückgeschickt werden, nicht gesichert und damit darf nach deutschem Recht nicht abgeschoben werden.

**VURAL:** Es gibt Garantien für die Sicherheit von abgeschobenen Kurden in der Türkei.

**TAGESSPIEGEL:** Wie definieren Sie einen Kurden?

**VURAL:** Wenn jemand sagt, er sei Kurde, dann ist er Kurde.

**TAGESSPIEGEL:** Aber wenn Sie den Kurden eine eigene Identität zugestehen, müssen Sie doch auch deren Forderungen nach kultureller Autonomie anerkennen.

**VURAL:** Kurden können kulturelle Autonomie verlangen, sie können alles verlangen, aber nur auf demokratische Weise, nicht mit terroristischen Mitteln.

**TAGESSPIEGEL:** Aber kurdische Forderungen werden immer sofort mit separatistischen Absichten gleichgesetzt und strafverfolgt. Ihre Ansprechpartner im Parlament, die Abgeordneten der pro-kur-

dischen Demokratie-Partei (DEP) wurden wegen Separatismus und Hochverrats angeklagt und teilweise zu hohen Haftstrafen verurteilt.

**VURAL:** Einige unserer Gesetze sind unangemessen und wir versuchen, sie zu ändern. Im Herbst soll auch der Paragraph acht des Anti-Terrorgesetzes abgeschafft werden. Die

DEP-Abgeordneten wurden allerdings nicht für ihre Ideen oder Meinungen verurteilt. Sie wurden wegen ihrer direkten Verbindung zur PKK verurteilt, beispielsweise haben sie PKK-Leute bei sich zu Hause versteckt oder zwei PKK-Kämpfer unter ihrem Namen ins Krankenhaus eingeliefert.

**TAGESSPIEGEL:** Die neue Partei von Cem Boyner, die Neue Demokratiebewegung, ist die einzige Partei, die den nationalen Konsens über den Umgang mit den Kurden in Frage stellt.

**VURAL:** Das stimmt nicht. Die Kurdenfrage wird in der Türkei heftig debattiert.

**TAGESSPIEGEL:** Wieso organisiert die Regierung kein Referendum, um herauszufinden, was die kurdische Bevölkerung sich eigentlich wünscht?

**VURAL:** Dinge wie nationale Einheit können nicht per Referendum in Frage gestellt werden. Und kulturelle Autonomie ist schon jetzt möglich.



Hätten wir den Bosnien-Konflikt als religiöses Problem dargestellt, wäre das in der Türkei sehr populär

VIEW

# er Kurde“

## Schutz vor Radikalisierung

**TAGESSPIEGEL:** *In der Bundesrepublik leben knapp zwei Millionen Türken, die nie mehr dauerhaft in die Türkei zurückkehren werden. Welche Rolle spielen sie für die Regierung in Ankara?*

**VURAL:** Wir wünschen uns, daß sie als Brücke zwischen unseren beiden Ländern dienen. Mein Ziel ist es, die Integration der Türken in die deutsche Gesellschaft zu beschleunigen. Wenn sie isoliert sind, werden sie anfälliger für radikale Ideen.

**TAGESSPIEGEL:** *Aber die Türkei handelt nicht immer nach dieser Devise. So forderte der türkische Kabelsender TRT-INT während des türkischen Einmarsches in Nordirak die in Deutschland lebenden Türken zu Spenden für die Armee auf. Ankara schickt Imame zur religiösen Betreuung der hier lebenden Türken, die nur kurz bleiben und dann wieder ausgetauscht werden, so daß sie vor allem die Bindung zur Türkei stärken.*

**VURAL:** Die türkischen Gemeinden fordern Imame aus der Türkei an, weil sie hier nicht genug ausgebildete Geistliche haben. Ursache ist also ein Personalmangel und keine bestimmte Politik Ankaras.

**TAGESSPIEGEL:** *Und trotzdem hat man das Gefühl, als wolle die Türkei weiter Einfluß auf die in Deutschland lebenden Türken ausüben. So wird der türkischstämmige Abgeordnete der Grünen, Cem Özdemir, von türkischen Zeitungen angegriffen, weil er nicht türkische Interessen vertritt.*

**VURAL:** Nein, wir sind stolz auf ihn. Es stimmt, eine türkische Zeitung bekämpft ihn auf eher „merkwürdige“ Weise. Sicher entsprechen seine Ansichten über die Türkei nicht immer dem, was die Türken generell fühlen. Aber das ist seine Freiheit.

**TAGESSPIEGEL:** *Was halten Sie von der Demokratischen Partei Deutschlands, die Türken und türkischstämmige Deutsche gründen wollen?*

**VURAL:** Persönlich denke ich, daß eine reine Türken-Partei die Integration keinen Schritt voranbringt.



**VOLKAN VURAL (54)** ist neuer türkischer Botschafter in Bonn. Der Karrierediplomat, der bei seinem Amtsantritt Aufsehen mit harscher Kritik an der deutschen Türkeiberichterstattung erregte, gilt als enger Vertrauter von Ministerpräsidentin Tansu Ciller, deren Chefberater er seit 1993 war. Ciller hätte Vural gern zum Außenminister gemacht, doch dieser Posten wird von ihrem Koalitionspartner besetzt. Vural vertrat sein Land zuvor in Teheran und Moskau als Botschafter. Die Bundesrepublik hatte Vural in den siebziger Jahren als Konsul in München kennengelernt.

Fotos: Frank Ossenbrink

**TAGESSPIEGEL:** *Würde das kommunale Wahlrecht für Türken deren Integration verbessern?*

**VURAL:** Ja. Türken leben teilweise seit langer Zeit hier. Das kommunale Wahlrecht würde ihnen mehr Verantwortung geben und sie damit besser integrieren. Außerdem ist die Türkei mit der EU assoziiert, die Zollunion ist auf dem Weg, wir sollten wie ein Land der EU behandelt werden.

**TAGESSPIEGEL:** *Es wird immer von der traditionellen deutsch-türkischen Freundschaft gesprochen, und dann kommt es zu „Mißverständnissen“. Handelt es sich dabei nicht eher um grundlegende, teilweise unüberbrückbare Differenzen?*

**VURAL:** Wir haben ein Kommunikationsproblem. Wir schaffen es nicht, ein wahres Bild von der Türkei zu vermitteln.

**TAGESSPIEGEL:** *Der Krieg in Bosnien wird in der islamischen Welt immer stärker als ein Krieg der Religionen und Zivilisationen wahrgenommen. Droht dieser Konflikt die Unterschiede zwischen der Türkei und den anderen EU-Staaten stärker zu akzentuieren?*

**VURAL:** Wir haben eine sehr enge historische und kulturelle Verbindung mit den Bosniern. Aber wir verstehen den Bosnien-Konflikt als eine Frage von internationalem Recht und allgemeiner Menschenrechte. Wenn wir den Konflikt als religiöses Problem dargestellt hätten, wäre das in der Türkei sehr populär gewesen. Wir wollen jedoch zusammen mit dem Rest der Welt die Bosnier verteidigen.

Das Gespräch führte Andrea Nüsse

# Die Gleichung „Kurde gleich Aktivist“ geht selten auf

PKK ist aber trotz des Verbots in Deutschland weiterhin tätig / Tatsächliche Unterstützung durch die kurdische Bevölkerung strittig

VON ALBRECHT MEIER

Die Rechtslage in Deutschland ist klar: Seit November 1993 ist die „Arbeiterpartei Kurdistan“ (PKK) verboten, und damit machen sich auch Kurden strafbar, die mit der Hilfe der PKK hierzulande auf die Lage der Kurden in der Türkei, in Syrien, Iran, Irak und auf dem Gebiet der ehemaligen Sowjetunion aufmerksam machen wollen. Doch trotz des Verbots spielt die Partei, deren Fahnen beim gestrigen Trauermarsch durch Berlin wieder offen gezeigt wurden, in der politischen Auseinandersetzung weiterhin eine große Rolle.

Seit Beginn der Anschlagserie auf türkische Einrichtungen in Deutschland und der Hungerstreik-Aktionen befindet sie sich wieder im Schlaglicht: die PKK, die zunächst die „Abschüttelung der Fremdherrschaft und die Errichtung eines unabhängigen kurdischen Staates“ zu ihrem Ziel erklärte und nach den jüngsten Erklärungen des PKK-Führers Abdullah Öcalan lediglich einen Autonomiestatus innerhalb der Türkei anstrebt. Demonstrationen wie der gestrige Trauermarsch in Berlin werfen allerdings auch die Frage auf, über welchen Rückhalt die PKK bei den Kurden wirklich verfügt.

Nach den Angaben des Essener Zentrums für Türkeistudien sind „Kurden“ nicht im-

mer gleich „Aktivisten“. 9,3 bis 15,5 Millionen Kurden, so die Schätzung, leben in der Türkei. Der Großteil dieser Bevölkerungsgruppe, die teilweise durch Binnenwanderungen und Mischehen in den Staat am Bosphorus integriert wurde, unterstützt die Ziele der PKK nicht, so die stellvertretende Leiterin des Essener Zentrums, Cigdem Akkaya. Die Kurden im Südosten des Landes stehen dagegen seit dem Ausbruch des Bürgerkrieges vor über zehn Jahren zwischen der offiziellen Politik der Regierung in Ankara und den kurdischen Widerstandsbewegungen. Im diesen Krisengebiet, so Cigdem Akkaya, gebe es auch die meisten PKK-Sympathisanten – zwangsläufig, weil durch das türkische Verbot kurdischer Parteien die PKK faktisch eine Art Parteienmonopol in der Region ausübe.

Objektive Zahlen über die tatsächliche Größe der PKK-Anhängerschaft in der Türkei, weiß Cigdem Akkaya, seien aus Ankara nicht zu bekommen. Von einer „Handvoll Terroristen“, von der auch die Regierung Tansu Cillers regelmäßig spricht, könne jedenfalls nicht die Rede sein. Realistischer sei dagegen die Vermutung, daß die Regierungsgruppen seit dem Jahr 1984 mög-

licherweise über 5000 PKK-Kämpfer festgenommen oder getötet haben.

Der Großteil der Kurden lebt auf dem Gebiet der Türkei; die PKK unterhält allerdings nach Angaben des Essener Türkeistudien-Zentrums in Syrien, Libanon, Iran und Irak Lager zur politischen und militärischen Schulung der Mitglieder. Schätzungsweise sechs Millionen Kurden leben im Westen des Iran, vier Millionen im Norden des Irak, 500 000 in Syrien und 250 000 auf dem Gebiet der ehemaligen UdSSR.

Darüber hinaus hat Deutschland für die kurdische Widerstandsbewegung

eine entscheidende Bedeutung. Hierzulande leben etwa 450 000 bis 500 000 Kurden, von denen die überwiegende Mehrheit aus der Türkei stammt – damit hat Deutschland im Vergleich zu anderen westeuropäischen Staaten einen hohen Kurden-Anteil.

Doch auch in Deutschland geht die Gleichung „Kurde gleich Aktivist“ ebenso wenig auf wie in den Heimatländern. Von den rund 50 000 Kurden in Berlin, so vermutet das Landesamt für Verfassungsschutz, seien nur 600 bis 800 aktive PKK-Unterstützer. Die PKK selbst existiert seit ihrem Verbot in Deutschland zwar offiziell nicht mehr, doch

ist sie laut einem Bericht des Kölner Verfassungsschutzes vor knapp zwei Jahren in neuer Form wieder aufgetaucht: Im Dezember 1993 formierte sich beispielsweise in Köln das „Kurdistan Informationsbüro in Deutschland“ (KIB) – nach Angaben der Verfassungsschützer ein „Propagandainstrument der PKK“. – Die „Nationale Befreiungsfront Kurdistan“ (ERNK), deren Fahne gestern in Berlin den Leichenwagen der bei ihrem Hungerstreik zu Tode gekommenen Gülnaz Baghistani bedeckte, ist eine Tochterorganisation der PKK. Die verbotene ERNK hatte Bonn wegen seiner Militärhilfe für Ankaras Kurdenpolitik mitverantwortlich gemacht und Deutschland zum „Kriegsgegner Nummer Zwei“ erklärt.

Die PKK-Aktivisten bilden unter den in Deutschland lebenden Kurden nur eine kleine Minderheit. Laut Verfassungsschutz ist die PKK in Deutschland vor allem darauf aus, bei Landsleuten Spenden für ihre Organisation zu sammeln. In zahlreichen Fällen, so die Kölner Behörde, „suchten Geldeintreiber mit Holzknütteln, Baseballschlägern oder Billardstöcken teilweise so schwer, daß sie sich im Krankenhaus behandeln lassen mußten“ – wohl auch einer der Gründe, warum einigen in Deutschland lebenden Kurden die jetzt öffentlich geforderte Diätanzierung von der PKK schwer fällt.

## Deutschland hat für den kurdischen Widerstand eine entscheidende Bedeutung



**POLITIK**

**Weltfrauenkonferenz  
Entwicklungsp  
Ghanas Landfr**

**Kurden-Proteste:  
Hundert noch  
im Hungerstreik**

Anschläge auf Hamburger Banken  
Türkischer Botschafter im Interview

**HAMBURG** (dpa). Die Kurden in Deutschland und ihre Sympathisanten haben am Mittwoch ihre Proteste gegen die Verfolgung von Kurden in der Türkei fortgesetzt. Gleichzeitig ging die Debatte über die Auswirkungen der vermutlich von Anhängern der Separatistenorganisation PKK initiierten Gewaltwelle in Deutschland und die unterschiedliche Asylpraxis in den Bundesländern weiter. Sicherheitsexperten stimmen inzwischen darin überein, daß die PKK die vor mehr als einer Woche begonnene Anschlagsserie gegen türkische Einrichtungen in bundesdeutschen Städten fortsetzen will.

Bei einem Trauermarsch für die in Berlin bei einem Hungerstreik gestorbene Frau zogen rund 400 Kurden – weit weniger als von der Polizei erwartet – durch Osnabrück. Die 41 Jahre alte Frau wurde am Nachmittag auf einem Friedhof am Stadtrand beigesetzt. Trotz des Todes der Frau setzten unterdessen in Berlin rund 100 Kurden ihren Hungerstreik fort.

In Hamburg schlugen in der Nacht zum

Mittwoch Unbekannte Scheiben dreier Banken ein und beschmierten die Gebäude mit roter und schwarzer Farbe. Die Polizei geht davon aus, daß es sich bei den Tätern um „deutsche Unterstützer“ der Kurden handelt. Sie hätten Flugblätter am Tatort hinterlassen, die mit „Tod dem Staatsterrorismus“ überschrieben waren. Erstmals seit acht Tagen wurde kein Anschlag auf türkische Einrichtungen verübt. Allerdings geht jetzt auch der niedersächsische Verfassungsschutz davon aus, daß die PKK die Attentatswelle fortsetzen will. Dem Amt lägen jetzt entsprechende Informationen vor. Ursprünglich habe es eine Anweisung der PKK-Führung gegeben, die Anschlagsserie Ende Juli – vergangenen Montag – einzustellen.

Der türkische Botschafter Volkan Vural behauptete in einem Gespräch mit dem Tagesspiegel, die Kurden verfügten über kulturelle Autonomie in der Türkei und könnten alle ihre Forderungen ungefährdet im Parlament vorbringen.

**PKK plans to target German police during demonstrations**

**Funeral of Berlin hunger-striker without violence**

*TDN with wire services*

**ANKARA**- German police said on Tuesday they now have evidence that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is extending its campaign of violence to target Germany and German properties, especially the police themselves.

"The PKK plans, in hostile confrontations with police, to use firearms to attack police officers," a spokesman for the anti-extremist Office for the Protection of the Constitution in Lower Saxony state told West German radio.

German officials estimate that the PKK numbers over 8,000 militants in Germany.

In another development, some 10,000 PKK supporters gathered in Berlin on Tuesday to mourn the death of a hunger-striker who died last week after fasting for eight days in solidarity with jailed PKK militants in Turkey.

Officials had warned of possible violence at the rally, which coincides with a week-long series of firebomb attacks on Turkish targets in Germany that police attribute to the PKK.

Among the targets, attackers had set fire to a house occupied by a family of Turks in the city of Bochum overnight but the family

put the fire out and escaped largely unscathed.

While the marchers remained peaceful, many shouted slogans such as "Kanter is a terrorist" — a reference to Interior Minister Manfred Kanther, who has banned the PKK in Germany. Some 3,000 police were on hand, but the number of demonstrators and mourners given by police remained well below the 40,000 which organizers had said would attend.

At the head of the group was a hearse carrying the body of 41-year-old Gulnaz Bagiztani, a mother of five who died last week after eight days of refusing food along with hundreds of other Kurds in Germany.

Draped over the coffin was the flag of the PKK, fighting Ankara for independence in southeast Turkey and banned in Germany for staging several series of violent protests since 1993.

In a statement on Monday "the Kurdistan National Liberation Front (ERNK)", the PKK's "political wing", accused Germany of pursuing a "fascist, chauvinist policy towards the Kurdish people's liberation struggle," according to Reuters.

WEDNESDAY, AUGUST 2, 1995

*Turkish Daily News*

# Bonn est pris entre les Kurdes et Ankara

*Trois mille policiers à Berlin pour « couvrir » un convoi funèbre...*

De notre correspondant à Bonn

**P**as moins de trois mille policiers ont été déployés mardi à Berlin pour « couvrir » un convoi funèbre d'un genre particulier : il conduisait à sa dernière demeure une jeune femme kurde, mère de cinq enfants, décédée la semaine dernière des suites d'une grève de la faim. Une vingtaine de ses compatriotes poursuivent la grève afin d'attirer l'attention de l'opinion allemande et internationale sur la lutte menée par les Kurdes contre « l'oppression des militaires turcs ». Un groupe de jeunes Allemands s'est joint à cette grève dans une église de Göttingen.

Une dizaine de milliers de Kurdes ont participé à ces funérailles qui se sont déroulées sans incident majeur grâce à la concertation pratiquée par la police et les organisateurs. Un drapeau kurde recouvrait le cercueil tandis que des emblèmes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Allemagne) ont été agités pendant les funérailles. Ce déploiement de force s'imposait parce que les responsables politiques redoutaient et redoutent encore que ne s'étendent les exactions perpétrées contre les intérêts turcs au cours des huit dernières nuits. La situation s'est détériorée lors des affrontements durs qui ont opposé manifestants kurdes et forces de l'ordre dans le passé.

## ENTRE DEUX FEUX

Certains experts en matière de sécurité n'excluent pas que certains activistes ne s'en prennent maintenant à des intérêts allemands, voire même que des coups de feu ne soient tirés sur les forces de l'ordre par des tireurs isolés. Peut-être sont-ils trop pessimistes mais un tract du PKK fait valoir que « l'Allemagne est la seconde République turque » et qu'elle est à ce titre co-responsable de l'op-

pression dont sont victimes les Kurdes.

Les autorités allemandes sont prises à partie de toutes parts : les Turcs leur reprochent leur mollesse à l'écart des excès kurdes, tandis que le PKK les accuse de faire cause commune avec la Turquie, par leur silence et en n'empêchant pas Ankara d'utiliser des armes d'origine allemande dans sa lutte contre les militants kurdes au pays.

Bonn comme les Etats fédérés, la majorité comme l'opposition, exigent la mise en place de moyens susceptibles

de mettre un terme aux exactions dont sont victimes les Turcs. Toutefois, il apparaît aujourd'hui que l'interdiction du PKK n'a en rien réduit les activités de ce dernier et qu'elle a même versé de l'eau au moulin des plus intransigeants. Par contre, selon certaines sources, plusieurs dirigeants kurdes s'exerceraient toutefois à plus d'empirisme, ne réclamant plus la création à tout prix d'un Etat kurde indépendant, mais revendiquant un statut garanti d'autonomie. Prise entre les deux feux, l'Allemagne « seconde République turque » pourra-t-elle se dégager en allant de l'avant et en assumant un rôle de médiateur discret ?

Marcel DELVAUX.



« Hungerstreik » : la grève de la faim se poursuit. (Photo EPA)



Le Monde  
2 août 1995

# Les Etats-Unis tentent de réconcilier les frères ennemis kurdes irakiens

Des responsables des deux factions rivales doivent se rencontrer prochainement au Portugal

Des responsables des deux partis kurdes irakiens, l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan

de Massoud Barzani, doivent se rencontrer, la semaine prochaine, à Lisbonne, pour tenter de régler leurs différends sous les auspices des

Etats-Unis. Ces deux groupes rivaux sont de nouveau engagés dans des combats qui ont déjà fait plus de 2 000 morts depuis mai 1994.

AVEC L'IRAN qui s'en mêle, le régime irakien qui se frotte les mains, les organisations humanitaires incapables de mener à bien leur mission, et la mission « Provide Comfort » qui tourne à l'absurde, les Etats-Unis se devaient d'intervenir dans le conflit meurtrier qui oppose les deux principales factions kurdes irakiennes depuis plus d'un an.

Avertissements et appels à la raison ayant lamentablement échoué, l'administration américaine a invité l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani à se réunir sous ses auspices. Des responsables kurdes ont annoncé, lundi 31 juillet, qu'une première rencontre aurait lieu, du 9 au 11 août, à Lisbonne.

Les Kurdes eux-mêmes ne se rappellent peut-être pas pourquoi le conflit s'est déclenché en mai 1994 et des raisons pour lesquelles il perdure. « Usurpation » par le PDK des droits de douane perçus à la frontière avec la Turquie, « accaparement » par l'UPK des avoirs de certains ministères et des droits de douane à la frontière iranienne, conflit sur la propriété d'un lopin de terre, sort de la ville d'Erbil, capitale du Kurdistan : tous les prétextes ont été invoqués pour justifier la reprise des combats, qui ont déjà fait plus de deux mille

morts et que sous-tend une lutte pour le pouvoir entre deux chefs tribaux traditionnels. MM. Talabani et Barzani ne pouvaient pas, comme par miracle, se transformer en chefs de partis démocratiques du seul fait d'une expérience quasiment avortée d'autogestion « parlementaire » lancée, en 1992, dans le Kurdistan irakien.

## SOLLICITUDE

Pour des raisons différentes, ce conflit arrange aussi bien Ankara que Téhéran, dont les populations comptent d'importantes minorités kurdes. La Turquie craint plus que tout que l'autogestion des Kurdes d'Irak ne se transforme, à terme, en embryon d'Etat, dont « ses » Kurdes pourrait se réclamer pour revendiquer leur indépendance. Inversement, la querelle entre l'UPK et le PDK lui semble tout aussi dangereuse parce qu'elle accroît la marge de manœuvre du Parti turc des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui dispose de bases dans le Kurdistan irakien. Aussi le gouvernement d'Ankara a-t-il conseillé aux Kurdes irakiens de se réconcilier avec les autorités de Bagdad pour trouver une solution à leurs problèmes dans le cadre d'un Irak uni.

Soucieux de maintenir le régime de Saddam Hussein en quarantaine, les Etats-Unis ne sont pas d'accord et veulent amener les

Kurdes à trouver eux-mêmes la solution à leurs problèmes. Leur sollicitude envers ces derniers – à qui ils ont adressé messages et médiateurs – est d'autant plus grande que l'Irak a d'ores et déjà envoyé un émissaire dans le Kurdistan, prendre la température de l'eau. Pis : l'Irak, que Washington tient pour l'autre régime paria de la région, a proposé ses bons offices et reçu des délégations du PDK et de l'UPK. Téhéran tente ainsi de rétablir dans le Kurdistan irakien une influence perdue depuis juillet 1991, date à laquelle une coalition occidentale – Américains, Français, et Britanniques – s'est chargée de protéger la partie du Kurdistan située au nord du 36<sup>e</sup> parallèle et qui échappe au contrôle de Bagdad.

L'administration américaine a déjà averti les Kurdes à plusieurs reprises que leur conflit risquait de mettre en péril cette mission « Provide Comfort ». Mais, autant que les Kurdes, les Etats-Unis ont « besoin » de cette zone, qui est, entre autres, un moyen de pression pour amputer l'autorité de Bagdad.

Une éventuelle réconciliation des frères ennemis kurdes sous l'égide des Etats-Unis risque d'être précaire. Plusieurs accords de cessez-le-feu ou trêves *de facto* ont fait long feu. Il est vrai que le prestige des Américains auprès des

Kurdes est grand, mais il n'est pas moins vrai que Washington ne dispose pas de véritable moyen de pression sur les deux partis kurdes. A priori, la Turquie et l'Irak pourraient être plus efficaces, si l'un et l'autre décidaient de fermer leur frontière avec l'Irak, privant les belligérants du nerf de la guerre – l'argent – au point d'asphyxier le Kurdistan.

Le conflit inter-kurde a en tout cas considérablement contribué à l'affaiblissement du Conseil national irakien (CNI), la plus importante coalition de mouvements de l'opposition au régime de Saddam Hussein, dont le PDK et l'UPK sont les principales formations, et qui avait installé son quartier général dans le Kurdistan.

Le CNI est aussi miné par une crise intérieure, de nombreuses personnalités indépendantes et certaines formations s'étant retirées de la coalition ou ayant « gelé » leur participation. L'une des accusations portées contre le président du CNI, Ahmad Jalabi, est de pratiquer une véritable autocratie et de tenir secrètes les sources de son financement. Nombreux sont les opposants qui sont convaincus que la CIA est l'unique bailleur de fonds du CNI et n'entendent pas être considérés comme inféodés aux Etats-Unis.

Mouna Naim

L'Alsace - 2 août 1995

## Strasbourg : manifestants kurdes devant le consulat d'Allemagne

Une centaine de Kurdes se sont rassemblés hier en fin d'après-midi devant le consulat d'Allemagne à Strasbourg, en hommage à Guelnaz Baghistan, une mère de famille kurde, décédée le 27 juillet à Berlin lors d'un mouvement de grève de la faim contre la politique d'Ankara à l'égard de la minorité kurde. Aucun incident n'a été relevé.

Les manifestants, qui se réclamaient du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), ont scandé des slogans hostiles au régime d'Ankara ainsi qu'à l'Allemagne. Une gerbe a ensuite été déposée au pied de l'immeuble abritant le consulat.

Le républicain Lorrain - 2 août 1995

## L'hommage des Kurdes

Quelque 10 000 Kurdes ont formé hier matin un cortège funèbre à travers Berlin derrière le corps d'une mère de cinq enfants, décédée lors d'un mouvement de grève de la faim contre la politique d'Ankara à l'égard de la minorité kurde. Le cercueil de Guelnaz Baghistan, 41 ans, décédée jeudi à Berlin, a été placé en tête du cortège sur un corbillard recouvert du drapeau du Kurdistan. La police a saisi une trentaine de bannes de base-ball avant le départ des manifestants. Ces dernières années, de nombreuses manifestations de Kurdes ont dégénéré donnant lieu à des affrontements très violents avec les forces de l'ordre. Plusieurs manifestants s'étaient immolés par le feu.

# Fresh impetus for democratic life

THE action taken on the weekend of 22 July by the Turkish parliament is an historic milestone for our country and people. After months of debate and setbacks, a broad package of constitutional amendments was overwhelmingly adopted by 360 votes to 32.

All major political parties came together for this reform programme, except the fundamentalist Welfare (Refah) Party. Despite disagreements on many details, there was an extraordinary unity shown by Turkey's political leadership on the need to expand the basic rights and freedom of Turkish citizens and to strengthen our secular democracy.

Amending our constitution is far from easy. That is why the reform package required the broadest political support. To put matters into perspective, it is the first time since 1876 that our constitution has been amended by a civilian government.

This is not a victory of one person or one party. This reform programme was achieved primarily because it had the strong support of the Turkish people. Every public opinion indicator made clear that across the nation, citizens, regardless of age, region, occupation or economic status, desperately wanted reforms. They wanted to end once and for all the embarrassing legacies of the military government of 1980. They wanted to broaden the basic rights of citizens to participate

## Turkish Prime Minister Tansu Ciller explains the importance of her government's reforms

fully in the political process. Some of these reforms are merely technical. But, taken together, they are extremely important. For example, no longer will Turkey's constitution include praise of military rule. Those outside the country may not understand the significance, but for the Turkish people, ending this remnant of history is an important step in perfecting our democracy.

These amendments also broaden significantly the right of various groups and individuals to participate in politics and elections.

Until now, many important groups have been excluded from the political process because of the narrow controls imposed by the military government. That has limited the growth of civil society. Now we are ending restrictions on unions, co-operatives, professional associations and academics and students. This step will strengthen our secular democracy.

Earlier this spring, I announced a three-part programme of democratisation: First, the constitutional reform package; second, a programme to increase local democracy; and third, modification of those provisions of the Anti-Terrorism Law which unnecessarily restrict free speech. The second

ABC AUNSI / FSP



Momentum for change: Tansu Ciller (in white) has passed a constitutional reform package

amendment has just been agreed by parliament as part of the seventh Five-Year Plan. It includes a programme to transfer powers from the national government in Ankara to local authorities across Turkey. This will be a profound change in the way the government has been structured.

Today in Turkey, virtually all political power is held in Ankara. This does not just involve critical national issues like defence, economic policy and energy projects. Every road project anywhere in the country must first be approved by the national government and the prime minister. The

assignment of doctors and teachers, the location of schools and health clinics and projects for water and sewage for every town and municipality are all decided in Ankara.

No government can make all these decisions for a nation of 60 million people. That is a major reason why so many of our citizens are frustrated and alienated. I am not talking about the people of one ethnic group or one geographic region, but all Turkish people feel that the government is too far away and too unresponsive. They are right!

This is not the way a modern democracy should work. Democracy means that

passage of the constitutional package, we have now achieved two of our three goals for greater democratic freedom.

These two steps are profoundly important. Both of them will strengthen Turkey's democracy. But we have one more essential step to take.

The third element of our three-part programme is to change Article 8 of the Anti-Terrorism Law which imposes unnecessary restrictions on free speech.

It has resulted in the prosecution and imprisonment of writers and journalists for what they have said. That is intolerable in an open society. We must safeguard freedom of thought and freedom of speech when it does not relate to violence.

This autumn, when the national assembly reconvenes in October, we will deal with this issue. During this summer the coalition government will study different approaches and develop a reform programme.

I am hopeful that the spirit of this past fortnight, which has taken the Turkish nation forward with two enormous steps, will assist us all this autumn. We must find unity in completing this programme to increase democracy for every Turkish citizen and to guarantee that their rights of free speech are fully protected.

I am resolved to continue with the process of democratic reforms. I stress the word process. We live in a rapidly changing society and the progress must continue.

people choose a government and that it is responsive to them.

The new programme which was adopted by the parliament last week will transfer money and power to local authorities. This will allow Turkey's citizens to have greater control over their own lives and to increase local democracy. It will also allow the people to decide how government money should be spent.

They can decide what is most important to them, schools or health care, roads or water. It will make the government more responsive and efficient. It will give people power in their own communities. With the

Donnerstag, 3. August 1995  
Nr. 178

Basler Zeitung

## Türkei hofft auf Sympathieverlust der PKK

**Istanbul.** Von der Öffentlichkeit weitgehend unbeachtet hat die Istanbuler Polizei am Sonntagabend im Zentrum der Altstadt an die hundert Personen festgenommen, die, laut den Organisatoren friedlich, gemäss Angaben der Polizei mit Steinen bewaffnet, gegen die Haftbedingungen in den türkischen Gefängnissen protestierten. Die Manifestanten, darunter Mütter inhaftierter Kurden, riefen gleichzeitig zur Solidarität mit mehreren tausend Gefangenen, angeblichen Sympathisanten der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans

(PKK), auf, die seit Mitte Juli aus Protest gegen die zunehmenden Armeeeingriffe auf die Bevölkerung der ostanatolischen Region Tunceli jegliche Nahrung verweigern. Während den türkischen Printmedien weder der Hungerstreik noch die Aktion vor der «Hagia Sophia» mitten im Istanbuler Touristenzentrum Schlagzeilen wert waren, beklagte sich am Montag die Menschenrechtsorganisation IHD über den «Staatsterror» an «unschuldigen Eltern, die sich um das Schicksal ihrer Kinder sorgen».

Breiten Raum nehmen in der türkischen Presse dagegen die anhaltenden Anschläge gegen türkische Einrichtungen in Deutschland ein. Dabei steht für die zumeist konservativen Tageszeitungen ausser Frage, dass die Attentate auf das Konto kurdischer «Terroristen» gehen. Ausführlich zitieren sie in ihrer Begründung den deutschen Innenminister Manfred Kanther, der die Länder zur «Abschiebung kurdischer Straftäter» aufgefordert hat. Kanther reagierte auf die offizielle Stellungnahme der türkischen Regierung zur Brandserie in mehreren deutschen Städten. Ankaras

neuer Botschafter in Bonn, Volkan Vural, hatte am Wochenende umfassenden Schutz seiner Landsleute gegen einen «Terror, der weder national noch religiös noch ethnisch begründet ist», verlangt. Die jetzige Gewaltwelle in Deutschland «riecht» für Vural stark «nach PKK, die von den politischen Reformen in der Türkei ablenken will». Auch die türkische «Daily News» bringt die «Terrorkampagne kurdischer Extremisten» mit der aktuellen Innenpolitik in Verbindung. «Die jüngste Demokratisierung der staatlichen Verfassung hat Ankaras Ansehen im Westen aufpoliert. Dagegen versuchen die Kurden mit allen Mitteln anzukämpfen.» «Daily News» nennt nebst den Attentaten und den prokurdischen Kundgebungen in deutschen Grossstädten die Einflussnahme kurdischer Politiker auf prominente US-Abgeordnete wie Joseph Kennedy und John Porter und die Propagandatätigkeit des selbsternannten kurdischen «Exilparlaments», das sich angeblich in Wien zu einer geheimen Strategiesitzung getroffen hat.

Martin Peter

*Turkish Daily News*

THURSDAY, AUGUST 3, 1995

# Turkey denies allegations of pressure on foreign media

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Foreign Ministry on Wednesday denied a press report that foreign media members working in Turkey were pressurized by the government not to write anti-Turkish news stories.

The Inter Press Service news agency reported from Istanbul on July 27 that several foreign journalists had been harassed only this year by Turkish authorities on the pretext that reports on Turkey by these news people were "untrue" and aimed at defamation.

Foreign Ministry spokesman Nurettin Nurkan told a weekly press briefing that the report was unfounded. "The press is completely free in Turkey," Nurkan said. "Those foreign media mem-

bers who report objectively and without prejudice are received well in Turkey and enjoy full cooperation and assistance from relevant Turkish authorities," he said.

"But it is only natural that we will not behave in the same way and will not cooperate with journalists who are mouthpieces of terrorism and who deliberately release untrue and misleading reports against Turkey," Nurkan said.

But he emphasized that measures to be taken by the authorities in such cases would be confined to "no cooperation," and nothing else.

"Moves to issue untrue news reports, to act as tools of terrorism and likewise to exploit the freedom of the press are unacceptable," he added.

Nurkan also denied the existence of "a black list" of foreign reporters, whose accreditation term for working in Turkey would allegedly not be extended.

In a separate but related development, Turkish journalists in Germany have complained against a German reporter who constantly defames Turkey in his reports "sent from Athens."

Ahmet Arpad, a freelance Turkish journalist based in Germany, said in a letter sent to several Turkish authorities that Gerd Hohler, the German reporter, was living in Athens, but was sending "negative biased" news stories about Turkey as if he were filing them from inside Turkey. He urged Turkish public opinion to help expose Hohler's moves to deceive and mislead the German media.



# LA DÉMOCRATIE TURQUE AUX CALENDES GRECQUES ?

**Pendant que Tansu Çiller, le Premier ministre, tente de fournir à la Communauté européenne des gages de libéralisme, opposants et minorités continuent de subir une répression féroce. En Allemagne, des attentats, sans doute imputables à des activistes du PKK (officiellement interdit), se multiplient contre des magasins, cafés, agences de voyage tenus par des ressortissants turcs. Une femme, qui observait, à l'instar de cinq cents autres Kurdes, une grève de la faim, est décédée le 27 juillet. Comment stopper l'escalade ?**

**L**e 1er août, 15 000 personnes ont manifesté à Berlin à la mémoire de Gülnar Baghistani (41 ans). La mère de cinq enfants résidant à Osnabrück (Basse Saxe) avait rallié la capitale où depuis le 20 juillet, environ 250 personnes jeûnaient en solidarité avec les prisonniers kurdes de Turquie, qui ont décidé, le 14 juillet, de refuser toute alimentation. Si, comme l'écrit Hans-Jörg Heims dans le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* du 1er août, l'époux de la défunte a vivement reproché aux coordonnateurs de l'action de ne pas l'avoir sauvée, il se range, face à la presse, aux arguments des protestataires qui ont élevé Gülnaz Baghistani au rang de « martyre ». Orhan Öczan, du comité d'organisation, ne cache pas sa détermination. « Sans victime, on n'obtient rien ». Lui et de nombreux Kurdes exigent que le régime d'Ankara mette un terme à l'impitoyable guerre qu'il mène, depuis 1984, contre son peuple.

Les dirigeants de l'Etat du Bosphore ont toujours justifié les interventions militaires par la nécessité « d'éradiquer le terrorisme ». En l'absence de solutions politiques, le Partiya Karkeren Kurdistan (Parti des travailleurs du Kurdistan), d'obédience marxiste-léniniste, fondé en 1978, avait opté pour la lutte armée en août 1984, se prononçant dans un premier temps en faveur d'un Etat autonome.

## Opération « Point du jour »

Rien que dans le sud-est anatolien, en onze ans, les combats ont coûté la vie à 15 500 Kurdes. Le PKK avance même le chiffre de 35 000 ! Selon des rapports du Comité des droits de l'homme, les troupes régulières ont détruit et brûlé, plus de 2 400 villages et hameaux. Selon le Front de libération nationale (ERNK), branche politique du PKK, « cinq millions de personnes ont été déportées ».

Le 20 mars 1995, la veille du Newroz, le nouvel an kurde, le gouvernement central et l'état-major lancèrent l'opération « point du jour » : 35 000 hommes

pénétrèrent dans le nord de l'Irak et occupèrent en quelques jours un espace de 8 400 kilomètres carrés pour y « éliminer » 2 800 combattants du PKK qui y posséderaient vingt-cinq bases d'entraînement. Cette mobilisation massive sur six semaines et demie coûta 7 milliards de francs.

A l'issue de la seconde guerre du Golfe (janvier-février 1991), durant laquelle la Turquie adhéra sans réserve à « coalition du Droit contre la force », l'Onu instaura le 4 avril 1991, au nord du 36e parallèle, une zone de sécurité pour les Kurdes menacés par Saddam Hussein, placée sous la protection de l'aviation américaine, française et britannique. Près de deux millions d'entre eux avaient fui ces terres inhospitalières, qui vers l'Irak, qui vers la Turquie. Non seulement, au printemps 1995, les Nations unies s'abstinrent de



Dans l'est de la Turquie, Tansu Çiller sur le terrain avec les militaires.

condamner la violation caractérisée d'une frontière internationale (le dictateur de Bagdad ne haussa pas non plus le ton !), mais de surcroît les avions de reconnaissance « Awacs » secondèrent efficacement les blindés turcs dans leur avancée. Que les populations du Kurdistan se sentent abandonnées, comme tant d'autres, dont le sort ne pèse guère au regard des enjeux géostratégiques, n'étonnera que les observateurs myopes ! Madame Tansu Çiller reprend régulièrement l'antienne de ses prédécesseurs : son pays, pointe avancée du flanc sud de l'Otan (à laquelle il a adhéré en 1952), constitue un poste d'observation de première importance vers la région caucasienne et le Proche-Orient. Aussi, son dessein de mettre hors d'état de nuire des « rebelles » qui « compromettent l'équilibre de la région », n'a guère suscité que des critiques mouche-tées auprès de la plupart des dirigeants européens.

## Premier pas vers l'Union européenne ?

En revanche, les députés de l'hémicycle strasbourgeois posent clairement des conditions quant aux relations économiques avec Ankara ; le 14 décembre 1994, une majorité d'entre eux avait enjoint la Commission de Bruxelles de suspendre les négociations sur l'Union douanière. Le 6 mars 1995, l'Union européenne signa avec la Turquie un accord à ce sujet, lequel devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1996, sous réserve de l'approbation, à l'automne prochain, du Parlement européen. La Grèce à d'ores et déjà levé son obstruction, en échange de la garantie que les Quinze entament des discussions avec Chypre et Malte. Si madame Çiller et ses ministres se réjouissent de ce premier pas vers l'entrée dans l'Union européenne (une précédente requête fut rejetée en 1989), l'opposition islamiste, notamment le Parti de la prospérité, forte de ses 38 élus (sur 450 sièges) au Parlement, de même que les hauts dignitaires des forces armées, pour des motifs diamétralement opposés, accueillirent avec morgue la perspective de l'ouverture. Les fondamentalistes s'arc-boutent à leur hostilité envers l'Occident, les officiers possèdent, eux, des intérêts dans le vaste holding économique bâti par l'armée et redoutent ainsi, après l'assouplissement des règles douanières, la perte d'une situation de quasi-monopole, y compris dans l'industrie automobile. La réserve des gradés, suite à la réforme constitutionnelle, certes limitée, adoptée le 23 juillet dernier par l'Assemblée nationale (après un premier échec le 6 juillet), s'explique donc autant par des considérations économiques qu'idéologiques. La Constitution, qui sous-tend l'organisation de la société turque, date du 7 novembre 1982 ; le général Kenan Evren avait pris le pouvoir le 12 septembre 1980, lors de gigantesques manœuvres navales de l'Otan en Méditerranée. La Turquie connut une dictature militaire jusqu'en 1983.

## « Oppression intolérable »

Aujourd'hui, à peine moins que jadis, « la violation des Droits de l'homme colle à la peau de la Turquie comme une tunique de Nessus » (1). 328 personnes disparurent en 1994 ; en 1995, on en recenserait plus de 30 par mois ; l'an dernier, des brigades de l'armée ou de la police, ainsi que des « escadrons de la mort » exécutèrent environ 400 personnes pour des motifs politiques évidents, portant à 3 200 le total des assassinats non élucidés depuis 1984. En quatre ans et demi, 25 journalistes tombèrent sous les coups de tueurs qui agissent en toute impunité. La peine capitale est « abolie de fait » ; la dernière exécution remonte à 1984. Depuis juin 1994, trois ministres chargés des Droits de l'homme démissionnèrent ou furent remplacés lors du remaniement du cabinet. Ainsi, Azimet Koçluoglu reconnut publiquement l'existence de dix-huit modes de tortures utilisées dans les locaux de la police. Madame Çiller le remercia en mars dernier.

En vertu de l'article 8 de la loi anti-terroriste, la Cour de Sûreté (2) d'Ankara condamna, le 8 décembre 1994, à quinze ans de réclusion Leyla Zana et quatre autres élus du Parti de la démocratie, proscrit par le pouvoir central en juin 1994. Deux autres députés de la même formation et un parlementaire du Parti de la prospérité islamiste, le Refah, subirent des peines inférieures. Le chef d'accusation : « séparatisme ». Pour ce motif, 166 romanciers, journalistes, syndicalistes, professeurs, se trouvent actuellement sous les verrous. Yachar Kemal (71 ans), écrivain turc le plus réputé dans le monde, a été traduit le 5 mai devant une juridiction d'exception à Istanbul pour avoir publié dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* (3) un texte dans lequel il qualifia l'Etat de « système d'oppression et de cruauté intolérable ». Le procès a été reporté sine die. Si le Parti de la voie juste de Tansu Çiller et son partenaire de coalition, le Parti populaire social-démocrate d'Hikmet Çetin, devait rayer l'article 8 du dispositif pénal, ils indisposeraient vraisemblablement les militaires.

## Racket

La communauté alevie souffre également de discrimination. Les intégristes sunnites ne reculent pas devant le meurtre contre la minorité chiite, pourtant forte de quinze millions d'âmes, opposée à la loi coranique et prônant la tolérance, la laïcité, l'égalité entre femmes et hommes, l'ouverture au monde et aux autres religions. Le 2 juillet 1993, des fanatiques incendièrent l'hôtel « Madimak » à Sivas ; 37 personnes, réunies pour un hommage à Pir Sultan Abdal, poète du XIIIe siècle, périrent dans les flammes. Aziz Nesin (4), un des auteurs turcs les plus lus, échappa d'extrême justesse à la mort. Il avait « osé » traduire *Les versets sataniques* de Salman Rushdie, sans cependant partager toutes les thèses du Britannique. Le 12 mars 1995, des attentats contre des cafés et une pâtisserie fréquentés par des Alevis, dans la banlieue stanbuliste de Gaziosmanpasa, entraî-

rent le décès de deux personnes. Le lendemain, la police ouvrit sans sommation le feu contre des milliers de manifestants rassemblés en signe de deuil et de protestation : 16 morts et des dizaines de blessés ; 23 femmes et hommes moururent en trois jours.

Outre-Rhin, la clandestinité forcée des militants du PKK, après son interdiction le 26 novembre 1993 par Manfred Kanther, ministre de l'Intérieur, ainsi que de 33 associations liées à lui, semble avoir accentué l'hostilité de la frange militante à l'encontre de l'Etat allemand. Par ailleurs, le PKK bénéficierait de nouvelles recrues. Les récolteurs de fonds, dont beaucoup n'hésitent pas à recourir auprès de leurs compatriotes à des méthodes confinant au racket, amassèrent en 1994 l'équivalent de 100 millions de francs. Le très dogmatique Abdullah Ökacalan, coordonne depuis la Syrie les activités du PKK. Madame Çiller a repoussé toutes ses initiatives de dialogue. Les sabotages à répétition commis depuis une semaine et demie (au total plus de 160 depuis janvier) s'avèrent aussi stupides que criminels ; les Turcs vivant en Allemagne ne représentent pas le gouvernement d'Ankara ; les jets de cocktails Molotov contre une épicerie ou un bar n'incitent guère la population allemande à la sympathie envers la cause kurde et risquent de désamorcer l'effet escompté des grèves de la faim (environ 1 400 individus s'y associent en Europe ; plus de 500 en Allemagne, 180 à Francfort, en sus de ceux de Berlin).

La Turquie ne saurait se prévaloir du titre de démocratie, tant que ne seront pas rétablies intégralement toutes les libertés, que sévirent des bandes armées, que le rapport d'Amnesty International lui consacra chaque année plusieurs pages accablantes et que la solution politique de la question kurde se heurtera à l'inflexibilité imbécile des gouvernements et des militaires.

René Hamm

(1) Jean Bordo dans « TC » du 17 mars 1995.

(2) Il en existe 17 sur le territoire turc.

(3) Edition du 9 janvier 1995.

(4) Aziz Nesin décéda le 9 juillet à l'âge de 79 ans d'un infarctus.

## REPÈRES

Population : 57 millions d'habitants.

Président de la République : depuis le 16 mai 1993, Süleyman Demirel, ancien chef du gouvernement.

Premier ministre : Madame Tansu Çiller, depuis le 13 juin 1993.

Kurdes : les 23,2 millions de Kurdes se répartissent ainsi : 12 millions en Turquie, 4 millions en Irak, 5 millions en Iran, 800 000 en Syrie, 480 000 en Allemagne, 350 000 dans le Caucase.

R. H.

## Türkei: Tunceli «ist unser Bosnien»

Seit der Ermordung dreier ihrer Angehörigen durch mutmassliche PKK-Kämpfer terrorisieren «Sondereinheiten» der türkischen Armee die Zivilbevölkerung der Ostregion Tunceli und sperren zeitweise die Nahrungsmittelzufuhr in die kurdisch besiedelten Dörfer.

**Istanbul.** Die türkischen Sicherheitskräfte haben die «Taktik der verbrannten Erde» in der kurdischen Ostprovinz Tunceli erneut verschärft. Als Ende Juni eine ausländische Korrespondentin Armeeingehörige zitierte, die sich über «zunehmende Sympathien» der lokalen Bevölkerung mit den Kämpfern der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) beklagten, wurde sie öffentlich der «Fehlinformation» bezichtigt. Laut behördlichem Sprachgebrauch lehnt die kurdische Zivilbevölkerung den «Terror» der PKK-Guerilla strikte ab. Nun besuchte erstmals auch ein türkischer Journalist die Stadt rund 500 Kilometer östlich von Ankara und traf zahlreiche Bewohner, die sich bitter über die Folgen der Armeeoффensive beklagten.

«Unser Geld wurde gestohlen, unser Bett und unser Haus niedergebrannt. Wie haben wir dies verdient?» erzählte ein 80jähriger Mann unter Tränen. «Tunceli ist unser Bosnien geworden», kommentierte selbst der Kolumnist der regierungsnahen Zeitung «Sabah» die Berichte aus der Ostprovinz, wo vor allem kurdische Alewiten wohnhaft sind. Seit dem Sommer 1994 haben laut der Zeitung «Cumhuriyet» rund 50 000 türkische Sicherheitskräfte auf der Suche nach Verstecken der, laut Schätzungen, 2000 Kurden-Rebellen mehrere hundert Weiler niedergebrannt und die Bewohner, fern von ihren Bauernbetrieben, in Zeltlagern untergebracht. Nach Angaben des Innenministeriums wurden 2500 Familien «evakuiert».

Seit einem Monat dürften es bedeutend mehr sein. Am 2. Juli überfielen angeblich PKK-Kämpfer den Wachtposten einer türkischen «Sondereinheit» und töteten drei Soldaten. Daraufhin startete die Spezialtruppe laut Vorortberichten zu einem «Rachefeldzug», überfiel die

Weiler in der nahen Umgebung, schlug unbarmherzig auf Frauen und Kinder ein, zerstörte ihre Anwesen und stoppte die Lebensmittellieferungen. Das Geschehen wurde von einem sozialdemokratischen Politiker, der Tunceli kurz darauf besuchte, bestätigt. Die Eliteeinheiten, die der rechtsextremen Partei «Nationale Front» (MHP) nahestehen sollen, beschimpften zudem die Ansässigen, Tuncelis Gouverneur nicht ausgenommen, als «Atheisten und Kommunisten». «Viele Bürger mussten von der lokalen Polizei aus den Händen der wutentbrannten Sondermilizen befreit werden», berichtete auch der Ortsvertreter der Regierungspartei «des rechten Weges» (DYP).

Tuncelis Kurdenbewohner sind seit jeher als fortschrittlich bekannt. Ihr prominentester Abgeordneter im türkischen Parlament ist der republikanische Parteipräsident und Vizeregierungschef Hikmet Cetin. Seiner Ansicht nach geniessen die kurdischen Aufständischen der PKK trotz der Aufgeschlossenheit der lokalen Bevölkerung in Tunceli «keine besondere Zuneigung», die Leute stünden «hilflos zwischen den Fronten». Cetin glaubt vielmehr, dass Tunceli wegen seiner politischen Unvoreingenommenheit «von Separatisten und Linksextremisten zu deren Eigennutz missbraucht wird».

Tatsache ist, dass die osttürkische Gebirgsregion bereits in den 30er Jahren gegen die Staatsgewalt rebellierte hatte. Anfang der 90er Jahre war Tunceli Hochburg der maoistischen «Befreiungsarmee der Bauern und Arbeiter» (Tikko). Bei Zusammenstössen zwischen der Tikko und den Militärs kam im Januar 1993 auch die Schweizerin Barbara Kistler, Sympathisantin der revolutionären Bewegung, ums Leben.

Martin Peter

Teil I

Freitag, 4. August 1995  
Nr. 179

Basler Zeitung

## Arab-Kurdish alliance against Saddam falls apart: opposition

*Agence France Presse*

DUBAI- The alliance between Arab and Kurd opponents of Iraqi President Saddam Hussein has fallen apart and northern Iraq is no longer a safe haven, a leading opposition figure said Friday.

Retired general Hassan al-Naqib said the Iraqi National Congress (INC) alliance was "finished" and that the lives of Arab opposition figures in Iraqi Kurdistan were in danger. He accused militiamen of the Kurdistan Democratic Party (KDP) of having searched his home in Salahadin, in northern Iraq which has been controlled by the Kurds in defiance of Baghdad since 1991, "to pressure him."

"I won't go back to northern Iraq any more because I cannot work properly there. It's a hopeless situation," he told the Arab daily Al-Hayat from the Syrian capital.

"The Arab branch (of the opposition) is the most important, and the INC is no longer capable of assuring the fall of Saddam Hussein," said the Sunni Moslem retired general.

Another key Sunni opposition figure, Wafiq al-Samarrai, charged that KDP leader Massud Barzani had tried to have him assassinated since his defection to northern Iraq last December.

Barzani had "struck a deal with the Iraqi regime to drive out the Arab opposition from the areas he controls," said Samarrai, a former chief of the Iraqi army's secret service. Shiite Moslem opposition leaders, during talks in Damascus, have joined in criticism of the INC.

Samarrai, also questioned by the London-based paper, charged that the KDP attacked its rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), every time the group massed militiamen opposite Iraqi army lines.

A London spokesman for the KDP, whose conflict with the PUK of Jalal Talabani over power and tax revenues has cost more than 2,000 lives since May 1994, denied the accusations. The KDP and PUK are to hold peace talks between August 9 and 11 in Lisbon under US mediation.

SATURDAY, AUGUST 5, 1995

*Turkish Daily News*

## Ecevit speaks out for Tunceli and lambastes Special Team members

**Need for training: DSP leader says crack police force should be 'educated' on how to establish warm relations with public**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Bülent Ecevit, the leader of the Democratic Left Party (DSP), a former prime minister and veteran politician, said on Thursday that the people in Tunceli in Eastern Anatolia had for a very long period of time been subjected to great injustices. "Despite all these injustices the people of Tunceli are still seeking succour from the state for their problems which have reached insufferable proportions," Ecevit said.

Addressing a press conference at his party headquarters, Ecevit said that certain "prejudicial" circles claimed that Tunceli was a



Ecevit says Tunceli folk loyal

province where separatism was rampant, adding that the reality of the situation was diametrically opposed to this. "The nature of the people of Tunceli is characterized by a discernible opposition to all forms of separatism, to racist separatism and to religious separatism," Ecevit said. Tunceli has been the scene of a growing controversy recently over allegations that the members of the special crack police force known as the "Special Team" have run amok terrorizing and killing people and damaging their property in the city in vengeance for the killing of their friends by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Both Interior Minister Nahit Menteşe and Chief of Security Mehmet Ağar have acknowledged "isolated incidents" saying an inquiry has been opened on the subject.

Ağar himself went to Tunceli recently and apologized to the city folk for what he termed the "isolated acts of a few people that cannot be generalized to cover the whole force." Referring to the time when he was the leader of the Republican People's Party (CHP) in the 1970s, Ecevit said

FRIDAY, AUGUST 4, 1995

*Turkish Daily News*



he had received the most support in his quest to oppose separatism from the people of Tunceli.

Ecevit recalled how during CHP rallies at the time the people of Tunceli had chased away people coming from other places to shout separatist slogans.

He said that during the introduction of emergency rule in the East in the 1980s, "artificial incidents" had been caused by vested interest who subsequently succeeded in ensuring that Tunceli was also placed within the scope of emergency rule.

Ecevit said he had gone to Tunceli immediately after emergency rule was declared there and had seen for himself evidence that showed that the incident that led to this outcome had been created artificially.

The DSP leader went on to explain that for a number of years following emergency rule, separatist terrorism in Tunceli had remained at a very low level.

He said that these incidents had started to increase because the security forces did not pursue terrorist activities in the region in a timely and effective manner.

He said this situation had acted to encourage terrorism. Indicating that security precautions in the city had been increased in recent time, Ecevit went on to add that this in turn had resulted in the city folk being caught in a crossfire. Ecevit said many villages had been evacuated for security reasons with the houses being subsequently demolished so that separatist militant could not use them.

Ecevit said forests in the region had also been burned for this purpose and added the state did not extend a helping hand to those who had been forced to leave their homes and villages. "As if all of this is not enough, members of the Special Team who are charged with providing security for the people have directed strong insults and threats to the people of Tunceli. They have dishonored these honorable people. Another state security force was forced to protect the people from the wrath of that state force," Ecevit said.

Ecevit said that another injustice done to the people of Tunceli was that this province has been deprived of all industrialization and development initiatives.

"Despite all these injustices, the people of Tunceli, are still seeking succour from the state for their problems which have reached insufferable proportions" Ecevit said.

"The state has to start looking at Tunceli, not with suspicion and prejudice, not with pressures and threats, but with interest, affection and direct productive investments there," he said.

Ecevit said the first thing the state must do in this respect is "run to the rescue of those who have been left without homes and sources of income."

Responding to a question, Ecevit said Special Team members should be educated on how to establish warm relations with the people and that they should be deployed, not in the center of cities, but in rural regions.

## TOBB's report on Southeast a first step

**T**he long awaited report on the "Southeastern Problem - Diagnosis and Observations" prepared by Professor Doğu Ergil and commissioned by the Turkish Union of Chambers (TOBB) led by Yalın Erez, a close associate of Prime Minister Tansu Çiller seems an important document which could well kick off a healthy debate in Turkey on this potentially explosive issue. The professor and his team of experts conducted an extensive survey inter-

viewing more than a thousand people of Kurdish origin in the provinces of Diyarbakır, Batman and Mardin in south-eastern Turkey and in some major cities where Kurds have emigrated. At some points the report creates confusion because the samples were asked to reply to open ended questions and most spoke their minds out and it became very difficult for the researchers to find common points. For example 42 percent said they see the creation of a federation as a solution to the southeastern problem yet when asked what a federation meant many of those interviewed gave varying explanations ranging from cultural rights to providing more jobs to the region which had nothing to do with the idea of a federation.

### Editorial



By Ilnur Çevik

Despite all this the report has the potential of creating a proper base for debates on this issue provided that the conservative elements in Turkey do not try to put a lid on it and prevent the creation of a healthy environment.

The report proves that many of our views about our citizens in southeastern Turkey were accurate and those who opposed us were very wrong. According to the report people of Kurdish origin living in southeastern Turkey do not want a separate state and a separate flag. All they want is to be treated with respect as first class citizens of the Turkish Republic.

In the report those who sympathize with the PKK or whose family members belong to this terrorist organization openly say they oppose a separate state and despise the PKK for killing people and destroying a democratic atmosphere where people can talk freely. We have to hold on to this reality and work on it because these people still feel "they are one of us." Yet all state policies on the Southeast disregard this vital fact. We could well criticize the report because in some areas there seems to be contradictions and vague statements. Some of the statistics drawn out of the open ended questions are confusing. Yet, the fact that Yalın Erez and his executives had the courage to commission such a survey and the fact that Professor Ergil and his associates accepted such a task goes beyond all praise. People talk their heads off on the southeastern problem without knowing the facts. Now we have a study which we can refer to.

The report shows that the people of southeastern Turkey do not regard the PKK as a peaceful organization and also do not feel the PKK serves the cause of human rights. The report says if the state can meet the expectations of the people without resorting to violence the PKK will lose its effectiveness and its support among the people and will be

reduced to a mere terrorist outfit. Professor Ergil says we have to develop a national project to overcome the problem or else "people will dictate a solution to us from the outside."

So those who love this country and want it to remain intact, should start working on a national project to overcome the problem. This means our intellectuals have a duty to fulfill a historic mission.

The report shows the military solution on its own is no solution. We have to supplement this with our own social and economic solutions.

The new peace offensive started by İsmail Nacar and Professor Ergil with a special dec-

laration could well be a good first step to bring everyone together and forge an understanding among Turks and Kurds on what should be done.

We wish to see many more reports on the southeastern problem such as that commissioned by TOBB. We hope such efforts are encouraged. Our fear is that those who oppose any other solution than a military approach may regard the TOBB report as yet another "separatist" action and try to kill it. Weren't we told last week that certain people in the state are marking such efforts and may ask an account for them?

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.  
FRS0266 4 I 0366 TUR /AFP-BH72  
Turquie-Kurdes-Irak

Trente-trois combattants du PKK tués par le PDK dans le nord de l'Irak

ANKARA, 4 sept (AFP) - Trente-trois rebelles kurdes de Turquie ont été tués dans le nord de l'Irak, lors d'une opération déclenchée samedi par le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), une formation kurde irakienne, a affirmé lundi à l'AFP le représentant du PDK à Ankara, M. Safeen Dizai.

L'opération du PDK visait à nettoyer, avant l'arrivée de l'hiver, les séparatistes kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui se servent du nord de l'Irak comme base arrière et avaient ces derniers jours lancé des attaques contre le PDK.

Dix-sept autres rebelles du PKK ont été capturés dimanche, ainsi qu'une grande quantité d'armements, de munitions et des matériaux dans deux caches d'armes du PKK, a poursuivi M. Dizai.

"L'opération de nettoyage se poursuit et va continuer", a-t-il ajouté. Il a précisé que les forces du PDK se concentraient dans les régions de Merga Sor et de Shirwani, qui étaient parmi les objectifs de l'armée turque lors d'une opération dans le nord de l'Irak en juillet.

"Nous espérons réduire la menace du PKK avant novembre", a-t-il poursuivi. M. Dizai a affirmé qu'un millier de combattants du PKK pourraient avoir s'être repliés dans les montagnes ou vers la Turquie. Un autre millier d'hommes du PKK pourraient en revanche être toujours présents dans les régions contrôlées par le PDK.

Le PKK avait déclenché ses attaques contre le PDK le 26 août et quelques 60 hommes avaient été tués des deux côtés.

Le PKK vise à torpiller un accord signé le 11 août à Drogheda (Irlande) entre le PDK et son rival kurde irakien, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), pour mettre un terme à des combats qui ont fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994.

Le PKK affirme que cet accord, obtenu sous l'égide des Etats-Unis, vise également à éradiquer ses activités dans le nord de l'Irak.

Une éventuelle coopération militaire n'a pas été décidée entre la Turquie et le PDK lors d'une série de rencontres bilatérales qui ont eu lieu depuis jeudi à Silopi (Turquie, sud-est), selon M. Dizai.

NJS-KG/hc/mf

AFP /AA1234/041202 SEP 95

TOBB releases its controversial report: 'Eastern Question - Diagnosis and Observations'

# Report: Kurds oppose separate state

- Asked about their mother tongue, 89.8 percent of those polled said 'Kurdish,' 6 percent 'Zaza,' 3.5 percent indicated 'Arabic,' and 0.007 percent answered 'Turkish,' report says
- Among those who are seeking 'a structural change within the society,' 13 percent demanded a Kurdish state, 13 percent wanted autonomy, 19.4 percent proposed reforms on the local level while 42.5 percent of the interviewed demanded a federation, the report found
- Asked whether they have any relatives with links to the PKK, 34.8 percent did not hesitate to say, 'Yes.' Among those who have relatives in the PKK, 40.3 percent said that the PKK's main aim was to establish an independent state
- 'It appears that an important element of the sectors that the PKK is recruiting its political and armed cadres from will ask the organization to continue its bloody struggle in the East on the political plane,' the report indicates

■ 'If the organization all at once declares that it is laying down its arms and is entering politics, then Turkey could be caught unawares as it gains the support



THE REPORT 'EASTERN QUESTION - Diagnosis and Observations,' was released by the Turkish Chambers of Commerce and Commodity Exchange (TOBB) on Thursday. The Chairman of the TOBB Yalim Erez (center), Prof. Doğu Ergil (right) — who was in charge of the research — and TOBB Administrative Board member Hasan Deniz Jürü (left) announcing the report in a press conference.

TDN Cengiz Uysal

According to the report, while 52.7 percent did not answer the question, 'What do you think the PKK can not achieve?' among those who answered, 27 percent said that PKK cannot form a Kurdish state, while 10 percent stated that it can not divide the country. Those who believe the Turkish Republic (TC) would be successful in battling against the PKK were 20.3 percent, while 76.8 percent believed that the TC would not be successful,' the report claimed.

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

ANKARA- The report entitled "The Eastern Question — Diagnosis and Observations," published on Thursday by the Turkish Chamber of Commerce and Commodity Exchange (TOBB), compared the political violence occurring in the south-east and eastern region to a wound which has burst after being infected with internal as well as external germs.

"It is necessary to identify the characteristics of the wound and to sterilize the area. The cure can only be successful after these conditions are met," stated the report, continuing the medical analogy. The field work was carried out in the most problematic cities among the people who are defined as "Kurdish." Permanent residents in the southeastern provinces of Diyarbakır, Batman and Mardin were chosen as interviewees. Three cities on the Mediterranean: Adana, Mersin, and Antalya were selected as the cities which attract immigrants from the southeast. The number of people interviewed for the research was 1,267 in these six cities. 90.3 percent were male; 9.7 percent were female.

The report findings are as follows: "Seventy-six percent have regular jobs, 23.3 percent are unemployed, 95.5 percent of them do not have agricultural jobs and 82.2 percent do not own their own land. Those who own land, but can not use it for the time being because of the evacuation of their villages, make up 3 percent."

Kurdish ethnic origin accounted for 90.8 percent, 5.6 percent Zaza, and 3.6 percent as Arab.

In response to the question what is their mother tongue, 89.8 percent answered that it is Kurdish, 6 percent said it is Zaza, 3.5 percent indicated Arabic, and 0.007 percent said it is Turkish. Turkish is the second-best language of 87.7 percent and 3.7 percent stated that they do not know any second language. When asked which language they use in daily life, 65.1 percent stated that they use Kurdish, while 15.1 percent use Turkish. However, they said, that was only in the home. When they are outside their home, 52.5 speak both Turkish and Kurdish together, while 23 percent speak only Turkish, and 21.5 percent speak only Kurdish.

A majority of them are Muslim — 97 percent; 1.4 percent are atheists, 0.002 are Christian. The division by sects is: 83.3 percent Sufi, 13.5 Hanefi, 1.7 Alevi.

"Families with one to ten members: 82.3 percent. Eighty-four percent are living in a house where there is only one family," indicated the report. There is a separate bedroom for the children in 38.2 percent. There is no separate bedroom for the children of 61.8 percent of the interviewees, while 20.4 percent have no kitchens in their homes. Sixty-five percent are living in houses that belong to them, while 35 percent live in houses owned by other people. In the three cities where people are permanently resident, 73 percent own their homes, while this is 56 percent for the other three cities in the Mediterranean. People build their own squatters—shanty houses—in the cities to which they emigrate and this increases the number of the people who own their own houses.

The report indicates that 67 percent buy newspapers regularly. Özgür Ülke—which has been closed down—is the most read daily with 35 percent. Television viewers total 76.5 percent, while 18 percent listen to or watch the televisions or radios of neighboring countries.

In response to questions about the Kurdistan Worker's Party (PKK), "when asked whether they have any relatives with links with PKK, 34.8 percent did not hesitate to say, "Yes". Among those who have relatives in the PKK, 40.3 percent said that PKK's main aim was to establish a state. Seventeen percent believe that democracy and the recognition of the Kurdish identity were the PKK's goals. However, 75 percent of those who have family members in the PKK do not want a Kurdish state to be established. They stressed that they favor a solution within the boundaries of the Turkish Republic. These demands are expressed as recognition of the Kurdish cultural identity, and the establishment of a political and legal structure."

According to the report, while 52.7 percent did not answer the question, "What do you think the PKK can not achieve?" among those who answered, 27 percent said that PKK cannot form a Kurdish state, while 10

percent stated that it can not divide the country. Indicating that they believe the Turkish Republic (TC) would be successful in battling against the PKK are 20.3 percent, while 76.8 percent believed that TC would not be successful," the report claimed.

The poll found "30.6 percent said that the PKK wants cultural and political rights, while 17 percent stated that the PKK wanted to establish a separate Kurdish state. The report found 5.6 percent believe that the PKK wants to divide people and thus create chaos.

According to the data, among those who have relatives in the PKK, 5.6 percent indicated that they do not believe that the PKK can achieve either federation or an autonomous state. The report stated that "5.6 percent of the interviewees believe that the PKK would enable the cultural and political rights of the Kurds to be recognized and that it will help Turkey's democratization."

"However, what became clear is that majority of those who were interviewed do not believe that the PKK can achieve its goals," claimed the report.

According to the report, when the answers to two questions — What are the aims of the PKK? Which targets can be achieved by the PKK? — are examined, the answers are: "the PKK wants cultural and political rights and it will achieve them."

"The widely accepted idea among the people is that if fought for with a strong belief, their modest targets can be reached," the report stated.

Among those who stated that the TC was not going to be successful against the PKK, 24 percent stated that the PKK enjoyed popular support, "18 percent indicated that the state was applying force and authority while 10 percent stated that state was using the tactics of terrorism as much as the PKK," said the report.

When asked what the state's policy in the Southeast should be, 3.2 percent stated that the cultural and political identity of the Kurds should be recognized, 7.5 percent supported the full establishment of democracy and 12.2 percent demanded investment and opening of new job opportunities.

According to the report, among those were interviewed, 2.7

percent demanded the lifting of emergency rule, the office of village guards and the special forces.

The report interpreted this, saying that "The solution does not lie with the PKK. An agreement should be reached with the people of the area."

The report stated that among those who propose an independent Kurdish state, only 9.4 percent support talks with the PKK. This was interpreted as a sign that even the most radical do not want the PKK to be seen as the representative of the people of the area. "This information confirms that if the question is well understood, and a healthy approach taken, it can be solved without the involvement of the PKK. In another words, the PKK is not the reason for the problem but a product of it. If the problem is solved, PKK might either disappear or become a marginal organization that engages in unregistered business," the report claimed.

Among those interviewed, 46.7 percent approved of the PKK's current policies and tactics. The report claimed that the support given to the PKK is higher in the cities to which people migrated than the cities in the Southeast.

"This confirms that the immigrants were disappointed after they came to these cities, and that they did not get what they had expected, such as a peaceful environment. Another interpretation which can be made is that enforced migration can radicalize the people involved," stated the report.

As for the question concerning what it was that they endorsed among the organization's activities, 64 percent of those polled were reluctant to provide an answer the report said, going on to make the following points:

"The results of the questionnaire have shown that the overwhelming majority of the Kurdish people do not believe that the organization is either a peaceful one or one which is waging a legal struggle for human rights. If they can secure the means to achieve their expectations without the organization, then there is no reason why the PKK should not be marginalized and pushed outside of politics. In other words, if the expectations of the people are realized without violence, then the organization's activities will lose their social support and appear merely as a series of terrorist activities." According to the report, 64.1 percent of those polled provided no answer to the question of what

In response to the question what is their mother tongue, 89.8 percent answered that it is Kurdish, 6 percent said it is Zaza, 3.5 percent indicated Arabic, and 0.007 percent said it is Turkish.

Turkish is the second-best language of 87.7 percent and 3.7 percent stated that they do not know any second language. When asked which language they use in daily life, 65.1 percent stated that they use Kurdish, while 15.1 percent use Turkish

they do not support among the activities of the organization. Of those who did give an answer, 47.8 percent complained about the extreme acts of violence, of the massacres perpetrated by the organization and the fact that it had obliterated any environment for democratic debate.

Of those who answered the question of what the PKK must do instead of its activities which do not meet with approval, 53 percent said that "the organization must give up its arms and struggle democratically as a political party."

In view of this result, the report said: "The people of the region see the PKK as a multifaceted means of expressing their requests despite all the difficulties it is imposing on them and their belief that it will not be able to realize much of its aims."

The assessment continued: "It appears that an important element of the sectors that the PKK is recruiting its political and armed cadres from will ask the organization to continue its bloody struggle in the East on the political plane. The PKK has to sooner or later respond to this request. Otherwise it will face difficulties in attracting militants and resources. The Turkish Republic has based its struggle with the said organization wholly on military strategy. If the organization all at once declares that it is laying

down its arms and is entering politics, then Turkey could be caught unawares as it gains the support of world public opinion. The struggle against the PKK must be seen as only one aspect of the Eastern question. The Kurdish phenomenon is an aspect of the Eastern question. Because of this, there is an advantage to continuing economic, administrative and cultural initiatives independent of the armed struggle."

Responding to a question on how the government will secure internal peace, 5 percent of those polled said that "everyone must be able to express their identity, express their thoughts, organize, and the organizations that are established must be accepted as interlocutors." Of those polled, 9.8 percent maintained that this government will not be able to solve the problem. On the other hand, 5.8 percent of those polled called for the Kurdish reality and the Southeastern problem to be acknowledged, for denials and pressures to be given up, and for economic rehabilitation to be undertaken. While 8.8 percent of those polled called for the PKK to be accepted as an interlocutor and for the state to respond to the organization's call for a cease-fire, 15 percent wanted the state to recognize the Kurdish identity, to give cultural rights to the Kurds and to provide the appropriate democratic environment in which these rights can be enjoyed.

Social, cultural, and educational reforms should be carried out so that the individual is free of traditional control mechanisms. The base of politics should be enlarged and all kinds of political programs and organizational movements should be encouraged except separatism. If these are not done, the East will continue its bloody fight within its traditional underdeveloped structure.

By cross-referencing the answers to the questionnaire, it appears that 42.5 percent of the Kurds identified themselves with their ethnic origin, 21.8 percent as Turkish citizens and 9.3 percent with their religious identity. The report evaluated these findings as follows:

"The PKK can be compared to a train. The militant nucleus of the organization aims at arriving at the station of complete independence. However, the local people are ready to step out of the train when they arrive at the stops of more independence in regard to their daily lives, income, job, edu-

**Social, cultural, and educational reforms should be carried out so that the individual is free of traditional control mechanisms. The base of politics should be enlarged and all kinds of political programs and organizational movements should be encouraged except separatism. If these are not done, the East will continue its bloody fight within its traditional underdeveloped structure.**

# State allegedly intends to limit Kurdish issue to Tunceli province

**Collaboration: It is claimed that state even cooperates with outlawed leftist organizations in order to neutralize PKK**

By Sinan Yilmaz  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey passed the month of July in heated debate over the constitutional amendments and also the alleged violent actions by police special forces against the people in Tunceli.

Almost everyone from the president to the regional deputies has taken part in this controversy. Tunceli, which was once called Dersim, has seen bloody revolts throughout history. Since the beginning of actions by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Tunceli has been very much in the public eye. However, Tunceli really hit the headlines in September 1994.

With the beginning of operations in the hamlet of Mirik near the village of Gokcebag on September 25, claims were made that pressure was being applied to the people in the region. Furthermore, it was claimed that eight people had been killed during that operation. Düzali, Gülüzar, Yeter, Hatun and Elif Serin were said to be missing, but their bodies, as well as those of two unidentified children, were found. Ali Işık Hıdır, who was doing his military service, had allegedly gone to Tunceli to search for his missing family and was found dead in the river Kutu.

Nearly 40,000 security officials participated in widespread operations in the region to find and arrest Şemdin Sakık, a prominent PKK militant. It was then that claims that villages had been burned were put forward.

The headmen of villages alleged to have been burned down went to Ankara and voiced their complaints against the soldiers. Protests in various cities particularly in Istanbul and Ankara followed the allegations. The incidents in Tunceli did not come to a halt.

On July 4, PKK militants attacked the police special force responsible for the protection of the TV transmitter and killed four of them. Police attending the funeral of their colleagues accused Tunceli Governor Atıl Uzelgün of being communist. Despite the efforts of Ünal Erkan, governor of the emergency rule region, the demonstrations staged by the police force were covered extensively by the newspapers and the TV. It was claimed that the policemen attacked people and beat them up. Later the claims were made that the police special force were members of the Nationalist Movement Party (MHP), known for its ultranationalist views, and that they carried the emblem and the signs of this party.

As a matter of fact, it was Şevket Kazan, deputy chairman of the pro-Islamic Welfare Party (RP) parliamentary group, who first put that issue on the agenda. Kazan had said that the policemen who escorted him and his colleagues during their visit to the region used the MHP's signs (three crescents, wolf head or Fu Manchu moustaches) and that they had even put flags on their cars to

make their allegiance clear. Besides the news reports and articles, TV channels also gave coverage to such allegations.

Following the July incident, Security General Director Mehmet Agar said he would go to Tunceli to launch an investigation into the case. According to the statements made then, 35 members of the special police force were posted to other cities. With Agar's visit to Tunceli, Fu Manchu mustaches symbolizing the MHP were shaved off rapidly. However it was alleged that after Agar's departure from the region, they were allowed to grow again.

With the increase of the struggle between the security forces and the PKK militants, the evacuation of villages was also brought onto the agenda. As of 1991, villages began to be emptied. By the end of 1993, 871 villages had vacated in the region. According to official figures the number of villages which saw evacuation in 1994 was 2,015. This figure was 2,505 by end of June 1995. People in Tunceli claim that the number of villages which have been vacated in Tunceli is around 150. According to official figures, that number is 40.

This situation has led to questions as to why such a strong reaction was shown to the evacuation of 40 villages in Tunceli when the number of evacuated villages is alleged to be 2,500 in other places.

Tunceli residents are Alawite Kurds. The literacy rate is 98 percent. Even ordinary people have political experience. In the past, outlawed leftist organizations such as TIKKO, TDKP and, to an extent, Dev-Sol were considerably active in the area and they still maintain their influence there. Another active illegal organization in this province is the PKK. Tunceli, paradoxically, still maintains its peculiarity of being stronghold of social democratic parties.

Local sources claim that at present the PKK has 1,200 armed men in the region. It is alleged that the total number of militants tied to other illegal organizations is equal to the number of PKK militants. Independent sources claim that an armed group which held a strategic point in the mountains in Tunceli could even challenge an army, because, they say, Tunceli's geography is perfect for such tactics.

It is claimed that Tunceli is being used as a scapegoat in the struggle against the PKK. Some illegal leftist organizations are allegedly benefiting from Tunceli.

A source who requested anonymity claimed that the state is in collaboration with outlawed leftist organizations. It is alleged that there have been efforts to give the impression that the PKK has been neutralized in the East and the Southeast and that the problem only exists in Tunceli. Therefore, it is claimed, security operations in Tunceli have been increased.

The same source has also alleged that since Tunceli is host to activity by almost every party and organization, it has been chosen as the spot in which to isolate the Kurdish question.

Referring to the question as to why the reaction to the evacuation of villages in Tunceli was so strong, the same source claimed that was a result of state policy. It was alleged that state thinks that when the problem in Tunceli is solved, the Kurdish question, too, will be resolved.

## U.S. Helsinki Watch asks Çiller to investigate disappearances and murders

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- U.S. Helsinki Watch (HW), the U.S. Congressional commission for the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), sent a letter Aug. 3 to Turkish Prime Minister Tansu Çiller expressing "grave concern about unsolved disappearances and murders in Turkey."

The letter, signed by HW Chairman Rep. Christopher H. Smith and ranking minority commissioner Rep. Steny H. Hoyer, used the figures provided by the Turkish Human Rights Association as a source, according to which "more than 400 people have disappeared or have been found murdered" in the past 18 months. Smith and Hoyer said "this occurrence is especially prevalent in Southeast Turkey, an area under martial law, inhabited mainly by Kurds."

The letter ended calling on Çiller "to use your good offices to end what is alarmingly becoming a regular occurrence in Turkey. Disappearances and murders while in custody cannot be tolerated, especially in a country which purports to be democratic and which has undertaken international human rights commitments. We hope that you will be successful in combating activities of this nature and offer our support to you in this endeavor."



Prime Minister Tansu Çiller

The letter was also co-signed by 28 additional members of the U.S. House of Representatives, some of them well-known critics of Turkey and champions of Kurdish, Greek and Armenian causes like John E. Porter (R-IL), Eliot L. Engel (D-NY), David E. Bonior (D-IL), Nancy Pelosi (D-CA) and Frank R. Wolf (R-VA). The U.S. House has a total of 435 members.

SATURDAY, AUGUST 5, 1995

## Greece welcomes Çiller's conciliatory tone, but denies any support for PKK

*Agence France Presse*

ATHENS- Greece on Thursday hailed the conciliatory tone of an interview by Turkish Prime Minister Tansu Çiller on bilateral relations, but objected to her repeated allusion to Athens' alleged support for the separatist Kurds in Turkey. Greek government spokesman Evangelos Venizelos praised her interview published on Thursday in the Istanbul-based daily *Hürriyet* but said that allegations linking Greece with terrorist acts in Turkey are a "defamation that convince no one." The Turkish premier had warned Athens in the interview to "respect its agreements in cooperating against terrorism," after Turkey accused Greece earlier this month of backing the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels.

PKK leader Abdullah Öcalan had met six Greek parliamentarians in Lebanon, infuriating Turkey.

However, Çiller told the paper she was "confident that the disputes between Turkey and Greece could be resolved through dialogue and negotiation," and urged Greeks to "overcome their fear" of her country.

Venizelos complained that Çiller had "basically repeated all well-known Turkish positions."

Çiller had said she hoped that Greece, after dropping its veto against Turkey's joining an EU customs union in March, "will continue its new stand in order to start a new page in bilateral relations."

"We hope this (Athens' dropping of the veto) was well understood by our European partners and by Turkey," Venizelos said. Turkey's relations with the European Union "depend on relations of Turkey itself with international law, human rights and more generally what you call European culture," he added.

*Turkish Daily News*

Réfugié en France depuis vingt ans,  
il a élu résidence à Estissac depuis bientôt quatre ans



## Temo et son tembûr chantent le Kurdistan sur un nouveau CD

*Musicien kurde exilé en France depuis 1975, Temo a élu résidence à Estissac depuis bientôt quatre ans. Son troisième disque solo vient de sortir avec onze chansons pour clamer l'identité d'un peuple privé de son territoire.*

“ **L**e militantisme politique, j'en laisse aux autres; à ceux qui savent parler mieux que moi, à ceux qui sont plus convaincants mais je suis un fervent militant de mon peuple”, déclare d'emblée Temo avec son regard égaré, braisé qu'il plisse quand il réfléchit et qu'il perd dans le lointain, comme pour apercevoir au loin les hauteurs enneigées du Zagros, lorsqu'il évoque le Kurdistan. Le Kurdistan, ce pays rayé de la carte après la Première Guerre mondiale par les puissances occidentales en dépit d'une population de plus de 25 millions de personnes dont l'opinion internationale ne se souvient momentanément que dans des contextes dramatiques, de violence, d'oppression et de répression : populations déportées, rebellions étouffées dans le sang, villages rasés, bombardés ou anéantis sous les gaz chimiques, cortège misérable de milliers de personnes fuyant l'Irak au printemps 1991 dans les camps de la Force internationale où ils crouissent toujours, familles décimées par les exactions de l'armée turque commises avec l'accord tacite des grandes puissances, état d'urgence pour lutter contre l'extension d'une lutte armée des “peshmergas”, lutte fratricide dans l'illusion d'une fédération autonome du nord de l'Irak, attentats en dernier recours...

Le XX<sup>e</sup> siècle n'a offert à ce peuple fier et généreux, issu des plus anciennes civilisations de la Mésopotamie, que les larmes et la douleur. L'exil aussi.

### RETROUVER ET CHANTER L'AUTHENTIQUE

“Depuis on attend, on attend on ne sait pas quoi d'ailleurs...”, confie Temo en ajoutant : “On est comme des orphelins qui auraient pourtant leur père à portée de main mais inaccessible”. Lui, le Kurdistan, il en retrouve le chemin grâce à ses chansons et à son “tembûr”, le luth à long manche caractéristique qu'il s'est fabriqué lui-même. “On ne peut pas expliquer tout ce que les chansons permettent de sentir. Moi, par exemple je fais des chansons parce que lorsque je les chante, je retrouve l'odeur de ma mère”, précise-t-il avec l'une de ces images qui sont le privilège des langues orientales.

Si Temo est en France le musicien kurde le plus connu, ce n'est pas par hasard. La musique est son univers depuis qu'il est enfant, depuis qu'à 14 ans, il a fabriqué son premier tembûr et qu'il a animé les fêtes de son village, en Syrie.

Il travaille désormais à retrouver les mélodies et les complaintes traditionnelles kurdes car les chanteurs actuels, explique-t-il, sont de plus en plus influencés par la musique turque populaire, la musique arabe ou la musique occidentale. Les Kurdes eux-mêmes ne connaissent parfois plus la musique authentiquement kurde”. C'est cette authentici-

té, cette essence qui existe au-delà des spécificités régionales, dont il est en quête : “J'ai retrouvé beaucoup de chansons grâce à un journal qui était publié par des Kurdes au Caire dans les années trente et qui leur consacrait une rubrique”. Des chansons qui vantent les prairies, les plaines, la montagne, les jardins et les vignes; l'amour comblé ou inaccessible d'une femme trop belle, top riche comme “Sultane”...

Ces thèmes traditionnels, Temo les reprend dans les textes dont il est l'auteur. C'est le cas de “Il n'y a personne sans une plaie au cœur” : “Mon cœur à moi, pauvre de Dieu, est comme le chaudron des nomades sur le feu”. Il y mêle la nostalgie d'un paradis perdu, comme dans “Dêrik du Mont Mazî” : “Le village Dêrik, du Mont Mazî, est la terre de mes ancêtres. Hélas, cent fois hélas! Voilà des années que j'en suis éloigné”.

### “ L'IMPORTANT, C'EST D'EXISTER ”

La révolte s'imisce aussi pour chanter le paradis perdu. Violenté. Ravagé : “Je suis nu et affamé Ô Mollah. A quoi bon jeûne et prières? Peines et malheurs m'assaillent. A quoi peut servir cette longue barbe. Tu as fait de moi un esclave des ennemis. Tu as causé ma déchéance sous le joug de l'ennemi, hébété et indigent, dis-moi alors quelle est l'issue? Le dos courbé sous le poids des peines, tu as brouillé notre mémoire et nos cerveaux”.

Dans ce nouvel album, Temo a également mis en musique plusieurs textes de Cegerxwîn, un poète kurde mort depuis quelques années : “Patriotisme” ou “Terre de martyr” ou encore la très belle chanson “Ala Quemshê”, du nom d'un village : “Jeunes et vieux, femmes et enfants entassés comme des bûches, attachés comme du bois mort, n'ont eu aucune voie pour fuir. Qui est l'ami des faibles, des miséreux et des opprimés? Chacun se dit ami des forts. Nous faisons tous l'éloge du lion”. Il a aussi pour deux chansons associé à ce disque ses deux frères, Nasir et Bedirxan.

Quand on lui demande à qui il destine ce disque, il sourit : “La musique pour moi est comme un champ. Pour qui fait-on pousser le blé? Pour qui fait-on pousser les roses? Mon ambition en faisant ce disque, c'était qu'on puisse trouver partout en France, chez tous les diffuseurs de disque, de la musique kurde”. “L'important, rappelle Temo, c'est d'exister”. Ce qui vaut pour lui comme pour sa musique.

### UN KURDISTAN LIBRE ET DÉMOCRATIQUE ?

Lui le chantre d'une culture millénaire refuse le repli, la nostalgie.





**Temo animait à 14 ans les fêtes de son village, en Syrie où il n'a pu retourner, pour la première fois que l'an dernier.**

Temo veut rester confiant : *"Ce n'est plus possible qu'on entende encore parler de destruction. Il faut maintenant évoquer le fait de construire. Je suis convaincu que les Kurdes ont leur avenir en main, à condition qu'ils dépassent leurs querelles, leurs divisions et qu'ils instaurent au sein de leur communauté la liberté et la démocratie. Solidaires, dotés d'un projet mûri et précis, je pense que les Kurdes pourront négocier avec la France, l'Allemagne ou les USA d'imposer aux pays qui se partagent le Kurdistan (NDLR : l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'ex-URSS), de donner un pays et la liberté aux Kurdes".*

Si Temo voit dans la volonté de la Turquie d'entrer dans la CEE l'occasion pour les Kurdes de faire valoir leurs droits, il ajoute quand on lui demande s'il pense pouvoir vivre un jour dans un Kurdistan libre et démocratique : *"Ce qui compte, c'est de le préparer. Ce qui compte c'est d'exister pour que d'autres vivent demain plus heureux que moi. C'est le long terme qui compte".* Et que ce jour là, la musique traditionnelle du Kurdistan soit là, après avoir été préservée, recueillie et léguée par sa voix et son tambûr...

**Valérie Alanièce**

Temo, "Chants et musiques kurdes", ed. Ethnic Audivis.

Dernières Nouvelles d'Alsace - 9 août 1995

**EXPRESS**

Turquie

**Un journaliste emprisonné**

● ● ● *Un journaliste turc qui servait d'interprète à un médecin de Thann, a été arrêté samedi dans le Kurdistan Turc.*

Jakub Karademir est journaliste à l'hebdomadaire istambulote Roj, militant des droits de l'homme et correspondant de Reporter Sans Frontière en Turquie. Dans le cadre d'une mission de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et de France-Libertes, il accompagnait le Dr Henri Metzger, praticien à l'hôpital de Thann, et Me Etienne Jaudel, du barreau de Paris, pour enquêter sur les grèves de la faim entamées depuis le 14 juillet par les prisonniers politiques kurdes en Turquie. Débutée le 31 juillet, la mission a été interrompue par l'arrestation du journaliste, samedi midi, à Mardin, dans le Kurdistan Turc, en présence des deux délégués. Depuis le Dr Metzger et Me Jaudel sont sans nouvelle de leur interprète.

Dans un communiqué paru hier, la FIDH et France-Liberté exigent du gouvernement turc, « la libération immédiate » du prisonnier. Des lettres de protestation ont été envoyées au consulat turc de Strasbourg et à l'ambassade de Turquie. Parallèlement, le conseil de l'Europe et les Nations Unies ont été saisis.

## Russische Freundschaftssignale an die Türkei

### Besuch des russischen Unterstaatssekretärs Tschernischew

Mit einem Besuch des russischen Unterstaatssekretärs Tschernischew versuchten Russland und die Türkei ihr gespanntes Verhältnis zueinander zu verbessern. Gegensätzliche Positionen zu Themen wie Bosnien oder Tschetschenien blieben zwar bestehen, doch zeigten sich beide Seiten entschlossen, eine solide Partnerschaft zu schaffen.

#### C-I. Ankara, Ende Juli

Ende Juli hat ein seit langem geplanter Türkei-besuch des russischen Unterstaatssekretärs im Aussenministerium, Albert Tschernischew, stattgefunden. Es ging Moskau darum, die gespannten Beziehungen mit der Türkei zu verbessern. Einen geeigneteren Abgesandten hätte man schwerlich finden können. Tschernischew hatte Russland sieben Jahre lang als Botschafter in Ankara vertreten und sich durch seine konstruktive Haltung grosser Popularität erfreut, nicht nur in Regierungskreisen, sondern in allen Gesellschaftsschichten. Jedoch hielt das Tauwetter, das er in den türkisch-russischen Beziehungen so tatkräftig unterstützt hatte, nach dem Zerfall der Sowjetunion nicht mehr lange an.

#### Gegensätzliche Standpunkte

In der Bosnienfrage beziehen die beiden Nachbarstaaten heute gegensätzliche Positionen, dasselbe gilt in bezug auf Tschetschenien. Die Russen behaupten, dass türkische Freiwillige die dortigen Rebellen unterstützt hätten. Russlands Ankündigung, sich im Kaukasus nicht länger an das Abkommen über die konventionellen Streitkräfte in Europa (CFE) zu halten, hat in Ankara grosse Besorgnis hervorgerufen. Die Errichtung russischer Militärstützpunkte in Erewan und Georgien bedeutet in den Augen türkischer Strategen eine erneute «Bedrohung aus dem Norden». Die Sympathie, welche die Türken den Tschetschenen bezeugten, führte die Russen im Gegenzug dazu, Sympathien für die Kurdische Arbeiter-Partei (PKK) aufzubringen. In diesem Sinne wurde der PKK die Erlaubnis erteilt, in Moskau ein «Kurdisches Haus» zu errichten.

Tschernischew brachte in Ankara Moskaus Unzufriedenheit bezüglich der türkischen Haltung zu Tschetschenien zur Sprache. «Jene, die in Glashäusern wohnen, dürfen nicht mit Steinen werfen», liess er verlauten. Der offizielle Standpunkt der Türkei hierzu ist, dass der Konflikt auf friedliche Weise gelöst werden müsse, unter Berücksichtigung von Russlands territorialer Integrität. Tschernischew liess es sich nicht nehmen, türkischen Journalisten zu versichern, dass Russland und die Türkei entschlossen seien, eine solide Partnerschaft aufzubauen. Es gebe bezüglich wichtiger Fragen keine wesentlich verschiedenen Gesichtspunkte, liess er verlauten. Wohl gebe es

gewisse Probleme, aber das sei normal zwischen zwei Staaten.

#### Suche nach besseren Beziehungen

Diplomatische Kreise verfechten die Ansicht, dass es wünschenswert wäre, die gegenseitigen Beziehungen wieder auf das Niveau der letzten Tage der Sowjetunion zu verbessern. Die Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Ländern haben einen systematischen Aufschwung erlebt, und es ist vereinbart worden, dass der russische Regierungschef Tschernomyrdin die Türkei noch vor Jahresende besuchen wird. Solche gegenseitigen Besuche würden den Weg zur Erreichung eines Einverständnisses in schwierigen Fragen ebnen, hiess es. Dies würde auch einen bedeutenden Beitrag zur Förderung der regionalen Stabilität darstellen, wurde mit Nachdruck betont.

Anfang des Jahres hatte der sensationsgierige Rechtsextremist Schirinowski den Vorschlag gemacht, dass die Türkei und Russland den Europarat verlassen und zu zweit einen neuen Europarat gründen sollten. «Man wird euch wegen der Südostanatolienfrage und, wenn das nicht gelingt, wegen der Zypernfrage aus dem Europarat entfernen», prophezeite er an die Adresse der Türkei. Einer Einladung in die Türkei und nach Istanbul würde er augenblicklich folgen, sagte er, seine früheren aggressiven Aussprüche gegenüber der Türkei ignorierend.

#### Sorgen über Transportwege

Von russischer Seite ist man über die neuen Regelungen Ankaras zur Durchfahrt durch die türkischen Meerengen nicht entzückt und befürwortet eine Rückkehr zum Montreux-Vertrag. Tschernischew brachte in Ankara einem Journalisten gegenüber den Vorschlag auf, dass zwei Routen für den Transport des kaspischen Erdöls erwogen werden könnten, um beiden Vorstellungen, den türkischen wie auch den russischen, gerecht zu werden. Präsident Demirel hatte Jelzin eine Botschaft geschickt, in der er sein Bedauern darüber ausdrückte, dass der russische Präsident der Schwarzmeer-Wirtschaftsgipfel-Konferenz, die in Bukarest tagte, nicht beigewohnt hatte. In Bukarest sprach Demirel den Präsidenten von Georgien, Schewardnadse. Dabei wurde die in der zweiten August-Hälfte geplante Öffnung eines Grenzübergangs zwischen der Türkei und Georgien zur Sprache gebracht.

# Les Kurdes de Turquie réclament des droits plutôt que l'indépendance

## Un rapport propose une nouvelle approche pour ramener la paix dans le Sud-Est anatolien

### ISTANBUL

de notre correspondant

Les Kurdes de Turquie ne veulent pas d'un Etat indépendant, mais la politique militariste du gouvernement radicalise la population du Sud-Est anatolien, affirme un rapport innovateur intitulé : « Le problème du Sud-Est : diagnostics et observations », publié jeudi 3 août par une association de chambres de commerce comptant 700 000 membres en Turquie. Le rapport, très critique à l'égard de la politique actuelle des autorités, conclut que l'octroi de droits culturels et politiques permettrait de réduire considérablement le soutien accordé par la population kurde au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans la région où, depuis onze ans, les forces gouvernementales et les militants kurdes sont engagés dans un conflit sanglant, qui a fait plus de 17 500 victimes.

Inclus dans le document, préparé pour l'Union des chambres et des Bourses (TOBB) par le professeur Dogu Ergil de l'université d'Ankara, figure le premier sondage d'opinion sérieux effectué auprès des principaux concernés : les Kurdes du Sud-Est anatolien.

Les résultats de ce sondage, effectué auprès de 1 267 personnes choisies au hasard dans six localités - Batman, Mardin et Diyarbakir, dans le Sud-Est anatolien, ainsi que Mersin, Adana et Antalya, trois villes où vivent des réfugiés kurdes contraints de quitter leurs villages - révèlent que 85 % des Kurdes ne souhaitent pas un Etat indépendant, mais que 42,5 % estiment qu'une fédération serait une bonne solution, même si le sens du mot « fédération » est apparem-

ment mal compris. 89,8 % des personnes interrogées ont cité le kurde comme langue maternelle, 34,8 % ont admis avoir des membres du PKK parmi leurs proches et 46,7 % ont déclaré soutenir l'organisation.

Leur perception du PKK est très différente de celle des autorités turques, puisque 30,6 % ont déclaré que le PKK luttait non pas pour un Etat kurde, mais pour les droits politiques et culturels des 10 à 12 millions de Kurdes qui vivent en Turquie. Les conclusions du rapport comparent le PKK à un train, en route vers un terminus qui serait l'avènement d'un Etat indépendant, mais dont les passagers sont prêts à descendre aux gares intermédiaires où une plus grande indépendance, un niveau de vie meilleur et le respect de leur identité culturelle seraient accessibles. En l'absence d'une alternative à la manière forte, la Turquie n'aurait rien à proposer au cas où le PKK, dont les appels au cessez-le-feu ont été rejetés par les autorités turques, déciderait de déposer les armes, avertit la TOBB.

### UN DOCUMENT D'IMPORTANCE

Ce document est important à plus d'un titre et va probablement alimenter le débat au cours des mois à venir. D'une part, il a été préparé par une association bien connue, dont le président, Yalim Erez - lui-même d'origine kurde - est un proche du premier ministre Tansu Ciller. C'est d'ailleurs cette respectabilité qui a permis aux auteurs de cette recherche de travailler sans être inquiétés par les forces de sécurité, ni d'ailleurs par le PKK.

D'autre part, les résultats de ce

sondage confirment ce que de nombreux libéraux tentaient de faire comprendre aux politiciens depuis longtemps, à savoir qu'un compromis sur l'identité culturelle kurde ne mènerait pas à la division du pays, mais que, par contre, la politique militariste des autorités ne fait que renforcer l'influence du PKK. « Ce rapport arrive à un moment opportun, tout le monde veut mettre fin à la violence », explique le professeur Ergil, qui espère que cette démarche donnera naissance à « une approche plus saine du problème ». Le rapport semble également confirmer que les difficultés économiques, le manque de développement et d'infrastructure et les structures sociales archaïques sont des facteurs importants de mécontentement dans le Sud-Est anatolien.

Les habitants de la région se plaignent de la pression exercée par les forces de sécurité, qui confondent identité kurde et séparatisme kurde. Les méthodes brutales utilisées par les forces de sécurité, critiquées par les participants au sondage, ont également été condamnées par les partis d'opposition au cours des derniers jours. La situation délicate dans la ville de Tunceli, où les « équipes spéciales » de la police ont instauré ce que la presse turque décrit comme un régime de terreur, en représailles à une attaque ayant coûté la vie à trois de leurs membres, est à l'origine de ce débat. Selon les médias locaux, la nourriture est rationnée et les habitants, harcelés par les forces de sécurité, sont forcés chaque soir de parquer leurs véhicules devant la préfecture. Les « équipes spéciales » ont exprimé leur colère

après la mort de leurs camarades en manifestant contre les représentants du gouvernement, brandissant leurs poings avec le signe caractéristique des Loups gris de l'extrême droite nationaliste.

### ABSENCE DU POLITIQUE

« Les « équipes spéciales » ne se comportent pas comme des représentants de l'Etat, mais comme ceux d'un parti », a estimé Bulent Ecevit, le dirigeant du Parti démocratique de gauche (DSP), se référant au Parti de l'action nationale (MHP, extrême droite) dont de nombreux membres des forces de sécurité sont des sympathisants. Les autorités, bien qu'embarrassées par ces comportements, ne semblent pas prêtes à réagir. Le président Suleyman Demirel a affirmé qu'il s'agissait uniquement de « cas isolés ».

Le professeur Ergil estime quant à lui que tout espoir n'est pas perdu de rétablir la situation dans le Sud-Est. « La bureaucratie est un corps. Les politiciens devraient être le cerveau. En l'absence de politique, les muscles de la bureaucratie, des forces de sécurité, agissent automatiquement. Sans aucun doute, si les politiciens agissaient avec courage et détermination, ils pourraient contrôler les forces de sécurité. »

L'élargissement du champ politique, le développement économique de la région et des réformes sociales et culturelles sont indispensables pour mettre fin au conflit, faute de quoi, affirme le rapport de la TOBB, « l'Est poursuivra sa lutte sanglante dans le cadre de sa structure traditionnelle sous-développée ».

Nicole Pope

# Le discours européen en Turquie

*Une nouvelle génération de managers turcs construit une Turquie européenne, démocratique et touristique : une réponse au fondamentalisme religieux et à la misère.*

**H**ULISI BAYAM est « senior manager » de Sunway Touristik Gmbh, l'une des 19 sociétés de la puissante Orsa Holding présente dans le textile, le tourisme, la distribution, le bâtiment et l'informatique. Il a ses bureaux à la fois à Aschaffenburg, en Allemagne, et dans le superbe hôtel cinq étoiles Falez à Antalya, sur la riviéra méditerranéenne turque. A 33 ans, originaire d'Antalya dont il parle avec enthousiasme, il représente une nouvelle génération de décideurs, formés en Europe ou aux Etats-Unis et qui depuis une dizaine d'années transforment la Turquie en un pays moderne et européen, celui que voulait déjà Atatürk lorsqu'il proclama en 1923 la République turque laïque. « C'est vrai, la Turquie n'est pas le paradis, mais c'est un pays en marche avec des grandes possibilités d'avenir. C'est vrai qu'on est culturellement différent, mais depuis 70 ans on est européen. Nos actuels ministres ont souvent vécu en Europe ou en Amérique. Avec des petits pas, le pays va vers une plus grande démocratie, même s'il y a le problème kurde qu'il faut régler une fois pour toute. Dans les trois dernières années, notre société a évolué », dit Hulisi Bayam.

Il souligne que l'essor de la Turquie -aujourd'hui un pays autosuffisant et exportateur- ne peut se faire sans jouer la transparence (« Il faut tout dire et venir voir pour avoir une image juste ») et la démocratie, qui pour lui sont les meilleurs moyens de contrecarrer le fondamentalisme religieux implanté essentiellement dans les couches les plus miséreuses de la population. « Les partis de droite et religieux font du populisme et contruisent des mosquées en disant aux plus pauvres : regardez, est-ce que l'occident vous apporte cela? », raconte Hulisi Bayam, qui constate encore que deux handicaps majeurs freinent le développement de la Turquie : l'inflation énorme et les taux d'intérêts élevés.

## DE L'ANTIQUE AU MODERNE

Dans le même ordre d'idée, d'autres interlocuteurs expliquent la dernière élection d'un maire religieux à Istanbul par le vote de millions d'habitants des quartiers miséreux originaires des terres pauvres. Ce constat vaut aussi pour les Turcs émigrés en Europe, en Allemagne ou en France (sur les 57 millions de ressortissants turcs, seuls 41 % habitent dans le pays). Venant aussi pour beaucoup des contrées reculées d'Anatolie ou des autres provinces pauvres turques, gardant leurs anciennes traditions, ils vivent pour la plupart repliés sur eux-mêmes et paradoxalement s'euro péannisent beaucoup moins que leurs compatriotes restés en Turquie.

Le paradoxe est étonnamment vrai pour le port du voile islamique. En sillonnant pendant une semaine la région d'Antalya, nous n'avons vu très peu de femmes portant le foulard. Presque toutes celles qui l'avaient travaillaient dans les champs de coton, et se protégeaient du soleil.

Le voyage de presse était organisé par l'association des journalistes turcs en Europe que préside à Neu-Isenburg, près de Francfort, Ismail Tipi, de Hurriyet, et dont le but est de promouvoir le dialogue et une amitié avec leurs collègues européens. Certes, il serait faux d'affirmer que la région d'Antalya, la plus riche province du pays située au sud et baignée par la Méditerranée, est représentative de toute la Turquie.

Mais elle est significative du renouveau du pays. Dans chaque petit village, les élèves apprennent l'anglais et l'allemand. « Il y a deux générations, les familles turques étaient très nombreuses. C'est encore vrai dans certaines campagnes ou dans les montagnes. J'ai connu un homme qui avait 36 enfants de trois femmes différentes. Il avait du mal à savoir les prénoms de ses rejetons. Aujourd'hui, un couple n'a guère plus de deux ou trois enfants, dont beaucoup font des études universitaires. Dans certaines facultés, il y a plus de filles que de garçons. Beaucoup vont ensuite se former en Europe ou aux Etats-Unis », explique le fils du propriétaire d'une grande coopérative de tapis.

Toute la région d'Antalya connaît un boum économique fantastique. Avec des investissements étrangers, notamment allemands, des industries s'implantent ici et là. Partout, il y a des champs de coton, d'arbres fruitiers (des oliviers, des bananiers, des orangers...), de fleurs (sait-on que la tulipe a son origine en Turquie?). Avec 630 km de plage, une mer magnifique à l'eau pure, un climat paradisiaque avec 300 jours ensoleillés par an, des rivières descendant des montagnes du Taurus, et partout des vestiges antiques, témoins des civilisations successives qui ont enrichi ce pays depuis des milliers d'années (surtout ce superbe théâtre d'Aspendos où nous avons assisté à une représentation de Nabucco, par l'orchestre symphonique d'Istanbul), cette région vit aussi depuis 15 ans surtout du tourisme. Tout le long de cette côte, il y a des centaines d'hôtels de toutes classes, des clubs de vacances offrant toutes sortes d'activités, des ports de plaisance. Dans les montagnes toutes proches, on peut faire entre autres sports du rafting sur les rivières sauvages, et en hiver, du ski.

Antalya, la capitale, fondée au 2ème siècle avant Jésus-Christ par Attale II, roi de Pergame, est aujourd'hui une ville de plus de 500 000 habitants qui, au-delà de son vieil écrin séculaire de cultures romaine, chrétienne, byzantine, musulmane... est une grande ville moderne, avec des tours qui s'étendent à perte de vue, et qui est en passe de devenir une capitale culturelle, avec chaque année son festival international du film dont la palme est une orange d'or.

A l'Est, il y a Alanya, autre ville balnéaire et thermale, avec son château médiéval, à l'Ouest des charmantes petites cités comme Kemer.

## LES VALEURS DU TOURISME

La compagnie aérienne SunExpress, dont le siège est à Antalya, symbolise ce nouveau dynamisme turc. Créée en 1989, avec l'aide de Lufthansa et Turkish-Airlines, elle transporte aujourd'hui dans ses six avions (des Boeing 737 et des Airbus A320) 800 000 passagers par an, dont la moitié de touristes, et a réalisé l'année dernière un bénéfice de 2,5 millions de DM. « 50 % des gens que nous transportons viennent d'Allemagne, 20 % d'Autriche, le reste des pays de l'Est et d'Israël », indique Grégor Wende, son directeur commercial.

L'année dernière, six millions de touristes ont visité la Turquie, et l'objectif des autorités et du groupement des hôteliers et voyageurs de TURSAB, qui regroupe 2300

membres dont 340 dans la région d'Antalya, est d'atteindre les 10 millions. «Les touristes les plus nombreux aujourd'hui viennent de l'ex-URSS, d'Israël et d'Allemagne, et en moindre importance de la Grande-Bretagne et de France», disent-ils en expliquant qu'ils ont du mal à les faire venir une première fois mais qu'ensuite, dans 95 % des cas, ils reviennent. Ce tourisme et les nouvelles constructions, aujourd'hui freinées, ne risquent-ils pas de dénaturer la région? Non, répondent les responsables du club de la presse d'Antalya: «Certes, les prix ont augmenté pour ceux qui vivent là toute l'année. Même si les politiciens ne nous ont pas toujours écoutés, la presse a joué un rôle important pour sauvegarder le cadre naturel et

ancien de cette région. Nous avons réussi à imposer qu'on ne construise pas près de la plage. Le tourisme donne des centaines de milliers d'emplois à nos compatriotes qui viennent parfois des régions les plus pauvres. Il a une fonction culturelle et sociale». L'avis est aussi partagé par le directeur général de l'information au ministère du Tourisme, Femari Uyugun, qui affirme que l'image parfois négative de la Turquie à l'étranger n'est plus fondée: «Des fautes passées, on en a tiré les conséquences. Le tourisme est le meilleur instrument de fraternité entre les pays et il ne peut se développer que dans un pays tranquille».

Jean-Marie STOKEREL

# Les Kurdes et le PKK

*La Turquie a une image anti-démocratique à cause de sa guerre contre le PKK, le parti des travailleurs kurdes.*

C'est vrai qu'il y a un problème kurde. Il ne faut pas le cacher. Tout cela, c'est la faute des politiques. Il faudra bien un jour le régler, pourquoï pas en mettant sur le table la question de l'autonomie kurde. Ce discours a été tenu par plusieurs de nos interlocuteurs, représentant de cette nouvelle génération de décideurs turcs. Avec souvent cette question sine qua non: le PKK, qui mène une lutte armée dans le Sud-Est du pays, est-il représentatif du peuple kurde?

Le président du Club de la presse d'Antalya, Dursun Gundogdu, est Kurde. «Il ne faut pas mélanger le peuple kurde et le PKK. Le PKK n'a aucune légitimité pour représenter les Kurdes. C'est une organisation terroriste et nous sommes contre la violence. Mais en même temps, l'incarcération de députés kurdes, l'interdiction d'une presse et d'une culture kurdes par les autorités gouvernementales et militaires est une honte. Le problème numéro un pour les Kurdes, c'est d'avoir une représentation démocratique. Je suis d'accord pour une autonomie culturelle kurde», dit-il.

Comme d'autres de ses collègues, il fait des critiques sur la façon dont la presse européenne traite le problème kurde. Selon lui, elle exagère la réalité: «Des attentats, il y en a eu partout, en Espagne, en Italie, en Egypte. Dans de nombreux pays les touristes sont pillés. Ici, ils sont tranquilles. Il n'y a pas de délinquance».

## DISPOSITIF POLICIER

Meté Altan est le chef de la police à Antalya. Avec une bonne vingtaine d'années d'expé-

rience dans la lutte anti-terroriste, il a été nommé à ce poste après deux attentats perpétrés par le PKK en été 1993 à Antalya: l'un contre un autobus de la police, faisant un mort et 23 blessés, l'autre contre des touristes, dont l'un a été tué.

«A cette époque, beaucoup de touristes ont quitté Antalya, explique-t-il. Mais ils sont revenus. Surtout en Allemagne, le PKK utilise les médias pour leur faire peur. Il y a eu des attentats contre des agences de voyages en RFA, des appels au boycott, des tracts pour faire croire qu'il y a une véritable guerre civile partout en Turquie et que les touristes doivent y passer les vacances sous la protection des armes. Si notre travail à Antalya consiste à assurer leur sécurité des touristes, vous pouvez constater par vous-mêmes qu'il n'y a pas d'armes visibles».

Et de décrire un important dispositif invisible en place: 2 800 policiers, presque tous en civil, répartis par secteurs, en unités spécialisées... Les grands hôtels et les clubs ont eux leurs propres services de sécurité, qui sont contrôlés et formés sur les questions anti-terroristes par la police. Meté Altan raconte aussi que l'année dernière le PKK avait préparé un attentat lors du festival international du film à Antalya: «Mais nous avons saisi les explosifs avant. Plus récemment, début juin, nous avons également saisi des explosifs et arrêté plusieurs personnes», confie-t-il, en précisant que ses services ont réussi à infiltrer le PKK, car «les Kurdes vivant ici veulent d'abord travailler et ne sont pas un potentiel

pour le PKK. Nos informations viennent surtout d'eux».

## UN PROCHE DU PKK

En général, pour l'homme de la rue ou le touriste interrogé à Antalya, le PKK ne constitue pas la préoccupation première. Alors sans doute ce témoignage d'un commerçant kurde de la ville représente-t-il une minorité. L'homme affiche sa proximité du PKK. «Comme 80 % des Kurdes», affirme-t-il.

Il raconte que des unités spéciales de l'armée turque massacrent des villages entiers au Kurdistan, violent les femmes et les fillettes. Il reconstitue devant nous une édition du journal kurde que par précaution il a déchiré après l'avoir lu, «Yeni Politika», imprimé en langue turque à Istanbul. «Ce journal est interdit au Kurdistan. Ailleurs, il est autorisé à la vente, mais les gens qui l'achètent risquent d'avoir des ennuis avec la police. Quand il contient des informations importantes, il est saisi chez les vendeurs».

Notre interlocuteur dit aussi que la presse turque n'est pas objective sur le PKK, et que les Kurdes qui travaillent dans les hôtels ou exercent le métier de cireur de chaussures n'ont pas une bonne information. Il conteste que le PKK fasse du trafic de drogue pour se financer, mais affirme qu'il taxe les trafiquants d'héroïne. «Le PKK ne mène pas une guerre contre les touristes, mais les touristes financent la guerre que mène l'Etat turc contre le PKK. Mon cœur est blessé par cela», dit-il encore.

J.-M.S.

# 'TOBB Report' debate heats up as PM Çiller denies she is involved

**Criticism: ANAP leader Yılmaz and Emergency Rule Governor Erkan charge report with being an attempt to open up the "federation" and "second official language" debates**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Reactions to the controversial report on the situation in Southeast Anatolia, commissioned by the Turkish Union of Chambers (TOBB) and prepared by Professor Doğu Ergil, continued to reverberate on Monday.

Prime Minister Tansu Çiller strongly denied reports that she was the one who had ordered the 168-page document to be prepared saying her party had undertaken its own investigation into problems of region and acted on the findings.

Main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz told reporters on Monday after a meeting of party executives that this report was trying to introduce "two subjects to the public agenda."

Yılmaz said these subjects were that of a "federation" and that of a "second official language."

Yılmaz added that this was the view of Emergency Rule Governor Unal Erkan, the highest ranking civilian official in the Southeast overseeing the fight against the outlawed separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

Yılmaz said if what Erkan was saying is true than there is "a very serious situation" which would not serve the interests of either the country or citizens in Southeast Anatolia. Erkan had earlier on Monday rejected the reports' findings especially concerning the questions of "federation" and "language," and had charged its authors with not knowing the region they had written about.

Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit, speaking in Van to reporters, for his part also criticised the report saying it was "rife with contradictions."

"In one section it says businessmen do not invest in the Southeast, and in another section it says the state should not invest in those regions. It is not possible to understand these contradictions," Ecevit said.

The "TOBB Report," as it has come to be known, contains an in-depth analysis of the situation in the Southeast based on interviews with thousands of people in the region. It also provides some recommendations to alleviate Turkey's "Kurdish problem" by means other than the use of arms.

While leading to a wide-ranging public debate as expected, the report has been strongly opposed by conservative circles, led by the head of the ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP), Alparslan Türkeş.

Türkeş on Saturday characterized the report as "devoid of scientific content" and effectively called it "rubbish," but fell short of offering explanations to suggest his judgment was based on a full review of the contents of the controversial document.

"The way the report was prepared is wrong. Do the rapporteurs see our people living in the Southeast as being one with the PKK? Under what scientific methodology has this report been prepared? This report is deliberate and made up," Türkeş said. The report was also heavily criticized

over the weekend by main opposition Motherland Party (ANAP) Mesut Yılmaz and dubbed a "CIA report."

Speaking in the Mediterranean resort of Sorgun where he was on holiday, Yılmaz told reporters on Sunday that there were "serious similarities" between a report prepared before on the subject by the CIA and this report.

Arguing, like Türkeş, that the report was "deliberate," Yılmaz said there were claims "it had been prepared in such a way as to serve the interests of a certain political inclination." "There are claims that (the report) was prepared according to the requests of the government," Yılmaz said.

He added that this appeared to be the case judging by an "inadvertent remark made by the prime minister."

During a press conference to promote the Seventh Five Year Economic Development Plan on Friday, Prime Minister Çiller momentarily referred to the TOBB Report as "our report" only to correct herself immediately afterwards.

This mistake was, however, interpreted generally as representing a "political Freudian slip" and as pointing to who was really behind the commissioning of this report. A written statement from the Prime Ministry on Monday, however, denied in categorical terms press reports that Prime Minister Çiller had ordered such a report to be prepared. Answering reporters' questions on the subject on Monday after a meeting of top executives of her True Path Party (DYP), Çiller said she had received the TOBB report at the same time as Mesut Yılmaz had, thus suggesting that she had no prior knowledge of it.

Repeating that she had "nothing to do" with the report, Çiller said that they as a party had conducted their own investigation into the situation in the East and Southeast and had announced a program involving a series of projects in the region in the light of their own findings.

Asked about ANAP leader Yılmaz's reference to the TOBB Report being a "CIA report" Çiller said bitingly: "What CIA report? Does Mr. Yılmaz have something to do with the CIA, that is, in a manner that we are not aware of?" A senior DYP deputy, Yaşar Dedelek, also denied on Monday reports that Çiller was behind the preparation of this report. Dedelek said that if the prime minister had wanted to commission such a report she would

*Turkish Daily News*

TUESDAY, AUGUST 8, 1995

have worked through her party and empowered a deputy chairman of the DYP to prepare it. When asked to evaluate the report, Dedelek merely said it would be wrong to provide such an assessment before the report was read in full.

Meanwhile, Emergency Rule Governor Ünal Erkan on Monday lent his voice to the chorus of reactions to the report. Talking to reporters in Diyarbakır, Erkan said the report had produced "two tall orders." One of these concerned the question of a "federation," he said, and the other the question of a "second official language" in Turkey.

Erkan, who was talking just prior to flying to Bingöl by helicopter with Interior Minister Nahit Mentеше and Chief of Security Mehmet Ağar, said, "People cannot become terrorism experts from where they sit," adding that "they have to know the area very well."

Erkan said the people in the Southeast had, as in other parts of Turkey, "been living together peacefully for centuries." He said these people included Turks, Kurds, including Zaza Kurds, and Arabs.

"There is no advantage for the country to conduct a poll on a debate about a federation at a time when things are going the way they are," Erkan said.

"I think if there is a subject to be debated that is the subject of the rights to be given to 60 million people in Turkey. The debate concerns matters to do with the happiness of 60 million people. These subjects in turn must be subjects that do not harm the unitarian nature of this state, its single flag, and its territorial integrity," Erkan said.

He added that Emergency Rule today covered 13 provinces in the Southeast whereas the TOBB report incorporated polls conducted in only 3 provinces.

## Iraqi Kurds to hold talks in Dublin

*Agence France Presse*

DUBAI- The two main feuding Kurdish factions in northern Iraq are to meet Wednesday in Dublin for US-sponsored peace talks, Kurdish officials said Monday.

A Turkish observer will attend the three-day talks between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the rival Kurdistan Democratic Party (KDP), they said.

The talks were originally scheduled for the Portuguese capital of Lisbon but Washington informed the two parties of the change in plan last week. "There will be no meeting in Lisbon. The meeting will take place in Dublin and the two parties have given their accord," Fawzi al-Atrushi, the KDP's representative in London, told AFP by telephone.

The PUK's spokesman in Ankara, Sazan Saeb, confirmed his party would attend the talks which will be the first between the two sides' political bureaus in seven months.

The KDP and the PUK, which have controlled northern Iraq in defiance of Baghdad since the end of the 1991 Gulf War, are locked in a bitter struggle for power and over tax revenue. More than 2,000 people have been killed since the fighting erupted in May 1994, according to Kurdish sources. A three-month ceasefire ran out on July 15 and renewed clashes which flared on July 9, mainly around the town of Arbil, cost more than 200 lives, according to UN and foreign aid workers.

SATURDAY, SEPTEMBER 9, 1995

## DGM trial of twenty-five YEKBUN members begins

YEKBUN was formed by three outlawed separatist organizations, according to the prosecutor's office

*Turkish Daily News*

ANKARA- The State Security Court (DGM) in Diyarbakır Friday began the trial of 25 members of the YEKBUN (United People's Party of Kurdistan), the Anatolia news agency reported.

According to the prosecutor's office, YEKBUN was formed by three outlawed separatist organizations: the Kurdistan Vanguard Workers' Party (PPKK), the Kurdistan National Saviours-Socialist Tendency (KUKSEL) and the Kurdistan Freedom Organization (KAK), and its aim was to establish an independent Kurdistan in a part of east and Southeast Turkey.

The indictment states that YEKBUN has political and military wings. The political wing provides logistic and economic support for the outlawed organization, and the military wing's duty is to organize a series of attacks against the Turkish government. It was said that commander of the military wing was Şahabettin Alp, whose code name was "Buruks."

The first meeting of YEKBUN was held in the northern Iraqi city of Erbil in 1992, and the second in Duhok in northern Iraq in 1994, according to the indictment.

It was also alleged that YEKBUN militants train in a camp in the Zavida region of northern Iraq. After they complete their education, they enter Turkey illegally.

The prosecution is demanding the death penalty for five members of YEKBUN and for another twenty-one, prison terms of between five and twenty years, Anatolia reported.

*Turkish Daily News*

# Human rights foundation in court once again

*Turkish Daily News*

ANKARA- A legal investigation has been opened into the book, "Emil Galip Sandalcı'ya Armağan," (A gift to Emil Galip Sandalcı) published by the Turkish Human Rights Foundation (TIHV).

TIHV Chairman Yavuz Önen was indicted Thursday by the prosecutor with responsibility for the press, Nihat Ogan.

It was reported that the case was opened because of articles in the book dedicated to journalist Emil Galip Sandalcı who died on March 10, 1993 and was among the founding member of the TIHV.

It was announced that an article by Akin Birdal — chairman of the Human Rights Association — entitled "Alçaklar" (scum) was found insulting to

security personnel. Another article which was accused of insulting judicial bodies was the one written by Turgut Inal — chairman of the Balıkesir Bar Association — entitled "We protect the Human Rights with the ugliness of the constitution and law."

If a trial is authorized, following the investigation of the two authors as well as Chairman Yavuz Önen, the prosecutor will demand prison terms from one year to three years.

"There are articles by many defenders of human rights in the book. I do not think that either the articles or the book as a whole comprise the elements of a crime.

I see the investigation started as the result of the suppression against the supporters of human rights and democracy," said Önen after he received his

indictment.

"This examination is clear evidence that the barriers to freedom of expression are quite powerful. It is very clear that abolition of article 8 of the Anti-Terrorism Law would not change anything," added Önen.

Other contributors to the book are Adalet Agaoglu, Sadun Aren, Murat Belge, Alpaslan Berktaş, Akin Birdal, Tanil Bora, Halit Çelenk, Muzaffer İlhan Erdost, Mesut Gülmez, Nevzat Helvacı, Hüsnü Öndül, Mahmut Tali Öngören and Haldun Özen.

Sandalcı, to whom the book was dedicated, was arrested four times after the March 12, 1971 and Sept. 12, 1980 military coups. He was a member of the Turkish Radio and Television's (TRT) Administrative Body between 1968-1971.

# Seyfettin Tepe's family asks for a new autopsy

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- The family of a reporter who died in southeastern Turkey while in police custody on Friday sought a new autopsy to be performed on his body to establish the true circumstances of his death.

Seyfettin Tepe, a journalist for the banned pro-Kurdish daily newspaper Yeni Politika was arrested in Batman on August 22 with two other Yeni Politika journalists, and died in jail from asphyxiation, according to the official autopsy report.

Tepe's uncle İshak Tepe claimed at a press conference held at Human Rights Association's headquarters Friday that

Seyfettin Tepe didn't commit suicide, as police claim, but was tortured to death during interrogation.

The other journalists were released the day of arrest, but Tepe was taken to Bitlis Police Office on August 26 and his body was given to his family three days later. Police sources reported Tepe had committed suicide by hanging himself with his underpants.

DEP Bitlis deputy İshak Tepe also claimed his son Ferhat Tepe, journalist of Özgür Gündem whose body was found in 1993, was killed by the civil police, and asked the Justice Ministry when he himself will be killed.

İshak Tepe said the state is responsible for those murders and added he decided to be journalist after the deaths of Seyfettin and Ferhat Tepe.

A group of people including Yeni Politika officials went to Bitlis to investigate Tepe's death.

Ferhat Tepe's cousin, lawyer Talat Tepe reported the autopsy report was legally and scientifically insufficient and the information concerning Ferhat Tepe's weight and height are not valid in the report. Tepe's family asked The Justice Ministry to perform a new autopsy before the body decomposes further.

## DEP deputies lose once again

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Chief Prosecutor's Office of the High Court rejected on Friday the application demanding that the parliamentary status of seven former deputies of the now banned pro-Kurdish Democratic Party (DEP) be reinstated.

The decision of this office, which is not binding, was presented to the Constitutional Court, which had asked the High Court to give an advisory decision.

The concerned delegation of the Constitutional Court decided to discuss the issue on Sept. 12, the Anatolia news agency reported.

Yusuf Alataş, the lawyer of the DEP deputies — Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Sırrı Sakık, Selim Sadak, Orhan Doğan, and Sedat Yurttaş — had applied to the Constitutional Court on the grounds that Article 84 of the Constitution, which was the basis of the decision to take away the deputies' parliamentary membership, had been amended.

*Turkish Daily News*

SATURDAY, SEPTEMBER 9, 1995



# Iran, Syria, Turkey: No room for PKK in northern Iraq

**Accord: Three regional powers reiterate insistence on Iraq's territorial integrity. Iran bans Hezbollah demonstration outside Turkish embassy**

By Adnan Çağlayan  
*Turkish Daily News*

TEHRAN- Turkey, Iran and Syria said on Friday that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has recently intensified its activities in northern Iraq, should not be allowed to operate in that region.

Meanwhile, Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayeti, speaking to the Turkish Daily News here, criticized Western involvement in

affairs of the region, saying, "Peace in our region can only be brought by the countries of this region." "The foreign ministers of Iran, Syria and Turkey expressed their concern regarding the existing situation in northern Iraq, which would be exploited by terrorist groups and external forces and threaten the sovereignty, territorial integrity and unity of Iraq; they stressed that such exploitation should not be allowed," said a joint declaration released by the three countries after the meeting.

The term "terrorist group" was apparently referring to the PKK, which has recently opened a new front in northern Iraq against a major Iraqi Kurdish group — one that has quite warm relations with Ankara — as part of its

quest for an independent state in southeastern Turkey.

Scores of people have been killed as a result of PKK attacks on Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) in northern Iraq within the last two weeks.

Turkey, Syria and Iran also "strongly condemned terrorism, in all its forms, directed against their respective countries," and pledged to "continue their struggle, individually and collectively, against terrorist activities."

Foreign Ministers Erdal İnönü of Turkey, Ali Akbar Velayeti of Iraq and Farouk al-Shara of Syria discussed recent developments in northern Iraq at Friday's meeting, which was convened as part of a consultation mechanism set up by the three countries in the wake of the Gulf War.

The three regional powers, which all have a considerable Kurdish population, are concerned over the possible creation of a Kurdish state and are acting together to avert such a development.

At Friday's meeting in Tehran, the foreign ministers once again reiterated their countries' determination

to preserve Iraq's territorial integrity.

"The three ministers stressed that the disintegration of Iraq would have very dangerous repercussions on regional and international peace, stability and security," the joint declaration said. "They also reiterated their rejection of the statements and activities of groups in certain Western countries promoting separatism."

The Tehran meeting follows three significant recent developments regarding Iraq: the PKK attacks on the KDP; a meeting in Ireland between the KDP and a rival Iraqi Kurdish group, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), under the auspices of the United States, aimed at ending the hostilities between the rival Kurdish factions; and the defection to Jordan of a top Iraqi official.

Syria and, especially, Iran were concerned over the Ireland meeting — which was also attended by a Turkish official — seeing it as part of U.S. efforts towards the establishment of a new "Kurdish entity" in northern Iraq without dialogues with Tehran and Damascus. This development led to tensions between Iran and Turkey.

But Turkish diplomats attending a preliminary tripartite meeting in Tehran on Wednesday gave assurances that Iraq's territorial integrity was of vital importance and that Turkey's policy was not against the national interests of Iran and Syria. "They (Iran and Syria) understood our policies," a senior Turkish diplomat attending the preliminary meeting told the TDN

Meanwhile, replying to questions by the TDN on Friday, Iranian Foreign Minister Velayeti said it was understood that the Dublin meeting had become unsuccessful.

"There were similar mediation efforts in the past, like last year's Paris meeting (at which KDP and PUK leaders were brought together); but all have failed," Velayeti said.

"Those problems in our region are chronic problems and can only be solved through the efforts of the countries of the region," he added.

## Demonstration cancelled

In another development on Friday, which reflected the easing of tensions between Tehran and Ankara, Iran did not allow a planned demonstration by hundreds of members of the radical Islamic group, Hezbollah, in front of the Turkish Embassy in the Iranian capital.

On Tuesday, over 200 Hezbollah members demonstrated at this spot, protesting against Turkey's secular system. Hezbollah later said another demonstration would be organized in front of the Turkish Embassy following Friday prayers, but the protest did not take place due to the Iranian government ban. Turkish officials here welcomed the Tehran government's move in cancelling the demonstration.

Like their Iranian and Syrian counterparts, they said Friday's ministerial meeting had taken place in a very constructive and positive atmosphere. The three foreign ministers decided to hold their next tripartite meeting in Turkey in February next year.

SATURDAY, SEPTEMBER 9, 1995

*Turkish Daily News*

## AYLİN SAĞTÜR MUTLU

## Special teams discussed on 'Face to Face'

**S**how TV's anchorman Fatih Altaylı had a face to face discussion Sunday evening with Security General Director Mehmet Ağar, on the highly controversial special teams which were set up in 1982 and have been since then a center of heated debate.

After watching footage on the special teams, which are allegedly linked to the Nationalist Action Party (MHP) and are treating the people of Southeast and especially Tunceli badly, Security General Director Mehmet Ağar said, "The PKK wants to create a problem in the Southeast. That is why rumors are spread against special teams.

"Our friends (in the special teams) are putting their lives at stake in the region, in their fight against terrorism. I can and will defend and support them till the end. These teams are the pupil of our eyes. I can easily take the responsibility for their mistakes too."

#### We might not have given them adequate training

Mehmet Ağar confessed that "We might not have given them adequate training. We should have not sent those who had excessive emotions, to these areas." Fatih Altaylı said, "However, these teams have always been criticized in the media."

Ağar said, "This is a strategy of the PKK. There is a constant attack on the village guard system in the region. In reality, these people are supporting the region with their arms. They are dying for the cause. Now there is pressure to abolish the special teams, which is an effective, active group.

"Meanwhile, we are always open to criticism. We are not trying to hide a mistake, but we want the critics to be unbiased and to show good will."

Altaylı showed footage from Tunceli, where the special rapid forces, which since 1982 have been deployed wherever deemed necessary, are on duty. The footage quotes Democratic Left Party leader Bülent Ecevit as suggesting that these forces should rather be deployed in rural areas and Interior Nahit Mentese is shown defending the teams. Ağar said, "Mistakes have been made in the past. But the organization is under strict discipline. These people love their country and that is why they are there, to protect the lives of the people. Places where life had virtually stopped and state authority was practically nonexistent, they made into safe regions, in which life resumed as normal. "We shall not allow these team members to be targets. We shall not allow them to be treated badly, just because a few of them made mistakes."

#### Terror can not exist without popular support

Mehmet Ağar said, "Terror can not exist without popular support. There are both militants and those supporting the militants. We



pick these out (out of the whole) one by one. We use arms (only) when we face resistance with guns. The special teams normalized life in the region, with a 90 percent success rate. And now, people support them and give them tip-offs (about the places where terrorists are staying.)"

Ağar stressed that the mechanism within the security organization eliminates mistakes.

"The PKK is very demoralized at the moment. The situation will improve in the cities soon and expand to rural areas," he added.

Fatih Altaylı said that according to rumors, the Special Teams had received three-and-a-half months training at the beginning and asked whether that was enough. Ağar said, "That is not true. All members of the Special Teams complete compulsory training of nine months. The team members, who are volunteers, are selected after passing psychological and physical tests.

#### Team members cannot behave as if they are members of a certain party

Ağar said that everyone is patriotic but special team members can not behave like members of a certain political party. "This is a crime," he said, adding that "Those who behave excessively are those who have excessive feelings."

Fatih Altaylı asked what will happen to those people who are used to killing, when terror is over.

Ağar said, "The age limit for the Team is 35. In addition, these people are not killing machines. The objective is to make people live, not die."

On the food embargo report on the people of Tunceli, Altaylı said that the people of the region were complaining about the practice which officials

call a "controlled food sale." "When we visited Tunceli together, Regional Governor Ünal Erkan listened to complaints and instructed officials to relax the practice," Altaylı said.

Ağar said that the practice existed, in principle. However, he also admitted that the practice should be relaxed. "This year we found food of over 95 tonnes in the hideouts of terrorists. However, errors in the method can be corrected," he said.

On the weapons seized from terrorists or found in their hideouts, Ağar said, "The source of these arms is clear: they originate from the former Warsaw pact countries." Ağar denied claims that a whole section in Tunceli had been demolished by special team bulldozers. He said that "Only two houses and four homes were damaged.

There was no other damage. Missile launchers were fired at us from one of those houses. The basement of one of them was like an armory and the house was demolished with bulldozers so as to protect the whole city from a great explosion." Ağar added that the people in the houses were found to be sheltering PKK members.

#### Leave security forces and people alone

"Let us leave security forces and the people alone; they can resolve any problems by themselves," Ağar said.

"We have an imperial tradition, dating back to the days when we were an empire, and we are used to cohabiting with all kinds of cultures. At a funeral of a soldier who died in a clash, his father said, 'Long live the country!' Likewise, the father of the terrorist said the same thing," he added.

#### It was a mistake to neglect the Southeast

Ağar said that neglect of the Southeast in the past and making it a place of exile for unwanted people was a great mistake.

Ağar stressed that Turkey is a great country and will become strategically very significant in the world, once it resolves the terror problem. "It will leave traces in history, in the world of the future," he said. "Now, the most elite officials are there," he said. Ağar added that he regretted that the security organization is being injured by the propaganda spread against it.

Meanwhile, the percentage of viewers who were convinced by Ağar's presentation, rose from 33.5 percent to 39.9 percent at the end of the program.

Ağar, while stressing that the special teams function under very strained conditions, said that all the team members were full of love for their country.

Concluding the program, Altaylı said that, "We are for the indivisibility of the state, the equality of people and call on the security forces also to express love for the people, in parallel to their love for their country and state."

## Friedensgespräche der irakischen Kurden in Irland

*Amerikanische Initiative*

*ali. Drogheda, 9. August*

Vertreter der beiden verfeindeten Parteien der irakischen Kurden haben sich am Mittwoch zu dreitägigen Friedensgesprächen in der irischen Provinzstadt Drogheda versammelt. Sie waren damit einer Einladung des amerikanischen Außenministeriums gefolgt, dessen Direktor mit Zuständigkeit für die nördliche Golfregion, Robert Deutsch, den Verhandlungen beiwohnte. Die Türkei und der irakische Nationalkongress (INC), die Dachorganisation sämtlicher irakischer Oppositionsgruppen, entsandten Beobachter.

Die beiden Kurdengruppen im Nordirak, die ältere Demokratische Partei Kurdistans (KDP) unter der Führung von Massoud Barzani und die Patriotische Union Kurdistans (PUK) von Jalal Talabani, hatten je vier Mitglieder ihrer politischen Führung zu den Verhandlungen geschickt, die ein Ende des seit 15 Monaten andauernden Bürgerkriegs erwirken sollen. Laut unbekanntesten Angaben haben die Kämpfe bisher rund 2000

Menschenleben gefordert. Ursprünglich hatten die Amerikaner Lissabon als Tagungsort vorgesehen; erst im letzten Moment wurde Irland gewählt. Da sämtliche Hotels in Dublin ausgebucht waren, wichen die Organisatoren auf das Städtchen Drogheda rund vierzig Kilometer nördlich von Dublin aus.

Der Nordirak ist seit der Einfichtung einer Schutzzone im Gefolge des Golfkrieges dem Zugriff der Bagdader Regierung entzogen. 1992 fanden inoffizielle Wahlen statt, welche den beiden Kurdenparteien je ungefähr die Hälfte der Stimmen brachten. Anschliessend verwalteten sie das Gebiet von der Provinzhauptstadt Erbil aus gemeinsam. Die Mittel dazu flossen aus Zöllen, die unter Missachtung der Uno-Sanktionen gegen den Irak auf Transporten irakischen Erdöls in die Türkei erhoben wurden. Doch die KDP Barzani hielt sich offenbar als die Macht entlang der Grenze nicht an den vereinbarten Verteilungsschlüssel, worauf die PUK die Hauptstadt Erbil besetzte und damit die Administration zum Erliegen brachte. Nun sollen eine beiderseits akzeptable Aufteilung der Gebiete und Einnahmen ausgehandelt werden. Barzani's Gruppierung schliesst eine Versöhnung mit der Bagdader Regierung nicht aus und erhält indirekt finanzielle Unterstützung aus Teheran, während Talabani sich auf die Türkei stützt.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0578 4 I 0331 SUI /AFP-PX46

Turquie-droits

Des milliers de détenus toujours en grève de la faim en Turquie

GENEVE, 10 août (AFP) - Plus de dix mille détenus dans une trentaine de prisons turques, principalement des kurdes, continuent des grèves de la faim tournantes commencées à la mi-juillet, a indiqué jeudi à Genève un militant des droits de l'homme revenant d'une mission en Turquie.

A ce mouvement se joignent des familles de détenus, ce qui porte le total des participants à quelque quinze mille personnes probablement, a dit M. Etienne Jaudel, chargé de mission de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH).

La délégation conduite par M. Jaudel a séjourné en Turquie du 31 juillet au 6 août pour enquêter spécifiquement sur ces grèves de la faim. Elle donnait une conférence de presse au palais des Nations, centre de l'ONU à Genève.

Les grèves de la faim actuelles en Turquie sont peut-être le jeûne de protestation le plus massif de l'histoire, a fait valoir M. Jaudel. Le but de ce mouvement est d'obtenir une solution pacifique du problème kurde, une amélioration des "conditions dramatiques" dans les prisons turques et des visites régulières des détenus par des organismes internationaux indépendants.

Les grèves de la faim dans les prisons turques sont conduites par des groupes de cent à deux cents détenus qui se relaient tous les dix jours et ne prennent que de l'eau sucrée, a précisé M. Jaudel.

Un médecin militant de la Fondation Danielle Mitterrand-France Libertés qui faisait également partie de la délégation, le Dr Henri Metzger, a parlé des familles de détenus faisant elles aussi la grève de la faim à Istanbul et Diyarbakir. Dans cette dernière ville plus de cent personnes de tous âges dont des enfants, qui jeûnaient au siège du parti HADEP, ont vu l'eau et l'électricité coupées par les autorités alors que la chaleur atteignait 45 degrés centigrades, a dit M. Metzger. Cela a contraint les protestataires à arrêter leur mouvement.

sr/jag

AFP /J00245/101725

AOU 95

Thursday August 10, 1995

Turkish Daily News

# Doğu Ergil: The report was my duty as a citizen

**Criticism absurd  
'I personally...  
have never seen  
a CIA report.'**

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

**MARMARIS-** Doğu Ergil, who has risen to the top of Turkey's agenda with a report entitled "The Eastern Question: Diagnoses and Observations," which he prepared for the TOBB (Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges), said that reactions to the report have begun getting personal and therefore the main point would be missed.

Noting that the question was not the Kurdish problem, but the problems of Turkey, Ergil said "This report is not a final statement nor an encouragement. It is neither a decree nor a legislation. We only announced that we had carried out such a study and wanted it to be discussed altogether."

In answer to Mesut Yılmaz's claims that it was similar to a CIA report, Ergil said, "As far as I know the CIA is an intelligence organization and its reports can only be seen briefly by top people in charge. I have never seen one of them. But if those who make these claims have seen them, then they must have a relationship with the CIA."

Ergil, who was taking a holiday in Marmaris, cut short his vacation for the release of the report. Now he is back in Marmaris, where he is fishing, boating and, "mostly laughing." Ergil says that he both gets unhappy and laughs at the reactions to his report. Ergil was interviewed by the Turkish Daily News in Marmaris.



Prof. Doğu Ergil: Defends report.

**TDN-** Mr. Ergil, this Kurdish issue in Turkey has been debated for years. Some say it is a question of "public order." Some say the problems emerge from economic disorders. And some say, the Kurds who are seeking their national identity are creating the resulting problem of the Kurdish question. You have prepared your report and it has caused a big debate. The report is entitled, "The Eastern Question"; why not the Kurdish question? Why did you choose such a title?

**ERGIL-** Because, from my point of view, it is not the Kurdish question. The eastern part of Turkey is the region least integrated with Turkey as a whole. Thus, the main characteristics of the region have failed to be absorbed within the political, economic and social structure of Turkey. So it is the Eastern Question. This title already reveals that it carries a point of view of Turkey as a whole. We must not minimize it by separating it from the whole. Consequently, this is not the Kurdish question for me. If there is a Kurdish question it is the question of Turkey. I took it this way, and it is the framework of the methodology in that study.

**TDN-** The report has led to a major debate. Some have accused you, some have said that the report should be discussed. In addition to the report, you have also faced personal accusations, which will probably end in an accusation of being a traitor to the country. Mesut Yılmaz claimed that it was similar to a CIA report. Does this report have anything to do with the CIA? Or with the government?

**ERGIL-** I laugh but I also feel sad. Let me tell you why I feel sad. For the first time we, not with our manpower but with our minds, have started to study a problem which has existed since the beginning of the Republic, a problem which sometimes rises to the surface and sometimes disappears, but which always stays at a high enough level that it can harm the boat called T.C. (Turkish Republic).

We have studied it by scientific methods. This was done by Turkey, by a Turk and although this should be cause for congratulation as a beginning, critics are searching for other countries and powers which they suspect are involved, as if a Turk is incapable, as if Turk is a stupid idiot and he cannot carry out anything scientific. This a disgrace to any man who believes it. Secondly, it is an insult to the nation. Third, it shows that they don't believe in their own mental ability. So I both laugh and feel sad. They said it is similar to a CIA report. I personally, although I have taught courses in the international politics of terror, and although I have been at meetings of several international organizations — including the commissions of NATO's civil branches — have never seen a CIA report. As far as I know, the CIA is an intelligence organization and its reports go secretly and briefly to top officials. I have never seen one, but if those who make such claims have seen them, then they must have relations with the CIA.

Let me make one other point: If I have such a relationship with intelligence organizations, I must be a very important man and thus Turkey should use me more, since I have so much information. If my own intelligence agency does not make use of me, because those who make these claims probably have a relationship with it, then I do not have any relationship with any other intelligence agencies because I even don't have a relationship with my own intelligence agency.

**TDN-** Now who has divided Turkey into two? Two groups have emerged: those who are for you and those against you.

**ERGIL-** This is wrong. It is not those for Ergil and those against him. They have divided Turkey into groups saying, shall we appeal to intellectual or physical power, shall we discuss Turkey's problems or shall we leave it to state officials, shall we get democratized and shall we approach our problems within a national consensus or shall we appeal to the methods of a small group which has worked so far but will fail from now on? This has nothing to do with Doğu Ergil.

**TDN-** You are being discussed more than your report. The situation has become personal. You are the one who is now being discussed.

**ERGIL-** Yes, yes, but how absurd this is. I know somebody else could have prepared this report. There are many qualified lecturers. Would the results have been similar or not; this is not important. Such a thing could be done and should be done. I have proposed establishing a strategic research center to conduct such a study. Then media made it 'Ergil proposed an alternative intelligence organization.' The media did this although it knew the truth. I am very disappointed. If this is how the major — I don't say all — part of Turkey's media and politicians are, Turkey is in real trouble. It is obvious why Turkey fails to solve its problems.

One of the definitions of development is this developed countries discuss opinions, developing countries discuss incidents, underdeveloped countries discuss people. We are still in the phase of discussing people.

**TDN-** So this a way how the extent of democracy and development is put forward?

**ERGİL-** Yes, this is the best indicator.

**TDN-** There are claims that the results of the report will be highly debated. There are such figures that both the state and PKK can exploit them for their benefit. Did you state these figures in a tactical way that you would escape from the pressures of both the state and PKK?

**ERGİL-** The statistical evaluation of a research is an entirety. If you change a figure then all the figures would get changed. Neither me, nor TOBB Chairman Yalın, Erez, who read the study word by word, did not dare to change a word, although we knew that a major quarrel would break out. Changing it would be dishonest. There were some moments in which we hesitated. But I admired Erez then. "Lecturer, this a national mission and we must shoulder it," he said. Let me tell you this. If a study is for the advantage of both sides it would be an order. There is such a claim, too. They say it proposes two languages. There is no such proposal in it. If someone who had read this says so, this means he didn't actually read it. If he figures out this when he reads it, he is not using 10 percent of his brain of 12 percent of which he is already not using.

Another claim is about federation. But it is not really wanted, according to the report. You ask what the federation is, and the man doesn't know. If those graduated from primary schools say so, what's the sense in getting afraid about it? Such big fears can be result from either ignorance or evil intent. This means you are afraid of your own public. Anyone who is afraid of his public cannot be a democrat.

**TDN-** 42.4 percent want federation, but when you ask what they want from federation, they talk about cultural unity. Isn't this a conflict?

**ERGİL-** We really had difficulties. They voice their problems, putting forward their poverty. They want something which would solve their problems, which would make them feel comfortable. They don't even know what a federation is in political terms. But there is no debate over this in that report. There is no proposal in this report. There are observations and diagnosis in this report. They can accept them or not. This an ingredient for ideologists, politicians and public opinion. They can use this ingredient if they like, or not use it. There is no reason for such big concerns. But I wonder: What would those, who get afraid in front of different discourses, do if a different incident emerged? They would stand still in astonishment. What will they do if PKK says it is giving up the armed struggle and starts a legal political struggle? I am telling them to get prepared. I am not encouraging the establishment of a Kurdish state. I always told them that our policy regarding northern Iraq would cause trouble. Our Kurdish people would see that land like we do. Although I urge a solution there, those who support the extension of the mandate of the Provide Comfort force and the unclear situation in northern Iraq with their votes, criticize me. If this conflict is not ignorance then it is evil intent. Those are the real betrayals.

**TDN-** There is criticism both from the PKK and the state. There are allegations that some power circles, who are working for the state, commit crimes and that the state also appeals to terror. Some argue that healthy answers cannot be received from those interviewed where there is pressure from both sides.

**ERGİL-** Critical questions were mostly not answered. Can there be a response more honest than this? Those who answered did so because of three reasons. TOBB has tiny ties everywhere. They are among the public: They said that they were the ones asking this of the public and that it was a civil initiative. The second is that we talked to state officials. We said this is serious research, please do not intervene, and they did what we demanded. So the public did not get afraid. Another point is that they must have trusted Doğu Ergil in his research into social conflicts since they welcomed me to all the village coffeehouses and did not hesitate to answer when I told them my aim. We did not force those who did not want to answer.

**TDN-** They criticize that the number of people interviewed was not sufficient and that it was held in six provinces. They claim that a study done with such small group of people cannot be accepted as a base.

**ERGİL-** Then they should go and do it with more people. This was done with a small amount of money. The costs both in Turkey and Europe and the transportation expenses and staff costs all were TL 1 billion. You cannot make this crew travel with 1 billion. The people of the East embraced us there. They supplied our requirements free. Although trillions are spent there, the state did not give us 1 billion for this study.

**TDN-** Did you get TL 1 billion for your study?

**ERGİL-** I did not get any money. I did not get even a kurus. I didn't have such a contract in any way. I am only paid the difference as the consultant of TOBB chairmanship and my status at the university. I did not get even a kurus. The liar named Emin Çölaşan says that I received billions. I want them to go and check at the TOBB, there are the receipts. They must do that.

**TDN-** Mr. Ergil, there is an observation in the report. It says if the state does not find a solution that doesn't involve fighting, the solution would come from outside. Where is this outside?

**ERGİL-** This will happen, the USA, Europe will force this. Isn't Europe already doing this? Why do you think the Constitution changed urgently? — though they resisted. Didn't it change so that we could enter the customs union? Unfortunately, Turkey's inner dynamic is too slow regarding these democratization and modernization efforts.

**TDN-** Has Turkey lost its initiative to the USA and Europe?

**ERGİL-** It lost it to a terror organization. They (terror organizations) are sometimes more efficient in our political and diplomatic contacts, and we feel humiliated. We say they prefer PKK instead of the huge T.C. But these men contact civil social organizations. And by means of these civil organizations, they influence parliamentary groups and the European Parliament and the Council of Europe. We could never achieve this. Our state has always sus-

pected the civil organizations. And the stupid men view the IHD (Human Rights Association), which Europe trusts the most, as a sub-organization of the PKK. If this is official opinion, how can the T.C. be respected abroad? They don't listen to any official departments. No matter how good your article is, they throw it in the wastebasket. They listen to public opinion, and this is what democracy is. We don't listen to public opinion.

**TDN-** It is said that those who immigrate do so because of economical reasons.

**ERGİL-** This is what they say.

**TDN-** But there are almost 2,500 villages which have been burned or evacuated. Doesn't that observation overlook this reality?

**ERGİL-** This is what they say. These are not my evaluations. These are their answers. They actually are poor people and immigration is really an important motive. Rural areas no longer satisfy people.

**TDN-** A majority of those who have immigrated are talking about political solutions. Isn't this also a conflict? Why would those who have immigrated because of economical reasons would seek a political solution?

**ERGİL-** The key to these problems is political — this is the reason. Does not the economic decision emerge from the political circumstances? The economic decisions, the determination of the minimum wage — aren't they political? Isn't the increase in wages a political decision?

The public is more realistic. There is a difference between those who want to contact the PKK vis-a-vis state policies and vis-a-vis establishing domestic peace. Those who say that the state should not ask for opinions when determining its policies are comfortable. But it's realism to say that they (PKK) — as a fighting party — should be contacted as well to establish domestic peace. The public is more realistic than those whom we call intellectuals.

**TDN-** The education level of those interviewed was very low, but the question were multiple-choice — did this not cause confusion?

**ERGİL-** The questions were open-ended. We did not limit them. There could emerge 40 answers at once. The problem is very complex, thus we did not make closed questions. So we received answers we never thought of.

**TDN-** The Kurds compare the PKK to a train travelling to the station of independence, a vehicle that voices their demands. Why would a person, who has got on the train with the demand of independence, step off the train at the stop of cultural rights?

**ERGİL-** They get on the train to step out at certain stops. The destination of the train is same but the stops at which people will get off are different.

**TDN-** It is said that PKK will be eliminated by setting free all the other organizations that are in favor of all other ideologies — except separatism. But Article 8 of the Anti-Terrorism Law also arranges separatism and mainly targets at intellectuals. Does not this limit the right of thought and expression?

**ERGİL-** Of course it does. But all the separations are wounds. And the aim of a being a nation and the

producing politics is to ensure unity. Getting divided and separated is easy. Being together can be achieved by force, but unity cannot be achieved by force. The conditions and the principles for this unity should be ensured. Then we must learn what the world has done. Thus we can act in a more liberal manner by talking about separatism. But I am in favor of discussing only unity, not separatism. If we cannot achieve unity, we will naturally get separated anyway.

**TDN-** To what do you attribute the extreme reactions of the politicians Mesut Yılmaz, Alparslan Türkeş and Bülent Ecevit all reacting negatively to the report?

**ERGİL-** This was not a reaction that emerged all at once. This is a matter of character. We drew a line. This was a line which determined those who are democrats and truly believe in democracy, who

want to determine social problems by scientific means, who want to overcome problems by means of compromise. We drew the line determining who is open-minded and who is not and now people are veering to their side in this line.

What we have produced is neither the final word, nor is it a suggestion, a circular or a law. What we said is, 'Look, we have determined such and such, come let us debate it.' If you want to take advantage of this do so. This is the way these things are done in the world.

So what is it that makes people so afraid and concerned? It is that something beyond mere clichés should have been said. That it should have been argued that there are other worlds. But it is very natural for these reactions to come from those who are conservative, who are lazy and who are cowards.

**TDN-** There are reports that there may be an

investigation by the State Security Court.

**ERGİL-** This would be a disgrace for Turkey. All the foreign journalists who have called me have said this: 'The Turkish Republic must translate this as soon as possible and have this document in hand as it enters the customs union.'

**TDN-** If, after all these reactions, we return to the beginning, would you have still prepared such a report?

**ERGİL-** But of course. Now I am going to start work on researching Turkey's water resources and what its water policy should be. I want to live in a civilized, tolerant and democratic country. I do not want to live in another country. I have shouldered my professional responsibilities and my responsibilities as a citizen. I invite others to show the same sensitivity.

Paris, Friday, August 11, 1995

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

## In Baghdad, a Crack in the Ruling Inner Circle

# Top Saddam Aides And 2 Daughters Defect to Jordan And Get Asylum

By Youssef M. Ibrahim  
*New York Times Service*

AMMAN, Jordan — Two of President Saddam Hussein's sons-in-law and closest aides have defected with their wives and several senior army officers to Jordan, Jordanian officials revealed Thursday.

The defection of Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, who oversaw the huge Iraqi arms buildup in the years before the Gulf War, and a brother, Colonel Saddam Kamel, with Mr. Saddam's daughters Raghda and Rana, represents the harshest blow yet to the iron rule of the Iraqi president.

It underlines serious and growing divisions within the inner circle of sons, half-brothers, cousins and other relatives of Mr. Saddam that has come to rule Iraq since its crushing defeat in the Gulf War five years ago.

"It seems the inner circle is deteriorating," said Kamel Abu Jaber, a former foreign minister of Jordan who is an expe-

rienced Iraq watcher. "It's obvious the leadership is cracking."

At the United Nations on Thursday, Rolf Ekeus, the Swedish diplomat who is leading the team that dismantled Iraq's weapons of mass destruction after the Gulf War, deflected questions about whether he would meet with General Kamel, who is considered a store of information on Iraq's recent military history and on any secrets still being guarded by Mr. Saddam. Such a meeting would have to be arranged with minimal publicity, officials said, for fear of retaliation from Baghdad.

Mr. Ekeus said there was no one more knowledgeable about Iraqi missile systems and chemical and biological weapons than General Kamel. "If there is one key person in the country, it is him," Mr. Ekeus said.

Iraqi opposition figures were of two minds about the significance of the defections for the future of Iraq.

Some opponents here in Amman noted that General Kamel, who was in charge of the effort to make atomic and other weap-

ons, was such a key figure that any attempt by him to win the ranks of opposition against the regime posed a serious threat.

But other opponents of the regime maintained that General Kamel was as widely hated in Iraq as his father-in-law and that he commanded no power base except among top technocrats, who do not have the ability to mount any significant rebellion against the president.

And as a senior Jordanian official noted Thursday night, it is far from clear that General Kamel or his brother or the daughters of Mr. Saddam will ever contemplate cooperating with either the Shiite or Kurdish opposition active against the regime or the Western powers trying to bring it down.

"Two daughters of President Saddam Hussein and their husbands, Hussein and Saddam Kamel, met with King Hussein on Tuesday and made a personal plea for asylum, which was granted to them immediately," Jordan's foreign minister, Abdel Karim Kabariti, said Thursday.

Iraq made no comment on the defection Thursday except for an Iraqi News Agency dispatch that noted that General Kamel had been dismissed this week from his post as head of military industrialization and of the Ministry of Industry and Metals.

In announcing the defections, which had been kept secret since Tuesday, the Jordanian government pointedly said that the defectors would live under the protection of King Hussein, who was, until Iraq's defeat in the Gulf War, a close ally and supporter of the Iraqi leader. In the last three years, he has distanced himself from Baghdad, criticizing the regime's dictatorial practices and human-rights violations and calling for greater democracy and tolerance in Iraq.

Reacting to the defection,

Iraq dispatched Mr. Saddam's oldest son, Odei, who met with King Hussein on Thursday, presumably to attempt a reconciliation with his sisters and brothers-in-law or find ways to limit the damage. In announcing the meeting, Jordanian television said that the meeting was brief and that Odei Hussein had returned to Iraq.

An Iraqi opposition figure, speaking here, said a third son-in-law of Mr. Saddam, Major Ezzedine Mohammed Hassan, who is married to another daughter of the Iraqi president, Hala, had also defected, but that assertion could not be independently verified.

He said the defecting party traveled toward the Jordanian border — it is a 14-hour drive from Baghdad to Amman — on the pretext of going on an official visit to Bulgaria, which was, indeed, scheduled. But it is still not clear how such a large party could escape detection on the long highway to Amman that represents Iraq's sole land link

to the rest of the world permitted under UN sanctions.

Jordanian officials said the defectors fled Tuesday, arriving here at night and immediately requesting political asylum.

The location of the defectors was kept secret by the government, but a large fleet of Mercedes automobiles with Iraqi license plates was seen outside a Jordanian government guest palace Thursday afternoon.

The dismissal of General Kamel followed widespread reports of serious clashes with Mr. Saddam's sons Odei and Qosai. Indeed, their father has allowed their authority to displace that of other relatives in the inner circle.

Odei has tried to extend his influence to all matters of policy, the economy and administration. The younger son, Qosai, has taken over all security services, displacing powerful relatives to a point where the siblings are referred to in Iraq as the "No. 2" and "No. 3" of the regime.

Mr. Kabariti, the Jordanian foreign minister, said that "a large number of army officers were also granted asylum" after they arrived with the senior defectors and the president's daughters. He added that the safety of the Iraqi defectors would be guaranteed by Jordan, in what appeared to be a warning to Iraq to refrain from any attempts to harm them or kidnap them.

Iraq has, in the past, sent agents to intimidate, watch and sometimes attack defectors among the 30,000-member community of Iraqis in Jordan, many of whom belong to the Sunni Muslim group of technocrats, scientists and administrators who used to form the backbone of support for the regime, but have left for various political and economic reasons.

Earlier this year, there were several open clashes among the wider circle of Iraqis that has always formed the infrastructure of support for Mr. Sad-

dam's rule," particularly among Sunni Muslim clans and tribes affiliated with his family. It has been from these groups that the president drew manpower to staff sensitive positions in the army and in the intelligence and security services.

After the execution of army officers from two major clans, the Dulaimis and the Jabours, members of those tribes rebelled, demanding compensation and apologies and going so far as to mount small armed mutinies, which were crushed in May and June.

Mr. Saddam responded by ordering the arrest and dismissal of hundreds of men from the two clans as punishment for the rebellion, further damaging his ties to an important component of his power base.

In a speech a few weeks ago, Mr. Saddam likened himself to the captain of a ship obliged to deal harshly with mutineers, and he vowed to deal ruthlessly with anyone challenging his authority.

## Clinton Lauds 'Courage' of Jordan's King

By Barry James  
*International Herald Tribune*

President Bill Clinton pledged support to King Hussein of Jordan on Thursday after the monarch granted asylum to two daughters of President Saddam Hussein of Iraq and their politically powerful husbands.

Mr. Clinton said the king had performed "an act of real courage" and praised him as "our partner in peace."

"I assured him we would stand behind him," Mr. Clinton said, adding that Jordan was an ally that was entitled to American support if its security was threatened.

Although not wanting to "raise a red flag" or speculate on what Mr. Saddam might do, Mr. Clinton said the United States had carefully thought out the "appropriate action" it might take if Iraq attacked Jordan.

He said that the quick U.S. response when Mr. Saddam again threatened Kuwait last autumn, moving his Republican Guard into southern Iraq, showed that the United States was "quite well organized" to counter any Iraqi threats.

The defections were not immediately explained, but analysts said they indicated a growing climate of fear in Iraq.

Mr. Clinton, speaking at a news conference in Washington, said the flight of Mr. Saddam's family members showed how difficult life had become in Iraq and how out of touch with reality Mr. Hussein had become.

He added that it vindicated the firm position taken by the United States and its refusal to agree to a lifting of economic sanctions against Iraq until Mr. Saddam fully complies with UN resolutions calling for the dismantling of Baghdad's capacity for mass destruction.

The defections followed a period of rising tension and revolt in Iraq that exploded into a military uprising against Mr. Saddam in June. The cause was the execution of a prominent general accused of plotting to kill the president.

The general, Mohammed Mazloum Dulaimi, was a leading member of the Sunni Muslim Dulaimi clan, which had previously been a pillar of support for the regime.

The Dulaimi, a million strong throughout the country, were prominent in the military uprising, and have now set up a rebel movement in Syria, which has a strong Dulaimi population along its border with Iraq.

Even more threatening for Mr. Saddam, analysts said, is that the rebel Dulaimi-led Iraqi Tribes Movement in Damascus appears to be forming an alliance with the

Tehran-supported Shiite opposition in southern Iraq.

This could hardly have been expected, since the Dulaimi played an important role in attempts to crush Shiite opposition in the south.

The alliance of the Sunnis and Shiites points to a strategic alliance between Syria and Iran against Iraq, the analysts said. It could also develop into a powerful internal opposition that is not likely to be well disposed to the West.

"It is a very important alliance, which the Syrians are nurturing carefully," said David Wurmser, a senior analyst with the Washington Institute for Near East Policy.

"The regime has turned into a game of Russian roulette in which people are paying the consequences whether or not they are plotting against Saddam," Mr. Wurmser said. "I think his brutality is beginning to backfire."

"These flights indicate one of two things," he continued. "Either the fear is gripping everyone to such an extent that they fear they must get out while they can, or they may know that Saddam is plotting something soon and they don't want to be around when he goes another round with the West."

Mr. Wurmser said the United Nations probably would not lift sanctions against Iraq because

of suspicion that Mr. Saddam has lied about his stocks of biological weapons.

If sanctions are not lifted, he added, "I wouldn't rule out a lashing out of some sort" by Mr. Saddam.

"It could be against Israel because he's stepped up the rhetoric against them recently," Mr. Wurmser said. "He's got his back against the wall, and he doesn't have a lot of options."

"Everything points to the fact that the status quo we have observed since the end of the Gulf War is not about to return. The tectonics are definitely shifting."

Mr. Wurmser said the two top men who defected — Lieutenant General Hussein Kamel Hassan and his brother, Colonel Saddam Kamel — were both in a position to reveal details of a military buildup that President Saddam has been carrying out for several months.

In London, the opposition Iraqi National Congress said the defection of General Kamel would be a heavy blow to the president.

"He was one of the persons closest to Saddam," the organization said in a statement. "When he himself says that the regime of Saddam Hussein has lost all its credibility inside and outside the country, there can be little doubt that everyone in Iraq shares this belief."

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0014 4 I 0444 GRB /AFP-SE88

Irak-Kurdes-Irlande

Les deux groupes rivaux kurdes irakiens sur le point de signer un accord

DROGHEDA (Irlande), 11 août (AFP) - Les deux groupes rivaux kurdes irakiens réunis à Drogheda (près de Dublin) sont sur le point de signer un accord après des négociations marathon de 12 heures sous les auspices des Etats-Unis, a affirmé jeudi soir un responsable d'un mouvement d'opposition au régime irakien.

Selon Ahmed Chelabi, secrétaire du Congrès national irakien (CNI), qui n'est pas partie prenante aux négociations inter-kurdes, "les principaux points de désaccord ont été discutés .... et nous nous attendons à une déclaration positive sur ces questions demain (vendredi)".

Le conflit entre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani, dure depuis 15 mois dans le nord de l'Irak et a fait plus de 2.000 morts.

"La déclaration sera un texte destiné à rétablir la confiance (entre les deux groupes rivaux) et comportera des mesures et des points qui ont déjà fait l'objet d'un accord", a déclaré M. Chelabi à l'AFP au deuxième jour des discussions destinées à se poursuivre vendredi.

Cette réunion près de Dublin est la première entre MM. Talabani et Barzani depuis huit mois.

Selon M. Chelabi, les principaux points qui font déjà l'objet d'un accord concernent la démilitarisation des villes d'Erbil, la "capitale" du Kurdistan irakien contrôlée par l'UPK, la réactivation du "parlement" kurde, ainsi que la collecte et la répartition des taxes douanières aux frontières avec la Turquie et l'Iran.

"L'unité de la région (le Kurdistan irakien) a été réaffirmée et les deux parties sont d'accord pour oeuvrer en commun pour renforcer l'autorité régionale", a ajouté M. Chelabi.

Un membre de l'UPK qui a souhaité garder l'anonymat a précisé que les deux parties étaient convenues d'un certain nombre de principes. "J'espère qu'il s'agit du début de la fin de cette folie", a-t-il dit.

M. Chelabi a précisé que si Washington avait organisé la réunion, les Etats-Unis n'avaient pas formellement accepté d'être les garants d'un éventuel accord. "Les Américains veulent voir la paix et la sécurité restaurées dans la région, a-t-il dit.

Le représentant américain qui assiste aux réunions, M. Robert Deutch, responsable au département d'Etat des Affaires du Golfe du Nord (Irak), a refusé de faire le moindre commentaire.

La principale source de revenus des deux mouvements kurdes irakiens provient des "taxes" imposées à l'exportation de pétrole irakien vers la Turquie, soit quelque 100.000 à 150.000 dollars par jour.

aln/ab/bc

tp.m

AFP /JO0245/110140

AOU 95

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.



A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0258 4 I 0424 GRB /AFP-UF16

Irak-Kurdes lead

Accord inter-Kurdes à Drogheda (Irlande) après trois jours de négociations

DROGHEDA (Irlande), 11 août (AFP) - Les deux groupes rivaux kurdes irakiens réunis à Drogheda (près de Dublin) sont parvenus vendredi à un accord permettant de débloquer les trois principaux points qui les opposaient, selon un communiqué final publié à l'issue de trois jours de négociations.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani, s'engagent à tenter de "rendre permanent" le cessez-le-feu, à entamer la démilitarisation d'Erbil ("capitale" du Kurdistan irakien contrôlée par l'UPK depuis décembre) et à examiner la comptabilité sur la perception des taxes.

Ils ont également convenu de "relâcher tous les prisonniers capturés durant les hostilités" et de convoquer le parlement dans les 48 heures suivant la démilitarisation effective d'Erbil.

"L'initiative va continuer. Nous envisageons d'autres rencontres très prochainement, qui conduiront, espérons-le, à un accord plus large qui pourra être mis en oeuvre totalement", a indiqué le responsable de la région au département d'Etat Robert Deutsch, représentant les Etats-Unis qui parraineraient cette rencontre.

"Sous l'auspice des Etats-Unis, les deux principaux partis kurdes, le PDK et l'UPK, s'engagent à maintenir le cessez-le-feu et à s'efforcer de le rendre permanent", indique le communiqué final.

"Ils démilitariseront la ville d'Erbil et formeront une commission neutre sous l'auspice du CNI", le Congrès national Irakien, qui rassemble l'opposition au régime de Bagdad. "Les forces entourant Erbil seront réduites et rassemblées en des lieux qui restent à déterminer", ajoute le texte.

Quant au problème de la perception des taxes frontalières, que se disputent l'UPK et le PDK, "un examen comptable de tous les revenus depuis le 1er mai 1994 sera effectué sous le contrôle des partis".

"La légitimité de l'autorité régionale sera restaurée. Le parlement régional élu sera reconvoqué dans les 48 heures suivant la démilitarisation certifiée d'Erbil".

Les deux partis kurdes s'engagent également "à relâcher tous les prisonniers détenus durant les hostilités".

Le KDP et l'UPK s'affrontent depuis mai 1994 pour le contrôle du nord de l'Irak qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991. Ces combats ont déjà fait plus de 2.000 morts.

Cette rencontre était la première entre les deux parties depuis huit mois.

aln-pjl/php/lb

AFP /J00245/111212

AOU 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

# U.S. Hopes for Wealth of Data From Iraqi Defectors

By R. Jeffrey Smith  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — If the two senior Iraqi officials who defected this week to Jordan are willing to tell all they know, they could provide a treasure trove of sensitive information about one of the world's most secretive and menacing countries, according to senior American officials.

The whereabouts of any secret Iraqi weapons of mass destruction, the illicit foreign sources of high-tech goods, the location and amounts of secret foreign bank accounts held by Iraq and its leaders — these are but a few of the details that American officials hope to learn.

American officials made their first contacts with the defectors on Friday after Washington obtained what several officials described as solid assurances that Lieutenant General Hussein Kamel Hassan and Colonel Saddam Kamel "will talk" about their experiences in Baghdad.

But the American officials declined to elaborate, beyond saying that it remains to be seen whether the two Iraqis will actually disclose important state secrets to their long-standing archenemy.

Four years after the Gulf War, Iraqi politics and intentions remain a huge mystery to the United States — a circumstance reflected in intelligence circles by the recent decision to make Iraq a higher priority target for spying. Now, American analysts may not have to work as hard for the answers to some of their most important questions.

American officials describe General Kamel as an organizational genius who in the 1980s created the impressive network of scientific centers and secret procurement channels used to produce the potent arsenal of deadly weapons that helped put Iraq's military on the Middle East and Gulf map. Mr. Kamel is personally given credit

for pioneering the development of ballistic missiles with sufficient range to strike Iranian cities, the creation of an arsenal of hundreds of tons of deadly poison gases, the secret brewing of an immense stockpile of deadly germs, and the establishment of a nuclear weapons program that was only a year or so from creating a bomb.

Since the close of the 1991 war, General Kamel has been a leading official at Iraq's Military-Industrial Commission, where American officials say he was "in charge of handling the deception and concealment operations" meant to frustrate efforts by the United Nations to rid Iraq of these weapons.

Despite these efforts, the UN Special Commission on Iraq has already painstakingly unraveled many of the secrets surrounding these programs. But key gaps remain to be filled in, including whether Iraq might still be hiding some ballistic missiles, poison gases, and germ- or toxin-filled munitions. UN officials, like those in Washington, are salivating at the prospect of access to such a key defector.

Colonel Kamel, the longtime chief bodyguard to Mr. Saddam, "knows the innermost details of what goes on there" inside the tightly knit world of family politics, the official added. He could provide extraordinary insights into Mr. Saddam's vulnerabilities

## Arabs Play Down Iraqi Defections

### Don't Expect Saddam Regime to Crumble, Officials Say

By Youssef M. Ibrahim  
*New York Times Service*

AMMAN, Jordan — The defection of Iraq's leading arms procurement official is a potential intelligence bonanza for the West and a new indication of President Saddam Hussein's shrinking power base, but it should not be viewed as signaling the imminent fall of the Iraqi regime, Arab officials cautioned Friday.

Jordanian and other Arab officials in Amman had no quarrel with one remark made by Lieutenant General Hussein Kamel Hassan after his escape to Jordan: He is said to have told his hosts that "the

regime in Iraq has lost its credibility internationally and in the Arab world."

But the officials put little credence in an assertion by the 37-year-defector that he and other Iraqis could bring about "a change in the situation in Iraq."

Instead, the dominant feeling in Amman was that the general, who is married to Saddam Hussein's eldest daughter, had been such an integral part of the regime's repressive machinery for so long that he could not arouse support among other Iraqis.

Jordan confirmed Friday that American officials had established contact with the defectors. But it was unclear if the defectors, particularly General Kamel, had any

incentive to cooperate in supplying intelligence on Iraqi armaments. Still, some American officials felt he might provide a wealth of information. (Page 5)

General Kamel, like other close aides of the Iraqi president, lacks an internal power base because he drew virtually all of his influence from his proximity to the Iraqi president, who pushed him aside and prompted his decision to defect.

A senior official in the Palestine Liberation Organization, who knows Mr. Saddam and his son-in-law well, said: "Hussein Kamel knows everything there is to know about Iraq's weapons, how they were acquired and from whom. But he defected

because of a family dispute, not because he suddenly came to feel guilty about the regime's practices."

"He is no leader of a revolt, and he has no followers," the PLO official said.

Mr. Saddam denounced General Kamel in a speech to the Iraqi people on Friday as someone "who has betrayed and was close to us, but his influence would be like that of Judas."

The defection was provoked by internal disputes that have afflicted the ruling elite in Baghdad ever since Mr. Saddam took power in 1968.

In the latest rift, General Kamel was reportedly angered over losing some of his power to the Iraqi president's son Odeï, who came to Jordan Thursday in a failed attempt to persuade the defector and his 30 companions to return to Baghdad.

On Friday, the defectors were kept under wraps by Jordanian authorities, who clearly intended to prevent the episode from being blown out of proportion.

A day after Jordan granted political asylum to General Kamel, his brother and their wives — both daughters of President Saddam — along with 30 other adults and some children, they were placed in government residences outside Amman, where they were under guard and inaccessible to the press.

Both Jordan and Iraq also made it a point to emphasize that their relations had not been damaged.

Jordanian officials, speaking privately, said that they were embarrassed by the offer extended by President Bill Clinton to defend Jordan from attacks by Iraq. The officials said their was never any concern about an attack, largely because Baghdad, under stringent United Nations sanctions, desperately needs Jordan as an outlet for commerce.

"We hope this will not affect relations, and so far it hasn't," said Khalid Karki, Jordan's information minister. "They came here seeking refuge in Jordan, and the king granted it. There is nothing more to it."

For its part, Iraq dismissed the defection and said it would continue dealing with the UN Special Commission disarming Iraq under the terms of the Gulf War cease-fire agreement of 1991.

"Hussein Kamel occupied an important position in the state when he was part of it and loyal to it and its leader," said Tarik Aziz, Iraq's deputy prime minister. But he said General Kamel's defection had cost him "all weight and any influence in the state's affairs."

There was a question about how valuable the defectors' information would be, two years after the United Nations conducted an in-depth inspection of all Iraqi weapons systems.

Edward Peck, a former U.S. envoy to Baghdad said in an interview with CNN on Friday that the West might already know what General Kamel could tell them.

There is also the question of how far the Jordanians will go in allowing General Kamel to use Jordan as a base for rallying opposition to Mr. Saddam.

## Ask the Kurds

ISTANBUL

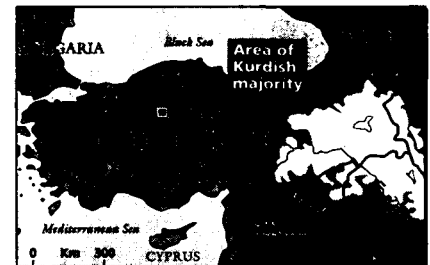
**A**T LAST, a semi-official Turkish organisation has bothered to ask Kurds living in the south-east whether they actually want the independence for which the Kurdistan Workers Party (PKK) has been fighting an 11-year war and for which Turkey has 250,000 troops in the region to prevent. The answer, it seems, is: No.

The survey—which seems to have been organised as well as circumstances permitted—was conducted for the Turkish Chamber of Commerce, the country's biggest business federation, whose chairman is a friend of Turkey's prime minister, Tansu Ciller. Most of the 1,267 respondents said they think of themselves as Kurds and speak Kurdish at home. Nearly all of them, according to the survey, want drastic changes to the structure of the Turkish state, an idea that is, officially, anathema to most Turkish politicians. And they want (not surprisingly) less stick and more carrot. But they do not want an independent Kurdish state. The most popular idea, backed by 43% of respon-

dents, is some sort of federation.

More than three-quarters of those surveyed do not believe the PKK can be beaten by the Turkish army. But that does not mean they support the guerrillas unreservedly or at all. Even the third of respondents who admitted to knowing a PKK fighter are ambivalent about the party. Even among those who do want some kind of independence, the great majority say they do not want the PKK to run the show.

Predictably, most Turkish politicians have rubbished the report. They point out, correctly, that finding out people's true views in the midst of a brutal guerrilla war is fraught with methodological pitfalls. The leader of the opposition, Mesut Yilmaz, likened it to a "CIA-style dirty trick" by the prime minister to pave the way for a change of government policy towards the Kurds. Unal Erkan, who governs the troubled south-east, says the report is subversive. That, in a way, is true. By suggesting that the Kurds might be sat-



isified by some form of devolution if their language were freely spoken on the airwaves, the report subverts the government's argument that even concessions over language would encourage the PKK in its determination to break Turkey apart.

Not all Turks have damned the report. TUSIAD, the largest business confederation welcomed it: many firms reckon that, if the conflict grinds on, it will make not just the south-east ungovernable but the rest of Turkey as well. Indeed, perhaps the most telling features of the report were not what it found, but that it was the first real Kurdish opinion poll after a decade of war, and that it was commissioned by hardnosed businessmen.

## Übereinkunft der irakischen Kurden in Irland

ali. Drogheda, 11. August

Die am Mittwoch begonnenen Friedensverhandlungen zwischen den zerstrittenen kurdischen Parteien im Nordirak haben am Freitag mittag in der irischen Provinzstadt Drogheda mit einer Einigung auf die Grundsätze eines Friedensvertrags geendet. Hochrangige Unterhändler der Demokratischen Partei Kurdistans (KDP) und der Patriotischen Union Kurdistans (PUK) waren einer Einladung des amerikanischen Aussenministeriums gefolgt, einen erneuten Versuch zur Beendigung des 15 Monate alten Konflikts in der nordirakischen Schutzzone zu wagen. Die Türkei und die Dachorganisation der irakischen Opposition, der Irakische Nationalkongress (INC), entsandten Beobachter.

Der bruchige Waffenstillstand wird nun verlä-

ngert, und Gefangene werden freigelassen. Folgende Grundsätze werden den beiden Parteiführern Barzani und Talabani, die nicht nach Irland gereist waren, vorgelegt: Die kurdische Provinzhauptstadt Erbil soll demilitarisiert werden, was heisst, dass die PUK ihre Truppen abziehen hat. Sobald das erfolgt ist, werden sämtliche Einnahmen aus informellen Zöllen und anderen Abgaben in ein gemeinsames, neutral verwaltetes Konto einbezahlt; über die Einnahmen seit Kriegsbeginn muss abgerechnet werden. Dadurch soll der umstrittene Zugang zu den Abgaben auf illegalen irakischen Erdölexporten in die Türkei geregelt werden. Ebenfalls unmittelbar nach der Demilitarisierung Erbils tritt das gewählte Regionalparlament wieder zusammen und baut eine neue Verwaltung auf. Der INC soll dabei eine Schiedsrichterrolle übernehmen. Aus Konferenzkreisen verlautete, die Flucht von Saddam Husseins Schwiegersöhnen nach Jordanien diese Woche habe die Einigungsbestrebungen in Drogheda beflügelt. Die Unterhändler machten jedenfalls kein Hehl aus ihrer Freude über den Durchbruch.

Neue Zürcher Zeitung

12./13. August 1995

LE MONDE - 12 août 1995

## Les Kurdes irakiens tentent d'aplanir leurs différends

**LOIN DES TURBULENCES** de Bagdad, les deux principales formations kurdes irakiennes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, tentent, depuis mercredi 9 août, à Drogheda, en Irlande, de trouver une solution à un conflit meurtrier qui les déchire depuis mai 1994.

Le seul fait que ces discussions, organisées par les Etats-Unis, aient pu s'engager sans conditions préalables, est un premier pas, dans la mesure où les deux formations - les plus structurées de l'ensemble de l'opposition irakienne - refusaient toute rencontre depuis décembre 1994. L'Iran, qui, au cours des dernières semaines, avait essayé de les réconcilier, en invitant leurs représentants sur son territoire, n'a jamais réussi à les asseoir autour d'une même table.

Le fait que les délégués dépêchés par l'UPK et le PDK à Drogheda soient de haut niveau -

membres des bureaux politiques et représentants personnels de MM. Talabani et Barzani - confère un certain sérieux à la rencontre, dans la mesure où les participants sont capables de prendre des décisions, même si, en dernière analyse, aucun accord ne pourra être conclu sans l'aval des deux chefs.

Toutefois, de sérieuses divergences séparent les deux parties sur les questions essentielles. Le PDK réclame la démilitarisation d'Erbil, « capitale » de la partie du Kurdistan située au nord du 32<sup>e</sup> parallèle et protégée, depuis juillet 1991, par une coalition occidentale composée d'Américains, de Français et de Britanniques. L'UPK réclame le partage des recettes douanières. Les deux parties doivent aussi discuter de la réactivation des institutions du « gouvernement » et du « Parlement » issus d'élections organisées en 1992. Plus fondamentalement, ce sont les rivalités historiques pour le pouvoir entre les deux chefs tribaux, MM. Talabani et Barzani, qui

sous-tendent un conflit qui a déjà fait plus de 2 000 morts. Depuis le déclenchement des hostilités, tous les accords de cessez-le-feu conclus grâce notamment à la médiation du Congrès national irakien (CNI), principal regroupement des mouvements de l'opposition, ont été violés. En juillet 1994, la France avait même organisé, à Rambouillet, une rencontre entre les représentants des deux formations, mais, dès le mois suivant, les hostilités avaient repris.

En principe, la rencontre de Drogheda devrait durer trois jours, mais les deux parties n'excluaient pas, si nécessaire, de jouer les prolongations. Pourtant, le secrétaire général du CNI, Ahmad Jalabi, qui assiste aux réunions de Drogheda, a affirmé, jeudi, que l'UPK et le PDK étaient sur le point de signer un texte « destiné à rétablir la confiance » et à mettre en œuvre des mesures pour rétablir la paix.

M. Na.

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

FRS0111 4 I 0142 TUR /AFP-NS66

Turquie-Kurdes

Quinze rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 15 août (AFP) - Quinze rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués depuis dimanche lors d'opérations militaires dans l'est et le sud-est anatoliens, a-t-on appris mardi de source bien informée.

Ces opérations se sont déroulées dans les provinces de Hakkari (frontalière avec l'Irak et l'Iran) et Bingol (est), a-t-on indiqué de source kurde contactée par téléphone depuis Ankara.

Ce bilan n'a pas été confirmé par la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir, chargée de la lutte contre le PKK.

L'armée turque mène des opérations quotidiennes pour traquer les maquisards du PKK dans ces régions et notamment à Tunceli où les forces turques auraient coincés plusieurs centaines de rebelles, selon la même source.

YM/cf/lb

AFP /J00245/150939 AOU 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0191 4 I 0523 TUR /AFP-BQ27

Turquie-Irak-Kurdes

Ankara satisfait d'un accord inter-kurde sur le nord de l'Irak

ANKARA, 12 août (AFP) - La Turquie a manifesté sa satisfaction devant la volonté déclarée des deux principales formations rivales kurdes de trouver un accord qui devrait permettre le rétablissement d'une autorité dans le nord de l'Irak, ce que cherchait Ankara pour sa sécurité frontalière.

Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani sont parvenus vendredi en Irlande à un accord de principe pour mettre fin à un conflit qui dure depuis 15 mois, faisant au moins 2.000 morts dans le nord de l'Irak qu'ils contrôlent depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991.

Ils s'engagent notamment à tenter de rendre permanent le cessez-le-feu, à démilitariser Erbil (contrôlé par l'UPK depuis décembre 1994), à examiner la comptabilité sur la perception des taxes et à libérer tous les prisonniers.

La réunion de Drogheda a été organisée par Washington dont la politique pour le nord de l'Irak coïncide largement avec celle d'Ankara à l'exception d'un dialogue entre Bagdad et Kurdes d'Irak: Ankara encourage les Kurdes pour un dialogue avec le régime irakien, ce qui est déconseillé par Washington qui préfère un règlement "sans Saddam" pour le nord de l'Irak.

La présence d'un observateur turc, Ugur Dogan, à Drogheda montre l'intérêt d'Ankara à un règlement inter-kurde auquel il attache une importance capitale pour sa sécurité frontalière.

Ankara qualifie cet accord de "pas positif dans le cadre du processus de rétablissement de la paix et la stabilité". L'accord de principe confirme deux points qui sont importants pour la Turquie: l'intégrité territoriale de l'Irak et l'inquiétude légitime de la Turquie en matière de sécurité, selon la diplomatie turque.

Sujette à sa propre rébellion kurde, la Turquie insiste sur la préservation de l'intégrité territoriale de l'Irak car elle ne veut pas un Etat kurde indépendant à ses frontières, qui pourrait rompre tous les équilibres dans la région.

Pour le moment, l'accord n'a rien réglé mais a rétabli la confiance mutuelle qui semble prometteuse pour une paix future inter-kurde, ce que la Turquie cherche à obtenir afin de confier sa sécurité frontalière au PDK et à l'UPK pour la prévention des attaques de la rébellion kurde de Turquie depuis le territoire irakien.

L'armée turque a mené une vaste opération dans le nord de l'Irak du 20 mars au 2 mai, et des opérations ponctuelles en juillet contre le Parti séparatiste des travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant en Turquie.

Le nord de l'Irak est, bon gré mal gré, devenu l'arrière-cour de la Turquie après la guerre du Golfe en l'absence de l'autorité de Bagdad.

Jusqu'à présent, Ankara avait à plusieurs reprises tenté de réconcilier le PDK et l'UPK. La principale cause de leur conflit est le partage des taxes provenant de la vente de pétrole à la Turquie par le poste frontalier turc de Habur, situé dans la zone sous contrôle du PDK qui les empêche.

CE/jlb/lb

AFP /JO0245/121213

AOU 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0306 4 I 0302 EAU /AFP-CJ90

Irak-Kurdes

Le cessez-le-feu respecté dans le Kurdistan irakien

DUBAI, 12 août (AFP) - Les deux partis kurdes irakiens rivaux ont affirmé samedi qu'ils respectaient le cessez-le-feu dans le nord de l'Irak, sur lequel il s'étaient mis d'accord lors de rencontres de Drogheda (Irlande).

"Aucun accrochage n'a eu lieu, les campagnes médiatiques ont également cessé", a déclaré à l'AFP le responsable de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) à Bonn, Salah Rachid, contacté depuis Dubaï.

"Dans les faits, le cessez-le-feu est en vigueur", a indiqué pour sa part le responsable du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) à Londres, M. Faouzi al-Atrouchi.

Selon M. Rachid, la libération des prisonniers détenus par les deux partis a commencé, mais M. Atrouchi n'avait pas d'indications à ce sujet. L'UPK a estimé le nombre total des prisonniers entre 100 et 200.

L'UPK et le PDK, dont le conflit a fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994, avaient convenu vendredi de tenter de rendre permanent leur cessez-le-feu, au terme de trois jours de discussions parrainées par Washington.

MM. Rachid et Atrouchi ont indiqué que les deux partis devaient se rencontrer à nouveau dans trois semaines, dans un endroit encore indéterminé, pour élaborer un accord final portant sur la démilitarisation d'Erbil, la "capitale" du Kurdistan tombée aux mains de l'UPK en décembre, et résoudre la question des revenus perçus par le PDK sur la frontière avec la Turquie.

Les deux formations s'étaient engagées à Drogheda de trouver une solution à ces deux questions.

Elles ont pris le contrôle du nord de l'Irak en 1991, à la faveur de l'instauration par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la région.

mch/tp/sl/bw

AFP /JO0245/121609

AOU 95

FRS0262 4 I 0138 TUR /AFP-CA50

Turquie-Kurdes

Quatorze rebelles kurdes tués en Anatolie

ANKARA, 12 août (AFP) - Quatorze rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires turques dans l'est et le sud-est anatoliens, a-t-on annoncé samedi de source officielle.

Ces opérations se sont déroulées dans les provinces de Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran, Mardin, frontalière avec la Syrie, Bitlis, Bingol (est) et de Van (est, à la frontière avec l'Iran), indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Le document cité par l'agence turque Anatolie ne précise pas la date de ces opérations. L'armée turque mène des opérations quotidiennes pour traquer les maquisards du PKK dans ces régions.

CE/ib/bw

AFP /JO0245/121422

AOU 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

# Rival Kurdish groups agree to end conflict

## Satisfaction: Turkey initially voices its satisfaction over the Dublin agreement

Turkish Daily News

ANKARA- Two rival northern Iraqi Kurdish groups agreed on Friday to end their 15-month-old armed conflict. The agreement was made at the end of a three-day meeting held in Ireland under the auspices of the United States and with the participation of Turkey and the Iraqi National Congress (INC).

The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) pledged to maintain the cease-fire and to strive to make it permanent, according to an INC statement sent to the Turkish Daily News.

Robert Deutsch, U.S. State Department official for the northern Gulf region, chaired the meeting which Uğur Doğan, the Turkish Foreign Ministry's Iran-Iraq department chief, attended as an observer.

The Kurdish groups also agreed to cease media attacks, to respect the rights of one another's followers, and to release all detainees being held by the parties during the recent hostilities.

The KDP and PUK have agreed to continue talks aimed at finalizing a peace agreement. The elements of such a peace agreement will include the following points:

- Irbil city will be demilitarized.
- A neutral commission will be formed under INC auspices.
- No later than 48 hours following the certified demilitarization of Irbil, customs and all revenues collected by the parties will be collected and deposited in bank accounts under the supervision of a neutral commission in the name of the regional authority.
- All revenues under the control of the parties since May 1, 1995 will be declared and an account made.
- The legitimacy of the regional authority will be returned through the reconvening of the elected regional parliament within 48 hours of the certified demilitarization of Irbil.
- The regional parliament will work speedily to form a new broad-based administration for the northern governorships, including other parties and ethnic communities.
- All the above points will be carried out within the territorial integrity of Iraq.
- These points will also take into consideration the legitimate security concerns of Turkey.

Meanwhile, the agreement in principle was also signed by Turkey. Uğur Doğan said, "We are content," Agence France Presse reported. "It is gratifying to see that all the parties recognize openly the legitimate security concerns of Turkey," he said.

INC Executive Council Secretary Ahmad Chelabi said the congress would be given a stronger and broader administrative role in northern Iraq under the accord.

Robert Deutsch said they had achieved "a series of confidence-building measures and a statement of principles. There will be further meetings in the



Massoud Barzani



Jalal Talabani

very near future leading to the conclusion of a broader agreement," said Deutsch, adding that the agreement "indicates progress and willingness to find a solution."

He said that any final peace accord should be signed in northern Iraq, but did not rule out Washington as a possible venue.

Hoshiyar Zebari, one of the KDP participants, said there was "not an agreement yet, but we have made progress. The deadlock was broken. We are heading for further talks on these contentious issues.

"This has been a good step forward," he added.

The PUK's Barham Salik said he was pleased with the agreement, calling it "a significant development ... a first step. It finds a way out of the deadlock, and we hope it will herald a new era in terms of normalizing relations and bringing peace and stability to the region," Salik said.

Hani al-Fekaiki, vice president of the INC's executive council, said he was "pleased and optimistic," calling the agreement "a first breakthrough" that had succeeded, where other attempts had failed, largely thanks to the heavy U.S. involvement in the negotiations.

"The Americans are concerned about the security of the area," he said, "but also about the future of Iraq after Saddam Hussein. They would like to be sure that a new regime in Iraq would be participating in maintaining peace and security and stability in the area."

With its "vital interests" in northern Iraq, said al-Fekaiki, Washington would continue to be the driving force in the peace process, but "we would like to see the Europeans, particularly the French, more concerned.

"We have had a very long, very good relationship with the French government and we would like to see in the future France as a main participant in rebuilding Iraq," he said. The collection and distribution of border tariffs constitutes the Kurds' sole source of revenue — \$100,000-\$150,000 a day — levied on truckloads of Iraqi oil being exported to Turkey.

VAR MATIN - 13 août 1995

► **TURQUIE.**- Vingt-sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un soldat turc ont été tués lors de combats qui se sont déroulés dans l'est et le sud-est du pays, selon un nouveau bilan rapporté hier par l'agence turque Anatolie. La date des combats n'a pas été précisée. Un premier bilan officiel avait fait état hier de 14 morts côté PKK pour des opérations menées dans les provinces de Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran, Mardin, frontalière avec la Syrie, Bitlis, Bingol (est) et de Van (est, à la frontière avec l'Iran). L'armée turque mène des opérations quotidiennes pour traquer les maquisards du PKK dans ces régions.

4 / LE MONDE / DIMANCHE 13 - LUNDI 14 AOÛT 1995

# Des militaires américains ont commencé à parler avec le « père » des programmes d'armement irakiens

## Saddam Hussein a dénoncé la « trahison » de son gendre réfugié en Jordanie

N'ayant pas réussi à obtenir de la Jordanie le renvoi en Irak de deux de ses gendres félons, le président Saddam Hussein a choisi de les

dénoncer lui-même dans un discours adressé au peuple irakien. A Amman, une première rencontre a eu lieu entre les fugitifs et des

militaires américains de haut rang, désireux de s'informer des programmes d'armement de l'Irak.

Comme on s'y attendait, le gendre de Saddam Hussein, ex-chef de l'Organisme de l'industrialisation militaire, intéresse au plus haut point les Etats-Unis. Trois jours après sa défection en Jordanie, Hussein Kamel Hassan a ainsi reçu, vendredi 11 août, des militaires américains de haut rang, a révélé une source occidentale. L'objectif, selon cette même source, était de discuter de manière « informelle » des « informations que pourrait révéler le général Hassan concernant l'armement irakien, notamment biologique et chimique », les discussions « sérieuses » à ce sujet ne devant commencer que dans les vingt-quatre heures.

« De nombreuses discussions auront lieu à Amman entre les deux parties », a ajouté cette source. Selon le *Washington Post*, ce premier contact a été pris après que les Etats-Unis eurent obtenu des assurances fermes que le général Hassan et son frère, Saddam Kamel Hassan, qui a fait défection avec lui, « parleront » de leurs expériences à Bagdad.

A Bagdad, comme si lui-même et ses fils étaient au-dessus de tout soupçon, le président Saddam Hussein, dans un discours adressé au peuple et diffusé par l'agence INA

et la télévision, a accusé son gendre fugitif d'avoir « trahi », et volé « plusieurs millions de dollars au peuple irakien par le biais de sociétés fantômes ». Mais « sa trahison n'aura pas l'effet de celle de Judas », a affirmé l'homme fort de Bagdad.

Les « sociétés-fantômes » du général Hassan « recueillaient des fonds des particuliers en leur promettant des intérêts allant jusqu'à 25 %, a précisé M. Hussein. Elles ont été interdites par les autorités, après avoir ruiné un grand nombre d'épargnants ». « Il aurait mieux valu que Hussein Kamel [Hassan] meure, s'il voulait réparer une partie de ce qu'il a fait, plutôt que de vivre dans le déshonneur », a-t-il ajouté.

M. Hussein a estimé qu'il était « du droit du peuple de connaître la vérité », mais il a assuré « ne pas connaître les raisons précises de la trahison » du général Hassan. « Certains trahissent par jalousie, d'autres par orgueil, mais les félons ont tous en commun un déséquilibre dans leur personnalité », a-t-il dit. Emaillant son discours de citations du Coran et d'exemples de félonie, notamment la trahison du prophète Mahomet par Abou Lahab, un membre de sa tribu, le chef de l'Etat a ajouté : « L'un de vous pourrait objecter :

*mais pourquoi n'as-tu pas su bien choisir ? Je lui répondrai : la connaissance n'appartient qu'à Dieu seul. »*

Peu auparavant, le vice-premier ministre, Tarek Aziz, avait affirmé que la « trahison » du général Hassan « ne change rien à la situation du pays ». « Il est ridicule de croire qu'une personnalité comme celle du président Saddam Hussein tire sa force, pour diriger le pays, d'un personnage tel que Hassan », a ajouté M. Aziz, selon lequel l'évasion de l'ex-chef de l'Organisme d'industrialisation militaire n'aura aucune conséquence sur les rapports entre Bagdad et la Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak. « J'ai représenté le pays dans la gestion de ce dossier et je continue de le faire. Il n'y aura donc [à mon avis] aucun changement du point de vue politique à ce niveau. »

### ACCORD INTER-KURDES

A Drogheda, en Irlande, où ils étaient réunis depuis trois jours, les représentants des deux principales formations kurdes irakiennes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, sont parve-

nus à un accord de principe pour mettre fin à un conflit vieux de quinze mois qui a fait plus de deux mille morts.

Dans un communiqué rendu public vendredi 11 août, les deux parties s'engagent à tenter de rendre permanent le cessez-le-feu, à démilitariser la ville d'Erbil, « capitale » de la partie du Kurdistan située au nord du 32<sup>e</sup> parallèle, qui échappe au contrôle de Bagdad et qui est placée, depuis juillet 1991, sous la protection des Occidentaux. Le PDK et l'UPK se disent aussi déterminés à régler le problème du partage des taxes douanières, à libérer tous les détenus capturés pendant les hostilités, et à respecter mutuellement les « droits de leurs partisans ».

Robert Deutsch, responsable du Golfe du Nord au département d'Etat, qui a supervisé les négociations organisées par les Etats-Unis, a indiqué que d'autres rencontres auraient lieu « très prochainement », l'accord définitif devant être signé dans le Kurdistan. M. Deutsch n'a toutefois pas écarté la possibilité qu'une telle signature ait lieu à Washington. La Turquie et les Etats-Unis se sont félicités de cet accord. — (AFP Reuter.)



A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0390 4 I 0233 RFA /AFP-GX86

Allemagne-Kurdes-PKK

Le PKK récolte 21 millions de dollars chaque année en Allemagne, selon Der Spiegel

BONN, 13 août (AFP) - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, Kurdes séparatistes de Turquie) récolte chaque année quelques 30 millions de DM (102 millions de F) en Allemagne, selon un rapport des services de renseignements allemands cité par l'hebdomadaire Der Spiegel.

Cet argent provient de la vente de publications et des contributions --volontaires ou forcées-- des Kurdes vivant en Allemagne, selon le rapport de l'Office de protection de la constitution (BfV) cité par le magazine, à paraître lundi.

Outre l'Iran, l'Irak et la Syrie, le BfV soupçonne la Grèce et certains pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI, ex-URSS) d'aider "financièrement, ou du moins logistiquement", le PKK, qui est interdit en Allemagne.

Les services allemands soupçonnent en outre les sympathisants du PKK de déclarer la perte de leurs papiers d'identité aux autorités pour en fait les mettre à la disposition de combattants blessés ou d'agents de liaison.

Sur la cinquantaine de cadres dirigeants du PKK en Allemagne, 26 n'auraient toujours pas été identifiés par les services allemands malgré tous leurs efforts, selon le rapport du Bfv cité par Der Spiegel.

Selon les autorités allemandes, le PKK compte 7.500 membres et plus de 50.000 sympathisants en Allemagne.

fb/chb

AFP /JO0245/131928

AOU 95

# Tunceli once again the city of trouble

Turkish Daily News

Orya Sultan Halisdemir

It has always been a problematic eastern province throughout history. Tunceli, with its majority Alawite population and its leftist tendencies, has always attracted attention.

Today Tunceli, which has a highly literate population compared to the other cities of eastern Turkey, is once again the center of attention.

The city has been under close watch for a long period, as suspicions that the city's population was providing aid to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) members intensified. It was, however, the allegations that the special police force units were abusing and threatening the lives of the people in the city that brought Tunceli to the head of the agenda once again.

The incidents started on July 4, when PKK militants attacked the special police force responsible for the protection of the TV transmitter and killed four of them.

Angry about the killings, the members of the special police force turned the funeral into a demonstra-

tion and a show of power, after which rumors about them spread. The pictures were shown to everyone through TV footage and the newspapers, causing heated debate about the role and the functions of the special team units.

"These forces are linked to the ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP), which is clear from the way the members were making the wolf sign — the sign of the MHP — with their hands and from the rings they were wearing which have three crescents, as on the MHP flag," complained many. It was later claimed that the special force policemen attacked people and beat them up during the funeral.

Just as the complaints intensified, allegations came to light that the special force units had destroyed a whole street in the city while trying to catch terrorists who were suspected to have been hiding in one of the houses in the street.

Residents complained that during operations carried out to catch the terrorists, the special team members had not differentiated ordinary people from PKK members.

SUNDAY, AUGUST 13, 1995

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 14, 1995

# Iraq to Give Arms Data to UN in Attack On Defector

## Baghdad Says Kamel Ordered His Aides to Withhold Information

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Deputy Prime Minister Tareq Aziz said Sunday that Iraq would reveal vital information on its weapons program that he accused defecting Lieutenant General Hussein Kamel Hassan of holding back from the United Nations.

Mr. Aziz, speaking to the official Iraqi press agency, INA, said General Amer Mohammed Rashid, now running Iraq's Military Industrialization Commission instead of General Kamel, had sent letters to Rolf Ekeus, a UN official, and Hans Blix of the International Atomic Energy Agency, inviting them to Baghdad to collect new data.

His comments appeared aimed at undermining the importance of General Kamel's defection.

The general, who was widely thought to be the second most powerful man in Iraq and ran its war machine, defected to Jordan last week with his brother, Colonel Saddam Kamel Hassan, and their wives, both daughters of the Iraqi leader.

"After the flight of this traitor, a number of specialists in the Military Industrialization Commission said Hussein Kamel ordered them to withhold part of vital information on Iraq's past programs from the United Nations," Mr. Aziz said.

This was meant to be part of the "conspiracy on the Iraqi people to provide the United States with pretexts" to prolong sanctions and conspire against Iraq and its leadership, he added.

Mr. Ekeus, who heads the UN commission charged with overseeing the destruction of Iraq's weapons of mass destruction, said General Kamel's defection could be significant because of his knowledge of Iraq's military secrets.

Jordanian officials say the general has already made contact with U.S. officials.

Iraq has been under UN sanctions since the Gulf War, and must disarm and account for all past programs to produce weapons of mass destruction.

The uncle of one of the defectors has issued a thinly veiled call for his assassination after the defector announced a campaign to topple President Saddam Hussein.

"A house in a street was targeted by the team members and an operation was conducted. However they did not only destroy that house but almost all the street," said one settler in the city in a TV report. Another asked "If the police can target one house in which the terrorists are hiding and they can catch them without harming the surrounding area in cities like Istanbul, why can they not do so in Tunceli?"

The reply to such questions came from Turkish Police Chief Mehmet Ağar who gave an interview to a private TV channel. "It was only two houses that were damaged. Missile launchers were fired at us from one of those houses. The basement of one of them was like an armory and the house was demolished with bulldozers so as to protect the whole city from explosion."

It is hard not to react to the pictures on TV, when a man in his 80s cries that his house was destroyed and says, "I was not even able to get the red jumper I had." Angry about the allegations, Alparslan Türkeş, chairman of the MHP, said, "so what happens even if they do have links with our party?"

Tunceli's problem, however, is not only with the special units. People, especially in the villages, are forced to flee their homes. The aim behind such a policy is said to be the banning of sources of aid to the PKK.

The people of the city are, on the one side, threatened by the PKK, who allegedly distribute leaflets saying that those who flee their homes will be killed, and on the other hand, they are forced to immigrate to other areas by the state. The people complain that they are not shown any alternative settlements or shelter but just forced away.

For the same reasons, the trucks and lorries that carry food to the city are strictly controlled and the people complain that they are not allowed to buy things freely.

After these developments, the governor of the Emergency rule region, Ünal Erkan went to the city.

He attended a ceremony to open a 'cem house' — where Alawis practice their religious beliefs — the first of its kind in the city despite being Alawi-dominated. This was interpreted by some that the state was trying to get the people of the city on its side.

After Erkan's visit, state control of the food convoys was weakened.

Mehmet Ağar also ordered the shaving of the special team mustaches, worn in a style that is recognized as a symbol of ultranationalism. They were also ordered not to appear in the city as often as they had.

Algan Hacaloğlu, state minister responsible for human rights, together with two Republican People's Party (CHP) deputies, Sinan Yerlikaya and Kamer Genç went to the city on Wednesday to monitor developments. Hacaloğlu said that there would be houses built to attract people back to the city but added that security was the major issue.

The state has been promising such things ever since the evacuations of villages started. The people who have been the main victim of the problem simply ask for their basic needs to be met.

But, more than any other issue, the arguments about the special police force that represent the most important side of the incidents. What the outcome will be remains to be seen.

Iraqi television interrupted its programs Saturday night to read the message from General Ali Hassan Majid, notorious as the "Butcher of the Kurds" and as governor of occupied Kuwait.

The general, a patriarch in the powerful Majid clan, is a first cousin of Mr. Saddam. He is also the uncle of Lieutenant General Hussein Kamel Majid.

"This small family within Iraq denounces his cowardly act and strongly rejects the treason that he has committed, which can only be cleansed by inflicting punishment on him in accordance with the law of God," the statement said. "His family has unanimously decided to permit with impunity the spilling of blood."

General Kamel has vowed to work to topple the government in which he played a major role for more than a decade.

"We will work inside Iraq and in the whole Arab world to topple the regime of Saddam," he said.

Asked whether he had begun meetings with U.S. military and intelligence officials, who are reported to have flown to meet him in Amman, General Kamel declined to confirm that such meetings had taken place or that there had been any pledges that he would turn over Iraqi secrets to foreign countries. He contended that his only goal was to bring down the Iraqi government.

"There have been no American contacts yet," he said. "We will try to get support primarily from Arab nations." He added that "we will not reveal any secrets unless it is in the interest of Iraq."

He declined to reveal information about the inner workings of the Saddam government or to comment on the reportedly lavish lifestyle of its leaders. But he warned that his silence over personal secrets of Mr. Saddam and the reported financial abuses of his relatives

and sons "will be broken" if Baghdad continued to attack him personally.

Baghdad's official media has described General Kamel as a "traitor," "coward," and a "thief," who stole millions of dollars.

In remarks broadcast live in Jordan and elsewhere in the Arab world, General Kamel said: "We call upon Iraqi Army officers and the Republican Guards, the special guard forces, civil servants, and the Iraqi society to get ready for this important change of turning Iraq into a modern state, dealing with the international community with realism and with the Arab world with friendship to remove differences and get rid of whoever is impeding our march toward progress." (Reuters, AP, NYT)

14. 8. 95

FR

Journal officiel des Communautés européennes

N° C 209/33

QUESTION ÉCRITE E-918/95

posée par Yiannis Roubatis (PSE)

à la Commission

(31 mars 1995)

(95/C 209/59)

Objet: Conseil d'association Union européenne-Turquie et menaces turques

Prenant la parole à la réunion que le Conseil d'association Union européenne-Turquie a tenue à Bruxelles le 6 mars 1995, le ministre turc des Affaires étrangères:

- a brandi la menace d'une annexion de la partie du territoire chypriote occupée par la Turquie, au cas où les négociations relatives à l'adhésion de Chypre s'engageraient sans que le problème chypriote ait été préalablement résolu;
- a émis des doutes quant au droit de Chypre à devenir membre de l'Union européenne selon le calendrier que le Conseil (Affaire générales) a adopté en vertu d'une position commune des Quinze;
- a déclaré que la Turquie continuerait à s'opposer, politiquement et juridiquement, à l'adhésion de Chypre si cette adhésion devait précéder la sienne;
- a fait valoir que la décision du Conseil concernant l'adhésion de Chypre constituait une maladresse qui conduirait à une partition définitive de l'île.

La Commission peut-elle, dès lors, répondre aux questions suivantes:

- 1) Quelles mesures envisage-t-elle de soumettre au Conseil pour répondre aux menaces de la Turquie?
- 2) Quelles mesures envisage-t-elle de soumettre au Conseil pour garantir que la procédure d'adhésion de la République chypriote ne subisse aucun retard et se poursuive conformément aux décisions arrêtées jusqu'ici?
- 3) Quelles mesures envisage-t-elle de soumettre au Conseil

pour que soit expliqué au gouvernement de Turquie, par l'intermédiaire des contacts entretenues avec ce dernier, ce qu'il convient d'entendre par un comportement tolérant dans les relations de l'Union européenne avec des pays tiers?

- 4) Quelles mesures entend-elle appliquer pour mettre un terme aux violations flagrantes des droits de l'homme qui se commettent en Turquie?

Réponse donnée par M. Van den Broek  
au nom de la Commission

(16 mai 1995)

À la suite du Conseil d'association Communauté européenne-Turquie du 6 mars 1995, le président en exercice du Conseil a eu l'occasion d'écrire une lettre à son homologue grec dans laquelle il réaffirme la position de l'Union européenne relative à Chypre. Cette lettre indique clairement que le processus adopté par le Conseil est le fruit d'une décision interne de l'Union, qu'elle ne peut donc pas être remise en cause par un pays tiers et que toute tentative d'un pays tiers pour lui faire obstacle et pour s'immiscer dans l'ordre interne de l'Union serait vaine.

Comme elle y est invitée par les conclusions du Conseil du 6 mars, la Commission présentera en temps utile une proposition en vue d'une stratégie de pré-adhésion pour Chypre.

Par ailleurs, la Commission rappelle à l'honorable parlementaire que la question du règlement du problème de Chypre est soulevée dans le cadre du dialogue politique. Dans ce contexte, la Commission et la Présidence en exercice du Conseil ont eu l'occasion de faire rapport au Parlement sur les discussions récentes de la Troïka ministérielle à Ankara. Lors de cette visite, la question des droits de l'homme en Turquie a également été débattue. Les autorités turques ont réaffirmé à cette occasion leur volonté de réformer la Constitution en vue d'adapter la législation turque aux normes internationales.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, AUGUST 15, 1995

# Jordan King Sees 'New Era' in Iraq

## Hussein Says Any Change Would Be for the Better

By Youssef M. Ibrahim  
*New York Times Service*

AMMAN — In his first public remarks after the defection of President Saddam Hussein's sons-in-law and two daughters to Jordan, King Hussein said Monday that the episode represented "a very hard blow" to the Iraqi regime and expressed the hope that it would "usher a new era for Iraq."

Although not mentioning Mr. Saddam by name, the king said that any change in Iraq "will only be a change for the better."

The Jordanian monarch's comments to the Israeli newspaper *Yedioth Ahranoth* followed his granting permission to the defector, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, to hold a press conference in a royal palace here in which he vowed on Saturday to work for the overthrow of the current regime in Baghdad.

The very fact that the Jordanian monarch's first observations on the defection were made to an Israeli newspaper is bound to be interpreted in Baghdad as a hostile act.

The king's critical attitude toward Iraq, with which he was strategically, politically and economically allied, from 1980 until the end of the Gulf War, was underlined by two other developments here in the last two days.

One was an unannounced visit Sunday to the kingdom by Prince Turki Faisal, the chief of Saudi intelligence, who is said by Jordanians to have met with the Iraqi defector with a view to organizing a more active opposition to the Iraqi regime.

Jordanian officials also confirmed Monday that preparations were under way for a meeting between King Hussein and King Fahd of Saudi Arabia soon in Riyadh in what would be the first encounter between the two Arab leaders, who have not been on speaking terms since the Iraqi invasion of Kuwait in 1990, during which Amman backed Iraq.

Although Jordanian officials, including Prime Minister Zeid ibn Shaker and Foreign Minister Abdel Karim Kabariti continued Monday to characterize the granting of political asylum to General Kamel as a move devoid of "any political dimensions," the king's remarks and signals suggested that Jordan is prepared to take a more active role in bringing about a change of policy in Iraq.

Jordanian officials also suggested that the defection may have been signaled in mid-July, when Mr. Kamel came through Jordan on an official visit in which he met King Hussein.

The king in his interview published Monday pointedly noted that he did meet with General Kamel, adding that "what he told me was in total contradiction with the official accounts, allowing me to appreciate to which point the situation has become difficult in Iraq."

That is questionable, since Jordan is Iraq's only outlet to the world under United Nations sanctions and Jordanian intelligence services are fully aware of the deteriorating social and economic conditions brought about by the sanctions. For the king, a degree of alarm about what he has known for years means he feels Iraq is too weak to protest and may be ripe for a change in leadership.

Arab diplomats here pointed that the king has also found an opportunity in the defection to endear himself to the Gulf Arab rulers.

After the loss of what ranked as an extremely lucrative economic relationship with Iraq that lasted for much of the eighties, bringing billions of dollars in profits to Jordan, the country now finds itself in dire need to resume the exports of its vegetables, fruits, foodstuffs and industrial goods to the rich markets of Saudi Arabia, Kuwait, the United Arab Emirates and Bahrain, which have largely boycotted Amman economically since 1990.

## Das neue Abkommen der irakischen Kurden

### Amerikanische Besorgnis um die irakische Opposition

Die zwei wichtigsten kurdischen Parteien des Nordiraks haben sich – wie gemeldet – in Irland auf einen Waffenstillstand in ihrem 15 Monate alten, blutigen Konflikt geeinigt. Ziel der amerikanischen Initiative, auf welche die Friedensgespräche zurückgingen, war eine Stärkung der Opposition gegen das krisengeschüttelte Bagdader Regime. Die Türkei, welche stets für eine Annäherung der Kurden an Bagdad eintrat, hat die Entwicklung begrüsst.

it. Athen, 14. August

Die beiden zerstrittenen Parteien der nordirakischen Kurden, die Demokratische Partei Kurdistan (KDP) und die Patriotische Union Kurdistan (PUK), haben – wie berichtet – letzte Woche in Irland unter Vermittlung Washingtons mit sofortiger Wirkung ein Waffenstillstandsabkommen abgeschlossen und sich in Grundzügen auf eine Regelung ihrer wichtigsten Streitpunkte geeinigt. Vorgesehen ist unter anderem die Demilitarisierung Erbil, des administrativen Zentrums der nordirakischen Kurden. Ferner sollen die Einnahmen aus illegalen Zöllen künftig von einer neutralen Kommission verwaltet und verteilt werden.

#### Überlebensfrage Zolleinnahmen

Der blutige Streit unter den nordirakischen Kurden war über dieser einzigen Einnahmequelle – einer Frage des politischen Überlebens für die beiden Parteien – entbrannt. Die KDP, die den Grenzübergang nach der Türkei bei Habur kontrolliert, hielt ab Mai 1994 sämtliche Zolleinnahmen zurück. Laut der rivalisierenden PUK sollen diese Einnahmen täglich um die 250 000 Dollar betragen. Um eine Teilung der Einnahmen zu erzwingen, besetzten die Kämpfer der PUK Erbil und vertrieben die Anhänger der KDP aus der Stadt. Die heftigen Kämpfe, die folgten, haben laut kurdischen Quellen über 2000 Menschenleben gekostet.

Die Türkei hat den Bruderkrieg der Kurden in diesem Jahr zweimal zum Anlass genommen, um in den Nordirak einzumarschieren. Laut der türkischen Führung hat das Machtvakuum im Nordirak den Einfluss der in der Türkei verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) gestärkt, was für die Türkei eine erhöhte Gefahr für die Sicherheit bedeuten musste. Aus diesem Grund hat Ankara noch bis vor kurzem beharrlich und gegen

den ausdrücklichen Wunsch Washingtons für einen Dialog zwischen den nordirakischen Kurden und Bagdad plädiert. Die türkische Regierung fand damit unter kurdischen Intellektuellen Gehör. Die anhaltenden Kämpfe im Nordirak hätten unter Beweis gestellt, dass das «Experiment der kurdischen Demokratie» misslungen sei, erklärte im Frühling das frühere Führungsmitglied der PUK, Hüseyin Şehinçari, und forderte die beiden kurdischen Parteien zudem auf, den Dialog mit Bagdad wieder aufzunehmen. Von einem misslungenen kurdischen Experiment sprach auch Jawar Namiq, der bis zur Besetzung von Erbil Präsident des kurdischen Parlamentes war. Auch er glaubte, eine Annäherung an Bagdad bilde den einzigen Ausweg aus der Sackgasse.

#### Prävention gegen Saddam

Die anhaltenden Kämpfe der Kurden sowie die Tatsache, dass Teheran die türkischen Angriffe im Nordirak sich zum Beispiel nahm und letzten Juli Positionen der oppositionellen iranischen Volksmujahedin im Irak bombardierte, haben die amerikanische Regierung alarmiert. Was nach kurdischer Einschätzung Washington allerdings stärker beunruhigte, war Saddam Husseins Bereitschaft, auf den kurdischen Aufruf zum Dialog einzugehen und, wenn auch zögernd, Emissäre in den Nordirak zu entsenden. Der irakische Staatschef konnte sich davon nur eine Stabilisierung seines angeschlagenen Regimes und eine Schwächung der irakischen Opposition erhoffen. Anfang Juli hat daraufhin der amerikanische Assistenzsekretär mit Zuständigkeit für die nördliche Golfregion, Robert Deutsch, Ankara und den Nordirak besucht und die Initiative zu den Dubliner Friedensgesprächen eingeleitet.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0478 3 I 0533 /AFP-QP11

Irak-politique prév

La famille de Saddam Hussein: un clan aux commandes de l'Etat (Encadré)

DUBAI, 15 août (AFP) - Le président irakien Saddam Hussein, dont un demi-frère serait mort des suites d'une fusillade, avait placé des membres de sa famille aux postes de commande, croyant ainsi se mettre en sécurité.

Ce savant écheveau commence cependant à se défaire, après la défection spectaculaire de ses deux gendres avec leurs épouses le 8 août.

Des parents de Saddam Hussein contrôlent quatre des cinq services de sécurité et les postes-clé de l'Intérieur et de la Défense depuis la défaite irakienne dans la guerre du Golfe, en 1991.

C'est son fils cadet Qoussaï, un homme de l'ombre, qui dirige les services spéciaux (Amn al-Khass), chargés de la protection du président.

Oudaï, son fils aîné, commande les unités de "fedayine de Saddam", créées en 1994 et qui comptent 25.000 hommes, selon un ancien chef des renseignements irakiens, le général Wafiq Samarraï, qui a fait défection l'année dernière.

Omnipotent à Bagdad, Oudaï contrôle, selon l'opposition, le marché noir et les exportations de pétrole.

Le général Hussein Kamal Hassan, qui a fait défection avec sa femme Raghad, fille aînée du président, a été tour à tour ministre de l'Industrie, chef de l'Organisme de l'industrialisation militaire et ministre de la Défense. Ce cousin éloigné de Saddam Hussein a affirmé avoir construit la Garde Républicaine, les unités d'élite de l'armée.

Son frère, le général Saddam Kamel Hassan, qui a fait défection avec lui, commandait une des gardes rapprochées du président. Epoux de la deuxième fille du chef de l'Etat, Rana, il avait commandé les unités de lancement de missiles jusqu'à la guerre du Golfe.

#### Trois demi-frères

Un demi-frère de Saddam Hussein, Watban Ibrahim, qui était ministre de l'Intérieur, a été limogé le 22 mai. Selon une faction kurde de l'opposition, il serait mort dans la nuit de dimanche à lundi après avoir été blessé par balles dans une dispute avec Oudaï, auquel un conflit l'oppose notamment sur les revenus tirés de l'exportation illégale du pétrole.

Le journal dirigé par Oudaï, Babel, avait annoncé cette blessure "accidentelle" dans une fusillade, le 8 août.

Un deuxième demi-frère, Sabaoui Ibrahim, dirigeait la sécurité générale (Al-Amn al-Aam), un des services de renseignement, mais il a été limogé il y a deux semaines, selon l'opposition.

Quant au troisième demi-frère du chef de l'Etat, Barzan Ibrahim, chef de la délégation irakienne auprès de l'ONU au Genève, il aurait été écarté des cercles du pouvoir.

Un cousin du président et un membre de son clan dirigent deux autres

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

services de sécurité, les Renseignements généraux et les Renseignements militaires, selon le général Samarraï.

Le cousin germain du président, Ali Hassan al-Majid, a été démis en juillet du poste de ministre de la Défense, qu'il occupait depuis 1992.

Selon une organisation kurde irakienne d'opposition, deux nouveaux membres de la famille de Saddam Hussein auraient fait défection: Majed Adnan Khayrallah, son neveu, et Hussein Ali al-Majid, qui pourrait être lié à l'ancien ministre de la Défense.

at/pmr/sl/eb

AFP /J00245/151828

AOU 9<sup>F</sup>

FRS0632 4 I 0175 HOL /AFP-RN64

Pays-Bas-Kurdes

Fin de la grève de la faim à La Haye d'une centaine de Kurdes

LA HAYE, 15 août (AFP) - Une centaine de Kurdes qui observaient à La Haye une grève de la faim tournante pour soutenir les 10.000 Kurdes emprisonnés en Turquie qui refusent de se nourrir depuis le 14 juillet, ont mis fin mardi à leur action, a indiqué la police néerlandaise.

Hommes et femmes, ils se relayaient depuis le 20 juillet dans une tente installée au bord de l'étang longeant le siège du gouvernement et du parlement néerlandais, faisant en sorte qu'il y avait à tout moment 100 grévistes de la faim.

A Berlin, des militants kurdes, en grève de la faim depuis le 20 juillet pour protester contre la politique d'Ankara à l'égard des Kurdes, ont également mis fin à leur mouvement mardi, selon leur comité de soutien.

Ce mouvement avait été marqué, le 25 juillet, par la mort d'une gréviste de la faim, une mère de famille de 41 ans. Quelque 10.000 Kurdes avaient accompagné sa dépouille dans les rues de Berlin lors de ses obsèques.

hms/dt/phb

AFP /J00245/152210

AOU 9:

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, AUGUST 16, 1995

### ***Kurds Slay Senior Turkish Officer***

DIYARBAKIR, Turkey — Kurdish rebels have killed a top gendarmerie officer in southeast Turkey despite tight security for the 11th anniversary of their separatist campaign, security officials said Tuesday.

Kurdistan Workers Party guerrillas killed Colonel Ridvan Ozden, head of the paramilitary gendarmerie forces in Mardin Province, on Monday, the officials said.

The attack, in which two noncommissioned officers and a pro-government village guard also died, appeared to be an act of defiance to counter government charges the rebels are close to defeat.

"He is the highest-ranking member of the security forces killed in the southeast in the last year," said an official at the regional governor's office here.

(Reuters)

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0256 4 I 0316 IRK /AFP-UD74

Irak-armée lead

L'Irak annonce avoir effectué des manoeuvres aériennes

BAGDAD, 16 août (AFP) - L'Irak a annoncé mercredi que ses forces aériennes avaient effectué ces deux derniers jours des manoeuvres militaires pour faire face aux "menaces éventuelles".

"Les forces de l'air et les unités de la défense anti-aérienne ont effectué avec succès des exercices de mobilisation les 14 et 15 août pour contrer les menaces éventuelles", a affirmé le ministre irakien de la Défense, le général Sultan Hachem Ahmed, dans un télégramme adressé au président Saddam Hussein.

Cité par la presse irakienne, le général Sultan n'a pas précisé la nature des menaces, ni le lieu ou les effectifs engagés dans ces manoeuvres.

Il a indiqué que ces exercices, baptisés "Appel du commandant" (référence au président irakien), "se sont déroulés avec précision".

L'Irak n'a pas le droit de faire voler ses avions au dessus de deux zones de sécurité, instaurées par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne pour protéger selon eux les populations kurde au nord et chiite au sud. La première zone de protection mise en place au nord du 36ème parallèle avait été instaurée en avril 1991 dans le nord de l'Irak. La deuxième zone d'exclusion aérienne, instaurée le 27 août 1992, est située au sud du 32ème parallèle.

Ces manoeuvres ont eu lieu alors que les Etats-Unis s'emploient à renforcer leur présence militaire dans le Golfe. Le département de Défense avait noté des préparatifs dans des casernes de la Garde républicaine à la suite de la défection en Jordanie la semaine dernière de deux gendres de M. Saddam Hussein.

Des appareils militaires du porte-avions américain Theodore Roosevelt, dépêché en Méditerranée pour parer à un éventuel conflit avec l'Irak, doivent se joindre aux manoeuvres militaires prévues avec la Jordanie, selon un responsable américain de la Défense.

str/sam/lb

AFP /JO0245/161322 AOU 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, AUGUST 16, 1995

# Did Defectors Flee Iraq in Fear?

## A Growing Play for Power By Saddam's Son Uday

By Youssef M. Ibrahim  
*New York Times Service*

AMMAN, Jordan — Members of Iraq's ruling elite still talk about a spectacular fistfight in 1992 when President Saddam Hussein's son Uday lunged at his brother-in-law, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, a top military planner, during an official ceremony. Onlookers had to pull them apart as the blows and vicious insults flew.

Uday and his younger brother, Qosai, were in constant competition with General Kamel, who married their sister Raghad. Today, Uday Hussein is amassing power at home, as is his younger brother, while General Kamel, who fled the country for Jordan last week with his family, is threatening to overthrow the government.

Feuding has been common throughout Mr. Saddam's nearly 30 years in power.

He has shaped and manipulated his vast clan, using competition and confrontation as forms of creative tension. Family jealousies are permitted to thrive, and just to remind everyone who is the boss, power and favors are periodically granted, then snatched away.

But this round of infighting is by far the most intense in his government's history, even more so than in 1988 when a drunken and angry Uday bludgeoned to death his father's trusted valet, food taster, and dresser. The story is that Mr. Saddam sent the servant, named Hanna, to Uday's palace with a message that the loud music from a party he was giving was disturbing the president.

Insiders say the real reason for the killing was Uday's suspicion that the valet had arranged several secret meetings between Mr. Saddam and Samira Shahabandar, then the wife of the head of Iraq Airways.

The not-so-clandestine relationship ended in marriage. And immediately after the killing, Mr. Saddam sentenced Uday to death, stunning Iraq and the Arab world. The move stunned the family, too. Relatives and sycophants organized a huge campaign across the country to beg the president to grant clemency to his son.

King Hussein of Jordan offered to take in Uday until feelings cooled down, and the president's son accepted his invitation. Eventually he was forgiven. He returned to Iraq and began his climb to power. He is considered the heir apparent, at least for now.

There have been other hand-picked successors who did not fare so well.

Iraqis say the truly "big" feuds began with the death in 1989 of Mr. Saddam's brother-in-law, Brigadier General Adnan Khairallah, a popular minister of defense greatly appreciated by the army during the war with Iran in the 1980s. He was killed in a helicopter crash that is widely believed to have been planned by the president.

Until then, General Khairallah, whose sister Sagida is the president's first wife and Uday's mother, was generally considered the heir apparent to Mr. Saddam and the country's next most important figure.

Even blood ties were not enough to ensure a permanent place.

For example, Mr. Saddam's half-brother, Barzan Takriti, who was head of the ruthlessly efficient intelligence services, was stripped of his position and sent into exile in Geneva for much of the past decade when he objected to the marriage of the president's eldest daughter, Raghad, to Hussein Kamel, a distant cousin, about a decade ago.

Mr. Takriti insisted that the president's daughter should marry his son, according to the Iraqi tradition that a daughter marries her paternal cousin.

Not only did the marriage take place, but Mr. Saddam also proceeded to elevate the young man, who had been a school dropout, to extraordinary positions of power, giving him the rank of lieutenant general even though he never attended military school.

Partly, this was a reward for the natural brilliance of the son-in-law, who succeeded in the tasks assigned him with ruthless efficiency, accumulating conventional, chemical, atomic, and biological arms and vastly expanding the size of the Republican Guard corps that defeated Iran in the long war between the two countries.

But in the last five years the rising fortunes of the two sons, Uday and Qosai, began to displace General Kamel.

Despite his reputation as a playboy who spends most of his nights at the nightclub of the Mansour Milya Hotel, drinking heavily, Uday has moved to expand his influence by creating his own newspaper, Babel, which has become dominant in the press, and his own radio station, as well as taking over Youth Ministry affairs and accumulating other titles.

Last year, with Mr. Saddam's blessing, Uday took over Iraq's oil sales. While the country is banned from exporting any oil, it does smuggle some 150,000 barrels a day to Turkey and Iran. The amount is tiny compared with the 3 million barrels a day the country used to export before UN economic

sanctions, but it represents a considerable personal revenue of nearly \$2 million a day. This used to be largely pocketed by the entourage of General Kamel when he oversaw the oil business along with his responsibilities in defense and industry.

Meanwhile, Qosai was put totally in charge of security forces guarding the president and the ruling elite, displacing another son-in-law of Mr. Saddam's, General Kamel's brother, Saddam Kamel, a colonel.

He, too, is married to one of the president's daughters, Rana, and they also fled to Jordan last Tuesday with their family and military aides. Before he fled, he was in charge of some aspects of the security details, particularly the "re-education jails" reserved for members of the ruling elite who are suspected of disloyalty.

"Now Uday and Qosai are basically taking over the machinery of the state," the Iraqi official said. "Kamel decided to defect because he became frightened that Uday was now getting strong enough to really take care of him. I think he ran for his life."

The government is paving the way to try to lure the president's two daughters back. The Women's Association of Iraq, a government-controlled organization, said Monday that the women were drugged and tricked into leaving Iraq and called upon them to return.

Their husbands, however, would not be welcome.

### U.S. and Turkey Sign Drug-Fighting Accord

*Agence France-Presse*

ANKARA — The United States and Turkey on Tuesday signed a \$370,000 agreement to fight drug trafficking, continuing an effort begun 15 years ago.

The money will be used to provide training and equipment for the Turkish police, and to reinforce Turkish customs investigations. Since 1980, the United States has contributed \$10 million to Turkish drug-fighting efforts.

**Nationalisme** Déjà infiltrés dans l'armée, les ultranationalistes turcs frappent aux portes du pouvoir et mènent une campagne de mobilisation auprès des jeunes

# TURQUIE : L'ÉMERGENCE DU PARTI AUX TROIS LUNES

**ISTANBUL**  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Tunceli panse ses plaies. Cette petite ville située dans l'un des plus violents foyers de lutte entre l'armée et la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au sud-est de la Turquie, a subi ces dernières semaines une dure répression. Celle des « équipes spéciales », une force de police armée « à la Rambo » et créée pour utiliser les méthodes de l'ennemi dans la lutte antiterroriste. Début août, ces unités de choc se sont enfin retirées de la ville.

Créées au sein de la police il y a deux ans, les « équipes spéciales » comptent 20 000 hommes. Beaucoup d'entre eux arborent les signes extérieurs du parti de l'extrême droite nationaliste turc, le Parti du mouvement nationaliste (MHP) : longues moustaches orientées vers le bas, anneau en argent portant l'emblème du loup gris ou des trois lunes, symboles du parti. Ils n'hésitent pas non plus à décorer la crosse de leur fusil de ces insignes. Comme marque de reconnaissance, les commandos plient la main droite en forme de fête de loup.

L'idéologie pan-turque qui prône l'unicité des cultures turques, des Balkans à la Chine, inspire les noms des dortoirs —



Une manifestation de Kurdes réprimée dans le sud-est de la Turquie. Le Parti du mouvement nationaliste (MHP) fait du clivage turco-kurde son premier thème de campagne. (Photo Sipa Press.)

« Ouzbek », « Kirghize » ou « Kazakh » —, en référence aux peuples frères d'Asie centrale. Ce profil et les slogans islamistes des commandos suscitent de vives réactions dans la région de Tunceli, où cohabitent Kurdes et Turcs, musulmans sunnites et

masse efficace auprès des jeunes.

Au sein des « foyers nationalistes », structures créées en 1965, les départs au service militaire et les matches de football sont autant d'occasions pour démontrer la force du parti dans la rue. Et l'arrivée massive de réfugiés kurdes dans les villes de l'ouest turc a créé, ces dernières années, des tensions chez les jeunes chômeurs récupérés par ces ultranationalistes.

Le parti pourrait dès lors être l'un des principaux bénéficiaires de la révision constitutionnelle

qui a ramené, le mois dernier, l'âge minimum de vote de 21 à 18 ans. Alparslan Türkeş, chef du MHP et vieux routier de la vie politique turque, tente en fait de polariser l'électorat sur un clivage turco-kurde, rejetant au second plan les slogans islamistes du parti, qui lui avaient permis de faire cause commune avec le parti islamiste du Bien-Être (Refah). Les deux formations sont ainsi entrées dans une vive concurrence. L'islam permet au Refah de digérer, voire de revendiquer la réalité de mosaïque ethnique que forme la société turque. Il n'avait pas hésité lors des dernières élections à inscrire à son programme le projet d'un enseignement en langue kurde.

Le nouveau positionnement du MHP en fait finalement un parti non assimilable idéologiquement par la droite traditionnelle, mais avec lequel celle-ci devra composer. Les leaders de droite se sont exprimés autour d'Alparslan Türkeş, lors de récentes cérémonies organisées pour fêter ses trente ans de vie politique. Une course autour de celui qui pourrait devenir l'élément incontournable d'une nouvelle coalition gouvernementale.

Claude ORTACQ

INTERNATIONAL  **Herald Tribune**

THURSDAY, AUGUST 17, 1995

# For Iraq After Saddam, Broadly Based Democrats

By Jim Hoagland

**WASHINGTON**—George Bush cornered Saddam Hussein in 1991, then let one of the planet's bloodiest tyrants off the hook. Now the prize of Saddam's downfall, and an opportunity to reshape the politics of the Gulf, could drop into Bill Clinton's lap like an overripe apple.

The president has diligently extended Mr. Bush's economic, military and diplomatic quarantine of the broken regime in Baghdad. But he has not brought new pressures to bear or put a high priority on toppling Saddam. On Iraq, too, timing is everything for Mr. Clinton.

But he will need skill and discipline to exploit what is likely to be a chaotic aftermath in Baghdad. Once Saddam goes, Washington will have to resist the temptation to return to the misguided balance-of-power Gulf policies of previous administrations.

Recent events suggest that time is finally running out on the brutally resourceful Iraqi dictator. Chief among them is the defection to Jordan last week by Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, Saddam's son-in-law and once his chief arms procurer.

The defection does not dramatically change the balance of forces within the Baghdad regime. General Kamel is not the man on horseback to lead Iraqi exile forces to topple Saddam. Nor did he play a sig-

nificant role in the Gestapo-like security forces that protect the Iraqi dictator. But his highly publicized welcome in Amman by King Hussein is a big and promising straw in the wind for those trying to overthrow Saddam. The king let the defector hold a press conference in the royal palace on Aug. 12 to attack Saddam.

General Kamel was accompanied by his wife, Raghda, who is Saddam's eldest daughter; his brother, Saddam Kamel, a commander of Iraq's missile force; and Saddam Kamel's wife, also a daughter of the Iraqi dictator. They drove out of Baghdad in an official auto convoy on Aug. 8 and crossed into Jordan two days later without being stopped by Saddam's omnipresent security forces.

This scenario would have been impossible less than 18 months ago. The odds are that Saddam's secret police would have got wind of the planned defection and preempted it in a customary hail of bullets. If not, King Hussein would never have exposed Jordan to reprisals by Saddam by permitting the defectors to come to Amman.

The king, an astute survivor, has let Saddam's forces take Iraqi dissidents back to Baghdad from Amman in the past

rather than risk Saddam's wrath. He did not take in General Kamel without guarantees from the United States and Israel that he would be protected from Iraqi retaliation.

This sequence of events does not tell us when Saddam Hussein's authority will actually crumble. But it does suggest how it will happen.

Mr. Bush and his aides relied on the single bullet theory at the end of Operation Desert Storm to remove Saddam. They assumed that an army commander close to Saddam would kill the dictator, seize power and rule as a more acceptable, less brutal authoritarian.

But those as close to Saddam as General Kamel still seem unable to organize such a plot, even when their lives are in danger, which is why he fled.

Saddam's regime is now visibly a sinking ship, with rats fleeing. When enough of them run, there could be a general insurrection that will involve Saddam's death or flight. But, rather than a continuation of his regime under new management, there will be a struggle for power by competing factions in which U.S. actions will be influential.

The big temptation for policymakers will be to play the power struggle as an extension of the U.S. confrontation with Iran. That would mean building up those

who promise to oppose the ayatollahs in Tehran (global enemy No. 1 on Secretary of State Warren Christopher's list) at the expense of Iraqi groups more interested in governing than in confronting Iran.

Arabists at the State Department will want to please the Arab world's ruling Sunni establishment by keeping control in the hands of Sunnis, the majority branch of Islam. The inclination in Washington will be to distrust Iraq's Shiites, thought to be too susceptible to Iranian influence.

Only a broadly based, democratic opposition group that unites Sunnis, Shiites and the nation's Kurds can bring stability to a post-Saddam Iraq. For all its organizational flaws, the main exile opposition group, the Iraqi National Congress, has taken important strides toward turning itself into such an organization. There are options other than a military coup or a new Sunni dictatorship for America to support.

The Reagan and Bush administrations built up Saddam to combat the ayatollahs. They persisted in that error even when it became obvious that their "realism" was unleashing a monster. Mr. Clinton's shimmering luck may give him Saddam's scalp. Then the president will have to be on guard against those who would have him use Iraq rather than help Iraq.

*The Washington Post.*

# Bonn feels backlash of Kurdish separatist ban

**D**OWN among the shabby tenement blocks of Zossenerstrasse in Berlin's rundown, ethnically jumbled Kreuzberg district this week, Turkey's war against the Kurds might have been happening in the next street instead of several thousand kilometres away to the south-east in Anatolia.

Suspicious-looking, moustached young men hung around an entrance checking those going in and out. Two floors above, in the Kreuzberg Kurdish centre, some 170 Kurdish men and women were about to break off a hunger strike begun almost a month ago.

The action was meant as a "gesture of solidarity" with what the Kurds claim is an estimated 10,000 Kurdish political prisoners in Turkish jails who are refusing to eat because of Ankara's human rights abuses against Turkey's Kurdish minority population.

Before it was finally called off, the Berlin fast claimed one victim - Gülnaz Baghistani, a 41-year-old Kurdish woman who collapsed and died after attending a demonstration. It also sparked violent clashes between police and leftist Kurdish protesters, attracting widespread media attention.

"We have achieved our objective of making broad sections of the public aware of the genocide practised by the Turkish state against the Kurds," declared Berlin hunger strike leader Achmed Sükü after calling off the action.

But the hunger strike was only a cog in the Kurdish agit-propaganda machine that has sprung into action recently. Sympathisers have staged hunger strikes in nine cities around the world, but in

## Tony Paterson analyses Germany's problems with the Kurdish Workers' Party

Germany there have been running battles between police and militant pro-Kurdish demonstrators.

Night after night Turkish community centres and businesses have been the targets of firebomb attacks. Police have so far failed to apprehend a single culprit, although the damage has run into billions of deutschmarks.

The new eruption of violence is bad news for the Bonn government, which presides over the largest Kurdish and Turkish communities in Europe, and remains Turkey's most important ally within the European Union. It suggests that the ban imposed 18 months ago on the Kurdish Workers' Party (PKK) in Germany has been counterproductive.

When Manfred Kanther, Chancellor Helmut Kohl's hardline interior minister, announced the ban, it was in the hope that it would defuse tension after a spate of similar attacks. It was also a response to demands from Ankara that Germany get tough with the estimated 6,900 PKK activists among the country's 500,000-strong Kurdish immigrant population.

Germany even agreed to deport Kurds found guilty of acts of violence back to Turkey, although to date this measure has been resisted by the majority of opposition Social Democrat regional Land governments.

Now the PKK is back, emboldened by the attention its assaults have drawn. "Only the PKK is

capable of organising attacks like these on such a large scale," said Hamburg's domestic intelligence head Ernst Uhlrau.

The number of PKK activists is now estimated at 8,300 - some 1,400 more than when the ban was enforced. German intelligence reckons that the PKK is capable of mobilising some 50,000 activists and sympathisers to carry out attacks when needed. Moderate Kurds such as Mustafa Kisabacak, chairman of Germany's Komkar Kurdish association, claim the Bonn government is mainly to blame for the increased PKK membership.

Bonn's policy of clamping down on Kurdish political activity in Germany while supplying its Nato ally Turkey with weapons - which, according to numerous reports, have been illegally used by Ankara against Kurds - has driven Kurdish moderates into the PKK camp, Kisabacak said. "They feel cheated by the German government's policies which see an arsonist in every immigrant Kurd, and which send weapons for Turkey's dirty war."

The PKK's activities in Europe continue to be masterminded by its leader Abdullah Öcalan from Syria, well out of German police reach. Germany alone is divided into five operational regions split up into 17 areas. Undercover area heads using code names change their jobs every few months, making police surveillance almost impossible. The heads are not thought to carry out attacks themselves, but instead deploy any number of young sympathisers.

The PKK has resorted to opening a number of cultural and workers' clubs and associations which

## Violence spills over the Dutch border

THE battles between Turkish factions are not confined to Germany, writes Christine Aziz in Amsterdam. On 18 August in Venlo, on the Dutch-German border, the trial starts of 15 men accused of the murder of seven people whose bodies have been found in the vicinity of the town.

The accused are all members of what has become known as the Venlo gang, a band of 22

men and one woman, many of them in their twenties. Most of the victims were Turkish immigrants. Evidence against the seven remaining gang members is still being prepared.

Since the first killing in June 1993, when the body of 23-year-old Ibrahim Karaca was found shot in a field on the outskirts of the Dutch border town, police have clamped down on details of

the investigation. Two more bodies were found later the same day.

At first the town's residents assumed the killings were connected to drugs. But another motive is thought to be internal feuding within the town's 5,000-strong Turkish community.

The investigation has been hampered by the Turks' refusal to co-operate with police.

act as a cover for its activity. These have baffled police and courts because they have been unable to prove a PKK connection.

Germany's Bundesverfassungsschutz (BVS) domestic intelligence unit estimates that the PKK collects around Dm30 million (\$21m) annually from sympathisers.

The separatists may be on the threshold of changing tactics. Ali Saphan, PKK Europe's representative in Brussels where, unlike Germany, the organisation is not banned, suggested that the only way of solving the problem would be through establishing a PKK link to Chancellor Kohl's Christian Democratic Party (CDU). The implication is that through discreet negotiations with the CDU, the PKK might influence the Bonn government to exert pressure on Ankara to change its policies towards the Kurds.

So far the PKK has managed to maintain contacts only with the left of German politics, and particularly with the environmentalist Green Party. But the risks of the CDU failing to enter into any kind of dialogue are doubtless becoming increasingly apparent.

Ocalan has already declared that Germany is the PKK's "Enemy number two" after Turkey. He has threatened that the German "Kurdish problem" will worsen dramatically if Bonn continues to support Turkey and refuses to talk to the separatists.



Lifeblood: Kurdish hunger strikers receive Red Cross attention in Berlin

*Turkish Daily News*

WEDNESDAY, AUGUST 16, 1995

## Local gendarmerie commander killed by PKK

*Turkish Daily News*

ANKARA- Two soldiers and Colonel Rıdvan Özden, commander of gendarmerie forces in Mardin's Savur district, were killed in a clash in Savur during which 13 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) also died.

Fifteen PKK militants died in further clashes with Turkish government forces in the eastern and southeastern parts of Turkey, Agence France Presse reported on Tuesday.

Military operations have been underway since Sunday in the provinces of Hakkari on the border with Iraq and Iran and Bingöl in the east, a Kurdish source told Agence France Presse in a telephone interview. Twenty PKK militants were captured during

military operations in Van and Mersin on Tuesday, the Anatolia news agency reported.

Military officials said that 17 militants were captured in Van and that seven automatic guns, three pistols, 13 hand grenades, four mines and many documents were confiscated.

Three militants were captured in Mersin and two PKK militants surrendered to authorities in Hakkari's Şemdinli and Siirt's Eruh districts, the Anatolia news agency reported.

The Turkish army has been recently carrying out daily operations to hunt down members of the PKK in the Southeast. Thirty-one people have died so far in the latest wave of fighting.

THE EUROPEAN- AUGUST 17-23, 1995

# Sniper kills colonel in PKK ambush

 **TURKEY**

KURDISH rebels have killed a top gendarmerie officer in southeast Turkey despite tight security for the 11th anniversary of the guerrillas' separatist campaign.

A Kurdistan Workers' Party (PKK) sniper killed Colonel Ridvan Ozden, chief of the paramilitary gendarmerie forces in Mardin province. He is the most senior security officer killed by rebels for over a year. The attack, in which two noncom-

missioned officers and a pro-government village guard also died, appeared to defy government claims that the PKK was close to defeat.

**Custody bureaux:** Interior Minister Nahit Mentese has pledged to provide information on all suspects held in police custody after protests about disappearances. He promised to establish nationwide "detention tracking bureaux".

Turkish police have been criticised for not providing information on people held in custody. The bureaux would record the names of everyone taken into custody and

then contact relatives and lawyers.

**Execution condemned:** Turkey has protested about the beheading of four Turks on drug-smuggling charges in Saudi Arabia. The foreign ministry in Ankara said it had summoned the Saudi ambassador to explain the executions and that Turkey had "expressed disillusionment that our high-level attempts to have our subjects' lives spared have not been considered as they should".

Turkish newspapers reported that Saudi's King Fahd had ignored a clemency plea from President Suleyman Demirel.

Le 15 août 1984, des Kurdes de Turquie décidaient de prendre les armes contre l'Etat central

## Kurdistan turc: la «sale guerre» entre dans sa douzième année

Rien n'indique qu'un règlement négocié soit en vue dans la guerre que mène le PKK contre Ankara.

**Q**ue valent les bilans exhibés par les parties dès lors qu'une guerre de propagande double le conflit militaire? Cette interrogation

est pertinente en Turquie comme ailleurs. Les autorités turques font régulièrement état du nombre X de rebelles abattus ou faits prisonniers, et admettent au passage quelques pertes. Hier, comme chaque année, le PKK — ou plutôt l'ERNK, front qui regroupe nombre de mouvements kurdes de Turquie dont le PKK — a livré à Bruxelles son bilan pour les douze derniers mois, qui contraste avec les chiffres en provenance d'Ankara, puisqu'il tendrait à accréditer la thèse que la guérilla autonome kurde remporte succès sur succès contre l'armée.

Pourtant, la «sale guerre», expression particulièrement recevable tant les deux camps rivalisent en horreurs, ne semble pas tourner en faveur des maquisards kurdes. La destruction, ces dernières années, de plusieurs milliers de villages kurdes par l'armée turque a en effet

contribué à affaiblir l'insurrection locale, comme en convenait hier Ali Sapan, qui s'exprimait en nos murs au nom de l'ERNK. Mais, pour lui, l'émigration kurde actuelle vers les grandes villes turques déplace simplement le problème vers l'Ouest. On ajoutera que les 300.000 hommes mobilisés par Ankara dans le «Sud-Est anatolien» et les six milliards de dollars consacrés par an à la répression dans cette région rendent la lutte inégale. Dans la capitale turque, rapporte l'AFP, on considère que «la colonne vertébrale du PKK a été brisée» et qu'il reste à lui «écraser la tête»...

De solution politique, telle que le PKK la propose régulièrement et hier encore, il n'en est guère question. Une grosse majorité de la classe politique turque n'en veut pas, l'état-major militaire encore moins. «Pas de prime aux terroristes» reste le leitmotiv, d'autant que toute concession, même culturelle, est assimilée à une première étape vers la partition du pays. *La Turquie n'a pas de problème ethnique*, dit le ministre de l'Intérieur Nahit Mentese. *Nous préserverons sa structure unitaire.*

### UN RAPPORT QUI FAIT DU BRUIT

La question des droits culturels des «Turcs des montagnes», comme le veut la terminologie officielle, se trouve pourtant bien au cœur de la problématique, comme l'a montré un rapport publié au début du mois d'août par une équipe de l'Uni-

versité d'Ankara et présentée par le président de l'Union des bourses et chambres de commerce de Turquie, un proche... du Premier ministre Tansu Ciller. Selon ce rapport qui soulève une intense polémique en Turquie, 85% des Kurdes du Sud-Est rejettent la perspective d'un État indépendant kurde (mais 47% approuvent les méthodes du PKK et 33% ont un proche en liaison avec l'organisation clandestine). Le rapport conclut à la nécessité d'un dialogue avec les Kurdes, tout en excluant le PKK.

M. Sapan a estimé que ce texte «peu objectif» préluait peut-être à un changement de politique de la part de M<sup>me</sup> Ciller. Celle-ci, devant la tempête déclenchée par la publication du rapport, a été amenée à déclarer qu'elle n'avait rien à voir avec lui. Pour le moment, la «dame de fer» turque — en réalité bien faible politiquement en raison des failles qui lézardent sa coalition et de la puissance du lobby militaire — n'a pas encore mis en chantier les réformes consistantes que les défenseurs des droits de l'homme demandent ardemment depuis longtemps. Pour avaliser l'accord d'union douanière à l'automne, le Parlement européen, s'il est conséquent, devrait cependant exiger bien plus de la Turquie que les réformes apportées à la constitution en juillet. *Ces «réformes» consistent à conduire un cadavre chez le dentiste*, a dit Ali Sapan hier.

BAUDOQUIN LOOS

## Kurden-Zeitung in der Türkei geschlossen

*Stillschweigen der türkischen Presse*

*it. Istanbul, 17. August*

Nach nur viermonatiger Lebensdauer hat die prokurdische Zeitung «Yeni Politika» am Donnerstag ihr Erscheinen eingestellt. Ein Gericht hatte am Mittwoch Konfiszierung des Titels und Verbot des Blattes angeordnet; dies nicht etwa wegen eines einzelnen rechtswidrigen Artikels, sondern weil diese einzige Tageszeitung der Kurden in der Türkei «im wesentlichen die Fortsetzung einer bereits zuvor verbotenen prokurdischen Zeitung» sei.

### Nur offizielle Berichte genehm

Die letzte Ausgabe der «Yeni Politika» trug am Donnerstag die Überschrift: «Die Feinde der Demokratie konnten die Wahrheit nicht tolerieren». Das prokurdische Blatt erschien seit dem 13. April dieses Jahres mit dem Anspruch, über den kriegerschütterten Südosten der Türkei «anders zu berichten als nur in offiziellen Verlautbarungen». Eine letzte Bilanz des Herausgebers Necati Taniyan zeigt aber, dass daraus lediglich ein Katz-und-Maus-Spiel zwischen den kurdischen Journalisten und den türkischen Zensurbehörden geworden ist. Von den insgesamt 127 Ausgaben seien 118 nach der Verbreitung zensuriert und an den Kiosken eingesammelt worden, sagt der Herausgeber. Über 500 Nachrichten, Reportagen, Bilder und Karikaturen seien vom Staatssicherheitsgericht verboten worden.

Im kleinen Saal der Istanbuler Ärztekammer haben sich am Donnerstag ein paar Intellektuelle aus Protest gegen die Schliessung der prokurdischen Zeitung eingefunden. Der populäre Schriftsteller Yasar Kemal sagte, es wäre korrekter, zum vornherein einzugestehen, dass es in der Türkei keine Demokratie gebe. Seit das Staatssicherheitsgericht gegen den 72jährigen Autor einen Prozess anstrengt, weil er in einem grossen deutschen Magazin einen Bericht zum Krieg im Südosten veröffentlicht hat, gilt Kemal vielen türkischen Intellektuellen als Symbol des Widerstandes. Am Donnerstag beschuldigte er das liberale Europa, die blutigen Ereignisse in der Türkei zu verschweigen. Besonders bitter war Kemal auch gegenüber der türkischen Presse. Ausser einer einzigen haben die Zeitungen die Schliessung von «Yeni Politika» nicht einmal gemeldet.

Das Gericht, das die Konfiszierung der Zeitung am Mittwoch angeordnet hat, stützt sich auf eine juristisch vage Grundlage. Das Verbot wurde nämlich nicht wegen eines konkreten, rechtswidrigen Berichtes angeordnet, sondern weil – so der Gerichtsbeschluss – die «Yeni Politika» im wesentlichen eine Fortsetzung der prokurdischen und nun verbotenen Zeitung «Özgür Ülke» sei. In der Tat erschien «Yeni Politika» am 13. April als Nachfolgerin von «Özgür Ülke». Diese war letzten Februar von einem anderen Gericht verboten worden, weil sie faktisch die Nachfolgerin der prokurdischen Zeitung «Özgür Gündem» gewesen war. «Özgür Gündem» war als erste prokurdische Zeitung der Türkei im Mai 1992 mit dem Ziel erschienen, die Bürgerrechte der kurdischen Bevölkerung zu verteidigen und über die massiven Verletzungen der Menschenrechte im türkischen Südosten zu berichten. Im Zuge der Polarisierung hatte sie aber einen radikalen Kurs

eingeschlagen und war zuletzt Sprachrohr der in der Türkei verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) gewesen.

### Keine alternativen Berichte mehr?

Kurdische Journalisten behaupten nun, die Schliessung der Zeitung «Özgür Gündem» im Jahr 1994, der «Özgür Ülke» diesen Frühling sowie der «Yeni Politika» am Mittwoch gehe direkt auf ein Dekret der türkischen Generäle, der wirklichen Machthaber der Türkei, zurück. Die im Saal der Ärztekammer anwesenden Intellektuellen waren auch davon überzeugt, dass mit der Schliessung von «Yeni Politika» alternative Berichte wie etwa über den Hungerstreik in den türkischen Gefängnissen nun ausbleiben werden. Mit der Forderung, die Regierung in Ankara solle mit der PKK einen politischen Dialog aufnehmen und den Krieg im Osten beenden, haben rund 10 000 Inhaftierte landesweit am 14. Juli einen Hungerstreik begonnen. Er soll nun zu einem Todesfasten werden.

## Schweizerin und Deutsche in der Türkei auf freiem Fuss

*Ausschaffung für Freitag zu erwarten*

*Bern, 17. Aug. (sda)* Die Schweizer Dolmetscherin und die deutschen Menschenrechtsaktivisten, die am Mittwoch in der südosttürkischen Notstandsregion festgenommen worden waren, sind nach einer Anhörung bei einem Haftrichter seit Donnerstag wieder auf freiem Fuss. Anklage wurde nicht erhoben. Das Kurdengebiet müssen sie aber verlassen.

Franz Egle, Sprecher des Eidg. Departements für auswärtige Angelegenheiten (EDA), erklärte gegenüber SDA, nach den vorliegenden Informationen sei gegen die Schweizerin und die Deutschen keine Anklage erhoben worden. Möglicherweise würden sie aber noch am Freitag via Istanbul ausser Landes geschafft. Klarheit über diesen Punkt herrschte am Abend allerdings noch nicht. Das EDA steht seit der Festnahme der Angehörigen einer internationalen, privat organisierten Menschenrechtsdelegation am Mittwoch über die Schweizer Botschaft in Ankara in ständigem Kontakt mit den zuständigen türkischen Behörden. Auch das deutsche Aussenministerium kümmert sich um die Angelegenheit.

Die Deutschen und ihre Dolmetscherin aus Zürich weilten in der Region um Diyarbakir, wo sie am Mittwoch festgenommen wurden, als sie einen Angehörigen kurdischer Gefangener bei einem Solidaritätshungerstreik besuchten. Ein Vertreter der Organisatoren der Mission erklärte am Donnerstag in Zürich, den Verhafteten werde Unterstützung der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) vorgeworfen. Laut Vertretern der Menschenrechtsdelegation waren am Mittwoch zunächst zwei Frauen aus Braunschweig und Magdeburg, ein Mann aus Wiesbaden und die Zürcherin verhaftet worden. Am Donnerstag seien dann auch die übrigen vier Angehörigen der Delegation in Gewahrsam genommen worden. Die achtköpfige Delegation war in der letzten Woche in den Südosten der Türkei gereist, der wegen des Krieges im Kurdengebiet unter Notstandsverwaltung steht. Ihr Hauptziel war es, Informationen über die Zustände in den türkischen Gefängnissen zu sammeln, in denen sich seit Mitte Juli etwa 10 000 kurdische Inhaftierte in einem Hungerstreik befinden.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0458 4 I 0211 RFA /AFP-DQ18

Allemagne-Kurdes

Un demandeur d'asile kurde meurt par absence de soins des autorités

BONN, 17 août (AFP) - Un demandeur d'asile kurde est mort parce que l'Etat régional de Brême (nord de l'Allemagne) ne lui a pas accordé à temps, comme il y était tenu, l'aide financière nécessaire à une intervention chirurgicale vitale, selon le magazine de la télévision publique Panorama.

Les autorités médicales de l'Etat, interrogées, ont reconnu que "de graves fautes ont été commises, qui se sont accumulées".

D'après l'émission de Panorama diffusée jeudi soir, Celal Akan avait été hospitalisé en février 94 à Brême avec une cirrhose du foie consécutive à une hépatite. Les médecins avaient diagnostiqué que seule une transplantation pouvait alors le sauver, ajoute Panorama.

Aux termes de la loi sur les demandeurs d'asile, l'Etat de Brême aurait dû prendre environ 300.000 marks (1 million de francs environ) de frais médicaux à sa charge, poursuit Panorama. Mais bien qu'informé, il a refusé pendant un an d'assumer un tel coût et Celal Akan a succombé le 25 juin 95, affirment les journalistes.

Les autorités ont concédé qu'une décision avait trop tardé et un porte-parole a indiqué qu'elles entendaient "tirer les leçons de ses erreurs".

lal/mfr/bw

AFP /JO0245/171644 AOU 95

FRS0488 4 I 0137 TUR /AFP-DT37

Turquie-Kurdes

Douze rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 17 août (AFP) - Douze rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires dans différentes régions du sud-est anatolien, a annoncé jeudi la super-préfecture de Diyarbakir.

Selon un communiqué de cette préfecture, cité par l'agence semi-officielle turque Anatolie, ces opérations et combats se sont déroulés dans les provinces de Hakkari (à la frontière avec l'Irak et l'Iran), Bitlis (sud-est) et Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde).

Le texte n'indique pas quand ont eu lieu ces opérations.

Ce bilan porte à 27 --25 rebelles kurdes et deux soldats turcs-- le nombre de tués dans des combats annoncé depuis mercredi dans le sud-est anatolien.

CE/mfr/bw

AFP /JO0245/171703 AOU 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP



# U.S. Sees Chance To Isolate Iraq

## Envoys Will Urge Jordan To Sever Economic Ties

By R. Jeffrey Smith  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — The Clinton administration wants Jordan to sever most of its economic ties with Iraq to put added pressure on the Baghdad government, according to senior U.S. officials.

A high-level U.S. delegation left Wednesday for Amman to convey a message that Washington is making a fresh effort to persuade Saudi Arabia and Kuwait to sell oil to Jordan that could replace the oil it now receives from Iraq, the officials said.

The aim of the new U.S. diplomatic effort is to get King Hussein of Jordan to collaborate more fully in the long-standing U.S. effort to bring down President Saddam Hussein of Iraq, partly by persuading key Gulf states to reverse their decision to halt trade with Jordan in retaliation for Jordan's refusal to break with Iraq during the 1991 Gulf War.

The effort reflects the administration's emerging view that last week's sudden defection of two senior Iraqi officials — both sons-in-law of Saddam Hussein — creates what one official called a "unique opportunity" to try to isolate the Iraqi regime further.

Iraq's economy is already suffering ill effects from an economic embargo imposed by the United Nations at the close of the Gulf War.

Saudi diplomats have told Washington that they are actively considering a resumption of their prewar ties to Jordan, U.S. officials said. The Saudi intelligence chief was in Amman last week for a visit that U.S. officials say may have helped facilitate an eventual, direct meeting between King Hussein and King Fahd of Saudi Arabia.

The U.S. strategy of trying to heighten pressures on Mr. Saddam was approved on Tuesday at a National Security Council meeting where senior officials also discussed how Washington can use secret information being divulged by the defectors about

Iraq's clandestine production of weapons of mass destruction to help build support for keeping the UN embargo in place.

Russia and France, which are eager to renew trade with Iraq that was cut off by the Gulf War, have been trying to persuade the UN Security Council to lift the embargo once UN officials obtain a comprehensive account of Iraq's work on such weapons. But Washington has sought to place additional conditions on ending the sanctions that Iraq has said it cannot accept.

A senior administration official said that unspecified information being obtained from the defectors will be used to make the case in September that Iraq is violating the terms of its agreements with the United Nations.

"We're getting a lot of information from them," said another policymaker, adding that the administration was not prepared to discuss the matter in detail.

Another U.S. official played down the disclosures, saying that "people should not be gloating about" what the defectors have said. He noted that they "have their own reasons to be restrained" in what they tell a former enemy and that it could take considerable time to check the data.

For the past four years, Jordan has served as Iraq's only window to the outside world, serving as a way station for Iraqi officials embarking on foreign trips and a major, illicit source of foreign currency and smuggled goods. Jordan has repeatedly said it cannot afford to end such trade unless other Middle Eastern nations provide it with oil and employ more of its citizens.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 18, 1995

LE MAINE LIBRE, 18 août 1995

### Allemagne : mort d'un demandeur d'asile kurde

BONN.— Un demandeur d'asile kurde est mort parce que l'Etat régional de Brême (nord de l'Allemagne) ne lui a pas accordé à temps, l'aide financière nécessaire à une intervention chirurgicale vitale. Seule une transplantation pouvait sauver Celal Akan hospitalisé pour une cirrhose du foie. Aux termes de la loi sur les demandeurs d'asile, l'Etat de Brême aurait dû prendre environ 300.000 marks (1 million de francs environ) de frais médicaux à sa charge. Bien qu'informé, il a refusé pendant un an d'assumer ce coût et Celal Akan est mort le 25 juin dernier.

## Le pouvoir en lettres de sang

Par Antoine Bosshard

Le débarquement, impromptu, de deux gendres de Saddam Hussein et de leurs épouses à Amman, il y a dix jours, a pu apparaître, dans les premières heures, comme le signe annonciateur de la disgrâce accélérée du chef de l'Etat irakien. Des hommes si proches du cœur du pouvoir ne pouvaient, semblait-il, que descendre le trône du potentat de Bagdad.

De fait, depuis plusieurs jours déjà, des signes indiquaient une agitation inhabituelle en Irak. Et les experts de l'ONU chargés d'enquêter sur le programme d'armement revenaient soudain très satisfaits des indications fournies par le pouvoir. Quant au général Kamel, il est en mesure de fournir aux services occidentaux une masse de renseignements essentiels, qui ne peuvent que pousser son beau-père à livrer davantage de secrets. Bien plus que lors de ces longs mois, où les experts de

l'ONU envoyés à Bagdad ont peiné dans leur enquête sur le potentiel militaire irakien.

De là à penser qu'à Amman est paru un nouveau pôle d'opposition démocratique au dictateur irakien, il y a un pas difficile à franchir. Car les deux transfuges, malgré leurs larges sourires sous leurs grosses moustaches, ne sont pas seulement d'étranges sosies de l'homme à abattre. Ce sont ses clones: des individus, au plan politique comme au plan moral, parfaitement identifiées à leur maître d'hier. Au cours de la conférence de presse donnée dans la capitale jordanienne, Hussein Kamel Hassan a non seulement critiqué le régime, dont il était lui-même une composante essentielle. Mais il a tenu à préciser qu'il avait travaillé à l'édification de son pays, «sans jamais faire de mal à qui que ce soit».

La réalité est ailleurs. Hussein Kamel a les mains couvertes du sang des chites du sud du pays, dont il a réprimé le soulèvement avec une incroyable violence. Les détails fournis par l'opposition indiquent que les deux personnages sont la pure émanation du «boucher de Bagdad», et que leur fuite est due avant tout à leur propre disgrâce, face à l'étoile montante des deux fils de Saddam Hussein, Uday et Qusay.

Ces quelques indications, auxquelles la presse ces derniers jours ajoute le portrait d'une famille de potentats orientaux où on se liquide entre cousins, ou la moindre incartade fait dégrader les revolvers, renvoient à un seul dénominateur: la violence, la violence et encore la violence.

C'est effectivement le ressort secret de ce régime, où Saddam Hussein «tient» au pouvoir depuis plus de vingt-

cinq ans. L'originalité du système tient d'abord à ce que tout l'appareil n'est dirigé que par des hommes originaires d'une seule et même ville, Takrit, au centre du pays. Une nomenclatura familiale, en somme, sur laquelle le chef de l'Etat fait régner la terreur et l'arbitraire. Comme il n'a cessé d'éliminer, dans l'armée et la police, ceux qui osaient s'opposer à lui.

Depuis le début des années 70, la violence a tenu de ciment national, soit qu'elle s'exerce à l'intérieur sur les Kurdes ou les chites du Sud, plus nombreux numériquement que les sunnites auxquels appartient la famille de Saddam. Soit à l'extérieur: contre l'Iran et contre le Koweït, avec des succès divers. Tout indique que les fils de Saddam, demain, peuvent prendre le relais. Et pour cette camarilla familiale, la révolte du peuple, misérable dans un pays riche, est, pour le moment, sans effet.

## Çiller receives tough letter from Helsinki Watch

Turkish Daily News

ANTALYA- The international human rights group Human Rights Watch/Helsinki (formerly Helsinki Watch) has sent a strongly-worded letter to Turkish Prime Minister Tansu Çiller condemning her government's action in closing the daily newspaper Yeni Politika. In April 1994 the government closed the newspaper Özgür Gündem under the 1991 Anti-Terror Law for making separatist propaganda. Since then, Özgür Ülke and, most recently, Yeni Politika have also been closed on the grounds that they are continuations of Özgür Gündem.

The letter to the prime minister, signed by HRW/Helsinki Executive Director Holly Cartner, urges Turkey to repeal the Anti-Terror Law and remove those sections of the Press Law which, in the organization's opinion, restrict freedom of speech. On the freedom of speech issue, the letter states: "The closure of all three papers seriously violates Turkey's obligations under Article 10 of the European Convention on Human Rights which Turkey ratified an incorporated into domestic law in 1954. Article 10 clearly gives

"everyone ... the right to freedom of expression." While Paragraph 2 of that article allows states to limit this freedom under certain narrow circumstances, we believe that the closures of these papers do not fall within any exception to Article 10 and were intended solely to limit nonviolent, open debate of the Kurdish question in Turkey. Like its predecessors Yeni Politika provided an excellent source of information concerning the eleven-year armed conflict in Turkey's predominantly Kurdish southeastern region. The fact that the paper was partisan and critical of the government and its policies in no way justifies restricting protected speech."

Yeni Politika was not, in fact closed by the government but decided itself to cease publishing indefinitely following a confiscation order by an Istanbul security court on Aug. 16. That court action was taken in line with a decision by the National Security Council (MGK). Of the 127 issues of the newspaper published since April 13, 1995, 118 had been the subject of confiscation orders, and Yeni Politika's publishers regard this situation as a de facto closure of their paper.

# Det räcker inte med allmänna turkiska löften

"Europaparlamentet bör ange bestämda villkor för tullunion"

**P**å Brännpunkt den 4 augusti pläderar Torbjörn Persson för att EU snarast ska genomföra en tullunion med Turkiet. Därigenom kan Europa förvissa sig om att dialogen med Turkiet fortsätter och att Turkiets problem med demokrati och mänskliga rättigheter får en lösning, menar han.

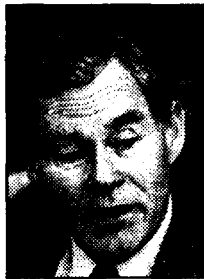
Tänk om det var så enkelt. I år har Turkiet två gånger militärt invaderat ett grannland och dessutom förklarat att man är redo att upprepa detta brott mot internationell lag om man anser att det behövs. I turkiska fångelser finns flera hundra personer som fängslats på grund av sina åsikter. Yasar Kemal – den berömde författaren till "Låt tistlarna brinna" – riskerar flera års fängelse för att han skrivit en artikel i den tyska tidningen Der Spiegel där han fördömer Turkiets invasion i norra Irak. Sex ledamöter av Turkiets parlament är redan inspärrade och avtjänar straff på upp till 20 år – liksom Kemal åtalade enligt terroristlagens artikel 8.

## Fel signal

Om EU:s parlament i oktober skulle ge klartecken till en tullunion med Turkiet vore det ett besked om att EU väljer att blunda för Turkiets brott mot internationell lag och mot mänskliga rättigheter. Enligt min mening bör Europaparlamentet i stället ange bestämda villkor som måste vara uppfyllda innan en tullunion kan genomföras.

Persson har säkert rätt när han avvisar tanken på att Europa ska söka att isolera Turkiet. Det skulle kunna försvaga de demokratiska krafterna i landet. Men därav följer inte att EU alltför lättvindigt ska ge Turkiet den förmån som en tullunion innebär. Att vänta med tullunionen är förmodligen det starkaste påtryckningsmedlet omvärlden just nu förfogar över. Det är inte frågan om att stoppa handel med Turkiet utan att vänta med att i ett omfattande avtal ge landet särskilda favörer. När tullunionen väl är ett faktum finns det nämligen i detta avtal inga mekanismer för att ge eftertryck åt kravet på att Turkiet ska respektera demokrati, mänskliga rättigheter och internationell lag.

Inte heller har Europarådet anledning att mjuka upp sin kritik för att beveka den turkiska delegationen att komma tillbaka till rådets arbete. Europarådet är den mest vidsträckt organisationen för politiskt samarbete i Europa och omfattar 36 medlemsländer inklusive Turkiet. Dess huvuduppgift är att i Europa



Jan Bergqvist

Artikelförfattaren är riksdagsman (s) och ordförande i Sveriges Europarådsdelegation.

"Men Turkiet kastar också en skugga över Europarådets arbete med mänskliga rättigheter."

stärka rättssäkerhet, demokrati och mänskliga rättigheter. Innan nya medlemmar från Central- och Östeuropa beviljas inträde ställer Europarådet upp bestämda villkor. Det gäller att lagarna ska följa demokratiska principer, att minoriteters rätt ska respekteras och att mänskliga friheter och rättigheter ska garanteras.

## Omöjligt blunda

Innan ett land får sitt medlemskap kan det under flera år behöva genomföra förändringar både i lagarna och i deras tillämpning i verkligheten. Efter övergreppen i Tjetjenien har Europarådet således stoppat den vidare behandlingen av Rysslands ansökan. Efter det starkt kritiserade valet i Vitryssland har även detta lands medlemskap skjutits på framtiden.

Men Turkiet kastar också en skugga över Europarådets arbete med mänskliga rättigheter. Att enbart ställa krav på nya medlemmar men blunda för kränkningar i gamla medlemsstater är givetvis omöjligt om Europarådet ska kunna fungera som en trovärdig organisation. När Persson är överseende och anser att man "mäter Turkiet med turkiska mått" bortser han från att det här handlar om överenskommelser och internationella konventioner som Turkiet åtagit sig att följa.

Den officiella turkiska reaktionen på Europarådets kritik var att staten Turkiet blivit kränkt och förorättad. Men den beska sanningen är ju att de som

kränks är i stället de många medborgare i Turkiet som berövas sin yttrandefrihet och andra grundläggande mänskliga rättigheter.

## Löften inte nog

På ett möte i juni med den västeuropeiska försvarsunionen VEU uttalade Turkiets premiärminister Tansu Çiller en stark vilja att komma till rätta med landets problem när det gäller de mänskliga rättigheterna. På inte mindre än 21 punkter skulle författningen ändras. Enligt flera VEU-parlamentariker hade den turkiska premiärministern med sitt framträdande "gjort succé".

Men som så många gånger förr misslyckades de demokratiska krafterna med de centrala delarna av författningsreformen. I juli meddelade Ankara att reformen begränsade sig till ett mindre antal punkter och att terroristlagens beryktade artikel 8 kommer att behållas. Beskedet följdes av en rapport om Turkiets förnyade militära invasion i norra Irak.

Än en gång bekräftades att det inte räcker med turkiska löften om bot och bättring någon gång i framtiden. Vill våra EU-parlamentariker göra en insats för att hävda respekten för internationell lag och mänskliga rättigheter bör de därför inte nöja sig med förespeglningar om reformer längre fram. I stället bör de ställa krav på konkreta förändringar som Turkiet ska ha genomfört innan en tullunion kan sättas i kraft.

SVENSKA DAGBLADET •

Söndagen den 20 augusti 1995

# Kurds bow to Pax Americana as Saddam takes a blow

Turkish Daily News

Raşit Gürdilek

**R**ival Iraqi Kurdish parties, warring for power and revenues for more than a year, agreed to bury their feud and cooperate to strengthen their Western-propped administration at the end of U.S.-brokered talks held in Drogheda near Dublin last week. The stability of the latest position in the war-peace cycle between the two protagonists, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), is yet to pass the test of practice, and at first look, the terms of the initial agreement do not appear much different from those discussed at failed past initiatives. An outstanding difference, however, was the assertiveness of the United States as the peacemaker, forcing Turkey to notch up its involvement as well.

It also coincided with a serious setback suffered by Baghdad — which has been trying to woo the Kurds back into an autonomy deal — when two key relatives of Iraqi President Saddam Hussein who have been holding important posts in his regime fled to Jordan with invaluable information on Saddam's secrets and Baghdad's still-suspect armaments program.

The accord, yet to be followed up with a firmer agreement in the coming weeks and a ceremonious Camp David-style signing by Talabani and Barzani in presence of "ranking U.S. officials," effectively stops the 16-month fighting between the KDP and PUK which has reportedly claimed over 3,000 lives.

The fighting broke out in May last year after differences between the two parties, sharing power since the 1992 elections, paralyzed the Kurdish parliament in Erbil and the Kurds' regional government. The chief bone of contention has been the tax paid by about 1,000 Turkish trucks passing daily from the Habur (Ibrahim Khalil) border crossing each day taking foodstuffs and utensils to the Kurdish enclave and returning with cheap Iraqi diesel fuel transported in specially-built tanks. When the KDP, controlling the northern portion of the enclave bordering Turkey, stopped paying PUK's cut from the customs revenues, the latter seized Erbil, the principal Kurdish city and the seat of the — defunct — government and threatened nearby Salahuddin, Barzani's resort stronghold.

Numerous mediation efforts launched by the United States, Iran and Turkey, which is concerned with the entrenchment of the Turkish Kurdish rebels in northern Iraq because of the Iraqi Kurds' internal conflict, had failed as the warring sides refused to part with their negotiation trumps before the other side yielded.

Last week's accord was by and large enforced by Robert Deutsch, the recently-appointed official in charge of the Northern Gulf affairs at the U.S. State Department who toured the Western-protected Kurdish enclave in northern Iraq in July and tried to reconcile their leaders. The PUK, starved of cash to maintain its superior war machine and to feed the population in large cities it controls, embraced Deutsch's move but the KDP declined to commit itself to an extension of an expired truce before the rivals evacuated Erbil.

Looking alarmed with the efforts of Saddam Hussein who sent an envoy to the Kurdish zone to try to speak to



**Jalal Talabani**

the Kurdish leaders, Deutsch pressed with his initiatives, warning the Kurdish chiefs against negotiating with Baghdad and inviting their representatives to face-to-face talks under his guidance to pave the way for a summit agreement. The PUK immediately accepted his invitation and the KDP also signalled its assent although it reportedly took additional persuasion to withdraw its reservations.

For the meeting held in Drogheda, about 40 kilometers north of the Irish capital, the sides fielded their best negotiators and international relations experts.

The "political bureau" members representing the PUK were Noushirwan Mustafa, a hard-line aide of Talabani, Dr. Fuad Massum, a former head of the regional Kurdish government, Sadi Ahmed Pire, another mainstream Talabani aide and a "government minister" as well as Barham Saleh, the PUK representative in Washington. Confronting them at the negotiations table were Sami Abdurrahman, a senior Barzani aide and international relations chief of the KDP politburo, Jawhar Namiq, the speaker of the paralyzed Kurdish parliament in Erbil, Mohseen Dizayee, another close Barzani lieutenant, and Hoshyar Zabari, KDP's public relations official for Europe and the United States. Beside Deutsch and his two female aides, Ahmed Chalaby, the executive committee president of the Iraqi National Congress (INC), a U.S.-backed umbrella organization for Arab, Kurdish, Turkmen and Assyrian Iraqi opposition groups, attended

SUNDAY, AUGUST 20, 1995



**Massoud Barzani**

the meeting together with a Turkish Foreign Ministry official who followed the negotiations as an "observer."

Except in detail, the agreement was basically the same negotiated in fruitless past initiatives: Evacuation of Erbil by the PUK in return for an end to KDP monopoly in the collection of the diesel tax.

The sides also agreed to "restructure" the Kurdish administration by revitalizing the parliament and incorporating more Turkmens and Assyrians into the government.

To supervise the demilitarization of Erbil and the settlement of other outstanding issues between the Kurdish groups, the parties decided to set up a 1200-man "monitoring committee" which would reportedly include members from various Iraqi ethnic groups and possibly representatives from Britain and France. The sides also agreed to set up another committee that would oversee the collection of the customs revenues in the name of the regional government and its fair distribution. Turkey is to be represented in both committees as a key player in the game and the communique released after the three-day conference paid lip service to Iraq's territorial integrity.

To further appease Turkey which went out of its way for the so-far most direct involvement in Iraqi Kurdish affairs, the participants pledged to give due concern to Ankara's "legitimate security interests," translating into a verbal commitment to curb the activities in their region of

the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting a separatist war in southeastern Turkey that claimed nearly 20,000 lives in 11 years. Having mounted two major cross-border operations in recent months against the PKK entrenched in northern Iraq because of Baghdad's curtailed authority in the enclave and the Iraqi Kurdish infighting, Ankara has been cooled to KDP's terms for a "border security arrangement" that would keep the PKK separatists away from the border.

The two Kurdish parties, in throwing their dice with Washington once again, further agreed to subordinate themselves to the INC, which, despite the political, financial, and moral U.S. support, had failed to assert its authority in the Kurdish enclave. In a candid admission, Hasan al-Naqib, a Sunni Arab ex-Iraqi general made a co-president of the INC together with the Shiite leader Sayid Muhammad bahr-ul Ulum and KDP chief Massoud Barzani — and later promoted to marshal — declared recently that the alliance had disintegrated and that he would not return to his headquarters in Salahuddin because of the KDP's interference.

Lacking any military forces — except the Kurdish peshmerga units nominally under its command — INC had not been taken seriously by the mainstream Kurdish groups and its mediation efforts failed to bear any fruit.

But with the firmness of Saddam's hold on power in Baghdad thrown into doubt with the recent defection of his sisters and influential sons-in-law, the INC's authority seems marked for an upward swing.

As for Turkey, it hailed the accord as a "positive step" from the mouth of the Foreign Ministry spokesman. But the conclusions of the meeting is seen to have come as mixed blessings. Although holding different views from the United States regarding the necessity of dialogue between Baghdad and the Iraqi Kurds, Ankara has decided it cannot afford to be left out of the picture as Washington goes along to "restructure" the Kurdish entity in Iraq according to its preferences. So, despite its original preference not to get involved in the Deutsch initiative, Ankara has decided to send an observer to monitor what is going on and to make sure that the Kurdish rapprochement will not be at the expense of its national interests.

Going along with the Pax Americana, at first glance, has saved the Turkish officials from the discomfort of taking some difficult decisions as the shaky coalition government is immersed in domestic problems and the government partners are facing crucial party congresses.

But to offset the reward of ego-boosting tribute to Turkey's growing role, Ankara has to think about the effects of the deal on its tripartite consultation mechanism with Iran and Syria on the Kurdish issue and its efforts to forge closer ties with Baghdad.

More importantly, since the projected "restructuring" will raise the status of the Iraqi Kurdish administration internationally, Ankara will find it more difficult to hit the PKK in northern Iraq at will. Having dragged its feet in imposing a Pax Turcana despite the Kurdish readiness, now the Turkish government will have to rely on the Iraqi Kurdish pledge to care for its "legitimate security interests."

# 4 Beheadings Outrage the Turks

## Bid to Spare 20 Others Is Rejected by Saudis

By William Branigin  
Washington Post Service

Saudi Arabia's beheading of four Turks in four days for smuggling a drug used as an aphrodisiac has stirred a furor in Turkey, a fellow Muslim country, and raised international protests against an escalation of executions in the kingdom.

The execution of two Turks on Aug. 11 and two last week has also prompted challenges to Saudi Arabia's Draconian interpretation of Islamic law.

The four were beheaded for smuggling Captagon, a stimulant containing amphetamine. Narcotics policemen have said the drug is often used to boost the sex drive and is in high demand in Saudi Arabia and other Arab countries.

Saudi authorities view the smuggling of Captagon as drug trafficking and thus punishable by death under a 1987 law.

The latest public beheadings brought the number of announced executions in Saudi Arabia so far this year to 141, compared with 53 in all of last year. The human-rights group Amnesty International, which opposes all capital punishment, has asserted that the prisoners facing it in Saudi Arabia are denied due process.

Forty other Turks are awaiting execution in Saudi jails or are being tried on capital charges, the Turkish Foreign Ministry reported. It said at least 22 in detention had been charged with smuggling Capta-

gon, according to news-agency reports from Ankara, the Turkish capital.

[Saudi Arabia said Sunday that it had rejected an appeal from Turkey to stop the executions of 20 Turkish nationals convicted of drug trafficking and accused Ankara of interfering in its internal affairs, Agence France-Presse reported from Riyadh.]

The prescription drug, which is usually prescribed for narcolepsy, a condition of extreme drowsiness, is widely abused in the Middle East, anti-narcotics officials say. About 20 million pills were seized in Saudi Arabia alone last year, a small fraction of the number that authorities estimate were smuggled in.

Amid an uproar in Turkey over the executions, the Turkish government had warned Saudi Arabia not to behead any more Turks "to prevent the further deterioration of Turkish-Saudi Arabian relations."

Prime Minister Tansu Ciller said her government was considering the recall of its ambassador, news agencies reported.

In response, Saudi Arabia has strongly defended the executions as a religious duty under Islamic *sharia* law and vowed to continue beheading drug traffickers. "Saudi Arabia will not submit to any pressures aimed at changing a religious sentence because of the wishes of some parties," the Saudi ambassador to Turkey told the official Saudi Press Agency.

In Turkey, hundreds of peo-

ple in the home town of the two men beheaded a week ago reacted by burning Saudi flags and pictures of the Saudi monarch, King Fahd.

Turkish newspapers excoriated the Saudi authorities and pointed out that Captagon was obviously in great demand in the kingdom. One angry columnist even speculated that after the beheadings, "the executioner no doubt swallowed a couple of Captagons" before retiring "with a woman he picked up or a youth suitable to the sexual preferences that are so often said to be unnatural," according to Reuters.

Muslim figures in Turkey said the Saudis were wrong to base the executions on Islam. "This has nothing whatever to do with the sharia," Abdullah Gul, a leader of Turkey's Islamist Welfare Party, told Reuters. "It is wrong to see this as the will of Islam."

Mehmet Nuri Yilmaz, the Turkish government's director of religious affairs, said, "There is no clear decree in the Koran" prescribing "the death penalty for drug smugglers."

Islamic scholars in the United States said Saudi Arabia based the beheading of drug traffickers on a Koranic verse that prescribes several possible punishments, including execution, crucifixion, amputation and exile, for "those who wage war against Allah and his messenger and sow corruption on the earth."

Ouest France, 21 août 1995

### Turquie : des enfants kurdes manifestent

Des enfants kurdes de 5 à 15 ans ont manifesté avec leurs parents, samedi, sur le pont reliant des deux rives de la Corne d'Or, à Istanbul. Il s'agit de proches de détenus kurdes en grève de la faim dans plusieurs prisons turques. La police a procédé à une centaine d'arrestations parmi les manifestants ; elle a aussi interpellé plusieurs membres de l'Association des droits de l'homme présents sur les lieux.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 21, 1995

# Iraq Warns It Will Fight

## But Baghdad Denies Unusual Troop Movement

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

BAGHDAD — Iraq on Sunday denied any unusual movement of its troops and said it was ready to fight if attacked by U.S. forces assembling in the Gulf region.

"Iraq is prepared for any possibility and would fight on all fronts with extraordinary power," the English-language daily Baghdad Observer said in an editorial.

It said there was no truth to U.S. claims that Iraq was moving troops to threaten Jordan and Kuwait.

"The U.S. administration thinks that sending additional forces to the region would apply pressure on Iraq," the Baghdad Observer said. "But it should realize that Iraq cannot be intimidated by such maneuvers and is prepared for the worst."

The Ba'ath Party newspaper, Al Thawra, said the presence of American troops in the region was meant to continue depicting Iraq as "a permanent enemy to the U.S."

In the next few days, the United States will send about 1,400 army troops to Kuwait for military exercises that had been scheduled for the autumn, the latest in a series of U.S. measures intended to intimidate President Saddam Hussein.

Mr. Saddam had planned to invade Kuwait or Saudi Arabia this month, but called off the attack when one of his top aides defected to Jordan, the defector said Sunday.

Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, who was head of the country's clandestine weapons program and is Mr. Saddam's son-in-law, said he attended meetings of the cabinet and the Revolutionary

Command Council in which the invasions were discussed.

"All army units were informed to enter Kuwait and the eastern parts of Saudi Arabia," he told The Associated Press in a telephone interview, his first since an Aug. 12 news conference. "The move was reversed after our departure."

His comments appeared to confirm U.S. intelligence reports of unusual Iraqi troop movements.

"The latest movement of a large number of troops toward Basra was aimed at entering Kuwait," he said. Basra is a city in southern Iraq near the Kuwaiti border.

U.S. officials said the Iraqi defectors indicated that Mr. Saddam had contemplated attacking Kuwait or Saudi Arabia, but had given no indication there might be an imminent plan.

Friday's announcement in both Washington and Kuwait of the exercises came a day after the Pentagon said it had ordered ships with enough tanks and other combat materiel to equip more than 22,000 soldiers and Marines to sail toward the Gulf. These and other moves reinforcing an already substantial U.S. military presence in the Gulf have been described by Defense Department officials as essentially a precautionary response.

But more than simply prudent planning, the U.S. military posturing reflects a duel between Washington and Baghdad, officials said. A senior military officer said the U.S. measures were meant to warn Mr. Saddam against taking aggressive action.

Pentagon officials, caught by surprise by Mr. Saddam's light-

ning occupation of Kuwait in 1990, want to pin him down earlier this time.

Given the relatively weak condition of Iraqi forces and the presence of more than 200 U.S. warplanes and 19 ships already in the region, many experts on the Middle East doubt Mr. Saddam would attempt another land grab outside his borders. But against a backdrop of mounting political unrest in Iraq, the military activities that U.S. officials say they have detected among all branches of the country's armed forces appear all the more suspicious.

With the defection to Jordan this month of two of Mr. Saddam's sons-in-law, concern has deepened among Pentagon officials that he might lash out against Kuwait or some other target in hopes of rallying his forces and suppressing questions about his hold on power.

"I think the United States has to be cautious when it comes to Saddam because he never ceases to surprise us," said an Arab diplomat in Washington. "I doubt he could mount anything successful on any front, but the threat of the use of force is enough of a worry."

Some of the recent U.S. military reinforcements also have been undertaken in light of President Bill Clinton's pledge to protect Jordan against possible retaliation for granting asylum to Mr. Saddam's family members.

In a statement announcing the joint U.S.-Kuwaiti exercise, the U.S. Embassy in Kuwait said the decision to hold it two months ahead of schedule was "related to the current situation." (Reuters, WP, AP)

# Iraq Admits Working on Warheads For Bacteria

## Baghdad Acknowledges It Had Secret Site for Production of Germs

By R. Jeffrey Smith  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — Iraq admitted for the first time that it worked on ballistic missile warheads and aircraft bombs that were capable of carrying deadly bacteria meant to be used against Israeli citizens or Iranian troops, according to diplomatic sources.

Iraq also has acknowledged that it used a previously undisclosed production site to make the germs or toxins to be used in these weapons before the 1991 Gulf War, and has admitted to having made a larger quantity of the bacteria than it reported to the United Nations last month, the sources said.

The disclosures were evidently meant to defuse the impact of what Iraqi officials believe Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, President Saddam Hussein's son-in-law who defected to Jordan, is capable of disclosing, the sources said.

General Kamel, who defected to Jordan on Aug. 7, met with U.S. intelligence officials this week to discuss Iraq's weapons programs. He put Baghdad on notice in a

press conference a week ago that he will take actions that he believes will help lift the four-year global embargo on trade with Iraq. The UN Security Council has said that the embargo cannot be lifted until it obtains a comprehensive account of key Iraqi weapons programs and eliminates those weapons.

[Iraq has handed over a "very large amount of valuable information" about its germ warfare program, but has still failed to satisfy UN concerns about all of its weapons, a UN envoy said Sunday, Agence France-Presse reported from Baghdad.

[Rolf Ekeus, head of the UN Special Commission on disarming Iraq, said his team also received new information about Iraq's ballistic missile and nuclear programs but needed more details on chemical weapons.

["The value of the information we have received was considered good," he said, adding that more studies were needed. He added that his team had not received much more on the chemical weapons although more was promised.]

Iraq admitted last month that before the war it secretly made enough germs that cause botulism poisoning and anthrax infections to slay millions of people, but it denied having developed any munitions to carry the bacteria.

It also insisted that all the germs or toxins were produced at a single factory in the Iraqi desert that was supposedly devoted solely to making animal feed. It claimed further that all of the germs were destroyed in 1991, but provided no supporting documentation.

Despite UN skepticism, Iraq held to this account when it provided what it claimed was a more detailed, "full, final and complete" account of its biological weapons program to Mr. Ekeus, just a day before General Kamel's defection.

Iraqi officials claimed then that the government would not cooperate with the United Nations after Aug. 31 unless the Security Council accepted the account and lifted the embargo by then.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, AUGUST 22, 1995

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 21, 1995

# Iraq Envoy To UN Said To Support Defectors

*Agence France-Presse*

AMMAN, Jordan — Saddam Hussein lost the backing of another key family member when his half-brother, the Iraqi ambassador to the United Nations in Geneva, threw his support behind toppling the Baghdad government, sources said Monday.

Barzan Ibrahim Takriti has refused to return to Baghdad from Geneva and has given his support to Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, a son-in-law of the Iraqi leader, sources close to the ambassador said Monday.

General Kamel, the former minister of industry, defected to Amman on Aug. 8 with his brother and their wives, both daughters of Mr. Saddam. Several days later, General Kamel, who had been responsible for Iraq's advanced weapons programs, called for Mr. Saddam's overthrow.

As one more close family member appeared to defect, Iraqi sources said Monday that Mr. Saddam had forbidden government officials and work-

ers to leave the country without presidential authorization.

Mr. Takriti broke ties with the Iraqi president because of an incident involving his brother, Watban Takriti, who was reportedly shot in the leg by Mr. Saddam's eldest son, Udai, during a family dispute a few weeks ago, the sources said.

Iraqi television broadcast a hospital interview on Sunday with Watban Takriti, who is also Mr. Saddam's half-brother. He said that he had been accidentally injured, along with two other people, when guns were fired to celebrate a marriage about two weeks earlier.

Meanwhile, an American envoy arrived in Kuwait on Monday for talks with the emir, Sheikh Jaber al Ahmad as

Sabah, on unusual military movements in Iraq, Kuwaiti Foreign Ministry officials said.

The envoy, Robert H. Pelletreau Jr., arrived ahead of the deployment of 1,400 American troops. Mr. Pelletreau, a U.S. assistant secretary of state, heads the Bureau of Near Eastern Affairs.

Kuwait has said that it is watching closely unusual Iraqi troop movements north and south of Baghdad.

Mr. Pelletreau flew in from Jidda, where he met with King Fahd and pledged "the unwavering U.S. commitment to security, peace and prosperity in this region," according to a U.S. Embassy statement.

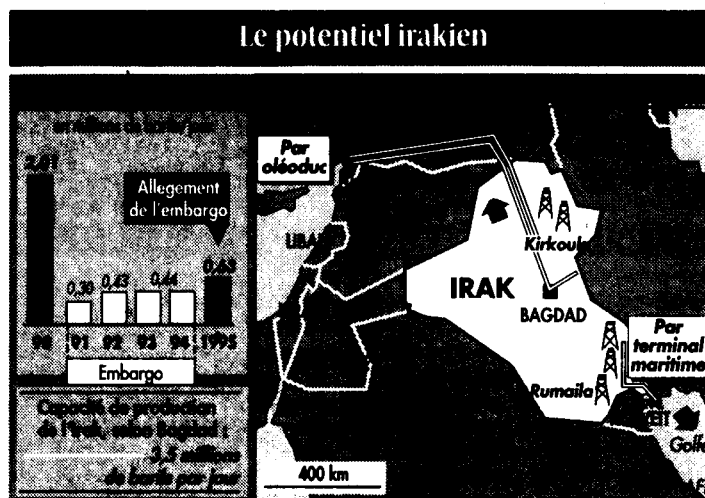


## Une levée mal contrôlée de l'embargo pourrait entraîner une chute des cours du pétrole

LA PERSPECTIVE d'un retour de l'Irak sur le marché pétrolier via une levée de l'embargo des Nations unies est sans cesse repoussée depuis son instauration voici cinq ans. Ainsi, dimanche 20 août, au terme de la visite de quatre jours qu'il a effectuée à Bagdad, le chef de la Commission spéciale de l'ONU pour le désarmement irakien (UNSCOM), Rolf Ekeus, a estimé peu probable un changement immédiat de la situation. « Le Conseil de sécurité doit revoir les sanctions imposées à l'Irak début septembre. Je doute qu'il soit capable de prendre une décision car il n'aura pas eu assez de temps pour obtenir toutes les informations sur le désarmement », a-t-il notamment déclaré.

Ces propos renforcent le sentiment des analystes pour qui cette hypothèse d'une éventuelle levée de l'embargo, si lointaine dans leur horizon à moyen terme, relève de la « science fiction », indépendamment de la récente actualité. Contrairement aux autres événements intervenus dans ce pays, les dissensions au sein de la famille de Saddam Hussein ont eu peu d'effets sur le marché. La fuite en Jordanie, le 8 août, des deux gendres du président Saddam Hussein, a simplement provoqué une réaction de nervosité. Le prix du baril de Brent, qualité de référence de la mer du Nord, qui s'échangeait à 16,08 dollars à la veille de cet « exil » tombait alors à 15,80 dollars avant de se ressaisir, revenant ensuite à son niveau initial. Cette variation s'inscrit dans la ligne actuelle des cours, le baril oscillant entre un plus haut de 20 dollars atteint fin avril, et un plus bas de 15,70 dollars en juillet.

Pour les analystes, un changement sur la scène pétrolière n'interviendra qu'en cas de renversement du régime en place à Bagdad. Il faudra alors plusieurs mois avant que les sanctions ne soient définitivement levées. Cela nécessitera beaucoup de prudence, au risque sinon de provoquer une chute des cours pétroliers par une mise sur le marché d'une importante production. Cette perspective n'est pas sans inquiéter les pays-membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Avant l'embargo d'août 1990, l'Irak était le deuxième producteur du cartel, loin derrière l'Arabie Saoudite et à égalité avec l'Iran. Son quota maximal de production était de 3,14 millions de barils/jours. De-



puis, à cause des sanctions internationales, Bagdad n'extrait quotidiennement que 630 millions de barils essentiellement destinés à sa propre consommation, le reste étant exporté vers la Jordanie. Son quota a alors été réparti entre les autres membres, mais c'est surtout l'Arabie Saoudite qui en a profité portant son niveau de 5,38 millions à 8 millions de barils/jours.

### ELF ET TOTAL BIEN PLACÉS

Une levée des sanctions obligerait les pays de l'OPEP à se restreindre, sachant que la demande mondiale progresse faiblement. Le royaume wahabite serait alors le premier touché, ce qu'il accepterait mal dans la mesure où il traverse actuellement une grave crise financière. L'Irak, capable de produire rapidement 3,5 millions de barils/jours, pourrait alors provoquer une grave crise si rien n'est organisé pour calmer le marché. « Ce serait comme un trou d'air » affirme un expert. Celui-ci estime que, dans ce cas, le baril pourrait descendre aux alentours de 10 à 12 dollars. Au pire, si ce retour n'était pas préparé, d'autres spécialistes n'excluent pas une offensive sur les prix, à l'image de celle qui était survenue au milieu des années quatre vingt, débouchant sur une guerre qui avait pénalisé tous les pays producteurs.

Le poids de l'Irak en cas de retour sur le marché serait considérable. Pour Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, les 100 milliards de barils de réserves prouvées du pays « placent l'Irak au second rang mondial, après l'Arabie Saoudite, ce pays représentant près de 10 % des réserves prouvées mondiales ». Ces réserves seraient sous-estimées. « Elles

atteindraient les 190-200 milliards de barils ». L'importance des gisements irakiens explique l'intérêt des compagnies pétrolières pour ce pays. Les mieux placées pour l'instant sont les deux firmes françaises Elf et Total qui négocient séparément l'attribution de champs pétrolifères, l'italien Agip et l'entreprise russe Lukoil. Néanmoins, aucun de ces contrats ne deviendra opérationnel avant la levée de l'embargo. L'économie rejoint ainsi la diplomatie, puisque la France et la Russie sont deux des soutiens de l'Irak au conseil de sécurité de l'ONU. Mais le poids des Etats-Unis y est prépondérant tout comme dans cette région du Golfe, Washington ayant la main mise sur les pays voisins que sont l'Arabie Saoudite, le Koweït ou la Jordanie. Le bras de fer entre les Etats-Unis et l'Irak, par le biais de la fermeture du débouché pétrolier que constitue la Jordanie en est l'illustration.

Sur le marché, les manœuvres en cours, y compris militaires sont regardées pour l'instant « avec intérêt ». Mais la nervosité pourrait aller croissant si la situation évolue vers une offensive militaire. De là à revivre les frayeurs d'août 1990, il existe une marge. Les milieux pétroliers ont tiré les leçons du passé. Depuis, d'autres producteurs notamment en Mer du Nord n'ont cessé d'accroître leur poids et leur rentabilité. L'amélioration technologique de leurs installations leur permet soit d'augmenter leur production, soit mieux de résister à une érosion du prix du baril, en cas d'offensive sur les tarifs. Il faut désormais compter aussi avec leur présence.

Dominique Gallois

# L'exécution de Turcs en Arabie saoudite scandalise à Ankara

ISTANBUL

de notre correspondante

L'exécution, en Arabie saoudite, de quatre Turcs accusés de trafic de drogue - les 11 et 14 août dernier - a créé une émotion considérable en Turquie. Le gouvernement d'Ankara poursuit ses efforts pour empêcher l'exécution de quarante autres de ses ressortissants accusés du même crime. L'envoyé spécial de l'Etat turc, Nevzat Yalçintas - un professeur d'économie ayant des liens avec la famille royale saoudienne - est arrivé la semaine dernière à Riyad où il espère rencontrer le roi Fahd et le convaincre de faire preuve de clémence à l'égard de ses compatriotes.

Avec cette affaire, la querelle entre les partisans de la laïcité et les islamistes en Turquie a pris une nouvelle dimension. La presse, saisissant l'occasion de marquer des points pour le camp des « laïcs », n'a épargné à ses lecteurs aucun des détails sanglants des exécutions fréquentes - 142 cette année - en Arabie saoudite. En publiant à la « une » des photos sanguinolentes de mains coupées et d'exécutions publiques par le sabre, elle a révélé au public turc les horreurs de la loi islamique telle qu'elle est pratiquée dans le royaume saoudien, choquant ainsi de nombreux musulmans pratiquants.

Embarrassés par cette crise, qui menace de troubler sérieusement les relations entre la Turquie et l'Arabie saoudite, les islamistes



ont gardé le silence pendant plusieurs jours. Le dirigeant du Parti de la prospérité, Necmettin Erbakan, a lancé un appel aux autorités saoudiennes - fréquemment citées en Turquie comme une source de soutien financier pour le mouvement islamiste - leur demandant « au nom d'un milliard et demi de personnes du monde musulman », d'épargner les condamnés.

De nombreux islamistes, affirmant que le trafic de drogue n'est pas mentionné comme un crime passible de la peine capitale dans la charia, ont sévèrement critiqué l'interprétation saoudienne de la

loi coranique. « La loi islamique doit être pratiquée avec tolérance. Avant tout, les accusés ont le droit de se défendre », affirme Yalçin Cetinkaya, du magazine *Aksiyon*, soulignant que les Turcs, sans avocat et ne parlant pas l'arabe, n'ont pas eu la possibilité de se défendre.

Laïcs et islamistes sont d'accord sur le fait que les juges de Riyad ont agi avec une sévérité injustifiée. Les quatre hommes exécutés, et les quarante autres en attente d'exécution ou de procès, sont accusés d'avoir importé en Arabie saoudite des tablettes de Captagon, un médicament contenant

des amphétamines, fabriqué en Allemagne et disponible uniquement sur ordonnance. A l'origine, le Captagon était apparemment prescrit comme stimulant pour les personnes âgées avant que soient découvertes ses autres propriétés, à savoir un effet aphrodisiaque.

L'envoyé spécial de l'Etat turc était porteur d'un message du Président Demirel à l'intention du roi Fahd. Depuis 1989, la Turquie tente d'obtenir un accord avec l'Arabie saoudite qui lui permettrait de rapatrier ses ressortissants afin qu'ils puissent purger leurs peines sur le sol national. Jusqu'à présent, les Saoudiens se sont montrés intraitables, mais les autorités turques ont interprété comme un signe favorable - une lueur d'espoir - le fait qu'aucun Turc n'ait été décapité vendredi 18 août, jour traditionnel pour les exécutions. A leur place, c'est un condamné pakistanais que les autorités saoudiennes ont mis à mort.

Nicole Pope

■ Le grand mufti d'Arabie saoudite, la plus haute autorité religieuse du pays, a affirmé, dans un entretien publié, dimanche 20 août, par le quotidien *El Yom*, que « le gouvernement d'Arabie saoudite applique la charia [loi islamique] sur les trafiquants de drogue, qu'ils soient citoyens ou expatriés. Il est obligé d'appliquer les verdicts de la charia, même si quelques autres gouvernements n'apprécient pas cela ». - (Reuter.)

## •• DAGENS NYHETER

Onsdagen den 23 augusti 1995

### Oklara dödsfall i turkiska fängelser

■ Fjorton människor dödades i juli i Turkiet under oklara omständigheter, några när de satt i häkte. 23 häktade torterades, sade en människorättsorganisation på tisdagen.

Turkiska människorättsgruppen presenterade en skrämmande statistik för juli månad, vilken också innehöll uppgifter om "godtyckliga" gripanden och försvinnanden. Av 1 572 som greps under månaden ställdes inte fler än 117 inför rätta.

(TT-AFP, Ankara)

## RÉFLEXION

Jeune Afrique

24-30 août 1995

## La part du Lion.



PAR  
MICHEL JOBERT

**L'**indispensable Syrie, menée, depuis 25 ans, par son président, Hafez-El-Assad (le lion), à l'imperturbable sang-froid, est le point de passage obligé vers une paix au Proche-Orient.

Alors que tout son environnement, de l'Égypte aux États pétroliers, s'est résigné à accepter que les Israéliens soient revenus sur leurs lieux d'origine, la Syrie s'est cantonnée dans un isolement, devenu positif. Hafez-El-Assad a été réélu trois fois, avec des scores avoisinant les 100 %. Avant lui, les coups d'État réussissaient. Avec lui, ils ont échoué. C'est dire combien sa férule est lourde, sanglante autant que nécessaire. L'Histoire retient encore les massacres de Hama, aux 25 000 victimes.

L'alliance soviétique aura été le fondement de l'affirmation syrienne face à Israël, mais aussi face au « frère » irakien. Les réactions géopolitiques demeurent. L'Irak est le rival millénaire. L'Égypte, toujours animée d'un sentiment de supériorité a mis du temps à retrouver son « arabe » après les accords de Camp David. Le Liban a une vocation de satellite et a manqué de la plus élémentaire habileté, bien qu'on la célèbre, à tort. Les frères pétroliers finançaient peu, une façon pour eux d'éloigner les dangers. La Turquie, frontalière, pense toujours que le *sandjak* d'Alexandrette fut enlevé, en 1939, à la Syrie. On se joue donc des tours avec les Kurdes, répartis sur cinq États, et l'eau de l'Euphrate, dont la Turquie dispose, est un

moyen de pression bien désagréable aux Syriens. En 1967, après la défaite de l'armée syrienne, Israël leur a arraché le Golan, qui contrôle les approches de Damas.

La lourdeur des sociétés d'État, la démographie qui galope (3,8 % de plus, l'an) ont réduit le PNB par habitant à 1 134 dollars. Des tensions multiples traversent une société composite, en proie aux affres du modernisme, comme aux freins de la tradition. Le régime est porté par la cohésion d'une minorité chiite, les Alaouites, qui éveille bien des rancœurs chez les sunnites (74 % de la population). Rien n'était donc très rose, dans l'avenir de la Syrie, devenue, de surcroît et à l'évidence, un « État terroriste ».

Après le fiasco soviétique, on ne donnait pas cher d'Hafez-El-Assad. Mais voilà que les guerres régionales lui ont offert une chance inespérée. Ce tacticien de l'ombre, que la guerre Iran-Irak (1980-1988) avait provisoirement dégagé d'un souci et que les chrétiens libanais avaient appelé à l'aide pour se débarrasser des Palestiniens (1976-1985), reçut mieux encore du ciel : la guerre du Koweït (1990). Hafez-El-Assad ne perdit pas un instant pour apporter aux monarchies pétrolières, soutenues par les infidèles américains et européens, la caution morale de l'arabisme, alors que les masses jordaniennes et palestiniennes s'aveuglaient d'illusions. Hier paria dans la zone arabe contrôlée par le États-Unis, le voilà devenu le seul interlocuteur valable de ceux-ci pour négocier une paix, au prix

même de pressions qu'ils devront faire sur Israël. Hafez-El-Assad, seul responsable d'envergure, avec le Roi Hassan II, dans le monde arabe, s'est installé dans un isolement inexpugnable dont aucun chef voisin ne peut lui disputer les avantages. Le héros silencieux et tenace de Damas sait qu'il peut tendre la corde dans les négociations en cours, et que même la compréhension américaine lui est acquise. D'Europe et de l'Extrême-Orient, les concours économiques sont offerts : le Golan doit revenir à la Syrie, personne n'en disconvient. Pour les monarchies pétrolières, Damas est devenu garant de stabilité et de sécurité : on donnerait plus si on le pouvait ! Et la Syrie se montre moins inconditionnelle des Kurdes, pour ne pas gêner la Turquie, voire même l'Irak, en si appréciable déconfiture. Quant à l'Iran, il reste l'ami, par nécessité géographique. Restera à imaginer la paix, avec le Liban si

**Pour les monarchies du Golfe, Damas est devenu garant de sécurité.**

fragile à tout, et de lui-même. Et à imaginer le développement économique de ce « Nouvel-Orient » : les initiatives israélo-américaines appuyées, à la Conférence de Casablanca (octobre 1994), ont inquiété la Syrie, alors que la paix générale n'est pas intervenue.

Le temps n'est pas galant homme, même s'il sait, comme on l'a vu, sourire aux audacieux. Dans les régimes autoritaires, la succession est toujours moins aisée qu'en démocratie. A la sienne, le chef syrien ne cesse de penser, depuis la disparition tragique d'un de ses fils ; le seul ciment du pays demeure le nationalisme syrien. ■

# Telling Secrets, Iraq Admits an Advanced Germ Warfare Program

By Barbara Crossette  
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Iraq has told the head of a UN inspection team that it had armed bombs and scud missiles with biological agents drawn from a much larger germ warfare program that the Iraqis had acknowledged.

The Iraqis also told the UN official, Rolf Ekeus, in Baghdad over the weekend that they had not destroyed their biological warfare agents or weapons before the start of the 1991 Gulf war, as they reported in July, according to Charles Duelfer, Mr. Ekeus's deputy.

Iraqi officials now say that they destroyed the biological agents, including botulism, anthrax and other deadly toxins not previously mentioned or detected, after the conflict, Mr. Duelfer said in an interview here Tuesday. He described the Iraqi biological weapons program as "very significant, advanced and mature" and a threat to the region.

Iraq has also provided substantial new information on its nuclear weapons program, a spokesman for the International Atomic Energy Agency said in Vienna Tuesday. The agency has its own inspector, Maurizio Zifferero, working on Iraq. He has been in Baghdad with Mr. Ekeus.

The new confessions by the government of President Saddam Hussein were prompted by the defection to Jordan earlier this month of Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, a son-in-law of Mr. Saddam who had been responsible for developing Iraq's weapons of mass destruction. Officials say that the Iraqis appeared to want to undercut General Kamel, whom Mr. Ekeus met Tuesday in Amman, where he was given asylum on Aug. 8.

In talks with Mr. Ekeus over four days, the noticeably tense Iraqis tried to blame General Kamel, who defected with his brother Saddam Kamel Hassan, another son-in-law of the president, for concealing information from the United Nations, which made the destruction of Iraqi weapons systems a prerequisite to the lifting of wartime sanctions on Baghdad.

In a final, almost comic encore to the Ekeus visit, Iraqi officials escorting him to the airport for a flight to Bahrain Sunday detoured to a rural home where they said General Kamel had stashed documents the Iraqis have been denying existed for four years.

Tuesday, the Iraqi press said that the documents "were found in the presence of Ekeus, who showed

interest in the information whose importance lies in the fact that it strips Hussein Kamel from the information he might give to Ekeus during their meeting in Amman."

Mr. Ekeus is expected to leave Jordan in the next day or two to return to New York to report to the Security Council on his meetings in Baghdad and Amman. His team, known formally as the United Nations Special Commission, has only begun to study the contents of many boxes of documents they were given in Iraq. Most of the documents are in Arabic.

At the International Atomic Energy Agency, the spokesman, Hans Meyer, also said that it was too early to report on the meaning of the new information on Iraq's nuclear program, but that it appeared it might confirm some important details. Mr. Meyer said that the agency believed that it had enough monitoring equipment in place in Iraq to detect an attempt to restart a nuclear program.

"But we never said we know everything," he said.

On the biological side, Mr. Duelfer said Tuesday that Iraq has now acknowledged "a much more extensive program" than Mr. Ekeus had been able to piece together over four years through a process of gathering independent information outside the country and then confronting the Iraqis with it.

The progression of confessions, most dramatically this summer, have hurt Iraq's credibility among the few nations on the Security Council that wanted to begin easing sanctions on Baghdad.

Before the defection of General Kamel, Iraq had been so bold as to give the Security Council a deadline for lifting sanctions or face a hostile non-cooperation with the inspectors. Over the weekend, the Iraqis changed that stand.

"They have explicitly stated that this deadline is no longer in effect," Mr. Duelfer said Tuesday, "and beyond that they have said that no new deadline will be given."

## Baghdad's Dirty Secrets

After a short visit to Baghdad last weekend, the United Nations' Rolf Ekeus cheerily said that his Iraqi hosts had begun to tell him "a lot" about their illicit weapons projects. Saddam Hussein's government has been sparring with Mr. Ekeus for four years over access to this information. Among other things, the Iraqis have now acknowledged, after repeated denials, that they were developing missile warheads to carry bacteriological weapons. The defection two weeks ago of two of Saddam's sons-in-law seems to be producing important progress in this crucial test of international law enforcement.

In 1991, after its defeat in the Gulf war, Iraq promised to disclose fully its illegal arms operations — its attempts to build up an array of nuclear, chemical and bacteriological weapons. Since then it has produced many details but, amid much lying and stalling, nothing approaching the complete record. The defections seem to be changing the situation.

The ranking figure among the defectors is a general who for some years played a central part in the weapons development programs. Like all defectors, he has a compelling interest in bidding up his value to his former enemies by telling them much of what they need to know but perhaps not everything. Similarly, his former friends back in Baghdad have a

compelling interest in destroying his value to the other side by telling the United Nations everything that he could tell them. Neither the general nor the Baghdad government has much of a reputation for telling the truth, but much of what the United Nations seeks is checkable in the West — for example, the lists of suppliers in Europe and America who provided equipment and ingredients.

The United Nations already knows a lot. Soon after the Gulf war it discovered that Iraq was dismayingly close to a nuclear bomb, that it had huge caches of chemical weapons, that it was working on germ warfare and that it was making progress with missiles to deliver these terrible weapons to its enemies. Those discoveries have already resulted in discreet but substantial tightening of export controls in many countries, particularly in Europe.

But Mr. Ekeus and his colleagues, who have pursued full disclosure with extraordinary determination and personal courage, do not yet know all that they need to know. Iraq's weapons program was a spectacular breach of the world's rules of arms control, and the world needs to know in explicit detail how it was accomplished. With a little luck, the defections and Baghdad's reaction to them can bring the United Nations closer to the truth.

—THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, AUGUST 23, 1995

# U.S. Discounts Iraqi War Plans

## But It Is Moving Troops To the Gulf as a Deterrent

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The United States has detected no evidence that Iraq is preparing to invade Jordan or Kuwait, but it is moving men and equipment to the region as a precaution to deter any such move, Defense Secretary William J. Perry said Tuesday.

"There have been some unusual deployments of Iraqi military forces," he told reporters during a picture-taking session in his Pentagon office. But, he added, the movements were "nothing that leads us to believe that any invasion is under way or planned."

The Pentagon said last week that it was sending ships with tanks and arms for as many as 22,000 Marines and army troops closer to the Gulf region. It also moved more warships to the area and advanced a scheduled training exercise in Kuwait in response to what the Pentagon said was a five-week-old pattern of unusual troop movements.

Mr. Perry did not make clear whether the Iraqi movements were continuing. "It is a matter that bears careful watching, and

we are watching it very carefully," he said. "In the meantime, we're taking prudent actions."

Mr. Perry said the Iraqi president, Saddam Hussein, could not be trusted, despite his recent disclosures to United Nations arms inspectors about Iraq's weapons of mass destruction.

"He has deceived us many times in the past," Mr. Perry said.

The defection this month of Mr. Hussein Kamel, his brother Saddam Kamel Hassan, who commanded Mr. Saddam's bodyguards, and their wives — daughters of Mr. Saddam — was followed by an unprecedented display of openness by the Iraqi government, a major change in its attitude.

The U.S. assistant secretary of state, Robert Pelletreau, met King Hussein Tuesday after arriving overnight on a surprise visit — his second to Jordan in less than a week.

Mr. Pelletreau's overnight arrival in Amman from Kuwait was linked to "positive developments" in Jordan-Kuwait relations, a Western diplomat said. (Reuters, AFP)

L'Alsace - 24 août 1995

### TURQUIE

Une délégation conjointe de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et de France-Libertés a enquêté, du 31 juillet au 6 août, dans l'est de la Turquie sur une grève de la faim entreprise depuis la mi-juillet par un millier de détenus, en majorité politiques, afin d'obtenir une solution du problème kurde.

La délégation était composée de Me Etienne Jaudel, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien secrétaire général de la FIDH, et du Dr Henri Metzger, praticien du centre hospitalier de Thann (Haut-Rhin).

Bien qu'elle n'ait été autorisée à rencontrer aucun détenu, la délégation a appris que les détenus font la grève de la faim pendant dix jours par groupes successifs. Une manifestation pacifique en leur faveur a eu lieu le 30 juillet, à Istanbul, mais a été «brutalement réprimée par la police qui a procédé à plusieurs centaines d'arrestations», selon un communiqué conjoint FIDH-France-Libertés. Les deux organisations constatent «l'état de non-droit qui existe à l'heure actuelle dans le sud-est de la Turquie et l'atmosphère de terreur qui en résulte». Cette situation a été attestée par l'arrestation de Jakub Karademir, membre de l'Association turque des droits de l'homme, le 5 août, qui servait d'interprète à la délégation française.

La FIDH et France-Libertés ont exigé sa libération immédiate.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0228 4 I 0121 RFA /AFP-UC71

Turquie-Kurdes

Quinze rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 25 août (AFP) - Quinze rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires dans le sud-est anatolien, a-t-on annoncé vendredi de source officielle.

Ces opérations se sont déroulées dans les provinces de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, Batman, Siirt et Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran, indique un communiqué de la préfecture de Diyarbakir.

Le texte, cité par l'agence turque Anatolie, ne précise pas la date de ces opérations mais l'armée turque mène quotidiennement des opérations contre les maquisards kurdes dans la région.

YM/pb/jag

AFP /J00245/251200

AOU 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0565 4 I 0355 TUR /AFP-QM54

Turquie-Droitshomme

Délit d'opinion: 99 intellectuels turcs devant le tribunal

ISTANBUL, 24 août (AFP) - Quatre-vingt-dix-neuf intellectuels turcs parmi les 1.080 qui avaient défié la justice turque en publiant un livre rassemblant des articles dont les auteurs avaient été poursuivis, notamment pour "séparatisme", ont comparu jeudi devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Les intellectuels avaient revendiqué leur "culpabilité" en publiant en mars dernier ce livre, intitulé "Liberté à la pensée", dans le cadre d'une campagne de désobéissance civile baptisée "Initiative contre le délit d'opinion".

Ils sont accusés d'avoir violé l'article 8 de la loi anti-terroriste qui limite la liberté d'expression et l'article 312 du Code pénal turc qui interdit de faire l'apologie d'un crime, en l'occurrence de publier des articles ayant déjà valu des poursuites à leurs auteurs par la Cour de Sûreté de l'Etat.

Ils sont passibles pour le premier chef d'accusation à 5 ans de prison et pour le deuxième à 3 ans.

Le procureur Aytac Tolay a estimé que l'article 8 était en contradiction avec la constitution turque et avec les accords internationaux dont la Turquie est signataire. Cette opinion n'empêche pas l'ouverture d'un procès puisque l'article est en vigueur.

Un des intellectuels, M. Ahmet Altan, écrivain et journaliste, a déclaré au nom des autres inculpés qu'ils étaient entièrement d'accord avec le procureur. Il a réitéré que tout article de loi considérant l'expression d'une opinion comme un crime, devrait être réexaminé par la Cour Constitutionnelle.

Le procès a été reporté au 26 octobre, pour que les inculpés se préparent pour exprimer leur point de vue sur la contradiction de l'article 8 avec la Constitution. L'enquête ouverte pour les autres signataires se poursuit.

L'ouvrage contient notamment des articles du plus renommé des écrivains turcs contemporains Yasar Kemal (inculpé), du sociologue Ismail Besikci, des universitaires Fikret Baskaya et Haluk Gerger (emprisonnés) et des déclarations de huit ex-députés du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous).

KG/hc/syd

AFP /JO0245/241756

AOU 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

# U.S. and Britain Vow to Keep Saddam Off Balance

Reuters

LONDON — The United States and Britain will keep pressure on President Saddam Hussein of Iraq now that he has been weakened by high-level defectors, and the two countries are unlikely to approve lifting United Nations sanctions, sources say.

A UN official said Wednesday that Iraq's sudden cooperative attitude about its secret weapons programs should pave the way for lifting a ban on Iraqi oil sales, imposed after the invasion of Kuwait five years ago.

Rolf Ekeus, who is in charge of overseeing Iraq's elimination of its weapons of mass destruction following the 1991 Gulf War, said in Jordan that the UN Security Council would have to lift sanctions if Baghdad met all of its commitments.

Mr. Ekeus is not due to report to the United Nations until October, after which the Security Council will formally review the sanctions regime.

While France and Russia have taken a more flexible line, the United States and Britain are believed to want the sanctions in place until Mr. Saddam gives up control in Iraq.

"The Americans and the British hold the view that Saddam can never be trusted and that if sanctions can help get him out, so much the better," said one European diplomat.

"I think there is no chance the sanctions will go at the next review," he said. "Beyond that, it depends on if Saddam is in power."

Mr. Ekeus said the most sweeping changes in the new Iraqi attitude came in the area of biological weapons, which he said Iraq had attempted to hide from UN inspectors ever since the end of the Gulf War.

"Iraq," he said, "has up to the most recent days for several years concealed a very large biological warfare program consisting of biological warfare agents, consisting also of a weaponized system — that means that warfare agents were put into munitions, bombs and missiles."

The UN envoy spoke a day after meeting an Iraqi defector, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, Mr. Saddam's son-in-law and head of the banned Iraqi military programs. He disclosed few details of their

conversation. "The Iraqi leadership declared to me that its policy from now on is 100 percent implementation of the cease-fire arrangements," Mr. Ekeus said Wednesday.

Only days before General Kamel defected to Jordan this month along with his brother and their wives — both of them daughters of Mr. Saddam — Iraq had again given false information on the biological weapons program, Mr. Ekeus said.

## ■ U.S.-Kuwait Maneuvers

More than 300 U.S. soldiers arrived in Kuwait on Wednesday, the first of a 1,400-strong force that will conduct exercises designed to deter any threat from Iraq, Reuters reported from Kuwait.

The remainder will come on six or seven more flights over 24 hours, a military spokesman said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 25, 1995

# Iraqi TV Broadcasts Criticism From Jordan

## Analysts Baffled by Decision to Air King's Uncensored Speech

By Youssef M. Ibrahim  
New York Times Service

PARIS — Iraqis were baffled Thursday by the broadcast on Iraqi national television of a speech by King Hussein of Jordan in which he harshly criticized Iraq's policies.

Although King Hussein promised to keep Jordan's borders with Iraq open, he criticized the Iraqi invasion of Kuwait in 1990 and its refusal until recently to fully cooperate with United Nations weapons inspectors.

An audio recording of the Jordanian monarch's 45-minute speech that was broadcast in Amman on Wednesday was retransmitted without censorship on Iraqi national television and on the Shebab network, which is run by President Saddam Hussein's eldest son, Uday.

The highly unusual openness led many inside and outside Iraq to wonder what motivated the Iraqi regime to depart from

its feverish obsession to make sure that anything read, seen or heard in Iraq is in line with official propaganda.

The Jordanian king said that Baghdad's leadership had made a drastic error in invading Kuwait, creating a tragic situation from which the whole Arab world continues to suffer serious divisions and economic penalties.

The king also praised as a "patriot" Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, a son-in-law of President Saddam, who was the chief arms procurer for Iraq between 1980 until he defected to Jordan on Aug. 8.

It was astonishing to have Iraq broadcast the king praising General Kamel. Ever since his defection, the general has been the object of a fierce campaign describing him as a traitor, a thief who stole millions of dollars, and, to use a favorite term of the Iraqi media, "an obnoxious insect."

"By any standard, this is remarkable behavior by the Iraqi regime," said Kamran Karadaghi, a prominent Kurdish writ-

er and vehement opponent of the Iraqi regime.

But interviews with a wide range of Iraqi opponents and supporters of the regime suggest upon closer examination that the Iraqi motives seem to have their own logic.

For one thing, the major import of King Hussein's speech was his assertion that Jordan will not yield to American pressure to shut off its borders with Iraq or discontinue commercial ties with Baghdad. Jordan has been Iraq's main outlet to the outside world.

It was useful for the Baghdad regime to show the king's assurance that the country's lifeline is not about to be cut off.

Iraqis also said that the king's lavish praise of General Kamel reflects poorly on the Jordanian monarch.

By all accounts from both opponents and supporters of Saddam Hussein, his son-in-law is widely despised, being seen as part and parcel of the repressive ma-

chine that has killed, jailed and tortured tens of thousands of Iraqi dissidents, Kurds and Shiite Muslims.

But even supporters of the regime hate General Kamel, too, fully appreciating that he is a creature of his father-in-law, a high school dropout who never made it to any military college but was promoted to his rank by Mr. Saddam after he married his daughter.

King Hussein's attempt to elevate General Kamel to the status of public savior of Iraq has been met with ridicule in Baghdad, Iraqis said.

If anything, it may have diminished the king's credibility among Iraqis as did his assertion that he was "shocked" by revelations — conveyed to him

by General Kamel — that Iraq planned to invade Kuwait and Saudi Arabia.

That assertion was seen as a blatant attempt to curry favor with Saudi Arabia and Kuwait, two countries that are the subject of fierce hatred by Iraqis. And there is a widespread conviction that the king's intelligence apparatus is so well informed on what is going on in Iraq, it is virtually impossible for him to be surprised about policies there. Furthermore, hardly anyone believes Iraq planned any invasion, nor has the ability to do so at this point with its military machine largely at the mercy of major Western powers in the region.

But there are other reasons cited by opponents of the re-

gime for the highly unusual step.

"I think they knew they couldn't control it," said Latif Rasheed, Kurdish representative and vice president of the London-based Iraqi National Congress opposition group. "The speech was going to leak into Iraq anyway."

"On the whole the speech said a few things Saddam Hussein wanted Iraqis to hear, namely that he was not afraid of such criticism, that the border with Jordan will not be closed, and that the king did not call for a change in government," Mr. Rasheed said.

Indeed, some Iraqis close to the regime noted that the king did not once mention Saddam Hussein by name, speaking in-

stead of the "Iraqi leadership."

Most Iraqis are also well aware that Jordan benefited from billions of dollars of Iraqi financial aid and trade profits during the Iraq-Iran war from 1980 to 1988.

Coming from a regime that usually blunders into massive lies, the Iraqi gesture appears also to bolster what seems to be a new policy. In the past few days, President Saddam has been bringing back to power old figures from the party to replace members of his own family and saying he will fully cooperate with the United Nations.

"I think this is the first time in a long time where they seem to be playing it right," said the Iraqi who asked for anonymity.

## Herald INTERNATIONAL Tribune

AUGUST 25, 1995

# Iraqi Defector Denies Meeting U.S.

By Youssef M. Ibrahim  
New York Times Service

PARIS — The Iraqi official who oversaw much of Baghdad's armaments program until his defection to Jordan earlier this month claimed Friday that he had not met American officials since his escape, despite numerous assertions from Arab and Western diplomats that such meetings with U.S. intelligence officials were held in Amman in the last two weeks.

In three separate interviews published Friday — one with a Kuwaiti newspaper and two with Saudi newspapers — the defector, Lieutenant General Hussein-Kamel Hassan, who is a son-in-law of President Saddam Hussein, gave contradictory and sometimes confused accounts on several topics.

These included Kuwaiti prisoners said to be held by Iraq, his role in the suppression of a Shiite uprising after the Gulf War, and his responsibility in setting fire to 700 oil wells in Kuwait.

"Until this day I did not hold any meetings with American officials," General Kamel told Al Hayat, a London-based Saudi newspaper. "But we are trying to establish contacts with international parties, including the Americans in view of their spe-

cial position as a superpower, and of the United States' relations in the region which is a matter we cannot do without."

General Kamel also insisted that Iraq had planned an invasion of Kuwait and Saudi Arabia in October 1994. But on Friday, the Iraqi government accused General Kamel of being the one member of the leadership who urged an invasion at the time. Iraqi television broadcast a tape of a voice that was said to be that of General Kamel from a cabinet meeting urging the invasion of Kuwait and southern Saudi Arabia.

"We have the ability now, our people are prepared, our army is ready," the voice on the tape said. There was no independent confirmation of the veracity of the tape or of the voice being that of General Kamel.

[General Kamel repeated that Mr. Saddam had provisionally planned a new attack on Kuwait and Saudi Arabia for Aug. 31, The Associated Press reported.]

[He said this would have happened if international weapons inspectors had not by that date declared Iraq had dismantled its weapons of mass destruction in line with UN resolutions. Since General Kamel's defection, Iraq has stepped up com-

pliance with the UN disarmament inspectors.

[At the United Nations in New York, meanwhile, the chief U.S. delegate, Madeleine K. Albright, describing new revelations of Iraq's weapons program as "chilling," said Friday that the Security Council was still a long way from lifting trade sanctions against Iraq.]

Asked by another London-based Saudi newspaper, Asharq Al Awsat, if Iraq still held some 600 Kuwaiti prisoners of war abducted before its troops fled from Kuwait, General Kamel said, "There were in fact prisoners." He added that he had information on the matter that he would "reveal at the proper time."

But in answer to a question by Al Qabas, a Kuwaiti daily, on whether Iraq still held Kuwaitis, he said he was not "directly connected" to this issue.

Although acknowledging that he took part in setting fire to the Kuwaiti oil wells, General Kamel, who was a ranking figure in the country's leadership before and after the invasion, claimed he was only carrying orders by President Saddam and his own uncle, Ali Hassan Maguid, who was the governor of occupied Kuwait in 1990-91. Iraqi opposition figures were

## Officials

at odds in assessing General Kamel's credibility and reliability in interviews Friday.

Hani Fikiki, a senior figure in the opposition National Iraqi Congress based in London, said that although General Kamel's role as a pillar of the regime was "reprehensible," his decision to flee Iraq and become an opponent was "a positive development that must be welcomed by all those who desire to see an end to the Iraqi regime."

Ghassan Attia, an independent opposition figure who publishes the Iraqi File, an authoritative monthly bulletin in London, said General Kamel took part in most of the repression against Kurds, Shiites and the Iraqi opposition to a point that disqualifies any statements he is now making about the practices of the regime he fled.

### ■ Saddam Offered Asylum

President Hosni Mubarak of Egypt is prepared to grant asylum to Mr. Saddam — or Iraqi opposition figures — if it would contribute to ending the country's turmoil, The Associated Press reported Friday, quoting an account in Al Hayat.



# Arabs Resist American Drive to Topple Saddam

By Youssef M. Ibrahim  
*New York Times Service*

PARIS — Two weeks after the defection of a pair of President Saddam Hussein's top aides, the U.S. hope of seizing the opportunity to weaken or topple the Iraqi regime is rapidly receding.

For one thing, Iraqi and Arab officials say, Mr. Saddam has moved ruthlessly to solidify his remaining power, arresting hundreds and reshuffling his personal security apparatus.

But more important, the United States has little prospect of mustering the kind of anti-Saddam consensus in the Arab world that existed during the 1991 Gulf War.

For their own reasons, the other countries in the region have been reluctant to join in the new American effort to move from a policy of simply containing Iraq to one of outright strangulation.

For example, Saudi Arabia's economic interest in keeping Iraqi oil off the world market would suffer if Mr. Saddam was ousted and UN sanctions against Iraq were lifted.

Since the defections, the United States has significantly increased pressure against the Iraqi government. The campaign includes the stepping up of military maneuvers and the sending of an American diplomatic delegation to try to persuade Saudi Arabia, Jordan and Kuwait to help rein in a country

that is seen by Washington as a threat to regional stability.

By all accounts in the Middle East, the U.S. diplomatic mission has failed. Underscoring the doubts about Washington's goal, King Hussein of Jordan said in a nationally televised speech Wednesday night that he would not contemplate closing his country's borders with Iraq.

"As far as closing the borders with Iraq, this is unthinkable," the king said, although he criticized what he described as unwise policies of the Iraqi leadership. He said a border closing would shut off essential supplies of food and medicine to the Iraqi people.

In the meantime in Iraq, opposition figures and some members of the government say, Mr. Saddam has moved swiftly to reorganize the government, shifting some power from his tightly knit family circle to old figures of the governing Ba'ath Party.

Hundreds of people have been arrested since the escape on Aug. 8 of Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, said his nephew Ezzedine Mohammed Hassan Majid, a commander in the presidential security detail who was among the 22 family members and aides who fled from Baghdad to Amman, Jordan.

"Anybody who ever shook hands with Hussein Kamel has been arrested," Mr. Majid said in a telephone interview from Amman. "They are cutting off all the

branches of the tree connected to him, in the family and in the government."

Virtually all opponents and supporters of Mr. Saddam agree that much depends on how he will handle his son Uday, who has become the most hated person in Iraq but who continues to enjoy his father's support.

Considerable doubts about the prospects for success of the U.S. strategy have been expressed in interviews in the last week with Iraqi dissidents, officials and Arab experts on Iraq in Amman, London, Vienna and Cairo.

Beyond Mr. Saddam's internal measures, the doubts stem from the lukewarm reaction in much of the Arab world, as well as in Turkey and Iran, to the American campaign and from Washington's failure to rally the broad coalition that existed in the Gulf War.

"This American escalation needs a catalyst," said Ghassan Attia, editor of the London-based Iraqi File, an authoritative monthly bulletin that meticulously monitors Iraq's economy and politics. "Who will take part in it? Who will actually overthrow Saddam? Every moment that goes by is in his interest. This is a police state, a mafia. The more it has time to rally, the more resistant it becomes."

Echoing a view widely shared around the Arab world, Mr. Attia said Jordan had little incentive for being a key player in the American strategy.

Until 1991, Iraq ranked as Jordan's most lucrative market. Even after Baghdad's defeat, the economic ties lingered. Over the past week, Prime Minister Zeid bin Shaker of Jordan made that point repeatedly, emphasizing Jordan's unwillingness to cut off all trade and commercial links with Iraq as the United States has urged.

Among other things, Iraq sells about 75,000 barrels of oil a day to Jordan at much reduced prices in repayment for debts in an arrangement authorized by the United Nations. Jordanian merchants are owed close to a billion dollars in unpaid bills from Iraq, payments they could have to forsake if commercial ties were severed.

There also is some question over how fervently a fall of the Iraqi government is desired in Saudi Arabia. A senior Saudi official said Wednesday that any such change would mean that Iraq could start to sell oil, a situation that would immediately hurt Saudi Arabia, the world's largest oil exporter, by lowering world prices.

In the absence of Iraq's exports of 3 million barrels a day since 1991 because of UN sanctions, Saudi Arabia has raised its output to 8 million barrels a day, taking Iraq's share of the world oil market and securing higher revenues.

"Nobody is interested right now in any serious change in Iraq," the senior Saudi official said. "For us the status quo is best."

## Human Rights Diary

**Allegation of rape at the Ankara police directorate-** "We want to express our disappointment and concern about a complaint we received on Aug. 16 by Leman Çelikaslan, who wrote that she was raped on July 21 after being taken into custody by the Ankara Police Directorate's Anti-Terrorism Branch," read a letter sent to Prime Minister Tansu Çiller on Thursday by the Chairman of the Human Rights Association, Akın Birdal. "Maybe the human rights violations which have occurred during your term in office do not affect you, who came to power with promises of democratization and human rights. However, I hope that this latest incident, similar to cases which have occurred many times before, might affect you not only as a human being, but also as a woman," concluded the letter. (Turkish Daily News, Aug. 18)

**De facto ban of Yeni Politika-** Yeni Politika, a daily newspaper which began publication on April 1995, has had its issues confiscated by court order on the grounds that it is only a continuation of two banned dailies, Özgür Gündem and Özgür Ülke. Of the 126 issues published since it first began, all except nine have been confiscated by the state. The paper, whose slogan was "rip the curtain off lies," issued a press release on Thursday. It stated that as the National Security Council's decision to confiscate the paper was in reality a de facto ban, they would be forced to stop publication for some time. (Turkish Daily News, Aug. 18)

**Seven Germans, one Swiss freed by security court-** Seven Germans and a Swiss national were released Thursday in the southeastern city of Diyarbakır and ordered to leave the region after being held for a day, Agence France Presse reported. The eight appeared before a state security court charged with "backing hunger strikers" and generally supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), a local source said. The court accepted their denial, ordering their release and their expulsion from the region, the sources and human rights activists said. (Turkish Daily News, Aug. 19)

**Human Rights Association releases July report-** The Human Rights Association (IHD) has issued its report for the month of July, the Anatolia news agency reported. The report, which summarizes human rights violations, lists 14 deaths as a result of torture, extrajudicial executions and during arrest in the month of July. During the same month there were 13 people killed during mysterious assaults, 19 who disappeared while in custody, 16 who died in attacks against civilians and 392 who died during armed clashes, according to the report. Twenty-three people claimed to have been tortured and a total of nine villages were burned and evacuated. Meanwhile, the number of political prisoners has reached 171, it said. "Torture is still continuing systematically and on a wide scale," Association Chairman Akın Birdal said. (Turkish Daily News, Aug. 23)

**Chief Prosecutor's office law suit accuses eight policemen of causing death by torture-** Following the death of Sinan Demirbaş, a university student who was taken into custody in Elazığ, a law suit was filed against eight policemen charging them with causing his death by torture. The police claim that Demirbaş, who was summoned to the police station on July 21 to deal with matters related to his upcoming military service, later committed suicide while in custody. The statement issued by the Security Directorate claimed Demirbaş had tried to escape and later committed suicide by banging his head against the wall. Demirbaş's family, in turn, claimed that he had been tortured to death and filed a complaint at the Chief Prosecutor's Office. The autopsy results showed that Sinan Demirbaş died from trauma due to a heavy blow to the head. (Turkish Daily News, Aug. 23)

**PKK prisoners end hunger strike-** The hunger strike launched in many Turkish prisons on July 14 by prisoners belonging to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), who demanded that the government start peace negotiations and that Turkey act according to the Geneva Convention, reportedly ended quietly on Aug. 20. Almost 10,000 prisoners participated in the strike, which was carried out in shifts. Some sources said that this hunger strike was only a precursor to larger protest actions by the PKK. However, others said that the strike had ended in a fiasco and that the PKK could not even ensure the same level of participation in the future. The strike was supported by relatives of the prisoners in many provinces, and in several foreign countries. (Turkish Daily News, Aug. 24)

**AI welcomes UN resolution on Turkish human rights cases-** Amnesty International (AI), on Tuesday released a statement in Washington welcoming a resolution by the United Nations Working Group on Arbitrary Detention which labels "the imprisonment of Günay Aslan, Dr. Haluk Gerger, and Sedat Aslantaş as arbitrary and requests that the government of Turkey take the necessary steps to remedy the situation." (Turkish Daily News, Aug. 24)

Libération - 25 août 1995

## La volte-face turque

Les autorités turques avaient longtemps misé sur un accord entre les Kurdes irakiens et Saddam Hussein pour stabiliser la situation dans le nord de l'Irak, région limitrophe de leur frontière. Elles se sont finalement ralliées aux thèses de Washington. Le porte-parole de la diplomatie turque se déclare même «optimiste» sur les chances de réussite du nouveau plan américain, décidé la semaine dernière à Dublin et approuvé par les fractions kurdes d'Irak du Nord, le PDK (Parti démocratique

du Kurdistan) de Mamouhd Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani. Selon un diplomate turc, le gouvernement «étudie la probabilité d'un changement de régime à Bagdad» et reconnaît désormais le Congrès national irakien (CNI), le front des opposants au régime de Saddam. La volte-face est complète. L'objectif premier des autorités turques est de «liquider» les bases arrière du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui mène la guérilla contre Ankara depuis douze ans. Les services de renseignement turcs estiment que

quelque 5.000 combattants du PKK seraient à nouveau dans les montagnes du nord de l'Irak, à peine trois mois après la fin de l'«opération Acier» qui, avec ses 30.000 soldats, avait représenté la plus importantes des interventions de l'armée turque au-delà de sa frontière sud-est. Cette région, qui se situe entre le 36<sup>e</sup> parallèle et la frontière turco-irakienne, est depuis la fin de la guerre du Golfe sous la protection des forces alliées (France, Grande-Bretagne, Turquie, Etats-Unis) qui contrôlent la zone d'exclusion aérienne. Mais cette entité kurde

soumise à un double embargo (celui qui frappe l'Irak et celui que lui impose Bagdad) reste extrêmement fragile et instable. L'administration turque avait misé pendant deux ans sur un soutien militaire et financier au PDK de Barzani, qui contrôle la zone frontalière irako-turque. Cela n'avait pas suffi à empêcher les infiltrations des commandos du PKK. La guerre fratricide entre Barzani et Talabani renforçait de plus en plus le PKK, qui se posait aussi comme représentant des Kurdes d'Irak. Des militants, voire des cadres du PDK et de l'UPK rejoignaient ses rangs.

MUSA AKDEMIR

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0204 4 I 0360 EAU /AFP-FN88

Irak-Turquie-Kurdes

Violents affrontements entre Kurdes irakiens et turcs dans le nord de l'Irak

DUBAI, 27 août (AFP) - Le PDK de Massoud Barzani, un des principaux partis kurdes irakiens, a affirmé dimanche qu'il interdirait désormais la présence des séparatistes kurdes turcs dans les zones qu'il contrôle en Irak du nord, à la suite de violents affrontements qui ont opposé les deux parties samedi.

"Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) n'acceptera plus la présence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les zones qu'il contrôle et ne tolèrera pas que la sécurité des civils soit mise en danger", a déclaré à l'AFP le représentant du PDK en Turquie, M. Faik Nerwiya.

M. Nerwiya, joint par téléphone, a affirmé que "des centaines de combattants du PKK, venus des montagnes" où ils sont basés dans le nord de l'Irak, avaient attaqué simultanément samedi matin, aux armes légères et moyennes, les positions du PDK, notamment dans les régions de Dohouk et Zakho, "pour prendre le contrôle de ce secteur".

Dans un communiqué reçu à Dubai, le PDK a précisé que le PKK avait attaqué samedi une vingtaine de ses bases et de ses centres dans une zone proche de la frontière avec la Turquie, tuant 12 personnes.

Le PDK a affirmé avoir contre-attaqué et repris samedi après-midi, "avec l'aide de la population locale, les bases et les centres attaqués".

"Le PKK a subi d'importantes pertes et a dû se replier vers les montagnes", a ajouté le communiqué, selon lequel cinq combattants du PDK et sept civils ont été tués, et une quarantaine de civils blessés.

M. Nerwiya a indiqué que la situation était calme dimanche et que le PDK avait renforcé sa présence dans la région, notamment autour de ses bases.

C'est la première fois que le PDK fait état d'une attaque des séparatistes kurdes turcs contre ses positions dans le nord de l'Irak.

En dépit de nombreuses incursions de l'armée turque visant à les déloger du nord de l'Irak, à partir duquel ils attaquent la Turquie, les séparatistes du PKK maintiennent une présence armée dans cette région qui échappe au contrôle du pouvoir central à Bagdad depuis 1991.

at/Kar/oa

AFP /JO0245/271418

AOU 95

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 28, 1995

# Iraqi Buildup in '90 Included Rush to Build Nuclear Bomb

By Barbara Crossette  
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — As part of an arms buildup far larger and more dangerous than was known at the time, Iraq embarked on an eight-month crash program to make a nuclear weapon immediately after invading Kuwait in August 1990, according to the leader of a UN inspection team.

The Iraqis set themselves a goal of April 1991 to produce a nuclear device. Experts said that they had no way of knowing how advanced the Iraqi program was when it was interrupted by the Gulf War, or whether the Iraqis could have met their ambitious timetable for constructing a bomb. There is no evidence of foreign complicity in this program, officials said.

The inspection team leader, Rolf Ekeus, also said that within days of a Security Council resolution in December 1990 authorizing the United States to wage war against Iraq, the government of President Saddam Hussein loaded anthrax, botulin and another toxic agent on nearly 200 bombs and warheads and began deploying the weapons at bases in Iraq.

Threats by President George Bush and Secretary of State James A. Baker 3d to strike Iraq with huge retaliatory bombings if Baghdad used chemical weapons seem to have persuaded President Saddam not to use the biological arms, officials and diplomats said.

The biological weapons had the potential to wreak enormous damage.

Scientists cannot predict how such weapons would perform because of uncertainty about how weather and other factors would influence the dispersal of the agents. But the botulism toxin is the most poisonous substance known, according to the Congressional Office of Technology Assessment. Inhalation

of a minute trace causes death in 80 percent of victims within three days. Anthrax is fatal within a week to a large proportion of those who inhale small amounts of the spores.

To fuel the nuclear weapons, the Iraqis had intended to divert uranium from their research reactors, the inspectors were told. A centrifuge enrichment system was set up in the Baghdad suburb of Rashdiya.

But the nuclear program was derailed by the bombing of Iraqi installations during the Gulf War early in 1991, and experts at the International Atomic Energy Agency in Vienna said that they had no evidence that it had proceeded beyond developing some processes for bomb-making.

"It is, however, clear that a crash program could have reduced the time needed for Iraq to demonstrate its nuclear capability," said an agency document submitted to the Security Council late last week.

The agency has in its possession a 198-page document outlining the Iraqi nuclear weapons project from June 1990 to June 1991, which it has only just begun to study.

Mr. Ekeus said it remained to be seen whether the new information would alter the nuclear inspectors' earlier conclusion that Iraq's program was no longer a threat.

Several Security Council members said that the reports were "chilling" and likely to set back for some time Iraq's hopes that the United Nations would lift an embargo on Iraqi oil exports.

Mr. Ekeus said that before he could make any recommendations on the sanctions he would have to oversee additional inspections and tests based on new information supplied by Baghdad — "thousands and thousands and thousands of documents." He said he was unlikely to return to Iraq until late September at the earliest.

Mr. Ekeus, a Swedish diplomat and arms control expert, and Maurizio Zifferero of the International Atomic Energy Agency were given the documents in Iraq last week after the head of the Iraqi weapons program defected to Jordan on Aug. 8. Iraq clearly hoped to pre-empt disclosures by the defector and ensure that President Saddam received credit for the disclosures.

Mr. Ekeus and Mr. Zifferero went to Jordan to meet the defector, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, who corroborated much of what they had learned in Baghdad.

The Iraqis apparently hid production sites for nuclear and biological programs in ordinary factories and engineering centers. Mr. Ekeus said that Iraq has now admitted to having 10 times more deadly anthrax cultures than it had earlier acknowledged. In addition to anthrax and botulin, Baghdad also owned up to the production of another biological warfare agent, aflatoxin.

The Iraqis say now that the biological weapons were destroyed in July and August of 1991, more than four months after the end of the war. Mr. Ekeus is concerned that some of the agents may still be concealed in Iraq.

Liberté de l'Est - 29 août 1995

## Turquie

# Les sites touristiques de nouveau pris pour cible par le terrorisme

Les quartiers touristiques d'Istanbul ont été de nouveau pris pour cible, dimanche soir : un Turc et une Jordanienne ont été tués et une quarantaine d'autres personnes ont été blessées dans trois attentats à la bombe perpétrés sur la rive européenne du Bosphore.

Deux bombes, à retardement et à fragmentation, selon les enquêteurs, avaient été placées dans des poubelles devant un restaurant et une pharmacie de l'avenue d'Istiklal, une rue piétonne du quartier de Beyoğlu, très animée de jour comme de nuit. Elles ont explosé vers 21 h 30 locales (20 h 30 heure française), faisant deux morts et une trentaine de blessés.

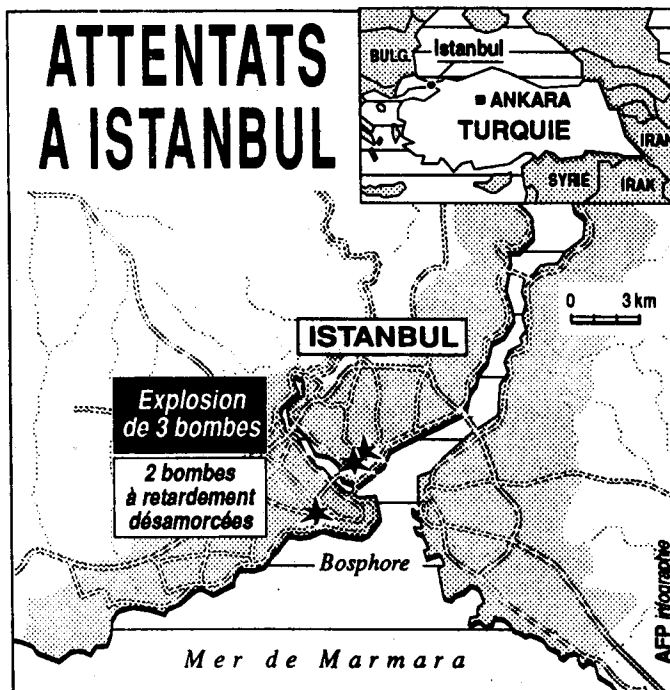
Ancien quartier cosmopolite du 19<sup>e</sup> siècle et haut lieu culturel d'Istanbul, Beyoğlu est très fréquenté par les touristes.

L'explosion, à la même heure, d'une troisième bombe a blessé huit personnes, dont six Ukrainiens. L'engin a explosé devant un bistro à Aksaray, un quartier commerçant, fréquenté notamment par des touristes en provenance des Balkans et de l'ex-URSS qui s'adonnent au "tourisme alimentaire".

Ces touristes achètent en gros, payant comptant en dollars, des marchandises pour les revendre au retour dans leur pays. Ce "tourisme commercial", qui est considéré comme une source de devises considérable pour la Turquie, rapporterait quelque quatre milliards de dollars par an (environ vingt milliards de francs), selon des estimations.

### Aucune revendication

À la suite de ces attentats,



aucune revendication n'avait été faite encore hier midi.

La police attribue généralement ce genre d'attentat au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

Pour le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese, cité par la presse turque lundi, il s'agit d'une action dirigée contre les intérêts touristiques de Turquie.

Hier matin, deux bombes à retardement ont été découvertes dans un garage

d'un centre de commerce et de loisir sur la rive européenne d'Istanbul. Les bombes, qui ont pu être désamorçées à temps par la police, avaient été programmées pour exploser à 12 h locales (11 h heure française), selon l'agence Anadolu.

Le PKK est tenu pour responsable de plusieurs attentats anti-touristes pendant les saisons touristiques de 1993 et de 1994, notamment à Istanbul et dans des stations balnéaires turques sur les côtes méditerranéennes.

## Ulm: deux Africains meurent dans un incendie anti-turc

*Un Ghanéen et un Tchadien ont été tués et trois personnes blessées hier matin à Ulm (Allemagne) dans un incendie d'origine criminelle contre un magasin turc qui, selon les enquêteurs, visait probablement la politique d'Ankara envers la minorité kurde.*

ULM.— En raison des circonstances, « la suspicion d'un acte à motivation politique s'impose au premier abord », a indiqué le parquet d'Ulm.

Le procureur Konrad Meñz s'est cependant refusé à mettre en cause dans l'immédiat le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement séparatiste kurde interdit en Alle-

magne où il est considéré comme terroriste.

C'est au PKK que sont imputées généralement les séries d'attaques qui, lancées contre des intérêts turcs en Allemagne, viseraient à dénoncer la politique turque à l'égard de la minorité kurde. Mais la police n'excluait pas non plus l'éventualité d'un racket.

La nature criminelle de l'incendie ne faisait quant à elle guère de doute aux yeux des policiers. Un engin incendiaire a été lancé à l'intérieur du magasin d'import-export vers 02 H 15 locales par une vitre préalablement brisée. Le sinistre s'est propagé du magasin, situé au rez-de-chaussée d'une tour d'habitation, aux

premiers des 17 étages. Un Ghanéen de 30 ans et un Tchadien de 21 ans ont été retrouvés morts asphyxiés. Trois autres personnes ont été blessées. L'incendie a en outre causé d'importants dommages matériels, détruisant le magasin d'import-export et atteignant plusieurs locaux turcs voisins au pied de la tour, dont une agence de voyages.

Selon la police, l'agence de voyages avait déjà été la cible d'un attentat en 1994. Ses auteurs n'ont toujours pas été interpellés, mais Ulm, comme quasiment toutes les grandes villes d'Allemagne, a été le théâtre au cours des mois écoulés de quatre attaques contre des intérêts turcs.

Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

A.F.P.

A.F.P.

FRS0230 4 I 0131 RFA /AFP-VM85

Allemagne-Kurdes

Une maison habitée par des Kurdes détruite par un incendie criminel

MUELLHEIM (Allemagne), 30 août (AFP) — Un incendie criminel a entièrement détruit, mardi soir à Muellheim (sud), une maison habitée par une famille kurde, absente au moment de l'attentat, a annoncé mercredi la police locale.

Des passants ont aperçu vers 21H00 un jeune homme qui jetait un cocktail Molotov à l'intérieur de la maison, située dans le centre ville. L'incendiaire est parvenu à prendre la fuite.

La police soupçonne un "groupuscule de gauche kurde" d'être à l'origine de cet attentat. Le père de famille âgé de 60 ans, a-t-elle précisé, avait refusé une dizaine de jours plus tôt de verser de l'argent à une association kurde et avait reçu des menaces de représailles.

ha/pht/lb

AFP /AA1234/301023

AOU 95

## ■ Irak

Le PKK  
attaque

Dans un entretien au quotidien saoudien «Al-Hayat», le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Oçalan, a confirmé que ses maquisards avaient attaqué dans le nord de l'Irak des « positions importantes » du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le mouvement dirigé par Massoud Barzani. C'est la première fois que des combats ont lieu entre ces deux formations.

## ENLISEMENT

M. Oçalan a précisé que le but de ces attaques était d'« attirer l'armée turque afin qu'elle s'enlise dans le nord de l'Irak » et de saboter « l'acte de trahison » entre les Kurdes irakiens et Ankara qui vise à empêcher les séparatistes kurdes de Turquie de disposer de sanctuaires et de camps d'entraînement en Irak. Les deux grandes formations kurdes d'Irak, le PDK de

Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani ont, sous la houlette des Etats-Unis, signé le 11 août à Drogheda, en Irlande, un accord de réconciliation après plusieurs mois de combats qui ont fait plus de 2.000 morts dans leurs rangs. Un « observateur » turc a assisté aux négociations.

Alors que Massoud Barzani avait plutôt tendance à collaborer avec les Turcs, Jalal Talabani est resté plus réservé, la thèse de l'UPK étant qu'il faut soutenir le droit du peuple kurde (en Turquie) mais en s'opposant à la violence. Le PKK s'est lancé en août 84 dans une guerre ouverte avec la Turquie pour obtenir l'indépendance d'un Kurdistan qui regrouperait les Kurdes de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran.

## MESURES

Selon certaines sources, de 2.000 à 2.500 combattants du PKK, descendant des montagnes qui bordent la frontière turco-irakienne, participeraient aux attaques contre les positions tenues par Barzani.

Mardi, selon des observateurs, la tension régnait à Zakho, une des principales villes du nord-irakien, proche de la frontière turque et contrôlée par Barzani, à la suite de quatre attaques du PKK. Le Parti démocratique du Kurdistan envoyait des renforts pour consolider ses positions, en particulier dans la bande montagneuse frontalière qui s'étend sur plus de 300 km. Selon un responsable du PDK à Zakho, « les terroristes du PKK ont organisé les 25 et 27 août une série de vingt-six attaques dans la région de Bahdinan, tout au long de la bande frontalière irako-turque ».

M. Faik Nerwiya, le représentant du PDK en Turquie, a précisé que sa formation avait « pris des mesures » contre le PKK et qu'elle tentait notamment de « couper les routes d'approvisionnement et de communication » que les hommes d'Oçalan utilisent entre la Syrie (le PKK a des bases arrière dans la Bekaa libanaise) et le nord irakien ainsi qu'entre les différentes positions du PKK dans le Kurdistan d'Irak.

M.O.

LIBRE BELGIQUE - 30 août 1995

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

A.F.P. A.F.P.  
FRS0690 4 I 0214 RFA /AFP-AT95  
Allemagne-Kurdes

Le PKK dément toute implication dans les récentes attaques anti-turques en Allemagne

BONN, 30 août (AFP) - La branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), interdit en Allemagne, a démenti mercredi toute implication dans les récents incendies contre des intérêts turcs en Allemagne, dont l'un a fait deux morts.

Dans un communiqué émanant du Centre d'information du Kurdistan à Cologne (ouest), parvenu à l'AFP à Bonn, le Front national de libération du Kurdistan (ERNK) affirme n'avoir "rien à voir avec les attentats à Bielefeld et Ulm".

Selon l'ERNK, ces attaques sont une "provocation délibérée" qui serait due "à des néo-nazi allemands ou à l'organisation d'extrême-droite turque des Loups gris", visant à "saboter les efforts du PKK pour un dialogue en Allemagne".

Un porte-parole de la police allemande avait auparavant indiqué que les enquêteurs soupçonnaient "un groupe extrémiste étranger" d'être à l'origine de l'incendie criminel contre un magasin turc qui a fait deux morts mardi à Ulm, désignant indirectement, sans l'identifier formellement, le PKK.

A Bielefeld, trois attaques ont été perpétrées au cours du week-end contre des établissements turcs, causant des dégâts matériels.

fb/ca/mfo

AFP /AA1234/301746 AOU 95

# Iraq's Kurds want no power partner as PKK presses its offensive for reentrenchment

**Power bid: PKK employs "storm troopers" to assert its claim to part of power structure in Iraq's Kurdish enclave, announces new 'union'**

Raşit Gürdilek  
*Turkish Daily News*

ANKARA- As a series of armed attacks by Turkey's separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) against fellow Kurds in northern Iraq reverberated in the Western-protected enclave, Iraqi Kurdish officials said the attack would not succeed in torpedoing a U.S.-led peace drive.

Safeen Dizayee, the Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP), the target of Saturday's attacks, said seven civilians were killed and some 40 were injured when the PKK assaulted over 20 KDP positions and villages in five different regions at the weekend.

Local sources told the TDN that clashes continued Tuesday with a KDP counteroffensive against PKK forces in Khwakurk valley near the Iranian border and that heavy battles were raging between the Iraqi Kurdish peshmergas and two brigades of PKK "storm troops" continuing their attacks at KDP positions near the Kurdish towns of Zakho, Dohuk, Amadiya and Sersing and the Haftanin area near Zakho.

Dizayee said the weekend attacks had been beaten back with "enthusiastic support" of the villagers, forcing the PKK bands to flee to the mountains.

Local sources said the PKK was trying to organize the Kurds under a Kurdistan National Democratic Union, or "Yekitiya Demokrati," to break the power monopoly shared by Massoud Barzani's KDP and its main rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani.

In an interview with the London-based Saudi daily Al-Hayat, the PKK leader Abdullah Öcalan said the motive for the attack was to provoke another incursion into the Kurdish-held northern Iraq by Turkish troops so as to relieve the pressure on the PKK separatists hounded by the troops inside Turkey.

"This action was aimed at encouraging the Turkish army to get bogged down in northern Iraq and wreck the Turkish-brokered accord signed between the KDP and the PUK," Öcalan told Al-Hayat.

He condemned as an "act of treason" an agreement between the Iraqi Kurds and Ankara to try and prevent the PKK from using north Iraq to launch cross-border attacks in its fight for an independent Kurdish homeland in southeast Turkey.

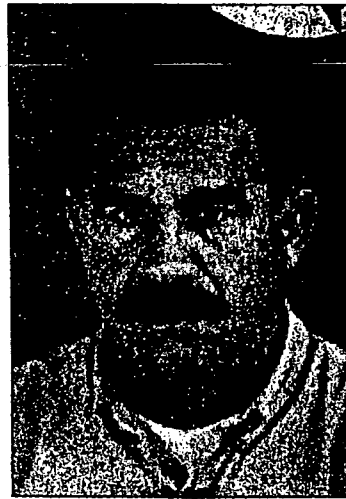
The PKK is also expected to launch a campaign, together with some European NGOs and a group of fugitive Turkish Kurdish politicians sought for separatism, to block Turkey's customs integration with the European Community.

The PKK has been fighting since 1984 for self-rule in Turkey's southeast and the separatist conflict has claimed nearly 20,000 lives in government estimates.

Turkish officials have been boasting of solid successes against the separatists inside Turkey this year. Turkish troops also struck across the border twice this year, despite reaction from the West and Iraq, killing several hundred PKK separatists entrenched in the area, taking advantage of a 16-month bloody internal conflict between the KDP and PUK.

But Iraqi Kurdish sources were sceptical of Öcalan's reasons for mounting the attack against fellow Kurds in Iraq. "Turkey has nearly half a million troops in eastern and southeastern Turkey. What difference would it make to the pursuit of the combat (against the PKK) if a few thousand troops crossed into northern Iraq once more?" said one source, adding that it was unlikely that Ankara would commit 20,000-to-30,000 troops to the crossborder operations as it had done before.

The KDP sources said the true reason for the PKK's attack was its irritation with the KDP's policy of curbing its activities and preventing



Abdullah Öcalan, boss of outlawed PKK.

its attacks against Turkey "by its own means" in the absence of a Turkish response to its terms for a border security arrangement. Sources say that beside beating back the PKK attacks aimed to scare away the population from the border villages, the villagers in the KDP area were disrupting PKK communications and collecting intelligence on the movements of the separatists.

Commenting on a statement by Öcalan to the London-based Kurdish MED-TV in which he reportedly said PKK would achieve a federal Kurdistan in northern Iraq and then leave its running to the PUK and KDP, a Kurdish official thanked the separatist leader for his magnanimity, but reminded him that there was already a government of Iraqi Kurds managing the affairs of Iraqi Kurds.

As for Öcalan's alternate objective of scuttling the U.S.-brokered peace talks between the warring Iraqi Kurdish factions, sources from both the KDP and PUK said they were committed to the peace process although it appeared that the distrust between the sides had not dissipated altogether. High-level representatives from KDP and PUK came together in Drogheda on an invitation from Robert Deutsch, a U.S. State Department Official, and reached an initial agreement on Aug. 11 to stop the fighting, to demilitarize Erbil, the main Kurdish city and seat of the regional Kurdish government-occupied by PUK, and take steps for a more equitable sharing of the customs revenues, the bulk of which was monopolized by the KDP since the outbreak of the fighting.

The same negotiators who attended the Drogheda meeting are

*Turkish Daily News*

WEDNESDAY, AUGUST 30, 1995

preparing to meet again in a yet-undisclosed European venue within 10 days to review the progress achieved in the implementation of the confidence-building measures which include the cessation of verbal recriminations.

But the decades-long distrust, honed by the infighting that is said to have claimed up to 3,000 lives, continues in private conversations, with the sides accusing each other of having relations with the PKK.

The PUK, blamed for abetting the weekend attacks in statements attributed to the KDP officials and an unofficial Kurdish organization, categorically denied any involvement on Tuesday. "The PUK is not a party to the recent confrontation between the KDP and the PKK. The PUK has not, and will not, intervene in a confrontation that we have not been consulted about," read a press release faxed by the PUK's Ankara office.

"We are hopeful that observers of the Iraqi Kurdish scene will discern the motivation for such actions and statements.

Those who seek the perpetuation of militia rule in Iraqi Kurdistan are reaping the consequences of their reckless policies," the statement continued.

Giving assurances of PUK's commitment to the U.S. peace move, the statement warned that "future stability in Iraqi Kurdistan depends on the peaceful resolution of the PUK-KDP conflict. This is of paramount importance, not only to the people of Iraqi Kurdistan, but also to our neighbors. We believe that the restoration of the rule of the Iraqi Kurdistan's regional authority and eliminating militia rule are necessary to assuring our neighbors of their legitimate security concerns based on international law and mutual non-interference in domestic affairs."

Although the officials of the sides take care not to venture any guesses about the likely allies of Öcalan in his drive to scuttle the U.S. peace initiative, the Kurds generally turn suspicious glances to Syria and Iran, the two countries which have sizable Kurdish minorities and have ambitions to influence the future political shape of the area.



Iraqi Kurds believe that of the 2,000-odd PKK separatists estimated to be confronting the KDP forces in the area, the bulk have recently arrived from "neighboring countries," including Turkey.

Iran, affronted with the Iraqi Kurds' embrace of the U.S. initiative after its own efforts failed, is believed to be grudging its sidelining and the prospect of losing a main leverage in the region's politics on insistence of Washington at odds with its fundamentalist

regime.

Syria, known to be giving shelter to the PKK leader despite its official denials, is seen by analysts as being anxious not to allow the waning of PKK's presence in northern Iraq, a development that would rob itself of a potent trump in its dealings with Turkey—with which it has water disputes—and with Iraq—which it wants to be ruled by a pro-Damascus wing of the Baath Party.

has other ulterior motives... Those who supported the Iraqi Kurds (especially in France) and who always spoke out about their plight must now have something to say when these people come under PKK attacks...

Maybe those who at least had some sympathies for the PKK in the West will now see the true face of this terrorist organization, which has very little regard even for their own brothers in northern Iraq...

When Turkey sent its incursion force into northern Iraq, our friends in the West were all up in arms. Turkey said the PKK was a threat to its national security and vowed not to allow the PKK to operate in northern Iraq. After Turkey pulled its troops from the region under severe Western pressure PKK returned to the area and had the courage to attack the Iraqi Kurds. Now we expect those who opposed our military incursion to do some explaining to us...

The Provide Comfort force was set up by the Western powers and Turkey to protect the Iraqi Kurds against Saddam Hussein and his troops. Now we see that the Iraqi Kurds are under threat from the PKK militants. So are we to just sit on the sidelines and watch the PKK butcher Iraqi Kurds as they did civilians inside Turkey? Or should we teach a lesson to the PKK and Öcalan?

## PKK is showing its true face

**T**he fact that 3,000 militants of Turkey's terrorist organization PKK (the outlawed Kurdistan Workers' Party) have attacked the strongholds of the Kurdistan Democratic Party in northern Iraq offers several lessons to our Western friends who wanted to see the Kurdish separatists in a political context...

PKK leader Abdullah Öcalan has said the aim of the PKK attack against Massoud Barzani's KDP was to sabotage the peace brokered between this organization and its archrival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) by the United States at a meeting in Ireland.

There are claims that Öcalan was encouraged to sabotage the peace process in northern Iraq by Syria, which feels it should have a say in what happens in northern Iraq...

Öcalan claimed the end of the peace process between KDP and the PUK would be a blow to Turkey and confirmed a Turkish Daily News report published on Tuesday that his aim was to provoke a Turkish military intervention in northern Iraq.

What Öcalan does not seem to understand is that the U.S. was the actual player behind the peace process in northern Iraq and the PKK is sabotaging an American effort which will not go down too well in Washington...

The PKK has always said it is fighting the Turkish state because it claims the Kurdish people are subjected to injustices. Thus the PKK says its sole aim is to set up a separate Kurdish state on Turkish soil. The fact that the PKK is now involved in a power game in northern Iraq shows that the terrorist organization

*Editorial*



By İlınur Çevik

*Turkish Daily News*

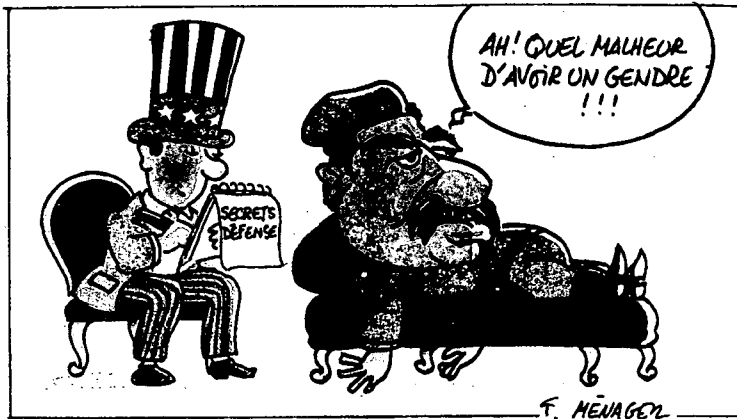
THURSDAY, AUGUST 31, 1995

### ■ Journalist dies while under custody

Sayfettin Tepe, a correspondent for daily Yeni Politika, died on Tuesday while under the custody of Bitlis security forces in Southeastern Turkey. While security officials claimed that he had committed suicide, his family and members of the newspaper said he had died because of the torture that was inflicted on him. The signs of torture could be seen on the body, Tepe's family added and demanded a second autopsy. These "suicides" while under custody are becoming quite routine. Tepe was one of three correspondents of the same paper to be taken into custody on Aug. 22. While the other two were freed on the same day, Tepe was held. Although officials said he would be taken to Istanbul, he was sent only to nearby Bitlis, where he later died. Tepe's two brothers went to the police station and saw him a few times there. On Tuesday, the police went to the brothers' house and told them that Sayfettin had hung himself with his underwear. When the brothers went to the police station, the police would not let them inspect the body for long. "There were no serious wounds on my brother's neck, only some which seemed to have resulted from suffocation by a human being," Tayyip Tepe said. Doctors refused to show the brothers the autopsy report. Lawyers who used to work for the now-closed-down Yeni Politika applied to the Justice Ministry and claimed that Tepe had probably been killed by torture, and asked for a second autopsy. "That Tepe committed suicide by hanging his underwear on the prison bars is not very credible," they said. The lawyers added that the Tepe family were constantly being threatened by the police.

WEDNESDAY, AUGUST 30, 1995

*Turkish Daily News*



### **Irak : l'heure de vérité pour le dictateur**

Le général irakien Hussein Kamel Hassan est un grand bavard et tout ce qu'il raconte passionne les services secrets américains. Le gendre de Saddam Hussein, réfugié début août en Jordanie, est un puits de secrets à lui seul. Ancien ministre de la Défense et, à ce titre, bourreau des Kurdes et des Chiïtes révoltés contre le tyran de Bagdad après la défaite de 1991, il fut ensuite chargé de gérer les industries d'armement de son beau-père. Et, comme il révèle, au cours de longues séances, le détail des travaux menés par les chercheurs irakiens en matière nucléaire, chimique et bactériologique, Saddam Hussein ne peut plus mentir. A contre-cœur, il libère à son tour sa conscience, si l'on ose dire, devant Rolf Ekeus, le chef de la commission de l'Onu chargée de vérifier que l'Irak obéit aux injonctions de l'organisation internationale, à savoir l'élimination de toutes ses armes dangereuses pour le Moyen-Orient. On apprend ainsi que Saddam Hussein avait bel et bien équipé des missiles de têtes bactériologiques, et qu'il s'apprêtait à tester une bombe nucléaire, peu de temps avant d'envahir le Koweït, en août 1990. Ce test lui aurait permis de prendre les monarchies pétrolières en otages. Bref, Bagdad, horriblement gêné par les bavardages intempestifs du gendre félon, se met à table dans l'espoir d'obtenir la levée de l'embargo voté

par l'Onu, un embargo féroce qui lui interdit de vendre son pétrole. Jusqu'à présent, les Etats-Unis, qui redoutent le retour du pétrole irakien sur le marché et, donc, la chute des cours, s'opposaient à la levée des sanctions en invoquant les mensonges d'Hussein. Et Bill Clinton contrait la France et la Russie, avocats de la reprise des affaires avec un pays détenant au moins 10 % des réserves mondiales d'or noir. Or, les indiscretions du gendre, qui aspire à s'asseoir dans le fauteuil de son beau-père, accélèrent l'heure de vérité sur la réalité des œuvres de mort du dictateur et pourraient conduire Washington à se montrer plus souple à l'Onu. Une décision très difficile à prendre. Si l'embargo est levé, Saddam Hussein disposera alors d'un fantastique matelas de dollars qui lui permettra de relancer la course à la prospérité et de consolider son pouvoir, très ébranlé par plusieurs tentatives de coups d'Etat.

Si l'embargo est maintenu, le dictateur risque de ne pas survivre aux coups de ses adversaires. Alors, l'Irak pourrait éclater. Les six millions de Chiïtes se tourneraient vers l'Iran. Les quatre millions de Kurdes joueraient l'indépendance, en donnant des idées à leurs frères de Turquie. Bref, toute la région entrerait probablement dans une ère d'instabilité. La région où l'Occident puise l'essentiel de son indispensable pétrole. ■

## Heftige Debatten um die Kurdenfrage

### Wissenschaftlicher Bericht stiftet Unruhe in der Türkei

Eine soziologische Untersuchung zur Kurdenfrage der Türkei sorgt in Kreisen der Intellektuellen, Politiker und der Wirtschaft für heftige, anhaltende Debatten. Die Untersuchung belegt, dass die überwältigende Mehrheit der Kurden den blutigen Konflikt in Südostanatolien als eine Frage der verweigerten «ethnischen Identität» betrachten.

it. Istanbul, Ende August

Unter dem Titel «Die östliche Frage – Diagnose und Beobachtungen» ist in der Türkei kürzlich eine soziologische Untersuchung zur Kurdenfrage veröffentlicht worden. Während 18 Monaten hatte eine Studiengruppe unter der Leitung von Dogu Ergil, einem renommierten Professor der Politischen Wissenschaften an der Ankaraner Universität, in den Zentren der kurdischen Rebellion, Batman, Diyarbakir und Mardin, sowie in den westlichen Metropolen Adana, Mersin und Antalya, die einen Grossteil der Emigranten aus dem Südosten beherbergen, 1263 Personen kurdischer Abstammung zum blutigen Konflikt im Südosten des Landes befragt.

Von den Befragten lehnten rund 90 Prozent die gegenwärtige politische Staatsstruktur als einseitig ab. Während 46 Prozent die Gründung einer türkisch-kurdischen Föderation anstrebten, wollten 11 Prozent einen unabhängigen Staat haben, weitere 11 Prozent politische Autonomie, und 16 Prozent verlangten weitgehende Reformen auf lokaler administrativer Ebene. 90 Prozent der Interviewten gaben an, ihre Muttersprache sei «Kurdisch». Kurdisch sollte laut der Forderung von 65 Prozent neben dem Türkischen als offizielle Sprache der Republik Türkei anerkannt werden. Die überwältigende Mehrheit der Befragten (77 Prozent) verurteilte ferner die «militärische Lösung» des Konflikts. Laut diesen Stimmen kann nämlich weder die Armee in ihrem Kampf gegen die PKK erfolgreich sein noch die PKK mit einem Guerillakrieg die Gründung eines unabhängigen Kurdistan jemals erreichen. Monatelang durfte der Bericht nicht veröffentlicht werden; erst Anfang August wurde sein Inhalt bekannt.

#### Widersprüchliche Reaktionen

Die Generalsekretärin der Istanbuler Industriekammer, Bahar Sahin, nahm eine distanziert kritische Haltung an, als sie auf den Bericht angesprochen wurde. Dieser werde im Endeffekt ohne Folgen bleiben, sagte sie ohne Zögern. Die Kurden in der Türkei genössen schliesslich alle Minoritätenrechte und könnten alle Ämter, auch das des Staatspräsidenten oder des Aussenministers, anstreben. Je länger die Generalsekretärin der Industriekammer über den Bericht sprach, je weniger konnte sie aber einen Anflug von Wut verheimlichen. Die Kurden seien unersättlich, behauptete sie. Gewährte die Türkei ihnen jetzt einen eigenen Staat, so forderten die Kurden einen nächsten Staat in Iran, in Irak, in Syrien und sehr bald auch in Europa.

Zur völlig entgegengesetzten Schlussfolgerung kam die Istanbuler Sektion der einzigen legalen prokurdischen Partei, Hadep. Der Bericht werde mittelfristig die offizielle Kurdenpolitik der Türkei beeinflussen, sagte ihr Vorsitzender. Die wahren Initiatoren seien nämlich die Amerikaner, die für

die Befriedung der Kurden in Nahost eine Art Autonomie oder Föderation nach dem Beispiel des Nordiraks im Auge hätten. Der Hadep-Vorsitzende und die Generalsekretärin der Istanbuler Industriekammer dürften die zwei am stärksten voneinander abweichenden Meinungen vertreten. Indessen kann man aber alle Nuancierungen zwischen diesen Extremen hören.

#### Unmut der Wirtschaft

Die Ergebnisse der akademischen Arbeit widerlegen in aller Deutlichkeit die Thesen der offiziellen Kurdenpolitik. Die Türkei habe keinen ethnischen Konflikt, lautet es monoton, seitdem sich Ankara im Jahr 1992 für die militärische Lösung entschieden hat, sondern die Türkei habe ein Terrorproblem, dem mit der Macht der Waffen begegnet werden müsse. In diese Kerbe schlug der Innenminister Nahit Mentese, der in dieser Sache als Falke gilt. In einer Rede in Diyarbakir, der grössten kurdischen Stadt der Türkei, schloss er jeden Gedanken an eine Föderation aus. Kurz darauf leitete das Sondergericht Ankaras eine Untersuchung gegen die Verfasser des Berichts ein. Nach Angaben des Staatsanwalts muss abgeklärt werden, ob die Passagen zur Frage einer Föderation oder der Anerkennung des Kurdischen als zweite offizielle Sprache ein Verbrechen gegen den Staat darstellen.

Die Verfechter der militärischen Lösung scheinen dennoch durch den Bericht verunsichert. Die wissenschaftliche Arbeit wurde nämlich vom einflussreichen Türkischen Dachverband der Handelskammer und der Börsen (Tobb) finanziert. Wirtschaftskreise in der Türkei verhehlen in letzter Zeit ihren Unmut über die finanzielle Bürde der militärischen Lösung nicht. Die Kriegskosten betragen nach offiziellen Angaben jährlich über 7 Milliarden Dollar. Hinzu kommen die politischen Kosten, etwa die Erschwerung der Beziehungen zur Europäischen Union. Der Bericht, der eine politische Lösung des Konflikts befürwortet, hat deshalb manche Verfechter in der türkischen Wirtschaftswelt gefunden.

Verunsichert fühlen sich die Nationalisten weiter durch die Tatsache, dass der Vorsitzende des Tobb mit der Regierungschefin Ciller eng liiert ist. Die konservative Oppositionspartei Anap etwa ist davon überzeugt, die Regierungschefin habe den Bericht auf Druck der Amerikaner veranlasst. Der Bericht des Tobb gleiche aufs Haar einem Bericht der amerikanischen CIA und habe zum Ziel, den Gedanken einer Föderation in der Türkei salonfähig zu machen, erklärte der Anap-Vorsitzende, Mesut Yilmaz. Die Massenmedien spekulieren, dass eine politische Lösung auch von einem Teil der Sicherheitskräfte befürwortet werde; dass anfänglich Staatspräsident Demirel den Bericht als

Basis für eine breite öffentliche Debatte lobte, gilt ihnen als deutlicher Hinweis darauf.

### Gestärktes nationales Bewusstsein der Kurden

Der kurdische Intellektuelle Bahoz Schavata hält fest, die türkische Gesellschaft schweige noch immer über einen Krieg, der rund 20 000 Menschen das Leben gekostet und über ein Drittel des Landes verwüstet habe. Die Regierungschefin, die in der Tat eine Debatte auslösen wollte und zu Beginn überschwänglich von «unserem Bericht» sprach, habe sich nun davon distanziert. Weil der Bericht Ergils den Konflikt in Südostanatolien mit akademischen Argumenten auf die verweigerter «ethnische Identität» zurückführe, werde er aber das nationale Bewusstsein der Kurden in den westlichen Grossstädten der Türkei dennoch stärken.

Schavata leitet das neue kurdische Kulturzentrum Med-Kom, das vor kurzem im Istanbuler Viertel Beyoglu eröffnet wurde. Die kurdischen Jugendlichen, die zur Eröffnungsfeier des Zentrums kamen, sprachen miteinander betont auffallend kurdisch, und sie lasen die neue Wochenzeitung «Armanç» (Ziel), die in kurdischer Sprache erscheint. Es lagen Dutzende von Abhandlungen zur kurdischen Geschichte auf sowie die neuerdings zuhauf erscheinenden Bücher zur kurdischen Grammatik. Im Vergleich zu den Kurden im Südosten seien die Emigranten in den Grossstädten der Westtürkei mit nationalen Forderungen weitaus radikaler, hebt der Tobb-Bericht hervor. Wegen seines Berichts wurde Professor Ergil vom Grossteil der türkischen Presse als «ausverkaufter Patriot» verunglimpft.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 31, 1995

## Beware of Iraq

Iraq's government, under Saddam Hussein, has outsmarted itself. In an effort to persuade the United Nations to lift its sanctions and permit Iraq to sell oil again, the government has turned over a huge collection of documents describing its efforts to develop illicit weapons.

This material is full of ugly surprises. It not only strengthens the argument that Mr. Saddam will have to relinquish power as part of any settlement with the United Nations. It also suggests that the United Nations cannot safely lift the sanctions until it gets broad legal authority to maintain surveillance over the regime that succeeds him.

The new material shows that the Iraqis had an array of extremely dangerous biological weapons ready to use during the Gulf War. Since the Iraqi government had denied repeatedly and vociferously for four years that it had done any significant work on biological warfare, there's no reason now to believe that it is telling anything like the whole truth.

The United Nations discovered shortly after Iraq's defeat that it had been working hard on nuclear weapons. Now the inspectors learn that, within that secret project, there was a separate and more secret crash effort to find a shortcut to a nuclear bomb. It was interrupted only by the allied attack in early 1991.

The UN inspectors have spent more than four years in hard and frequently

successful detective work. They learned a lot but, it's now obvious, far from everything about the Iraqi weapons.

This latest outpouring of information is owed to the defection of one of Mr. Saddam's sons-in-law, a general who had been running the weapons operations. The government in Baghdad clearly wants to preempt anything that he might disclose. But there may still be important material that neither of them has chosen to reveal. The inspectors' work is not completed.

If Saddam Hussein were to be forced out of office, it's by no means certain, or even probable, that his successor would voluntarily cooperate with the United Nations. His most conspicuous opponent at present is the defecting general, who served his father-in-law faithfully for many years and who might well continue to see weapons of mass destruction as the short route to world power.

Iraq is again calling on the United Nations to end the sanctions. Before that happens, it will have to meet several kinds of conditions, including some assurance of better treatment of the unfortunate people who live in that country. But as a matter of public safety, the new disclosures about the weapons require the UN to insist on much wider and continuing access to those parts of a secretive government that shelter the weapons makers.

—THE WASHINGTON POST.

## PKK forms a new union in northern Iraq

**Entrenchment:** Following the establishment of a union of its supporters, the PKK has launched attacks against its northern Iraqi rival, the KDP

By Sinan Yılmaz

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's separatist Kurdistan Workers' Party or PKK, currently locked in combat with the forces of fellow Kurds in northern Iraq, has reportedly achieved its aim of gaining more influence in the region by luring other Kurdish groups into its umbrella organization, the Kurdistan National Democratic Union (KNDU).

This Democratic Union, established in March through PKK initiatives has now reportedly expanded its membership to include a total of 10 Kurdish unions or organizations. The union is currently distributing statements in various provinces of northern Iraq, announcing its establishment.

The PKK, which aims to be a third power in the region where the Kurdistan Democratic Party (KDP)

and the Kurdistan Patriotic Union (KPU) are already powerful, has launched an attack against KDP forces in a move to pave the way for the establishment of a federation.

The PKK appears to have wanted to consolidate its power in the new union prior to attacking the KDP forces. According to local sources, the groups within the new union are not strong in terms of their armed power. Several of these groups, however, include almost 500,000 armed members. These groups will provide the PKK with logistical support and will make efforts to increase the PKK's popularity with the local population.

The statements announcing the foundation of the KNDU indicated that the union aims to establish a revolutionary-democratic federation within the Kurdish regions of northern Iraq. The Union announced that

it will convene a national congress and will determine its leader there, and later will make efforts to form a federation with Iraq within the framework of the Middle East People's Federation. The statement, which underlined that the KNDU would make use of any violent or nonviolent means to achieve its objectives, said that the clashes between KDP and KPU were damaging the process of national democratic development.

Some of the 10 organizations or unions which have joined KNDU are the Kurdistan Independent Labor Party, the Kurdistan Labor Party, the Organization Demanding Democracy, Liberation, the Kurdistan Communist Party, and the Kurdistan Social Democrat Party.

The Kurdistan Revolutionary Hizbullah Organization is reported to support the Union as well.

## US: PKK has no constructive role to play anywhere

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- United States State Department spokesman Nicholas Burns on Tuesday repeated the administration's view that the "PKK is a terrorist group" and that it "has no constructive role to play in northern Iraq or anywhere else."

Responding to a TDN question

concerning the attacks launched last week by the PKK on KDP bases in northern Iraq, Burns said: "Both Kurdish partners in the ongoing peace process facilitated by the US, that is the Kurdish Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), have expressed support for Turkey's legitimate security interests in its struggle against

the PKK."

"We know that the PKK uses northern Iraq as a safe haven.

When the security situation is uncertain enough to allow it freedom of movement and action, increased stability among the Kurds in northern Iraq is the best way to deter PKK terrorists' operations inside northern Iraq," Burns said.

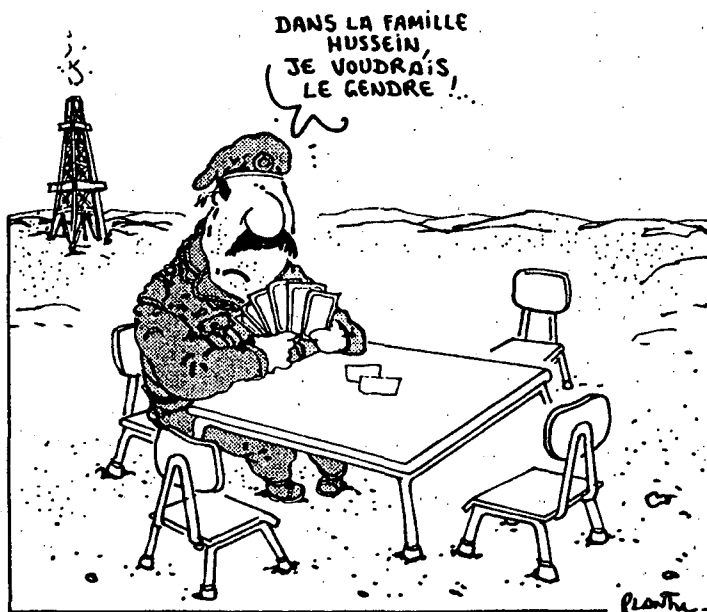
### ■ Human Rights Association demands Parliament 'give peace a chance'

The Human Rights Association (HRA) called on the Turkish Parliament to meet on Sept. 1, which is the World Peace Day. Akin Birdal, chairman of the association, sent Parliament speaker Hüsamettin Cindoruk a telegram saying that: "The meeting's agenda must be to stop the war and find solutions with the aim of establishing peace. Our country will then have realized what its responsibilities entail. The Serbian violence constitutes a scar on the human conscience. These crimes against women and children in Bosnia are not only against Bosnians but the whole of humanity. An unjust and dirty war has been going on in Turkey for years as well. No chance has been given to finding a democratic, just, and peaceful solution compatible with supranational law. The problem has consistently been denied. Choosing violence and military force as the only way of solving the Kurdish problem has caused irreparable damage to the country. The seeds of separatism and enmity have been planted in the relations of two brother peoples. Our future is swiftly going toward a deep depression and danger." The solution to the problem rests with the Parliament, Birdal added in the telegram, saying, "Let's give peace a chance on Sept. 1, the World Peace Day."

# L'Irak admet avoir menti à l'ONU sur ses programmes d'armement

Après la défection de son gendre, Saddam Hussein promet la transparence

**P**REMIÈRE conséquence de la défection en Jordanie du « père » des programmes d'armement de l'Irak : les autorités de Bagdad ont affirmé, dimanche 13 août, être désormais disposées à tout dire à la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de leur pays et à l'Agence internationale de l'énergie atomique. Même s'il impute la responsabilité de la rétention d'informations au général félon, Hussein Kamel Hassan, le régime de Saddam Hussein admet ainsi, contrairement à ce qu'il affirmait jusqu'à maintenant, avoir menti aux instances internationales, notamment sur les questions nucléaires. Le désarmement de l'Irak étant la condition de la levée de l'embargo pétrolier qui leur a été imposé, entre autres sanctions, en août 1990, par le Conseil de sécurité de l'ONU, les autorités de Bagdad craignent qu'un tel allègement de l'embargo ne soit renvoyé *sine die*. Lors d'une conférence de presse, samedi 12 août, à Amman, le général Hassan a souhaité le renversement du régime



de Saddam Hussein. Mais son appel à la rébellion générale a été accueilli avec réserve par l'opposition, qui demeure sceptique sur les capacités de mobilisation du fugi-

tif et tient à garder ses distances envers un homme qui fut très étroitement lié au pouvoir irakien.

Lire page 2

**LA MANŒUVRE** est grossière et la maladresse caricaturale : accusant le général fugitif, Hussein Kamel Hassan, d'avoir fait de la rétention d'informations en sa qualité de chef de l'Organisme de l'industrialisation militaire, l'Irak a invité, dimanche 13 août, les chefs de la commission spéciale de l'ONU chargée de son désarmement et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rolf Ekeus et Hans Blix, à se rendre « d'urgence » à Bagdad pour recueillir toutes les informations qu'ils exigent sur ses programmes d'armement.

« Après la fuite de Hussein Kamel Hassan, plusieurs responsables de l'organisme ont indiqué que ce traître leur avait donné l'ordre de dissimuler des informations importantes sur les programmes d'armements passés de l'Irak », a affirmé le vice-premier ministre, Tarek Aziz, dans une déclaration publiée par l'agence officielle INA. Il leur a fait croire, que les ordres venaient de haut, dans le but, a dit M. Aziz, de « fournir des prétextes à l'Amérique (...) pour maintenir l'embar-

go » imposé à Bagdad après l'invasion du Koweït, en août 1990.

Le général Hassan est certes loin d'être un enfant de chœur, mais de l'avis de tous les Irakiens et diplomates occidentaux rien ne se fait à Bagdad sans l'aval du président Saddam Hussein. Celui-ci cherche donc tout simplement à court-circuiter toute révélation que son gendre félon pourrait faire à propos de l'armement dont s'était doté l'Irak avant l'invasion du Koweït. Selon l'opposition, le général Hassan aurait même été, depuis longtemps, partisan d'une coopération sincère avec l'ONU, alors que le fils aîné du chef de l'Etat, le tout-puissant Oudaï, s'y opposait.

## MENSONGE AVOUÉ

Mais au-delà de la manœuvre du gouvernement irakien il est intéressant de retenir que l'Irak, qui prétendait avoir tout dit sur son armement, notamment biologique, dans un volumineux dossier de près de cinq cents pages récemment remis à M. Ekeus, se trouve aujourd'hui obligé d'admettre qu'il a omis certaines informa-

tions. Ce dont M. Ekeus se doutait puisqu'une première lecture du rapport lui avait permis de relever des « contradictions » aussi bien à propos de la « production » d'armes biologiques que pour ce qui concerne leur « destruction », que Bagdad affirmait avoir achevée avant le déclenchement de la guerre pour la libération du Koweït.

Plus intéressante est la reconnaissance par le régime irakien qu'il a menti à propos de l'en-

semble de ses programmes d'armement, notamment nucléaire. Et l'AIEA a de quoi être surprise, elle qui, dans un rapport remis en avril, au Conseil de sécurité de l'ONU, affirmait que les éléments essentiels du programme nucléaire clandestin passé de l'Irak ont été identifiés, détruits, supprimés ou rendus inoffensifs.

Simultanément, l'AIEA, qui a installé en Irak un système de stricte surveillance, engageait une enquête à propos d'informations

## La famille du général félon réclame son assassinat

« Le sacrifice de son sang et de sa vie [est] toléré en raison de son acte lâche et de sa trahison. Nous proclamons devant Dieu et devant le peuple que nous renions celui qui a volé l'argent du peuple, trahi les principes du [parti] Baas et la confiance du leader [Saddam Hussein]. » Selon un schéma classique en Irak, où la terreur d'Etat l'emporte sur toute autre considération, la famille du général Hassan a publiquement réclamé son assassinat, dans une lettre adressée à Saddam Hussein et publiée dimanche 13 août par la presse de Bagdad. Elle porte la signature du général Ali Hassan El Majid, ex-ministre irakien de la défense. En janvier déjà, la famille de l'ancien chef des services de renseignement militaire, le général Wafiq El Samarral, passé à l'opposition, avait aussi réclamé son meurtre. - (AFP)

publiées par l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, selon lesquelles Bagdad aurait relancé en secret son programme nucléaire. L'hebdomadaire s'appuyait sur des documents que lui aurait faxés un ingénieur nucléaire irakien, depuis lors porté disparu. Il y a quelques jours, l'Agence de Vienne concluait que les informations du *Sunday Times* étaient sans fondement.

#### « SECRETS D'ÉTAT »

Or, en invitant M. Blix à Bagdad, les Irakiens confirment sinon l'authenticité des informations du *Sunday Times*, du moins la rétention d'informations sur le nucléaire, alors même que la Communauté internationale croyait le dossier clos, le seul véritable problème étant celui des armes biologiques. Seuls les Etats-Unis demeuraient sceptiques à propos de l'ensemble des révélations faites par Bagdad. Le désarmement total de l'Irak étant la condition *sine qua non* de la levée du seul embargo pétrolier imposé à l'Irak en vertu de la résolution

687 du Conseil de sécurité de l'ONU, il apparaît évident qu'une telle levée est renvoyée aux calendes grecques. Il semble en effet plus difficile que jamais à la Commission de l'ONU de croire sur parole ses interlocuteurs irakiens. Néanmoins, prenant les autorités irakiennes au mot, M. Ekeus a d'ores et déjà indiqué qu'il avait l'intention de se rendre, cette semaine, à Bagdad, avec l'espoir que la défection du général Hassan aura pour heureuse conséquence une meilleure disposition de l'Irak à coopérer avec les Nations unies.

Désormais réfugié en Jordanie, où il a obtenu l'asile politique, le général Hussein Kamel Hassan a exprimé des réserves quant à sa volonté de livrer les secrets de l'armement irakien. « *Il s'agit de secrets d'Etat que nous ne pouvons pas révéler*, a-t-il déclaré, lors d'une conférence de presse réunie, samedi, à Amman. *Nous ne le ferons que si cela se révèle dans l'intérêt de notre pays.* »

Mouna Naïm

## La Jordanie de nouveau courtisée

D'ORES ET DÉJÀ, la Jordanie commence à récolter les fruits de sa décision d'accorder l'asile politique à deux gendres du président irakien. Le Koweït, qui l'accusait d'avoir soutenu l'Irak lors de l'invasion de son propre territoire en août 1990, souhaite désormais, selon son ministre des affaires étrangères, que les relations bilatérales « *progressent davantage dans les prochains jours* ».

En attendant, les forces armées koweïtiennes ont pris des dispositions pour prévenir tout accrochage à la frontière, a affirmé le ministre koweïtien de la défense, Cheïkh Ahmad El Hamoud Al Sabah, dans une déclaration publiée dimanche 13 août par la presse. « *Nous surveillons le sud de l'Irak, mais pour le moment nous n'avons rien remarqué d'exceptionnel* », a-t-il ajouté.

La presse koweïtienne a rendu hommage à la décision de la Jordanie d'accorder l'asile politique au général Hassan et à ceux qui l'accompagnent. « *La Jordanie se repent des torts causés aux pays du Golfe* », a estimé le quotidien *El Watân*, pour qui Amman « *contribue ainsi à renverser le gouvernement de Saddam Hussein* ». Le Koweït attend aussi que le général fugitif « *lui fournisse des informations sur les prisonniers* » capturés par l'Irak lors de l'invasion du Koweït, et dont il estime le nombre à 620.

Selon une source autorisée jordannienne, un prince saoudien dont l'identité n'a pas été divulguée s'est rendu, samedi 12 août, à Amman, pour discuter avec le roi Hussein de la défection des deux gendres du

président irakien. L'Arabie saoudite n'a toujours pas, elle non plus, normalisé ses relations avec la Jordanie depuis l'invasion du Koweït. Pour le quotidien saoudien *El Medina*, « *le régime irakien, qui repose sur la famille d'un seul homme, agonise* ».

Cet avis est partagé par le quotidien officiel syrien *El Saoura*, selon lequel les défections sont « *le prélude à l'effondrement du régime* », lequel, « *profondément blessé* », sera toutefois « *plus sanguinaire et plus dangereux* » que jamais. La radio iranienne a estimé que l'armée et le parti Baas au pouvoir « *sont plus vulnérables que jamais* » après « *deux guerres et deux échecs* ». « *Le mécontentement risque de s'étendre à la population et surtout au sein de l'armée* », a ajouté Radio-Téhéran.

Venu expliquer à la Jordanie la politique de la Grande-Bretagne en ex-Yougoslavie, le secrétaire d'Etat britannique à la défense, Nicholas Soames, est arrivé dimanche 13 août à Amman, dans le cadre d'une tournée dans plusieurs pays arabes. Il est accompagné du maréchal William Wrattan, qui avait commandé les forces aériennes britanniques pendant la guerre du Golfe en 1991 et qui dirige depuis 1992 un programme de développement militaire saoudien. Il va de soi que les responsables britanniques discuteront avec leurs interlocuteurs des défections irakiennes. Le hasard aura voulu que celles-ci coïncident avec l'imminence de manœuvres militaires américano-jordanniennes en mer Rouge, prévues du 18 août au 7 septembre. - (AFP, Reuter.)

## Le général Hassan a gagné ses galons à l'ombre du régime

**RARES SONT CEUX** qui savent que le général Hussein Kamel Hassan, âgé de 37 ans, gendre du président irakien, et qui a fait défection,



PORTRAIT

tion, mardi 8 août, en Jordanie, a failli être hospitalisé, en février 1994, à Paris, pour se faire soigner d'une tumeur au cerveau. La France ayant tiré la leçon d'une visite très critiquée, l'année précédente, à Paris; du vice-premier ministre irakien Tarek Aziz - officiellement pour raisons de santé -, le général Hassan n'avait pas obtenu de visa et avait dû se rendre en Jordanie avant de regagner Bagdad.

Le général fugitif, qui dénonce aujourd'hui Saddam Hussein, était encore, jusqu'à la semaine dernière, un des hommes de confiance du président, dont il est le cousin issu de germain - son père est le cousin germain du président - et à l'ombre duquel il a fait toute sa carrière. Né dans ce même village d'El Ouja, dans la région de Takrit, où vit le jour le chef d'Etat, il a d'abord été l'un des factotums de l'oncle maternel de M. Hussein, Khairallah el Tulfeh, lorsque ce dernier était gouverneur de Bagdad à la fin des années 1960. Après ces premiers pas, il se hisse au rang de membre de la garde de l'actuel président - alors que celui-ci n'était que le numéro deux du régime - avant de gravir un nouvel échelon en 1973, pour faire partie du deuxième cercle de cette garde. C'est au cours de la guerre contre l'Iran (1980-1988) qu'il devient l'un des proches de M. Hussein, dont il épouse l'une des filles, Raghad, vers le milieu des années 1980, contre l'avis de nombreux membres de la famille du président, pour lesquels ce mariage était une mésalliance.

C'est en 1985 qu'il est chargé par le président d'entrer en contact avec les sociétés étrangères pour la conclusion de contrats d'armement, prélude à la création de l'Organisme de l'industrialisation militaire, dont il devait devenir le chef. Dans leur livre *Saddam Hussein*, paru aux Presses de la Cité, Judith Miller et Laurie Milroie indiquent qu'en 1987 « il aurait empêché une commission personnelle de 60 millions de dollars pour l'achat de 120 missiles Scud ». Il est aussi en contact étroit avec l'un des services de renseignements du pays, le Amn el Khassa (la sécurité spéciale), directement rattaché au cabinet présidentiel.

Norman Lester, auteur d'une biographie de Gerald Bull, le père du « canon géant », parue aux éd-

tions Le Méridien, affirme que le général Hassan était l'ami personnel de ce dernier et que c'est lui qui avait proposé à Bull de construire un canon géant de 1 000 mètres pour l'Irak: « Hussein Kamel aurait fait en sorte que Bull présente lui-même son projet à Saddam Hussein. » Gerald Bull fut assassiné en 1990 en Belgique. Le général Hassan était ministre de l'industrie avant l'invasion du Koweït, en août 1990. Il fut nommé ministre de la défense en avril 1991, après la

### Un appel à renverser Saddam Hussein

Le général Hassan a appelé samedi 12 août, lors de sa conférence de presse, à Amman, « les officiers de l'armée, ceux de la garde républicaine, les officiers de la garde spéciale, les fonctionnaires et la société irakienne à se préparer au tournant important qui fera de l'Irak un Etat moderne négociant raisonnablement avec la communauté internationale, en particulier les Arabes ». Il s'est dit « confiant que tous les officiers savent ce que signifie son appel, tout comme ils connaissent son rôle dans la structure de l'armée et par conséquent sa capacité à réparer les erreurs », a-t-il ajouté. Il a affirmé vouloir renverser le régime « par des moyens militaires et politiques et grâce aux (services de renseignements) », et avoir déjà pris contact, pour ce faire, « avec des officiels en Irak et à l'étranger, ainsi qu'avec des personnes résidant à l'intérieur et à l'extérieur du pays ».

guerre du Golfe, avant de perdre son poste, en février suivant, pour devenir conseiller du président, puis de se voir de nouveau confier le portefeuille de l'industrie, en septembre 1993.

A cet itinéraire « privilégié », l'opposition ajoute un palmarès peu reluisant en matière de répression. Ahmad Jalabi, le secrétaire du Conseil national irakien (CNI), qui groupe, à Londres, plusieurs formations de l'opposition, lui impute des manières aussi brutales que celles de son beau-père. « Il a participé aux crimes du régime », assure-t-il.

Aussi est-ce avec beaucoup de prudence, mais non sans une certaine ambiguïté, que M. Jalabi juge aujourd'hui le général félon. Le CNI, affirme-t-il, n'a pas pris contact avec lui mais attend de savoir quel est son programme d'action: que projette-t-il en matière « de démocratie, de respect des droits de l'homme, de pluralisme ? », s'interroge-t-il.

Mais, dans le même temps, le se-

crétaire du CNI admet que le général Hassan est inscrit sur la liste noire de l'opposition, qui répertorie tous les dirigeants irakiens que le CNI juge coupables de crimes contre l'humanité et qu'il voulait, dès 1993, faire traduire devant un tribunal à la manière de celui de Nuremberg (*Le Monde* du 12 août).

Comme d'autres opposants en exil, le secrétaire du CNI ne croit pas en la capacité de mobilisation du général Hassan. « S'il en avait été capable, pourquoi aurait-il quitté l'Irak ? », fait-il remarquer. Un opposant indépendant, qui préfère garder l'anonymat, ne peut s'empêcher d'exprimer sa stupéfaction que le frère du général Hassan, Saddam Kamel Hassan, l'un des officiers de la garde présidentielle et qui a pris la fuite avec lui, n'ait pas purement et simplement tiré sur le chef de l'Etat, plutôt que de s'enfuir en Jordanie. « C'est dire, souligne cet opposant, que la nasse est hermétique, et que les deux frères ne pouvaient compter sur personne. »

M. Na.